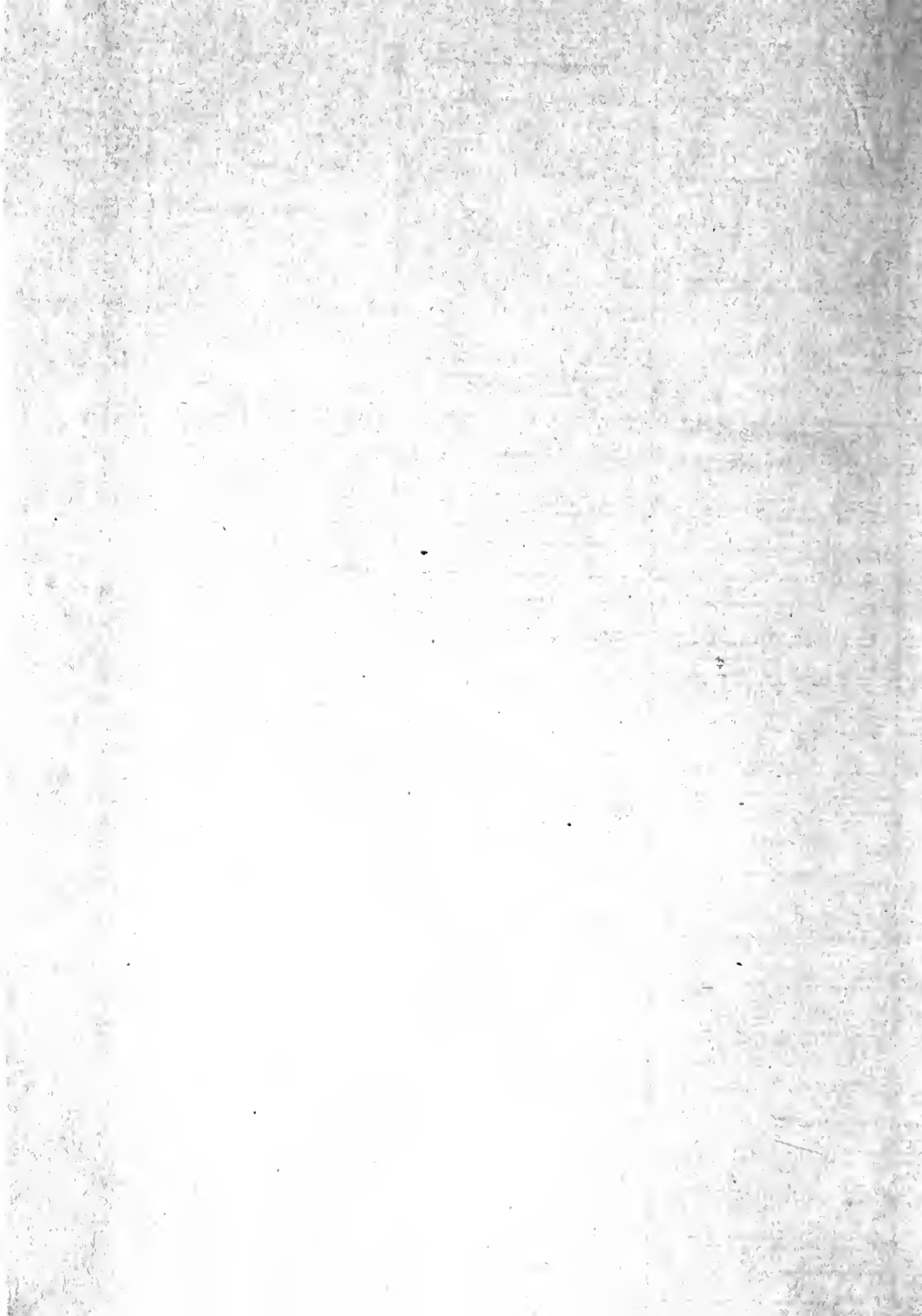




Digitized by the Internet Archive  
in 2010 with funding from  
University of Ottawa







COLLECTION GÉNÉRALE  
DES LOIX,  
PROCLAMATIONS, INSTRUCTIONS  
ET AUTRES ACTES  
DU POUVOIR EXÉCUTIF



COLLECTION GÉNÉRALE  
DES LOIX,  
PROCLAMATIONS, INSTRUCTION  
ET AUTRES ACTES

DU POUVOIR EXÉCUTIF,

PUBLIÉS pendant l'Assemblée Nationale constituante & législative,  
la convocation des États-généraux jusqu'au 31 décembre 1790

*AVEC Tables chronologiques & de Matières.*

---

TOME CINQUIÈME. I.<sup>re</sup> PARTIE

---

*Juillet 1791.*



A PARIS,  
DE L'IMPRIMERIE ROYALE

---

M. DCC. XCII.

CSP

DC

141.5

.A2

1792

v. 5/1

# TABLE CHRONOLOGIQUE

*Dès Loix , Proclamations , Règlemens , Instructions ,  
contenus dans la première Partie du Tome V.*

D A T E S des Loix, &c.	TITRES DES LOIX, &c.	D A T E des DÉCRETS
1791.		1791.
4 Juillet.	Loi explicative des décrets des 21 & 28 juin, relatifs à l'exportation des matières d'or & d'argent. • Page 1.	3 Juillet.
4 Juillet.	Loi relative à une réclamation faite par l'ambassadeur d'Angleterre, à l'occasion de deux bâtimens Anglois retenus dans le port de Nantes. . . . . 3.	4 Juillet.
4 Juillet.	Loi additionnelle au décret du 28 juin dernier, relatif à la liberté de sortir du royaume . . . . . 5.	3 Juillet.
4 Juillet.	Loi qui approuve la conduite des commissaires pacificateurs envoyés à Avignon, & qui les autorise à prendre les mesures qu'ils jugeront convenables pour assurer l'exécution des articles préliminaires de paix arrêtés & signés à Orange le 4 juin dernier. . . 7.	4 Juillet.
4 Juillet.	Loi qui ordonne que la caisse de l'extraordinaire versera par échange à la trésorerie nationale, la somme de 500,000 liv. en assignats de 5 liv. . . . . 9.	4 Juillet.
5 Juillet.	Loi relative aux membres de l'assemblée nationale. 10.	22 Juin.
6 Juillet.	Loi relative aux François qui ont servi chez les puissances étrangères, & qui sont rentrés en France depuis l'époque de la révolution. . . . . 11.	30 Juin.
6 Juillet.	Loi relative aux affaires ci-devant pendantes aux conseils des finances, des dépêches, grande direction, commissions particulières, soit par appel, soit par évocation ou autrement. . . . . 12.	27 Avril.
6 Juillet.	Loi relative à la prescription pour raison des droits corporels ou incorporels dépendant des biens nationaux. . . . . 16.	1 <sup>er</sup> Juillet.

A T E S des LOIX, &c.	TITRES DES LOIX, &c.	D A T E S des DÉCRETS.
1791.		1791.
6 Juillet.	L O I relative au directeur général de la liquidation. <i>Pa.</i> 17.	22 Juin.
6 Juillet.	L O I relative au commerce au-delà du cap de Bonne-Espérance & aux colonies Francoises . . . . . 18.	20 Juin.
6 Juillet.	L O I qui autorise l'acquisition, même la destruction en cas de besoin, d'une maison attenant la prison de l'abbaye St. Germain . . . . . 28.	30 Juin.
6 Juillet.	L O I relative à l'adminiftration des domaines & fonds de terre compris dans la liste civile . . . . . 30.	22 Juin.
6 Juillet.	L O I relative à la marine . . . . . 31.	22 Juin.
6 Juillet.	L O I relative aux officiers généraux & à leurs aides-de-camp . . . . . 34.	30 Juin.
9 Juillet.	L O I sur les moyens de compléter la défense des frontières . . . . . 36.	3 Juillet.
o Juillet.	L O I concernant la conservation & classement des places de guerre & postes militaires, la police des fortifications & autres objets y relatifs . . . . . 38.	24 Mai, 25, 27 & 30 Juin, 2, 4, 5, 8 Juillet.
o Juillet.	L O I relative aux marchandises étrangères importées dans les départemens du haut & bas Rhin . . . . . 93.	7 Juillet
o Juillet.	L O I relative à l'exécution du tarif général des droits de traite dans les cantons y dénommés . . . . . 98.	22 Juin.
o Juillet.	L O I relative aux objets de commerce dont l'exportation est prohibée quant à présent . . . . . 101.	8 Juillet.
o Juillet.	L O I relative aux jugemens rendus & aux délibérations prises sur les contestations qui se sont élevées entre les anciens administrateurs des Quinze - vings . . . 102.	7 Juillet.
o Juillet.	L O I relative aux tribunaux de commerce de Saint-Quentin & d'Orbec, à la paroisse de St. Aignan & au village de la Madeleine, à la commune Lutzen-Chauffel & à celle de Netzenbach . . . . . 103.	4 Juillet.
o Juillet.	L O I qui fixe les cas où la dixme sera présumée cumulée avec le champart, terrage, agrier & autres redevances en quotité de fruits . . . . . 105.	22 Juin.
o Juillet.	L O I relative à divers établissemens religieux existant dans la ville de Royan & dans celle de Louhans . . . 111.	4 Juillet.

D A T E S  
des  
LOIX, &c.

TITRES DES LOIX, &c.

D A T E  
des  
DÉCRETS

1791.		1791.
10 Juillet.	LOI en forme d'instruction, sur divers objets concernant l'aliénation des domaines nationaux . . . . . Page 113.	3 Juillet.
12 Juillet.	LOI relative à la liquidation de différentes sommes faisant partie de l'arriéré . . . . . 128.	5 Juillet.
10 Juillet.	LOI relative au mémoire en forme d'instruction destiné pour les colonies . . . . . 160.	15 Juin.
10 Juillet.	LOI relative aux drapeaux, étendarts & guidons des régimens . . . . . 220.	30 Juin.
10 Juillet.	LOI relative à la principauté de Salm . . . . . 223.	22 Juin.
12 Juillet.	LOI portant circonscription des paroisses dépendant des départemens du Nord, de la Dordogne, du Calvados, de l'Orne, de Maine & Loire, de Seine & Marne, de l'Yonne, du Cher & de l'Allier . . . . . 225.	5 Juillet.
12 Juillet.	LOI relative à la manufacture de Charleville, aux forges de Mariembourg & autres objets . . . . . 239.	4 & 5 Juill.
16 Juillet.	LOI relative à la liquidation de différentes sommes faisant partie de l'arriéré, & contenant quelques dispositions particulières à la liquidation des receveurs des finances . . . . . 241.	9 Juillet.
16 Juillet.	LOI relative au moyen de maintenir la tranquillité publique . . . . . 300.	16 Juillet.
16 Juillet.	LOI qui détermine les cas où le roi sera censé avoir abdiqué la couronne, & pourra être poursuivi comme simple citoyen; & qui ordonne que le sieur Bouillé & ses complices seront poursuivis comme criminels de lèse-nation au tribunal d'Orléans . . . . . 302.	15 & 16 J let.
17 Juillet.	LOI relative aux armemens des vaisseaux destinés pour le commerce des îles & colonies Françaises . . 306.	22 Juin.
18 Juillet.	LOI relative à la compétence des juges de paix en matière de police, & à l'établissement d'un tribunal de police correctionnelle dans la capitale . . . 317.	6 & 11 J let.
18 Juillet.	LOI relative à l'échange des petits assignats contre de la monnoie de cuivre . . . . . 319.	18 Juillet.
18 Juillet.	LOI qui ordonne l'arrestation du particulier qui a menacé de tirer sur M. Lafayette . . . . . 321.	18 Juillet.

D A T E S des LOIX, &c.	TITRES DES LOIX, &c.	D A T E S des DÉCRETS.
1791.		1791.
18 Juillet.	L O I relative à la liquidation de différentes sommes pour liquidation d'offices . . . . . Page 322.	10 Juillet.
18 Juillet.	L O I contre la sédition, & qui fixe les peines contre ceux qui s'en sont rendus coupables . . . . . 342.	18 Juillet.
10 Juillet.	L O I relative aux officiers, sous-officiers, ou autres attachés au service de terre ou de mer, pour l'exercice des droits de citoyen actif . . . . . 344.	6 Juillet.
10 Juillet.	L O I qui règle définitivement l'uniforme des gardes nationales . . . . . 346.	13 Juin.
10 Juillet.	L O I relative au cinquante-troisième régiment ci-devant Alsace, & au quatre-vingt-cinquième ci-devant de Foix . . . . . 347.	12 Juillet.
10 Juillet.	L O I relative aux pensions . . . . . 349.	2 Juillet.
10 Juillet.	L O I relative à des barils contenant des espèces monnoyées étrangères, arrêtées par ordre de la municipalité de Forbach . . . . . 374.	7 Juillet.
10 Juillet.	L O I additionnelle relative à la gendarmerie nationale. 375.	22 Juillet.
10 Juillet.	L O I relative aux huit cent millions d'assignats décrétés le 29 novembre 1790, & à divers objets de recette publique . . . . . 378.	10 Juillet.
10 Juillet.	L O I additionnelle à celles qui ont fixé le traitement des maréchaux de France, lieutenans généraux, commandans en chef ou par division, maréchaux de camp employés, adjudans . . . . . 381.	12 Juillet.
10 Juillet.	L O I qui fixe le nombre des signataires pour les assignats . . . . . 383.	8 Juillet.
10 Juillet.	L O I relative aux pensionnaires sur le fort desquels il n'a pas encore pu être statué nominativement, soit par provision, soit définitivement . . . . . 385.	2 Juillet.
10 Juillet.	L O I relative aux pensions à la charge de la ferme des messageries . . . . . 388.	2 Juillet.
10 Juillet.	L O I concernant le secret & l'inviolabilité des lettres . . . . . 394.	10 Juillet.
10 Juillet.	L O I relative à l'évaluation des bois & forêts & des tourbières . . . . . 396.	12 & 13 Juil- let.



D A T E S  
des  
Loix , &c.

TITRES DES LOIX, &c.

D A T E S  
des  
DÉCRETS.

1791.		1791.
20 Juillet.	Loi qui ordonne que le jugement relatif au régiment Royal-Comtois, sera regardé comme non venu. <i>Pa.</i> 398.	7 Juillet.
20 Juillet.	Loi relative à l'organisation de la caisse de l'extraordinaire . . . . . 399.	11 Juillet.
20 Juillet.	Loi relative aux salines destinées pour l'approvisionnement des départemens du Jura, du Doubs, de la haute Saône, des Vosges, de la Meurthe, de la Meuse & de la Moselle . . . . . 405.	12 Juillet.
20 Juillet.	Loi relative à diverses circonscriptions de paroisses . . . . . 406.	8 Juillet.
20 Juillet.	Loi portant qu'il sera fourni à la trésorerie par la caisse de l'extraordinaire, la somme de vingt-quatre millions six cent dix-huit mille trois cent soixante-seize livres . . . . . 413.	8 Juillet.
20 Juillet.	Loi relative à la police municipale & au maintien de l'ordre public . . . . . 414.	16 Juillet.
20 Juillet.	Loi relative aux membres de la ci-devant assemblée générale de Saint-Domingue, & à ceux du comité provincial de l'Ouest de ladite colonie, & au sieur Santo - Domingo commandant le vaisseau le Léopard . . . . . 416.	7 Juillet.
20 Juillet.	Loi relative aux régimens & autres troupes soldées des colonies . . . . . 418.	11 Juillet.
20 Juillet.	Loi relative à la liquidation de l'office du premier président de la ci-devant chambre des comptes de Grenoble . . . . . 420.	6 Juillet.
20 Juillet.	Loi relative à l'impression des décrets . . . . . 421.	8 Juillet.
20 Juillet.	Loi portant circonscription des paroisses de la ville de Dax . . . . . 422.	5 Juillet.
22 Juillet.	PROCLAMATION du roi, portant nomination des sieurs Lebreton, Poissant & Bochet, pour compléter le nombre des douze régisseurs nationaux de l'enregistrement, domaines & droits réunis . . . . . 423.	
22 Juillet.	Loi relative à l'organisation d'une police municipale. 424.	19 Juillet.
23 Juillet.	Loi relative au recensement des habitans & étrangers domiciliés à Paris . . . . . 453.	23 Juillet.

D A T E S des LOIX, &c.	TITRES DES LOIX, &c.	D A T E S des DÉCRETS.
1791.		1791.
23 Juillet.	LOI relative à la garde des forts, postes & frontières du côté du territoire de Porentrui . . . . . Page 454.	23 Juillet.
25 Juillet.	LOI relative aux fonds à fournir provisoirement par la caisse de l'extraordinaire, pour les besoins des différens hôpitaux du royaume . . . . . 455.	8 Juillet.
25 Juillet.	LOI relative aux employés des hôtels de la guerre de Paris, Versailles, Compiègne & Fontainebleau . . . . . 458.	16 Juillet.
25 Juillet.	LOI relative aux bâtimens nécessaires pour les directoires des districts de Meaux, Chaumont & Forcalquier. 459.	14 Juillet.
25 Juillet.	LOI relative aux assignats de cinq livres . . . . . 462.	9 Juill <sup>es</sup> .
25 Juillet.	LOI relative aux Nantuois établis en France, & à ceux qui désireroient y venir dans la suite . . . 464.	9 Juillet.
25 Juillet.	LOI relative au district de Louhans, département de Saône & Loire . . . . . 466.	19 Juillet.
25 Juillet.	LOI relative à la libre circulation des caisses expédiées en exécution des décrets de l'assemblée nationale. 468.	16 Juillet.
25 Juillet.	LOI relative aux troubles survenus dans le pays de Caux . . . . . 469.	23 Juillet.
25 Juillet.	LOI relative à la donation faite au cardinal Mazarin, des ci-devant comtés de Ferette & seigneuries de Bedford, Delle, Thaun, Altkirck & Issenheim. 471.	14 Juillet.
25 Juillet.	LOI qui ordonne que la trésorerie nationale fournira au département des ponts & chaussées, une somme de trois millions, & que la caisse de l'extraordinaire remplacera les sommes prises sur les fonds de 1791 . . 473.	17 Juillet.
25 Juillet.	LOI relative aux reconnoissances définitives de liquidation, qui se trouvent grévées d'oppositions . . . 475.	16 Juillet.
26 Juillet.	LOI relative aux maîtres papetiers & à leurs ouvriers. 477.	26 Juillet.
27 Juillet.	LOI relative aux religieux des différentes maisons situées dans le département du bas Rhin . . . . . 479.	17 Juillet.
28 Juillet.	LOI relative à la menue monnoie d'argent, décrétée le 11 janvier dernier . . . . . 484.	11 Juillet.
28 Juillet.	LOI relative à l'avancement des lieutenans-colonels des troupes provinciales. . . . . 486.	2 Juillet.

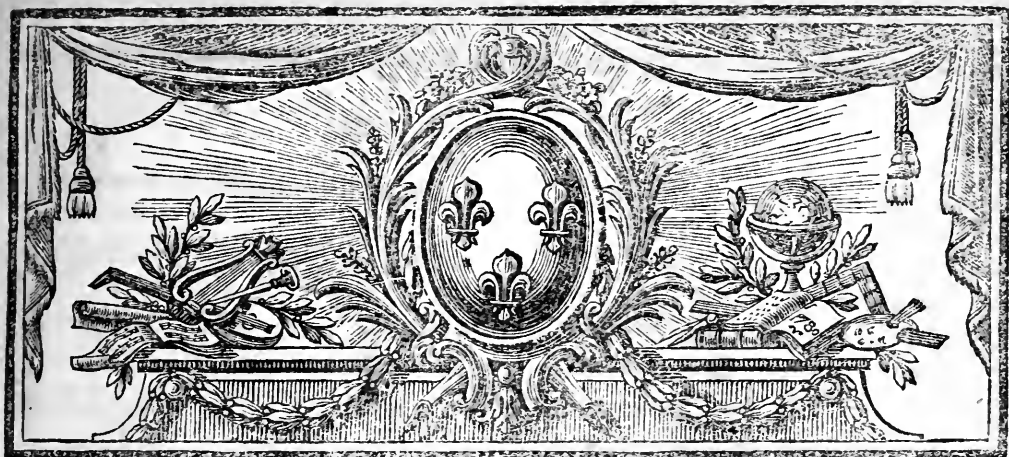
D A T E S  
des  
LOIX, &c.

TITRES DES LOIX, &c.

D A T E S  
des  
DÉCRETS.

1791.		1791.
28 Juillet.	LOI relative aux fers & autres objets venant du vil- lage des Hayons, principauté de Sedan . . . Page 487.	23 Juillet.
28 Juillet.	LOI relative aux frais des estimations des domaines natio- naux . . . . . 488.	18 Juillet.
28 Juillet.	LOI relative à la fabrication de la nouvelle monnoie de cuivre . . . . . 491.	18 Juillet.
28 Juillet.	LOI relative aux mines . . . . . 493.	27 Mars, 1 <sup>er</sup> Juin & 12 Juil- let.
28 Juillet.	LOI relative à la gendarmerie nationale . . . . . 507.	22 Juillet.
28 Juillet.	LOI qui règle la couleur des affiches . . . . . 510.	22 Juillet.
28 Juillet.	LOI relative à l'Adresse aux François sur les contribu- tions publiques . . . . . 511.	24 Juin.
28 Juillet.	LOI qui autorise les directoires du district de Mortain, & des départemens de l'Ardeche & du Morbihain, à acquérir les bâtimens nécessaires à leur établisse- ment . . . . . 540.	22 Juillet.
28 Juillet.	LOI relative aux événemens de la journée du 17 juil- let . . . . . 543.	18 Juillet.
28 Juillet.	LOI relative aux dépenses municipales de la ville de Paris . . . . . 544.	23 Juillet.
28 Juillet.	LOI relative aux pensions . . . . . 545.	14 Juillet.
28 Juillet.	LOI relative au sieur Dupré, nommé graveur géné- ral des monnoies de France . . . . . 588.	11 Juillet.
29 Juillet.	LOI relative à l'indemnité réglée par la loi du 14 mars 1791, en faveur des juges, commissaires du roi, ac- cusateurs publics, greffiers & commis-greffiers atta- chés aux tribunaux criminels provisoires établis à Paris, & à la haute-cour nationale provisoire établie à Orléans . . . . . 589.	24 Juillet.
29 Juillet.	LOI relative à la défense des frontières . . . . . 591.	22 Juillet.
29 Juillet.	LOI relative à M. l'abbé de l'Epée, & à son établisse- ment en faveur des sourds & muets . . . . . 596.	21 Juillet.
29 Juillet.	LOI relative aux dépenses d'impressions, confections de	25 Juillet.

D A T E S des Loix, &c.	TITRES DES LOIX, &c.	D A T E S des Décrets.
1791.	cahiers, loyers & frais de bureau des anciens directeurs des vingtièmes . . . . . <i>Page</i> 599.	1791.
29 Juillet.	Loi relative au commerce du Levant & de Barbarie : . . . . . 600.	21 Juillet.
29 Juillet.	Loi relative aux assignats , & à la surveillance de leur fabrication . . . . . 612.	24 Juillet.
29 Juillet.	Loi relative au rétablissement de la discipline militaire . . . . . 614.	24 & 25 Juillet.
29 Juillet.	Loi additionnelle au décret du 2 mars, portant suppression de divers droits qui se percevoient dans les ci-devant pays d'états . . . . . 620.	25 Juillet.
29 Juillet.	Loi relative aux régimens d'infanterie Allemande, Irlandaise & Liégeoise . . . . . 624.	21 Juillet.
29 Juillet.	Loi portant circonscription des paroisses des villes d'Avranches, de la Charité, de la Marche & d'Auray . . . . . 625.	25 Juillet.
31 Juillet.	Loi relative aux employés des ci-devant fermes, régies & administrations supprimées . . . . . 628.	31 Juillet.
31 Juillet.	Loi relative aux troubles de l'Orient . . . . . 634.	30 Juillet.
<div data-bbox="196 1019 829 1081"> <p><i>Fin de la Table du Tome V, première Partie.</i></p> </div>		



# LOI N.º 1061.

*Explicative des Décrets des 21 & 28 juin, relatifs  
à l'exportation des matières d'or & d'argent.*

Donnée à Paris, le 4 Juillet 1791.

**LOUIS**, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, **ROI DES FRANÇOIS** : A tous présens & à venir; **SALUT**. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 3 Juillet 1791.*

**L'ASSEMBLÉE NATIONALE**, sur le rapport qui lui a été fait au nom de ses comités diplomatique, d'agriculture & commerce, des recherches & des rapports, de différentes pétitions relatives au libre passage des matières ou monnoies d'or & d'argent, & à leur sortie hors des frontières;

Déclare que dans la prohibition provisoire portée en ses décrets des 21 & 28 du mois dernier, d'exporter hors du

royaume aucune matière d'or & d'argent, ni aucunes espèces monnoyées, elle n'a point entendu comprendre les espèces monnoyées étrangères, lesquelles pourront sortir comme ci-devant, nonobstant la prohibition sus-énoncée, qui n'aura lieu que pour les matières d'or & d'argent, & pour les monnoies marquées au coin de l'état.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons fait apposer à ces présentes le sceau de l'état. A Paris, le quatre juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791. Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

## L O I

N.º 1062.

*Relative à une réclamation faite par l'ambassadeur d'Angleterre, à l'occasion de deux bâtimens Anglois retenus dans le port de Nantes.*

Donnée à Paris, le 4 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 4 Juillet 1791.*

SUR le compte rendu à l'assemblée nationale, d'une lettre de M. l'ambassadeur d'Angleterre au ministre des affaires étrangères, par laquelle cet ambassadeur se plaint de ce qu'un corps de gardes nationales de la ville de Nantes est venu à bord de deux bâtimens Anglois qui se trouvoient dans le port de cette ville, & qui étoient sur le point d'en partir, & a emporté leurs voiles ;

L'assemblée nationale charge le ministre de l'intérieur de prendre, sans délai, les éclaircissemens nécessaires sur ce qui a pu donner lieu à ce procédé, afin qu'il soit accordé une juste indemnité, s'il y a lieu, aux maîtres des deux bâtimens Anglois dont il s'agit, & que toute liberté leur soit rendue pour suivre leur destination.

Et cependant l'Assemblée nationale voulant que la bonne intelligence & l'amitié qui règnent entre la France & les nations étrangères, soient constamment entretenues, ordonne aux corps administratifs, aux municipalités, aux commandans des forces de terre & de mer, & généralement à tous les fonctionnaires publics, de faire jouir les étrangers

dans toute l'étendue du royaume , & particulièrement dans les ports de France, de la liberté, de la sûreté & de la protection qui leur sont garanties par les traités.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. Mandons & ordonnons pareillement à tous les officiers généraux & autres, qui commandent les troupes de ligne dans les différens départemens du royaume ; comme aussi à tous les officiers, sous-officiers & gendarmes de la gendarmerie nationale, & enfin aux officiers généraux de la marine, aux commandans des ports & arsenaux, aux gouverneurs, lieutenans généraux & à tous autres qu'il appartiendra, de se conformer ponctuellement à ces présentes. En foi de quoi nous avons fait apposer à ces présentes le sceau de l'état. A Paris, ce quatre juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*



## L O I

N.º 1059.

*Additionnelle au Décret du 28 juin dernier, relatif  
à la liberté de sortir du Royaume.*

Donnée à Paris, le 4 Juillet 1791.

**LOUIS**, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, **ROI DES FRANÇOIS** : A tous présens & à venir ; **SALUT**. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 3 Juillet 1791.*

**L'ASSEMBLÉE NATIONALE**, sur le rapport à elle fait au nom de son comité diplomatique, de différentes demandes d'ambassadeurs ou ministres étrangers près la nation Françoise, & de celles d'ambassadeurs François & de quelques secrétaires d'ambassade ou légation Françoise en pays étranger, qui se trouvent présentement retenus à Paris, ou en d'autres parties du royaume ;

Déclare que dans son décret du 28 juin dernier, qui permet la libre sortie du royaume aux étrangers, elle a entendu comprendre les François attachés comme secrétaires aux ambassadeurs & ministres des puissances étrangères, même ceux de leurs domestiques également nés en France, qu'ils attesteront avoir à leur service depuis plus de six mois.

Déclare également qu'elle n'a point entendu défendre aux ambassadeurs François, ni aux secrétaires d'ambassade ou légation Françoise, qui, en vertu de congés, se trouvoient à Paris ou en d'autres parties de la France, à l'époque des décrets des 21 & 28 juin, de se rendre ou retourner dès ce moment à leurs fonctions & postes respectifs, & qu'en conséquence il pourra leur être expédié des passe-ports,

pour le lieu de leur résidence, par le ministre des affaires étrangères; le tout avec les précautions indiquées pour toutes les espèces de passe-ports, par les articles II, III & VII du décret du 28 juin.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons fait apposer à ces présentes le sceau de l'état. A Paris, le quatre juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

## L O I

N.º 1065.

*Qui approuve la conduite des Commissaires pacificateurs envoyés à Avignon, & qui les autorise à prendre les mesures qu'ils jugeront convenables pour assurer l'exécution des articles préliminaires de paix, arrêtés & signés à Orange le 4 juin dernier.*

Donnée à Paris, le 4 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 4 Juillet 1791.*

1.º L'ASSEMBLÉE NATIONALE, ouï le rapport de ses comités diplomatique & d'Avignon, déclare qu'elle approuve la conduite des trois commissaires qui, en exécution du décret du 25 mai dernier, ont été envoyés à Avignon & dans le comtat Venaissin, pour y offrir aux différens partis belligérans la médiation de la France, & pour y concourir au rétablissement de l'ordre public & de la tranquillité.

2.º L'Assemblée nationale décrète que conformément au vœu exprimé par MM. les députés de l'Assemblée électorale, ceux des municipalités d'Avignon & de Carpentras, & ceux de l'armée de Vaucluse, dite *Avignonoise*, dans l'article V des préliminaires de paix & de conciliation, arrêtés & signés le quatorze juin dernier dans la ville d'Orange, par les parties ci-dessus mentionnées, & pardevant les médiateurs de la France, lesdits commissaires médiateurs sont autorisés à requérir, soit les gardes nationales, soit les troupes de ligne Françaises, pour assurer l'exécution de tous les articles & préliminaires de paix, arrêtés & signés

à Orange , ainsi qu'il a été dit ci-dessus ; & notamment pour prévenir & empêcher toute violence qui pourroit être faite soit aux personnes , soit aux propriétés ; pour assurer le licenciement des troupes belligérantes actuellement répandues dans les pays d'Avignon & comtat Venaissin ; pour arrêter le désordre de ceux qui , après le licenciement , pourroient se répandre dans les campagnes , & y exercer des vexations ; pour dissiper toute association ou attroupement qui pourroit se former avec intention de s'opposer à l'ordre public , & enfin pour placer dans les deux villes d'Avignon & de Carpentras , & dans tout autre lieu où besoin seroit , une force publique suffisante pour le maintien & l'exécution des loix.

3°. L'assemblée nationale déclare qu'elle confirme la garantie donnée par les trois commissaires médiateurs , pour l'exécution des articles & préliminaires de paix arrêtés & signés à Orange , le quatorze juin dernier.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux , corps administratifs & municipalités , que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs , & exécuter comme loi du royaume. Mandons & ordonnons pareillement à tous les officiers généraux & autres qui commandent les troupes de ligne dans les différens départemens du royaume ; comme aussi à tous les officiers , sous-officiers & gendarmes de la gendarmerie nationale , & à tous autres qu'il appartiendra , de se conformer ponctuellement à ces présentes. En foi de quoi nous avons fait apposer à ces présentes le sceau de l'état. A Paris , ce quatre juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

## L O I

N.º 1063.

*Qui ordonne que la Caisse de l'Extraordinaire versera par échange à la Trésorerie nationale, la somme de cinq cent mille livres en assignats de cinq livres.*

Donnée à Paris, le 4 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANCOIS : A tous présens & à venir ; S A L U T. L'Assemblée Nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 4 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE décrète que la caisse de l'extraordinaire versera par échange à la trésorerie nationale, la somme de cinq cent mille livres en assignats de cinq livres, pour être employés, ainsi que le numéraire, en appoints & payemens de sommes au-dessous de cinquante livres.

M A N D O N S & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du Royaume. En foi de quoi nous avons fait apposer à ces présentes le sceau de l'état. A Paris, le quatre juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º 1064.

## L O I

*Relative aux Membres de l'Assemblée nationale.*

Donnée à Paris, le 5 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; S A L U T. L'Assemblée nationale a décrété, & Nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 22 Juin 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE décrète qu'il ne sera donné aucun congé à ses membres, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné;

Que tous ceux qui sont absens par congé ou autrement, reviendront sans délai reprendre leurs fonctions, & qu'il sera fait le 12 juillet prochain, un appel nominal.

**M**A N D O N S & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons fait apposer à ces présentes le sceau de l'état.. A Paris, le cinq juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

## L O I

N.º 1077.

*Relative aux François qui ont servi chez les Puissances étrangères, & qui sont rentrés en France depuis l'époque de la Révolution.*

Donnée à Paris, le 6 Juillet 1791.

**L O U I S**, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, **ROI DES FRANÇOIS** : A tous présens & à venir ; **SALUT**. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 30 Juin 1791.*

**L'ASSEMBLÉE NATIONALE** décrète que le ministre de la guerre est autorisé à employer dans l'armée, les François qui ont servi chez les puissances étrangères, & qui sont rentrés en France depuis l'époque de la révolution.

**M A N D O N S** & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. Mandons & ordonnons pareillement à tous les officiers-généraux & autres qui commandent les troupes de ligne dans les différens départemens du royaume; comme aussi à tous les officiers, sous-officiers & gendarmes de la gendarmerie nationale, & à tous autres qu'il appartiendra, de se conformer ponctuellement à ces présentes. En foi de quoi a été opposé à ces présentes le sceau de l'état. A Paris, ce six juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des Décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le Roi. Signé M. L. F. Du PORT.*

N.<sup>o</sup> 1075.

## L O I

*Relative aux affaires ci-devant pendantes aux Conseils des finances , des dépêches , grande direction , Commissions particulières , soit par appel , soit par évocation ou attribution.*

Donnée à Paris, le 6 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit:

*DÉCRET de l'Assemblée nationale , du 27 Avril 1790.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE décrète ce qui suit :

## ARTICLE PREMIER.

TOUTES les affaires pendantes au conseil des finances, des dépêches, à la grande direction, à des commissions particulières, & généralement toutes celles qui ne sont pas de la compétence du tribunal de cassation & qui existoient aux diverses sections du conseil & à des commissions, soit par appel, soit par évocation, soit par attribution, seront portées dans les tribunaux à qui la connoissance doit en appartenir, ainsi qu'il va être dit ci-après.

## I I.

LES affaires qui ont été évoquées au conseil avant d'avoir reçu un jugement dans les tribunaux qui devoient en connoître, seront reportées au tribunal de district qui, suivant les règles prescrites dans l'organisation de l'ordre judiciaire, doit les juger.



## I I I.

LES affaires qui ont été évoquées au conseil après un premier jugement rendu dans les tribunaux, seront reportées dans le tribunal de district qui remplace celui où le procès avoit été jugé, pour que, si l'une des parties veut être appelante, elle choisisse l'un des sept tribunaux d'arrondissement, conformément à ce qui est prescrit pour les appels.

## I V.

IL en fera de même pour les affaires retenues au conseil après un jugement de cassation; elles seront reportées au tribunal de district établi dans le lieu où siégeoit la cour judiciaire dont le jugement a été cassé, afin que les parties choisissent un tribunal entre les sept tribunaux d'arrondissement, comme il se pratique pour les appels, lequel tribunal jugera en dernier ressort le fond du procès.

## V.

LES affaires dans lesquelles il est intervenu un jugement de cassation, & qui ensuite ont été évoquées pour être attribuées à une commission, seront reportées au tribunal de district qui doit en connoître suivant la nature de l'affaire; à moins que la commission n'eût été établie du consentement & sur la demande respective de toutes les parties, auquel cas, la commission continuera ses fonctions, aux termes de la convention qui l'a établie.

## V I.

LA même règle sera suivie pour les commissions qui pourroient avoir été créées pour connoître d'une affaire, ou d'une suite d'affaire, sans que la forme de l'évocation ait été prise. Si ces commissions ont été demandées & consenties par toutes les parties, elles continueront leurs fonctions; si elles ont été créées sans le consentement de toutes les parties, ou sur la demande d'une seule, elles cesseront

d'exister, & les contestations sur lesquelles elles devoient prononcer, sont renvoyées aux tribunaux auxquels la connoissance en appartient.

## V I I.

A l'égard des commissions établies pour des affaires dont la nature mixte laisse incertaine la compétence des tribunaux qui doivent en connoître, ou qui affectent une grande masse de biens situés dans plusieurs districts, & quelquefois dans plusieurs départemens, on se pourvoira au tribunal de cassation, qui parmi les tribunaux sous lesquels les parties sont domiciliées, ou sous lesquels les biens sont situés, déterminera le tribunal où les parties feront vider leurs contestations.

## V I I I.

LES oppositions aux ordonnances des intendans ou les appels d'icelles, ainsi que les appels & oppositions aux délibérations des administrations, aux jugemens des élus de Bourgogne & à ceux des commissaires du conseil qui ont pu exister à différentes époques & pour diverses circonstances dans les ci-devant provinces, seront par la partie la plus diligente portés au tribunal de district du domicile du défendeur originaire, lequel jugera en dernier ressort.

## I X.

TOUTES les affaires qui étoient soumises aux jugemens des intendans des ci-devant provinces ou des ci-devant pays d'états, autres que celles dont la connoissance est attribuée aux corps administratifs, seront portées devant les tribunaux de district pour être jugées comme les autres procès, à la charge de l'appel, si l'intendant n'a pas rendu d'ordonnance.

## X.

SONT exceptées de la présente loi les affaires dans lesquelles la nation plaide directement contre des particuliers, en qualité de créancière ou débitrice : toutes les

affaires de cette nature actuellement pendantes aux diverses sections du conseil, ou à la ci-devant cour des aides de Paris, seront portées à l'un des six tribunaux de Paris, soit pour les juger à la charge de l'appel, s'il n'est point encore intervenu de jugement, soit pour choisir un des sept tribunaux d'arrondissement, s'il y avoit eu un premier jugement, lequel tribunal prononcera en dernier ressort.

## X I.

DANS les dispositions du précédent article, ne peuvent être compris les objets soumis par les décrets, à l'examen du commissaire liquidateur & à la décision de l'assemblée nationale.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons fait apposer à ces présentes le sceau de l'état. A Paris, le six juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin mil sept cent quatre-vingt-onze : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º 1073.

## L O I

*Relative à la prescription pour raison des droits corporels & incorporels, dépendant des biens nationaux.*

Donnée à Paris, le 6 Juillet 1791.

**LOUIS**, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du premier Juillet 1791.*

**L'ASSEMBLÉE NATIONALE**, ouï le rapport du comité d'aliénation, décrète que la prescription contre la nation, pour raison des droits corporels ou incorporels dépendans des biens nationaux, est & demeure suspendue depuis le deux novembre mil sept cent quatre-vingt-neuf, jusqu'au deux novembre mil sept cent quatre-vingt-quatorze, sans qu'elle puisse être alléguée pour aucune partie du temps qui se sera écoulé pendant le cours desdites cinq années.

**MANDONS** & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le six juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier: Pour le roi. Signé, M. L. F. DU PORT.*

LOI

## L O I

N.º 1078.

*Relative au Directeur général de la Liquidation.*

Donnée à Paris, le 6 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 22 Juin 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE décrète que M. Dufresne-Saint-Léon continuera à signer les reconnoissances, tant provisoires que définitives de liquidation des créances de l'état, en qualité de directeur général de la liquidation.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le six juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des Décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé, M. L. F. DU PORT.*

N.º 1069.

## L O I

*Relative au commerce au-delà du cap de Bonne-  
espérance & aux colonies Françaises.*

Donnée à Paris, le 6 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitu-  
tionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens &  
à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous  
voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 20 Juin 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES armemens pour le commerce au-delà du cap de  
Bonne-espérance, pourront se faire dans tous les ports  
ouverts au commerce des colonies Françaises de l'Amé-  
rique; ils jouiront des mêmes immunités, & ils seront  
assujettis aux mêmes droits.

## I I.

LES capitaines & armateurs seront tenus de prendre  
au bureau de départ un acquit à caution, lequel énoncera  
toutes celles des marchandises & denrées embarquées sur les  
navires, qui sont sujettes à des droits de sortie; ils s'obligeront  
de rapporter, dans le terme de trois années, le certificat de  
décharge desdites marchandises & denrées au lieu de la des-  
tination, signé par le gouverneur ou commandant pour  
le Roi audit lieu, à peine de payer le double des droits  
de sortie auxquels elles sont imposées.

## I I I.

LES navires chargés de marchandises provenant du commerce au-delà du cap de Bonne-espérance, ne pourront faire leurs retours qu'à l'Orient & à Toulon ; & lesdites marchandises ne jouiront de l'entrepôt que dans ces deux ports. En cas de décharge forcée dans un autre port du royaume, ce dont il devra être justifié, les marchandises seront déposées dans un magasin particulier, aux frais de l'armateur ou des propriétaires, sous la garde des préposés de la régie, & transportées par mer à l'Orient ou à Toulon, sous plombs & par acquit à caution.

## I V.

LES marchandises du commerce au-delà du cap de Bonne-espérance ne seront réputées provenir du commerce national, qu'autant que les navires qui les apporteront auront été armés dans le royaume, ou aux îles de France & de Bourbon, & seront montés par des équipages François, dans la proportion indiquée par les ordonnances ; à défaut, lesdites marchandises seront traitées comme celles venant de l'étranger.

## V.

POUR prévenir les versements qui pourroient être faits des marchandises provenant dudit commerce, la régie pourra envoyer en mer, au-devant des vaisseaux, tel nombre d'employés qu'elle jugera convenable, lesquels employés seront autorisés à rester à bord desdits bâtimens, jusqu'après leur entier déchargement.

## V I.

LES capitaines seront tenus de donner au bureau de la douane, dans les vingt-quatre heures de leur arrivée, une déclaration du nombre de balles, ballots, caisses & futailles composant leur chargement, d'en indiquer les marques, numéros ou adresses.

## V I I.

LES marchandises ne seront déchargées, savoir, à l'Orient, que devant les magasins destinés à les recevoir, & à Toulon, que dans l'endroit du port le plus près desdits magasins. Celles dont on n'acquittera pas les droits aussitôt leur arrivée, seront déposées à mesure qu'elles sortiront du navire, dans des magasins particuliers, sous les clés des préposés de la régie & des capitaines, armateurs ou consignataires; elles ne pourront être mises avec celles précédemment importées, qu'après que les quantités & qualités en auront été constatées.

## V I I I.

LA décharge du navire finie, il sera procédé, en présence du capitaine ou de l'armateur, à la vérification des ballots, tonneaux ou caisses déclarés, pour reconnoître si tous ont été apportés dans les magasins; en cas de déficit d'aucuns desdits ballots, tonneaux ou caisses, il en sera usé ainsi qu'il sera prescrit par la loi générale.

## I X.

LES propriétaires ou consignataires des marchandises ainsi emmagasinées, seront tenus d'en donner, dans les six semaines de l'arrivée, une déclaration détaillée, de fournir leurs soumissions cautionnées, de représenter, à toute requisition, celles desdites marchandises qui seront sujettes à des droits, & de mettre dans des magasins séparés celles qui en seront exemptes. Dans le cas où lesdits propriétaires ou consignataires ignoroient le poids ou l'espèce desdites marchandises, ils pourront, pour s'en assurer & fournir leurs déclarations & soumissions en conséquence, faire procéder, en présence des préposés de la régie; à l'ouverture des balles, ballots, caisses ou futailles qui contiendront lesdites marchandises.

## X.

SI, par le résultat de la vérification des déclarations,



il est trouvé des marchandises dont l'entrée soit défendue, ou dont les droits soient plus forts que ceux dus sur les marchandises déclarées, la confiscation en sera prononcée avec amende de cent livres. Seront exceptées de cette disposition les marchandises prohibées par le nouveau tarif, qui seront importées sur des bâtimens partis des ports du royaume ou des îles de France & de Bourbon, avant la promulgation du présent décret. Ces marchandises seront mises dans un magasin particulier, & renvoyées à l'étranger dans les dix-huit mois de l'arrivée.

### X I.

LA soumission énoncée dans l'article IX du présent décret étant fournie, les marchandises seront mises dans d'autres magasins où les propriétaires pourront les bénéficier, ainsi que dans les cours attenants auxdits magasins: les déchets provenant de ces bénéfices, seront constatés en présence des préposés de la régie; il en sera fait mention en marge de l'acte d'entrepôt, & dans ce cas, les soumissionnaires ne seront tenus des droits que pour les quantités existant réellement.

### X I I.

POUR concilier la sûreté de la perception avec les facilités qu'exige le bénéfice des marchandises, & leur transport d'un magasin à l'autre & dans les cours, les préposés de la régie à l'Orient auront les clés des grilles extérieures, & pourront faire dans lesdites cours & magasins, les vérifications & recensemens qu'ils jugeront convenables. Il sera pris dans le même objet, pour les marchandises qui seront entreposées à Toulon, toutes les précautions que le local comportera.

### X I I I.

L'ENTREPÔT accordé aux marchandises sujettes aux droits d'entrée, sera de cinq années pour les toiles rayées ou à

carreaux, ainsi que pour les guinées bleues, & de deux années pour les autres marchandises; le tout à compter du jour de leur arrivée en France.

Celles desdites marchandises qui seront retirées de l'entrepôt pendant sa durée, à l'exception des toiles rayées ou à carreaux, & des guinées bleues destinées pour la côte d'Afrique, acquitteront à leur sortie des magasins, les droits du tarif, & il en sera fait mention sur le registre d'entrepôt. Les délais ci-dessus expirés, le soumissionnaire sera tenu de payer les droits des marchandises restantes, & de les faire sortir de suite des magasins. Les droits sur les cafés des îles de France & de Bourbon, seront acquittés dans le terme fixé pour ceux des colonies Françaises de l'Amérique.

#### X I V.

AUCUNE marchandise ne pourra sortir desdits magasins, qu'après déclaration & visite; celles sujettes aux droits seront accompagnées de l'acquit de paiement. Il devra être représenté un passe-avant pour celles exemptes, & les toiles rayées ou à carreaux, ainsi que les guinées bleues destinées pour la côte d'Afrique, seront accompagnées des expéditions nécessaires à assurer cette destination.

Ces expéditions, pour pouvoir être appliquées aux marchandises que l'on voudra faire sortir desdits magasins, ne devront pas être d'une date antérieure au jour qui précédera celui de la sortie.

Les marchandises imposées à des droits d'entrée, qui se trouveront dans lesdits magasins, seront tenus de les acquitter, lors même qu'elles ne seroient pas comprises dans la soumission d'entrepôt.

#### X V.

LES toiles & guinées destinées pour la côte d'Afrique; pourront être envoyées par suite d'entrepôt & jusqu'à ce que le délai en soit expiré, dans tous les ports qui feront des armemens pour le commerce. Ce transport aura lieu par mer

ou par terre indistinctement, pourvu que l'expédition s'en fasse sous plombs & par acquit à caution.

Ces marchandises seront déclarées, présentées & reconnues au bureau d'arrivée, ensuite déposées sous la clé de la régie.

Celles qui ne seront pas envoyées à la côte d'Afrique dans le délai fixé, acquitteront les droits à l'expiration du délai de l'entrepôt, dans le port où elles se trouveront.

#### X V I.

POUR connoître les quantités & espèces de marchandises qui se trouveront dans les magasins de l'Orient, il en sera fait immédiatement après la publication du présent Décret, un recensement général.

Les propriétaires desdites marchandises, dont les droits auront été payés ou assurés, seront tenus de les retirer de suite des magasins; il sera donné pour celles qui n'auront point acquitté les droits, une soumission de les payer lors de leur sortie de l'entrepôt, ou au premier novembre 1792, si à cette époque elles n'en avoient point encore été retirées.

#### X V I I.

LES denrées des îles de France & de Bourbon, pour lesquelles on ne représentera pas, lors de la déclaration, les certificats d'origine exigés par l'article VI du tarif, seront traitées; savoir, le café, comme celui de Moka, & les autres productions comme si elles venoient de l'étranger.

#### X V I I I.

LA restitution de la moitié des droits d'entrée, accordée par l'article VIII du nouveau tarif, aux toiles de coton blanches, basins, nankins, mouffelines, mouchoirs, toiles rayées & à carreaux, & aux guinées bleues provenant du commerce des François au-delà du cap de Bonne-espérance, qui seront envoyées par mer à l'étranger, n'aura lieu qu'autant que l'exportation s'en fera directement des

entrepôts de l'Orient ou de Toulon, & qu'après que l'embarquement desdites marchandises pour l'étranger aura été constaté.

### X I X.

LA restitution des droits accordée par l'article IX du même tarif, aux toiles de coton blanches destinées à être teintes ou imprimées pour la côte d'Afrique, n'aura lieu que sous les conditions ci-après.

La destination sera donnée auxdites toiles lors du paiement des droits ; elles seront de suite expédiées sous plombs pour le port où l'on se proposera de les faire teindre ou imprimer. A leur arrivée dans ce port, lesdites toiles seront présentées à la douane avec l'acquit du paiement qui devra les accompagner, lequel sera transcrit sur un registre de compte ouvert. Lesdites formalités remplies, il sera appliqué à chaque pièce desdites toiles, une empreinte propre à en assurer la reconnoissance. Ces toiles remises à celui qui les aura présentées, seront, après l'impression, rapportées au bureau pour y être reconnues. Celles jugées être les mêmes, seront mises en dépôt sous les clés de la régie, aux frais des propriétaires. Si le chargement pour la côte d'Afrique en est fait dans les deux années du dépôt, le droit qu'elles auront payé sera restitué au négociant, qui en donnera sa reconnoissance sur l'acquit de paiement. Ce délai expiré, la restitution n'aura plus lieu & lesdites toiles seront remises aux négocians.

### X X.

Au moyen de la restitution accordée par l'article ci-dessus, les toiles imprimées, peintes, rayées & à carreaux venant de l'étranger, seront soumises aux droits du tarif général, nonobstant la destination pour la côte d'Afrique ; l'entrepôt en franchise pour la même destination, n'aura lieu que pour les guinées bleues, étrangères.

### X X I.

INDÉPENDAMMENT des droits fixés par le tarif sur les  
marchandises

marchandises de commerce au-delà du cap de Bonne-espérance, les armateurs ou consignataires des navires qui auront apporté lefdites marchandises, payeront dans les deux mois de leur arrivée à l'Orient, pour tenir lieu du loyer des magasins *qui appartiennent à la Nation*, un droit de cinquante sous par tonneau de la contenance desdits bâtimens.

Le recouvrement de ce droit sera fait par le receveur de district, à la charge par lui de verser son produit au trésor public, comme le revenu des autres biens nationaux, & d'entretenir les magasins en bon état. S'il est employé au même usage, à Toulon, des édifices ou maisons appartenant également à la Nation, il y sera perçu par le receveur du district un pareil droit de cinquante sous par tonneau, aux mêmes charges & conditions énoncées pour l'Orient : dans tous les cas, les magasins seront aux frais des négocians.

## X X I I.

LE droit d'indult qui étoit perçu en sus des droits d'entrée ordinaires sur les marchandises du commerce des François dans l'Inde, ou sur les marchandises de même nature que celles de l'Inde, apportées par le commerce étranger, demeure supprimé, à compter du jour où le nouveau tarif a eu son exécution.

## X X I I I.

IL ne sera plus apposé de plombs & de bulletins sur les tissus provenant du commerce François dans l'Inde ; en conséquence, les poinçons, matrices & presses servant actuellement à l'apposition de ces marques, seront brisés en présence des préposés de la régie à l'Orient, d'après la remise qui en sera faite par les agens de la ci-devant compagnie des Indes, sur la réquisition desdits préposés.

Les agens de ladite compagnie seront également tenus

de remettre au directeur des douanes nationales à l'Orient, à sa première réquisition, les clés des grilles extérieures des magasins.

## X X I V.

LADITE compagnie cessera de jouir, à compter de la promulgation du décret du 3 avril 1790, qui a déclaré libre le commerce des François au-delà du cap de Bonne-espérance, de la portion des droits perçus sur les toiles de coton & sur les toiles peintes étrangères, qui lui avoit été accordée par l'arrêt de son établissement, & des parts qui lui étoient réservées sur le produit des faïsses desdites toiles & des mouffelines étrangères.

Tous procès par elle intentés pour raison de son privilège à l'occasion des marchandises apportées à l'Orient par le commerce particulier, sont & demeurent éteints, & elle ne pourra former aucune nouvelle action sous prétexte dudit privilège.

## X X V.

LES dispositions de la loi générale sur les douanes, & de celle particulière au commerce des colonies Françaises seront exécutées pour le commerce au-delà du cap de Bonne-espérance, dans tous les cas non-prévus par le présent décret.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. Mandons & ordonnons pareillement aux officiers généraux de la marine, aux commandans des ports & arsenaux, aux commandans des armées navales & escadres, vaisseaux & autres bâtimens de guerre, aux gouverneurs, lieutenans-généraux, gouverneurs & commandans particuliers des colonies, intendans & ordonnateurs de la

marine & des colonies, & à tous autres qu'il appartiendra, de se conformer à ces présentes, & de tenir la main à leur exécution. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le six juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º 1074.

## L O I

*Qui autorise l'acquisition, même la destruction en cas de besoin, d'une maison attenant la prison de l'abbaye Saint-Germain.*

Donnée à Paris, le 6 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 30 Juin 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, ouï le rapport du comité d'aliénation des biens nationaux, autorise la municipalité de Paris à prendre, sous la surveillance du directoire du département, toutes les mesures nécessaires pour que le voisinage d'une maison sise rue Sainte-Marguerite, actuellement occupée par un fayëncier, contigue aux prisons de l'abbaye Saint-Germain, ne puisse nuire à la sûreté de la garde desdites prisons, même à abattre ladite maison, si la nécessité de le faire est reconnue par la municipalité & le directoire du département; le tout à la charge de traiter, tant avec le propriétaire qu'avec les locataires de la maison, pour le prix & pour les indemnités qui leur seront dues; desquels prix & indemnités l'avance sera faite provisoirement par le trésor public, & sauf à régler dans la suite à la charge de qui seront le prix & l'indemnité. En conséquence, l'Assemblée nationale décrète qu'il ne sera rien innové à l'état de la maison qu'après qu'il en aura été fait visite & estimation en présence tant



du propriétaire que des locataires, ou eux duement appelés; & que, dans le cas où elle seroit abattue, les matériaux seront vendus sur affiches & adjudication au plus offrant.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à cesdites présentes. A Paris, le dix juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º 1083.

## L O I

*Relative à l'administration des domaines & fonds de terre compris dans la Liste civile.*

Donnée à Paris, le 6 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 22 Juin 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE décrète que les directoires des départemens dans l'étendue desquels sont situés les maisons & bâtimens compris dans la liste civile, en vertu du décret du 26 mai dernier, feront apposer sur-le-champ les scellés dans ces maisons & bâtimens.

Ordonne que les directoires des départemens & des districts s'occuperont de l'administration des domaines & fonds de terre compris dans la liste civile, & feront surveiller la garde & la conservation des bois & forêts qui en font partie, & ce jusqu'à l'organisation de l'administration forestière.

MANDONS & ordonnons aux tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le six juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier ; Pour le roi.*  
Signé M. L. F. DU PORT.

## L O I

N.º 1070.

## R E L A T I V E A L A M A R I N E.

Donnée à Paris, le 6 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 22 Juin 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, après avoir entendu le rapport de son comité de marine, décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES maîtres pilotes non entretenus, ayant dix ans au moins de navigation sur les vaisseaux de l'état, recevront, lorsqu'ils ne seront point à la mer, une demi-solde égale à la moitié des appointemens dont ils jouissoient à l'époque de leur suppression, à charge par eux de résider dans les ports, pour y être employés au besoin de service.

## I I.

LES premiers pilotes qui étoient dans le cas d'être faits entretenus pour remplir les places vacantes à l'époque de l'organisation militaire, seront traités dans la formation prochaine comme les entretenus.

## I I I.

Tous les pilotes faits enseignes en vertu du décret d'application, seront appelés à partager avec les maîtres d'équipages & les maîtres canonniers, les places d'enseignes

entretenus , réservées aux maîtres par les précédens décrets.

#### I V.

LES seconds pilotes qui auront passé l'âge de trente ans , ne seront point exclus de se présenter au concours pour le grade d'enseignes entretenus.

#### V.

LES élèves & volontaires de la marine qui ayant complété six années de navigation , avoient acquis par l'ordonnance de 1786 , le droit d'être faits lieutenans ou sous-lieutenans , seront appelés à concourir pour le grade de lieutenant & pour les cent premières places d'enseignes entretenus , avec les sous-lieutenans , à raison de leur ancienneté respective.

#### V I.

LES lieutenans & enseignes entretenus seront embarqués à tour de rôle sur les vaisseaux & corvettes de l'état , excepté pour les commandemens en chef.

Les capitaines de vaisseau de guerre auront le choix de deux des lieutenans , & les commandans de frégates d'un de ceux qui devront être dans l'état-major du vaisseau.

Seront exceptées de cette règle les campagnes extraordinaires par leur objet ou par les difficultés qui peuvent les accompagner. Le choix des officiers sera entièrement laissé au commandant.

#### V I I.

Tous les enseignes non entretenus jouissant pour cause de réforme , d'un traitement ou demi-solde quelconque , seront appelés à servir sur les vaisseaux de l'état , au défaut des enseignes entretenus & de préférence à tous les autres enseignes.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux , corps administratifs

administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. Mandons pareillement aux officiers généraux de la marine, aux commandans des ports & arsenaux, aux commandans des armées navales, escadres, vaisseaux & autres bâtimens de guerre, aux intendans & ordonnateurs de la marine, & à tous autres qu'il appartiendra, de se conformer à ces présentes, & de tenir la main à leur exécution. En foi de quoi nous avons fait apposer à cesdites présentes le sceau de l'état. A Paris, le six juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi. Signé M. L. F. DUPORT.*

N.º 1076.

## L O I

*Relative aux Officiers généraux & à leurs Aides-de-camp.*

Donnée à Paris, le 6 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit:

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 30 Juin 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE décrète que les officiers généraux employés, pourront choisir leurs aides-de-camp, pour cette fois seulement, parmi les officiers qui ne seront par brevetés depuis dix ans, sans que ce choix puisse les faire parvenir au grade de capitaine, avant l'époque à laquelle ils y auroient été portés par leur ancienneté dans leurs corps respectifs.

**M**ANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. Mandons & ordonnons pareillement à tous les officiers généraux & autres qui commandent les troupes de ligne dans les différens départemens du royaume; comme aussi à tous les officiers, sous-officiers & gendarmes de la gendarmerie nationale, & à tous autres qu'il appartiendra, de se

---

conformer ponctuellement à ces présentes. En foi de quoi nous avons fait apposer à ces présentes le sceau de l'état. A Paris, ce six juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º 1080.

## L O I

*Sur les moyens de compléter la défense des Frontières.*

Donnée à Paris, le 9 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DECRET de l'Assemblée nationale, du 3 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, après avoir entendu son comité militaire sur les moyens de compléter la défense des frontières au nord du royaume, décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

**C**EU X des régimens de l'armée, y compris les sept régimens d'artillerie qui n'ont pas encore reçu l'ordre de se porter au complet de 750 hommes par bataillon, & de 170 hommes par escadron, recevront cet ordre & l'exécuteront sans délai.

## I I.

**L**E nombre des gardes nationales mises en activité par le décret du 25 du mois dernier, sera porté à 18,000 hommes, dont 8,000 hommes sur la Somme, & 10,000 pour la défense des frontières des Ardennes, de la Meuse & de la Moselle.

## I I I

**I**L fera mis de plus en activité dans les départemens du Rhin 8,000 hommes de gardes nationales, qui seront fournis par les départemens du Doubs, du Jura, de la haute-Saône, des Vôges, du haut & du bas-Rhin.



## I V.

LA quantité de gardes nationales à fournir par chaque département en particulier , lui sera indiquée par le ministre de la guerre , ainsi que le lieu où ils devront se porter.

M A N D O N S & ordonnons à tous les tribunaux , corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire , publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. Mandons pareillement & ordonnons à tous les officiers généraux & autres qui commandent les troupes de ligne dans les différens départemens du royaume, & à tous autres qu'il appartiendra, de se conformer ponctuellement à ces présentes. En foi de quoi nous avons fait apposer à ces présentes le sceau de l'état. A Paris, le neuvième jour du mois de juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º 1072.

## L O I

*Concernant la conservation & classement des Places de guerre & Postes militaires, la police des Fortifications & autres objets y relatifs.*

Donnée à Paris le 10 Juillet 1791.

LOUIS, par la grace de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, des 24 Mai, 25, 27 & 30 Juin, 2, 4, 5 & 8 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, sur le rapport de son comité militaire, décrète ce qui suit :

## T I T R E P R E M I E R.

*Conservation & classement des places de guerre & postes militaires; police des fortifications.*

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES places de guerre & postes militaires seront partagés en trois classes, suivant leur degré d'importance, & conformément au tableau qui sera réglé & annexé au présent décret.

Les places & postes de la première classe seront non-seulement entretenus avec exactitude; mais encore renforcés dans toutes celles de leurs parties qui l'exigeront, &

constamment pourvus des principaux moyens nécessaires à leur défense.

Ceux de la seconde classe seront entretenus sans augmentation, si ce n'est pour l'achèvement des ouvrages commencés; & ceux de la troisième classe seront conservés en masse, pour valoir au besoin, sans démolition & sans autre entretien que celui des bâtimens qui seront conservés pour le service militaire, & des ouvrages relatifs aux manœuvres des eaux.

## I I.

NE seront réputés places de guerre & postes militaires que ceux énoncés au tableau annexé au présent décret.

## I I I.

DANS le nombre des places de guerre & postes militaires désignées en l'article précédent, si un examen ultérieur prouvoit que quelques forts, citadelles, tours ou châteaux sont absolument inutiles à la défense de l'état, ils pourroient être supprimés & démolis en tout ou en partie, & leurs matériaux & emplacements aliénés au profit du trésor public.

## I V.

NULLE construction nouvelle de places de guerre ou postes militaires, & nulle suppression ou démolition de ceux actuellement existant, ne pourront être ordonnés que d'après l'avis d'un conseil de guerre, confirmé par un décret du corps législatif, sanctionné par le roi.

## V.

LES places de guerre & postes militaires seront considérés sous trois rapports; savoir, dans *l'état de paix*, dans *l'état de guerre*, & dans *l'état de siège*.

## V I.

DANS les places de guerre & postes militaires, lorsque

ces places & postes seront en *état de paix*, la police intérieure & tous autres actes du pouvoir civil, n'émaneront que des magistrats & autres officiers civils préposés par la constitution pour veiller au maintien des loix; l'autorité des agens militaires ne pouvant s'étendre que sur les troupes, & sur les autres objets dépendant de leur service, qui seront désignés dans la suite du présent décret.

## V I I.

DANS les places de guerre & postes militaires, lorsque ces places & postes seront en *état de guerre*, les officiers civils ne cesseront pas d'être chargés de l'ordre & de la police intérieurs; mais ils pourront être requis par le commandant militaire, de se prêter aux mesures d'ordre & de police qui intéresseront la sûreté de la place; en conséquence, pour assurer la responsabilité respective des officiers civils & des agens militaires, les délibérations du conseil de guerre en vertu desquelles les réquisitions du commandant militaire auront été faites, seront remises & resteront à la municipalité.

## V I I I.

L'*ÉTAT de guerre* sera déterminé par un décret du corps législatif, rendu sur la proposition du Roi, sanctionné & proclamé par lui.

## I X.

ET dans le cas où le corps législatif ne seroit point assemblé, le roi pourra, de sa seule autorité, proclamer que tels places ou postes sont en *état de guerre*, sous la responsabilité personnelle des ministres; mais lors de la réunion du corps législatif, il délibérera sur la proclamation du roi, à l'effet de la valider ou de l'infirmer par un décret.

## X.

DANS les places de guerre & postes militaires, lorsque

ces places & postes seront en *état de siège*, toute l'autorité dont les officiers civils sont revêtus par la constitution, pour le maintien de l'ordre & de la police intérieurs, passera au commandant militaire, qui l'exercera exclusivement sous sa responsabilité personnelle.

## X I.

LES places de guerre & postes militaires seront en *état de siège*, non-seulement dès l'instant que les attaques seront commencées, mais même aussitôt que par l'effet de leur investissement par des troupes ennemies, les communications du dehors au dedans & du dedans au dehors, seront interceptées à la distance de dix-huit cents toises des crêtes des chemins couverts.

## X I I.

*L'ÉTAT de siège* ne cessera que lorsque l'investissement sera rompu ; & dans le cas où les attaques auroient été commencées, qu'après que les travaux des assiégeans auront été détruits, & que les brèches auront été réparées, ou mises en état de défense.

## X I I I.

Tous terrains de fortifications des places de guerre ou postes militaires, tels que remparts, parapets, fossés, chemins couverts, esplanades, glacis, ouvrages avancés, terrains vides, canaux, flaques ou étangs dépendant des fortifications, & tous autres objets faisant partie des moyens défensifs des frontières du royaume, tels que lignes, redoutes, batteries, retranchemens, digues, écluses, canaux & leurs francs bords, lorsqu'ils accompagnent les lignes défensives ou qu'ils en tiennent lieu, quelque part qu'ils soient situés, soit sur les frontières de terre, soit sur les côtes & dans les îles qui les avoisinent, sont déclarés *propriétés nationales* ; en cette qualité, leur conservation est attribuée au ministre de la guerre, & , dans aucun cas, les corps administratifs

ne pourront en disposer, ni s'immiscer dans leur manutention d'une autre manière que celle qui sera prescrite par la suite du présent décret, sans la participation dudit ministre, lequel, ainsi que ses agens, demeureront responsables en tout ce qui les concerne, de la conservation desdites propriétés nationales, de même que de l'exécution des loix renfermées au présent décret.

### X I V.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE n'entend point annuler les conventions ou réglemens en vertu desquels quelques particuliers jouissent des productions de certaines parties de lignes, redoutes, retranchemens ou francs bords de canaux; mais elle renouvelle, en tant que de besoin, la défense de les dégrader, d'en altérer les formes ou d'en combler les fossés, les dispositions ci-dessus ne concernant point les jouissances à titre d'émolumens, & ne dérogeant point à ce qui est prescrit *article LIX du titre III du présent décret.*

### X V.

DANS toutes les places de guerre & postes militaires, le terrain compris entre le pied du talus du rempart & une ligne tracée du côté de la place, à quatre toises du pied dudit talus, & parallèlement à lui, ainsi que celui renfermé dans la capacité des redans, bastions, vides ou autres ouvrages qui forment l'enceinte, sera considéré comme terrain militaire national, & fera rue le long des courtines & des gorges des bastions ou redans. Dans les postes militaires qui n'ont point de remparts, mais un simple mur de clôture, la ligne destinée à limiter intérieurement le terrain militaire national, sera tracée à cinq toises du parement intérieur du parapet ou mur de clôture, & fera également rue.

### X V I.

Si dans quelques places de guerre & postes militaires,

L'espace compris entre le pied du talus du rempart ou le parement intérieur du mur de clôture & les maisons ou autres établissemens des particuliers, étoit plus considérable que celui prescrit par l'article précédent, il ne seroit rien changé aux dimensions actuelles du terrain national.

## X V I I.

LES agens militaires veilleront à ce qu'aucune usurpation n'étende à l'avenir les propriétés particulières au-delà des limites assignées au terrain national ; & cependant toutes personnes qui jouissent actuellement de maisons, bâtimens ou clôtures qui débordent ces limites, continueront d'en jouir sans être inquiétées ; mais dans le cas de démolition desdites maisons , bâtimens ou clôtures, que cette démolition soit volontaire, accidentelle, ou nécessitée par le cas de guerre & autres circonstances, les particuliers seront tenus, dans la restauration de leurs maisons, bâtimens & clôtures, de ne point outrepasser les limites fixées au terrain national par l'article XV ci-dessus.

## X V I I I.

LES particuliers qui, par les dispositions de l'article XVII ci-dessus, perdront une partie de terrain qu'ils possèdent, en seront indemnisés par le trésor public s'ils fournissent le titre légitime de leur possession ; l'assemblée nationale n'entendant d'ailleurs déroger en rien aux autres conditions en vertu desquelles ils seront entrés en jouissance de leur propriété.

## X I X.

LES dispositions des articles XV, XVI, XVII, & XVIII ci-dessus, seront susceptibles d'être modifiées dans les places où quelques portions de vieilles enceintes non bastionnées font partie des fortifications. Dans ce cas, les corps administratifs & les agens militaires se concerteront sur l'étendue à donner au terrain militaire national, & le résultat de leurs

conventions approuvée par le ministre de la guerre, deviendra provisoirement obligatoire pour les particuliers; lesquels demeureront néanmoins réservés aux indemnités qui pourront leur être dues, & qui seront réglées à l'amiable, s'il se peut, par les départemens sur l'avis des districts, & en cas de désaccord, par le tribunal du lieu.

### X X.

LES terrains militaires nationaux & extérieurs aux places & postes, seront limités & déterminés par des bornes, toutes les fois qu'ils ne se trouveront pas l'être déjà par des limites naturelles, tels que chemins, rivières ou canaux, &c. Dans le cas où le terrain militaire national ne s'étendrait pas à la distance de vingt toises de la crête des parapets des chemins couverts, les bornes qui devront en fixer l'étendue seront portées à cette distance de vingt toises, & les particuliers légitimes possesseurs seront indemnisés, aux frais du trésor public, de la perte du terrain qu'ils pourront éprouver par cette opération.

### X X I.

DANS les postes sans chemins couverts, les bornes qui fixeront l'étendue du terrain militaire national, seront éloignées du parement extérieur de la clôture de 15 à 30 toises, suivant que cela sera jugé nécessaire.

### X X I I.

Tous terrains dépendant des fortifications, qui, sans nuire à leur conservation, seront susceptibles d'être cultivés, ne le seront jamais qu'en nature d'herbages, sans labour quelconque & sans être pâturés, à moins d'une autorisation du ministre de la guerre.

### X X I I I.

LE ministre de la guerre désignera ceux desdits terrains qui seront susceptibles d'être cultivés, & dont le



produit pourra être récolté sans inconvéniens ; il indiquera pareillement ceux des fossés, les canaux, flaques ou étangs qui seront susceptibles d'être pêchés. Il adressera les états de ces divers objets aux commissaires des guerres qui, conjointement avec les corps administratifs & de la manière qu'il est prescrit aux articles V, VI, VII, VIII, IX & X du titre VI, les affermeront à l'enchère, en présence des agens militaires qui auront été chargés par le ministre de prescrire les conditions relatives à la conservation des fortifications.

## X X I V.

LES fermiers de toutes les propriétés nationales dépendant du département de la guerre, seront responsables de toutes les dégradations qui seront reconnues provenir de la faute d'eux ou de leurs agens. Et lorsque le service des fortifications obligera de détériorer par des dépôts de matériaux, ou des emplacements d'ateliers, ou de toute autre manière, les productions de quelques parties de terrains qui leur seront affermés, l'indemnité à laquelle ils auront droit de prétendre sera estimée par des experts, & il leur sera fait sur le prix de leurs baux, une déduction égale au dédommagement estimé.

## X X V.

TOUTES dégradations faites aux fortifications ou à leurs dépendances, telles que portes, passages d'entrée des villes, barrières, pont-levis, pont-dormant, &c. seront dénoncées par les agens militaires aux officiers civils chargés de la police, lesquels seront reus de faire droit, suivant les circonstances & les caractères du délit.

## X X V I.

NULLE personne ne pourra planter des arbres dans le terrain des fortifications, émonder, extirper ou faire abattre ceux qui s'y trouvent plantés, sans une autorisation du

ministre de la guerre : ceux desdits arbres qu'il désignera comme inutiles au service militaire , seront vendus à l'enchère conformément à ce qui est prescrit à l'article XXIII ci-dessus pour l'affermage des terrains.

#### X X V I I.

T O U S les produits provenant des propriétés nationales dépendant du département de la guerre , seront perçus par les corps administratifs & versés par eux au trésor public , ainsi que cela sera réglé par les loix concernant l'organisation des finances.

#### X X V I I I.

P O U R assurer la conservation des fortifications & la récolte des fruits des terrains affermés , il est défendu à toutes personnes , sauf aux agens militaires & leurs employés nécessaires , de parcourir les diverses parties desdites fortifications , spécialement leurs parapets & banquettes ; n'exceptant de cette disposition que le seul terre-plain du rempart du corps de place & les parties d'esplanade qui ne sont pas en valeur , dont la libre circulation sera permise à tous les habitans , depuis le soleil levé jusqu'à l'heure fixée pour la retraite des citoyens , & laissant aux officiers municipaux , de concert avec l'autorité militaire , le droit de restreindre cette disposition toutes les fois que les circonstances l'exigeront.

#### X X I X.

I L ne sera fait aucun chemin , levée ou chaussée , ni creusé aucun fossé dans l'étendue de cinq cents toises autour des places ; & trois cents toises autour des postes militaires , sans que leur alignement & leur position aient été concertés avec l'autorité militaire.

#### X X X.

I L ne sera à l'avenir bâti ni reconstruit aucune maison , ni clôture de maçonnerie autour des places de première &

seconde classe, même dans leurs avenues & fauxbourgs, plus près qu'à deux cent cinquante toises de la crête des parapets des chemins couverts les plus avancés : en cas de contravention, ces ouvrages seront démolis aux frais des propriétaires contrevenans. Pourra néanmoins le ministre de la guerre déroger à cette disposition, pour permettre la construction de moulins & autres semblables usines, à une distance moindre que celle prohibée par le présent article, à condition que lesdites usines ne seront composées que d'un rez-de-chaussée, & à charge par les propriétaires de ne recevoir aucune indemnité pour démolition en cas de guerre.

## X X X I.

AUTOUR des places de première & seconde classe, il sera permis d'élever des bâtimens & clôtures en bois & en terre, sans y employer de pierres ni de briques, même de chaux ni de plâtre, autrement qu'en crépissage, mais seulement à la distance de cent toises de la crête du parapet du chemin couvert le plus avancé, & avec la condition de les démolir, sans indemnité, à la réquisition de l'autorité militaire, dans le cas où la place légalement déclarée en *état de guerre*, seroit menacée d'une hostilité.

## X X X I I.

AUTOUR des places de troisième classe & de postes militaires de toutes les classes, il sera permis d'élever des bâtimens & clôtures de construction quelconque au-delà de la distance de cent toises des parapets des chemins couverts les plus avancés, ou des murs de clôture des postes lorsqu'il n'y aura pas de chemins couverts.

Le cas arrivant où ces places & postes seroient déclarés dans l'*état de guerre*, les démolitions qui seroient jugées nécessaires, à la distance de deux cent cinquante toises & au-dessous de la crête de parapets des chemins couverts & des murs de clôture, n'entraîneront aucune indemnité pour les propriétaires.

## X X X I I I.

LES indemnités prévues par les articles XXX, XXXI & XXXII, seront dues néanmoins aux particuliers, si, lors de la construction de leurs maisons, bâtimens & clôtures, ils étoient éloignés des crêtes des parapets des chemins couverts les plus avancés, de la distance prescrite par les ordonnances.

## X X X I V.

LES décombres provenant des bâtimens & autres travaux civils & militaires, ne pourront être déposées à une distance moindre de cinq cents toises de la crête des parapets des chemins couverts les plus avancés des places de guerre, si ce n'est dans les lieux indiqués par les agens de l'autorité militaire; exceptant de cette disposition, ceux des débris qui pourroient servir d'engrais aux terres, pour les dépôts desquels les particuliers n'éprouveront aucune gêne, pourvu qu'ils évitent de les entasser.

## X X X V.

LES écluses dépendant des fortifications, soit dedans, soit dehors des places de guerre de toutes les classes, ne pourront être manœuvrées que par les ordres de l'autorité militaire, laquelle, dans l'état de paix, sera tenue de se concerter avec les municipalités ou les directoires des corps administratifs, pour diriger les effets desdites écluses de la manière la plus utile au bien public.

## X X X V I.

LORSQU'UNE place sera en *état de guerre*, les inondations qui servent à sa défense ne pourront être rendues ou mises à sec sans un ordre exprès du roi; il en sera de même pour les démolitions des bâtimens ou clôtures qu'il deviendrait nécessaire de détruire pour la défense desdites places, & en général, cette disposition sera suivie pour toutes les opérations

opérations qui pourroient porter préjudice aux propriétés & jouissances particulières.

## X X X V I I.

DANS le cas d'urgente nécessité, qui ne permettoit pas d'attendre les ordres du roi, le commandant des troupes assemblera le conseil de guerre à l'effet de délibérer sur l'état de la place & la défense de ses environs, & d'autoriser la prompte exécution des dispositions nécessaires à sa défense.

## X X X V I I I.

DANS les cas prévus par les articles XXXV, XXXVI & XXXVII ci-dessus, les particuliers dont les propriétés auront été endommagées, seront indemnisés aux frais du trésor public, sauf pour les maisons, bâtimens & clôtures existant à une distance moindre de deux cent cinquante toises de la crête des parapets des chemins couverts.

## X X X I X.

DANS les places & postes de troisième classe, où il y a des municipalités, il ne sera fourni aucuns fonds par le trésor public, pour l'entretien des ponts, portes & barrières; ces diverses dépenses devant être à la charge des municipalités, si elles désirent conserver lesdits ponts, portes & barrières.

## X L.

LES municipalités des places & postes de troisième classe pourront, si elles le jugent convenable, supprimer les ponts sur les fossés, & leur substituer des levées en terre, avec des ponceaux pour la circulation des eaux dont lesdits fossés peuvent être remplis, à la charge à elles de déposer dans les magasins militaires les matériaux susceptibles de service, tels que les plombs, les fers & les bois sains provenant de la démolition desdits ponts; & à charge encore de ne pas dé-

grader les piles & culées de maçonnerie sur lesquelles ces ponts seront portés.

### X L I.

Il est défendu à tout particulier autre que les agens militaires désignés à cet effet par le ministre de la guerre ; d'exécuter aucune opération de topographie sur le terrain à cinq cents toises d'une place de guerre, sans l'aveu de l'autorité militaire. Cette faculté ne pourra être refusée lorsqu'il ne s'agira que d'opérations relatives à l'arpentement des propriétés.

Les contrevenans à cet article, seront arrêtés & jugés conformément aux loix qui seront décrétées sur cet objet dans le code des délits militaires.

## S U I T E D U T I T R E P R E M I E R.

### *Des employés des fortifications.*

#### A R T I C L E P R E M I E R.

Tous les employés des fortifications, connus ci-devant sous les noms d'*inspecteurs de casernes*, de *caserniers*, de *fontainiers*, de *citerniers*, d'*éclusers*, de *gardes des fortifications*, de *digues*, *lignes*, *épis*, *jetées*, &c. seront désignés dorénavant sous les noms de *gardes des fortifications* & d'*éclusers des fortifications*.

### I I.

LES emplois de gardes & d'éclusers des fortifications dans les places de première & seconde classe, ne pourront être donnés qu'à des sujets qui aient été employés six ans au service des fortifications.

### I I I.

NUL ne pourra exercer les fonctions de garde & d'écluser des fortifications, qu'en conséquence de la nomination du roi & d'un brevet de sa majesté.

I V.

LES gardes & éclusiers des fortifications seront divisés en quatre classes, quant aux appointemens dont ils doivent jouir.

S A V O I R :

	PAR AN.	ENSEMBLE.
	liv.	liv.
Vingt de la première classe, aux appointemens de.....	720.	14,400.
Quatre-vingt de la seconde classe, aux appointemens de.....	540.	43,200.
Cent vingt de la troisième classe, aux appointemens de.....	360.	43,200.
Quatre-vingt de la quatrième classe, aux appointemens de.....	240.	19,200.

Trois cents gardes ou éclusiers des fortifications, coûtant ensemble..... 120,000<sup>liv</sup>

Cette somme de cent vingt mille livres sera ajoutée annuellement aux fonds destinés à l'entretien des fortifications & des bâtimens militaires qui en dépendent.

V.

LES gardes & éclusiers des fortifications ne seront soumis qu'à l'autorité militaire dans tout ce qui dépendra de leurs fonctions, & ils ne recevront d'ordre pour leur service que de ceux des agens de cette autorité, qui leur seront désignés à cet effet par les réglemens militaires.

V I.

LES trois cents gardes & éclusiers des fortifications, désignés à l'article IV ci-dessus, seront répartis par le ministre de la guerre dans les places & postes militaires, suivant les besoins du service, pour y exercer les fonctions qui leur seront assignées par leur brevet.

## V I I.

LES employés actuels des fortifications continueront à exercer leurs fonctions comme ci-devant, & ils n'éprouveront aucune réduction sur les traitemens dont ils jouissent. Quant à l'excédent des fonds affectés à la présente organisation sur ceux qui étoient affectés à l'ancienne, il sera réparti par le ministre de la guerre, tant à ceux des anciens employés dont les fonctions seront augmentées, qu'aux gardes & éclusiers des fortifications qui seront créés suivant la nouvelle organisation, soit pour satisfaire aux besoins du service dans les lieux où ils deviennentr nécessaires, soit à mesure de l'extinction des emplois.

## V I I I.

Tous les gardes & éclusiers des fortifications d'ancienne ou de nouvelle création, seront tenus de résider dans les lieux de leur service, ainsi que d'y porter l'uniforme qui leur sera affecté : faute de se conformer à cette injonction, il sera nommé à leur emploi.

## I X.

LES gardes & éclusiers des fortifications recevront un logement en argent ou en nature, au lieu fixé pour leur résidence.

## X.

LES gardes & éclusiers des fortifications ne pourront exercer aucun emploi ou charge de communauté, dont le service empêcheroit celui qui leur est confié en qualité de gardes & d'éclusiers des fortifications. —

## X I.

Tous privilèges & exemptions, de quelque espèce qu'ils soient, dont ont joui ou pu jouir les employés des fortifications aux entrées des villes sur les objets de consommation,



feront & demeureront supprimés, à dater de l'époque de la publication du présent décret.

## T I T R E I I.

*Suppression des États-majors des places, & retraites accordées à ceux qui les composent.*

### A R T I C L E P R E M I E R.

**T**OUS les emplois d'officiers d'état-major des places de guerre, citadelles, châteaux & autres postes militaires ou villes de l'intérieur, de quelque grade que soient ces officiers & sous quelque dénomination qu'ils existent, & toutes leurs fonctions en cette qualité, seront & demeureront supprimés, à dater du premier août de la présente année.

#### I I.

SONT également supprimés & compris dans les dispositions du présent décret, les lieutenans-de-roi militaires des bailliages.

#### I I I.

I L sera accordé auxdits officiers des retraites, dont la valeur sera déterminée, tant en conséquence du traitement dont ils jouissent, que de l'ancienneté de leurs services, ainsi qu'il sera expliqué ci-après.

#### I V.

A l'effet d'évaluer le traitement en retraite dont devra jouir chacun desdits officiers, on prendra pour base le tarif annexé à l'ordonnance du 18 mars 1776.

#### V.

L A pension de retraite dont devra jouir chaque officier d'état-major réformé par le présent décret, sera réglée

conformément aux dispositions du décret du 3 août 1790, sauf les modifications qui seront ci-après détaillées.

## V I.

LES officiers des états-majors de place, désignés dans l'ordonnance du 18 mars 1776, sous les dénominations de gouverneurs à charge de résidence, de commandans, de lieutenans-de-roi, de majors-commandans, de majors, d'aide-majors, de sous-aide-majors, & les lieutenans-de-roi militaires des bailliages, quiauront plus de vingt ans de service, tant dans la ligne que dans les fonctions d'officiers d'états-majors, compteront dix ans en sus de leur service effectif; c'est-à-dire, que celui qui n'aura que vingt ans de service en comptera trente; que celui qui n'en aura que trente-cinq en comptera quarante-cinq, & ainsi de suite.

## V I I.

A vingt ans de service, lesdits officiers obtiendront en retraite le quart du traitement attribué à leurs places par l'ordonnance du 18 mars 1776: les trois quarts restans seront partagés en vingt parties, dont il leur en reviendra une pour chaque année de service qu'ils auront au-delà de vingt ans, tellement qu'à quarante ans de service révolus, ils auront en retraite la totalité de leur traitement actuel.

## V I I I.

QUANT à ceux qui ont moins de vingt ans de service, leur retraite sera réglée ainsi qu'il suit: à dix ans de service, leur retraite sera d'un huitième ou de dix quatre-vingtièmes de leur traitement actuel; pour chaque année de service; de dix ans jusqu'à vingt, il leur sera accordé un quatre-vingtième du même traitement; en sorte qu'à vingt ans de service, il leur reviendra vingt quatre-vingtièmes ou le quart dudit traitement, conformément à l'article précédent.

## I X.

CEUX desdits officiers qui ont le grade de maréchal-de-camp, seront traités comme l'ont été les autres officiers généraux en activité, qui ont obtenu des pensions de retraite.

## X.

TOUT officier d'état-major de place qui aura perdu un membre à la guerre, aura en retraite le montant du traitement total dont il jouit.

## X I.

LES officiers retirés à la suite des places, payés de leurs retraites sur les revues de commissaires, & qui avoient obtenu des logemens dans les places à la suite desquelles ils étoient retirés, conserveront lesdits logemens, soit en nature, soit en argent, conformément à leur grade.

## X I I.

TOUT officier d'état-major de place fera libre de demander que son traitement en retraite soit réglé d'après le grade qu'il avoit en activité dans la ligne, s'il croit y trouver quelque avantage, & l'on ne pourra le lui refuser.

## X I I I.

LES officiers d'état-major de place n'entreront en jouissance des retraites qui leur sont accordées par le présent décret, qu'au premier d'août 1791; en conséquence, ils continueront à jouir de leur traitement actuel jusqu'audit jour exclusivement.

## X I V.

LES officiers pourvus de provisions ou de commissions en adjonction ou en survivance des officiers actuels des états-majors de place, conserveront les traitemens dont ils jouissent, jusqu'à la mort des titulaires.

## X V.

EN cas de mort des titulaires, lesdits adjoints ou survivanciers perdront les traitemens dont ils jouissent, & seront substitués aux droits des titulaires; en conséquence, leur nouveau traitement en retraite sera calculé d'après celui affecté à l'emploi dont ils ont la survivance ou l'adjonction, & conformément aux règles prescrites par le présent décret. Dans l'évaluation de leur service, ils compteront leur temps de survivancier ou d'adjoint, comme s'ils avoient été en activité dans la ligne.

## X V I.

LES officiers qui, lorsqu'ils ont obtenu des emplois dans les états-majors des places, avoient depuis dix ans le grade de lieutenans-colonels, recevront le brevet de maréchal-de-camp, conformément aux décrets des 15 février & 3 mars 1791. Quant à ceux qui, lorsqu'ils sont entrés dans les états-majors des places, n'étoient pas lieutenans-colonels depuis dix ans, il leur sera tenu compte, pour obtenir le brevet de maréchal-de-camp, de leurs services dans lesdits états-majors, à raison de neuf mois pour chaque année qu'ils auront passées dans ce dernier service.

## X V I I.

LES officiers des état-majors de place qui n'ont pas plus de cinquante ans d'âge, & ceux d'entre eux qui sont officiers généraux, seront susceptibles d'être employés en activité dans le même grade qu'ils avoient dans la ligne, ou dans le grade immédiatement supérieur, moyennant qu'ils soient pourvus de ce premier depuis plus de deux ans. Dans le cas de leur remplacement, ils cesseront de jouir de la pension de retraite qui leur est attribuée par le présent décret.

## X V I I I.

C E U X des officiers des états-majors de place, qui  
depuis

depuis l'époque du 14 juillet 1789, ont été privés, soit en totalité, soit en partie, des émolumens qui leur étoient affectés par les ordonnances, seront indemnisés jusqu'au jour de leur réforme, d'après l'évaluation qui en sera faite & constatée; ils seront de plus payés de tout ce qui leur sera dû d'arriéré sur leur traitement : lesdites indemnités & payemens seront fournis par les fonds de la guerre.

## X I X.

Les corps & officiers civils qui avoient le privilège d'exercer les fonctions d'officiers d'états-majors de place, les cesseront à dater du 1.<sup>er</sup> août 1791.

## X X.

Les dispositions précédentes, & toutes autres du présent décret, ne concernent point les colonies Françaises hors d'Europe, l'assemblée nationale se réservant de prononcer ultérieurement sur le régime auquel elles devront être soumises.

---

T I T R E I I I.

*Du commandement & du service des Troupes en garnison ; des rapports entre le pouvoir civil & l'autorité militaire ; ainsi qu'entre les Gardes nationales & les Troupes de ligne dans les places de guerre, postes militaires & garnisons de l'intérieur.*

## A R T I C L E P R E M I E R.

LE service que faisoient les officiers des états-majors des places, sera rempli par les officiers de la ligne, conformément à ce qui sera prescrit à cet égard par les réglemens

militaires; quant au commandement des troupes en garnison, il sera décerné ainsi qu'il sera expliqué ci-après.

### I I.

IL sera formé des divisions ou arrondissemens comprenant un certain nombre de places, postes ou garnisons. Dans l'un de ces points pris pour chef-lieu, résidera un officier général chargé de surveiller & de maintenir l'ordre & l'uniformité du service dans toutes les places, postes & garnisons de son arrondissement.

### I I I.

DANS chaque garnison de place de guerre, poste militaire ou ville de l'intérieur, le commandement des troupes sera dévolu, sous les ordres de l'officier général, chef de l'arrondissement, à celui des officiers employés en activité dans ladite garnison, qui se trouvera le plus ancien dans le grade le plus élevé, sans distinction d'armes.

### I V.

DANS les places de guerre qui auront des citadelles ou châteaux, ainsi que des forts détachés, dépendant du système militaire de ces places, le commandant militaire de la place le fera également des citadelles, forts & châteaux qui en dépendent.

### V.

LE commandant sera pris conformément à l'article III ci-dessus, parmi tous les officiers composant les garnisons particulières desdites places, citadelles & dépendances, & sera tenu de son domicile habituel dans la place.

### V I.

DANS les citadelles, forts & châteaux dépendant d'une place de guerre, il y aura des commandans particuliers subordonnés au commandant de la place.

## V I I.

CES commandans particuliers feront pris chacun dans leurs garnisons respectives, conformément à l'article III ci-dessus.

## V I I I.

N U L officier général ne pourra exercer l'autorité militaire dans les places, postes ou garnisons de son arrondissement, que préalablement il n'ait fait enregistrer ses lettres de service au directoire de chacun des départemens compris dans son arrondissement.

## I X.

DANS chaque arrondissement l'officier général commandant, chargé de tenir la main à l'exécution des réglemens militaires, sera de plus obligé de se concerter avec toutes les autorités civiles, à l'effet de procurer l'exécution de toutes les mesures ou précautions qu'elles auront pu prendre pour le maintien de la tranquillité publique, ou pour l'observation des loix, ainsi que d'obtempérer à leurs requisiions, toutes les fois qu'elles seront dans les cas prévus par les loix.

## X.

N U L officier ne pourra prendre ou quitter le commandement des troupes dans une place, qu'après l'avoir notifié au corps municipal.

## X I.

S E R O N T tenus à la même formalité les officiers en résidence dans les places, & y faisant fonctions de chefs dans leurs parties respectives, tels qu'officiers du génie, de l'artillerie, & les commissaires des guerres. La même notification sera faite par eux aux autres corps administratifs, s'il existe entre ces corps & ces officiers quelques relations pour le service public.

## X I I.

T O U T officier auquel le commandement sera dévolu par son grade & par son ancienneté, ne pourra refuser de l'exercer.

## X I I I.

L E S commandans particuliers se conformeront dans leurs places respectives, à ce qui est prescrit, article IX du présent titre, pour l'officier général commandant dans l'arrondissement, ainsi qu'aux ordres qu'ils recevront dudit officier général.

## X I V.

D A N S tous les objets qui ne concerneront que le service purement militaire, tels que la défense de la place, la garde & la conservation de tous les établissemens & effets militaires, comme hôpitaux, arsenaux, casernes, magasins, prisons, vivres, effets d'artillerie ou de fortifications, & autres bâtimens, effets ou fournitures à l'usage des troupes, la police des quartiers, la tenue, la discipline & l'instruction des troupes, l'autorité militaire sera absolument indépendante du pouvoir civil.

## X V.

I L ne pourra être préjugé de l'article précédent, ni de tous autres du présent décret, que dans aucuns cas, les terrains, bâtimens & établissemens confiés à la surveillance de l'autorité militaire, puissent devenir des lieux d'exception ou d'asyle, & soustraire le crime, la licence, les délits ou les abus à la poursuite des tribunaux; l'action des loix devant être également libre & puissante dans tous les lieux sur tous les individus, & nul ne pouvant sans forfaiture, pour aucun cas civil ou criminel, se prévaloir de son emploi & de ses fonctions dans la société, pour suspendre ou détruire l'effet des institutions qui la gouvernent.



## X V I.

DANS toutes les circonstances qui intéresseront la police, l'ordre, la tranquillité intérieure des places, & où la participation des troupes seroit jugée nécessaire, le commandant militaire n'agira que d'après la réquisition par écrit des officiers civils, & autant que faire se pourra, qu'après s'être concerté avec eux.

## X V I I.

EN conséquence, lorsqu'il s'agira, soit de dispositions passagères, soit de mesures de précautions permanentes, telles que patrouilles régulières, détachemens pour le maintien de l'ordre ou de l'exécution des loix, police des foires, marchés ou autres lieux publics, &c., les officiers civils remettront au commandant militaire une réquisition signée d'eux, dont les divers objets seront clairement expliqués & détaillés, & dans laquelle ils désigneront l'étendue de surveillance qu'ils croiront nécessaire; après quoi l'exécution de ces dispositions, & toutes mesures capables de la procurer, telles que consignes, placemens des sentinelles, bivouac, conduite & direction des patrouilles, emplacements des gardes & des détachemens, choix des troupes & des armes, & tous autres modes d'exécution seront laissés à la discrétion du commandant militaire, qui en sera responsable jusqu'à ce qu'il lui ait été notifié par les officiers civils que ces soins ne sont plus nécessaires, ou qu'ils doivent prendre une autre direction.

## X V I I I.

LA force des garnisons sera réglée de manière à ce que, dans le cas du service ordinaire, chaque soldat d'infanterie ait huit nuits de repos & jamais moins de six, & chaque homme de troupe à cheval, douze nuits de repos & jamais moins de dix.

## X I X.

NULLE troupe ne pourra être changée de la garnison qui lui aura été affectée par le roi, que par un ordre contraire de sa majesté, ou dans les cas urgens, par ceux des agens de l'autorité militaire auxquels le roi en aura délégué la faculté.

## X X.

NULLES dispositions de police ne seront obligatoires pour les citoyens & pour les troupes, qu'autant qu'elles auront été préalablement publiées ; elles seront même affichées si leur importance ou leur durée l'exige. Les publications & affiches seront faites par les municipalités, & les frais en seront supportés par elles.

## X I.

P O U R faciliter le service des places, il y aura cinquante officiers qui, sous le nom d'*adjudans de place*, seront distribués dans les forteresses les plus considérables, au nombre de deux au plus par chaque place. Trente de ces officiers auront le grade de capitaine, & seront partagés en deux classes. Quant à leurs appointemens, les quinze plus anciens auront deux mille quatre cents livres, & les quinze moins anciens, dix-huit cents livres par an. Les vingt autres adjudans de place auront le grade de lieutenans, & douze cents livres d'appointemens par an ; les uns & les autres pour cette première formation, seront choisis parmi les officiers des états-majors de place actuellement existant.

## X X I I.

EN cas de mort, retraite ou démission desdits adjudans de place, ils seront remplacés par des officiers choisis dans la ligne. Les lieutenans en activité dans la ligne ne pourront être faits adjudans de place avec brevet de capitaine, qu'autant qu'ils seroient parvenus par les grades & qu'ils auroient dix

ans de service de lieutenant. Les adjudans de place lieutenans seront susceptibles d'être faits adjudans-capitaines au choix du roi , après deux ans d'exercice comme adjudans-lieutenans.

## X X I I I.

DANS chaque place de guerre où il y aura garnison habituelle, à l'exception des citadelles & autres postes militaires qui n'ont point de municipalités, & dans les principales garnisons de l'intérieur, il y aura un secrétariat militaire où seront déposés les décrets & réglemens concernant l'armée; & en originaux, les ordres, consignes, réquisitions & autres objets de ce genre relatifs au service de la place.

## X X I V.

LA garde & le soin de ce secrétariat seront confiés à un secrétaire-écrivain nommé par le roi , & assermenté par-devant le commissaire des guerres.

## X X V.

AUTANT que faire se pourra, l'emploi de secrétaire-écrivain ne sera donné qu'à des sujets qui auront été sous-officiers dans les troupes de ligne.

## X X V I.

CES secrétaires-écrivains ne recevront des ordres , quant à leur service, que de l'autorité militaire, & pour tous les objets qui n'intéresseront que le service, ils ne seront justiciables que des tribunaux militaires.

## X X V I I.

LES secrétaires-écrivains jouiront d'appointemens proportionnés à l'étendue des fonctions qu'ils auront à remplir dans les places, postes ou garnisons auxquels ils seront attachés.

## X X V I I I.

EN conséquence, ils seront répartis, quant aux appointemens, en trois classes, ainsi qu'il suit ;

## S A V O I R :

Vingt de première classe, aux appointemens de neuf cents livres, dix-huit mille livres, ci. . . . . 18,000<sup>tt</sup>

Quarante de seconde classe, aux appointemens de six cent livres, vingt-quatre mille livres, ci. . . . . 24,000.

Soixante de troisième classe, aux appointemens de quatre cent cinquante liv., vingt-sept mille l. ci. 27,000.

Cent vingt secrétaires-écrivains, coûtant ensemble par an, la somme de soixante-neuf mille livres, ci. . . . . 69,000.

## X X I X.

IL fera désigné dans les bâtimens militaires de chaque place, un emplacement suffisant pour le secrétariat & le logement du secrétaire-écrivain.

## X X X.

LORSQU'UNE troupe arrivera dans une place, elle ne pourra prendre possession des logemens qui lui seront destinés, qu'après que le commissaire des guerres aura fait publier les bans à ladite troupe, en sa présence, par le secrétaire-écrivain.

## X X X I.

CES bans rappelleront non-seulement les loix générales de police & de discipline, mais encore celles particulières à la place.

## X X X I I.

LES officiers municipaux seront tenus de donner connoissance de ces bans aux habitans de la place.

## X X X I I I.

LE plus ancien des régimens d'infanterie Françoisse qui se trouveront en garnison avec des régimens d'infanterie étrangère, prendra toujours le rang sur ces derniers. Les autres régimens d'infanterie Françoisse & étrangère, dans la même garnison, prendront ensuite rang entre eux selon la date de leur création.

## X X X I V.

NE seront réputés régimens d'infanterie étrangère, que ceux qui en vertu de traités, seront fournis ou avoués par une puissance étrangère : lorsque lesdits régimens se trouveront en garnison avec des régimens d'infanterie Françoisse, le commandement militaire de la garnison appartiendra, à grade égal, à l'officier des troupes Françoises, quelle que soit son ancienneté dans ce grade.

## X X X V.

DANS tous les cas où les gardes nationales serviront avec les troupes de ligne, les gardes nationales prendront le rang sur toutes les troupes de ligne.

## X X X V I.

LORSQUE les gardes nationales serviront avec les troupes de ligne, l'honneur du rang qui est réservé aux premières, n'empêchera pas que le commandement général ne soit toujours déferé à l'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé desdites troupes de ligne.

## X X X V I I.

TOUTES les fois que les gardes nationales seront mises en activité, elles ne pourront être rassemblées qu'au préalable les officiers civils n'en aient averti le commandant militaire.

## X X X V I I I.

LES commandans militaires dans les places où les gardes

nationales feront le service, demanderont à qui il appartiendra, le nombre d'officiers & de soldats desdites gardes nationales nécessaires au service militaire; mais lesdits commandans ne pourront s'ingérer dans le détail des officiers, sous-officiers & gardes nationales qui devront marcher, toutes les difficultés de ce genre devant être portées à la décision de leurs officiers supérieurs ou des municipalités, selon ce qui sera réglé à cet égard, par le décret concernant l'organisation des gardes nationales.

### X X X I X.

LORSQUE les gardes nationales feront le service militaire, les honneurs militaires se rendront réciproquement entr'elles & les troupes de ligne, suivant ce qui sera réglé pour ces dernières.

### X L.

LES honneurs militaires étant dans l'armée un acte de discipline, un signe extérieur destiné à rappeler & à conserver sans cesse parmi les troupes, la soumission à l'autorité légitime, la considération nécessaire pour les chefs, & le respect pour les objets du service, seront par ces mêmes raisons, accordés hors du corps militaire, à titre d'honneur ou de distinction publique, aux objets du culte, à la personne du roi, à celle de l'héritier présomptif du trône, lorsqu'il aura atteint l'âge de majorité fixé par les loix; dans le cas de minorité du roi, au régent du royaume, aux corps administratifs, judiciaires & municipaux, aux officiers municipaux individuellement pris, lorsque, revêtus du signe distinctif de leurs places, ils seront dans l'exercice de leurs fonctions; & aux princes régnans, ainsi qu'à leurs ambassadeurs ou ministres, lorsque le roi aura spécialement donné des ordres à cet effet.

### X L I.

LES honneurs qui se rendront aux corps & aux individus agens du pouvoir civil seront, savoir; pour les corps admi-

nistratifs, judiciaires & municipaux, les mêmes qui seront affectés aux maréchaux-de-camp employés; & pour les officiers municipaux individuellement pris, les mêmes que pour les capitaines.

## X L I I.

LES fonctions de la gendarmerie nationale étant essentiellement distinctes du service purement militaire des troupes en garnison, la gendarmerie nationale ne fera jamais regardée comme portion de la garnison des places dans lesquelles elle fera répartie.

## X L I I I.

EN conséquence de la disposition précédente, les officiers de la gendarmerie nationale ne concourront point au commandement militaire dans les places.

## X L I V.

DANS les places de guerre & postes militaires, l'ordre & le mot seront toujours donnés par le commandant militaire; & dans le cas où les gardes nationales feront quelque service dans la place, le mot sera porté par l'officier ou le sous-officier des gardes nationales qui l'aura reçu à l'ordre, au principal officier municipal ou au commandant des gardes nationales, selon ce qui sera réglé à cet égard par le décret d'organisation des gardes nationales.

## X L V.

DANS les garnisons de l'intérieur & dans tous les lieux qui ne seront ni places de guerre, ni postes militaires, lorsque les troupes de ligne seront requises pour faire le service conjointement avec les gardes nationales, ou que lesdites troupes de ligne en seront chargées seules, le commandement, l'ordre & le mot seront donnés conformément à ce qui est prescrit aux articles ci-dessus.

## X L V I.

MAIS lorsque dans les villes ou autres lieux qui ne sont ni places de guerre, ni postes militaires, les gardes nationales seront seules chargées de la garde & de la police desdits lieux, sans participation des troupes de ligne, alors le mot sera, selon l'usage, composé de deux autres mots, dont le premier sera donné par le principal officier municipal ou par le commandant des troupes nationales, selon ce qui sera ultérieurement réglé, & le second, par le commandant des troupes de ligne.

## X L V I I.

DANS les places de guerre & postes militaires en état de paix, & dans les garnisons de l'intérieur, lorsque les autorités civiles & militaires seront dans le cas de faire battre la générale, ou sonner le boute-selle pour le rassemblement des gardes nationales ou des troupes de ligne, elles devront au préalable, s'en prévenir réciproquement, sauf le cas de surprise, d'incendie ou d'inondation.

## X L V I I I.

LES clés de toutes les portes, poternes, vannages, aqueducs & autres ouvertures qui donnent entrée dans les places de guerre ou postes militaires, seront toujours confiées au commandant militaire.

## X L I X.

ET cependant, pour la facilité du commerce & la commodité des habitans & voyageurs, il y aura dans chaque place & poste de guerre, un certain nombre de portes par lesquelles la communication du dedans au dehors & du dehors au dedans, pourra se faire, *dans l'état de paix*, à toutes les heures de la nuit, comme de jour. Les officiers civils & le commandant militaire se concerteront sur celles desdites portes qui seront affectées à cette destination, sur



les formalités à remplir & les précautions à prendre pour éviter les abus : l'exécution de ces dispositions appartiendra toujours au commandant militaire.

## L.

LORSQUE les circonstances exigeront une surveillance plus particulière de la part des officiers civils & militaires, il pourra y avoir à chaque porte des places de guerre, un préposé choisi par la municipalité, lequel sera chargé de recevoir de tous particuliers arrivant dans la place, la déclaration de leurs noms & qualités, ainsi que de l'auberge ou maison particulière dans laquelle ils se proposeront de loger. Ces renseignemens seront portés aux officiers municipaux, & le commandant militaire pourra ordonner aux commandans des gardes des portes, de faire assister un sous-officier aux déclarations qui seront faites par lesdits particuliers arrivant dans la place, & de lui en rendre compte.

## L I.

TOUT particulier qui sera arrêté pour fait de désordre, de contravention aux loix ou à la police, sera remis sans délai, le citoyen à la police civile, le militaire à la police militaire, pour être chacun, suivant les circonstances & la nature du délit, renvoyé aux tribunaux civils ou militaires.

## L I I.

TOUTES femmes ou filles notoirement connues pour mener une vie débauchée, qui seront surprises avec les soldats dans leurs quartiers lorsqu'ils seront de service, ou après la retraite militaire, seront arrêtées & remises sans délai à la police civile, pour être jugées conformément aux loix.

## L I I I.

LES prisons militaires, autant qu'il sera possible, seront toujours séparées des prisons civiles.

## L I V.

LE commandant d'une troupe en marche sera tenu d'informer la municipalité du lieu où couchera sa troupe, de l'heure à laquelle il la fera partir le lendemain. Une heure après son départ, les citoyens ne pourront plus porter de plaintes contre elle; & si pendant ce temps il n'y en a aucunes de portées, la municipalité ne pourra refuser un certificat de bien vivre à l'officier de ladite troupe qui aura dû rester à cet effet.

## L V.

TOUTE troupe en marche ou prête à marcher, en conséquence d'un ordre du roi, ne pourra, soit en totalité, soit en partie, être détournée de sa destination que par un ordre contraire du roi, ou de ceux auxquels il en aura délégué la faculté.

## L V I.

AUCUN corps administratif ne pourra disposer des munitions de guerre, subsistances, & d'aucunes espèces d'effets, armes ou fournitures confiées au département de la guerre; ni changer leur destination, ni empêcher leur transport légalement ordonné, qu'en vertu d'une autorisation expresse du pouvoir exécutif.

## L V I I.

LES fonds affectés au département de la guerre, étant à la seule disposition du ministre, sous sa responsabilité, les corps administratifs ne pourront, dans aucun cas, disposer des fonds versés entre les mains des trésoriers du département de la guerre, ni ordonner aucune dépense sur lesdits fonds.

## L V I I I.

NUL officier en activité ne sera tenu de payer sa part des impositions directes & personnelles dans sa garnison,

qu'autant qu'elle feroit en même temps le lieu de son domicile habituel ou de ses propriétés.

## L I X.

Tous les émolumens accordés par les anciennes ordonnances militaires, aux officiers de quelque grade & arme qu'ils puissent être, sont & demeureront supprimés.

## L X.

Tout militaire en activité ne pourra porter d'autre habit que son uniforme dans les lieux de son service.

## L X I.

Les officiers, les sous-officiers & les soldats ne pourront donner des repas de corps, ni en recevoir, sous quelque prétexte & de quelque part que ce soit.

## L X I I.

Il ne pourra être fait aucune retenue sur les appointemens des officiers, sous-officiers & soldats, sous prétexte de dépenses de corps, de quelque nature qu'elles soient, excepté celles qui seroient destinées à payer les dégradations commises par les troupes dans leur logement, ou toutes autres indemnités dûes, soit à l'état, soit aux particuliers, pour réparations de dommages, désordres ou excès commis par lesdites troupes.

## L X I I I.

Tout militaire en activité qui étant majeur, aura contracté des engagemens pécuniaires par lettres de change, ou par toute autre espèce d'obligation emportant la contrainte par corps, & qui s'étant laissé poursuivre pour le paiement de semblables dettes, aura par jugement définitif été condamné par corps, ne pourra rester au service, si dans le délai de deux mois il ne satisfait pas.

à ses engagements ; dans ce cas , la sentence portée contre lui équivaldra , après le délai de deux mois , à une démission précise de son emploi.

#### L X I V.

LES actions résultant d'obligations contractées par un militaire en activité , ne pourront être poursuivies que par-devant les magistrats civils , & seront par eux jugées conformément aux loix civiles , sans que les officiers ni les juges militaires puissent en prendre connoissance , si ce n'est à l'armée & hors du royaume , sans qu'ils puissent non plus apporter aucun obstacle , soit à la poursuite , soit à l'exécution du jugement.

#### L X V.

NE pourront être compris dans les saisies & ventes qui auront lieu en exécution des jugemens rendus contre des militaires en activité , leurs armes & chevaux d'ordonnance , ni leurs livres & instrumens de service , ni les parties de leur habillement & équipement , dont les ordonnances imposent à tous militaires la nécessité d'être pourvus. Leurs appointemens ne pourront non plus être saisis que pour ce qui excédera la somme de 600 liv. , laquelle leur demeurera réservée , sans préjudice aux créanciers à exercer leurs droits sur les autres biens , meubles & immeubles de leur débiteur , suivant les règles & les formes prescrites par la loi.

### T I T R E I V.

*Des bâtimens & établissemens militaires , meubles , effets , fournitures & ustensiles qui en dépendent , tant dans les places de guerre & postes militaires , que dans les garnisons de l'intérieur.*

#### A R T I C L E P R E M I E R.

Tous les établissemens & logemens militaires , ainsi que leurs

leurs ameublemens & ustensiles , actuellement existant dans lesdits logemens & établissemens , ou en magasin , soit que ces divers objets appartiennent à l'état , ou aux ci-devant provinces & aux villes ; tous les terrains & emplacements militaires , tels qu'esplanades , manèges , polygones , &c. , dont l'état est légitime propriétaire , seront considérés désormais comme propriétés nationales , & confiés en cette qualité au ministre de la guerre , pour en assurer la conservation & l'entretien.

## I I.

NE seront point compris dans l'article précédent , les bâtimens & emplacements que le ministre de la guerre ne jugeroit pas nécessaires au service de l'armée , lesquels seront dans ce cas remis aux corps administratifs , pour faire partie des propriétés nationales aliénables , s'ils appartiennent ci-devant à l'état ; & dans le cas où ils auroient appartenu aux ci-devant provinces ou aux villes , elles continueront d'en être propriétaires.

## I I I.

IL sera dressé des procès-verbaux de tous les terrains , bâtimens & établissemens conservés pour le service de l'armée , ainsi que des ameublemens , effets & fournitures qu'ils contiennent , soit qu'ils appartiennent actuellement à l'état , soit qu'ils appartiennent aux ci-devant provinces ou aux villes. Une expédition desdits procès-verbaux sera déposée au département de la guerre , une autre sera remise au directoire des départemens dans lesquels se trouvent les objets ci-dessus mentionnés , & bornée pour chaque département à ce qui le concerne ; & la troisième expédition sera déposée dans les secrétariats militaires des différentes places. Celle-ci sera bornée pour chaque place en particulier , aux objets renfermés dans ladite place , ou qui en sont dépendans.

## I V.

AU moyen de ce qui précède, les dépenses d'entretien, réparations, constructions ou augmentations de bâtimens, renouvellement d'effets & fournitures concernant le service de l'armée, qui jusqu'à ce moment avoient été supportées par les ci-devant provinces & par les villes, cesseront d'être à leur charge du jour de la remise qui en sera faite; lesdites dépenses devant, à compter de ce même jour, être supportées par la partie du trésor public affectée au département de la guerre.

## V.

LE ministre de la guerre devenant responsable du bon emploi & de la conservation des établissemens & bâtimens militaires, & des effets qu'ils renferment ou qui en sont dépendans, les corps administratifs ne pourront dans aucun cas en disposer ni s'immiscer dans leur manutention, d'une autre manière que celle indiquée par le présent décret.

## V I.

DANS les places & garnisons qui manquent de bâtimens militaires, le ministre de la guerre désignera ceux des bâtimens nationaux qui peuvent y suppléer, afin que s'il y a lieu, il soit sursis à leur aliénation, & que par l'assemblée nationale ils puissent être déclarés affectés au département de la guerre, comme bâtimens militaires.

## V I I.

TOUTES les fois qu'un terrain appartenant à une municipalité ou à quelque particulier, sera nécessaire pour un établissement militaire, le département de la guerre en fera l'acquisition de gré à gré; & dans le cas où le propriétaire refuseroit de céder sa propriété, les directoires des corps administratifs seront consultés & chargés de l'estimation de l'objet demandé.

## T I T R E V.

*Du logement des Troupes.*

## A R T I C L E P R E M I E R.

**L**ES bâtimens & établissemens militaires dont la remise aura été faite au département de la guerre, ne pourront être affectés qu'au logement des troupes, des employés attachés à l'administration de la guerre, & à contenir ou conserver les munitions, subsistances ou effets militaires.

## I I.

**D**ANS aucune place de guerre, poste militaire ou ville de l'intérieur, les municipalités ne pourront être tenues de fournir ni logement ni emplacement, ni magasins pour l'usage des troupes, qu'autant que ceux actuellement existant ne seroient pas suffisans.

## I I I.

**I**L sera remis aux municipalités de tous les lieux où se trouveront des bâtimens militaires conservés, un état détaillé des logemens que ces bâtimens renferment, afin que lesdites municipalités puissent toujours connoître si les logemens qui leur seront demandés, sont proportionnés aux besoins réels du service.

## I V.

**D**ANS les places de guerre, postes militaires & villes de garnison habituelle de l'intérieur, il sera fait par les officiers municipaux un recensement de tous les logemens & établissemens qu'ils peuvent fournir sans fouler les habitans, à l'effet d'y avoir recours au besoin & momentanément, soit dans le cas de passage des troupes, soit dans les circonstances extraordinaires, lorsque les établissemens militaires ne suffiront pas.

## V.

LORSQU'IL y aura nécessité de loger chez les habitans les troupes qui devront tenir garnison , si leur séjour doit s'étendre à la durée d'un mois , les seuls logemens des sous-officiers & foldats , & les écuries pour les chevaux seront fournis en nature ; à l'égard des officiers , ils ne pourront prétendre à des billets de logement pour plus de trois nuits , & ce terme expiré , ils se logeront de gré à gré chez les habitans , au moyen de la somme qui leur sera payée suivant leur grade , ainsi qu'il sera décrété par l'assemblée nationale.

## V I.

LES municipalités veilleront à ce que les habitans n'abusent point dans le prix des loyers , du besoin de logement où se trouveront les officiers.

## V I I.

TOUTES les fois qu'il sera pourvu à l'établissement du logement d'une troupe , excepté le cas de passage , le logement des sous-officiers & foldats , & les fournitures d'écuries pour les chevaux , seront faits au complet & non à l'effectif.

## V I I I.

FAUTE de bâtimens affectés au logement des troupes destinées à tenir garnison dans un lieu quelconque , il y sera pourvu , autant que faire se pourra , en établissant lesdites troupes dans des maisons vides & convenables , & il y sera en outre fourni aux troupes à cheval des écuries suffisantes pour leurs chevaux. Ces maisons & écuries seront choisies & louées par les commissaires des guerres , qui seront autorisés à requérir les soins & l'intervention des municipalités , pour leur faciliter l'établissement des logemens dont ils seront chargés. De plus , les agens militaires désignés à cet effet par les réglemens , seront en présence d'un ou de plusieurs officiers municipaux , la reconnoissance des



maisons & écuries qui seront louées, afin de constater l'état dans lequel elles se trouveront, & afin de pouvoir, au départ des troupes, estimer s'il y a lieu les indemnités dûes aux propriétaires, pour les dégradations qu'auroient éprouvées lesdites maisons & écuries.

## I X.

DANS les cas de marche ordinaire, de mouvemens imprévus, & dans tous ceux où il pourra être fourni aux troupes des logemens isolés, tels qu'ils ont été indiqués dans l'article VIII précédent, les troupes seront logées chez les habitans, sans distinction de personnes, quelles que soient leurs fonctions & leurs qualités, à l'exception des dépositaires de caisses pour le service public, lesquels ne seront point obligés de fournir de logement dans les maisons qui renferment lesdites caisses, mais seront tenus d'y suppléer, soit en fournissant des logemens en nature chez d'autres habitans avec lesquels ils s'arrangeront à cet effet, soit par une contribution proportionnée à leurs facultés, & agréée par les municipalités. La même exception aura lieu, & à la même condition, en faveur des veuves & des filles; & les municipalités veilleront à ce que la charge du logement ne tombe pas toujours sur les mêmes individus, & que chacun y soit soumis à son tour.

## X.

LES troupes seront responsables des bâtimens qu'elles occuperont, ainsi que des écuries qui leur seront fournies pour leurs chevaux.

## X I.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE statuera ultérieurement sur la somme à attribuer à chaque officier ou employé de l'armée, selon son grade & son emploi, pour lui tenir lieu du logement qui ne pourra lui être fourni en nature dans les établissemens militaires.

## X I I.

NUL officier en garnison ne recevra un logement en argent, qu'autant qu'il ne pourroit lui être fourni un logement en nature dans les bâtimens militaires; en conséquence, à l'époque du départ des semestriers, les logemens qu'ils laisseront vacans dans lesdits bâtimens, seront remplis par ceux qui devront passer l'hiver à la garnison.

## X I I I.

LORSQUE les officiers de troupes de ligne recevront leur logement en argent, il ne leur en fera fait le décompte que pour le temps qu'ils seront présens au corps; quant aux officiers en résidence, tels que ceux du génie, de l'artillerie & les commissaires des guerres, ils recevront leur logement, absens comme présens, tout le temps qu'ils seront employés dans une place.

## X I V.

IL fera tenu compte sur les fonds de la guerre aux officiers de tout grade, auxquels les ordonnances affectoient des logemens en argent, des sommes dont ils n'ont pas été payés sur lesdits logemens, pendant les années 1789 & 1790. Cette indemnité ne sera accordée que pour les logemens dont ont dû jouir lesdits officiers dans le lieu de leur résidence militaire.

## X V.

LES officiers, dans leur garnison ou résidence, & les employés de l'armée, dans leur résidence, ne logeront point les gens de guerre dans le logement militaire qui leur sera fourni en nature; & lorsqu'ils recevront leur logement en argent, ils ne seront tenus à fournir le logement aux troupes, qu'autant que celui qu'ils occuperont excédera la proportion affectée à leur grade ou à leur emploi. Quant aux officiers en garnison dans le lieu de leur habitation ordinaire, ils seront

tenus à fournir le logement dans leur domicile propre, comme tous les autres habitans.

## T I T R E V I.

### *Administration des Travaux militaires.*

#### ARTICLE PREMIER.

LES fonds destinés à l'augmentation, à l'entretien & aux réparations des fortifications, ainsi que des bâtimens & établissemens militaires quelconques, dans les places de guerre, postes militaires & garnisons de l'intérieur, seront dorénavant fournis en entier par la partie du trésor public affectée au département de la guerre; en conséquence, les départemens & les villes seront déchargés de toute imposition ou contribution particulière relative à cet objet.

#### I I.

LE ministre de la guerre répartira entre les différentes places, postes militaires & garnisons de l'intérieur, selon leur classe & selon leurs besoins, les fonds accordés au département de la guerre pour les travaux militaires.

#### I I I.

Tous les travaux de construction, entretien ou réparation des fortifications, bâtimens & établissemens militaires quelconques, & de tout ce qui en dépend, seront faits par entreprise, d'après une adjudication au rabais. Cette adjudication ne sera jamais passée en masse, mais elle comprendra le détail des prix affectés à chaque nature d'ouvrage & de matériaux qui seront employés.

#### I V.

LORSQU'IL s'agira de passer le marché pour des travaux militaires, le ministre adressera au commissaire des guerres, 1<sup>o</sup>. L'ordre de procéder à l'adjudication.

2°. Un état par apperçu des travaux à exécuter pendant la durée du marché.

3°. Les devis & conditions qui auront été fournis par les agens militaires proposés à cet effet.

#### V.

SUIVANT que les travaux, objet du marché, intéresseront toute l'étendue d'un département ou seulement celle d'un district, ou enfin qu'ils se borneront à l'étendue d'une municipalité, le commissaire des guerres informera le directoire du département ou celui du district, ou les officiers municipaux, des ordres qu'il aura reçus, & les requerra de procéder dans un délai dont ils conviendront, à l'adjudication du marché.

#### V I.

D'APRÈS l'époque convenue entre les corps administratifs & le commissaire des guerres, celui-ci fera poser dans la place & dans les lieux circonvoisins, des affiches signées de lui, & indicatives de l'objet, de la durée du devis & des conditions du marché, ainsi que du jour & du lieu où il sera passé, de manière à ce que les particuliers puissent être informés à temps, & se mettre en état de concourir à l'adjudication qui sera faite.

#### V I I.

LE commissaire des guerres sera tenu de donner à ceux qui se présenteront à cet effet, connoissance des devis & conditions du marché, & tous autres renseignemens qui dépendront de lui. On pourra, pour se procurer les mêmes indications, s'adresser au secrétariat du département, du district ou de la municipalité.

#### V I I I.

LE jour fixé pour l'adjudication, les membres du directoire du département ou de celui du district, ou de la

la municipalité, conformément à l'article V ci-dessus, se rendront, ainsi que le commissaire des guerres, au lieu d'assemblée de celui desdits corps administratifs par-devant lequel devra se passer le marché, & là, en leur présence & celle des agens militaires préposés à cet effet par le ministre de la guerre, l'adjudication sera faite par le commissaire des guerres, au rabais, publiquement, & passée à celui qui fera les meilleurs conditions, avec les formalités qui seront prescrites ; & en attendant, celles usitées jusqu'à ce jour continueront d'avoir lieu.

## I X.

NUL ne pourra être déclaré adjudicataire du marché, que préalablement il n'ait justifié de sa solvabilité, ou donné caution suffisante.

## X.

Tous les frais dépendant de l'adjudication, seront bornés aux frais de publication & d'affiches, & seront supportés par l'adjudicataire.

## X I.

LES différens ouvrages à exécuter par les entrepreneurs adjudicataires, seront surveillés dans tous leurs détails par les agens militaires, qui en feront les toisés particuliers, en présence desdits entrepreneurs ou de leurs commis avoués, à mesure des progrès desdits ouvrages. Ces toisés particuliers seront signés par les entrepreneurs ou par leurs commis avoués, & certifiés par les agens militaires chargés de la direction des travaux.

## X I-I.

CHAQUE année, aux termes des travaux, les toisés partiels seront réunis en un seul toisé général, en présence de l'entrepreneur, par les agens militaires qui auront surveillé & dirigé tous les détails des travaux. Ce toisé sera signé par l'entrepreneur,

certifié par lesdits agens, & visé par ceux d'entr'eux qui auront inspecté les travaux.

## X I I I.

Le toisé général, certifié & visé ainsi qu'il a été dit dans l'article précédent, sera remis au commissaire des guerres, pour être arrêté par lui, après en avoir vérifié les calculs. Ledit toisé sera ensuite soumis au visa de celui des corps administratifs par-devant lequel aura été passé le maché.

## X I V.

LES parfaits payemens des travaux militaires exécutés par les entrepreneurs, ne leur seront dûs & ne pourront être ordonnés à leur profit, par le ministre de la guerre, que préalablement les formalités prescrites par les articles XI, XII & XIII n'aient été remplies. Lesdits payemens ne seront exigibles par les entrepreneurs, que trois mois après la confection du toisé général.

## X V.

POURRONT néanmoins lesdits entrepreneurs, à mesure de l'avancement des ouvrages, recevoir, sur les certificats des agens militaires & d'après les ordres du ministre de la guerre, des à-comptes proportionnés à la portion du travail exécuté, & ce, jusqu'à la concurrence des trois quarts des travaux entrepris.

## X V I.

LES marchés qui seront passés après la publication du présent décret, ne seront plus sujets à la retenue de quatre derniers pour livre; quant à ceux antérieurs à ladite époque & qui sont grevés de cette clause, ils resteront chargés de ladite retenue, dont le montant sera déduit de celui du toisé général.

## X V I I.

LES travaux militaires des garnisons de l'intérieur ne

pouvant être soumis à la surveillance des agens militaires, d'une manière aussi exacte & aussi constante que dans les places de guerre & postes militaires, le roi nommera & instituera, dans chaque garnison de l'intérieur, un conservateur chargé de veiller à l'entretien journalier des bâtimens militaires, aux réparations de détail, & qui sera tenu d'en rendre compte aux agens militaires désignés à cet effet. Ces conservateurs seront amovibles à la volonté du roi.

## X V I I I.

LES conservateurs des bâtimens militaires seront logés, autant que faire se pourra, dans les bâtimens confiés à leurs soins; & sur les fonds destinés à l'entretien des établissemens militaires, il leur sera accordé un traitement annuel proportionné à l'étendue des objets dont ils seront chargés, mais qui ne pourra jamais excéder trois cents livres.

## X I X.

DANS les garnisons habituelles de l'intérieur, les places de secrétaires-écrivains ne seront point incompatibles avec celles de conservateurs des bâtimens militaires; mais lorsqu'elles seront réunies, celui qui en sera revêtu n'emportera pas nécessairement la totalité du traitement affecté à chacune d'elles; il pourra même n'avoir pour les deux que le traitement affecté à la place de secrétaire-écrivain.

## X X.

LES agens militaires chargés sur les frontières de la direction des travaux militaires, étendront leur surveillance sur les établissemens de l'intérieur. D'après les ordres qu'ils en recevront du ministre de la guerre, ils indiqueront les principales réparations, dresseront les devis des marchés, les états de dépense, & tiendront la main à tout ce qui peut contribuer à la conservation desdits bâtimens & établissemens militaires, comme pour ceux des places de guerre.

Lorsque les agens militaires ne seront employés dans les garnisons de l'intérieur que momentanément & pour constater l'état des bâtimens militaires, il leur sera tenu compte, sur les fonds de la guerre, des frais de leur déplacement.

### X X I.

LES entrepreneurs des travaux militaires seront tenus de se conformer, pour leur exécution, non-seulement aux conditions des devis & marchés, mais encore aux mesures, aux formes, aux distributions & emplacements, d'ateliers, aux dépôts de matériaux, & autres dispositions qui leur seront prescrites par les agens militaires chargés de la direction des travaux. Lesdits entrepreneurs & leurs préposés seront également tenus à l'obéissance envers les agens militaires, dans tout ce qui concernera l'exécution desdits travaux.

### X X I I.

Tous particuliers non militaires employés aux travaux militaires, seront en cette qualité, & pour tout ce qui concernera l'exécution de ces travaux, soumis graduellement à l'obéissance envers les officiers & autres préposés chargés de surveiller & de diriger lesdits travaux, sauf, en cas de prétentions pécuniaires, ou de toutes autres plaintes qu'ils auroient à faire valoir à la charge les uns des autres, à se pourvoir par-devant les tribunaux civils, supposé qu'après en avoir référé à l'agent militaire chargé de la conduite des travaux, celui-ci n'ait pas pu les concilier ou les apaiser.

### X X I I I.

LES particuliers non militaires, employés aux travaux militaires, seront en cette qualité, soumis à la police des agens militaires chargés de la direction des travaux; & en cas d'arrestation d'aucun d'eux, ils seront remis aux tribunaux civils.



## X X I V.

LORSQUE des travaux indispensables exigeront la plus grande célérité , après que les troupes en garnison auront fourni toutes les ressources qu'on en peut attendre , les corps administratifs , d'après la réquisition des agens militaires , seront tenus d'employer tous les moyens légalement praticables qui seront en leur pouvoir , pour procurer le supplément d'ouvriers nécessaires à l'exécution des travaux. Dans ce cas , le salaire desdits ouvriers sera fixé par les corps administratifs.

## X X V.

DANS le cas de travaux pressés , les agens militaires chargés de leur direction , pourront ne point les interrompre les jours de dimanches & fêtes chômées , à la charge par eux d'en prévenir les municipalités.

## X X V I.

LES ouvriers employés aux travaux militaires seront payés par les entrepreneurs , au plus tard , toutes les trois semaines , d'après les toisés particuliers des ouvrages , & toutes les semaines pour le nombre des journées de travail. Il ne pourra être fait aucune retenue sur les salaires , si ce n'est pour les soldats ouvriers , celle nécessaire pour payer leur service de garnison & leur habillement de travail , s'ils n'y ont pas satisfait ; l'assemblée nationale n'entendant point d'ailleurs déroger aux loix concernant les actions & oppositions des créanciers envers leurs débiteurs.

## X X V I I.

LORSQUE les travaux des fortifications , ou tous autres objets de service militaire , exigeront , soit l'interruption momentanée de communications publiques , soit quelques manœuvres d'eaux extraordinaires , ou toute autre disposition non usitée qui intéressera les habitans , les agens

militaires ne pourront les ordonner qu'après en avoir prévenu la municipalité, & pris avec elle les mesures convenables pour que le service public n'en reçoive aucun dommage.

---

## S U I T E D U T I T R E V I.

### *Comité des Fortifications.*

#### A R T I C L E P R E M I E R.

ATTENDU l'importance des travaux de fortifications, & la nécessité d'employer les fonds qui leur sont destinés de manière à concilier l'économie des deniers de l'état avec l'intérêt de sa défense, il sera formé un comité des fortifications, lequel s'assemblera tous les ans près du ministre de la guerre, dans l'intervalle du 1.<sup>er</sup> janvier au 1.<sup>er</sup> d'avril, en sorte que les objets dont il devra s'occuper soient terminés à cette dernière époque.

#### I I.

CE comité formé d'officiers du génie, désignés & appelés par le ministre de la guerre, sera toujours composé de deux inspecteurs généraux & trois directeurs des fortifications, auxquels pourront être adjoints tels officiers généraux supérieurs ou autres du corps du génie, que le ministre jugera nécessaires. Il sera toujours présidé par le plus ancien des inspecteurs appelés.

#### I I I.

LE président du comité prendra les ordres du ministre sur tous les objets à proposer à la délibération des membres, & ces objets pourront être les projets généraux & particuliers des différentes places de guerre du royaume, la répartition des fonds qui leur seront affectés, l'instruction

de l'école du génie, les progrès & la perfection des différentes branches de l'art de fortifications, ou tels autres objets de théorie ou de pratique militaire que le ministre jugera à propos de donner à discuter au comité.

## I V.

LE résultat motivé des délibérations du comité, sera remis au ministre par le président du comité; & chacun de ses membres sera libre de joindre à ce résultat les motifs de son opinion particulière, dans le cas où elle seroit contraire à la majorité.

## V.

LORSQUE le comité discutera des questions qui embrasseront le système général de la défense d'une ou de plusieurs parties des frontières, le ministre pourra, s'il le croit utile, lui adjoindre des officiers généraux, supérieurs ou particuliers de la ligne, en tel nombre qu'il le croira convenable.

## V I.

POUR faciliter les opérations de ce comité & lui donner le degré d'utilité dont il peut être susceptible, il sera formé un dépôt de tous les mémoires, plans, cartes & autres objets provenant des travaux du corps du génie relatifs aux places de guerre & établissemens militaires, ou à la défense des frontières. Ce dépôt, sous le nom d'*archives des fortifications*, sera dirigé par un lieutenant-colonel du corps du génie, sous le nom de *directeur*, lequel, secondé d'un ou de deux officiers au plus du même corps, surveillera les objets confiés à sa garde, classera les papiers & les dessins. Cet officier & ses adjoints seront aussi chargés de la conservation & de l'entretien des plans en relief, & le ministre de la guerre proposera le supplément d'appointemens qu'il croira nécessaire de leur accorder pendant la durée de leurs fonctions, ainsi que l'organisation & la dépense de ce dépôt.

## V I I.

LES Officiers du génie attachés aux archives des fortifications, seront nommés par le roi, amovibles à sa volonté, & ne pourront continuer à être employés aux fonctions qui leur sont assignées par l'article VI précédent, lorsqu'ils passeront à un grade supérieur à celui dont ils sont revêtus.

*ÉTAT des places & postes de l'intérieur dont les parties fortifiées étant reconnues inutiles à la sûreté des frontières, peuvent être supprimées dès ce moment même, & aliénées par les corps administratifs.*

Lens.	Château de Beauregard.
Mouzon.	Château de Ferrières.
Sarrebourg.	Château de Sommières.
Oberenheim.	Citadelle de Nîmes.
Colmar ( <i>haut Rhin</i> ).	Château-Trompette. )
Château de Dijon.	Fort Sainte - Croix. ) <i>Bordeaux.</i>
Montlimart.	Château du Haa. )
Tour du Crest.	Château d'Angoulême.
Château de Saint-André	Château de Loches.
de Villeneuve.	Château de Saumur.
Tour du pont d'Avignon.	Château d'Angers.
Fort de Saint-Hypolite.	Château de Rouen.

*ÉTAT des Places de Guerre & Postes militaires, classés suivant leur degré d'importance.*

P R E M I E R E C L A S S E.

P L A C E S.	P O S T E S.	P L A C E S.	P O S T E S.
Calais & dépendances. Gravelines. Dunkerque & dépendances. Bergues & dépendances. Saint-Omer.		Antibes.	
Lille. Douay & dépendances.		Toulon & dépendances. Les Forts de Marseille.	Les Forts de Cette.
Valenciennes. Condé & dépendances.		Perpignan & dépendances. Port-Vendres & dépendances.	Bellegarde & dépendances.
Maubeuge. Philippeville. Charlemont & les Givets. Mézières. Sedan. Montmédy.		Mont-Louis.	
		Saint-Jean-Pied-de-Port.	
		Bayonne & dépendances.	Fort-Médoc.
		Blaye.	
		L'Isle d'Oleron.	L'Isle d'Aix & dépendances
Longwy. Thionville. Metz.		La Rochelle & dépendances. L'Isle de Rhé.	
Sarrelouis.		Belle-Isle & dépendances. Port-Louis & dépendances.	
Bitche. Landau & dépendances.		Brest & dépendances.	
Strasbourg.		Saint-Malo & dépendances.	
Neufbrissack. Huningue.		Cherbourg & dépendances.	La Hougue & dépendances
Belfaçon.		Le Havre.	
Fort-Barraux. Grenoble. Briançon.	Fort-l'Écluse. Pierre-Chatel.	Corse. { Ajaccio & dépend. Bastia.	

D E U X I E M E C L A S S E.

PLACES.	POSTES.	PLACES.	POSTES.
Boulogne & dépendances. Ardres.	Citadelle de Montreuil.	Entrevaux.	Colmar & dépendances.
Aire & dépendances.		Saint-Tropèse.	Les îles Ste-Margueritte. Les îles de Hières.
Bethune.	Saint-Venant.		Citadelle du St.-Esprit. Aiguemorte.
Arras.			Le fort Brescou.
Bouchain. Cambrai.		Collioure & dépendanc.	Fort des Bains. Pratz de Mouillon. Villefranche.
Le Quesnoy. Landrecy. Guise. Avesne. Rocroy.	Bavai.	Navarreins.	Endaye. Fort de Socqa.
	Mariembourg.		
	Château de Bouillon. Carignan. Stenai.		
Verdun.		Rochefort.	Fort Chapus.
	Rodemaken.		Fouras & dépendances
	Sierck.		Château de Niort. Château de Nantes. Les îles d'Hedic, d'Ouat. L'île de Gronais. Concarneau.
Marfal.		Lorient.	Château de Toreau.
Veiffembourg. Fort-Louis du Rhin. Phalsbourg.	Lauterbourg.		Le fort de Châteauneuf.
	La Petite pierre.	Granville & dépendanc.	
Schelestat.	Fort-Mortier.		
	Landskron.		Château de Caen.
Metfort.	Château de Blamont.		Château de Dieppe & dep. Batteries & retranchemens sur les côtes & îles qui le avoisinent.
	Château de Joux.	Bonifacio & dépendanc. Calvi & dépendances. St.-Florent & dépend.	Île Rouffe. Tour de Vivario. Tour de Boguano.

## T R O I S I E M E C L A S S E.

PLACES.	POSTES.	PLACES.	POSTES.
Abbeville. Montreuil.	Fort Mardick.		Fort d'Alais. Pécais. Citadelle de Montpellier.
Hesdin.			
Doulen. Bapaume.		Béziers. Narbonne & dépendances.	Château de Salces.
Amiens.		Carcassonne.	
Péronne. Ham. Saint-Quentin.			Château de Lourdes.
La Fère.	Lichtemberg.		Dax.
Toul. Nancy.			Brouage.
Hagueneau.			
Auxonne. Salins & dépendances.		Carentan.	
Valence.		Corté & dépendances.	
Seine. Sisteron.		23 PLACES.	9 POSTES.
		TOTAL..... 161 PLACES & POSTES.	

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans

loi du royaume. Mandons & ordonnons pareillement à tous les officiers généraux, & autres qui commandent les troupes de ligne dans les différens départemens du royaume; comme aussi à tous les officiers, sous-officiers & gendarmes de la gendarmerie nationale, & enfin aux officiers généraux de la marine, aux commandans des ports & arsenaux, aux gouverneurs, lieutenans généraux & à tous autres qu'il appartiendra, de se conformer à ces présentes & de tenir la main à leur exécution. En foi de quoi nous avons fait apposer à ces présentes le sceau de l'état. A Paris, ce dix juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*



## L O I

N°. 1079.

*Relative aux Marchandises étrangères importées dans  
les départemens du haut & du bas Rhin.*

Donnée à Paris, le 10 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 7 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, après avoir entendu le rapport de son comité d'agriculture & de commerce, décrète ce qui suit :

## ARTICLE PREMIER.

TOUTES marchandises étrangères importées dans les départemens du haut & bas Rhin, par le pont du Rhin, ou directement à Strasbourg, par le Rhin ou par la rivière d'Ill, seront conduites à la douane sans aucune vérification, sous l'escorte de deux préposés à la police du commerce extérieur, dûment prévenus par les voituriers & bateliers; elles y seront déclarées par espèce, poids ou quantité, & déposées de suite dans un magasin particulier, sous la clef respective du préposé de la régie des douanes nationales, & du préposé du commerce.

## I I.

Le négociant à qui lesdites marchandises auront été adressées, sera tenu de déclarer dans la quinzaine de l'arrivée, pour

les objets de manufacture & fabrique étrangères, & dans deux mois pour les drogueries, épiceries & autres objets non-manufacturés, les quantités des marchandises qu'il voudra faire entrer dans la consommation du royaume, & celles qu'il destinera à faire passer à l'étranger en transit. Il acquittera les droits du nouveau tarif sur les marchandises déclarées pour le royaume, & sera tenu de les retirer aussi-tôt de l'entrepôt. Les autres seront entreposées dans un magasin séparé, d'où elles ne pourront être retirées que pour transiter à l'étranger. Ce magasin fera également sous la clef respective du préposé de la régie des douanes nationales, & du préposé du commerce.

## I I I.

LA durée de l'entrepôt, à compter du jour de l'arrivée, ne pourra excéder six mois, à l'expiration desquels les marchandises qui n'auront point été expédiées en transit pour l'étranger y seront envoyées, sans pouvoir, en aucun cas, être retirées pour la consommation du royaume.

## I V.

LES conducteurs des marchandises étrangères qui seront présentées au bureau de Rulshheim ou de Saint-Louis, pour passer à Strasbourg sans destination fixe, seront tenus de déclarer le nombre des colis, le poids de chacun & leur contenu. Ladite déclaration sera vérifiée, après quoi les voitures sur lesquelles seront lesdites marchandises, plombées par *capacité*, & les marchandises expédiées par acquit à caution, pour l'entrepôt de Strasbourg, où elles seront retenues. Les négocians à qui elles auront été adressées auront, pour en disposer, les délais fixés par les articles II & III, auxquels ils seront tenus de se conformer.

## V.

LES marchandises qui sortiront de l'entrepôt de Strasbourg, à la destination de l'étranger, seront expédiées par acquit à

caution qui devra être déchargé, après vérification dans les bureaux de Rulsheim ou de Saint-Louis, lorsqu'elles seront voiturées par terre, & par les bureaux de Honheim ou de Neuhoffen ou de Gautran, lorsqu'elles seront conduites par la rivière d'Ill, pour être transportées par le Rhin.

## V I.

LES marchandises venant de l'étranger & présentées aux bureaux de Rulsheim ou de Saint-Louis, pour passer en transit par l'Alsace, seront également déclarées, vérifiées, plombées *par capacité* de voiture, & expédiées par acquit à caution, pour être représentées au bureau de sortie où l'acquit à caution sera déchargé.

## V I I.

DANS le cas où une partie des marchandises présentées auxdits bureaux seroit destinée pour les départemens du haut & bas Rhin, & le surplus pour passer directement à l'étranger, les premières acquitteront les droits au premier bureau d'entrée, les autres seront expédiées par acquit à caution qui sera déchargé au dernier bureau de sortie.

## V I I I.

LE transit & l'entrepôt accordés par les articles ci-dessus aux marchandises étrangères qui passeront sur les départemens du haut & bas Rhin, auront également lieu pour celles qui seront importées par le bureau de Sarguemines & par les autres bureaux des départemens de la Meurthe & de la Moselle, aussi à la destination étrangère, à la charge par ceux qui expédieront lesdites marchandises, de remplir les formalités prescrites par lesdits articles.

## I X.

LE transit ne sera assujetti à aucun droit, mais il payera les frais du plombage; & les magasins d'entrepôt qui seront

établis à Strasbourg seront fournis aux frais du commerce, qui payera également ses préposés.

X.

LES entrepreneurs des manufactures de toiles peintes, établies actuellement dans le département du haut Rhin, jouiront du remboursement des droits du nouveau tarif qu'ils auront acquittés sur les toiles de coton blanches tirées de l'étranger par le bureau de Saint-Louis, pour être peintes dans leur manufacture, & réexportées à l'étranger, en se conformant aux formalités prescrites par les articles suivans.

X I.

LES toiles qui auront cette destination devront, au moment de leur introduction, être déclarées pour celle des manufactures du département du haut Rhin, à laquelle elles seront destinées.

X I I.

LE remboursement des droits qu'elles auront acquittés ne pourra s'effectuer qu'autant que ces toiles n'auront pas changé de main ; que l'exportation en sera faite dans l'année, par le bureau de Saint-Louis, & qu'elles seront accompagnées de l'acquit de paiement des droits d'entrée, lequel sera émargé à chaque expédition, par le receveur & le contrôleur, pour les quantités dont la sortie aura été constatée.

X I I I.

LES manufactures actuellement établies dans le royaume, qui justifieront avoir les mêmes besoins que celles du haut Rhin, pourront jouir du même avantage, mais seulement en vertu d'une loi nouvelle.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs

administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons fait apposer à cefdites présentes le sceau de l'état. A Paris, le dix juillet mil sept quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé, M. L. F. DU PORT.*

N.º 1081.

## L O I

*Relative à l'exécution du Tarif général des droits de  
Traite dans les cantons y dénommés.*

Donnée à Paris, le 10 Juillet 1790.

**L O U I S**, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, **ROIS DES FRANÇOIS**: A tous présens & à venir; **SALUT**. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 22 Juin 1791*

**L'ASSEMBLÉE NATIONALE**, sur le rapport de son comité d'agriculture & de commerce, décrète ce qui suit :

**A R T I C L E P R E M I E R.**

**LE** tarif général des droits de traite fera exécuté à l'entrée & à la sortie des îles de Croix, de Bouin, de la Grofnière & de Noirmoutier; & cependant les habitans desdites îles ne pourront apporter en exemption de droits dans les ports de France, que les produits de leur culture & de leur pêche, & seulement à la charge d'être accompagnés de certificats des municipalités, justificatifs de leur origine. Ils pourront aussi importer en France également en franchise, les marchandises qu'ils auront tirées de l'étranger, en représentant l'acquit des droits qu'ils auront dû payer à l'entrée desdites îles.

**I I.**

**L'ISLE** Dieu, Belle-Isle, Ouessant, Mollenne - Hédic, l'île des Saints, & les autres îles qui font partie des ci-

devant provinces de Bretagne & de Normandie , ne feront point affujetties au tarif général fur leurs relations avec l'étranger ; cependant les fels & les produits de leur pêche feront importés dans le royaume en exemption de droits , à la charge d'être accompagnés des certificats prefcrits par l'article ci-deffus : elles pourront encore recevoir du royaume les bois néceffaires à leur confommation , d'après les quantités dont elles juftifieront avoir befoin ; & les quantités en feront fixées par les directoires des départemens.

## I I I.

LA ville de Landau & les villages de Queicheim , d'Amrhein , Mefdorff , Arzheim , Efehbach , Ransbach , Waldhambach , Waldrohrbach , Ingenheim , Bobenthal , Schlettermbach , Etenbach , Lanterfchwahn , Buffember , Lanenftein , Erffweiter , Hinderwein , Denthal , Dahn , Fiſchbach , Brufchweiter , Bundenthal , feront hors des barrières placées pour la perception des droits du nouveau tarif ; en conféquence , leurs relations commerciales avec les autres parties du royaume feront regardées comme celles avec l'étranger.

## I V.

LES villes & cantons de Philippeville & Mariembourg & le canton de Barbançon , fitués dans le département des Ardennes & du Nord , feront également hors la ligne des bureaux , & leurs relations avec le royaume feront traitées comme celles avec l'étranger ; néanmoins les fers des forges de Mariembourg , & de celles de Feronval & du haut Martaud , fituées dans le canton de Barbançon , & dont la fabrication aura été conſtatée par les déclarations des entrepreneurs dûment vérifiées , feront importés en franchise de tous droits , mais ſeulement juſqu'à concurrence , chaque année , de deux cent milliers peſant par affinerie.

M A N D O N S & ordonnons à tous les tribunaux , corps



administratifs & municipalités; que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le dixième jour du mois de juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*



## L O I

N<sup>o</sup>. 1071.

*Relative aux objets de Commerce dont l'exportation  
est prohibée quant à présent.*

Donnée à Paris, le 10 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 8 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE ayant entendu le rapport de son comité diplomatique, voulant, conformément à son décret du 24 juin, qu'il ne soit apporté aucun obstacle au cours ordinaire du commerce, déclare que les seuls effets dont elle entend prohiber, quant à présent, le transport à l'étranger, sont les armes & munitions de guerre, les matières d'or & d'argent en lingots, & les espèces monnoyées qui ont cours dans le royaume; l'exportation des ouvrages d'orfèvrerie & de joaillerie, neufs & poinçonnés de la marque actuellement existante, demeurant libre; n'entendant néanmoins l'assemblée porter aucune atteinte aux prohibitions portées par les loix & réglemens du commerce, lesquelles sont maintenues comme par le passé.

**MANDONS** & ordonnons aux tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons fait apposer à ces présentes le sceau de l'état. A Paris, le dix juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier: Pour le roi.*  
Signé M. L. F. DU PORT.

N<sup>o</sup>. 1085.

## L O I

*Relative aux jugemens rendus & aux délibérations prises sur les contestations qui se sont élevées entre les anciens administrateurs des Quinze-vingts.*

Donnée à Paris, le 10 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 7 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, après avoir entendu son comité des rapports, décrète :

Que les jugemens rendus par le tribunal de l'arrondissement des Quinze-vingts, sur les contestations qui se sont élevées entre les anciens administrateurs de l'hôpital du même nom, le procureur-général-syndic du département & les sieurs *Béhet* & *Duhamel*, seront exécutés suivant leur forme & teneur ; & tous les arrêtés que le directoire du département de Paris a pris postérieurement auxdits jugemens, sur l'administration de cet hôpital, seront regardés comme non avenus.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons fait apposer à ces présentes le sceau de l'état. A Paris, le dix juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi.*  
Signé M. L. F. DU PORT.

## L O I

N<sup>o</sup>. 1090.

*Relative aux Tribunaux de commerce de Saint-Quentin & d'Orbec, à la paroisse de Saint-Aignan, & au village de la Madeleine, à la commune de Lutzel-Chaussen & à celle de Netzenbach.*

Donnée à Paris, le 10 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit:

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 4 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, après avoir entendu le rapport du comité de constitution, décrète ce qui suit:

Il sera nommé quatre suppléans au tribunal de commerce établi dans la ville de Saint-Quentin, lesquels seront installés & prêteront serment dans la forme prescrite par la loi de l'organisation judiciaire.

Les limites de celui établi à Orbec seront déterminées par l'assemblée nationale sur l'avis du directoire de l'administration du Calvados, qui prendra celui du district de Lizieux.

La paroisse de Saint-Aignan fait partie du département de la Nièvre, & celle de Saint-Léger-du-Fourché dépend de celui de la Côte-d'or.

Le village de la Madeleine est distrait du département de la Nièvre & de la paroisse de la Celle, pour être réuni à celle de Léré & au département du Cher.

La commune de Lutzel-Chaussen & Netzenbach fait partie du département du haut Rhin, district de Strasbourg.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux , corps administratifs & municipalités , que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs , & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à cefdites présentes. A Paris , ce dix juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi.*  
Signé M. L. F. DU PORT,

## L O I

N<sup>o</sup>. 1089.

*Qui fixe les cas où la Dîme sera présumée cumulée avec le champart, terrage, agrier & autres redevances en quotité de fruits.*

Donnée à Paris, le 10 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 22 juin 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, après avoir ouï ses comités d'aliénation, ecclésiastique & féodal, décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

DANS les pays & les lieux où la dîme étoit due de droit sur tous les fonds portant fruits décimables, & étoit imprescriptible, la dîme ecclésiastique sera présumée cumulée avec le champart, terrage, agrier, ou autres redevances en quotité de fruits, toutes les fois que ladite redevance se trouvera appartenir à un ci-devant bénéfice, à un corps ou communauté ecclésiastique, ou à des séminaires, collèges, hôpitaux, ordre de Malthe, & autres mixtes qui étoient capables de posséder la dîme ecclésiastique ; si d'ailleurs il est justifié que le fonds ou les fonds sujets à ladite redevance ne payoient point de dîme, soit au propriétaire de la redevance, soit à un gros décimateur quelconque, ecclésiastique ou laïc.

## I I.

LA même présomption du cumul de la dîme avec la redevance en quotité de fruits, aura lieu dans les pays & les lieux désignés en l'article ci-dessus, encore que la redevance appartienne à un laïc, si elle étoit par lui-ci-devant possédée à titre de fief, & si d'ailleurs il est justifié que le fonds ou les fonds sujets à ladite redevance, ne payoient point de dîme, soit au même propriétaire, soit à un gros décimateur quelconque, ecclésiastique ou laïc.

## I I I.

LA présomption ci-dessus établie, du cumul de la dîme avec la redevance en quotité de fruits, aura lieu, encore que le propriétaire d'icelle, soit ecclésiastique, soit laïc, n'ait point été en possession de percevoir la dîme sur les autres fonds de la même paroisse ou du même canton, non sujets à la redevance en quotité de fruits, encore que le propriétaire ecclésiastique n'ait point eu la qualité de curé primitif, & qu'il ne soit point justifié que le propriétaire ecclésiastique ou laïc ait supporté aucune des charges ordinaires de la dîme ; la présomption du cumul de la dîme avec la redevance en quotité de fruits, étant attachée, dans les pays & les lieux indiqués en l'article Ier., à la seule circonstance que le fonds sujet à la redevance ne payoit point la dîme séparément & distinctement.

## I V.

LA présomption du cumul de la dîme avec la redevance en quotité de fruits, ne cessera dans les pays & les cas ci-dessus indiqués, que lorsqu'il sera justifié que le fonds ou les fonds sujets à la redevance, payoient séparément & distinctement la dîme des gros fruits, soit au propriétaire de la redevance, soit à un autre décimateur ecclésiastique ou laïc. La simple prestation d'une menue ou verte dîme, d'une dîme de charnage & autre que celle des gros fruits,

soit au propriétaire de la redevance, soit à un autre décimateur ecclésiastique ou laïc, ne sera pas suffisante pour faire cesser la présomption du cumul, à moins que cette dîme ne fût payée comme novale.

## V.

LA présomption du cumul de la dîme avec la redevance en quotité de fruits, n'aura point lieu lorsque la redevance appartiendra à un propriétaire laïc, qui ne la possédait point ci-devant à titre de fief, encore qu'il ne soit point justifié que le fonds sujet à ladite redevance eût payé ci-devant la dîme, à moins qu'il n'y ait preuve par titres primitifs ou déclaratifs du cumul; ou qu'il ne soit justifié que le propriétaire de la redevance ait été assujéti à quelques-unes des charges ordinaires de la dîme; ou qu'il ne soit prouvé que la redevance ait été précédemment possédée par un bénéficiaire, ou par un corps ecclésiastique ou mixte, capable de posséder la dîme, ou par un laïc à titre d'inféodation, duquel propriétaire le possesseur la tiendrait par bail à cens ou à rente.

## V I.

LES redevances en quotité de fruits appartenant à des ci-devant seigneurs de fiefs, encore qu'elles soient qualifiées dîmes, ne seront point réputées dîmes inféodées ni sujettes à la présomption du cumul de la dîme, s'il existait dans la paroisse ou dans le canton sur lequel lesdites redevances se perçoivent, un décimateur ecclésiastique ou laïc, en possession de percevoir la dîme des gros fruits.

## V I I.

DANS les pays & les lieux où la dîme étoit d'usage commun, mais où le fond même de ce droit pouvoit se prescrire, soit par l'usage général d'une paroisse ou d'un canton, soit même par le non usage sur un fonds particulier, la présomption de la dîme avec la redevance en quotité de fruits aura lieu lorsque ladite redevance se trouvera appartenir

à un ci-devant bénéficiaire, à un ci-devant corps ou communauté, ou à des séminaires, collèges, hôpitaux, ordre de Malthe, ou autres corps mixtes qui étoient capables de posséder les dîmes ecclésiastiques; si d'ailleurs ladite redevance étoit perçue à titre général & universel, sur une paroisse ou sur un canton dont les fonds ne fussent point assujettis à payer séparément & distinctement la dîme, soit à un autre décimateur ecclésiastique ou laïc.

Mais la présomption du cumul cessera, si la redevance n'étoit perçue qu'à titre singulier, sur des fonds particuliers de la paroisse ou d'un canton, soit que les autres fonds de la paroisse ou du canton, fussent d'ailleurs sujets ou non à la dîme.

#### V I I I.

LA présomption établie par l'article précédent aura lieu, encore qu'il ne soit point justifié que les propriétaires de la redevance fussent curés primitifs, ou eussent supporté aucune des charges ordinaires de la dîme.

#### I X.

DANS les mêmes pays & lieux indiqués en l'article VII ci-dessus, la dîme ne sera point présumée cumulée avec la redevance en quotité de fruits, lorsque ladite redevance appartiendra à un propriétaire laïc, encore qu'elle fût par lui possédée ci-devant à titre de fief, & que les fonds sujets à ladite redevance n'eussent point précédemment payé la dîme à un décimateur ecclésiastique ou laïc, à moins que le cumul ne se trouve prouvé par titres primitifs ou déclaratifs, ou qu'il ne soit justifié que le propriétaire ait été assujetti à quelques-unes des charges ordinaires de la dîme.

#### X.

DANS tous les cas où la dîme aura été déclarée cumulée avec la redevance en quotité de fruits, d'après les règles



ci-dessus exprimées, la réduction de la redevance se fera conformément aux règles prescrites par l'article XVII du titre V de la loi du 5 novembre 1790, & par la loi du 10 juin 1791, interprétative dudit article XVII.

## X I.

EN ajoutant à ladite loi du 10 juin 1791, l'assemblée nationale décrète que dans les pays où la dîme & le champart, ou complant sur les vignobles, se perçoivent en telle sorte que le complant se prenoit sur la quatrième, cinquième ou sixième somme sortant de la vigne, & la dîme sur la dixième, onzième, douzième ou treizième, & toujours ainsi de suite alternativement, la suppression de la dîme profitera tant au propriétaire du sol, qu'au propriétaire de la redevance ou complant; en conséquence, la prestation de la redevance ou complant sera faite par le propriétaire du sol à la quotité fixée par le titre ou l'usage, à raison de la totalité des fruits récoltés, & sans aucune déduction relative à la prestation de la dîme.

## X I I.

DANS tous les cas où par les dispositions du présent décret, la présomption du cumul de la dîme avec la redevance en quotité de fruits, ne sera fondée que sur la circonstance que le fonds sujet à ladite redevance ne payoit point la dîme des gros fruits, la présomption n'aura plus lieu, s'il étoit payé au curé ou gros décimateur une redevance ou prestation annuelle, soit en argent, soit en grains, à titre d'abonnement & pour tenir lieu de la dîme. Il en sera de même, s'il étoit payé au curé une redevance à titre de premier, sans aucune dîme, ou s'il lui avoit été cédé des fonds pour tenir lieu de la prestation de la dîme, encore que ledit abonnement ou lesdites cessions n'aient point été faits avec le corps des habitans d'une paroisse ou d'un canton, ou qu'ils n'aient point été revêtus des formalités ci-devant requises pour la validité desdits abonnemens.

Néanmoins dans les paroisses de la ci-devant province du Poitou, dans lesquelles il étoit d'usage de payer au curé un droit de boisselage, les habitans & les ci-devant seigneurs propriétaires de champart au sixième, demeurent conservés respectivement dans les droits & défenses qui leur ont été réservés par l'édit du mois d'août 1777, enregistré au ci-devant parlement de Paris, le douze desdits mois & an, à la charge que, jusqu'au jugement des contestations nées & à naître, les champarts continueront d'être payés par provision, soit à la nation, soit aux propriétaires, au taux accoutumé, sauf restitution s'il y a lieu.

## X I I I.

TOUTES les dispositions, soit du présent décret, soit de celui du 7 juin 1791, qui parlent du cumul de la dîme avec le champart, agrier ou terrage, s'appliqueront à toutes les redevances foncières qui se payent en quotité de fruits récoltés sur le fonds, sous quelque titre & dénomination qu'elles soient perçues.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons fait apposer à ces présentes le sceau de l'état. A Paris, le dix juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

## L O I

N.º 1088.

*Relative à divers établissemens religieux existant  
dans la ville de Royan & dans celle de Louhans.*

Donnée à Paris, le 10 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 4 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, ouï le rapport de son comité d'emplacement, décrète :

1.º. Que la portion du décret du 13 mars dernier, relative à la conservation des ci-devant Récollets de Royan, pour en faire un hôpital de la marine, sera regardée comme non avenue; en conséquence, confirme l'adjudication qui en a été faite par le district de Marenne, au sieur *Boisseau*, le 25 février précédent.

2.º. Que le séminaire diocésain sera placé, du consentement des religieuses de la Visitation de Belley, dans la maison qu'elles occupent actuellement, & que ces religieuses feront en conséquence, aussi de leur consentement, transférées dans le couvent des Capucins de la même ville; à l'effet de quoi il sera dressé un devis estimatif des ouvrages & arrangemens intérieurs à faire, soit pour l'établissement du séminaire dans la maison de la Visitation, soit pour celui des religieuses dans celle des Capucins, pour être ensuite procédé à l'adjudication au rabais desdits ouvrages, & le montant de l'adjudication payé par le receveur du district.

3.º. Que la municipalité de la ville de Louhans, dépar-

tement de Saône & Loire, est autorisé à vendre ou employer aux bâtimens destinés à loger le tribunal & les corps administratifs, l'hospice ci-devant habité par les Cordeliers, & dont il leur avoit été permis de disposer par lettres patentes du mois de mars 1789.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le dix juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi. Signé M. L. F. Du PORT.*

## L O I

N.° 1092.

## EN FORME D'INSTRUCTION,

*Sur divers objets concernant l'aliénation des Domaines nationaux.*

Donnée à Paris, le 10 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 3 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE approuve l'instruction ci-après, & décrète qu'elle sera exécutée comme loi du royaume.

---

I N S T R U C T I O N  
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
AUX CORPS ADMINISTRATIFS,

*Sur divers objets concernant l'aliénation des Domaines nationaux.*

---

QUELQUES abus s'introduisent dans l'aliénation des domaines nationaux; des doutes s'élèvent sur le sens de plusieurs décrets, sur la manière de les entendre.

Quatre objets principaux ont fixé l'attention de l'assemblée nationale.

Les insolvable, les élections d'amis ou nominations de commands ;

Les enchères partielles , en concurrence avec des enchères sur la totalité d'objets composant des lots d'adjudications ;

Les ventes ou baux à vie , faits à des titulaires par leurs chapitres ;

La perception ou le partage des fruits des domaines nationaux vendus aux municipalités & aux particuliers.

L'assemblée nationale n'hésite point à le penser ; les corps administratifs adopteront tous des procédés uniformes & réguliers , dès qu'ils ne conserveront aucun doute sur le vœu de la loi ; les abus même disparaîtront aussi-tôt que leur source & les funestes conséquences qu'ils peuvent entraîner , seront connues.

Tel est le but , & tel fera sans doute l'effet de l'instruction que l'assemblée nationale croit devoir adresser aux différens districts & départemens du royaume.

### §. I.

DES hommes d'une insolvabilité notoire se présentent aux adjudications des domaines nationaux , élèvent leurs offres à des prix hors de toute proportion avec la vraie valeur des objets qu'ils enchérissent , & contractent des obligations qu'ils sont dans l'impossibilité de remplir.

Ces hommes se flattent ou d'interrompre le cours des ventes , ou de mettre à contribution ceux qui veulent sérieusement acquérir.

D'autres citoyens moins coupables , mais trompés par leur propre cupidité , ne rougissent pas d'employer de tels agens pour obtenir des acquisitions plus avantageuses.

D'accord avec eux , un insolvable se rend adjudicataire d'un domaine national important ; il en fait aussitôt , par des élections d'amis ou nominations de commands , la répartition entre les véritables acquéreurs ; & bien certain de se jouer

à son gré de ses engagemens, il s'inquiète peu si les différens prix répondent à la vraie valeur des biens assignés à chacun d'eux.

Tels objets sont cédés aux uns pour des prix inférieurs de beaucoup à leur valeur; tels autres conservés par l'adjudicataire primitif, ou assignés à d'autres commandés pour des prix excessivement exagérés, & sans aucune proportion avec leur véritable valeur.

Par quels moyens ces abus seront-ils arrêtés dès leur naissance? le citoyen sera-il assujetti à faire preuve de sa solvabilité, pour être admis à enchérir; ou celui qui ne pourra point en justifier, sera-t-il tenu de fournir caution solvable, ou de payer à l'instant même de l'adjudication, tout ou partie de l'à-compte déterminé par les décrets?

Ce remède extrême n'a paru à l'assemblée nationale, ni le plus juste ni le plus conforme aux véritables intérêts de la nation; elle a pensé qu'il suffiroit de renfermer dans des bornes précises la liberté justement laissée à tous les citoyens d'enchérir les domaines nationaux, de réveiller, d'animer le patriotisme des magistrats sur ces délits d'un nouveau genre, & sur-tout d'éclairer les citoyens sur leurs vrais intérêts, sur les conséquences des cessions, élections d'amis, ou nominations de commandés, que font à leur profit de tels adjudicataires.

L'Assemblée nationale se bornera donc à indiquer aux corps administratifs les précautions qu'ils ont à prendre, aux magistrats les devoirs qu'ils ont à remplir, aux citoyens les pièges tendus à leur avarice ou à leur crédulité; à tous enfin, les principes qui doivent les diriger, & qui se réduisent aux règles suivantes :

1<sup>o</sup>. Les directoires de districts sont autorisés à ne point admettre aux enchères, 1<sup>o</sup>. tous ceux qui ne justifieront pas d'un domicile certain ou d'une contribution directe, foncière ou mobilière au lieu de leur domicile, ou qui, à défaut de cette justification, ne déposeront pas entre les mains du secrétaire le premier terme du paiement, d'après la première

mise à prix, & suivant la nature des biens qu'ils enchérissent ; 2°. ceux qui, s'étant rendus adjudicataires de biens nationaux, n'ont pas acquitté les termes échus, ou qui ayant déjà subi l'évènement d'une folle enchère, n'auront pas payé depuis les sommes dont ils sont restés débiteurs ; 3°. les particuliers étant manifestement en état d'ivresse ; 4°. les enchères de sommes exagérées, comme de *cent, deux cent mille livres à la fois*, & qui excéderaient le vingtième de la somme totale à laquelle le bien a été porté par la dernière enchère. La justification du domicile & de la contribution sera faite par un certificat de la municipalité, visé par le directoire du district.

II°. Les procureurs-syndics de district doivent dénoncer aux accusateurs publics, & faire poursuivre dans les tribunaux quiconque troubleroit la liberté des enchères par des menaces, violences ou voies de fait, ou qui, dans les mêmes vues, donneroit ou recevrait quelques deniers, accepteroit ou souscrirait des promesses, billets ou obligations.

Ceux qui se seront rendus coupables de ces manœuvres ou excès, doivent être condamnés à des amendes pécuniaires, même poursuivis criminellement, s'il y a lieu.

III°. Toutes promesses d'argent exigées ou souscrites pour renoncer ou faire renoncer au droit d'enchérir, doivent être déclarées nulles par les tribunaux ; ceux qui auront reçu des deniers, ou accepté de telles promesses, condamnés en des amendes égales aux sommes qui leur auront été promises ou payées.

IV°. Les accusateurs publics & les magistrats qui négligeroient la poursuite de ces délits, s'en rendroient complices & responsables envers la nation : dans le cas d'une inaction volontaire ou de refus, ils pourroient être traduits & jugés ainsi qu'il appartiendrait.

V°. Lorsqu'un bien compris en un seul lot d'évaluation ou d'estimation, crié & adjugé pour un seul & même prix, est divisé ensuite, soit entre l'adjudicataire & ses commands, soit entre différens particuliers, par des élections d'amis, ou no-



minations de commands, faites après ou dans l'adjudication même, la créance de la nation n'en demeure pas moins une, indivisible : l'adjudication ne devient, pour l'adjudicataire primitif, un titre réel, incommutable, la propriété ne se fixe irrévocablement sur sa tête que du jour où il en a rempli toutes les conditions.

Jusque-là les diverses parties du bien adjugé demeurent hypothéquées à la totalité du paiement, & restent toutes également sujettes à la revente à la folle-enchère, à défaut de paiement d'aucune des parties du prix de l'adjudication.

VI<sup>o</sup>. A défaut de paiement de la part d'un ou de plusieurs co-acquéreurs, le procureur-syndic sera tenu de poursuivre la revente, à la folle-enchère, de toutes les parties de bien comprises dans l'adjudication; mais pour éviter cette revente à la folle-enchère, chacun des autres pourra se faire subroger au lieu & place de celui ou de ceux qui sont en retard de payer, en acquittant les termes échus, & en se soumettant à remplir le surplus de leurs obligations, sauf à faire droit sur les répétitions du co-acquéreur évincé, s'il y a lieu.

Si la subrogation étoit demandée par plusieurs co-acquéreurs, elle appartiendra à celui qui, en la requérant le premier, aura en même temps acquitté les termes échus non payés, & se sera soumis au paiement des autres.

Le développement & la connoissance de ces principes, puisés dans la nature même des contrats, en mettant à couvert les intérêts de la nation, épargneront aux citoyens les regrets & les pertes auxquelles peut les exposer leur imprudente cupidité.

#### §. I. I.

CONSTAMMENT occupée du désir de multiplier le nombre des propriétaires, l'assemblée nationale n'a cessé de tendre, par toutes ses dispositions, à la plus grande division possible des domaines nationaux; cette vue, qui n'a été subordonnée qu'au devoir plus impérieux, plus sacré encore, de l'extinction de la dette, a successivement

dicté les articles VI & VII de la loi du 17 mai, l'article VI de celle du 25 juillet, & l'article XIV de la loi du 18 novembre suivant.

Ces différentes dispositions contiennent toutes les règles relatives à la division des domaines nationaux.

Celle que les corps administratifs & les enchérisseurs doivent sur-tout observer, est consignée dans l'article XIV de la loi du 18 novembre 1790, conçu en ces termes :

« On comprendra dans un seul lot d'évaluation ou d'estimation, la totalité des objets compris dans un même corps de ferme ou de métairie, ou exploités par un même particulier ».

La règle établie par cet article est générale, impérieuse & précise. Les domaines nationaux sont ou ne sont pas affermés ; au premier cas, & quelque foible que soit la quantité des biens compris en un seul bail, ils doivent composer un lot d'évaluation & former une seule adjudication.

Si la modicité des objets détermine un directoire de district à en réunir plusieurs dans un même lot d'évaluation, aussitôt qu'un enchérisseur réclame contre la réunion, & requiert que les biens compris en un seul bail soient mis séparément en vente, le directoire de district doit à l'instant y déférer.

Lorsque les biens ne sont point affermés, si le domaine national est exploité par un grand nombre de particuliers différens, chaque exploitation, quelque foible qu'elle soit, doit également former un seul & même lot d'estimation & d'adjudication.

Mais si le même cultivateur exploite un domaine plus considérable, une ferme, une métairie d'une grande étendue, la règle est encore la même ; la ferme ou métairie, de quelque étendue qu'elle soit, doit encore former un seul & même lot d'estimation & d'adjudication.

Les divisions ne pouvoient être portées à l'infini ; il étoit un point où il falloit nécessairement s'arrêter ; l'intérêt de la nation eût été évidemment compromis, si l'on eût ordonné

ou permis aux corps administratifs de décomposer, à toute réquisition, une métairie pour en former un plus ou moins grand nombre de lots particuliers; les portions précieuses eussent été le plus ordinairement les seules recherchées, les seules demandées; toutes celles d'une valeur modique n'eussent presque jamais trouvé d'acquéreurs.

L'assemblée nationale a encore ménagé aux enchérisseurs & sur-tout à ceux des campagnes, le moyen d'obtenir en ce cas une plus grande division de domaines nationaux.

Par l'article VI de la loi du 25 juillet, l'Assemblée nationale recommande aux corps administratifs de diviser autant que la nature des objets peut le permettre.

Par l'article VI du titre III de la loi du 17 mai, elle veut « que les enchères soient en même temps ouvertes » sur l'ensemble & sur les parties d'un objet compris en » une seule & même adjudication, & que dans le cas où, » au moment de l'adjudication définitive, la somme des » enchères partielles se trouve égale à l'enchère mise sur le » tout, les biens soient de préférence adjugés divisément ».

Le véritable sens de ces deux dispositions est parfaitement saisi par les corps administratifs qui ont soin de les rapprocher de l'article XIV de la loi du 18 novembre suivant; mais ceux qui perdent de vue cette dernière disposition, adoptent différens procédés également irréguliers, & d'où naissent de nouveaux abus aussi fâcheux que ceux résultant des manœuvres des insolubles, des élections d'amis ou nomination de commands.

En effet, un directoire de district se conformant à la disposition de l'article XIV de la loi du 18 novembre, fait un seul lot d'estimation de biens composant une ferme, une métairie d'une étendue assez considérable. Il se présente des citoyens qui veulent enchérir sur le tout, d'autres qui demandent à enchérir sur les parties; les uns & les autres y sont autorisés par la loi.

Les enchérisseurs partiels portant leurs offres à une somme égale à l'enchère mise sur la totalité, demandent en con-

séquence que chacune des parties qu'ils ont enchéries, leur soit divisément adjudgée.

Si le directoire du district déféroit purement & simplement à leurs demandes, si chacun d'eux obtenoit une adjudication séparée, un titre particulier & tout-à-fait indépendant de celui des autres, pour le prix déterminé par la répartition faite entre eux, de celui de l'adjudication, les enchérisseurs partiels, souvent & presque toujours d'accord entre eux, auroient un moyen infailible pour écarter tous enchérisseurs sur la totalité. Il leur suffiroit de ne mettre aucune proportion dans la répartition qu'ils feroient entre eux des objets & du prix de l'adjudication, d'assigner aux uns des biens d'une grande valeur pour des prix très-modiques, à d'autres (aux insolubles par exemple) des objets sans valeur pour des prix excessivement exagérés. La nation perdrait la sûreté de son paiement, puisque dans cette hypothèse, les objets assignés aux derniers seroient seuls sujets à la folle-enchère.

Ce procédé ne peut pas être, & n'est réellement pas celui autorisé par la loi. L'avantage accordé aux enchérisseurs partiels n'est pas le droit d'abuser des bienfaits de la nation, mais seulement celui d'obtenir la préférence sur les enchérisseurs pour la totalité, mais à l'égalité parfaite, & pour le montant des offres, & pour la sûreté du paiement.

« Si, au moment de l'adjudication définitive, porte la loi,  
» la somme des enchères partielles est égale à l'enchère mise  
» sur la masse, les biens seront de préférence adjudgés  
» divisément. »

L'égalité n'existeroit pas, si elle n'avoit lieu & pour le montant des offres & pour la sûreté du paiement, si la nation se trouvoit nécessairement exposée à perdre une partie du prix du bien adjudgé.

À égalité de prix, un domaine national doit, de préférence, être adjudgé aux enchérisseurs qui veulent le diviser entre eux; mais toutes les fois qu'aux termes de la loi du 18 novembre, le domaine national doit former un seul lot d'évaluation ou d'estimation, l'adjudication est encore nécessairement

nécessairement une , indivisible ; les enchérisseurs partiels n'ont ensemble qu'un seul & même titre ; toutes les parties du bien adjugé demeurent le gage spécial de la créance de la nation ; toutes restent sujettes à la revente à la folle-enchère , à défaut de paiement d'aucune des parties du prix de l'adjudication.

Il faut enfin appliquer aux enchérisseurs partiels , tous les principes qui ont été établis relativement aux élections d'amis ou nominations de commands ; & c'est ainsi que doit désormais être exécuté l'article VI du titre III de la loi du 17 mai 1790. Si les directoires de districts ne l'ont pas tous jusqu'ici entendu de cette manière , si plusieurs ont cru devoir adjuger divisément toutes les fois que la réunion des enchères partielles se trouvoit , de quelque manière que ce fût , égale aux enchères mises sur la totalité , l'assemblée nationale n'entend pas anéantir ces contrats sur la foi desquels les acquéreurs ont traité seulement ; il faut observer avec soin les adjudications qui sont réellement divisées de celles qui ne le sont pas.

Il n'y a point de division , lorsque la distinction des prix insérée dans un procès-verbal d'adjudication , n'est que le résultat d'une répartition amiablement faite ou concertée entre les différens enchérisseurs partiels.

Mais lorsque chaque portion a été séparément mise en vente , successivement criée & distinctement adjugée , chaque acquéreur alors a son titre particulier , & sa portion n'est hypothéquée qu'au paiement de ses obligations personnelles.

### §. III.

IL s'est encore élevé des doutes sur l'exécution des articles XXVI , XXIX & XXX du décret du 24 juillet , sanctionné le 24 août , & sur celle de l'article XII de la loi du 15 décembre suivant.

1.<sup>o</sup> Le plus grand nombre des départemens a pensé que l'article XXX du décret du 24 juillet , les obligeoit à

faire procéder à l'aliénation des maisons canoniales vendues ou louées à vie à des titulaires par leurs chapitres, lorsqu'il existoit des soumissions pour les acquérir.

Consultés sur ce point, les comités ecclésiastique & d'aliénation avoient aussi pensé d'abord que le texte de la loi étoit formel, & ne pouvoit pas être autrement entendu.

Plusieurs départemens persistant dans leurs doutes, ont représenté qu'ils avoient peine à concevoir que l'assemblée nationale, après avoir statué par l'article XXVI de la loi du 24 août, que les titulaires qui tenoient par vente ou bail à vie, des maisons de leurs chapitres, en jouiroient jusqu'à leur décès, en complétant le prix de la vente ou en payant le prix du bail dans les termes convenus, eût réellement entendu ordonner par l'article XXX, que ces maisons pourroient être aliénées, sans que l'adjudicataire fût tenu de l'entretien de la vente ou du bail à vie maintenu par l'article XXVI, & que la jouissance accordée au titulaire par ce dernier article, pourroit être convertie en une simple indemnité.

Ils ajoutent ; 1.<sup>o</sup> que plusieurs de ces titulaires sont avancés en âge.

2.<sup>o</sup> Que la fixation des indemnités sera une opération difficile & coûteuse, & que le paiement de ces indemnités absorbera une partie du prix des aliénations.

3.<sup>o</sup> Que le principal motif qui a déterminé l'assemblée nationale à ordonner l'aliénation des maisons appartenant à la nation, a été sans doute la considération des dépenses d'entretien qui rendent de telles propriétés très-onéreuses.

4.<sup>o</sup> Que la loi du 27 avril obvie à cet inconvénient, puisqu'elle donne à la nation le moyen de vendre dès-à-présent sans perte ses nues propriétés, & que des tables de proportion déterminent d'une manière précise les sommes que les soumissionnaires doivent offrir pour le prix de ces acquisitions.

Frappée de ces considérations, l'assemblée nationale s'est

fait représenter le procès-verbal de la séance du 12 juillet 1790.

On y lit :

« Le rapporteur du comité ecclésiastique a proposé divers articles additionnels; le premier, concernant les maisons canoniales vendues ou louées à vie aux titulaires. Après deux articles intermédiaires, le rapporteur a proposé celui-ci : Les titulaires des bénéfices supprimés, qui justifieront en avoir bâti entièrement à neuf la maison d'habitation à leurs frais, jouiront pendant leur vie de ladite maison.

» Un membre a proposé d'ajouter à la fin de cet article; *ou en cas d'aliénation, les titulaires en seront justement indemnisés* sur l'avis du district & du département ».

Le rapporteur adoptant l'amendement, a proposé de le joindre à l'article suivant, ou d'en faire un article séparé en ces termes :

« Néanmoins, lors de l'aliénation qui sera faite en vertu des décrets de l'assemblée nationale, des maisons dont la jouissance est laissée aux titulaires, ils seront indemnisés de la valeur de ladite jouissance, sur l'avis des administrations de département & de district ».

L'amendement proposé n'avoit donc pour objet de rendre aliénables que les seules maisons énoncées en l'art. XXIX de la loi du 24 août; il étoit absolument étranger aux maisons canoniales possédées par les titulaires à titre de bail ou de vente à vie.

De ces observations, il résulte, 1.<sup>o</sup> que la loi promulguée autorisoit en effet l'aliénation des maisons louées ou vendues à vie aux titulaires par leurs chapitres; que des adjudicataires qui ont acquis de bonne foi & conformément à la loi, doivent jouir dès-à-présent; & que les titulaires ne peuvent en ce cas obtenir que l'indemnité qui leur est accordée par l'article XXX.

2.<sup>o</sup> Que l'intention de l'assemblée nationale n'a cependant pas été que les titulaires possesseurs à titre de bail ou

de vente à vie, fussent dépouillés de la jouissance que leur accordoit l'article XXVI.

L'assemblée nationale croit en conséquence de sa sagesse & de sa justice, d'ordonner que les maisons canoniales vendues ou louées à vie aux titulaires par les ci-devant chapitres, ne seront désormais aliénées qu'à la charge, par les adjudicataires, de laisser les titulaires en jouir pendant leur vie.

Les soumissionnaires prendront pour bases de leurs offres, les tables de proportion annexées à la loi du 27 avril dernier, & les aliénations seront faites conformément aux articles XIV & XV de cette loi.

II°. Il est encore quelques observations à faire sur les ventes ou baux à vie, faits à des titulaires par leurs chapitres.

Les maisons canoniales étoient naturellement destinées à l'habitation des chanoines ; les concessions qui leur en ont été faites par des baux à vie, sont en conséquence maintenues, & la jouissance leur en est conservée par l'art. XXVI du décret du 24 juillet.

Il n'en est pas de même des baux à vie faits à des titulaires par leurs chapitres, des biens de tout autre nature.

L'article XII de la loi du 15 décembre distingue, relativement à cette dernière espèce de biens, les baux faits pour la vie bénéficière, de ceux faits pour la vie naturelle des titulaires.

« Les baux des biens nationaux, porte cet article, passés » à des bénéficiers supprimés pour durer pendant leur vie » bénéficière, sont & demeurent résiliés à compter du premier janvier mil sept cent quatre-vingt-dix, sauf l'exécution de l'article XXVI du décret du 24 juillet dernier. »

Ainsi, lorsque ces actes sont faits seulement pour la vie bénéficière ou canoniale des titulaires, la résiliation en est prononcée par la loi.

Lorsqu'ils sont, au contraire, passés à leur profit, non en leur qualité de chanoines ou de bénéficiers, mais pour la durée de leur vie naturelle, l'exécution en est ordonnée,



tant par l'article XXVI du décret du 24 juillet, que par la disposition générale des décrets des 25, 26, 29 juin & 9 juillet, concernant les baux à vie des biens nationaux.

Quand aux ventes à vie, l'article XII de la loi du 15 décembre ne s'applique point à ces actes, puisqu'elle ne parle que de baux à vie bénéficière; ainsi toute vente légalement faite par un chapitre à l'un de ses membres, soit pour sa vie bénéficière, soit pour sa vie naturelle, doit être exécutée. La nue propriété des biens ainsi vendus, peut seulement être aliénée, conformément à la loi du 27 avril dernier.

Les ventes ou baux à vie faits aux chanoinesses par leurs chapitres, sont soumis aux mêmes règles.

En satisfaisant ainsi aux vœux des titulaires & de plusieurs départemens, ces divers procédés rempliront exactement les premières intentions de l'assemblée nationale.

Les dispositions des décrets des 24 & 28 février dernier, n'auroient dû faire naître aucune incertitude.

Ces deux loix n'ont rien changé à ce qui est réglé par l'instruction du 31 mai 1790, relativement à la jouissance des municipalités, & des particuliers qui acquièrent par leur intervention.

Les municipalités payent les intérêts de leurs obligations, supportent les contributions & perçoivent les fruits naturels & civils des biens qui leur sont adjugés, à compter du jour des décrets d'aliénation rendus en leur faveur. Les fruits naturels & civils appartiennent aux municipalités en proportion de la durée de leur jouissance, & ne courent au profit des acquéreurs qui les remplacent, que du jour de leur adjudication.

Il n'en est pas de même à l'égard des particuliers qui acquièrent directement de la nation. La loi distingue entre les fruits civils & les fruits naturels; les premiers ne sont déferés aux acquéreurs que proportionnellement en raison du temps, & à compter du jour de son adjudication.

Quand aux fruits naturels, le particulier qui acquiert

directement de la nation , a droit à la totalité des fruits pendans par les racines au jour de son adjudication , & *aux fermages qui les représentent* , à quelques époques que soient fixés les termes de paiement déterminés par les baux.

Ainsi d'un côté les fermages échus avant , mais qui représentent des fruits recueillis depuis une adjudication, appartiennent à l'acquéreur ; & de l'autre il n'a aucun droit à des termes de paiement qui sont échus depuis son adjudication, mais qui représentent les fruits d'une année antérieure.

Si le domaine produisoit des fruits de diverse nature , que les uns eussent été recueillis avant d'autres , depuis l'adjudication , une ventilation seroit nécessaire pour déterminer la portion du fermage appartenant à l'acquéreur , & celle qui ne lui appartient pas.

Il faut remarquer , 1.<sup>o</sup> que ces dispositions ne s'appliquent point aux adjudications faites avant ou depuis la publication du décret du 24 février , avec la condition expresse que les acquéreurs ne percevront les fruits naturels & civils que proportionnellement & à compter du jour de leur adjudication. Les acquéreurs n'ont , en ce cas , aucun droit à des fruits qui sont formellement exclus du titre de leur acquisition.

2.<sup>o</sup> Que la loi du 17 mai 1790 , & l'instruction du 31 du même mois ne contenant pas de dispositions relatives aux fruits de biens directement vendus par la nation aux particuliers ; il faut , à l'égard de celles de ces ventes qui ne renferment pas les mêmes conditions , suivre les dispositions des loix anciennes , qui défèrent les fruits naturels ou les fermages qui les représentent , à ceux qui se sont trouvés propriétaires au temps de leur récolte.

Une explication est encore demandée sur l'exécution de l'article XI de la loi du 27 avril dernier , ainsi conçue :

« La récolte de la présente année 1791 sera faite par  
» tout fermier ou cultivateur , qui , sans avoir de bail sub-  
» sistant , a fait les labours & ensemencemens qui doivent  
» la produire. »

Les expressions de la loi *ou cultivateur*, ne permettent aucun doute.

Quel que soit l'individu qui a cultivé un champ, la loi veut que les fruits appartiennent à celui qui les a fait naître.

Cette règle ne s'applique point aux ci-devant corps & communautés qui ont fait les labours & semences en 1790 : ces corps & communautés ne subsistant plus, ne sauroient jouir dans la présente année, & les personnes qui étoient membres de ces corps, ne peuvent pas plus prétendre à la jouissance, n'ayant aucun droit à cet égard comme particuliers & individus. La même loi du 27 avril, indique encore ce qui est dû en ce cas par le cultivateur. Il payera un fermage déterminé par l'ancien bail, ou s'il n'en existoit point, par un expert que nommera le directoire de district ; & assimilé aux fermiers, il sera soumis à toutes les règles de droit qui les concernent.

L'assemblée nationale déclare enfin commune aux religieuses la disposition relative aux enclos, portée en l'art. III de la loi du 26 mars 1790.

Ces divers éclaircissemens feront sans doute cesser la plupart des abus, des embarras ; des difficultés qui entravoient la marche des corps administratifs ; les autres ne tarderont pas à céder aux efforts de leur zèle & de leur patriotisme.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons fait apposer à ces présentes le sceau de l'état. A Paris, le six juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi.*  
Signé M. L. F. DU PORT.

N<sup>o</sup>. 1095.

## L O I

*Relative à la liquidation de différentes sommes faisant partie de l'arriéré.*

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit.

*DÉCRET de l'assemblée nationale, du 2 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, ouï le rapport de son comité central de liquidation, qui lui a rendu compte des vérifications & rapports faits par le commissaire du roi, directeur général de la liquidation, décrète, en conformité de ses précédens décrets sur la liquidation de la dette de l'état, qu'il sera payé sur les fonds destinés à l'acquit de ladite dette, aux personnes ci-après nommées & pour les causes qui vont être pareillement exprimées, les sommes suivantes, savoir :

## P R E M I E R É T A T.

1<sup>o</sup>. ARRIÉRÉ DU DÉPARTEMENT DE LA MAISON DU ROI.

*Gages du conseil à différens magistrats, conseillers d'état, ou maîtres des requêtes, pour les années 1788 & 1789.*

*Brochet de Saint-Prest*, ci-devant maître des requêtes, dix mille quatre cents

livres, ci . . . . . 10,400 l. » f. » d

*Courtois de Minut*, ancien maître des requêtes, deux mille livres, ci . . .

2,000 » »

*Gravier de Vergennes*, ancien maître des requêtes, huit mille livres, ci . .

8,000 » »

Trois parties prenantes, en total

vingt mille quatre cents livres, ci . . . 20,400 l. » »

**BATIMENS**

## B A T I M E N S D U R O I.

*Entrepreneurs, ouvriers, & fournisseurs pour les années 1777...  
& 1789.*

<i>Le Bœuf</i> , épinglier, trois mille six cent dix-sept livres deux sous dix deniers, ci.....	3,617l.	2	10d.
<i>Gentz</i> , pompier, deux cent quatre-vingt-huit liv. treize sous, ci.....	288	13	»
Les héritiers de <i>Hirsch</i> , destructeur des rats, trois mille six cent trente-six livres, ci.....	3,636	»	»
La veuve de <i>Lepart</i> , épicier, deux mille deux cent quatre-vingt-dix huit liv. quatorze sous six den., ci..	2,298	14	6
<i>Grincourt</i> , tapissier, cinq mille trois cent quatre-vingt-quinze livres huit sous huit den., ci.....	5,395	8	8
<i>Houdin</i> , treillageur, deux mille deux cent quinze liv. quinze sous neuf den., ci.....	2,215	15	9
<i>Montigny</i> , fils, vitrier, neuf cent dix huit liv. treize sous trois deniers, ci..	918	13	3
La veuve de <i>Montigny</i> , vitrier, seize mille huit cent quatre-vingt-quinze livres six sous cinq deniers, ci.....	16,895	6	5
<i>Courtois</i> , marchand de bois, mille neuf cent vingt-huit liv. cinq sous, ci...	1,928	5	»
<i>Fremineau</i> , marchand de bois, trois mille sept cent quatre-dix-sept liv. dix sous, ci.....	3,797	10	»
<i>Boste</i> , fumiste, neuf cent vingt-neuf livres quinze sous, ci.....	929	15	»
<i>Anceau</i> , terrassier, quatre mille vingt-			

deux livres quatre sous dix den., ci.	4,022 l.	4 s.	10 d.
Bertrand, fondeur, cinq mille quatre cent quatre-vingt-dix livres quatre sous, ci.....	5,490	4	»
Padelain, ramoneur, seize mille trois cent vingt-une liv. dix-neuf sous, ci.	16,321	19	»
Doisteau, tourneur, mille cinquante-cinq liv. douze sous, ci.....	1,055	12	»
Les héritiers de Dropsy, marbrier, trois mille cinq cent quatre-vingt-cinq liv. douze sous neuf den., ci..	3,585	12	9
Guillard, vannier, cent soixante-sept livres deux sous, ci.....	167	2	»

*Manufacture des Gobelins.*

Cozette, fils, basliffier, cinq mille cent cinquante-deux livres quatorze sous deux deniers, ci.....	5,152	14	2
Cozette, père, hautliffier, cinq mille sept cent onze livres dix sous huit deniers, ci.....	5,711	10	8
Vavoque, rentrayeur, huit mille neuf cent vingt livres deux sous onze deniers, ci.....	8,920	2	11
Clément-Louis - Marie Belle, peintre du Roi, sous-inspecteur de la manufacture des Gobelins, trois mille sept cent soixante-dix livres dix-sept sous six deniers, ci.....	3,770	17	6
Curmer Neilson, héritier de Jacques Neilson, entrepreneur de la manufacture des Gobelins, cinquante-trois mille neuf cent soixante-trois livres seize sous onze deniers, ci..	53,963	16	11
La veuve de Gibert, inspecteur de la			

manufacture des Gobelins, deux mille six cent quatre-vingt-quinze livres, ci.....	2,695 l.	» f. » d
Nicolas-Cyprien <i>Duvivier</i> , entrepreneur de la manufacture des Gobelins, soixante-treize mille trente-six liv. quatorze sous deux den., ci....	73,036	14 2
Laurent <i>Maleine</i> , peintre, huit cent quarante livres, ci.....	840	» »
<i>Moret</i> , commis au département de l'intérieur, pour les nourritures des personnes détenues par ordre du Roi au château de la Bastille, pendant les mois de mai & juin, & les quatorze premiers jours de juillet 1789, & pour indemnité à différentes personnes, à cause de la perte de leurs effets lors de l'évènement du 14 juillet, la somme de vingt-deux mille six cent soixante-quatre livres dix-neuf sous huit deniers, faisant partie de celle de trente-un mille quatre cent soixante-dix-sept livres treize sous, montant de trois ordonnances expédiées en son nom, déduction faite des à-comptes qu'il a reçus, ci.....	22,664	19 8
Vingt-six parties prenantes, en total, trois cent quarante-neuf mille deux cent dix-neuf livres quinze sous deux deniers, ci.....	249,319	15 2

## 2.º ARRIÈRE DU DÉPARTEMENT DE LA GUERRE.

*Entrepreneurs, ouvriers & fournisseurs pour les années 1787, 1788 & 1789.*

Les entrepreneurs, ouvriers &

R 2

fournisseurs au nombre de vingt-neuf, qui ont été chargés de la construction & de l'ameublement de l'hôpital militaire de l'Isle, & ceux qui ont été chargés de l'entretien de ce même hôpital pendant les années 1787 & 1788, soixante-trois mille cent soixante-quinze livres dix-sept sous onze deniers ci. . . . . 63,175 l. 17 s. 11 d.  
Sauf déduction des 4 deniers pour l.

Jean *Minet*, entrepreneur de la fourniture du pain, gîte, géolage & paille aux militaires dans les prisons de Vitry-le-François, cent livres treize sous, ci. . . . . 100 13 »

Sauf la déduction à faire des quatre deniers pour livre.

La veuve *la Grace d'Etrée*, entrepreneur des fortifications de Maubeuge, pour l'entretien & les réparations des ustensiles des chambres & écuries des casernes de Maubeuge, sept cent soixante livres, ci. . . . . 760 » »

Sauf déduction des 4 deniers pour l.

*Capel*, imprimeur à Dijon, pour frais d'impressions faites pour le service du roi, deux mille sept cent cinquante-six livres, ci. . . . . 2,756 » »

Sauf déduction des 4 deniers pour l.

### *Hôtel des Invalides.*

*Fremenville*, trésorier de l'hôtel des Invalides, pour subsistance dudit hôtel, la somme de deux cent cinquante mille livres, montant des deux ordres expédiés le neuf juillet 1790



par le ministre de la guerre, qui, dans une lettre écrite à M. le président de l'assemblée nationale le 7 août 1790, explique les motifs qui l'ont déterminé à expédier ces ordres, & demande à l'assemblée nationale d'en ordonner le paiement, en observant que ces ordres n'épuisent pas encore ce qui revenoit à l'hôtel sur la retenue des trois deniers pour liv. des exercices de 1787 & 1788, ci. 250,000 l. » f. » d.

Cinq parties prenantes, en total, trois cent seize mille sept cent quatre-vingt-douze livres dix sous onze deniers, ci. ....

316,792 10 11

### 3.º ARRIÉRE DU DÉPARTEMENT DE LA MARINE.

*Quesnel*, commissaire des classes à Rouen, pour supplément d'appointemens pour trois ans & demi, à raison des quinze cents livres par an, cinq mille deux cent cinquante liv. ci. ....

5,250 » »

Sauf la retenue des 4 deniers pour livre.

*Boisset*, ci-devant agent de la nation François à Batavia, la somme de quarante-cinq mille six cent soixante-quatre livres, restant de plus forte somme à lui due pour sa commission sur les munitions & denrées procurées par lui aux vaisseaux & établissemens François pendant la dernière guerre, ci. ....

45,664 » »

Sauf la retenue des quatre deniers  
pour livre.

Deux parties prenantes, en total, cin-  
quante mille neuf cent quatorze liv. 50,914 l. »f. »d.

#### 4.<sup>o</sup> ARRIÉRÉ DU DÉPARTEMENT DES FINANCES.

*Remboursement des charges & offices, brevets de retenue.*

Jean-Louis *Dumanoir*, pour le rem-  
boursement d'un brevet de retenue  
à lui accordé sur la charge de colonel  
du régiment des chasseurs de Langue-  
doc, au moyen de ce qu'il est passé  
du grade de colonel à celui de maré-  
chal de camp, le 20 mai 1791,  
cinquante mille livres, ci. . . . . 50,000 » »

Avec les intérêts de ladite somme à  
raison de cinq pour cent, à compter  
du 6 juin 1791, jusqu'à la quinzaine  
qui suivra la sanction du décret à  
intervenir sur la présente liquidation.

Ambroise - Auguste *Jauffand*, pour le  
remboursement d'un brevet de rete-  
nue à lui accordé le 20 mai 1786,  
sur la charge de commissaire des  
guerres, dont il avoit été pourvu  
d'après la démission de Claude-An-  
toine Prat Després, soixante - dix  
mille livres, ci . . . . . 70,000 » »

Avec les intérêts à cinq pour cent, à  
compter du 9 mars 1791.

Seph-François *Gau*, pour le rem-  
boursement d'un brevet de retenue  
à lui accordé sur une des charges  
de commissaire des guerres, créée

- par l'édit. du mois d'avril 1788,  
de cent vingt mille livres, ci . . . 120,000 l. » f. » d.
- Avec les intérêts à cinq pour cent , à  
compter du 9 janvier 1791.
- Villemanzi* , pour le remboursement  
d'un brevet de retenue à lui accordé  
le 29 mai 1784, sur une charge de  
commisfaire des guerres, soixante-  
dix mille livres, ci . . . . . 70,000    »    »
- Avec les intérêts à cinq pour cent , à  
compter de l'expiration de la quin-  
zaine qui a suivi la sanction du dé-  
cret du 28 mai dernier.
- Pierre Chesnel* , pour le remboursement  
d'un brevet de retenue à lui accordé  
sur une charge de commisfaire des  
guerres, créée par l'édit d'avril 1788,  
cent vingt mille livres, ci . . . . . 120,000    »    »
- Avec les intérêts à cinq pour cent , à  
compter du 9 janvier 1791.
- Charles-François-Casimir Salx-Ta-  
vannes* , pour remboursement d'un  
brevet de retenue sur la charge de  
lieutenant général en Bourgogne &  
baillage de Dijon , Comté d'Au-  
xonne , Châtillon & Bar-sur-Seine ,  
à lui accordé le 24 avril 1784,  
trente mille livres, ci . . . . . 30,000    »    »
- Avec les intérêts à cinq pour cent , à  
compter du 18 mars 1791.
- Frédéric-Séraphin la Tour-du-Pin-  
Paulin-Gouvernet* , pour le rem-  
boursement d'un brevet de tetenue  
à lui accordé le quatorze juin mil  
mil sept cent quatre-vingt-huit, sur

la charge de colonel du régiment Royal-Vaisseaux, dont il a donné sa démission le premier avril 1791, ayant été nommé ministre du roi à La Haye, vingt-deux mille cinq cents livres, ci . . . . . 22,500 l. » f. » d.

Avec les intérêts à cinq pour cent, à compter du 23 avril 1791.

A l'égard de la dame de *Hauteclair*, fille du sieur Danville premier géographe du roi, membre de l'académie royale des sciences, l'assemblée nationale décrète qu'elle sera placée dans la classe des créanciers de l'état, pour continuer à toucher le traitement annuel de quinze cents livres dont jouit ladite dame de *Hauteclair*, comme faisant partie du prix de la vente faite au roi par le sieur Danville, de son cabinet géographique, ci . . . . .

Huit partie prenantes, en total, quatre cent quatre-vingt-deux mille cinq cents liv., ci . . . . . 482,500 » »

### 5.° JURANDES ET MAÎTRISES.

René-Atoine <i>Filleau</i> , tailleur, trois cent soixante-deux livres huit sous quatre deniers, ci . . . . .	362	8	4
Henri-François <i>Lefevre</i> , chandelier, quatre cent vingt-trois livres huit sous, ci . . . . .	423	8	»
Hilarion - Camille <i>Robiquet</i> , idem, quatre cent soixante-trois livres trois sous trois deniers, ci . . . . .	463	3	3

Bruno.

Brunot - Constant <i>Letellier</i> , idem , quatre cent cinquante-sept livres huit sous huit deniers, ci.....	457	l. 8 f.	8d.
Jean-Henri <i>Beaujean</i> , peintre, deux cent trente-neuf livres six sous deux deniers, ci.....	239	6	2
François <i>Divernereffe</i> , idem, deux cent seize livres six sous quatre deniers , ci, .....	216	6	4
Armand - Amable <i>Trinqué</i> , tailleur , trois cent quatre-vingt-dix-livres neuf sous six deniers , ci.....	390	9	6
Pierre-Antoine <i>Gerardot</i> , idem, trois cent quarante-trois livres six sous huit deniers, ci.....	343	6	8
Pierre-Joseph <i>Brillon</i> , idem, trois cent cinquante-six livres onze sous huit deniers , ci.....	356	11	8
Jean-Matthieu <i>Hourlier</i> , idem, trois cent quatre-vingt-neuf livres cinq sous sept deniers , ci.....	389	5	7
Jean-François <i>Barjoux</i> , idem, trois cent quarante-deux livres sept sous neuf deniers, ci.....	342	7	9
Jean-Daniel <i>Frich</i> , tailleur, trois cent quatre-vingt-une livre onze sous huit deniers, ci.....	381	11	8
Joseph <i>Limoufin</i> , coiffeur, cent cin- quante-quatre livres dix sous cinq deniers, ci.....	154	10	5
François <i>Bernard</i> , idem, deux cent deux livres un sou huit deniers, ci..	202	1	8
Jean <i>Hafur</i> , idem, deux cent onze livres cinq sous dix deniers , ci.....	211	5	10
Joseph <i>Lejeune</i> , idem, cent quarante-			

une livres dix-sept sous un denier, ci .....	1411.	17f.	1d.
Joseph <i>Nourri Lebrun</i> , coiffeur, deux cent treize livres seize sous huit deniers, ci .....	213	16	8
Brice-Antoine <i>Geledé</i> , coiffeur, cent quatre-vingt-onze livres dix sous, ci .....	191	10	»
Remi <i>Laby</i> , idem, cent soixante-quatre livres dix-huit sous neuf deniers, ci .....	164	18	8
Claude <i>Prieux</i> , idem, deux cent quatorze livres quatorze sous sept deniers, ci .....	214	14	7
Nicolas <i>Dessaux</i> , idem, deux cent quatorze livres huit sous quatre deniers, ci .....	214	8	4
Louis <i>Leroux</i> , idem, cent soixante-deux livres six sous trois deniers, ci .....	162	6	3
Nicolas <i>Corroyer</i> , tailleur, trois cent quatre-vingt-douze livres un sou un denier, ci .....	392	1	1
Joseph <i>Thomints</i> , idem, trois cent quatre-vingt-neuf livres quinze sous sept deniers, ci .....	389	15	7
Guéry-Joseph <i>Durand</i> , idem, deux cent six livres onze sous huit deniers, ci .....	206	11	8
Pierre-Jean <i>Thiron</i> , orfèvre, trois cent soixante-onze livres onze sous deux deniers, ci .....	371	11	2
Joseph-Simon <i>Huguet</i> , menuisier, deux cent soixante-trois livres huit sous un denier, ci .....	263	8	1
Denys <i>Feuillet</i> , maçon, quatre-vingt- onze livres quatre sous, ci .....	91	4	»

Sébastien <i>Remi</i> , coiffeur, deux cent neuf livres douze sous onze deniers, ci .....	209l. 12s. 11d.		
Jacques <i>Bellon</i> , couvreur, quatre- vingt-quatorze livres dix-sept sous dix deniers, ci .....	94	17	10
Henri-Jérôme <i>Duteil</i> , tailleur, trois cent quatre-vingt-onze livres quatre sous cinq deniers, ci .....	391	4	5
Jean <i>Gafé</i> , idem, cent quatre-vingt- neuf livres dix-sept sous neuf deniers, ci .....	189	17	9
François <i>Roux</i> , idem, trois cent quatre- vingt-dix-huit livres sept sous neuf deniers, ci .....	398	7	9
Demoiselle <i>Oudinet</i> , veuve Pipon, idem, cent neuf livres sept sous neuf deniers, ci .....	109	7	9
Joseph <i>Chandefolle</i> , coiffeur, cent quarante-une livres neuf sous deux deniers, ci .....	141	9	2
Louis <i>Poilleux</i> , tailleur, cent quatre- vingt-six livres onze sous un denier, ci .....	186	11	1
Guillaume <i>Lachan</i> , idem, trois cent quarante l. deux s. six deniers, ci ...	340	2	6
Claude <i>Benard</i> , idem, trois cent soixante-huit livres quatre sous cinq deniers, ci .....	368	4	5
François-Joseph <i>Martin</i> , idem, trois cent cinquante-une livres un sou un denier, ci .....	351	11	1
Charles <i>Lescarmoutier</i> , pelletier, trois cent vingt-quatre livres dix sous, ci .....	324	10	2

Sébastien <i>Brignon</i> , bonnetier, cent quinze livres sept sous six deniers, ci. ....	115	7	6d.
Philippe <i>Germain</i> , pelletier, trois-cent neuf livres cinq sous, ci. ....	309	5	»
Jacques-Nicolas <i>Lherbette</i> , bonnetier, deux cent cinquante-neuf livres quatre sous deux deniers, ci. ....	259	4	2
François <i>Jouette</i> , idem, deux cent cinquante-neuf livres quatre sous deux deniers, ci. ....	259	4	2
Lazard <i>Morlet</i> , pelletier, cent quinze livres quatre sous, ci. ....	115	4	»
Louis <i>Girard</i> , coiffeur, cent quarante- trois livres trois sous quatre deniers, ci. ....	143	3	4
Claude-François <i>Renillon</i> , idem, cent quatre-vingt-onze livres deux sous six deniers, ci. ....	191	2	6
Jean-Baptiste <i>Laffaigne</i> , idem, cent soixante-une livres cinq sous, ci. ....	161	5	»
Demoiselle-Marie-Françoise <i>Mery</i> , chandelière, deux cent quatre-vingt- trois livres quatre sous sept deniers, ci. ....	283	4	7
Georges <i>Vincent</i> , peintre, trois cent quatre-vingt-neuf livres douze sous deux deniers, ci. ....	389	12	2
André-Sébastien <i>Thuillier</i> , idem, cinquante-sept livres treize sous huit deniers, ci. ....	57	13	8
François de la <i>Lande</i> , idem, quatre cent soixante-douze livres huit sous un denier, ci. ....	472	8	1
Pierre <i>Huvé</i> , idem, quatre cent			



soixante-quatre livres six sous dix deniers, ci.....	464l.	6s.	10d.
Jacques <i>Alexandre</i> , idem, quatre cent cinquante-cinq livres quatorze sous sept deniers, ci.....	455	14	7
François <i>Lebé</i> , idem, quatre cent cinquante-deux livres sept sous deux deniers, ci.....	452	7	2
Nicolas <i>Arnoult</i> , idem, deux cent vingt-sept livres huit sous cinq deniers, ci.....	227	8	5
Jean <i>Menoux</i> , idem, quatre cent soixante-quatre livres six sous dix deniers, ci.....	464	6	10
Nicolas - François <i>Grenot</i> , peintre, quatre cent quatorze livres dix-sept sous trois deniers, ci.....	414	17	3
Jean-Antoine <i>Vatripon</i> , idem, quatre cent cinquante-deux livres sept sous trois deniers, ci.....	452	7	3
Denys-Marie <i>Chenu</i> , idem, deux cent soixante-seize livres sept sous un denier, ci.....	276	7	1
Charles <i>Habert</i> , peintre, trois cent deux livres un sou, ci.....	302	1	»
Jean-Antoine <i>Margarite</i> , idem, deux cent trente-neuf livres neuf sous sept deniers, ci.....	239	9	7
Thomas <i>Buisson</i> , peintre, deux cent soixante-seize livres dix-sept sous six deniers, ci.....	276	17	6
Sébastien-Antoine <i>Chevalier</i> , idem, deux cent quatre-vingt-quatre livres sept sous six deniers, ci.....	284	7	6
Louis <i>Garion</i> , idem, deux cent sept			

livres huit sous sept deniers, ci. . . . .	207f.	8l.	7d.
Jean-Nicolas <i>Rouen</i> , idem, quatre cent quatorze livres dix-sept sous deux deniers, ci. . . . .	414	17	2
Gilles-François <i>Lamy</i> , idem, deux cent soixante-quatre livres onze sous huit deniers, ci. . . . .	264	11	8
Nicolas - Gervais <i>Touffetan</i> , idem, quatre cent douze livres trois deniers, ci. . . . .	412	»	3
Jacques-Michel <i>Buffet</i> , idem, quatre cent trente-neuf livres seize sous six deniers, ci. . . . .	439	16	6
François <i>Hognon</i> , idem, quatre cent livres treize sous trois deniers, ci. . .	400	13	3
Michel <i>Laurent</i> , idem, quatre cent cinquante-deux livres sept sous trois deniers, ci. . . . .	452	7	3
Nicolas <i>Sercelat</i> , idem, deux cent quatre-vingt-cinq livres treize sous deux deniers, ci. . . . .	285	13	2
Pierre-Marie <i>Roger</i> , idem, deux cent soixante-quinze livres deux deniers, ci. . . . .	275	»	2
Jean-Baptiste-Nicolas <i>Langlois</i> , idem, quatre cent trente-six livres quatre sous quatre deniers, ci. . . . .	436	4	4
François <i>Leroi</i> , maçon, deux cent quatre-vingt-quatorze livres trois sous trois deniers, ci. . . . .	294	3	3
Nicolas <i>Paul</i> , frippier, cent livres, ci. . . . .	100	»	»
Laurent <i>Lecaillon</i> , tailleur, cent livres trois sous trois deniers, ci. . . . .	100	3	3
Pierre <i>Guérin</i> , layetier, cent livres.	100	»	»

Pierre <i>Jeanfon</i> , ferrurier, deux cents livres, ci. ....	200l.	11s.	11d.
Adrien <i>Jourdain</i> , chandelier, cent vingt-cinq livres, ci. ....	125	»	»
Jean-Théophile <i>Kirsch</i> , tailleur, six cent six livres cinq sous dix deniers, ci. ....	606	5	10
Antoine - François <i>Chevalier</i> , idem, cinquante-sept livres huit sous neuf deniers, ci. ....	57	8	9
Georges-Antoine <i>Beaudouin</i> , tabletier, trois cent cinquante-six livres trois sous quatre deniers, ci. ....	356	3	4
François <i>Damour</i> , menuisier, deux cent quatre-vingt-six livres dix-neuf sous sept deniers, ci. ....	286	19	7
Raimond <i>Astier</i> , bonnetier, cinq cent quatre - vingt - trois livres quatorze sous deux deniers, ci. ....	583	14	2
Antoine <i>Lelandes</i> , peintre, trois cent quatre-vingt-huit livres douze sous trois deniers, ci. ....	388	12	3
Jean <i>Drumel</i> , tailleur, trois cent trente-sept livres quatre sous cinq deniers, ci. ....	337	4	5
Jean - Ferdinand <i>Fleurent Krubert</i> , bonnetier, deux cent quatre-vingt-cinq livres quinze sous, ci. ....	285	15	»
Medene <i>Porteley Barbichon</i> , peintre, quatre cent trente-neuf livres six sous dix deniers, ci. ....	439	6	10
Quatre-vingt-neuf parties prenantes, total vingt - cinq mille neuf cent soixante-treize livres douze sous quatre deniers, ci. ....	25,973	12	4

## S E C O N D É T A T.

## I.° ARRIÉRÉ DU DÉPARTEMENT DE LA MAISON DU ROI.

*Ecuries du roi. — Différens entrepreneurs, ouvriers, four-*  
*nisseur & autres employés dans les écuries du roi pour les*  
*années 1787, 1788 & 1789.*

<i>Lemire, plombier, onze mille cinq</i> cent quatre-vingt-seize livres, ci...	11,596l.	»f.	»d.
<i>Deville-Paille, ancien écuyer du roi,</i> deux mille livres, ci.....	2,000	»	»
<i>La succession &amp; créanciers Bidot,</i> couvreur, soixante-onze livres, ci.	71	»	»
<i>Debriges pere, premier écuyer du roi,</i> déduction faite du dixième & de sa contribution patriotique, vingt-huit mille deux livres, ci.....	28,002	»	»
<i>Debriges fils, premier écuyer du roi,</i> déduction faite de sa contribution patriotique, huit mille neufcent seize livres treize sous quatre deniers, ci.....	8,916	13	4
<i>Roufféau, maître des exercices des</i> pages du roi, toutes déductions faites, quinze cent soixante livres dix sous, ci.....	1,560	10	»
<i>Traverse, chirurgien des écuries du</i> roi, toutes déductions faites, neuf cent treize livres cinq sous, ci....	930	5	»
<i>Vernon, écuyer calvacadour du roi,</i> onze mille livres cinq sous, ci....	11,000	5	»
<i>Le Blond, maître des mathématiques</i> des pages du roi, toutes déductions			

faites

faites, onze cent quatre-vingt-onze livres douze sous six deniers, ci. . . .	1,191l.	12f.	6d.
<i>Veuve de Sarcusse</i> , pour indemnité de chevaux, déduction faite de la somme de six cents livres, pour contribution, quatre cents livres, ci. . . . .	400	»	»
<i>Saint - Suir</i> , grand hautbois de la chambre & grande écurie du roi, toute déduction faite, quatre cent cinquante-trois livres, ci. . . . .	453	»	»
<i>Berau</i> fils, grand hautbois des écuries du roi, toute déduction faite, quatre cent cinquante-trois livres, ci. . . .	453	»	»
<i>Pillet</i> , grand hautbois des grandes écuries du roi, toute déduction faite, quatre cent cinquante-trois livres, ci. . . . .	453	»	
<i>Salentin</i> , grand hautbois des écuries du roi, toute déduction faite, quatre cent cinquante-trois livres, ci. . .	453	»	»
<i>Valentin</i> , cocher, toute déduction faite, sept cent soixante-cinq livres onze sous six deniers, ci. . . . .	765	11	6
<i>Boubert</i> , cocher, toute déduction faite, sept cent soixante-cinq livres onze sous six deniers, . . . . .	765	11	6
<i>Veuve Carette</i> , concierge, treize cent cinquante livres, ci. . . . .	1,350	10	»
<i>Muller</i> , secrétaire des écuries du roi, onze mille quatre cents livres, ci. .	11,400	»	»
<i>Leprince</i> fils, concierge, douze cents livres, ci. . . . .	1,350	»	»
<i>Salentin</i> , grand hautbois des écuries du roi, toute déduction faite, quatre cent cinquante-trois livres, ci. . . .	453	»	»
<i>Tome V.</i>	T		

<i>Gereau</i> , maître de langues, seize cents livres, ci. ....	1,600 l.	» l.	» d.
<i>Perard</i> , vitrier, dix-huit cent quarante-trois livres, ci. ....	1,843	»	»
<i>Joseph-Augustin Louïs</i> , écuyer-courtier des écuries du roi, déduction faite de la somme de trois cent soixante-six livres treize sous quatre deniers pour sa contribution patriotique, quatre mille quarante-quatre livres dix-huit sous huit deniers, ci. ....	4,044	18	8
<i>Garre</i> , chirurgien ordinaire de l'écurie du roi, toutes retenues faites, six mille six cent trois livres deux sous six deniers, ci. ....	6,603	2	6
<i>Klier</i> , trompette des écuries du roi, toutes retenues faites, deux mille quatre cent quatre livres dix sous, ci.	2,404	10	»
<i>Gauthier</i> , trompette des écuries du roi, toutes retenues faites, deux mille deux cent vingt-quatre livres dix sous, ci. ....	2,224	10	»
<i>Rochet</i> , suisse portier des écuries du roi, toutes retenues faites, huit cent quatre livres six sous. ....	804	6	»
<i>Dupleffis</i> , concierge des écuries du roi, déduction faite de six cent quarante livres pour contribution patriotique, sept cent vingt-trois livres cinq sous, ci. ....	723	5	»
<i>Dumas</i> , écuyer ordinaire du roi, toutes retenues faites & déduction de deux mille six cents livres pour contribution patriotique, neuf mille neuf cent cinquante-deux liv., ci.	9,952	»	»

La veuve & héritiers <i>Péméja</i> , pour indemnité de chevaux, quinze cent quatre - vingt - quinze livres seize sous huit deniers, ci.....	1,595 l.	16 f.	8 d.
<i>Lambert</i> , ferrurier, trois cent onze livres, ci.....	311	»	»
<i>Beaurin</i> , premier valet des pages, toutes retenues faites, huit cent trente-neuf livres cinq sous, ci...	839	5	»
<i>Cubieres</i> , écuyer calvacadour du roi, huit mille livres, ci.....	8,000	»	»
<i>Marquis</i> , chirurgien des écuries du roi, toutes retenues faites, neuf cents trente livres, ci.....	930	»	»
<i>Lachapelle</i> , commissaire général de la maison du roi, pour indemnité de chevaux, six mille livres, ci.....	6,000	»	»
<i>Kramer</i> , amasseur de gibier, neuf cents livres, ci.....	900	»	»
La succession de <i>la Judie</i> , écuyer, neuf mille livres, ci.....	9,000	»	»
<i>Durwin</i> , sellier, cinq mille deux cent huit livres six sous, ci.....	5,208	6	»
<i>Guillemard</i> , principal commis du secrétariat de l'exercice, deux mille quatre cents livres, ci.....	2,400	»	»
<i>Gourfac</i> , commandant de la grande écurie du roi, toutes retenues faites & déduction de la somme de cinq mille livres pour contribution patriotique, quatorze mille cinquante-deux livres, ci.....	14,052	»	»
<i>Gervais Boisselier</i> , cent trente-neuf livres, ci.....	139	»	»

Ribert <i>Boisselier</i> , cent quatre - vingt-seize livres dix-sept sous, ci.....	1961.	17 f.	» d.
<i>Morelle</i> , pelletier, huit cent soixante-dix livres, ci.....	870	»	»
<i>Bizot</i> , aide de fomellerie, toutes retenues faites, deux mille trois cent soixante-deux livres douze sous, ci.....	2,362	12	«
<i>Villeman</i> , inspecteur, douze cents livres, ci.....	1,200	»	«
<i>Coquet</i> , maître à écrire, toutes retenues faites, trois mille deux cent onze livres dix sous, ci.....	3,211	10	»
<i>Deffales</i> , bottier, trois mille sept cent soixante-dix livres, ci.....	3,770	»	»
<i>Labigne</i> , commandant le manège du roi, toutes retenues faites, dix mille cinq cent cinquante-deux livres, ci.....	10,552	»	»
<i>Pierçon</i> , piqueur des écuries du roi, pour entretien de sa voiture, quatre cents livres, ci.....	400	»	»
Quarante-neuf parties prenantes, en total, cent quatre-vingt-cinq mille cinq cent cinquante-deux livres deux sous huit deniers, ci.....	185,5521.	21.	8d.

## B Â T I M E N S D U R O I.

*Différens entrepreneurs ouvriers & fournisseurs, des bâtimens du Roi.*

## P A R C D E V E R S A I L L E S.

<i>Renaud</i> , couvreur, six cent trente-huit livres dix-huit sous trois den., ci..	6381	8	3.
--	------	---	----



<i>Lucas</i> , plombier, dix-huit cent quatre-vingts livres neuf sous onze den., ci.	1,880 l. 9 s. 11 d.		
<i>La veuve de Deboire</i> , maçon, trois mille trois cent trente-huit livres onze sous quatre deniers, ci.....	3,338	11	4
<i>Bossier</i> , maçon, dix-huit mille sept cent soixante-six livres dix-sept sous sept deniers, ci.....	18,766	17	7
<i>Lepelletier</i> , terrassier, sept mille deux cent quatre-vingt-une livres six sous huit deniers, ci.....	7,281	6	8
Cinq parties prenantes, en total, trente-un mille neuf cent six livres trois sous neuf deniers, ci...2.....	31,906	3	9

## SERVICE DES ENFANS DE FRANCE.

*Différens employés & fournisseurs.*

<i>Croy-d'Havré de Tourzel</i> , gouvernante des enfans de France, pour supplément de traitement & indemnité, neuf mille soixante-six livres treize sous quatre deniers, ci.....	9,066 l. 13 s. 4 d.		
<i>Guinaud</i> , marchand de bois, vingt-deux mille cinq cent cinquante-six livres dix sous, ci.....	22,556	10	»
<i>Laulanhier</i> , argentier des enfans de France, pour avances par lui faites relatives aux aumônes, gratifications, &c., vingt-sept mille cent quatre-vingt livres un sous dix d., ci.	27,180	1	10
<i>Bizard</i> , marchand cirier, trente mille quatre cent cinquante-une livres seize sous, ci.....	30,451	16	»

<i>Bazan</i> , marchand papetier, deux mille neuf cent trois liv. quatorze sous, ci.	2,903 l. 14 f. » d.		
Femme <i>Vanot</i> , marchande de dentelles, dix mille quatre cent cinquante livres quatre sous, ci. . . .	10,450	4	»
Femme <i>Levéque</i> marchande de blondes, cinq mille quatre cent soixante-treize livres huit sous, ci. . . . .	5,473	8	»
Femme <i>Augier</i> , marchande de modes, cinq mille cent quarante-trois livres seize sous, ci. . . . .	5,143	16	»
<i>Barbier</i> , marchand de soieries, neuf mille sept cent quatre-vingt-dix-huit livres quinze sous, ci. . . . .	9,798	15	»
<i>Bosquet</i> , maître tailleur, trois mille cent soixante-seize liv. quatorze f. ci..	3,176	14	»
<i>Wolf</i> , maître cordonnier, treize cent quarante-quatre livres, ci. . . . .	1,344	»	»
<i>Desjardins</i> , ouvrière en bonnets, trois cent soixante-quatorze livres huit sous, ci. . . . .	374	8	»
<i>Garnier</i> , ouvrière en robes, quatre mille quatre - vingt - trois livres six sous, ci. . . . .	4,083	6	»
<i>Pezet</i> , marchand chapelier, cinq cent soixante-trois livres, ci. . . . .	563	»	»
<i>Fargeon</i> , marchand parfumeur, trois cent cinquante-neuf liv. sept sous, ci.	359	7	»
<i>Bataille</i> , marchand parfumeur, trois cent quatre - vingt-cinq livres dix-huit sous, ci. . . . .	385	18	»
<i>Ducis</i> , marchand fayancier, dix-huit cent onze livres, ci. . . . .	1,811	»	»
<i>Lefebvre Desnoettes</i> , marchand de draps, seize cent quarante-trois livres trois sous, ci. . . . .	1,643	3	»

<i>Pascal</i> , facteur de clavecins, huit cent seize livres, ci.....	8161.	» f. » d.
<i>Galanty</i> , marchand bijoutier, trois cents livres, ci.....	300	» »
<i>Vaillant</i> , chargé des illuminations du roi, cinq mille neuf cent soixante- une livres seize sous, ci.....	5,961	16 »
<i>Pujol</i> , maître tailleur, cent quarante livres cinq sous, ci.....	140	5 »
<i>Dessain</i> , marchand de galons, quatre cent cinquante livres, ci.....	450	» »
<i>Egenolffe</i> , ouvrière en robes, quatre cent soixante-seize livres, ci.....	476	» »
<i>Hervet</i> , marchande de rubans, deux cent quatre-vingt-douze livres, ci.	292	» »
La veuve <i>Loupia</i> , marchande mercière, cent quatre liv. quatorze sous, ci..	104	14 »
<i>Clouet</i> , ouvrière en dentelles, cent soixante-onze livres huit sous, ci..	171	8 »
<i>Hermann</i> , maître de clavecin, quatre mille livres, ci.....	4,000	» »
Femme <i>Lemoine</i> , pour fournitures d'arbustes & fleurs, cent soixante- une livres douze sous, ci.....	161	12 »
<i>Sançon</i> , marchand pelletier, cent foi- xante-deux livres, ci.....	162	» »
Trente parties prenantes, en total, cent quarante-neuf mille huit cent une livres neuf sous deux deniers, ci..	149,801 l.	9 f. 2 d.

M A I S O N D E L A R E I N E.

*Différens employés & fournisseurs.*

*L'Heureux*, officier de la fruiterie,

toutes retenues faites, trente-cinq mille deux cent quatre liv. dix-neuf sous sept deniers, ci.....	35,204 l. 19 s. 7 d.		
<i>Valois</i> , officier de la fruiterie, toutes retenues faites, vingt-huit mille cinq cent douze livres sept sous trois deniers, ci.....	28,512	7	3
<i>Malherbes</i> , maître d'hôtel, toutes retenues faites, trois mille quatre cent quatre-vingt-dix livres huit sous, ci.....	3,490	8	»
<i>Bracquemann</i> , heyduc, pour frais de maladie, cent cinquante liv., ci..	150	»	»
<i>Boucher</i> , brodeur, sept mille cinq cent soixante-dix livres, ci.....	7,570	»	»
<i>Gendron</i> , écuyer ordinaire de la bouche, pour supplément de remboursement & indemnité, six mille livres, ci.....	6,000	»	«
<i>Berthier</i> , fille d'un ancien postillon, pour subsistance, trois cents liv., ci.	300	»	»
La veuve de <i>Chevalier</i> , officier porteur de la bouche, toutes retenues faites, trois mille trois cent soixante-quatre livres douze sous six den., ci.	3,364	12	6
<i>Chimay</i> , dame d'honneur de la Reine, toutes retenues faites, & déduction faite de sept mille deux cent quatre-vingt-treize livres dix sous pour contribution patriotique, sept mille cinq cent douze livres dix sous, ci.....	7,512	10	»
<i>Diff</i> , valet de chambre, toutes retenues faites, sept cent soixante-huit livres dix-neuf sous, ci.....	768	19	»
<i>Marchand</i> , potier d'étain, onze cent trente-neuf livres, ci.....	1,139	»	»
			<i>Gallerand,</i>

<i>Gallerand</i> , capitaine des charrois, toutes retenues faites, vingt-quatre mille cinq cent quatre-vingt-seize livres cinq sous six deniers, ci. . . .	24,596 l.	5 f. 6 d.
<i>Foliez</i> , garçon de garde-robe, déduction faite de cent cinquante livres pour la contribution patriotique, trois mille cent vingt livres, ci. . . .	3,120	» »
<i>Marc</i> , officier de fourrière, toutes retenues faites, vingt-deux mille neuf cent quatre-vingt-douze livres onze sous deux deniers, ci. . . . .	22,992	11 2
<i>Valdajou</i> , rebouteur, quinze cents liv. ci. . . . .	1,500	» »
<i>Malzi</i> , premier garçon du globlet-pain, toutes retenues faites, seize cent soixante-dix-sept livres douze sous, ci. . . . .	1,677	12 »
<i>Princay</i> , valet de chambre ordinaire, toutes retenues faites, six mille quatre cent soixante-sept liv, cinq sous, ci. . . . .	6,467	5 »
Les héritiers de <i>Georget</i> , lavandier de panneterie, toutes retenues faites, trois mille huit cent trente-deux liv. dix sous, ci. . . . .	3,832	10 »
L'abbé <i>Raymond</i> , aumonier des pages, toutes retenues faites, & déduction faite de la somme de cent quarante, livres employée en contribution patriotique, deux mille quatre cent quatorze livres dix sous, ci. . . . .	2,414	10 »
<i>Damefme</i> , huissier du cabinet, toutes retenues faites, sept mille six cent trente-trois livres deux sous six deniers, ci. . . . .	7,633	2 6
<i>Cabaille</i> , ancien aide d'échanfonnerie		

commun, pour remboursement & indemnité, deux mille cinq cents livres, ci.....	2,500 l.	» f. » d.
<i>Saulnier &amp; Richard</i> , gardes de la prévôté de l'hôtel, pour gratification, neuf cents livres, ci.....	900	» »
<i>Diet</i> , huissier & garçon de la chambre, toutes retenues faites, & déduction faite de la somme de six cents livres, employée en contribution patriotique, sept mille sept cent quarante-trois liv. dix-huit sous, ci.....	7,743	18 »
<i>Durnignaux</i> , officier chargé de la présentation de la gazette, pour gratification, six cents livres, ci.....	600	» »
<i>Lamarliere</i> , valet de chambre, toutes retenues faites, deux mille trois cent six livres dix-sept sous, ci.....	2,306	17 »
<i>Tourangeau</i> , aide maréchal de forge, trois mille six cents livres, ci.....	3,600	» »
<i>Trancourt</i> , secrétaire de la chambre, quatre mille cinq cents livres, ci..	4,500	» »
<i>Damin l'aîné</i> , tailleur, dix neuf mille quatre cent cinquante-neuf liv., ci..	19,459	» »
<i>Damin le jeune</i> , tailleur, dix-sept mille six cent dix-huit liv. dix sous, ci..	17,618	10 »
<i>Maillat</i> , menuisier de la chambre, toutes retenues faites, six cent vingt-une livres douze sous, ci.....	621	12 »
Trente parties prenantes, en total, deux cent vingt-huit mille quatre-vingt-seize liv. neuf sous six deniers, ci...	228,096 l.	9 f. 6 d

2.º ARRIÉRE DU DÉPARTEMENT DE LA MARINE.

*Fournitures de poudres.*

*Lavoisier, Lefaucheux, Clouet & Desauvois*, régisseurs des poudres & salpêtres à Paris, deux cent vingt mille neuf cent cinquante-deux liv. six sous dix deniers, ci. . . . . 220,952 l. 6 f. 10 d.

*Fonderies de Montcenis & Indret.*

Les administrateurs des établissemens de Montcenis & Indret, déduction faite de quatre deniers pour livres, cent quatre mille six cent onze livres onze sous cinq deniers, ci. . . . . 104,611 11 5

Deux parties prenantes, en total, trois cent vingt-cinq mille cinq cent soixante-trois livres dix-huit sous trois deniers, ci. . . . . 325,563 l. 18 f. 3 d.

3.º ARRIÉRE DU DÉPARTEMENT DE LA GUERRE.

*Indemnités accordées à quarante-huit habitans de la ville de Fougères, pour les pertes qu'ils ont éprouvées au mois d'octobre 1781, dans un incendie causé par la négligence d'un détachement du régiment d'Orléans, dragons.*

*Feutier*, vingt mille livres, ci. . . . . 20,000 l. » f. „ d  
*Veuve Dupleissis*, vingt mille liv., ci. . . . . 20,000 » »  
*Hubert*, trois cent quatre-vingts liv., ci. . . . . 380 » »  
*Cauzet*, cinq mille cinq cent soixante-seize livres, ci. . . . . 5,576 » »

<i>Jamault</i> , dix-huit cent vingt - sept livres dix sous, ci.....	1,827 l. 10 s. » d.
<i>Rouffiant</i> , quinze cent soixante - huit livres, ci.....	1,568 » »
Aux messieurs <i>Germerais &amp; le Lievre</i> , sept cents livres, ci.....	700 » »
<i>Patard</i> , cent cinquante livres, ci....	150 » »
<i>Mont-Godin</i> , quatre mille soixante-huit livres, ci.....	4,068 » »
<i>Ribou</i> , six cent cinquante livres, ci..	650 » »
<i>Goupy</i> , soixante livres, ci.....	60 » »
<i>Demarec</i> , vingt-quatre livres, ci....	24 » »
<i>Foffet</i> , soixante-six livres, ci.....	66 » »
<i>Blanchet</i> , trois mille livres, ci.....	3,000 » »
<i>Sanfont</i> , neuf cent quatre-vingt-seize livres, ci.....	996 » »
<i>Villette</i> , deux mille neuf cent trente-sept livres dix sous, ci.....	2,937 10 »
<i>Lesieur</i> , six cent vingt-cinq liv., ci....	625 » »
<i>Parin</i> , cinquante-une livres, ci.....	51 » »
<i>Lejay</i> , cent deux livres, ci.....	102 » »
<i>Lange</i> , deux cent cinquante liv., ci..	250 » »
<i>Leroi</i> , cent livres, ci.....	100 » »
<i>Coffetier</i> , vingt-quatre livres, ci....	24 » »
<i>Loris</i> , deux cents soixante-deux livres, ci.....	262 » »
<i>Métayer</i> , deux cent soixante-quatre livres, ci.....	264 » »
Femme <i>Lebreton</i> , cent vingt liv., ci.	120 » »
Fille <i>Julienne</i> l'aînée, soixante-sept liv. dix sous, ci.....	67 10 »
<i>Bret</i> , quarante-neuf liv. dix sous, ci.	49 10 »
<i>Gausset</i> , quarante-huit livres, ci....	48 » »
<i>Feuillet</i> , quatre-vingts livres, ci.....	80 » »
<i>Mercier</i> , quatre-vingts livres, ci....	80 » »



<i>Boitte</i> , quatre-vingts livres, ci.....	80 l.	» f.	» d.
<i>Paris</i> , vingt-quatre livres, ci.....	24	»	»
<i>Fille Paris</i> , douze livres, ci.....	12	»	»
<i>Duval</i> , trente livres, ci.....	30	»	»
<i>Dupont</i> , trois cent cinquante liv., ci..	350	»	»
<i>Campion</i> , soixante livres, ci.....	60	»	»
<i>Labbé</i> , quarante livres, ci.....	40	»	»
<i>Trisséau</i> , quatre-vingt-dix liv., ci...	90	»	»
<i>Alix</i> , quarante livres, ci.....	40	»	»
<i>Quentin</i> , quarante livres, ci.....	40	»	»
<i>Meslin</i> , cent quatre-vingts livres fix sous, ci.....	180	6	»
Les demoiselles <i>Gongis</i> , trois cent vingt-deux livres quinze sous, ci..	322	15	»
<i>Pierre</i> , vingt-sept livres, ci.....	27	»	»
<i>Guay &amp; Julien</i> , soixante-fix liv., ci..	66	»	»
<i>Brissault</i> , dix-huit livres, ci.....	18	»	»
<i>Perrin Guillart</i> , trente-fix livres, ci..	36	»	»
<i>Jourdain</i> , six livres, ci.....	6	»	»
<i>Tourbon</i> , quarante livres, ci.....	40	»	»
Quarante-huit parties prenantes, en total, soixante-cinq mille cinq cent quatre-vingt-huit liv. un sou, ci..	65,588 l.	1 f.	» d.

## 4.º ARRIÉRE DU DÉPARTEMENT DES FINANCES.

<i>Chaulin &amp; compagnie</i> , marchands pa- petiers, pour fournitures faites dans les bureaux du trésor public pendant le quartier d'octobre 1789, cinq mille livres, ci.....	5,000	»	»
La ci-devant comtesse de <i>Béthune</i> , comme ayant droit pour un tiers ans la succession de feu Antoine <i>Crozat</i> de Thiers, pour les intérêts			

sur le pied du denier 25, à elle appartenant, & à prendre dans les soixante mille livres qui sont dues annuellement aux cohéritiers dudit Crozat, pour intérêts d'un million cinq cent mille livres qui leur reviennent dans les trois millions à quoi, par arrêt du conseil du 24 août 1767, & suivant les lettres patentes du 27 desdits mois & an ont été liquidés les droits de propriété & autres, qui appartenoient à la succession de feu Crozat sur le canal de Picardie, réunis au domaine du roi par un autre arrêt du 23 août 1787, ci.....

60,000 l. » f. » d.

La ci-devant marquise de *Béthune* & la maréchale de *Broglie*, comme ayant droit à la succession de feu Antoine Crozat de Thiers, chacune pour les intérêts au denier vingt-cinq de sommes provenant de ladite succession, comme il est dit à l'article ci-dessus, pendant les années 1787, 1788, & 1789, ci.....

120,000 » »

Trois parties prenantes, en total, cent quatre-vingt-cinq mille livres, ci..

185,000 » »

TOTAL GÉNÉRAL..... 2,317,408 1 9

A la charge par les parties ci-dessus nommées, de se conformer aux loix de l'état, pour obtenir leur reconnaissance définitive de liquidation, & leur paiement à la caisse de l'extraordinaire.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps

administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes A Paris, le douze juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º 1087.

## L O I

*Relative au Mémoire en forme d'instruction , destiné  
pour les Colonies.*

Donnée à Paris, le 10 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 15 Juin 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, après avoir entendu la lecture des instructions proposées par les comités réunis des colonies, de marine, de constitution, d'agriculture & de commerce,

Décète que son président se retirera par devers le roi, pour le prier de les faire adresser, ainsi que le présent décret, au gouverneur de la colonie de Saint-Domingue, pour servir de mémoire & d'instruction seulement;

Que l'assemblée coloniale pourra (en se conformant aux décrets rendus pour les colonies, desquels elle ne pourra arrêter ni suspendre l'exécution) mettre provisoirement à exécution, avec l'approbation préalable du gouverneur, les dispositions des différens décrets de l'assemblée nationale rendus pour le royaume, & même celles des instructions qu'ils croiront pouvoir convenir à la colonie, à la charge de rapporter le tout au corps législatif, pour être soumis à sa délibération & à la sanction du roi;

Que pour mettre l'assemblée coloniale à même d'user de  
cette

cette faculté, il lui sera adressé à titre d'instruction seulement, un exemplaire des décrets de l'assemblée nationale, acceptés & sanctionnés par le roi.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. Mandons & ordonnons pareillement aux officiers généraux de la marine, aux commandans des ports & arsenaux, aux gouverneurs, lieutenans généraux, gouverneurs & commandans particuliers des colonies, intendans de la marine & des colonies, & à tous autres qu'il appartiendra, de se conformer à ces présentes, & de tenir la main à leur exécution. En foi de quoi nous avons fait apposer à ces présentes le sceau de l'état. A Paris, ce dix juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

---

# I N S T R U C T I O N

P O U R

## LES COLONIES FRANÇOISES.

*Contenant un projet de constitution présenté à l'Assemblée nationale, au nom des Comité de constitution, des colonies, de la marine, d'agriculture & de commerce.*

---

### COLONIE DE SAINT-DOMINGUE.

---

#### T I T R E P R E M I E R.

##### *Bases générales.*

---

#### A R T I C L E P R E M I E R.

LA colonie de Saint-Domingue fait partie de l'empire François.

#### I I.

EN conséquence, elle concourra à la délégation des pouvoirs nationaux, & nommera des députés au corps législatif & des membres au tribunal de cassation.

#### I I I.

ELLE sera, comme toutes les autres parties de l'empire, gouvernée par les pouvoirs nationaux, & par les institutions particulières établies dans son territoire, pour y excercer les fonctions qui leur seront déléguées par les loix constitutionnelles.

## I V.

LES circonstances locales & la distance qui sépare la colonie des autres parties de l'empire, exigeant des modifications dans l'application des loix constitutionnelles du royaume, celles qui régiront la colonie, seront proposées par l'assemblée coloniale & décrétées par le corps législatif; elles formeront un code particulier, & ne pourront dans la suite être changées ou modifiées par le corps législatif, si ce n'est avec le concours de l'assemblée coloniale.

## V.

LA colonie fera régie, 1.<sup>o</sup> par les loix existant avant la formation de son code constitutionnel, & qui n'auront pas été abrogées; 2.<sup>o</sup> par celles qui seront comprises dans ce code; 3.<sup>o</sup> par celles qui seront établies suivant les formes qu'il aura prescrites.

## V I.

L'ABOLITION constitutionnelle des privilèges, des ordres, du régime féodal, des vœux monastiques, des droits d'aubaine & de bâtardise, & de la confiscation dans les cas déterminés par les décrets de l'assemblée nationale, sera appliquée à la colonie.

## V I I.

LA colonie sera organisée & gouvernée suivant les dispositions énoncées dans les titres suivants.

## T I T R E I I.

*Division du territoire.*

## A R T I C L E P R E M I E R.

LA colonie de Saint-Domingue formera un département & sera divisée en districts.

## I I.

LE nombre des districts sera, ainsi que leurs limites,

déterminé par l'assemblée coloniale destinée à proposer la nouvelle organisation de la colonie, & il ne pourra excéder celui de neuf, ni être moindre de quatre.

## I I I.

CHAQUE district sera divisé en cantons.

## I V.

LES villes avec leurs banlieues & les paroisses des campagnes, formeront provisoirement les cantons. Les assemblées coloniales successives s'occuperont, à mesure que les circonstances le permettront, à rectifier l'inégalité de ces divisions, & à les rapprocher, autant qu'il sera possible, d'une étendue commune & déterminée, de sorte néanmoins que chaque canton forme toujours une commune.

## V.

LES cantons trop étendus pourront être divisés en deux ou trois sections, pour l'administration de la police & de la justice de paix.

## V I.

LA colonie sera de plus divisée en trois grandes parties, pour l'élection des députés au corps législatif & des membres du tribunal de cassation.

---

T I T R E I I I.

*Assemblées primaires & électorales.*

*Bases de représentation.*

---

A R T I C L E P R E M I E R.

LES qualités requises pour être admis aux assemblées



---

paroissiales & coloniales, & les conditions d'éligibilité, seront proposées par les assemblées coloniales actuellement existantes.

## I I.

NUL ne pourra exercer le droit de citoyen actif dans plusieurs lieux à la fois ; ni se faire représenter.

## I I I.

CEUX qui, à raison de leur domicile & de leurs propriétés, auroient le droit de citoyen actif dans plusieurs cantons, seront tenus d'opter, & de se faire inscrire chaque année dans le canton où ils voudront exercer leurs droits.

## I V.

LA réunion des citoyens actifs d'un canton, formera, selon l'objet de leur convocation, ou l'assemblée de la commune, ou une assemblée primaire.

## V.

LES citoyens actifs d'un canton, réunis, soit en un seul lieu, soit par sections, pour délibérer sur les intérêts communs du canton, formeront l'assemblée de la commune.

## V I.

LES citoyens actifs du canton, réunis pour procéder aux élections, formeront l'assemblée primaire.

## V I I.

DANS les cantons où il y aura plus de 400 citoyens actifs ; il pourra être formé plusieurs assemblées primaires, en observant qu'aucune assemblée ne pourra être formée de moins de 200 citoyens actifs absens ou présens, mais enregistrés.

## V I I I.

CHAQUE assemblée primaire nommera un électeur à raison de cinquante citoyens actifs, tant absens que présens.

## I X.

LES assemblées primaires éliront, 1°. les fonctionnaires publics électifs du canton, dont il sera parlé dans les titres suivans; 2°. les électeurs destinés à nommer les fonctionnaires publics électifs du district & de la colonie.

## X.

LES assemblées primaires se borneront aux fonctions énoncées dans le précédent article : elles ne pourront prendre aucune délibération ni arrêté : elles pourront seulement rédiger des mémoires ou instructions, & en charger les électeurs.

## X I.

DANS les cantons où il y aura plusieurs assemblées primaires, leurs scrutins seront réunis pour la nomination des officiers électifs du canton ; mais chaque assemblée primaire nommera en particulier ses électeurs.

## X I I.

TOUTE fraction au-dessus du nombre plein, donnera un électeur de plus.

## X I I I.

LES électeurs du district réunis, nommeront les fonctionnaires publics du district dont il sera parlé dans les titres suivans, & le nombre des membres de l'assemblée coloniale qui sera assigné au district, d'après la combinaison des trois bases du territoire, de la contribution & du nombre des citoyens actifs.

## X I V.

LES électeurs réunis des districts formant une des trois grandes sections de la colonie, nommeront un membre de la cour de cassation, & le nombre de députés à l'assemblée nationale qui aura été assigné à la division, d'après la combinaison des trois bases énoncées en l'article précédent.

## X V.

LES assemblées primaires seront convoquées aux époques déterminées par la loi, par les procureurs-syndics des districts. Ces époques seront provisoirement fixées par l'assemblée coloniale.

## X V I.

LES assemblées primaires & électorales de la colonie s'organiseront & procéderont pour l'élection de leur président, de leurs secrétaires & des scrutateurs, ainsi que pour l'élection des électeurs & des officiers publics qu'elles auront à nommer, ainsi qu'il est prescrit par les décrets de l'assemblée nationale pour les autres départemens.

## X V I I.

LES citoyens réunis en assemblée primaire, ne pourront procéder à aucune élection avant d'avoir prêté le serment civique, & les électeurs réunis en assemblée électorale, avant d'avoir prêté le serment des fonctionnaires publics. Toutes leurs opérations seront nulles, dans le cas où elles auroient omis cette condition essentielle.

## X V I I I.

LE serment des fonctionnaires publics sera le serment civique, auquel seront ajoutés ces mots : *Et de remplir avec intégrité les fonctions qui me sont confiées.* Il sera commun

à tous les fonctionnaires publics auxquels il n'aura point été assigné de serment particulier.

X I X.

LES assemblées primaires & électorales décideront provisoirement les contestations sur la qualité de citoyen actif & l'éligibilité des personnes qui s'y présenteront, sauf le recours aux tribunaux, conformément aux décrets de l'assemblée nationale pour les autres départemens.

X X.

NUL ne pourra se présenter dans les assemblées primaires en uniforme, non plus qu'avec des pistolets, épées, bâtons ou armes quelconques.

X X I.

LES assemblées primaires ou électorales feront elles-mêmes leur police intérieure; elles exclueront & priveront du droit de suffrage ceux qui contreviendroient aux dispositions portées dans le précédent article.

X X I I.

LES magistrats chargés de la police & de la réquisition de la force publique, dans le lieu où elles seront assemblées, seront tenus d'assurer leur tranquillité & leur liberté, & d'empêcher que personne n'y arrive & n'en approche avec aucune espèce d'armes.

X I I I.

LES contestations sur les formes observées dans les assemblées primaires, & sur la régularité des élections, seront portés au directoire de district, avec recours à l'assemblée coloniale ou à ses commissaires intermédiaires, & ensuite au corps législatif.

X X I V.

LES contestations de la même nature, relativement aux  
assemblées

assemblées électorales, seront portées à l'assemblée coloniale ou à ses commissaires intermédiaires, avec recours au corps législatif.

## X X V.

LA décision de l'assemblée coloniale ou des commissaires intermédiaires, sera provisoirement exécutée dans les cas prévus par les deux articles précédens, sans qu'il soit besoin de l'approbation du gouverneur.

## T I T R E I V.

*Législation.*§. I.<sup>er</sup>*Bases.*

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES loix qui régiront la colonie, seront distinguées en loix constitutionnelles & sur l'état des personnes, loix réglementaires sur le régime intérieur, loix concernant les contributions.

## I I.

LES loix constitutionnelles de la colonie, décrétées par le corps législatif sur la proposition de l'assemblée coloniale, ne pourront être changées ni modifiées par le corps législatif, si ce n'est sur la demande formelle & précise, ou du consentement exprès de l'assemblée coloniale.

## I I I.

LE corps législatif statuera exclusivement & souverainement.

ment, avec la sanction du roi, sur le régime extérieur ; c'est-à-dire, 1.<sup>o</sup> sur les loix qui règlent le commerce extérieur de la colonie, sur celles qui assurent l'observation de ce régime par l'établissement des moyens de surveillance, la poursuite, le jugement & la punition des contraventions, & celles qui règlent & maintiennent l'exécution des engagements entre les habitans de la colonie & le commerce ; 2.<sup>o</sup> sur les loix & réglemens qui concernent la défense & la protection de la colonie, la partie militaire & administrative de la guerre & de la marine.

#### I V.

L'ASSEMBLÉE coloniale pourra faire sur les mêmes objets toutes demandes & représentations ; mais elles ne seront considérées que comme de simples pétitions, & ne pourront être converties dans la colonie en réglemens provisoires ; sauf néanmoins les exceptions extraordinaires & momentanées relatives à l'introduction des subsistances, lesquelles pourront avoir lieu à raison d'un besoin pressant, constaté suivant les formes qui seront prescrites, & d'après un arrêté de l'assemblée coloniale ou de ses commissaires intermédiaires, approuvé par le gouverneur.

#### V.

LES loix & réglemens sur le régime intérieur, c'est-à-dire, ceux qui concernent la colonie, indépendamment & séparément de ses rapports de commerce & de protection avec la métropole, seront proposés par l'assemblée coloniale, pourront être exécutés provisoirement avec l'approbation du gouverneur, & seront soumis à la délibération du corps législatif & à la sanction du roi.

#### V I.

LA législation relative aux contributions sera réglée ainsi qu'il suit :

Les contributions perçues dans la colonie, ne pourront excéder les frais de son gouvernement & de sa protection en temps de paix, & ceux de ses dépenses locales ; toute contribution perçue dans la colonie sera appliquée à ces objets.

Les dépenses du gouvernement & de la protection en temps de paix, sont celles de l'assemblée coloniale, du gouverneur, de la police, de l'administration dans toutes les parties, de la justice, de la force publique & de tout ce qui sert à l'entretenir.

Les dépenses locales sont celles des ponts & chaussées, des hôpitaux, de l'éducation publique, & de toutes les autres institutions à l'usage de la colonie en général, ou des districts & cantons en particulier, qui ne sont pas partie du gouvernement ou des moyens de défense employés à la protection de la colonie.

De ces deux classes de dépenses, résulteront deux espèces de contributions : la contribution fixe & la contribution variable. La contribution fixe comprendra toute la somme nécessaire au gouvernement & à la protection de la colonie en temps de paix, non compris les dépenses des fortifications & celles de la station, qui seront à la charge du trésor national.

La somme de la contribution fixe & le détail des objets qu'elle est destinée à acquitter, seront déterminés définitivement par la prochaine législature, après avoir reçu les instructions de l'assemblée coloniale, sur la totalité des dépenses qui résulteront de la nouvelle organisation de la colonie, & celles qui sont nécessaires pour sa protection en temps de paix.

Cette somme sera décrétée chaque année par le corps législatif : la quotité pourra en être changée sur les instructions qui seront adressées par l'assemblée coloniale, dans les cas où la somme des dépenses qu'elle est destinée à acquitter, seroit augmentée ou diminuée ; mais la fixation & l'énumération de ces objets de dépense à la charge de la colonie, ayant été arrêtées avec la constitution, il ne lui en sera point

assigné de nouveaux, si ce n'est en suivant la forme prescrite pour modifier ses lois constitutionnelles.

La somme de la contribution fixe étant ainsi déterminée & décrétée par le corps législatif, le mode d'imposition employé pour la percevoir, sera proposé & arrêté par l'assemblée coloniale, avec l'approbation du gouverneur, suivant les règles prescrites ci-dessus relativement aux réglemens du régime intérieur.

Quant à la contribution variable, c'est-à-dire, celle qui comprendra la somme nécessaire aux dépenses locales de la colonie, des districts & des cantons, le corps législatif déterminera chaque année, sur les demandes & instructions qui lui seront adressées par l'assemblée coloniale, une somme que l'assemblée coloniale ne pourra excéder sans son autorisation. Cette somme étant fixée, l'assemblée coloniale arrêtera le mode & la quotité de l'imposition, avec l'approbation du gouverneur, suivant les règles prescrites ci-dessus pour les réglemens du régime intérieur.

## §. I I.

### *Députation de la colonie au corps législatif.*

---

## A R T I C L E P R E M I E R.

LA colonie pourra envoyer au corps législatif dix-huit députés; ce nombre sera réparti par l'assemblée coloniale entre les trois grandes sections de la colonie, dans les proportions des trois bases de la population, du territoire & des contributions.

## I I.

LES pouvoirs, les fonctions & les obligations de ces députés, seront les mêmes que ceux de tous les autres membres du corps législatif.



## T I T R E V.

*Administration.*§. I.<sup>er</sup>*Bases.*

## A R T I C L E P R E M I E R.

L'ADMINISTRATION relative aux objets du régime intérieur sera confiée , dans la colonie comme dans les autres départemens du royaume, à des administrateurs élus par des citoyens, & liée au pouvoir exécutif suivant les rapports établis par la constitution.

## I I.

IL y aura dans la colonie une assemblée coloniale, des commissaires intermédiaires, des directoires de district & des syndics-municipaux, dont les fonctions correspondront à celles du gouverneur, & à celles d'un officier qui sera établi dans la colonie sous le titre de directeur général d'administration.

## I I I.

TOUTES les délibérations sur l'administration intérieure de la colonie, seront arrêtées par l'assemblée coloniale ou ses commissaires intermédiaires, provisoirement exécutées avec l'approbation du gouverneur, & soumises à la délibération du corps législatif & à la sanction du roi.

## I V.

CES délibérations seront exécutées par les directoires de

district & les officiers municipaux, sous les ordres & la surveillance du directeur général d'administration.

## V.

LA délibération & l'exécution seront entièrement distinctes. L'assemblée coloniale & ses commissaires intermédiaires n'exerceront aucune fonction exécutive. Le directeur général, le directoire & les syndics municipaux, considérés comme délégués de l'administration, ne pourront rien arrêter qui ne soit la suite & l'exécution des délibérations de l'assemblée coloniale.

## §. I I.

*Assemblée coloniale & commissaires intermédiaires.*

## A R T I C L E P R E M I E R.

L'ASSEMBLÉE coloniale de Saint-Domingue sera composée de soixante membres.

## I I.

CES membres seront élus au scrutin par les corps électoraux des districts, à la majorité absolue des voix, & répartis entre les districts, dans les proportions des trois bales de l'étendue du territoire, des contributions & du nombre des citoyens actifs.

## I I I.

LES conditions d'éligibilité seront les mêmes que celles qui seront nécessaires pour être électeurs.

## I V.

LES membres de l'assemblée coloniale seront renouvelés par moitié tous les ans, & ceux qui sortiront, ne pourront être réélus qu'après un an d'intervalle.

## V.

L'ASSEMBLÉE coloniale sera purement délibérante, &

n'aura aucunes fonctions exécutives ; les actes porteront le titre d'arrêts.

## V I.

LES fonctions de l'assemblée coloniale seront ,

1.<sup>o</sup> Celles qui ont été énoncées au titre IV , relativement au règlement du régime intérieur & à l'établissement de l'impôt.

2.<sup>o</sup> Relativement à l'administration , elle fera entre les districts la répartition des contributions directes , c'est-à-dire , de l'imposition connue aujourd'hui sous le nom d'imposition municipale , & autres impositions directes qui pourroient être établies à l'avenir. Elle réglera les travaux & les dépenses de l'administration intérieure dans toute l'étendue de la colonie , & délibérera généralement sur tous les objets qui sont de la compétence des conseils de département.

3.<sup>o</sup> Elle surveillera par elle-même ou par ses commissaires intermédiaires , la gestion du directeur général d'administration ; elle recevra & vérifiera les comptes , qui seront ensuite définitivement arrêtés par le corps législatif ; elle surveillera aussi le trésorier général de la colonie , vérifiera & approuvera le cautionnement qu'il sera tenu de fournir.

4.<sup>o</sup> Elle décidera , sauf le recours au corps législatif , mais sans que ses décisions puissent être soumises à l'approbation du gouverneur , toutes les contestations sur la validité des assemblées primaires & électorales , & les formes qui y auront été suivies.

5.<sup>o</sup> Elle arrêtera définitivement les comptes des syndics municipaux , relativement aux recettes & dépenses particulières & locales de leurs cantons ; les arrêtés sur cet objet ne seront point soumis à l'approbation du gouverneur.

## V I I.

Tous les arrêtés de l'assemblée coloniale , excepté ceux qui sont relatifs à sa police intérieure & autres objets qui

auront été expressement exceptés par la constitution , seront soumis à l'approbation du gouverneur ; ils s'exécuteront provisoirement avec cette approbation , & seront soumis ensuite à la délibération du corps législatif & à la sanction du roi , pour les dispositions réglementaires ; à la délibération du corps législatif & à l'acceptation du roi , pour ce qui concerne l'impôt.

## V I I I.

L'EXÉCUTION provisoire des arrêtés de l'assemblée coloniale , approuvés par le gouverneur , sera continuée aussi long-tems que le corps législatif & le roi n'auront rien prononcé de contraire.

## I X.

L'ASSEMBLÉE coloniale se rassemblera tous les ans à l'époque qui sera fixée , sur la proposition de l'assemblée coloniale actuelle. Sa session ordinaire sera de deux mois : elle pourra la prolonger d'un mois si les affaires l'exigent ; mais ce temps passé , sa session ne pourra être continuée sans l'autorisation du gouverneur.

## X.

L'ASSEMBLÉE coloniale , avant de se séparer , adressera par duplicata le procès-verbal de sa session au corps législatif & au roi , avec les demandes & les observations qu'elle croira devoir y joindre , pour que , sur ces observations & sur celles qui seront pareillement adressées par le gouverneur de la colonie & le directeur général d'administration , le corps législatif & le roi prononcent & statuent sur ce qu'il appartiendra.

## X I.

L'ASSEMBLÉE coloniale pourra être rassemblée extraordinairement par un arrêté des commissaires intermédiaires , approuvé par le gouverneur ; mais ce rassemblement  
extraordinaire

extraordinaire ne pourra retarder ni empêcher qu'elle ne se forme à l'époque ordinaire. Ses sessions ne pourront être retardées ou empêchées que par un décret du corps législatif.

## X I I.

LA durée ordinaire de la session de l'assemblée coloniale ne pourra être abrégée que d'après un décret du corps législatif, ou par un arrêté de cette assemblée approuvé par le gouverneur.

## X I I I.

L'ASSEMBLÉE coloniale décidera seule de la publicité de ses séances, à laquelle les agens du pouvoir exécutif ne pourront mettre aucun obstacle. Le gouverneur sera tenu, pendant la durée de la session, de prendre sur la réquisition de l'assemblée, toutes les mesures nécessaires pour assurer sa liberté & sa tranquillité, & celle de chacun de ses membres.

## X I V.

L'ASSEMBLÉE coloniale ne pourra prendre de délibérations, si elle n'est composée que de la moitié de ses membres, plus un.

## X V.

LE premier acte de l'assemblée coloniale, au commencement de chaque session, sera la prestation du serment exigé des fonctionnaires publics, par chacun de ses membres individuellement.

## X V I.

LES membres de l'assemblée coloniale ne pourront être jugés dans la colonie, relativement à l'exercice de leurs fonctions; mais sur les plaintes portées au corps législatif, ou sur la connoissance qu'il aura prise des actes de l'assem-

blée coloniale, il pourra mander l'assemblée, ou une partie de ses membres, la suspendre de ses fonctions, la dissoudre, même statuer à l'égard de tous ou de quelques-uns de ses membres, qu'il y a lieu à accusation, & les renvoyer pour être jugés devant la haute cour nationale.

### X V I I.

L'ASSEMBLÉE coloniale nommera, à la fin de chaque session ordinaire, vingt-un de ses membres, pour exercer jusqu'à la session suivante, sous le nom de commissaires intermédiaires, les fonctions qui seront indiquées ci-après.

### X V I I I.

CES commissaires seront partagés en trois sections, composées chacune de sept membres, pour exercer successivement les fonctions qui leur seront confiées. Deux de ces sections résideront & exerceront leurs fonctions pendant trois mois chacune; la troisième les remplira pendant le temps qui s'écoulera jusqu'à la prochaine session de l'assemblée coloniale.

### X I X.

LES commissaires intermédiaires n'exerceront aucune fonction exécutive, même en administration; l'exécution des arrêtés de l'assemblée coloniale en cette partie, étant exclusivement confiée aux directoires de district & au directeur général d'administration.

### X X.

LES fonctions des commissaires intermédiaires seront,  
1.<sup>o</sup> De surveiller l'exécution des arrêtés de l'assemblée coloniale, dans la partie de finance & d'administration.  
2.<sup>o</sup> De prononcer provisoirement sur les objets de la com-

pétence de l'assemblée coloniale, qui ne pourroient recevoir aucun retard, tels que l'introduction des subsistances dans les momens de disette, la décision des contestations soumises à l'assemblée coloniale, & les dispositions nouvelles nécessaires pour l'éclaircissement ou l'exécution des arrêtés pris par l'assemblée coloniale.

## X X I.

L'ASSEMBLÉE coloniale pourra, avant de se séparer, donner à ses commissaires intermédiaires les instructions qu'elle jugera convenables pour les diriger dans l'exercice de leurs fonctions.

## X X I I.

Tous les arrêtés des commissaires intermédiaires, autres que ceux qui seront formellement exceptés par la constitution, seront soumis à l'approbation du gouverneur. Aucun arrêté non approuvé ne pourra entraver la marche de l'administration, ni suspendre l'exécution des loix ou des arrêtés précédemment rendus & approuvés.

## X X I I I.

LES arrêtés des commissaires intermédiaires n'auront de force que jusqu'à la prochaine session de l'assemblée coloniale, dont la confirmation expresse sera nécessaire pour autoriser la continuation de leur exécution.

## X X I V.

LORSQUE l'assemblée coloniale se rassemblera, elle examinera les opérations des commissaires intermédiaires; elle prononcera définitivement sur les décisions qu'ils auront rendues; elle confirmera ceux de leurs arrêtés dont elle voudra continuer l'exécution, & pourra présenter de nouveau à l'approbation du gouverneur, ceux auxquels cette approbation auroit été refusée.

## §. I I I.

*Directoires.*

---

## A R T I C L E P R E M I E R.

IL y aura dans chaque district un directoire d'administration, composé de cinq administrateurs & d'un procureur-syndic.

## I I.

LES membres de ce directoire seront choisis par le corps électoral du district, à la majorité absolue des voix; ils seront nommés pour deux ans, & pourront être réélus.

## I I I.

LES administrateurs pourront délibérer au nombre de trois: le procureur-syndic exercera les fonctions attribuées aux procureurs-syndics auprès des assemblées administratives.

## I V.

LES fonctions de ces directoires seront de répartir l'imposition directe entre les cantons du district; d'ordonner & de faire faire, suivant les formes qui seront établies, la répartition de ces mêmes impositions entre les contribuables de chaque canton, & de décider les contestations qui peuvent y être relatives;

De surveiller & d'assurer, sur la poursuite des receveurs & par les moyens établis par la loi, la perception des impositions directes & leur versement dans la caisse de district;

De décider, sauf le recours à l'assemblée coloniale, les contestations relatives aux formes observées dans les assem



blées primaires, & à la validité des élections qui y auroient été faites;

De vérifier & d'arrêter, sauf le recours à l'assemblée coloniale, les comptes des syndies municipaux, relativement à l'administration des intérêts de leurs cantons;

D'exécuter & faire exécuter dans l'étendue du district, sous l'autorité du directeur général d'administration, les arrêtés de l'assemblée coloniale en matière d'administration.

#### V.

LE recours des décisions rendues par les directoires de district, sur les contestations relatives à l'assiette & à la perception des contributions directes, sera porté devant les directoires de district voisins, conformément à ce qui sera réglé sur l'appel des jugemens des tribunaux.

#### V I.

LES fonctions des directoires étant bornées à l'expédition des affaires & à l'exécution des arrêtés de l'assemblée coloniale, ils ne pourront prendre aucune délibération pour ordonner des emprunts ou impositions locales, des entreprises nouvelles, des travaux extraordinaires, & autres résolutions qui n'auroient pas été arrêtées par l'assemblée coloniale; mais ils feront tenus d'adresser tant à cette assemblée, qu'aux commissaires intermédiaires & au directeur général d'administration, leurs instructions & leurs demandes sur tout ce qui intéressera leur district.

#### V I I.

LES arrêtés de l'assemblée coloniale seront adressés aux directoires de district, par le directeur général chargé en chef & responsable de l'exécution de ces arrêtés en matières d'administration. Ils recevront des ordres de lui, & lui rendront compte de leurs travaux par une correspon-

dance suivie, & l'envoi régulier de leurs procès-verbaux aux époques qui seront fixées.

### V I I I.

ILS adresseront pareillement leurs procès-verbaux à l'assemblée coloniale, lorsqu'elle sera séante, & aux commissaires intermédiaires, afin qu'une surveillance continuelle puisse s'exercer tant sur leur conduite que sur celle du directeur général d'administration.

### I X.

SI l'exécution des arrêtés de l'assemblée coloniale ou des commissaires intermédiaires leur paroît exiger une interprétation ou des dispositions nouvelles, ils pourront adresser leurs doutes à l'assemblée coloniale ou aux commissaires intermédiaires, en en donnant connoissance au directeur général, & sans préjudice de l'exécution des ordres qu'ils auroient pu recevoir de lui.

### X.

ILS pourront également adresser immédiatement à l'assemblée coloniale, aux commissaires intermédiaires, au corps législatif & au roi, leurs plaintes contre le directeur général d'administration, sans préjudice de l'exécution des ordres qu'il est autorisé à leur donner.

### X I.

IL sera établi auprès de chaque directoire, un seul receveur pour toutes les contributions directes & indirectes, & autres revenus publics perçus dans le district.

### X I I.

LE receveur sera nommé par les membres du directoire, au scrutin & à la majorité absolue des suffrages. Il sera nommé pour six ans, & pourra être réélu après ce terme.

## X I I I.

LE receveur fera tenu de fournir un cautionnement en immeubles, qui fera au moins de la valeur libre du quart de la recette pendant l'année où il fera nommé.

## X I V.

CE cautionnement fera reçu par les membres du directoire, lesquels, en cas de faillite du receveur, seront responsables de la solidité & de la valeur du cautionnement, conformément à l'article ci-dessus.

## X V.

LES membres du directoire seront tenus d'exercer sur le receveur du district une surveillance exacte, & dont les formes seront prescrites; ils seront, dans le cas de faillite dudit receveur, solidairement & personnellement responsables du déficit, s'ils ne justifient de les avoir fidèlement observées.

## X V I.

LE receveur du district fera faire dans chaque canton la perception des impositions directes. Il fera ou fera faire également dans toute l'étendue du district, la perception des contributions indirectes, & la recette de tous les revenus nationaux. Les commis & préposés qu'il emploiera pour ces différentes recettes, seront nommés par lui, & il en fera responsable.

## X V I I.

IL sera tenu de verser le produit de ces différentes recettes, aux termes qui seront fixés, dans la caisse générale de la colonie, à l'exception des sommes qui seront payées sur les lieux, d'après les ordonnances & mandats du directeur général d'administration.

## X V I I I.

LES directoires ne pourront disposer des fonds de la caisse de district, que sur les ordonnances & mandats du directeur général, ni contrarier leur versement dans la caisse générale de la colonie, à peine de prévarication.

## X I X.

LES comptes des receveurs de district seront vérifiés par les directoires, & arrêtés par le trésorier général.

## X X.

LES contestations qui pourroient s'élever sur ces comptes, entre les receveurs de district & le trésorier général, seront décidées par le directeur général, qui demeurera responsable de l'application des fonds.

## X X I.

L'ASSEMBLÉE coloniale proposera & déterminera provisoirement, avec l'approbation du gouverneur, les émolumens qui seront attribués aux membres des directoires & aux receveurs de district.

## §. V.

*Syndics Municipaux.*

---

## A R T I C L E P R E M I E R.

IL y aura un syndic municipal dans chaque canton, & trois syndics municipaux dans les villes du Cap, du Port-au-Prince, des Cayes & autres où l'assemblée coloniale les jugeroit nécessaires.

## I I.

LES syndics municipaux seront élus par l'assemblée  
primaire

primaire, parmi les citoyens du canton, ayant les qualités nécessaires pour être électeurs; ils seront nommés pour deux ans, & pourront être continués.

## I I I.

LES syndics municipaux exerceront des fonctions de deux natures.

En qualité de délégués de l'administration générale, ils seront chargés dans l'étendue du canton, de la répartition des contributions directes, de la surveillance & de la direction des travaux & des établissemens publics, & généralement de l'exécution des arrêtés de l'assemblée coloniale en matière d'administration.

En qualité d'administrateurs particuliers des intérêts du canton, ils seront chargés, sous l'inspection & la surveillance du directoire de district, de la régie des biens & des revenus communs du canton, de la direction des travaux, & de la gestion de toutes les affaires qui le concernent particulièrement.

## I V.

LES syndics municipaux seront bornés aux fonctions purement administratives, la juridiction de police & le maintien de l'ordre public étant confiés aux juges de paix.

## V.

Les syndics municipaux seront entièrement subordonnés aux directoires de district & au directeur général d'administration, & ne seront soumis à aucune inspection, relativement aux fonctions qu'ils auront à exercer par délégation de l'administration générale.

## V I.

Relativement à la gestion des affaires du canton, il sera nommé deux notables dans les cantons où il n'existera

qu'un syndic municipal ; & dans les villes où il sera établi trois syndics municipaux , il sera nommé quatre notables,

1.<sup>o</sup> Pour délibérer avec les syndics dans le cas où il s'agira de délibérer

Sur des acquisitions ou aliénations d'immeubles ;

Sur la demande à faire à l'assemblée coloniale, pour être autorisé à emprunter ou à imposer pour les dépenses locales ;

Sur des travaux à entreprendre ; sur l'emploi du prix des ventes, des remboursemens ou des recouvremens ;

Sur les procès à intenter ou à soutenir ;

2.<sup>o</sup> Pour recevoir à des époques fixes , les comptes de ces mêmes syndics , relativement à la gestion des affaires du canton.

#### V I I.

Les délibérations des syndics municipaux réunis aux notables, seront soumises à l'approbation du directoire du district. Les comptes de ces mêmes syndics, après avoir été reçus par les notables, seront vérifiés par les directoires de district, & arrêtés définitivement par l'assemblée coloniale.

#### V I I I.

Les syndics municipaux feront la collecte & l'emploi des impositions locales du canton, & ils en feront comptables.

#### I X.

L'assemblée coloniale proposera & déterminera provisoirement les émolumens qui peuvent être attribués aux syndics municipaux.

---

### T I T R E V I.

#### *Pouvoir exécutif.*

Les fonctions du pouvoir exécutif seront exercées en

---

chef dans la colonie , par un gouverneur & un directeur général d'administration.

§. I.<sup>er</sup>

*Gouverneur.*

---

A R T I C L E P R E M I E R.

Le gouverneur de la colonie sera nommé & révoqué par le roi.

I I.

Les fonctions du gouverneur seront de donner son approbation provisoire aux arrêtés de l'assemblée coloniale ou des commissaires intermédiaires ;

De publier & faire publier dans la colonie ces mêmes arrêtés , ainsi que les décrets du corps législatif & les proclamations du roi ;

D'assurer & maintenir , par les moyens constitutionnels , l'exécution des loix & arrêtés ;

De pourvoir provisoirement dans la colonie aux places qui sont à la nomination du roi , autres que celles dont la nomination provisoire sera attribuée au directeur général d'administration.

Il pourra de plus avoir le commandement en chef des forces de terre & de mer , employées à la protection de la colonie.

I I I.

Le gouverneur sera pleinement libre , sous sa responsabilité , d'accorder ou refuser son approbation aux arrêtés de l'assemblée coloniale & des commissaires intermédiaires.

I V.

Le corps législatif pourra lui donner des instructions sur





» arrêté. En conséquence & en vertu des mêmes pouvoirs ;  
» mandons & ordonnons à tous corps administratifs &  
» tribunaux de la partie Française de Saint-Domingue &  
» dépendances , que les présentes ils fassent transcrire sur  
» leurs registres , lire , publier & exécuter dans leurs ressorts  
» respectifs , jusqu'à ce qu'il ait été autrement décidé par  
» le corps législatif & le roi.

## V I I I.

L'arrêté revêtu de cette proclamation , sera ensuite envoyé à tous les corps administratifs de la colonie ; par le directeur général d'administration , aux commissaires du roi auprès des différens tribunaux de la colonie , lesquels en requerront pareillement la transcription sur les registres de leurs tribunaux respectifs.

## I X.

Si le gouverneur ne donne pas dans les huit jours son approbation à l'arrêté qui lui a été présenté par l'assemblée coloniale ou les commissaires intermédiaires , il sera tenu de leur adresser , avant l'expiration de ce terme , des observations contenant les motifs qui l'ont empêché d'approuver.

## X.

Ces motifs étant parvenus à l'assemblée coloniale ou aux commissaires intermédiaires , ils pourront insister sur la proposition de l'arrêté & en ce cas , le gouverneur sera tenu de prononcer dans l'espace de trois jours ; après la réquisition qui lui aura été faite , son approbation ou son refus.

## X I.

LE refus d'approuver sera conçu en ces termes :

» Nous , gouverneur , &c. en vertu des pouvoirs qui  
» nous ont été confiés par la nation & le roi , déclarons  
» ne pouvoir donner notre approbation à l'arrêté ci-dessus.»

## X I I.

Si l'assemblée coloniale ou les commissaires intermédiaires laissent écouler un mois après la réception des observations , sans requérir l'approbation de l'arrêté, ou si avant l'expiration du mois , ils représentent cet arrêté avec des modifications , la réquisition faite après le mois , ou la représentation de l'arrêté modifié , seront considérées comme des propositions nouvelles , & donneront lieu aux délais & aux formalités énoncées dans les articles précédens.

## X I I I.

Le gouverneur pourra en tout temps , soit d'après le changement des circonstances , soit d'après les nouvelles instructions qui lui auroient été données , accorder son approbation à un arrêté auquel il l'auroit refusée précédemment , lorsqu'il lui sera présenté de nouveau.

## X I V.

Le gouverneur sera tenu d'adresser au corps législatif & au roi les procès-verbaux de l'assemblée coloniale & des commissaires intermédiaires , avec ses approbations , refus & observations sur leurs arrêtés.

## X V.

De plus , lorsque le gouverneur aura refusé son approbation à un arrêté de l'assemblée coloniale , celle-ci pourra requérir que l'arrêté & le refus du gouverneur soient adressés immédiatement au corps législatif & au roi , avec les motifs qui auront pu être respectivement communiqués & les pièces employées à l'appui de ces motifs. Les expéditions seront vues & certifiées par le gouverneur & par le président de l'assemblée coloniale , & le gouverneur sera responsable des mesures qu'il sera obligé de prendre

pour les faire arriver promptement & sûrement à leur destination.

## X V I.

LES décrets du corps législatif & les proclamations du roi concernant la colonie, seront adressés au gouverneur par le ministre de la marine & des colonies. Le gouverneur en fera remettre une expédition contresignée de lui; à l'assemblée coloniale ou aux commissaires intermédiaires, & il en fera faire l'envoi aux tribunaux & corps administratifs, par le directeur général d'administration, toujours sans autre formalité que son contrescing, servant à attester l'authenticité de l'acte & la fidélité des copies qui seront expédiées.

## X V I I.

LE gouverneur donnera des ordres à la force publique pour assurer l'exécution des loix & le maintien de l'ordre intérieur, sur la réquisition des corps & officiers civils, requérant chacun suivant ses fonctions, dans son arrondissement.

## X V I I I.

IL pourra faire agir la force publique pour le maintien de l'ordre intérieur dans l'étendue de toute la colonie, d'après un arrêté de l'assemblée coloniale ou des commissaires intermédiaires, auquel il aura donné son approbation.

## X I X.

IL pourra faire des proclamations pour rappeler l'exécution des loix, & ordonner aux corps & officiers civils & aux agens de la force publique, d'y tenir la main, chacun suivant leurs fonctions.

## X X.

LE gouverneur commettra provisoirement en cas de

vacance , aux places de commissaire du roi auprès des tribunaux , à celles de capitaine de port , & à celles d'officiers de santé pour le service des hôpitaux militaires : il concourra par son choix , à l'avancement des officiers de la gendarmerie nationale , suivant ce qui sera statué dans l'organisation de ce corps , expédiera provisoirement des patentes aux juges élus par les citoyens.

### X X I.

LE gouverneur pourra exercer le commandement en chef des forces de terre & de mer employées à la protection de la colonie , avec les fonctions & les pouvoirs militaires qui y seront attachés.

### X X I I.

LE gouverneur sera responsable , suivant les loix générales qui sont décrétées sur la responsabilité des agens du pouvoir exécutif , de toutes les infractions aux loix , aux ordres & aux instructions qui lui auront été données , des attentats contre la liberté & la sûreté générale & individuelle dont il pourroit se rendre coupable ; mais il ne pourra être jugé criminellement , ou poursuivi en réparation civile à raison de ses fonctions , que d'après un décret du corps législatif , auquel seront adressés les plaintes formées contre lui.

### X X I I I.

LA prescription de l'action en responsabilité contre le gouverneur , aura lieu conformément à ce qui a été statué pour le ministre de la marine & des colonies.

### X X V I.

LE roi pourra nommer un ou plusieurs lieutenans du gouverneur , pour remplir les fonctions de gouverneur en  
cas

cas de vacance ou d'absence hors de la colonie. A défaut d'un lieutenant de gouverneur, ces fonctions seront remplies dans le même cas, par l'officier militaire le plus avancé en grade, & en cas d'égalité entre plusieurs officiers, par celui qui aura le plus de service en ce grade dans la colonie.

## X X V.

LA place de commandant des forces militaires pouvant être distincte de celle de gouverneur, lorsque ce commandement deviendra vacant par la mort ou l'absence du titulaire, le commandement militaire passera à l'officier qui y sera appelé par les ordres du roi, & au défaut de pareils ordres, à l'officier le plus avancé en grade.

## §. I I.

*Directeur général.*

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES fonctions confiées au pouvoir exécutif, relativement à l'administration & aux finances, seront exercées en chef dans la colonie, & sous les ordres du ministre, par un officier nommé par le roi, portant le titre de directeur général d'administration.

## I I.

SES fonctions seront, 1.<sup>o</sup> celles qui sont actuellement attribuées à l'intendant, relativement à l'administration de la guerre & de la marine. L'assemblée coloniale pourra présenter ses vues sur les changemens & les améliorations qui pourroient être faits en cette partie, sur laquelle il est réservé au corps législatif & au roi de statuer, même provisoirement.

2.<sup>o</sup> La surveillance sur la perception & le versement des contributions à la caisse de la colonie, & l'application de

ces fonds aux dépenses générales & locales ; le tout d'après les décrets du corps législatif fonctionnés par le roi, les ordres du ministre donnés en conséquence, & les arrêtés de l'assemblée coloniale approuvés par le gouverneur.

3.<sup>o</sup> Les fonctions d'exécuter & faire exécuter par les directoires de district, les syndics de cantons & tous autres préposés, les arrêtés de l'assemblée coloniale & les ordres du roi, relativement à l'administration intérieure de la colonie, la surveillance & la direction, conformément à ces mêmes ordres & arrêtés, des travaux & des établissemens publics ; la passation des marchés & adjudications pour le service intérieur de la colonie, en exécution de ces mêmes ordres & arrêtés.

## I I I.

LES commissaires & autres préposés à l'administration de la guerre & de la marine, seront sous les ordres du directeur général, lequel, en cas de vacance, pourvoira provisoirement à leur remplacement. Il n'est rien innové, quant à présent, sur le nombre, le traitement & le service de ces officiers, dont le corps législatif s'occupera en statuant définitivement sur la constitution de la colonie.

## I V.

IL y aura un trésorier général de la colonie, lequel sera nommé par le roi, & provisoirement par le directeur général. Le cautionnement qu'il sera tenu de fournir, & dont la somme sera déterminée, sera vérifié & approuvé par l'assemblée coloniale ou ses commissaires intermédiaires.

## V.

CE trésorier sera simple dépositaire ; il recevra les fonds des receveurs particuliers ; il aura également le dépôt des fonds qui pourront être envoyés de France pour les dépenses de la colonie, & ne payera que sur les ordonnances & mandats

du directeur général. Le gouverneur, l'assemblée coloniale ou ses commissaires intermédiaires, pourront en tout temps prendre connoissance de l'état de la caisse; il rendra chaque année un compte public de ce qu'il aura reçu & payé. Ce compte sera reçu par le directeur général qui, après l'avoir approuvé, demeurera seul responsable.

## V I.

LES contestations qui pourront s'élever sur ces comptes entre le trésorier général & le directeur général, seront décidées comme celles sur la comptabilité générale en France, auquel effet les pièces seront envoyées avec les observations respectives au corps législatif & au roi.

## V I I.

LE directeur général, tant par lui-même que par les directoires qui lui sont subordonnés, exercera la surveillance sur les receveurs de district & autres receveurs particuliers des contributions, & sur le trésorier général, & tiendra la main à la perception de toutes les contributions & à leur versement, aux termes fixés, des caisses particulières dans la caisse générale de la colonie.

## V I I I.

AU moyen de l'établissement des receveurs de district & d'un trésorier général de la colonie, les places de receveur des octrois, receveur général de l'imposition municipale & des droits domaniaux, seront supprimées.

## I X.

LE directeur général enverra aux directoires de district les décrets sanctionnés ou acceptés par le roi, les proclamations du roi & les arrêtés de l'assemblée coloniale approuvés par le gouverneur. Il correspondra avec ces directoires, leur donnera les ordres nécessaires pour l'exécution de ces mêmes décrets, proclamations & arrêtés, tant par eux-mêmes

que par les syndics des cantons, & veillera à ce qu'ils ne s'écartent pas des fonctions qui leur sont prescrites par la constitution.

### X.

SI un directoire s'écarte de ses devoirs d'une manière grave & capable de faire prononcer sa destitution, ou si malgré des avertissemens & des ordres réitérés, il persiste à se refuser à l'exécution des décrets & arrêtés, à agir contre ces mêmes décrets & arrêtés, ou à exercer des pouvoirs que la constitution ne lui attribue pas, le directeur général pourra, sous sa responsabilité, suspendre le directoire ou quelques-uns de ses membres, & il avertira sur le champ le gouverneur, qui sera tenu d'en informer sans délai l'assemblée coloniale ou les commissaires intermédiaires, pour commettre à la place des officiers dont les fonctions auront été suspendues.

### X I.

IL en fera référé en même temps au corps législatif & au roi, par le directeur général & les commissaires intermédiaires, lesquels pourront obliger le directeur général à leur communiquer ses motifs.

### X I I.

SI à l'arrivée des dépêches, le corps législatif n'est pas assemblé, le ministre des colonies pourra lever ou entretenir provisoirement la suspension, & il en rendra compte au corps législatif dès qu'il sera assemblé, pour être procédé ainsi qu'il est statué à l'égard des corps administratifs.

### X I I I.

LE directeur général sera restreint lui-même à l'exécution fidèle & stricte des décrets & arrêtés. Si cette même exécution ou des circonstances pressantes exigent quelques dispositions nouvelles sur l'administration intérieure, il s'adressera au



gouverneur, lequel fera tenu sur sa demande de convoquer les commissaires intermédiaires à l'effet de délibérer.

#### X I V.

LE directeur général sera tenu de donner connoissance aux commissaires intermédiaires, toutes les fois qu'ils le requerront, de l'état des recettes & dépenses, & de leur rendre compte de la suite qui aura été donnée aux arrêtés de l'assemblée coloniale en matière d'administration, & des mesures qu'il aura prises pour les faire exécuter.

#### X V.

LE directeur général rendra chaque année un compte général & public de sa gestion dans toutes les parties qui lui sont confiées. Ce compte sera présenté par lui à l'assemblée coloniale, qui l'approuvera ou le critiquera; il sera ensuite adressé au corps législatif & au roi, avec les observations de l'assemblée, & celles que le gouverneur pourra pareillement y joindre.

#### X V I.

LE ministre comprendra dans le compte qu'il rendra au corps législatif de l'administration de son département, celui du directeur général de la colonie, sur lequel il sera statué particulièrement, après avoir pris connoissance des observations de l'assemblée coloniale, & des autres réclamations qui auroient pu être adressées au ministre ou à la législature.

#### X V I I.

LE directeur général sera personnellement responsable de toute sa gestion, hors les objets sur lesquels il présentera un ordre précis, signé ou contresigné du ministre, sur qui portera en ce cas la responsabilité de tout ce qui aura été fait en conséquence de ses ordres.

## X V I I I.

LA responsabilité du directeur général aura lieu, conformément à ce qui a été statué relativement à celle du gouverneur.

## X I X.

A U moyen des dispositions ci-dessus, la place d'intendant de la colonie, celle de vérificateur général & les fonctions du contrôleur de la marine, en ce qui ne concerne pas la marine proprement dite, seront supprimées.

---

## T I T R E V I I.

*Ordre judiciaire.*§. I.<sup>er</sup>*Arbitres.*

---

## A R T I C L E P R E M I E R.

TOUTES personnes ayant le libre exercice de leurs droits & de leurs actions, pourront nommer un ou plusieurs arbitres pour prononcer sur leurs intérêts privés, dans tous les cas & en toutes matières, sans exception.

## I I.

LES compromis qui ne fixeront aucun délai dans lequel les arbitres devront prononcer, & ceux dont le délai sera expiré, seront néanmoins valables, & auront leur exécution

jusqu'à ce qu'une des parties ait fait signifier aux arbitres qu'elle ne veut plus tenir à l'arbitrage.

## I I I.

IL ne fera point permis d'appeler des sentences arbitrales, à moins que les parties ne se soient expressément réservé par le compromis la faculté de l'appel.

## I V.

LES parties qui conviendront de se réserver l'appel, seront tenues de convenir également par le compromis, d'un tribunal entre tous ceux de la colonie & du royaume, auquel l'appel sera déféré, faute de quoi l'appel ne sera pas reçu.

## V

LES sentences arbitrales dont il n'y aura pas d'appel, seront rendues exécutoires par une simple ordonnance du président d'un tribunal de district, qui sera tenu de la donner au bas ou en marge de l'expédition qui lui sera présentée.

## §. I I.

*Juges & tribunaux.*

## A R T I C L E P R E M I E R.

LA justice sera rendue au nom du roi.

## I I.

LES juges rendront gratuitement la justice, & seront salariés par la colonie.

## I I I.

LES juges seront élus par les justiciables.

## I V.

LES officiers chargés des fonctions du ministère public seront nommés à vie par le roi, & ne pourront, ainsi que les juges, être destitués que pour forfaiture dûment jugée par juges compétens. Ils exerceront les mêmes fonctions que les commissaires du roi près les tribunaux de district en France.

## V.

LES tribunaux ne pourront prendre, directement ni indirectement, aucune part à l'exercice du pouvoir législatif, ni empêcher ou suspendre l'exécution des décrets du corps législatif, sanctionnés par le roi, & des arrêtes de l'assemblée coloniale approuvés provisoirement par le gouverneur, à peine de forfaiture.

## V I.

ILS seront tenus de faire transcrire purement & simplement dans un registre particulier, & de faire publier dans la huitaine les loix & arrêtes qui leur seront envoyés.

## V I I.

ILS ne pourront point faire de règlement, mais ils s'adresseront au corps législatif toutes les fois qu'ils croiront nécessaire de demander l'interprétation d'une loi, ou à l'assemblée coloniale, lorsqu'il s'agira d'un arrêté approuvé provisoirement par le gouverneur.

## V I I I.

LES fonctions judiciaires seront distinctes, & demeureront toujours séparées des fonctions administratives. Les juges ne pourront, à peine de forfaiture, troubler de quelque manière que ce soit, les opérations des corps administratifs, ni citer devant eux les administrateurs pour raison de leurs fonctions.

## I X.

EN toute matière civile ou criminelle, les plaidoyers, rapports ou jugemens seront publics, & tout citoyen aura le droit de défendre lui-même sa cause, soit verbalement, soit par écrit.

## X.

TOUT privilège en matière de juridiction est aboli. Tous les citoyens sans distinction, plaideront en la même forme & devant les mêmes juges, dans les mêmes cas.

## X I.

L'ORDRE constitutionnel des juridictions ne pourra être troublé, ni les justiciables distraits de leurs juges naturels par aucunes commissions, ni par d'autres attributions ni évocations que celles qui seront déterminées par la loi.

## X I I.

Tous les citoyens étant égaux devant la loi, & toutes préférences pour le rang & le tour d'être jugé, étant une injustice, toutes les affaires, suivant leur nature, seront jugées lorsqu'elles seront instruites, dans l'ordre selon lequel le jugement en aura été requis par les parties.

## X I I I.

LES décrets qui seront rendus pour la réforme des loix civiles, du code pénal & de la procédure civile, seront adressés à l'assemblée coloniale pour être appliqués à la colonie, avec les modifications qui pourroient être nécessaires à raison des localités.

## X I V.

L'ASSEMBLÉE coloniale proposera au corps législatif son

vœu sur l'établissement du juré, sur les bureaux de paix & le tribunal de famille.

## X V.

IL demeurera réservé au corps législatif d'établir, si l'expérience le prouve nécessaire, des tribunaux particuliers pour les objets qui concernent les rapports communs entre la métropole & la colonie, énoncés au titre IV sous le nom de *régime extérieur*.

## §. I I I.

### *Juges de paix.*

---

## A R T I C L E P R E M I E R.

IL y aura dans chaque canton un juge de paix, & deux prud'hommes assesseurs.

## I I.

LE juge de paix & les assesseurs seront élus par l'assemblée primaire, parmi les citoyens ayant les qualités requises pour être nommés électeurs.

## I I I.

ILS seront élus pour deux ans, & pourront être réélus.

## I V.

LES juges de paix & les assesseurs exerceront, 1.<sup>o</sup> les fonctions de juridiction civile qui leur sont attribuées en France par les décrets de l'assemblée nationale, sauf les modifications que les localités pourroient rendre nécessaires, soit relativement aux matières, soit relativement à la quotité

des sommes dont ils peuvent connoître avec ou sans appel ; lesquelles seront réglées provisoirement par l'assemblée coloniale avec l'approbation du gouverneur ;

2°. Les fonctions relatives à la police & au maintien de l'ordre public, exercées ci-devant dans la colonie par les commandans pour le roi, les commandans de paroisses, les juges, les procureurs du roi & leurs substituts, & attribués tant aux juges de paix qu'aux municipalités, par les décrets de l'assemblée nationale.

## V.

LES détails de ces différentes fonctions & leur application aux localités, seront réglés provisoirement par l'assemblée coloniale, avec l'approbation du gouverneur.

## V I.

ELLE déterminera également provisoirement avec la même approbation, & en se conformant aux décrets de l'assemblée nationale acceptés ou sanctionnés par le roi, en tout ce qui ne sera pas incompatible avec les localités, les cas où le juge de paix & ses assesseurs prononceront définitivement, & ceux où ils prononceront à la charge de l'appel pardevant le tribunal de district, ou seront tenus de lui renvoyer la connoissance de l'affaire.

## V I I.

ENFIN elle distinguera, à raison des localités & en se conformant autant qu'il est possible aux décrets de l'assemblée nationale, parmi les fonctions du juge de paix & de ses assesseurs, celles qui telles que l'apposition & la levée des scellés, les inventaires, les levées de cadavre, les procès-verbaux de dommages, & autres opérations de ce genre, l'arrestation des personnes prises en flagrant délit, la réparation provisoire des voies de fait, &c. peuvent être exercées séparément par un seul de ces officiers, c'est-à-dire, par le juge de paix, & en son absence, par

un des assesseurs ; & celles qui exigent leur réunion & leur délibération commune, telles que les jugemens au fond sur tous les objets soumis à leur compétence.

### V I I I.

Si l'étendue ou la population d'un canton exige qu'il soit divisé en deux ou trois sections, pour les fonctions courantes de la police & de la juridiction de paix, le premier assesseur dans le premier cas, & dans le second, chacun d'eux exercera dans l'une des sections, les fonctions susceptibles d'être exercées par un seul officier, lesquelles auront été déterminées suivant l'article précédent.

### I X.

Soit que le canton soit ou non divisé en sections, le juge de paix & ses assesseurs se réuniront à des jours fixes, & aussi souvent que l'intérêt des justiciables pourra l'exiger, pour tenir leurs audiences, rendre leur jugement, & vacquer à toutes les fonctions qui pourront exiger leur réunion & délibération commune.

### X.

L'ASSEMBLÉE coloniale statuera provisoirement, avec l'approbation du gouverneur, sur ce qui concerne le salaire des juges de paix.

### X I.

Le juge de paix réuni à ses assesseurs, pourra nommer un secrétaire-greffier, lequel prêtera le serment devant eux, & ne pourra être destitué que pour cause de prévarication jugée.

### X I I.

Les juges de paix des cantons dans lesquels le tribunal de district ne se trouve point placé, nommeront également avec le concours de leurs assesseurs, les gardiens des maisons d'arrêt qui pourront être établies dans chaque canton.



## §. I V.

*Tribunaux de District.*

---

## ARTICLE PREMIER.

IL sera établi en chaque district un tribunal composé de cinq juges. Celui des juges qui aura été élu le premier, sera président du tribunal.

## I I.

LES juges du district seront élus par le corps électoral du district, parmi les citoyens actifs ayant exercé pendant quatre ans les fonctions de juge ou d'homme de loi.

## I I I.

LES juges de district seront nommés pour six années, & pourront être réélus.

## I V.

L'ASSEMBLÉE coloniale proposera & réglera par provision, ce qui est relatif au nombre & au service des suppléans.

## V.

LES juges de districts & leurs suppléans recevront du roi des lettres patentes, conformes en tout à celles qui sont expédiées aux juges du royaume; & si l'intervalle de leur élection au commencement de leur service ne permet pas d'attendre l'arrivée de ces lettres, il leur sera expédié provisoirement par le gouverneur, sans retards & sans frais, & sur la simple présentation du procès-verbal d'élection, une patente conçue en ces termes:

« Nous, gouverneur de la partie Françoisse de Saint-Domingue & dépendances, en vertu des pouvoirs qui nous

» ont été confiés par la nation & le roi, les électeurs du  
» district de..... nous ayant fait représenter le procès-  
» verbal de l'élection qu'ils ont faite, conformément aux  
» décrets constitutionnels, de la personne du sieur.....  
» pour remplir pendant six années un office de juge du  
» district de..... nous avons déclaré & déclarons que  
» ledit sieur..... est juge du district de..... qu'honneur  
» doit lui être porté en cette qualité, & que la force pu-  
» blique sera employée, en cas de nécessité, pour l'exécu-  
» tion des jugemens auxquels il concourra, après avoir prêté  
» le serment requis, & avoir été dûment installé. »

## V I.

LES tribunaux de district connoîtront en première instance de toutes les affaires personnelles, réelles & mixtes, en toute matière, excepté celles qui sont de la compétence des juges de paix, & les contestations relatives à l'assiette & à la perception des contributions directes, dont la connoissance est attribuée aux directoires de district.

## V I I.

L'ASSEMBLÉE coloniale proposera & réglera provisoirement, avec l'approbation du gouverneur, l'attribution qui doit être donnée aux tribunaux de district pour juger en premier & dernier ressort.

## V I I I.

EN toutes matières personnelles, réelles ou mixtes, à quelque somme ou valeur que l'objet de la contestation puisse monter, les parties seront tenues de déclarer au commencement de la procédure si elles consentent à être jugées sans appel, & auront encore pendant tout le cours de l'instruction, la faculté d'en convenir; auquel cas les juges de district prononceront en premier & dernier ressort.

## I X.

LES tribunaux de district seront tribunaux d'appel, les uns à l'égard des autres, suivant les rapports qui seront déterminés.

## X.

LORSQU'IL y aura appel d'un jugement, les parties pourront convenir d'un tribunal, entre ceux de tous les districts du royaume, pour lui en déférer la connoissance, & elles en feront au greffe leurs déclarations, signées d'elles ou de leurs procureurs spécialement fondés.

## X I.

SI les parties ne peuvent s'accorder sur le choix d'un tribunal, il sera déterminé suivant les formes qui seront prescrites.

## X I I.

CES formes seront proposées & réglées provisoirement par l'assemblée coloniale, lorsqu'elle aura fixé le nombre des districts, & il y sera statué définitivement par le corps législatif, en arrêtant la constitution de la colonie.

## X I I I.

LORSQUE le tribunal de district connoîtra, soit en première instance à charge d'appel, ou de l'appel des jugemens des juges de paix, il pourra prononcer au nombre de-trois juges; & lorsqu'il connoîtra dans tous les autres cas en dernier ressort, soit par appel d'un autre tribunal de district, soit au cas de l'article VIII ci-dessus, il pourra prononcer au nombre de quatre juges.

## X I V.

JUSQU'A ce qu'il ait été prononcé sur l'établissement des jurés dans la colonie, les tribunaux de district seront chargés

de l'instruction & du jugement des procès criminels. Ils se conformeront aux articles décrétés par l'assemblée nationale, le 9 octobre 1789, sur la procédure criminelle. Ils seront, comme dans les matières civiles, tribunaux d'appel les uns à l'égard des autres, & l'appel aura lieu pour tous les accusés, sans distinction de personnes.

#### X V.

LES jugemens criminels en dernier ressort ne pourront être rendus par moins de cinq juges, & au défaut de juges ou de suppléans, il sera appelé des hommes de loi.

#### X V I.

LA rédaction des jugemens, tant sur l'appel qu'en première instance, contiendra quatre parties distinctes; dans la première, les noms & les qualités des personnes seront énoncées.

Dans la seconde, les questions de fait & de droit qui constituent le procès, seront posées avec précision.

Dans la troisième, le résultat des faits reconnus ou constatés par l'instruction, & les motifs qui auront déterminé le jugement seront exprimés.

La quatrième enfin contiendra le dispositif du jugement.

#### X V I I.

IL sera établi auprès de chaque tribunal de district, un commissaire du roi ayant les qualités requises pour être juge, lequel remplira au civil & au criminel les fonctions du ministère public, actuellement exercées par les procureurs du roi, sauf l'établissement d'accusateurs publics, si l'assemblée coloniale le juge convenable.

#### X V I I I.

LE roi nommera de plus un substitut à son commissaire, ayant les mêmes qualités & destiné à remplir, en son absence, les mêmes fonctions. L'un & l'autre seront reçus par le tribunal,

tribunal, & prêteront le serment devant lui avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions.

## X I X.

EN cas de mort, de démission ou de destitution jugée d'un commissaire du roi, le substitut remplira les fonctions, jusqu'à ce que le roi ait nommé à la place. Si le substitut vient également à manquer, le gouverneur commettra provisoirement un homme de loi ayant toutes les qualités requises pour être commissaire du roi, & dont la réception sera soumise aux mêmes formalités.

## X X.

I L y aura en chaque tribunal un greffier, âgé de vingt-cinq ans accomplis, lequel sera tenu de présenter aux juges & de faire admettre au serment pour le remplacer, en cas d'empêchement légitime, un ou plusieurs commis desquels il sera responsable, & qui seront également âgés de vingt-cinq ans accomplis.

## X X I.

L E greffier sera nommé au scrutin & à la majorité absolue des voix par les juges, qui lui délivreront une commission & recevront son serment. Il ne pourra être parent ni allié au troisième degré des juges qui le nommeront.

## X X I I.

I L sera tenu de fournir un cautionnement en immeubles, dont la valeur sera déterminée provisoirement par l'assemblée coloniale, & qui sera reçu par les juges.

## X X I I I.

I L sera nommé à vie, & ne pourra être destitué que pour cause de prévarication jugée.

## X X I V.

IL fera les fonctions qui sont attribués aux greffiers des tribunaux de district, par les décrets de l'assemblée nationale.

## X X V.

LES titres d'avocats & procureurs sont supprimés ; leurs fonctions seront exercés par des défenseurs officieux & des avoués, conformément à ce qui a été décrété par l'assemblée nationale pour les départemens de France.

## X X V I.

TOUT citoyen pourra exercer les fonctions de défenseur officieux.

## X X V I I.

IL y aura auprès de chaque tribunal de district des avoués ; dont le nombre sera provisoirement déterminé par l'assemblée coloniale avec l'approbation du gouverneur.

## X X V I I I.

CES avoués seront reçus au concours par le tribunal de district, suivant les formes qui seront provisoirement déterminées par l'assemblée coloniale, avec l'approbation du gouverneur.

## X X I X.

LES personnes qui exercent actuellement dans la colonie les fonctions de juge, procureur du roi & substitut du procureur du roi, avocat & procureur, seront admises de droit à exercer les fonctions d'avoué.

## X X X.

LES notaires, interprètes & arpenteurs seront également reçus au concours par le tribunal de district. Leur nombre & les formes de leur admission seront provisoirement déter-

minés par l'assemblée coloniale, avec l'approbation du gouverneur. Les personnes qui remplissent actuellement ces fonctions dans la colonie, sont autorisées à en continuer l'exercice.

## X X X I.

IL y aura auprès de chaque tribunal de district un curateur aux successions vacantes, lequel sera également reçu au concours, suivant les formes qui seront provisoirement déterminées par l'assemblée coloniale, avec l'approbation du gouverneur; & pourront concourir ceux actuellement en exercice, même avant d'avoir rendu leurs comptes.

## X X X I I.

CHAQUE curateur sera tenu de fournir un cautionnement dont l'assemblée coloniale réglera provisoirement la quotité, & qui sera reçu par le tribunal de district, contradictoirement avec le commissaire du roi.

## X X X I I I.

LES comptes du curateur aux successions vacantes seront jugés, chaque année, par le tribunal, contradictoirement avec le commissaire du roi, sauf l'appel suivant la forme ordinaire.

## X X X I V.

LES notaires, interprètes, arpenteurs & curateurs aux successions vacantes se conformeront, relativement à l'exercice de leurs fonctions, aux loix, réglemens & tarifs actuellement existant, jusqu'à ce qu'il ait été autrement statué.

## X X X V.

LES juges du tribunal de district nommeront le gardien de la prison & maison d'arrêt, qui sera établie auprès de

ce tribunal. Ils nommeront également les officiers de santé chargés du soin de ces prisons & maison d'arrêt.

### X X X V I.

L'ASSEMBLÉE coloniale proposera & réglera provisoirement, avec l'approbation du gouverneur, les salaires qui seront attribués aux juges de district, à leur suppléans, aux commissaires du roi, à leurs substituts, aux greffiers des tribunaux de district, & autres officiers dénommés dans le présent titre, & il sera définitivement statué par le corps législatif, lorsqu'il s'occupera d'arrêter la constitution de la colonie.

## T I T R E V I I I.

### *Force publique.*

#### A R T I C L E P R E M I E R.

LA force publique est la réunion des force individuelles; organisée par la constitution pour maintenir les droits de tous, & assurer l'exécution de la volonté générale.

#### I I.

LA force publique est destinée à défendre la constitution, assurer l'exécution des loix & le maintien de l'ordre intérieur, sur la réquisition des magistrats & officiers publics à qui la constitution en a attribué la fonction, & à défendre & garantir l'état contre les attaques extérieures, sous la direction & les ordres des officiers militaires à qui le commandement en est confié.

#### I I I.

LA force armée est essentiellement obéissante. Nul corps armé ne peut exercer le droit de délibérer.



## I V.

LA force publique est divisée en trois parties, dont chacune a son usage, son organisation & son mode de service particulier.

## V.

LES trois parties de la force publique sont, la garde nationale, l'armée de ligne & la gendarmerie nationale.

## V I.

TOUT fonctionnaire public peut requérir la force publique pour assurer l'exécution de la loi, dans la partie qui lui est confiée. La réquisition de la force publique contre les attroupemens & pour le maintien de l'ordre intérieur appartient au juge de paix dans le canton, au directoire dans le district, & au gouverneur agissant d'après un arrêté de l'assemblée coloniale ou des commissaires intermédiaires, dans toute l'étendue de la colonie.

§. I.<sup>er</sup>*Garde Nationale.*

---

A R T I C L E P R E M I E R.

LA milice de la colonie portera le nom de garde nationale, & sera formée de la réunion de tous hommes libres & de leurs enfans mâles, depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à celui de cinquante, armés pour le maintien de l'ordre intérieur & la défense de la partie.

## I I.

NUL ne pourra exercer le droit de citoyen actif, s'il ne s'est fait inscrire sur le registre de la garde nationale.

## I I I.

LA garde nationale est une , & n'admet aucune distinction ni corporation particulière. Celles qui pourroient exister sous le titre de volontaires ou autres , seront supprimées & incorporées dans la garde nationale.

## I V.

LA garde nationale de Saint-Domingue portera le même uniforme que toute la garde nationale de France , & chaque corps portera également sur le bouton, le nom du district auquel il appartient.

## V.

LA garde nationale sera organisée à Saint-Domingue par cantons. La garde nationale de chaque canton formera un corps séparé.

## V I.

CHAQUE corps élira ses officiers; ils seront nommés pour deux ans , & pourront être réélus.

## V I I.

LA garde nationale ne pourra exercer aucun acte de la force publique sans réquisition.

## V I I I.

ELLE sera tenue d'obéir à la réquisition des magistrats & officiers publics , pour prêter main-forte à la loi , conformément à ce qui a été prononcé dans les titres précédens.

## I X.

ELLE sera tenue d'obéir , pour la défense politique & extérieure de la colonie , aux ordres de l'officier à qui sera

confié le commandement des forces militaires ; mais elle ne pourra être mise en mouvement pour cet usage , qu'avec l'autorisation de l'assemblée coloniale ou des commissaires intermédiaires.

## X.

LES décrets qui seront rendus sur les détails de l'organisation du service de la garde nationale du royaume , seront adressés à l'assemblée coloniale pour être appliqués à la colonie , en se conformant aux bases énoncées dans les articles ci-dessus.

## X I.

LES milices coloniales sont supprimées.

## §. I I.

*Troupes de Ligne.*

---

A R T I C L E P R E M I E R.

LES troupes de ligne employées dans la colonie sont essentiellement destinées à sa défense contre les ennemis du dehors , sous les ordres & la direction des commandans nommés par le roi.

## I I.

ELLES pourront cependant agir dans l'intérieur , sur la réquisition des corps & officiers civils , suivant les principes établis dans les titres précédens ; mais les chefs seront libres , sous leur responsabilité , d'obtempérer ou de se refuser à la réquisition , lorsqu'il ne leur aura été transmis aucun ordre du gouverneur ou de leur officier supérieur.

## I I I.

LES militaires de service dans la colonie , ne pourront y exercer les droits de citoyen actif.

## I V.

La masse de troupes nécessaires pour la sûreté de la colonie en temps de paix, & dont la dépense doit être supportée par elle, sera déterminée par le corps législatif, sur les observations de l'assemblée coloniale, en réglant la masse totale des dépenses à la charge de la colonie. Le nombre ne pourra être moindre que de 3000 hommes d'infanterie, & 500 hommes d'artillerie, avec les officiers généraux nécessaires pour les diriger.

## V.

L'assemblée nationale se réserve d'appliquer à la colonie, les loix qui seront décrétées pour régler les rapports entre le pouvoir civil & le pouvoir militaire, dans les villes de garnison.

## V I.

Les rapports entre le pouvoir civil & militaire, & la somme à supporter par la colonie pour la dépense des troupes de ligne, ayant été déterminés, tout ce qui concerne les troupes, leur nombre, leur solde, leur organisation, leur service, leurs mouvemens militaires, le nombre & la hiérarchie des officiers nécessaires pour les commander, ne pourra être réglé que par le corps législatif & le roi, sans que l'assemblée coloniale & aucun corps administratif ou judiciaire, puissent exercer à cet égard aucune autorité, même provisoire.

## V I I.

Les états-majors de place seront supprimés; leurs fonctions militaires seront exercées par les commandans des troupes de ligne, & leurs appointemens leur seront continués jusqu'à ce qu'il ait été statué sur leur retraite.

## V I I I.

Les commandans en second dans les divisions du nord, de l'ouest & du sud continueront d'exister, & exerceront les fonctions militaires qui leur sont actuellement attribuées.

## §. I I I.

*Gendarmerie nationale.*

## A R T I C L E P R E M I E R.

La maréchaussée de la colonie & les corps dits de *police* seront supprimés , & il sera établi à leur place une gendarmerie nationale.

## I I.

Le nombre d'hommes qui doit former la gendarmerie nationale de la colonie, ainsi que la paye qui leur sera attribuée, sera proposé & provisoirement déterminé par l'assemblée coloniale, avec l'approbation du gouverneur. Ce nombre ne pourra être ni au-dessous de 400, ni au-dessus de 700.

## I I I.

L'assemblée coloniale déterminera également provisoirement, avec l'approbation du gouverneur, la composition & l'organisation de ce corps, en se conformant aux bases suivantes.

## I V.

La gendarmerie nationale sera composée en partie d'hommes à cheval , & en partie d'hommes à pied. Ces derniers seront particulièrement destinés à la police des villes.

## V.

L'admission de tout gendarme ou sous-officier aura lieu, par le choix du directoire de district, entre trois sujets qui lui seront présentés par l'officier commandant la gendarmerie nationale du district.

## V I.

S'il y a plusieurs grades de sous-officier , l'avancement

aura lieu de l'un à l'autre, moitié par ancienneté, moitié par le choix de l'officier commandant la gendarmerie nationale du district.

#### V I.

L'admission au grade d'officier aura lieu par le choix du gouverneur, sur trois sujets qui lui seront présentés par le directoire de district. Une place sur quatre au moins, sera donnée aux sous-officiers, d'après le choix qui aura lieu suivant la même forme.

#### V I I I.

Les officiers ayant été nommés sur la présentation des directoires de district, leur avancement aura lieu aux deux tiers par l'ancienneté, & l'autre tiers par le choix du gouverneur; & quant aux récompenses & aux décorations militaires, ils seront assimilés aux troupes de ligne employées dans les colonies.

#### I X.

L'uniforme de la gendarmerie nationale, dans la colonie, sera celui qui a été décrété pour toute la gendarmerie nationale de France.

#### X.

Les individus actuellement employés dans la maréchaussée & dans les corps de police, seront conservés dans la gendarmerie, avec un grade au moins égal à celui dont ils sont actuellement en possession, excepté ceux que l'assemblée coloniale & le gouverneur seroient d'accord de ne pas admettre dans la nouvelle formation.

#### X I.

La gendarmerie nationale est essentiellement destinée à agir pour le maintien de l'ordre public, pour donner main-forte à la loi, sur la réquisition des magistrats à qui l'exécution

en est confiée, & ne pourra se refuser à cette réquisition. La colonie proposera ses vues sur les moyens les plus propres à assurer l'efficacité du service de la gendarmerie nationale.

## X I I.

La gendarmerie nationale fera sous les ordres & l'inspection du gouverneur, quant à la police intérieure du corps, & à la discipline. Elle pourra, dans les cas où un besoin pressant l'exigeroit, être employée par ses ordres à la défense extérieure militaire de la colonie.

---

## T I T R E I X & dernier.

L'assemblée coloniale proposera ses vues sur ce qui concerne le clergé & les biens ecclésiastiques, les réunions & concessions de terrains, les établissemens publics, & autres objets d'utilité générale.

N.° 1086.

## L O I

*Relative aux Drapeaux , Etendards & Guidons  
des Régimens.*

Donnée à Paris, le 10 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 30 Juin 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, ouï le rapport de son comité militaire, décrète les articles suivans :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LE premier drapeau de chaque régiment d'infanterie Françoisse, Allemande, Irlandoise & Liégeoise, de chaque régiment d'artillerie, ainsi que le drapeau de chaque bataillon d'infanterie légère ; le premier étendard de chaque régiment de cavalerie Françoisse, de hussards, de chasseurs à cheval & de carabiniers ; le premier guidon de chaque régiment de dragons, porteront désormais les trois couleurs nationales, suivant les dispositions & formes qui seront présentées à l'assemblée par son comité militaire.

## I I.

LES autres drapeaux des régimens d'infanterie Françoisse,



Allemande, Irlandoise & Liégeoise, & des régimens d'artillerie; les autres étendards des régimens de cavalerie Française, de hussards, de chasseurs à cheval & de carabiniers; les autres guidons de chaque régiment de dragons, porteront désormais les couleurs affectées à l'uniforme de chaque régiment, suivant les dispositions & formes qui seront présentées à l'assemblée par son comité militaire.

## I I I.

Tous les drapeaux, étendards & guidons porteront d'un côté l'inscription suivante :

*Discipline & obéissance à la Loi, de l'autre côté, le numéro du regiment.*

## I V.

LES cravates de tous les drapeaux, étendards & guidons seront aux couleurs nationales.

## V.

CEUX des régimens qui portoient dans leurs drapeaux, étendards & guidons, des preuves honorables de quelques actions éclatantes à la guerre, conserveront ces marques de leur bonne conduite & de leur valeur; mais toutes armoiries ou autres distinctions qui pourroient avoir quelques rapports à la féodalité, seront entièrement supprimées sur les drapeaux, étendards & guidons.

M A N D O N S & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs. Mandons pareillement & ordonnons à tous les officiers généraux & autres qui commandent les troupes de ligne dans les différens

départemens du royaume; & à tous autres qu'il appartiendra, de se conformer ponctuellement à ces présentes. En foi de quoi nous avons fait apposer à cesdites présentes le sceau de l'état. A Paris, le dix juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé, M. L. F. DU PORT.*

## L O I

N.º 1091.

*Rélatiue à la Principauté de Salm.*

Donnée à Paris, le 10 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 22 Juin 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, sur le rapport de son comité d'agriculture & de commerce, décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

EN conformité de la convention passée entre le feu roi & le prince de Salm, le 21 décembre 1751, la principauté de Salm continuera d'être traitée comme nationale, quant aux droits des traites. En conséquence, toutes les communications de ladite principauté avec le royaume seront franches de droits; elle n'acquittera ceux du nouveau tarif que dans ses relations avec l'étranger.

## I I.

L'ABONNEMENT destiné à remplacer le droit de marque sur les fers des fabriques de la principauté de Salm, importés dans le royaume, est fixé, du consentement des fermiers actuels des forges de Framont, à la somme de quinze cents livres par an pour chacune des années 1791 & 1792. Ladite somme sera remise à la fin de chaque année par lesdits fermiers, à la caisse du district de Saint-

Diez , pour être versée au trésor public. Ledit abonnement pourra être renouvelé à l'expiration desdites deux années , & de deux ans en deux ans , par un nouveau décret du corps législatif.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux , corps administratifs & municipalités , que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs , & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris , le dixième jour du mois de juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi. Signé M. L. F DU PORT.*

## L O I

N.º 1094.

*Portant circonscription des Paroisses dépendant des Départemens du Nord, de la Dordogne, du Calvados, de l'Orne, de Maine & Loire, de Seine & Marne, de l'Yonne, du Cher & de l'Allier.*

Donnée à Paris, le 12 Juillet 1791

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ;  
SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 5 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, ouï le rapport qui lui a été fait par son comité ecclésiastique ,

1.º De l'arrêté du directoire du département du Nord, du 10 du mois dernier, sur les délibérations du directoire du district de Valenciennes, des 8 & 25 mai précédent, & sur le mémoire de la municipalité de Valenciennes, concernant la circonscription des paroisses de cette ville, & de l'avis de l'évêque de ce département, du 17 dudit mois de mai ;

2.º De l'arrêté du directoire du département du Nord, du 13 juin dernier, sur la délibération du directoire du district d'Hazebroucke, du 9 précédent, concernant la réunion des paroisses de la ville de Cassel, & de l'avis de l'évêque du département, du 16 du même mois ;

3.º De l'arrêté du directoire du département de la Dordogne du 11 juin dernier, sur la délibération du directoire du district de Périgueux, du 9 précédent, concernant la circonscription des paroisses de la ville de Périgueux ; & de

l'avis de l'évêque du département, du 11 du même mois ;

4.<sup>o</sup> De l'arrêté du directoire du département du Calvados, du 25 mai dernier, sur les délibérations du directoire du district & de la municipalité de Caen, des 5 & 3 avril précédent, concernant la circonscription des paroisses de la ville de Caen ; & de l'avis de Claude Fauchet, évêque de ce département, du 2 juin dernier ;

5.<sup>o</sup> De l'arrêté du directoire du département du Calvados, du 3 juin dernier, sur les délibérations du directoire du district & de la municipalité de Falaise, des 23 & 12 mars précédent, concernant la circonscription des paroisses de la ville de Falaise ; & de l'avis de Claude Fauchet, évêque de ce département, du 5 juin dernier ;

6.<sup>o</sup> De l'arrêté pris par le directoire du département de l'Orne, de concert avec l'évêque de ce département, les 21 mai & 1.<sup>er</sup> juin dernier, sur l'avis du directoire du district d'Alençon, concernant la réunion des paroisses de la ville de Sées.

7.<sup>o</sup> De l'arrêté du directoire du département de l'Orne, pris de concert avec l'évêque de ce département, le 27 juin dernier, concernant la réunion des paroisses de la ville de Tinchebray ;

8.<sup>o</sup> De l'arrêté du directoire du département de Maine & Loire, du 15 juin dernier, sur la délibération du directoire du district de Châteauneuf, du 10 mai précédent, concernant la circonscription des paroisses de ce district, & de l'avis donné par Hugues Pelletier, évêque du département, le même jour que l'arrêté susdaté ;

9.<sup>o</sup> De l'arrêté du directoire du département de Maine & Loire, du 11 juin dernier, sur la délibération du directoire du district de Chollat, du 29 mars précédent, concernant la circonscription des paroisses de ce district, & de l'avis de Hugues Pelletier, évêque du département, du 25 juin dernier ;

10.<sup>o</sup> De l'arrêté du directoire du département de Maine & Loire, du 11 juin dernier, sur la délibération du directoire

du district de Saumur, du 2 précédent, concernant la circonscription des paroisses de ce district, & de l'avis de Hugues Pelletier, évêque de ce département, du 15 juin dernier ;

11.<sup>o</sup> De l'arrêté du directoire du département de Seine & Marne, du 29 juin dernier, concerté avec l'évêque de ce département, sur les délibérations du directoire du district & de la municipalité de Melun, des 23 février, 24 mars, 15 avril & 16 février, concernant la réduction des paroisses de cette ville ;

12.<sup>o</sup> De l'arrêté du directoire du département de Seine & Marne, du 11 juin dernier, sur la délibération du directoire du district de Provins, du 28 mai, prise de concert avec l'évêque du département, qui l'a signée, & sur la pétition de la commune de Provins, du 15 du même mois, concernant la circonscription des paroisses de cette ville ;

13.<sup>o</sup> De l'arrêté du directoire du département de l'Yonne du 30 juin dernier, sur la délibération du directoire du district d'Avallon du 2 du même mois, & sur la pétition du conseil général de la commune de Vezelay du 26 mars précédent, concernant la réunion des paroisses de la ville de Vezelay, & de l'avis d'Etienne-Charles Loménie-Brien évêque du département de l'Yonne, du 30 juin dernier ;

14.<sup>o</sup> De l'arrêté du directoire du département du Cher, du 31 janvier 1791, sur les délibérations du directoire du district & de la municipalité de Vierzon, des 25 & 29 du même mois, concernant la circonscription des paroisses de cette ville, & de l'avis de Pierre-Anastase Torné, évêque de ce département, du 20 juin dernier ;

15.<sup>o</sup> De l'arrêté du directoire du département de l'Allier du 18 juin dernier, sur la délibération du directoire du district du Donjon, du 4 mai précédent, concernant la circonscription des paroisses de ce district, & de l'avis de François-Xavier Laurent, évêque de ce département, du 6 dudit mois de mai ;

16.<sup>o</sup> De l'arrêté pris le 25 mai dernier , par le directoire du département de l'Allier , de concert avec le curé de Cusset , fondé du pouvoir spécial de l'évêque de ce département , sur les délibérations du directoire du district de Cusset & de la municipalité de la ville de Varennes sur Allier , concernant la réunion des paroisses de cette ville ; décrète :

# A R T I C L E P R E M I E R .

## D É P A R T E M E N T D U N O R D .

### *Ville de Valenciennes.*

IL y aura pour la ville de Valenciennes , quatre paroisses qui seront débornées ainsi qu'il est expliqué au mémoire de la municipalité en tête de l'arrêté susdaté ; elles seront desservies dans les églises de Notre-Dame-la-Grande, de St.-Jacques, de Saint-Nicolas & de Notre-Dame de la Chaussée. L'église de Saint - Vaast - la - Haut sera conservée comme succursale de la paroisse de Notre-Dame de la Chaussée. Les faubourgs de Cambray & de la Briquette sont réunis à la paroisse d'Aulnoy : celui du Cardon à celle de Marly ; celui du Mons & de Saint - Roch à celle de Saint-Saulve, le Mouton noir & l'Ecorchoir à celle d'Auzin.

# I I.

## D É P A R T E M E N T D U N O R D .

### *Ville de Cassel.*

LES deux paroisses de la ville de Cassel sont réunies en une seule paroisse , qui sera desservie sous le nom & dans l'église de Notre-Dame.



## I I I.

*D É P A R T E M E N T D E L A D O R D O G N E .**Ville de Périgueux.*

IL n'y aura pour la ville de Périgueux & pour ses faubourgs que la paroisse cathédrale, qui sera desservie dans l'église ci-devant épiscopale. Les paroisses de Saint-Silain, de Saint-Martin, de Saint-Hilaire, de Saint-Georges & de la cité, sont supprimées: l'église de la cité sera conservée comme oratoire de ladite paroisse.

## I V

*D É P A R T E M E N T D U C A L V A D O S .**Ville de Caen.*

IL y aura pour la ville de Caen sept paroisses; savoir, celles de Saint-Pierre, de Saint-Jean, de Saint-Michel, de Vaucelles, de Saint-Gilles-Notre-Dame, qui sera desservie dans l'église des ci-devant Jésuites; Saint-Etienne, qui le sera dans l'église de la ci-devant abbaye de Saint-Etienne; & Saint-Sauveur dans celle des ci-devant Cordeliers: elles seront circonscrites ainsi qu'il est expliqué dans la délibération susdatée de la municipalité. L'église de Saint-Ouen & de Saint-Germain-la-blanche-herbe, sera conservée comme succursale de la paroisse de Saint-Etienne; & l'église de Sainte-Paix comme oratoire de la paroisse de Vaucelles.

## V.

*D É P A R T E M E N T D U C A L V A D O S .**Ville de Falaise.*

IL y aura pour la ville de Falaise & les campagnes envi-

ronnantes, trois paroisses qui seront desservies sous le nom & dans les églises de la Trinité, de Saint-Gervais & de Guybrai, & qui seront circonscrites ainsi qu'il est expliqué dans la délibération susdatée de la municipalité.

## V I.

## D É P A R T E M E N T D E L' O R N E.

*Ville de Séez.*

Les paroisses de Saint-Pierre, de Notre-Dame-de-la-Place, de Saint-Ouen, de Saint-Germain & de Saint-Gervais, sont réunies en une seule, qui sera la paroisse cathédrale, & qui sera desservie dans l'église de Saint-Gervais.

Les églises ci-devant paroissiales de Saint-Pierre & de Notre-Dame-de-la-Place sont conservées, la première comme succursale, la seconde comme oratoire.

L'église de Saint-Laurent conservera provisoirement son ancien état de succursale, sous la dépendance de la nouvelle paroisse, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la circonscription des paroisses des campagnes environnantes.

## V I I.

## D É P A R T E M E N T D E L' O R N E.

*Ville de Tinchebray.*

Les deux paroisses de la ville de Tinchebray sont réunies en une seule, qui sera desservie sous le nom & dans l'église de Notre-Dame, & qui comprendra dans son territoire les hameaux de la Dauphinière, de la Vrainière, de la Queue-de-Fresnes & des Hauts-Champs. L'église de Saint-Remi sera conservée comme oratoire.

## V I I I.

## DÉPARTEMENT DE MAINE ET LOIRE.

*Distriçt de Château-neuf.**Ville de Château-neuf.*

IL n'y aura pour la ville de Château-neuf qu'une seule paroisse, qui sera desservie sous le nom & dans l'église de Notre-Dame de Seronnes.

## I X.

*Ville de Durtal.*

LES quatre paroisses de la ville de Durtal sont réunies pour n'en former qu'une seule, sous le nom & dans l'église de Notre-Dame. Les églises ci-devant paroissiales de Goins & de Saint-Léonard, seront conservées comme oratoires de la nouvelle paroisse.

## X.

LES autres paroisses du distriçt de Château-neuf sont réduites au nombre de vingt-neuf, dont l'état suit :

*É T A T des paroisses du distriçt de Château-neuf.*

- |                   |                          |
|-------------------|--------------------------|
| 1 Baracé.         | 16 Huillé.               |
| 2 Briollay.       | 17 Jivardeil.            |
| 3 Brissarthe.     | 18 Marigné.              |
| 4 Champigné.      | 19 Miré.                 |
| 5 Champteussé.    | 20 Montreil-sur-le-Loir. |
| 6 Chestes.        | 21 Morannes.             |
| 7 Chemiré         | 22 Pruillé.              |
| 8 Chemillé.       | 23 Querré.               |
| 9 Cherré.         | 24 Sceaux.               |
| 10 Coutigné.      | 25 Scurdes.              |
| 11 Daumeray,      | 26 Soucelles.            |
| 12 Ecueillé.      | 27 Soulaire.             |
| 13 Estriché.      | 28 Thorigné.             |
| 14 Fenen.         | 29 Thiercé.              |
| 15 Grez-neuville. |                          |

## X I.

TOUTES les paroisses du district de Château-neuf seront circonscrites, ainsi qu'il est expliqué dans la délibération susdatée du directoire du district.

## X I I.

## DÉPARTEMENT DE MAINE ET LOIRE.

*District de Chollet.**Ville de Chollet.*

IL y aura pour la ville de Chollet, chef-lieu du district, & pour les campagnes environnantes, deux paroisses qui seront desservies sous les noms & dans les églises de Notre-Dame & de Saint-Pierre.

## X I I I.

LES autres paroisses du district de Chollet sont réduites au nombre de trente-deux, conformément à l'état qui suit :

- |   |   |
|---|---|
| 1 Andrezé.  | 14 Romagne ( La ).  |
| 2 Chanteloup.                                     | 15 Roussay.   |
| 3 Chapelle-Rouffelin ( La ).                      | 16 Séguinière ( La ), qui aura un oratoire à Saint-Léger.   |
| 4 Cerqueux ( Les ).                               | 17 Saint-André.   |
| 5 Hête.   | 18 Saint-Christophe.  |
| 6 Jallaix, qui aura un oratoire à Jubaudières.    | 19 Saint-Crépin.  |
| 7 Lougerou ( Le ).                                | 20 Saint-Jacques-de-Mont-faucon, qui aura deux oratoires, l'un à Saint-Germain, & l'autre à Montigny. |
| 8 Maulevrier.                                     | 21 Saint-Léonard-de-Chemillé.   |
| 9 Mazières.                                       | 22 Saint-Lezin-de-Chemillé.   |
| 10 May ( Le ), qui aura pour succursalle Bégrolé. | 23 Saint-Macaire.   |
| 11 Mellé.   | 24 Saint-Pierre-de-Chemillé.  |
| 12 Notre Dame des-Gardes.                         |   |
| 13 Renaudière ( La ).                             |   |

- |                      |   |
|----------------------|---|
| 25 Teflouale (La).   | 31 Ville-Dieu, dont l'église paroissiale sera transférée dans l'église de la commanderie de ce nom, & qui aura un oratoire à Saint-Phibert. |
| 26 Tillières.        |   |
| 27 Torfov.           |   |
| 28 Tour-Landry (La). |   |
| 29 Tout-le-monde.    |   |
| 30 Trémentine (La).  | 32 Vézins.  |
|                      | 33 Yzernay.   |

## X I V.

TOUTES les paroisses du district de Chollet, seront circonscrites ainsi qu'il est expliqué dans la délibération du directoire de ce district, sauf les changemens proposés par l'arrêté susdaté du département de Maine & Loire.

## X V.

## DÉPARTEMENT DE MAINE ET LOIRE.

*District de Saumur.**Ville de Saumur.*

IL y aura pour la ville de Saumur deux paroisses, celle de Saint-Pierre qui sera desservie dans l'église de ce nom, & celle de Saint-Jacques qui sera desservie dans l'église du ci-devant monastère des Capucins de cette ville. La rivière de Loire fera la ligne de séparation entre les deux paroisses. L'église ci-devant paroissiale de Saint-Nicolas, & la chapelle de Notre-Dame des Ardillières seront conservées comme oratoires de la paroisse de Saint-Pierre.

## X V I.

*Ville de Doué.*

IL n'y aura pour la ville & les fauxbourgs de Doué que  
Tome V. G g

deux paroisses qui seront desservies, la première sous le nom & dans l'église de Saint-Pierre, la seconde sous le nom & dans l'église de Saint-Denys.

## X V I I.

*Ville de Montreuil-Bellay.*

Il n'y aura pour la ville de Montreuil-Bellay qu'une seule paroisse, à laquelle sont réunies les paroisses de Lenay & de Saint-Hilaire-le-Doyen.

## X V I I I.

*Ville du Puy-Notre-Dame.*

IL n'y aura pour la ville du Puy qu'une seule paroisse : qui sera desservie sous le nom & dans l'église de Notre-Dame, & qui réunira à son ancien territoire les hameaux de Messémé, Oiré, Champagné, les Caves & le Moulin Arpenty.

## X I X.

LES autres paroisses du district de Saumur sont réduites au nombre de trente-huit, conformément à l'état qui suit :

- |   |  |
|---|--|
| 1 Allonne, qui aura pour succursale Ruffé.                                    | 9 Coutures.  |
| 2 Ambillon.   | 10 Dénézé.   |
| 3 Antoigné.   | 11 Distré.   |
| 4 Broin-sur-Allonne, qui aura pour succursale la Breille.                     | 12 Epieds.   |
| 5 Brézé, qui aura un oratoire à Saint-Just.                                   | 13 Fontevrault.                                    |
| 6 Chenehutte.   | 14 Grezillé.                                       |
| 7 Cizé.   | 15 Louère.   |
| 8 Condray-Macouard ( Le ), qui aura un oratoire à Monttort & un à Courchamps. | 16 Louresse, qui aura un oratoire à Rocheménil.    |
|   | 17 Méron.  |
|   | 18 Montforeau, qui aura une succursale à Turquant. |

- |   |   |
|---|---|
| 19 Neuillé.   | 29 Saint-Vétérin-de-Gennes ,<br>qui aura un oratoire à Milly. |
| 20 Rosiers ( Les ), qui aura pour<br>succursale le Menitré. | 30 Souzé.   |
| 21 Ron, qui aura un oratoire à<br>Marfon.                   | 31 Toureil ( Les ).   |
| 22 Saint-Clément-de-Trèves.                                 | 32 Trèves.  |
| 23 Saint-Cyr-en-Bourg.                                      | 33 Ulmes ( Les ).   |
| 24 Saint-Hilaire-l'Abbaye.                                  | 34 Vareins.   |
| 25 Saint-Just-de-Verché.                                    | 35 Varennes-sur-Montforreau.                                  |
| 26 Saint-Lambert-des-Levés.                                 | 36 Vaudelnay ( Le ).  |
| 27 Saint-Macaire.   | 37 Vilbernier.  |
| 28 Saint-Martin-de-la-Place.                                | 38 Vivy.  |

## X X.

TOUTES les paroisses du district de Saumur seront circonscrites ainsi qu'il est expliqué dans la délibération du directoire de ce district, sauf les changemens proposés par l'arrêté susdaté du directoire du département de Maine & Loire.

## X X I.

## DÉPARTEMENT DE SEINE ET MARNE.

*Ville de Melun.*

IL n'y aura pour la ville de Melun que deux paroisses ; elles seront desservies dans les églises de Saint-Aspais & de Notre-Dame : le bras de la rivière de Seine du côté du nord, fera la séparation entr'elles.

Les paroisses de Saint-Liesne, de Saint-Barthelemi & de Saint-Ambroise sont supprimées.

L'église de Saint-Barthelemi est provisoirement conservée comme succursale de la paroisse de Saint-Aspais, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la circonscription des paroisses des campagnes environnantes.

## X X I I.

## DÉPARTEMENT DE SEINE ET MARNE.

*Ville de Provins.*

IL y aura pour la ville de Provins deux paroisses, l'une pour la ville haute, l'autre pour la ville basse; elles seront desservies sous les noms & dans les églises de Saint-Quiriau & de Saint-Ayout. L'église de Sainte-Croix sera conservée comme oratoire de la paroisse de Saint-Ayout: la rivière de Durtin fera la ligne de séparation entre les deux paroisses.

## X X I I I.

## DÉPARTEMENT DE L'YONNE.

*Ville de Vezelay.*

LES deux paroisses de la ville de Vezelay sont réunies en une seule, qui sera desservie dans l'église de Sainte-Marie-Madeleine.

## X X I V.

## DÉPARTEMENT DU CHER.

*Ville de Vierzon.*

IL y aura pour la ville de Vierzon & pour les campagnes environnantes, deux paroisses qui seront desservies, l'une sous le nom & dans l'église de Notre-Dame, & l'autre sous le nom de Saint-Pierre, dans l'église de la ci-devant abbaye des Bénédictins de cette ville; lesdites paroisses seront circonscrites ainsi qu'il est expliqué dans la délibération sus-datée du directoire du district.



## X X V.

## DÉPARTEMENT DE L'ALLIER.

*Distriçt du Donjon.*

LES paroisses du distriçt du Donjon sont réduites au nombre de trente-cinq, conformément à l'état qui suit.

- |                   |                              |
|-------------------|------------------------------|
| 1 Avrilly.        | 19 Luneau.                   |
| 2 André-la-Roche. | 20 Molinet.                  |
| 3 Barrois.        | 21 Monnéty.                  |
| 4 Bert.           | 22 Montaignet.               |
| 5 Bouchaud (Le).  | 23 Neuilly.                  |
| 6 Buffolle.       | 24 Pierre-fite.              |
| 7 Chaffénard.     | 25 Pin (Le).                 |
| 8 Châtel-Perron.  | 26 Saligny.                  |
| 9 Chavroche.      | 27 Sorbiers.                 |
| 10 Coullange.     | 28 Saint-Didier.             |
| 11 Dion.          | 29 Saint-Léger-des-Bruyères. |
| 12 Dompierre.     | 30 Saint-Laon.               |
| 13 Donjon (Le).   | 31 Saint-Pourçain.           |
| 14 Droiturier.    | 32 Thionné.                  |
| 15 Jaligny.       | 33 Trézelle.                 |
| 16 Lenax.         | 34 Varennes-sur-Resche.      |
| 17 Liernolles.    | 35 Vosmas.                   |
| 18 Lodde.         |                              |

## X X V I.

TOUTES les paroisses du distriçt du Donjon seront circonscrites ainsi qu'il est expliqué dans la délibération susdatée du directoire de ce distriçt.

## X X V I I.

## DÉPARTEMENT DE L'ALLIER.

*Ville de Varennes-sur-Allier.*

LES paroisses de Saint-Jean & de Saint-Pierre de la ville de Varennes-sur-Allier seront réunies en une seule paroisse,

qui fera desservie sous le nom & dans l'église de Sainte-Croix de la même ville.

### X X V I I I.

IL sera envoyé les dimanches & les fêtes, dans chacun des oratoires mentionnés au présent décret par les curés respectifs, un de leurs vicaires pour y célébrer la messe & y faire instructions spirituelles, sans pouvoir y exercer les fonctions curiales

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons fait apposer à ces présentes le sceau de l'état. A Paris, le douze juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi.*  
Signé M. L. F. DU PORT.

## L O I

N<sup>o</sup>. 1093.

*Relative à la Manufacture de Charleville, aux Forges de Mariembourg, & autres objets.*

Donnée à Paris, le 12 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, des 4 & 5 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES entrepreneurs de la manufacture de Charleville pourront extraire dans la présente année, en exemption de tous droits, de la mine de Saint-Pancré & de Sapogne, pour les forges de Berechivé, la quantité de dix-huit cens voitures de mine lavée, & de quatre cens bannes de charbon de bois, à la charge de rapporter desdites forges à Charleville, six cens milliers pesant de fer, & d'acquitter sur lesdits fers les droits d'entrée du nouveau tarif.

## I I.

LES entrepreneurs des forges de Mariembourg & Haut-marteau, situées dans le canton du même nom, continueront d'avoir la faculté de tirer du royaume, en exemption de droits, les bois & charbons dont ils auront besoin pour l'aliment desdites forges. Les quantités de ces bois & charbons, seront fixées par le directoire du département.

Les marbres bruts & travaillés du canton de Barbançon,

continueront d'être importés pour l'intérieur du royaume en exemption de droits, à la charge pour les marbres bruts, d'être accompagnés d'un certificat d'origine de la municipalité de Barbançon, & pour les marbres travaillés, d'un certificat de ladite municipalité, qui constate qu'ils ont été travaillés dans ledit canton.

## I I I.

LA permission d'exporter du royaume toutes espèces de bois par la rivière de Sarre, continuera à avoir lieu pendant deux années, en payant sur lesdits bois, au bureau de Sarguemines, ou à tout autre premier bureau de la route, un droit de cinq pour cent de la valeur.

M A N D O N S & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le douze juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin mil sept cent quatre-vingt-onze: Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

## L O I

N<sup>o</sup>. 1099.

*Relative à la liquidation de différentes sommes faisant partie de l'Arrière, & contenant quelques dispositions particulières à la liquidation des Receveurs de finances.*

Donnée à Paris, le 16 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 9 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, ouï le rapport de son comité central de liquidation, qui lui a rendu compte des rapports & vérifications faites par le commissaire du roi, directeur général de la liquidation, décrète qu'en conformité de ses précédens décrets sur la liquidation de la dette publique & sur les fonds destinés à l'acquit de ladite dette, il sera payé aux ci-après nommés & pour les causes qui seront pareillement exprimées, les sommes suivantes ; savoir :

1.<sup>o</sup> ARRIÈRE DU DÉPARTEMENT DE LA  
MAISON DU ROI.

*Appointemens, gages & traitemens à différens employés dans la Maison du Roi pour les années 1786, 1787, 1788 & 1789.*

*Jacques - François - Isidore Declé, l'un des valets - de-chambre tapissiers du roi, pour lui & ses confrères, deux*  
Tome V. H h

mille quatre cents livres, ci . . . . .	2,400 <sup>l</sup>	" <sup>f</sup>	" <sup>d</sup>
<i>Bourdeille</i> , ci-devant évêque de Soissons, pour l'entretien de deux vicaires & de deux chantres dans la paroisse de St.-Jacques à Compiègne, pendant l'année 1789, treize cent cinquante livres, ci . . . . .	1,350	"	"
<i>Caqueray</i> , gentilhomme surnuméraire de la vénerie, pour son traitement de l'année 1789, déduction faite de la somme de sept cent cinquante livres employée au paiement de sa contribution patriotique, ci . . . . .	2,250	"	"
<i>La Tache de Fay</i> , autorisé à toucher les revenus échus & à écheoir de la succession du feu maréchal de Soubise, pour les appointemens dont ce dernier jouissoit en qualité de gouverneur du château de la Muette, & ce à compter du premier janvier 1786 jusques & y compris le 2 juillet 1787, déduction faite du dixième, quatre mille soixante cinq livres, ci . . . . .	4,065	"	"
<i>La Tache de Fay</i> , autorisé à toucher les revenus échus & à écheoir de biens de la succession du feu maréchal de Soubise :			
1. <sup>o</sup> Pour paiement des intérêts de la somme de cent mille livres, d'un brevet de retenue sur la charge de capitaine de chasses de la Varenne des Tuilleries, & ce à compter du 3 juillet 1787, jusqu'à la fin de la même année, à raison de cinq mille l. par an, ci. 2,472 4 5		"	"

- 2.<sup>o</sup> Pour pareil payement  
des intérêts ci-dessus désignés pendant l'année  
1788, cinq mille l. ci. 5,000<sup>l</sup> " " "
- 3.<sup>o</sup> Pour pareille payement  
des mêmes intérêts ci-dessus désignés pendant  
l'année 1789, cinq mille  
livres, ci. . . . . 5,000 " "
- 4.<sup>o</sup> Pour payement des in-  
térêts de la somme de  
cinquante mille livres  
d'un brevet de retenue  
sur la charge de gouver-  
neur de la Muette, &  
ce à compter du 3 juillet  
1787, jusqu'à la fin de  
la même année, à raison  
de deux mille cinq cents  
livres par an; douze cent  
trente-six livres deux s.  
deux deniers, ci. . . . . 1,236 2 2
- 5.<sup>o</sup> Pour le payement des  
mêmes intérêts pendant  
l'année 1788, deux mille  
cinq cents livres, ci. . . 2,500 " "
- 6.<sup>o</sup> Pour pareil payement  
des mêmes intérêts pen-  
dant l'année 1789, deux  
mille cinq cents livres, ci 2,500 " "

TOTAL . . . . .	18,708 <sup>l</sup> 6 <sup>s</sup> 7 <sup>d</sup>	18,708 <sup>l</sup> 6 <sup>s</sup> 7 <sup>d</sup>
-----------------	---	---

<i>Hombroun</i> , receveur de l'hôpital des Enfans-trouvés à Paris, pour aumône audit hôpital, pour les années 1788 & 1789, onze cent cinquante-deux livres, ci.....	1,152 <sup>1</sup>	"	"
<i>Veuve Dufromental</i> , concierge du roi au petit château de Compiègne, pour ses appointemens, retenue faite du dixième, deux mille cent soixante livres, ci.....	2,160	"	"
<i>Terrasse de Mareilles</i> , garçon de la chambre de la reine, en survivance, pour son traitement pendant les six derniers mois 1789, déduction faite de la somme de cinq cents livres employée au paiement de sa contribution patriotique, mille livres, ci.....	1,000	"	"
<i>Lucet</i> , secrétaire général & greffier de la capitainerie de la Varenne des Tuileries, & secrétaire de chasses de Mesdames, pour le paiement des gages, habillement & logement des gardes-chasse de Mesdames, pendant les six premiers mois de 1789, & les dépenses de la capitainerie de la Varenne des Tuileries pendant l'année 1789, cinq mille cinq livres seize sous un denier, ci.....	5,005 16	"	"
<i>Bonnefoy</i> , concierge garde-meuble de la reine à Trianon, six mille trois cent trente-trois livres, ci.....	6,333	"	"
<i>Les trois huissiers de l'antichambre du Roi</i> , pour indemnité des bougies supprimées, déduction faite de la contribution patriotique que Luthier & Boissier, deux de ces huissiers, ont			



payée, deux mille quatre cents livres ci .....	2,400 <sup>l</sup>	" <sup>f</sup>	" <sup>d</sup>
<i>D'Aguesseau</i> , majors des gardes-du- corps, pour service extraordinaire des gardes-du-corps, du 16 août au 30 septembre, & du 26 juin au 15 octobre 1789, soixante - dix - neuf mille six cent quatre-vingt-huit livres dix sous, ci .....	79,688	10	"
<i>Douay</i> , maîtresse de pension, pour la nourriture de la dame de Guise, dé- tenue par ordre du roi, deux cent dix-huit livres quinze sous, ci .....	218	15	"
<i>Les hautbois de la chambre &amp; des écuries du roi</i> , pour étrennes, quatre-vingt- huit livres, ci .....	88	"	"
<i>Les quinze cochers des écuries de la reine</i> , pour étrennes, deux cent dix livres, ci .....	210	"	"
<i>Chabillant &amp; Levis</i> , capitaines des gar- des-du-corps de monsieur, pour les dépenfes des maladies desdits gardes, huit cent soixante - douze livres six sous, ci .....	872	6	"
<i>Clément de Malleran</i> , professeur en droit François de l'université de Paris, toutes déductions faites, trois mille six cents livres, ci .....	3,600	"	"
<i>Facquet</i> , coiffeur de madame Victoire, retenue faite du dixième, douze cent soixante livres, ci .....	1,260	"	"
<i>Dame Hérissant</i> , imprimeur ordinaire du cabinet du roi, toutes déductions faites, six mille trois cent treize livres dix-sept sous, ci .....	6,313	17	"

<i>Le Roi</i> , bibliothécaire des cabinets du roi, dix-huit cents livres, ci . . . . .	1,800 <sup>l</sup>	" <sup>f</sup>	" <sup>d</sup>
<i>Marx</i> , apothicaire du commun de la reine, quinze cent vingt-cinq liv., ci . . . . .	1,525	"	"
<i>Pallas &amp; Beschepoix</i> , huissiers de la chambre du roi, pour service extraordinaire près feu M. le Dauphin, retenue faite du dixième, onze cent quatre-vingt-cinq livres onze sous, ci . . . . .	1,185	II	"
<i>Dijon</i> , maître tourneur, pour fournitures à l'hôtel des gardes de la prévôté à Versailles, soixante-trois liv. ci . . . . .	63	"	"
<i>Les héritiers de l'abbé Blot</i> , chapelain de la chapelle de la reine, au Louvre, six cents livres, ci . . . . .	600	"	"
<i>Les nouvelles Catholiques de Blois</i> , pour subsistance, déduction faite de la somme de quatre cents livres, pour contribution patriotique, deux mille livres, ci . . . . .	2,000	"	"
<i>Léonard</i> , coiffeur de madame Elisabeth, mille livres, ci . . . . .	1,000	"	"
<i>Balland</i> , aide-apothicaire du roi, quatre cents livres, ci . . . . .	400	"	"
<i>Les porteurs de chaise de la reine</i> , ( <i>Chevalier, Jolly, Souef, Piel &amp; Vionnat-Verdun</i> ), pour étrennes, vingt-quatre livres, ci . . . . .	24	"	"
<i>Avelin</i> , inspecteur des travaux des écuries d'Artois, dix-huit cents livres, ci . . . . .	1,800	"	"
<i>Poupart</i> , curé de Saint-Eustache, confesseur du roi, pour nourriture &			

entretennement, feize mille cinq cents livres, ci . . . . .	16,500 <sup>l</sup>	"	" <sup>d</sup>
Guyot, apothicaire du commun de la reine, ou ses héritiers, treize cent cinquante-cinq livres onze sous un denier, ci . . . . .	1,355	11	1
Les médecins du roi ( <i>de Varennes, Raulin &amp; Retz</i> ), quatre cents livres, ci . . . . .	400	"	"
Longrois, garde-meuble du château de la Muette, toutes retenues faites, deux mille cent trente-quatre livres feize sous, ci . . . . .	2,134	16	"
Chavignat, premier chirurgien de la reine, quatre mille livres, ci . . . . .	4,000	"	"
Bizard, marchand cirier, pour fournitures, neuf mille deux cent soixante livres quatorze sous six deniers, ci . . . . .	9,260	14	6
Fallet, tailleur de pierres, pour ouvrages faits pour la clôture du parc de Villeneuve-le-Roi, dix-huit mille quatre cent onze livres feize sous cinq deniers, ci . . . . .	18,411	16	5
Bracony dit Beaulieu, entrepreneur de maçonnerie, pour ouvrages faits pour la clôture du parc de Villeneuve-le-Roi, dix mille deux cent quatre-vingt-dix livres huit sous trois deniers, ci . . . . .	10,290	8	3
Rochechouart, gouverneur de la ville de Verneuil, toutes retenues faites, six mille trois cent quatre-vingt-dix livres, ci . . . . .	6,390	"	"
Veuve de Bourdet, dentiste du roi & de la famille royale, huit mille quatre			

cent quatre-vingt-treize livres dix deniers, ci.....	8,493 <sup>1</sup>	"	10 <sup>d</sup>
Femme <i>Legendre</i> , femme-de-chambre de madame Elifabeth, quatre cents livres, ci.....	400	"	"
La dame <i>Villefort</i> , sous-gouvernante des enfans de France, dix-huit cent soixante-quinze livres, ci.....	1,875	"	"
<i>Les supérieurs de la maison des Bons fils</i> , à Saint-Venant, pour subsistance des nommés Drouart & Boelly, enfermés pour cause de folie, six cents livres, ci.....	600	"	"
<i>Les dix huissiers de la chambre du roi</i> , la somme de trente-quatre mille cent trois livres quatre sous; savoir: en commun celle de neuf mille deux cent vingt livres, ci.....	9,220	"	"

## ET INDIVIDUELLEMENT,

<i>Monqueron</i> , deux mille neuf cent vingt-six livres seize sous, ci.....	2,926	16	"
<i>Marchais</i> , deux mille neuf cent vingt-six livres seize sous, ci.....	2,926	16	"
<i>Pallas</i> , deux mille cent quatre-vingt-seize livres, ci.....	2,196	"	"
<i>Beschepoix</i> , deux mille cent quatre-vingt-seize livres, ci.....	2,196	"	"
<i>La Bapomerie</i> , deux mille cent-quatre-vingt-seize livres, ci.....	2,196	"	"
<i>Thiery</i> , trois mille six cent cinquante-neuf livres huit sous, ci.....	3,659	8	"
<i>Selancy</i> , quatorze cent soixante-trois livres huit sous, ci.....	1,463	8	"

Pigrais,

<i>Pigrais</i> , trois mille fix cent cinquante-neuf livres huit sous, ci.....	3,659 <sup>l</sup>	8 <sup>s</sup>	" <sup>d</sup>
<i>Soufflot</i> , deux mille cent quatre-vingt-seize livres, ci.....	2,196	"	"
<i>De Lugny</i> , quatorze cent soixante-trois livres huit sous, ci.....	1,463	8	"
<i>Klier, Decharmes, Carafle &amp; Gautier</i> , trompettes de la chambre du roi, toutes retenues faites, sept mille deux cent vingt-une livres, ci.....	7,221	"	"
<i>Lucas &amp; Gondoin</i> , plombiers, fix cent quarante-sept livres seize sous six deniers, ci.....	647	16	6
<i>Ducor</i> , aide-apothicaire du roi, huit cents livres, ci.....	800	"	"
<i>Liège, Penaut, Prat, Ducor &amp; Balland</i> , aides-apothicaires du roi, douze cents livres, ci.....	1,200	"	"
<i>Les quarante-deux valets de pied du roi</i> , deux mille deux cent soixante-huit livres, ci.....	2,268	"	"
<i>Platré</i> , coiffeur de Madame, fille du roi, toutes retenues faites, quatorze cent quarante livres, ci.....	1,440	"	"
<i>Dubois</i> , entrepreneur de réverbères, neuf cent quatorze livres, ci.....	914	"	"
<i>Folie</i> , garçon de la garde-robe de la reine, mille quatre-vingt-quatorze livres, ci.....	1,094	"	"
<i>Femme Folie</i> , employée à la garde-robe de la reine, onze cent soixante-dix livres, ci.....	1,170	"	"
<i>Jolly</i> , chirurgien de la capitainerie de Compiègne, toutes déductions faites, trois cent quarante-quatre livres, ci.	344	"	"

<i>Jacquin</i> , entrepreneur de ferrurerie, pour la construction des écuries, six mille livres, ci.....	6,000 <sup>l</sup>	"	"	"
<i>Gallien</i> , l'un des apothicaires du roi, pour indemnités & service extraordinaire près du roi & de la famille royale, toutes retenues faites, dix mille cinq cent cinquante-deux livres dix sous, ci.....	10,552	10	"	
<i>Facquet</i> , valet-de-chambre de madame Victoire, toutes retenues faites, cent quatre-vingt-dix livres quinze sous, ci.	190	15	"	
<i>Jean-Pierre Mairieux</i> , valet-de-chambre de madame Elifabeth, toutes retenues faites, cent quarante-une livres trois sous quatre deniers, ci..	141	3	"	
<i>Jean-Claude Saurelle</i> , valet-de-chambre de madame Elifabeth, toutes retenues faites, deux cent quatre-vingt-deux livres six sous huit deniers, ci.	282	6	8	
<i>La femme Desforges</i> , empletteuse & faiseuse de collerettes de madame Elifabeth, toutes retenues faites, deux mille quarante-neuf livres dix-sept sous un denier, ci.....	2,049	17	1	
<i>Antoine Jubin</i> , valet-de-chambre tapissier de madame Elifabeth, toutes retenues faites, huit cent quatre-vingt-quatre livres dix sous, ci.....	884	10	"	
<i>Rouffseau</i> , maître en fait d'armes des enfans de France, toutes retenues faites, trois mille cinq cent dix-sept livres six sous huit deniers, ci....	3,517	6	8	
<i>Marie-Angélique de Mackau</i> , sous-gouvernante des enfans de France,				

routes retenues faites, mille cinquante-six livres, ci . . . . .	1,056 <sup>l</sup>	" <sup>f</sup>	" <sup>d</sup>
<i>Elisabeth-Louise Lenoir de Soucy</i> , sous-gouvernante des enfans de France, toutes retenues faites, mille cinquante-six livres, ci . . . . .	1,056	"	"
<i>Renée-Suzanne-Marie-Louise de Mackau de Soucy</i> , sous-gouvernante des enfans de France, toutes retenues faites, mille cinquante-six livres, ci . . . . .	1,056	"	"
<i>Louis-Georges Gougenot</i> , maître d'hôtel du roi, toutes retenues faites, trente-six livres dix sous, ci . . . . .	36	10	"
<i>Jean-Baptiste Pouret</i> , chapelain du roi, toutes retenues faites, cent soixante-six livres, ci . . . . .	166	"	"
<i>Alexandre-Guillaume Gallard de Bearn-Brassac</i> , premier écuyer de madame Victoire, toutes retenues faites, quinze cent quatre-vingt-six livres dix-neuf sous sept deniers, ci . . . . .	1,586	19	7
<i>Louis-Charles Luthier</i> , huissier ordinaire de l'antichambre du roi, toutes retenues faites, six cent huit livres seize sous huit deniers, ci . . . . .	608	16	8
<i>Bouclier</i> , chirurgien du roi, toutes retenues faites, quatre cent soixante-huit livres, ci . . . . .	468	"	"
<i>Vatel</i> , valet de garde-robe de madame Elisabeth, toutes retenues faites, cent trois livres trois sous quatre deniers, ci . . . . .	103	3	4
<i>Marie-Charlotte Panavayre</i> , femme <i>Briaud</i> , blanchisseuse de madame Victoire, toutes retenues faites, soixante-huit livres dix-sept sous quatre deniers, ci . . . . .	68	17	4

<i>François-Edouard Legras de Courcelles</i> , aumônier ordinaire du roi, au titre de St. Roch, toutes retenues faites, cent soixante-huit liv. quinze sous, ci.	168 <sup>l</sup>	15 <sup>s</sup>	" <sup>d</sup>
<i>François Joseph Dailliez</i> , chirurgien du roi, toutes retenues faites, quatorze cent quatre livres, ci.....	1,400	4	"
<i>Blanchemain</i> , chapelain du roi, toutes déductions faites, cent soixante-six livres, ci.....	166	"	"
<i>Charles-Claude Faure</i> , clerc de la cha- pelle du roi, toutes retenues faites, cent douze livres cinq sous, ci.....	112	5	"
<i>Julien-Jeanne-Marie Lebras</i> , femme-de- chambre de M. le dauphin, toutes retenues faites, quatre-vingt-seize livres dix-sept sous six deniers, ci..	96	17	6
<i>Alexandre-Jean-Baptiste Bligni</i> , barbier valet-de-chambre du roi, toutes rete- nues faites, trois cent vingt-trois l. ci	323	"	"
<i>Charles-Claude Bligny</i> , barbier valet- de chambre du roi, toutes retenues faites, cinq cent cinquante-six livres dix sous huit deniers, ci.....	556	6	8
<i>Jacqueline-Sophie Pierre</i> , épouse de Lando, porte-chaîse d'affaires de madame Victoire, toutes retenues faites, quatre cent deux livres quatre sous huit deniers, ci.....	402	4	8
<i>Marie-Claude Tergat</i> , femme-de-cha- mbre de madame Elisabeth, toutes re- tenues faites, cent trois livres trois sous quatre deniers, ci.....	103	3	4
<i>Jean-Nicolas Blossier</i> , huissier de l'anti- chambre du roi, toutes retenues faites, quatre cent quatre-vingt-cinq l., ci..	485	"	"



<i>La succession d'Edme Hillarion de Gallard de Bearn-Brassac</i> , premier écuyer de madame Victoire, toutes retenues faites, deux mille huit cent soixante-dix-sept livres cinq deniers, ci. . . .	2,877 <sup>l</sup>	" <sup>f</sup>	5 <sup>d</sup>
<i>Pierre Hugon Masgonthière</i> , maître d'hôtel du roi, toutes retenues faites, soixante-treize livres, ci. . . . .	73	"	"
<i>Charles-Toussaint Vermond</i> , accoucheur de la reine, toutes retenues faites, neuf cent quatre-vingt-seize l., ci. .	996	"	"
<i>André-Hercule-Marie-Louis de Rosset</i> , ci-devant duc de Fleury, premier gentilhomme de la chambre du Roi, toutes retenues faites, cinq mille cent dix-neuf livres, ci. . . . .	5,119	"	"
<i>La succession dudit de Fleury</i> , ci-devant premier gentilhomme de la chambre du roi, toutes retenues faites, trois mille neuf cent soixante-huit livres quatre sous six deniers, ci. . . . .	3,968	4	6
<i>Françoise-Charles de Narbonne</i> , dame d'honneur de madame Adelaïde, toutes retenues faites, onze mille trois cent trente-six livres, ci. . . . . 7.	11,336	"	"
<i>François-Emmanuel du Bousquet</i> , écuyer ordinaire de madame Elisabeth, toutes déductions faites, dix-huit cent soixante-douze livres, ci. . . . .	1,872	"	"
<i>Jean-Baptiste-Denys Sergent</i> , valet-de-chambre du roi, toutes retenues faites, neuf cent quatre-vingt-seize livres, ci. . . . .	996	"	"
<b>99 parties prenantes en total. . . . .</b>	<b>341,666<sup>l</sup></b>	<b>2<sup>f</sup></b>	<b>2<sup>d</sup></b>

*Education & service de feu M. le Dauphin.*

<i>Hoffard</i> , tapissier ordinaire, déduction faite des retenues, dix-huit cent dix-huit livres cinq sous, ci . . . . .	1,818 <sup>l</sup>	5 <sup>f</sup>	" <sup>d</sup>
<i>Richard</i> , garçon de garde-robe, déduction faite des retenues, seize cent cinquante-une livres dix-neuf sous quatre deniers, ci . . . . .	1,651	19	4
<i>Femme Richard</i> , empeuseuse, déduction faite des retenues, quatorze cent quatre-vingt-sept livres quinze sous, ci . .	1,487	15	"
<i>Le Tournelle</i> , garçon ordinaire de la chambre, déduction faite des retenues, quatre mille cent vingt-neuf livres dix-huit sous quatre deniers, ci . . . .	4,129	18	4
<i>Bontemps</i> , argentier, déduction faite des retenues, trois mille deux cent quarante-une liv. neuf s. deux den., ci . .	3,241	9	"
<i>D'Harcourt</i> , gouverneur, pour restant de ses appointemens des six premiers mois mil sept cent quatre-vingt-neuf, cent trois mille livres, ci . . . . .	103,000	"	"
<i>Le Febvre</i> , secrétaire de la garde-robe, déduction faite des retenues, deux mille quatre cent vingt-six livres dix sous, ci . . . . .	2,426	10	"
<i>Rouffeau</i> , maître d'armes & des exercices militaires, seize cent soixante-six liv. treize sous quatre den., ci . . . . .	1,666	13	4
<i>Mazier</i> , commissaire ordinaire de la maison, déduction faite des retenues, quatre mille huit cent soixante-deux livres trois sous neuf deniers, ci . . . .	4,862	3	9
<i>La Chapelle</i> , secrétaire des commande-			

mens, déduction faite des retenues,  
quatre mille huit cent soixante-deux  
livres trois sous neuf deniers, ci. . . .

4,862<sup>l</sup> 3<sup>f</sup> 9<sup>d</sup>

20 parties prenantes, en total. . . . .

129,146<sup>l</sup> 17<sup>f</sup> 8<sup>d</sup>

*Chambre de madame Adelaïde.*

*Narbonne*, dame d'honneur, pour  
avances par elle faites, quatre-vingt-  
huit mille cinq cent cinquante-quatre  
livres seize sous, ci. . . . .

88,554<sup>l</sup> 16<sup>f</sup> "d

*Lenormand*, marchand de soie, neuf  
mille neuf cent soixante livres qua-  
torze sous, ci. . . . .

9,960 14 "

*Nau, Germain & compagnie*, marchands  
de soie, quatorze cent six liv., ci. . .

1,406 " "

*Darnault*, marchand miroitier, vingt  
mille huit cent cinquante-sept livres  
un sou, ci. . . . .

20,857 1 "

*Dufourny*, marchand de toile, quarante-  
deux mille cinq cent vingt-trois liv.  
treize sous, ci. . . . .

42,523 13 "

*Veaugeois*, marchand tabletier, dix-sept  
cent cinquante-huit livres six sous,  
ci. . . . .

1,758 6 "

*Goffelin*, marchand ébéniste, cinq mille  
trois cent quatre-vingt-quatorze  
livres, ci. . . . .

5,394 " "

*Les fermiers des voitures de la cour*, trois  
mille six cent quatre-vingt-seize l., ci.

3,696 " "

*La succession de la veuve le Tellier*, quatre  
cent quarante-sept livres, ci. . . . .

447 " "

*Femme Marchand*, marchande de toïle,  
cent soixante livres, ci. . . . .

160 " "

<i>D'Aguerre</i> , bijoutier, trois cent vingt-une livres, ci. ....	321 <sup>1</sup>	" <sup>f</sup>	" <sup>d</sup>
<i>Maffé</i> , orfèvre, quatre-vingt-sept liv. cinq fous, ci. ....	87	5	"
<i>La Crampe</i> , marchande mercière, dix-sept cent quatre-vingt-quatre livres douze livres, ci. ....	1,784	12	"
<i>Arthur &amp; Robert</i> , marchands de papiers peints, deux mille cent cinquante-fix livres dix fous, ci. ....	2,156	10	"
<i>Blanchard</i> , menuisier, cent quatre-vingt-quatre livres, ci. ....	184	"	"
<i>Laveissière</i> , chaudronnier, vingt-quatre livres, ci. ....	24	"	"
<i>Lafond</i> , peintre, quatre cent cinquante-huit livres dix-huit fous, ci. ....	458	18	"
<i>Gallenty</i> , bijoutier, six cent six liv. , ci.	606	"	"
<i>Girault</i> , marchand papetier, cent vingt livres, ci. ....	120	"	"
<i>Bazan</i> , marchand de papier, douze cent vingt-cinq livres, . . . . .	1,225	"	"
<i>Laboulée</i> , parfumeur, cent quatre-vingt-deux livres, ci. ....	182	"	"
<i>Sommeffon</i> , valet-de-chambre tapissier, treize mille soixante-neuf livres six fous, ci. ....	13,069	6	"
<i>Femme Metoyen</i> , ouvrière en camifole, quatre-vingt-dix-neuf livres, ci. . .	99	"	"
<i>De Cannecande</i> , première femme-de-chambre, deux mille deux cent cinquante livres, . . . . .	2,250	"	"
<i>Joinot</i> , doreur, soixante-sept liv. , ci. .	67	"	"
<i>Marguant</i> , huit cents livres, ci. ....	800	"	"
<i>Bournot</i> , femme de garde-robe, quatre cents livres douze fous, ci. ....	400	12	"
<i>Bournot</i> , porte-faix, neuf cents l. , ci. .	900	"	"

Graillot,

<i>Graillot</i> , racommodeuse de dentelles, cinq cents livres, ci.....	500 <sup>l</sup>	" <sup>f</sup>	" <sup>d</sup>
<i>Sicot Dujardin</i> , horloger, quatre cent trente-neuf livres, ci.....	439	"	"
<i>Migneaux</i> , pour gazettes, trois cents livres, ci.....	300	"	"
<i>Ozanne</i> , premier frotteur, quatre cent vingt livres, ci.....	420	"	"
<i>Moulin</i> , deuxième frotteur, quatre cent vingt livres, ci.....	420	"	"
33 parties prenant, en total.....	201,571 <sup>l</sup>	13 <sup>f</sup>	" <sup>d</sup>

*Chambre de Madame Elisabeth.*

<i>Robert</i> , peintre, mille livres, ci...	1000 <sup>l</sup>	" <sup>f</sup>	" <sup>d</sup>
<i>Imbert</i> , secrétaire de la chambre, vingt mille sept cent soixante-quinze livres dix sous, ci.....	20,775	10	"
<i>Dujardin</i> , horloger, cinq cent cinquante- trois livres, dix-sept sous, ci...	553	17	"
<i>Bertin</i> , marchande de modes, dix mille huit cent quatre-vingt-six livres, ci.	10,886	"	"
<i>Daguerre</i> , ébéniste, dix-neuf cent soixante- huit livres, ci.....	1,968	"	"
<i>Du Bugnios</i> , tapissier, sept mille sept cent quatre-vingt-six liv., ci.....	7,786	"	"
<i>De la Noue</i> , miroitier, deux cent soixante- trois livres, ci.....	263	"	"
<i>Morel</i> , pour les voitures de la cour, cinq mille quatre cent quarante-huit livres, ci.....	5,448	"	"
La demoiselle <i>Capet</i> , peintre, quatre cent quatre-vingts livres, ci.....	480	"	"
<i>Jubin</i> , tapissier, six mille cinq cent trente-neuf livres, ci.....	6,539	"	"

*Bazan*, papetier, cinq cent soixante-dix-huit livres un sou, ci. ....

578<sup>l</sup> 1<sup>f</sup> "d

11 parties prenantes, en total. ....

56,277<sup>l</sup> 8<sup>f</sup> "d

*Mennus-Piaifirs.*

*Gallerand des Rosiers*, entrepreneur des charrois du roi, déduction faite des retenues, trois cent vingt-cinq livres douze sous huit deniers, ci. ....

325<sup>l</sup> 12<sup>f</sup> "d

*Coquet*, maître à écrire des pages de la chambre du roi, déduction faite des retenues, six cent quatre-vingt-dix-neuf livres dix sous, ci. ....

699 10 "

*Moncelet*, bourrelier, déduction faite des retenues, treize cent quatre-vingt-huit livres quatorze sous, ci. ....

1,388 14 "

*Guichard*, musicien, déduction faite des retenues, quatorze cent quatre-vingt-dix-neuf livres dix sous, ci. ....

1,499 10 "

*Bazin*, fayencier, déduction faite des retenues, six cent trente-neuf livres huit sous, ci. ....

639 8 "

*Dalvimard*, gouverneur des pages de la chambe, déduction faite des retenues, trois cent dix-sept livres quinze sous, ci. ....

317 15 "

*Dagest*, garçon de garde-robe, déduction faites des retenues, trois cent quatre-vingt-dix-neuf livres, ci. ....

399 " "

*Boucher*, coffretier - malletier du roi, déduction faite des retenues, cent quatre-vingt-quinze livres dix sous, ci. ....

195 10 "

<i>Pinon</i> , valet-de-chambre, horloger, déduction faite des retenues, cinq cent quatre-vingt-dix-huit livres, ci.	598 <sup>l</sup>	11 <sup>f</sup>	11 <sup>d</sup>
<i>Pinon</i> , huissier des balais du roi, dé- duction faite des retenues, cent quatre-vingt-dix-neuf livres dix sous, ci. ....	199	10	"
<i>Bailleux</i> , marchand de musique, dé- duction faite des retenues, seize cent six livres dix-huit sous, ci. ....	1,606	18	"
<i>Ferret</i> , prévôt de danse, déduction faite des retenues, cent dix-neuf l. dix sous, ci. ....	119	10	"
<i>Lavocat</i> , peintre en armoiries, dé- duction faite des retenues, six mille quatre cents livres douze sous, ci. . .	6,400	12	"
<i>Jacquet</i> , juré-crieur, déduction faite des retenues, neuf mille deux cent neuf livres dix sous, ci. ....	9,209	10	"
<b>14 parties prenantes en total. ....</b>	<b>23,598<sup>l</sup></b>	<b>19<sup>f</sup></b>	<b>8<sup>d</sup></b>

*Chambre aux deniers.*

<b>La veuve de <i>Marcotte de Forceville</i>, conservateur de la vaisselle du roi, de la reine &amp; de la couronne, pour fournitures, ouvrages de réparations d'orfèvrerie, la somme de vingt mille cinq cent deux livres, ci. ....</b>	<b>20,502</b>	<b>"</b>	<b>"</b>
<b>A l'égard de la demande de ladite veuve <i>Marcotte</i> en payement d'intérêts, l'assemblée nationale décrète qu'il n'y a pas lieu à liquider.</b>			
<b>1 partie prenante en total. ....</b>	<b>20,502<sup>l</sup></b>	<b>11<sup>f</sup></b>	<b>11<sup>d</sup></b>

*Jardin du Roi.*

<i>La Billarderie</i> , intendant, cent trente-trois livres six sous huit deniers, ci.	133 <sup>l</sup>	6 <sup>s</sup>	8 <sup>d</sup>
<i>Daubenton</i> , garde & démonstrateur, deux mille soixante-dix livres, ci. . .	2,070	"	"
<i>La Cépède</i> , garde & démonstrateur, quatorze cent quatre vingt-cinq livres, ci. . . . .	1,485	"	"
<i>Faujas</i> , adjoint à la garde des cabinets, dix-huit cents livres, ci. . . . .	1,800	"	"
<i>La Marck</i> , botaniste, huit cents livres, ci. . . . .	800	"	"
<i>Jussieu</i> , démonstrateur, mille quatre-vingts livres, ci. . . . .	1,080	"	"
<i>Brognard</i> , démonstrateur de chimie, dix-huit cents livres, ci. . . . .	1,800	"	"
<i>Portal</i> , professeur d'anatomie, treize cent cinquante livres, ci. . . . .	1,350	"	"
<i>Mertrud</i> , démonstrateur d'anatomie, quinze cent trente livres, ci. . . . .	1,530	"	"
<i>Lucas</i> , huissier du cabinet d'histoire naturelle, huit cent dix livres, ci. . .	810	"	"
<i>Guillotte</i> , commandant de la police du jardin, trois mille deux cent quarante livres, ci. . . . .	3,240	"	"
<i>Van-Spaendonck</i> , peintre & dessinateur, sept cent quarante livres, ci. . . . .	740	"	"
<i>Baillon</i> , correspondant, trois cents livres, ci. . . . .	300	"	"
<i>Sonnerat</i> , correspondant, trois cents livres, ci. . . . .	300	"	"
<i>Thouin</i> , jardinier en chef, cinq cents livres, ci. . . . .	500	"	"



<i>Le Clerc de Buffon</i> , pour la location de la nouvelle pépinière, & de deux maisons servant de dépôt pour les squelettes, deux mille quatre cents livres, ci.....	2,400 <sup>l</sup>	" <sup>f</sup>	" <sup>d</sup>
<i>La veuve Bertin</i> , portière, cent soixante-quinze livres, ci.....	175	"	"
<i>Lapierre</i> , premier garde - bosquet, cinquante-une livres, ci.....	51	"	"
<i>Bernard Lagrange</i> , deuxième garde-bosquet, cinquante-une livres, ci...	51	"	"
<i>Laporte</i> , troisième garde - bosquet, cinquante-une livres, ci.....	51	"	"
<i>De Pierre</i> , quatrième garde-bosquet, quatre-vingt-une livres, ci.....	81	"	"
<i>Verniquet</i> , architecte, dix-huit cent quatre-vingts livres, ci.....	1,880	"	"
<i>André Thouin</i> , jardinier en chef, pour entretien des bâtimens, huit cent quatre-vingt-onze livres, cinq sous huit deniers, ci.....	891	5	8
23 parties prenantes, en total.....	22,718 <sup>l</sup>	12 <sup>f</sup>	4 <sup>d</sup>

B A T I M E N S D U R O I.

*Différens entrepreneurs, ouvriers & fournisseurs, pour les années 1784, 1785, 1786, 1787, 1788 & 1789.*

P A R I S.

<i>Nicolas Huin</i> , vitrier, cinquante mille sept cent soixante-treize livres quatre sous onze deniers, ci.....	50,773 <sup>l</sup>	4 <sup>f</sup>	11 <sup>d</sup>
<i>La succession Dallier</i> , vitrier, vingt-trois mille neuf cent vingt-six livres dix sous neuf deniers, ci.....	23,926	10	9

<i>Daniel Vanier</i> ou ses représentans , vingt-sept livres , ci . . . . .	27 <sup>l</sup>	" <sup>f</sup>	" <sup>d</sup>
<i>Claude Lory</i> , horloger, sept mille quatre cent dix-huit livres dix-neuf sous , ci . . . . .	7,418	19	"
<i>Les héritiers de Berthe</i> , terrassier, trois mille sept cent quatre-vingts liv. cinq sous quatre deniers , ci . . . . .	3,780	5	4
<i>La veuve &amp; héritiers Dupré</i> , sculpteur, cinq cent quatre-vingt-treize livres , ci . . . . .	593	"	"
<i>Claude Jean Sainte - Croix</i> , paveur , soixante - un mille neuf cent neuf livres dix-huit sous trois deniers , ci . .	61,909	18	3
<i>La veuve d'Antoine Vallée</i> , épinglier , cent dix-sept livres quatorze sous sept deniers , ci . . . . .	117	14	7
<i>Jean-Baptiste Hadaucourt</i> , chandelier , deux mille neuf cent quatre-vingt- huit livres seize sous , ci . . . . .	2,988	16	"
<i>Etienne Trompette</i> , menuisier, quarante- neuf mille neuf cent soixante-dix-sept livres trois sous trois deniers , ci . . .	49,977	3	3
<i>Antoine Perard</i> , vitrier, trois mille deux cent quatre-vingt-une livres un denier , ci . . . . .	3,281	"	1
<i>Claude Melchior Lambin</i> , vitrier, onze mille sept cent quatre-vingt-dix-neuf livres douze sous huit deniers , ci . . .	11,799	12	8
<i>François Samuseau</i> , vernisseur, deux cent quatre-vingt-treize liv. dix-sept sous , ci . . . . .	293	17	"
<i>Denys - Guillaume Chardet</i> , épinglier , trois mille cent douze livres trois sous onze deniers , ci . . . . .	3,112	3	11

<i>Charles-Auguste Muller</i> , poëlier, sept mille fix cent neuf livres un sou trois deniers, ci.....	7,609 <sup>l</sup>	1 <sup>f</sup>	3 <sup>d</sup>
<i>Poncet</i> , marbrier, trois cent quatre-vingt-dix-neuf livres, ci.....	399	"	"
<i>Veuve Simon</i> , entrepreneur des sables de rivière, quatre mille trois cent quarante-neuf livres quatorze sous, ci.	4,349	14	"
<i>Jules Charuel</i> , couvreur, trois mille sept cent quatre-vingt-dix-huit livres treize sous deux deniers, ci.....	3,798	13	2
<i>Jacques Dupuis</i> , jardinier, trois mille trois cent soixante-douze livres trois sous, ci.....	3,372	3	"
<i>Christophe Laplace</i> , marchand de fer, vingt-neuf mille trois cent sept livres sept sous sept deniers, ci.....	29,307	7	7
<i>Charpentier</i> , jardinier, deux mille livres, ci.....	2,000	"	"
<i>Louis - Gervais Quenout</i> , vernisseur, deux cent quatre-vingt-trois livres dix-sept sous trois deniers, ci.....	283	17	3

*Château de Versailles.*

<i>Demay</i> , marchand de fable de rivière, treize mille sept cent quatre-vingts livres, ci.....	13,780	"	"
<i>Renaud</i> , couvreur, deux cent vingt livres trois sous trois deniers, ci.....	220	3	3
<i>Lebauf</i> , ferblantier, neuf mille neuf cent trente-sept livres quinze sous fix deniers, ci.....	9,937	15	6
<i>Lefebvre fils</i> , taillandier, cinquante-huit livres, ci.....	58	"	"

<i>Thomire</i> , cizeleur, deux mille livres. ci.	2,000 <sup>l</sup>	11 <sup>f</sup>	11 <sup>d</sup>
<i>Lucas &amp; Gondouin</i> , plombiers, cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quatorze livres cinq sous, ci. . . . .	127,574	5	11
<i>La veuve Forestier</i> , fondeur, cinquante-sept mille huit cent soixante-quatre livres dix sous un denier, ci. . . . .	57,864	10	11
<i>La veuve Landrin</i> , épicier, douze mille soixante-cinq livres onze sous, ci. . . .	12,065	11	11
<i>Guyard</i> , maçon, cinquante-six mille sept cent dix livres neuf sous sept deniers, ci. . . . .	56,910	9	7
<i>Heurtier</i> , garde-magasin, cent quatre-vingt-dix livres douze sous, ci. . . .	190	12	11
<i>La veuve de Gerard</i> , vitrier, vingt-six mille cinq cent quatre-vingt douze livres quatre sous sept deniers, ci. . . .	26,592	4	7
<i>La veuve Yvon &amp; Rivet</i> , couvreur, seize mille quatre-vingt-deux livres dix-huit sous trois deniers, ci. . . . .	16,082	18	3
<i>Hirsch</i> , destructeur des rats, sept cent quatre-vingt-douze livres, ci. . . . .	792	"	"
<i>Lefpart</i> , épicier, huit mille cent quarante-huit livres sept sous, ci. . . . .	8,148	7	"
<i>Gobert</i> , doreur, trois mille deux cent trente-six livres dix sous, ci. . . . .	3,236	10	"
<i>Saint - Aubin</i> , ferrurier, vingt mille quatre-vingt-douze livres dix-neuf sous six deniers, ci. . . . .	20,092	19	6

*Château de Meudon.*

<i>Desprez</i> , treillageur, trois cent soixante-neuf livres cinq sous, ci. . . . .	369	5	"
<i>Lucas &amp; Gondouin</i> , plombiers, sept mille trois cent vingt-tix livres huit sous sept deniers, ci. . . . .	7,326	8	7
		<i>Pelissier</i>	

<i>Pelissier</i> , ferrurier, sept mille quatre cent quarante-deux livres dix-sept sous deux deniers, ci.....	7,442 <sup>l</sup>	17 <sup>f</sup>	2 <sup>d</sup>
<i>Masson</i> , peintre en bâtimens, quinze cent quatre-vingt-quatre livres sept sous, ci.....	1,584	7	"
<i>La succession de Dropsy</i> père, marbrier, quinze livres, ci.....	15	"	"
<i>Les représentans de Dropsy</i> fils, deux cent six livres cinq sous, ci.....	206	5	"
<i>Ragon</i> , jardinier du potager du roi, pour fumier, deux cent quatre-vingt-dix-neuf livres dix sous, ci.....	299	10	"
<i>Hunout</i> , couvreur, cinq mille neuf cent vingt livres, ci.....	5,920	"	"
<i>Survie</i> , inspecteur du château de Meudon, déduction faite de trois cent trente-trois livres six sous huit deniers pour sa contribution patriotique, deux mille six cent soixante-six livres treize sous quatre deniers, ci.....	2,666	13	4
<i>Ragon</i> , jardinier, deux mille deux cent quatre-vingt-dix livres dix sous, ci.....	2,290	10	"
<i>Boisselette</i> , jardinier, trois mille cent cinquante livres, ci.....	3,150	"	"
<i>Rossignol</i> , jardinier, treize cent cinquante livres, ci.....	1,350	"	"
<i>Fournier</i> , portier, deux cent soixante-dix livres, ci.....	270	"	"
<i>Paley</i> , garde-magasin, cent soixante-deux livres dix sous, ci.....	162	10	"

*Manufacture de plomb laminé.*

*Moreau de la Castine & Cayeux*, associés  
de la manufacture des plombs laminés,  
Tome V.

pour le payement de ce qui leur  
reste dû sur les intérêts alloués à ladite  
manufacture , à cause de leurs four-  
nitures de 1766 à 1779, quinze mille  
fix cent quatre-vingt-fix livres dix  
sous trois deniers, ci..... 15,686<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>

53 parties prenantes en total..... 675,204 4 1

L'assemblée nationale autorise au surplus le directeur général de la liquidation, & son comité central de liquidation, à procéder à la liquidation des états des bâtimens du roi, non visés par le sieur Dangiviliers, sur la seule vérification des inspecteurs établis par édit de 1776, lesquels seront garans de la réalité de la valeur des ouvrages, sans que cela puisse préjudicier à la responsabilité dudit Dangiviliers absent.

## 2.<sup>o</sup> ARRIÉRE DU DÉPARTEMENT

### DE LA MARINE.

*Les administrateurs de la régie des vivres la marine*, la somme de cinq cent vingt-huit mille huit cent quarante-neuf livres quatorze sous onze deniers, pour restant du prix des fournitures par elle faites de vivres aux gens de mer, & de pain de munition aux canonniers & matelots employés aux travaux de la rade de Cherbourg, pendant les années 1787, 1788 & 1789, sauf la retenue des quatre deniers pour livre; ladite somme à la décharge de la caisse des travaux de la rade de Cherbourg,

à laquelle caisse ladite somme sera précomptée sur celle dont il a dû lui être fait fond pour l'année mil sept cent quatre-vingt-huit, ci. . . .	528,849 <sup>l</sup> 14 <sup>s</sup> 11 <sup>d</sup>
<i>Boucher</i> , pour fournitures de toiles à voiles faites aux ports de Brest & de l'Orient, en 1789, sous la déduction des quatre deniers pour livre, soixante-douze mille quatre cent cinquante-sept livres huit sous neuf deniers, ci.	72,457 8 9
<i>Cazenove</i> , pour fournitures faite à la marine en 1788 & 1789, sous la déduction des quatre deniers pour livre, trois cent quarante-huit mille huit cent cinq livres, . . . . .	348,805 " "
<i>A</i> l'égard de la réclamation faite par le <i>Sr. Rouhieres</i> , l'assemblée nationale, avant de prononcer sur les diverses prétentions de cet entrepreneur, décrète qu'il sera tenu de remettre en bon état, si fait na été, les lits qui lui ont été confiés par le gouvernement, de compter des sommes qu'il a touchées, pour la mettre à portée de faire procéder à l'estimation des objets qui garnissent l'hôpital, & appartenant audit <i>Rouhieres</i> , doivent être repris par le gouvernement sur le pied de l'estimation. Et dans le cas où ledit négligeroit de faire procéder auxdites opérations, l'assemblée autorise les administrateurs des travaux de Cherbourg, à faire les démarches & poursuites nécessaires pour l'y contraindre, après	

lesquelles remises, compte & estimation, il sera statué sur les réclamations dudit Rouhieres, s'il y a lieu, & sauf les compensation de droit.

3 parties prenantes.....	950,112 <sup>l</sup> 3 <sup>f</sup> 8 <sup>d</sup>
--------------------------	--

### 3.<sup>o</sup> ARRIÉRE DU DÉPARTEMENT DES FINANCES.

Les entrepreneurs des bâtimens des domaines, pour les ouvrages de construction de la nouvelle prison de la Force, destinée à remplacer celles de Saint-Martin & de Saint-Eloi, la somme de cent cinquante-six mille quatre cent cinquante-neuf livres un sou dix deniers, payable comme il suit :

#### S A V O I R ;

<i>A Niveleau</i> , maçon, soixante-dix-neuf mille huit cent cinquante-trois livres un denier, ci.....	79,853 <sup>l</sup>	" <sup>f</sup>	1 <sup>d</sup>
<i>Bajonnet</i> , ferrurier, vingt-deux mille cent soixante-trois livres cinq sous six deniers, ci.....	22,163	5	6
<i>Wibert</i> , carreleur, deux mille six cent cinquante-trois livres dix-sept sous quatre deniers, ci.....	2,653	17	4
<i>Rascalon</i> , sculpteur, cinq mille six cent trente-quatre livres dix sous, ci....	5,634	10	"
<i>Corbel</i> , marbrier, quatre mille quatre cent soixante-douze livres treize sous, ci.....	4,472	13	"
<i>Guerrier</i> , vitrier, neuf cent quatre-vingt-			



seize livres neuf sous cinq deniers , ci . . . . .	926 <sup>l</sup>	9 <sup>f</sup>	5 <sup>d</sup>
<i>Watblée</i> , peintre , deux mille cinq cent trente-neuf livres neuf sous , ci . . . .	2,539	9	"
<i>Pollier</i> , épinglier , cinq cent quatre- vingt-neuf livres quatorze sous , ci . .	589	14	"
<i>Le Peinteur</i> , paveur , quatre cent cinquante-huit livres treize sous , ci .	458	13	"
<i>Heurtot</i> , tapissier , six mille neuf cent treize livres quatorze sous , ci . . . .	6,913	14	"
<i>Desmaisons</i> , architecte , vingt - cinq mille quatre cent quatre-vingt-quatre livres , ci . . . . .	25,484	"	"
<i>Picart</i> , inspecteur , douze cents livres , ci . . . . .	1,200	"	"
<i>Clavereau</i> , vérificateur , seize cents livres , ci . . . . .	1,600	"	"
<i>Happe</i> , vérificateur , dix-neuf cents livres , ci . . . . .	1,900	"	"
Somme pareille . . . . .	156,459 <sup>l</sup>	1 <sup>f</sup>	10 <sup>d</sup>

A la charge par lesdits entrepreneurs chacun en ce qui les concerne , de rapporter extrait des opposans sur Niveleau maçon , ou aucun d'eux , soit du sieur Poinignon , soit du sieur Matagon , & main - levée , tant desdites oppositions que de celles qui seroient formées es mains du conservateur des finances.

Les ouvriers & entrepreneurs qui ont travaillé pour l'administration de la police.

## S A V O I R :

*Vannier* , maçon , trois cents livres quatre  
deniers , ci . . . . . 300<sup>l</sup> " 4<sup>d</sup>

<i>Marchand</i> , menuisier, quatre cent vingt livres, ci.....	420 <sup>l</sup>	" <sup>f</sup>	" <sup>d</sup>
<i>Travers</i> , ferrurier, fix cent soixante-fix livres, ci.....	666	"	"
<i>Dione</i> , vitrier, trois cent quatre-vingt-neuf livres, ci.....	389	"	"
<i>Boudry</i> , peintre & doreur, cent vingt-deux livres, ci.....	122	"	"
<i>Lucas &amp; Gondouin</i> , plombiers, deux cent soixante-quatorze livres, ci.....	274	"	"
	<hr/>		
	2,171 <sup>l</sup>	" <sup>f</sup>	4 <sup>d</sup>

Les professeurs royaux, la somme de vingt mille quatre cent cinquante-six livres treize sous quatre deniers, pour le payement des gages, augmentations de gages des lecteurs & professeurs royaux, & menues nécessités du collège royal, pendant l'année 1789, ladite somme payable comme il suit :

<i>Seguin</i> , fix cent cinquante-six livres treize sous quatre deniers, ci.....	656 <sup>l</sup>	13 <sup>f</sup>	4 <sup>d</sup>
<i>Martin</i> , huit cent dix livres, ci.....	810	"	"
<i>Dudemaine</i> , huit cent dix livres, ci..	810	"	"
<i>Flood</i> , huit cent dix livres, ci.....	810	"	"
<i>Matignon</i> , huit cent dix livres, ci....	810	"	"
<i>Paillart</i> , fix cent trente livres, ci.....	630	"	"
<i>L'abbé Lourdet</i> , cinq cent quarante l. ci.	540	"	"
<i>Couffin</i> , cinq cent quarante livres, ci..	540	"	"
<i>Ruffin</i> , cinq cent quarante livres, ci..	540	"	"
<i>Vauvilliers</i> , cinq cent quarante livres, ci.	540	"	"
<i>Bosquillon</i> , cinq cent quarante livres, ci.	540	"	"
<i>Dupuis</i> , cinq cent quarante livres, ci..	540	"	"
<i>L'abbé de Lele</i> , cinq cent quarante l. ci.	540	"	"
<i>L'abé Cournaud</i> , cinq cent quarante l. ci.	540	"	"
<i>Mauduit</i> , cinq cent quarante livres, ci.....	540	"	"

<i>De la Lande</i> , cinq cent quarante l. ci.	540 <sup>l</sup>	" <sup>f</sup>	" <sup>d</sup>
<i>Le Monnier</i> , cinq cent quarante liv. ci.	540	"	"
<i>Le Fevre de Gineau</i> , cinq cent quarante livres, ci. ....	540	"	"
<i>Raulin</i> , cinq cent quarante livres, ci. .	540	"	"
<i>Portal</i> , cinq cent quarante livres, ci. .	540	"	"
<i>Darcet</i> , cinq cent quarante livres, ci. .	540	"	"
<i>Daubenton</i> , cinq cent quarante liv. ci.	540	"	"
<i>Laget Bardelin</i> , cinq cent quarante l. ci.	540	"	"
<i>Bouchaud</i> , cinq cent quarante liv. ci. .	540	"	"
<i>L'abbé du Tems</i> , cinq cent quarante liv. ci. ....	540	"	"
Et pour les gages de l'inspecteur, augmentations de gages des professeurs, frais d'assemblées & menues nécessités, suivant l'état de distribution qui en sera arrêté pour l'année 1789, cinq mille six cent-soixante-dix livres, ci. ....	5,670	"	"
45 parties prenantes, somme pareille.	20,456 <sup>l</sup>	13 <sup>f</sup>	4 <sup>d</sup>

Sur laquelle il revient quinze mille neuf cent-trente livres au collège royal, & quatre mille cinq cent-vingt-six livres treize sous quatre deniers aux professeurs de théologie.

Total du département de la finance cent soixante - dix neuf mille quatre-vingt - six livres treize sous six deniers, ci. ....

179,086 15 6

#### 4.<sup>o</sup> CRÉANCES sur le ci-devant Clergé.

L'Assemblée nationale déclare créanciers légitimes de l'état, pour les causes qui vont être expliquées, les personnes ci-après nommées.

- 1.<sup>o</sup> *Claude-François Galmiche*, prêtre, directeur des religieuses Annonciades de Vesoul, de cent livres de rente perpétuelle sans retenue, au principal au dernier vingt, de deux mille livres par lui prêtées auxdites religieuses, suivant l'acte passé par-devant notaire à Vesoul, le 4 mai 1790; en conséquence décrète que les arrérages lui en seront payés, à compter du jour qu'ils seront justifiés être dus.
- 2.<sup>o</sup> *L'hôtel-dieu de la ville de Croisic*, de deux cent quatre-vingts livres de rente perpétuelle sans retenue, au principal au dernier vingt-cinq, de sept mille livres, suivant l'acte passé par-devant notaire en la sénéchaussée de Guérande, entre les religieux de l'abbaye de Prière & les administrateurs du susdit hôpital qui ont prêté ladite somme de sept mille livres; en conséquence décrète que les arrérages lui en seront payés, à compter du jour qu'ils seront justifiés être dus.
- 3.<sup>o</sup> *Chapotin de la Jonchère*, comme héritier par son épouse, de la veuve Decamps, de cent vingt livres de rente annuelle & perpétuelle, sujette à la retenue des impositions, au principal au dernier vingt, de deux mille quatre cents livres prêtées par la dame veuve Decamps au chapitre de Saint-Martin de Chablis, suivant l'acte passé par-devant notaire à Chablis, le douze août mil sept cent soixante-six; en conséquence décrète que les arrérages lui en seront payés, à compter du jour qu'ils seront justifiés être dus.
- 4.<sup>o</sup> *Rose Dechamps, veuve Perreau, & Reine Perreau*, de cent quatre-vingt-six livres six sous un denier de rente sujette aux impositions: savoir; la dame Rose Dechamps, veuve Perreau, de cent vingt livres au principal de deux mille quatre cents livres & ladite Reine Perreau, de soixante-six livres six sous un denier, au principal de treize cent vingt-six livres deux sous sept deniers, par elles prêtées aux religieuses de l'ordre de la Trinité de la maison de

de la Marche, au denier vingt, suivant une reconnoissance sous signature privée du 1.<sup>er</sup> janvier 1761, & une quittance du 12 mai 1770, à la suite d'un acte capitulaire dudit jour; en conséquence décrète que les arrérages leur en seront payés, conformément aux décrets des 8, 12 & 14 avril 1771.

5.<sup>o</sup> *Claudine Jaffoud de Romans*, de cent trente-cinq livres de rente perpétuelle sans retenue, au principal à quatre & demi pour cent, de trois mille livres par elle prêtées aux religieuses du monastère de Ste-Ursule de de Romans, suivant l'acte passé devant notaire à Romans, le 11 juin 1787; en conséquence décrète que ladite rente sera payée, à compter du jour qu'elle sera justifiée être due, de six mois en six mois, aux 11 juin & 11 décembre de chaque année.

6.<sup>o</sup> *Bertrand Grou de la Chaise*, de cent livres de rente sujette aux retenues des impositions, au principal de deux mille livres, à lui transportée, suivant l'acte passé par-devant notaire à Périgueux le 15 août 1779, par Pierre Front-Roux Guilhem, héritier de demoiselle Paule Aumassip, qui avoit elle-même hérité de Pierre Aumassip, prêtre chanoine de l'église cathédrale de St.-Etienne St-Front de Périgueux, qui avoit prêté lesdites deux mille liv. au chapitre de ladite église, suivant l'acte passé par-devant notaire à Périgueux, le 20 janvier 1753; en conséquence décrète que les arrérages lui en seront payés à compter du jour qu'ils seront justifiés être dus par le receveur du district de Périgueux, jusqu'au 1.<sup>er</sup> janvier 1792, & à compter de cette époque par les payeurs des rentes sur l'état, ou par les receveurs de districts qu'il voudra choisir, conformément aux décrets du 15 août 1790.

7.<sup>o</sup> *Jeanne Jezequet, veuve d'Olivier Jezequet*, comme tutrice de ses enfans mineurs, de trois cents livres de rente perpétuelle sujette à la retenue des impositions, au principal de six mille livres par elle prêtée à l'abbaye de St-Mathieu, ordre de St-Benoît, congrégation de St-Maur, suivant

l'acte passé devant notaire en la sénéchaussée de Brest, le 15 décembre 1779 ; en conséquence décrète que les arrérages lui en seront payés au quinze décembre de chaque année, à compter de l'époque qu'ils seront justifiés être dus.

8.<sup>o</sup> *Marliave*, de huit cents livres de rente sujette aux impositions, au principal de seize mille livres, faisant partie du prix de l'office de maire d'Alby, par lui cédé & transporté à Charles le Goux de la Berchère, archevêque d'Alby, pour être uni audit archevêché, suivant trois actes passés devant notaire à Alby les 30 juin, 23 août 1694 ; & dernier jour d'avril 1703 ; ladite réunion homologuée par arrêt du conseil du 30 juillet 1694 : en conséquence décrète que les arrérages en seront payés, à compter du jour qu'ils seront justifiés être dus.

9.<sup>o</sup> *Jean-Joseph Rolland*, prêtre, de deux cents livres de rente sujette à la retenue des impositions, au principal de quatre mille livres par lui prêtées au chapitre de l'église royale, collégiale & séculière de Notre-dame de la ville de Chatellerault, suivant l'acte passé pardevant notaire à Chatellerault le 14 août 1789 ; en conséquence décrète que les arrérages lui en seront payés à compter du jour qu'ils seront justifiés lui être dus. Décrète en outre qu'il n'y a pas lieu à lui accorder sa demande de faire entrer en compensation le capital du contrat ci-dessus annoncé, avec le prix de l'acquisition qu'il a faite de la maison à la construction de laquelle a été employé le capital de la constitution.

10.<sup>o</sup> *Joseph-Augustin de Bouexie de Pinieux*, de deux mille sept cents livres de rente sujette à la retenue des impositions, au principal de cinquante-quatre mille livres au denier vingt, prêtée aux religieuses de la ci-devant abbaye royale de St. Sulpice de Rennes ; en conséquence décrète que les arrérages lui en seront payés, à compter du jour qu'ils seront justifiés être dus.

11.<sup>o</sup> *Simon-François d'Artigues*, de deux cent quarante

- livres de rente perpétuelle , au principal au denier vingt-cinq , de six mille livres , prêtées à l'abbaye de St-Sever-Cap , par acte sous seing-privé , le 10 janvier 1783 ; en conséquence décrète que les arrérages lui en seront payés , à compter du jour qu'ils seront justifiés être dus.
- 12.<sup>o</sup> *Claude Larfin*, receveur de la portede Bar , représentant Tyrion de Verely , de quatre cents livres de rente perpétuelle sans retenue , au principal au denier vingt-cinq , de dix mille livres prêtées aux religieux de l'abbaye de Notre-dame de l'Isle en Barrois , suivant l'acte passé par-devant notaire le 5 juin 1774 ; en conséquence décrète que les arrérages lui en seront payés , à compter du jour qu'ils seront justifiés être dus.
- 13.<sup>o</sup> *Pernad Crethons & Jeanne Pordenave* sa femme , de douze cents livres de rente perpétuelle sans retenue , au principal au denier vingt-cinq , de trente mille livres prêtées à l'abbaye de St-Sever-Cap de Gascogne , ordre de St-Benoît , congrégation de St-Maur , suivant trois promesses de passer contrat des 19 novembre 1774 , 18 octobre 1776 & 15 août 1777 ; en conséquence décrète que les arrérages leur en seront payés , à compter du jour qu'ils seront justifiés être dus.
- 14.<sup>o</sup> *Charles-Josèphe Berthé de Chailly* , de quatre-vingts livres au principal au denier cinquante , de quatre mille livres dues par le clergé du diocèse de Tours , suivant l'acte passé devant notaire le 7 septembre 1720 ; en conséquence , décrète qu'il lui sera délivré une reconnoissance de liquidation valant contrat , de quatre-vingts livres de rente au même principal de quatre mille livres , & que les arrérages lui en seront payés , à compter du jour qu'ils seront justifiés être dus.
- 15.<sup>o</sup> *Charles Josèphe de Berthé de Chailly* , d'une rente de mille soixante-sept livres quinze sous quatre deniers net , au principal de vingt-neuf mille cent soixante-cinq livres quinze sous sept deniers , dues par le clergé du diocèse de Tours ; en conséquence , décrète que les arrérages lui en

seront payés à compter du premier janvier 1788, sous la déduction de onze cent soixante-six livres quatorze sous quatre deniers qu'il a reçus à compte; décrète en outre, à l'égard des frais que réclame ledit *Berthé de Chailly*, qu'attendu que ces frais ont été faits postérieurement à la publication du décret du 14 & 20 avril 1790, il n'y a pas lieu à en restituer le montant.

16.<sup>o</sup> *Darrieu Majou*, maître en chirurgie de la ville de Grenade, de cinquante-deux livres de rente annuelle & perpétuelle, sans retenue, au principal au denier vingt-cinq, de treize cents livres par lui prêtées aux religieux de la ci-devant Abbaye de St-Sever, ordre de St-Benoît, congrégation de St-Maur; en conséquence de ce, décrète que les arrérages lui en seront payés à compter du jour qu'ils seront justifiés être dus.

17.<sup>o</sup> *Pierre Mourrier des Granges*, négociant à Limoges, de la somme de trois mille neuf cent quatre-vingt-sept livres, pour fournitures de bois faites aux religieuses de l'abbaye des Alloix de la ville de Limoges, suivant l'acte consenti à son profit par lesdites religieuses le 7 février 1788; en conséquence, décrète, que ladite somme de trois mille neuf cent quatre-vingt-sept livres lui sera payée, avec les intérêts depuis le 16 mars 1791, ci.....

3,987<sup>1</sup> 12 12

A l'égard du surplus des pétitions formées par ledit *Mourrier des Granges*, contre ladite abbaye des Alloix & contre celle de la Règle, l'assemblée renvoie sa demande au directoire du département de la haute Vienne, pour vérifier les livraisons qui ont été faites depuis l'année 1788; & s'il n'y



a eu aucun paiement de fait sur  
lesdites livraisons.

18.<sup>o</sup> *François Faurie*, ménager du lieu  
de Mauvé, de la somme de quatre  
mille trente livres quinze sous à lui  
due par les religieux Carmes de la  
ville de Tournau, par acte sous seing-  
privé, du 4 octobre 1787; en con-  
séquence décrète que ladite somme de  
quatre mille trente livres quinze sous  
lui sera payée avec les intérêts au de-  
nier vingt avec retenue, à compter  
d'un neuf mars, date de la présentation  
de ses titres au directoire du District,  
ci.....

4,030<sup>l</sup> 15<sup>s</sup> d.

19.<sup>o</sup> *Louis-François le Sourd*, négociant  
à Tours, la somme de six mille livres;  
pour fournitures de marchandises par  
lui faites aux religieux de la ci-de-  
vant abbaye de Marmoutiers; en  
conséquence, décrète que ladite  
somme de six mille livres lui sera  
payée avec les intérêts au denier  
vingt, avec retenue des impositions,  
à compter du 18 mars 1791, ci...

6,000 " M

Quant à la demande de trois cent  
trente-quatre livres neuf sous pour  
fournitures faites par ledit *le Sourd*  
dans le courant d'avril 1790, l'assem-  
blée renvoie aux ci-devant religieux  
de Marmoutiers pour en être payé.

20.<sup>o</sup> *Rivoallan*, homme de loi, la somme  
de trois cents livres par lui prêtée aux  
ci-devant religieux de Lannion, par  
acte sous signature-privée du mois  
d'avril 1786; en conséquence, dé-

crète que ladite somme de trois cents livres lui sera payée avec les intérêts comme ci-dessus, du premier avril 1791, ci.....

300<sup>l</sup> " "d.

21.<sup>o</sup> *Claude Perrin*, grand custode de l'ordre des Cordeliers de la province de France, de la somme de quinze cents livres pour les frais d'un voyage fait à Rome pour les affaires de son ordre; en conséquence, décrète que ladite somme de quinze cents livres lui sera payée, ci.....

1,500 " "

22.<sup>o</sup> *Jacques Randon*, négociant à Grenoble, de la somme de vingt-six mille livres due par les religieux Dominicains de Grenoble, suivant deux actes passés par-devant notaires à Grenoble, les 12 février & huit octobre 1785, dont cession lui a été faite par Gaspard Ray, par acte du 9 janvier 1791; en conséquence, décrète qu'il sera délivré audit *Jacques Randon* une reconnoissance de liquidation portant intérêt à cinq pour cent & avec retenue, & remboursable dans l'espace de vingt années, à compter du 15 juin 1784; & qu'à l'égard des arrérages de ladite somme de vingt-six mille livres, ils lui seront payés à compter du jour qu'ils seront justifiés être dûs.

23.<sup>o</sup> L'assemblée nationale ajoutant à son décret du 24 juin dernier, par lequel *Philippe Binet*, architecte, a été liquidé à la somme de cinq mille

cent treize livres pour réparations & constructions à la maison épiscopale de Rennes, décrète qu'il sera payé des intérêts de ladite somme, à compter du 4 juillet 1790, jour de la demande qui en a été par lui formée au présidial de Rennes, & à lui adjugée par sentence de ce tribunal du 16 octobre 1790.

23 parties prenantes, en total exigible.

15,817<sup>l</sup> " <sup>f</sup> " <sup>d</sup>

### 5.º DOMAINES & FÉODALITÉ.

*La Tremoille*, pour remboursement de la finance principale de l'acquisition par lui faite des droits d'échange dans l'étendue du ci-devant duché de Thouars, deux mille livres, ci....

2,000<sup>l</sup> " <sup>f</sup> " <sup>d</sup>

Avec les intérêts à compter du 29 septembre 1790, jour de la remise des titres au comité de liquidation, à la charge par lui de justifier de ses droits & de faire décharger ladite quittance de finance sur les registres du contrôle général.

Les ayant-cause du sieur *Marillac*, la somme de trois cents livres pour remboursement de la finance principale de l'engagement des droits d'échange de la paroisse d'Attichy & de ceux de la Ferté-sui-Perron, ci.....

300 " "

Avec les intérêts à compter du 29 septembre 1790, en justifiant par lesdits ayant-cause de leurs droits, & faisant décharger lesdites quittances

de finances sur les registres du contrôle général.

La veuve *Franquieres*, pour remboursement de la finance & accessoires de l'engagement par elle obtenu d'un droit de péage par eau de St.-Simphorien-d'Ozon, en la ci-devant province de Dauphiné, la somme de cent mille quatre cent cinq livres, ci. . . .

100,405<sup>1</sup> " " "d

Avec les intérêts à compter de l'époque postérieure au 4 août 1789, de la cessation de perception dudit droit de péage, laquelle sera justifiée par un certificat dûment en forme des officiers municipaux de la ville où ledit droit se percevoit ; en rapportant en outre par ladite veuve *Franquieres* les originaux de ses quittances de finances, dûment déchargées des registres du contrôle général en justifiant de ses droits.

Les ayant-cause des sieurs *de Teures* & *Miron*, la somme de quinze mille sept cent cinquante livres pour remboursement de la finance principale de l'engagement des droits de vinage & toulière dans la ville de Landrecy, avec les intérêts de ladite somme, à compter du jour où lesdits droits ont cessé d'être perçus, ci. . . . .

15,750 " "

Et en rapportant par lesdits ayant-cause  
1.º un certificat dûment en forme des officiers municipaux de la ville de Landrecy, qui atteste & fixe l'époque de la cessation de la perception desdits droits.

2.º L'expédition en bonne forme du contrat d'engagement.

3.º L'original en parchemin de la quittance de finance ci-dessus exprimée, déchargée des registres du contrôle général, & en justifiant de leurs droits.

*Louis-Marie Johain de la Carre*, la somme de vingt-sept mille neuf cents livres, pour la finance principale de l'engagement des droits de poids-le-røi de la ville de Blois, maison en dépendant, & autres droits féodaux abolis, ci.....

27,900<sup>l</sup>    <sup>u</sup>    <sup>u</sup>    <sup>d</sup>

Avec les intérêts à compter de l'époque postérieure au décret du 4 août 1789, où lesdits droits ont cessé d'être perçus, en rapportant par ledit Johain de la Carre, 1.º un certificat duement en forme des officiers municipaux de la ville de Blois, qui atteste ladite époque de la cessation de la perception, l'expédition en parchemin du contrat d'engagement, & l'original de la quittance de finance principale.

2.º Un procès-verbal dressé par lesdits officiers municipaux, & visé par le directoire de district des lieux, qui constate que la maison engagée & bâtimens en dépendant, sont en bon état.

3.º Enfin en justifiant de ses droits. L'assemblée nationale déclare au surplus que la maison comprise dans l'engagement fait aux auteurs dudit

Johain de la Carre, est dès-à-présent réunie au domaine national.

*Les dames de Merles & Gilbert de Voisins*, représentant la veuve Langle, la somme de trente-trois mille livres pour remboursement de la finance principale de l'engagement des droits de vînage, étalage & autres droits féodaux dépendant du domaine de Saint-Quentin, ci . . . . .

33,000<sup>l</sup> "f "d

Avec les intérêts à compter de l'époque postérieure au décret du 4 août 1789, où les droits engagés ont cessé d'être perçus, en rapportant par lesdites *Merles & Gilbert de Voisins*, 1.<sup>o</sup> un certificat dûment en forme des officiers municipaux de la ville de St.-Quentin, qui atteste & fixe l'époque où tous les droits engagés sans exception ont cessé d'être perçus.

2.<sup>o</sup> L'expédition en bonne forme du contrat d'engagement desdits droits, & l'original de la quittance de finance de trente-trois mille livres dûment déchargée des registres du contrôle général, comme aussi en justifiant de leurs droits.

Le maréchal *de Castries*, la somme de dix mille sept cent soixante-quatorze livres, pour remboursement de la quittance de la finance principale de l'engagement du domaine de Castelnau-le-Crès & Sallézon, pigeonnier, boucherie, justice, greffe; censive & autres, ci . . . . .

10,774 " "

Avec les intérêts de ladite somme, à

compter de l'époque postérieure au décret du 4 août 1789, où tous les droits engagés ont cessé d'être perçus; laquelle époque sera attestée par un certificat dûment en forme des officiers municipaux de la commune de Castelnau, que le maréchal de Castries sera tenu de rapporter avec 1.<sup>o</sup> l'original de la quittance de finance originaire d'engagement.

2.<sup>o</sup> L'expédition en bonne forme du jugement ou ordonnance des commissaires du roi du 21 avril 1640, qui a liquidé la finance & accessoires du premier engagement desdits domaines & droits, à la somme de quatre mille neuf cent vingt-deux livres.

3.<sup>o</sup> Et enfin un procès-verbal de recollement de l'état des pigeonniers de Castelnau & bâtimens en dépendant, lequel sera dressé sur la visite & rapport faits le 2 août 1774, par experts convenus ou nommés d'office, visé ensuite par le directoire de district de l'arrondissement & par le directoire du département; à la charge encore par ledit de Castries de justifier de ses droits.

L'assemblée nationale déclare au surplus que le domaine de Castelnau & dépendances est dès-à-présent réuni au domaine national.

..... Aubier, la somme de onze mille neuf cent quatre-vingt-

trois livres seize sous, pour rem-  
boursement des greffes domaniaux,  
droits de parisis, contrôle, & quart  
en sus de la ci-devant sénéchaussée  
& siège présidial de Clermont-Fer-  
rand, ci.....

11,983<sup>1</sup> 16<sup>f</sup> "

Avec les intérêts à compter du premier  
octobre 1790, en rapportant par ledit  
Aubier 1.<sup>o</sup> les expéditions dûment en  
forme de ses différens contrats d'enga-  
gement, & les originaux des quittances  
de finances dûment déchargés des  
registres du contrôle général.

2.<sup>o</sup> En justifiant d'une possession de  
quarante années tant par lui que par  
ses auteurs.

L'assemblée nationale rectifiant son  
décret du 27 mars dernier, par lequel  
*Louis-François de Bayser* a été liquidé  
à la somme de quarante-un mille  
cinq cent dix-neuf livres huit sous  
trois deniers pour le greffe du ci-  
devant baillage de l'Isle, avec les  
intérêts à cinq pour cent, à compter  
du 8 mars 1791, décrète qu'il sera  
payé en outre audit Louis-François  
de Bayser, la somme de trois cent  
cinquante-deux livres quatorze sous,  
ci.....

352 14 "

## S Ç A V O I R :

Cent quatre-vingt-une livres quatorze  
sous pour le sceau & honoraires des  
provisions dudit de Bayser ; & cent  
soixante-onze livres pour le montant



des six sous quatre deniers pour livre de l'ancien principal du droit de marc d'or non compris dans la précédente liquidation : lesdites deux sommes faisant ensemble celle totale de quarante - un mille huit cent soixante-douze livres deux sous trois deniers , à laquellele montant de la liquidation dudit office demeurera définitivement fixé, & laquelle dernière somme produira intérêt à cinq pour cent , à compter du premier octobre 1790 , conformément au décret du 16 juin , savoir ; pour la somme de quarante-un mille cinq cent dix-neuf livres huit sous trois deniers, montant de la première liquidation , à compter dudit jour premier octobre jusqu'à la quinzaine de la sanction du décret rendu sur la première liquidation , & pour la somme de trois cent cinquante-deux livres quatorze sous jusqu'à la quinzaine après la publication du premier décret.

A l'égard de la réclamation faite par Henri-Léonard-Jean-Baptiste Bertin, ancien ministre d'état, en vertu d'arrêt du conseil du 30 mai 1786, l'assemblée nationale décrète que ledit arrêt sera remis entre les mains de l'agent du trésor public, à l'effet de se pourvoir par les voies de droit contre ledit arrêt.

9 parties prenantes, en total . . . . . 220,464<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>

## 6.° JURANDES &amp; MAITRISES.

*Indemnités & remboursemens.*

<i>Claude Duchesdelaville</i> , bonnetier, deux cent soixante-douze livres cinq sous, ci .....	272 <sup>l</sup>	5 <sup>f</sup>	11 <sup>d</sup>
<i>Pierre-François Duvergier</i> , bonnetier, cinq cent quatre-vingt-douze livres treize sous quatre deniers, ci .....	592	13	4
<i>Léonard Malté</i> , deux cent cinquante-neuf livres trois sous quatre deniers, ci .....	259	3	4
<i>Nicolas la Pille</i> , cinq cent quatre-vingt-dix-neuf livres cinq sous, ci .....	599	5	"
<i>Madeleine Rouny</i> , cinq cent quatre-vingt-dix-neuf livres cinq sous dix deniers, ci .....	599	5	10
<i>Louis Huguenin Richer</i> , cinq cent quatre-vingt-cinq livres six sous huit deniers, ci .....	585	6	8
<i>Marie François</i> , cinq cent soixante-quinze-livres cinq sous, ci .....	575	5	"
<i>Pierre-Nicolas Salmon</i> , cinq cent quatre-vingt-neuf livres quinze sous, ci ..	589	15	"
<i>Jacques Sitrois</i> , cinq cent quatre-vingt-cinq livres six sous huit deniers, ci ..	585	6	8
<i>François Labouzé</i> , six cent trente-sept livres deux sous six deniers, ci .....	637	2	6
<i>Pierre Boutin</i> , six cent onze livres seize sous huit deniers, ci .....	611	16	8
<i>Gollhelf Ehrenfriele Nebe</i> , cinq cent quatre-vingts livres trois sous quatre deniers, ci .....	580	3	4
<i>François-Jules-Gabriel de Seuille du Joly</i> ,			

peintre, quatre-vingt-sept livres quatre sous un denier, ci.....	87 <sup>l</sup>	4 <sup>f</sup>	1 <sup>d</sup>
<i>Jean-Claude-Joseph Marcon</i> , menuisier, quatre cent cinquante-deux livres cinq sous deux deniers, ci.....	452	5	2
<i>Louis - Nicolas le Maire</i> , menuisier, quatre cent soixante-quatre livres un sou trois deniers, ci.....	464	1	3
<i>Philippe-Michel Durandie</i> , deux cent quatre-vingt-huit livres quatre sous sept deniers, ci.....	288	4	7
<i>Jean le Jeune</i> , idem, quatre cent cin- quante-six livres un sou six deniers, ci.....	456	1	6
<i>Etienne le Noble</i> , idem, quatre-vingt- quinze livres six sous cinq deniers, ci.....	95	6	5
<i>Toussaint Monvoisin</i> , fayancier, quatre cents livres trois sous six deniers, ci.....	400	3	6
<i>François la Portalle</i> , tailleur, trois cent soixante-dix-huit livres, ci.....	378	"	"
<i>Pierre Mauroy</i> , tailleur, trois cent soixante-dix-sept livres dix-huit sous onze deniers, ci.....	377	18	11
<i>Jean - Marie Corneffe dit Chatillon</i> , cent soixante-treize livres un sou un denier, ci.....	173	1	1
<i>Jean-Pierre Pelissier</i> , ferrurier, six cent trente-neuf livres onze sous un denier, ci.....	639	11	1
<i>André Garno</i> , idem, six cent trente- neuf livres onze sous un denier, ci..	639	11	1
<i>Louis le Roux</i> , idem, six cent vingt-trois livres, ci.....	623	"	"
<i>Jean-Joseph-Robert Hannelin</i> , idem,			

cinq cent soixante-trois livres trois sous quatre deniers, ci.....	563 <sup>l</sup>	3 <sup>f</sup>	4 <sup>d</sup>
<i>Henri - Louis Seifne</i> , idem, cinq cent quatre-vingt-onze livres douze sous trois deniers, ci.....	591	12	3
<i>Jean Zirbis</i> , ferrurier, six cent soixante- trois livres cinq sous sept deniers, -ci.....	663	5	7
<i>Furey Marié Cavallie</i> , idem, six cent trois livres, ci.....	603	"	"
<i>Toussaint Bouret</i> , idem, cinq cent quatre- vingt-deux livres onze sous deux deniers, ci.....	582	11	2
<i>Jean Firino</i> , id. cinq cent soixante- sept livres quatorze sous huit de- niers, ci.....	567	14	8
<i>Joseph Douchet</i> , chandelier, quatre cent dix-neuf livres dix-sept sous deux de- niers, ci.....	419	17	2
<i>Jean Pellet</i> , bonnetier, six cent trente- trois livres dix-neuf sous deux de- niers, ci.....	633	19	2
<i>Jean-Baptiste Etienne</i> , id. cinq cent quatre-vingt-quatorze livres onze sous huit deniers, ci.....	594	11	8
<i>François Cardon</i> , coiffeur, deux cents livres six sous trois deniers, ci.....	200	6	3
<i>André-Philippe Alexis</i> , coiffeur, deux cent dix livres quatre sous deux de- niers, ci.....	210	4	2
<i>Antoine la Roche</i> , tailleur, trois cent quatre-vingt-douze livres, ci.....	392	"	"
<i>Jean-Marie Jacasson</i> , id. trois cent qua- tre-vingt-deux livres trois sous onze deniers, ci.....	382	3	11
<i>Louis-François Bailly</i> , id. deux cent			vingt-

vingt-huit livres dix-huit sous onze deniers, ci.....	228 <sup>l</sup>	18 <sup>f</sup>	11 <sup>d</sup>
<i>Christophe Petit</i> , id. cent soixante-dix-neuf livres deux sous trois deniers, ci.	179	2	3
<i>Catherine Duverger, veuve Colombel</i> , id. deux cent dix livres onze sous deux deniers, ci.....	210	11	2
<i>Marie-Louise Genet</i> , femme <i>Dubois</i> , chandelière, quatre cent cinquante-sept livres dix-neuf sous un denier, ci.	457	19	1
<i>Antoine-Robert Herpin</i> , coiffeur, cent quarante-une livres dix-sept sous six deniers, ci.....	141	17	6
<i>Antoine Gilbert</i> , id. cent quatre-vingt-onze livres dix sous, ci.....	191	10	"
<i>François Veissière</i> , id. cent soixante-dix-huit livres sept sous un denier, ci.	178	7	1
<i>Louis Chaumont</i> , tailleur, deux cent vingt livres sept deniers, ci.....	220	"	7
<i>François Geurlet</i> , id. deux cent dix-sept livres seize sous deux deniers, ci..	217	16	2
<i>Jean-Baptiste Lelievre</i> , id. cinquante-sept livres deux sous huit deniers, ci.	57	2	8
<i>Jean-François Chatron</i> , tabletier, trois cent soixante-dix-neuf livres quatorze sous sept deniers, ci.....	379	14	7
<i>Claude-Michel Vaudoux</i> , menuisier, deux cent cinquante-six livres quatorze sous sept deniers, ci.....	256	14	7
<i>Jacques Deschamps</i> , peintre, quatre cent vingt-sept livres neuf sous quatre deniers, ci.....	427	9	4
<i>Alexandre-Jacques-David Denisbelle</i> , id. quatre cent quarante-neuf livres treize sous neuf deniers, ci.....	449	13	9
<i>Nicolas Bouquot</i> , coiffeur, cent			
Tome V.	O o		

cinquante-huit livres trois sous quatre deniers , ci.....	158 <sup>l</sup>	3 <sup>f</sup>	4 <sup>d</sup>
Noel Goujon , id. cent quatre-vingt-quinze livres deux sous un denier , ci.	195	2	1
Jacques-Victor Leblanc , menuisier , quatre cent soixante-une livres neuf sous deux deniers , ci.....	461	9	2
Aimé Crussy , id. quatre cent trente-six livres dix sous sept deniers , ci..	436	10	7
Antoine-Louis Harmand , id. quatre cent vingt livres cinq sous sept deniers , ci.....	420	5	7
François Obry , quatre cent cinquante-une livres quinze sous cinq deniers , ci.....	451	15	5
Etienne Maclard , menuisier , quatre cent trente-quatre livres un sou trois deniers , ci.....	434	1	3
Jean-Baptiste Bernard de Mai , quatre cent sept livres cinq sous , ci.....	407	5	"
Gilbert Caillot , quatre cent soixante-quatre livres seize sous sept deniers , ci.....	464	16	7
Jean - Charles Mainfroy , quatre cent soixante-quatre livres onze sous , ci.	464	11	"
Julien Cottereau , quatre cent trente-cinq livres six sous trois deniers , ci.	435	6	3
Honoré-François-Marie Reiff , quatre cent cinquante-huit livres six sous huit deniers , ci.....	458	6	8
Pierre-Antoine Bellanger , quatre cent soixante-cinq livres cinq sous sept deniers , ci.....	465	5	7
Jean-Charles Pinel de Grandchamp ,			

fondeur, cent soixante-dix-sept livres sept sous, ci.....	177 <sup>l</sup>	7 <sup>f</sup>	" <sup>d</sup>
<i>Pierre-Louis Vivier</i> , id. cent quatre-vingt-dix-neuf livres un sou huit deniers, ci.....	199	1	8
<i>Georges Huron</i> , id. deux cent six livres douze sous trois deniers, ci.....	206	12	3
<i>François-Marie Desgrois</i> , id. deux cent vingt-huit livres dix-sept sous neuf deniers, ci.....	228	17	9
<i>Louis-Léon-Augustin Pinel de Grandchamp</i> , id. cent soixante-quinze livres dix-sept sous dix deniers, ci.....	175	17	10
<i>François-Joseph Cambray</i> , id. soixante-seize livres dix sept sous six deniers, ci.....	76	17	6
<i>Joseph Girardot</i> , id. quatre-vingt-neuf livres douze sous, ci.....	89	12	"
<i>Jean-Pierre Mony</i> , cent soixante-quinze livres sept sous dix deniers, ci.	175	7	10
<i>Pierre Draux</i> , fondeur, soixante-seize livres dix-huit sous un denier, ci..	76	18	1
<i>François Montabon</i> , id. cent quatre-vingt-sept livres un sou huit deniers, ci.....	187	1	8
<i>Louis Caron</i> , id. deux cent dix-huit livres dix sous, ci.....	218	10	"
76 parties prenantes, en total.....	28,5	17 <sup>l</sup>	19 <sup>f</sup> 6 <sup>d</sup>

## 7.<sup>o</sup> REMBOURSEMENTS des Brevets de retenues, Charges & Offices.

*Louis de Noé*, la somme de soixante

mille livres, pour le remboursement à titre d'indemnité de la charge de maire royal de Bordeaux, avec les intérêts à cinq pour cent, à compter du 5 janvier 1791, ci.....

60,000<sup>l</sup> "f "d

A l'égard de la charge de gouverneur de la ville de Bordeaux, dont ledit Louis de Noé étoit pourvu, l'assemblée déclare qu'il n'y a pas lieu au remboursement de la finance de cet office, mais décrète que ledit de Noé continuera à jouir à titre de rente viagère, des gages qui y sont attachés, conformément à l'article III du décret du 20 janvier 1791.

*René le Monnier*, la somme de soixante-dix mille livres, pour le remboursement de son brevet de retenue sur la charge de commissaire des guerres, dont il étoit pourvu, avec les intérêts, à compter du 9 janvier 1791, ci.

70,000 " "

A l'égard des quatre mille livres payés par le précécesseur dudit le Monnier, en exécution de la déclaration du 20 août 1767, l'assemblée nationale déclare qu'il n'y a lieu à rembourser ladite somme audit le Monnier, non plus que les sommes pareilles qui auroient été versées au trésor public, en exécution de la déclaration du 20 août 1767, par autres que par les titulaires actuels.

*Imbert de la Salette*, pour remboursement du brevet de retenue sur la charge de commissaire des guerres,



la somme de soixante-dix mille livres seulement , ci.....	70,000 <sup>l</sup>	" <sup>f</sup>	" <sup>d</sup>
Avec les intérêts à compter du 9 jan- vier 1791.			
<i>Louis-Claude Capet</i> , pour le rembour- sement de son brevet de retenue sur la charge de commissaire des guerres dont il étoit pourvu, ci.....	120,000	"	"
Avec les intérêts du 19 janvier 1791.			
<i>Jean-Charles Lavechef du Parc</i> , pour remboursement de son brevet de re- tenue sur la charge de commissaire des guerres, soixante-dix mille livres, ci.	70,000	"	"
Avec les intérêts à compter du 9 jan- vier 1791.			
<i>Jean-Jacques-Denys de Boisclerc</i> , pour les mêmes causes, cent vingt-quatre mille livres, ci.....	124,000	"	"
Avec les intérêts à compter du 9 jan- vier 1791.			
<i>Jean-Baptiste-Paulin de Bertrand</i> , pour les mêmes causes, soixante-dix mille livres, ci.....	70,000	"	"
Avec les intérêts, à compter du 9 jan- vier 1791.			
<i>Jean-François d'Ayranches de Kermont</i> , pour remboursement de son brevet de retenue sur sa charge de commis- saires des guerres, cent vingt mille livres, ci.....	120,000	"	"
Avec les intérêts du 21 janvier 1791.			
<i>Etienne de la Molière de Pruneville</i> , pour les mêmes causes, cent vingt- quatre mille livres, ci.....	124,000	"	"

Avec les intérêts du 21 janvier 1791.

*Pierre Cambois de Mainebaut*, pour les  
mêmes causes, avec les intérêts du  
27 janvier 1791, soixante-dix mille  
livres, ci..... 70,000<sup>l</sup> "f "d

*Pierre de Liré*, pour les mêmes causes,  
avec les intérêts du 27 janvier 1791,  
cent vingt mille livres, ci..... 120,000 " "

*Pierre-René Mulcon de Saint-Preux*,  
pour les mêmes causes, avec les  
intérêts du premier février 1791,  
cent vingt mille livres, ci..... 120,000 " "

### 8.<sup>o</sup> REMBOURSEMENTS aux différens Officiers de l'ancien Ré- giment des Gardes-Françoises, ci-après dénommés.

#### S A V O I R :

*Louis-René de Richebourg de Champ-  
cenez*, lieutenant en second, trente  
mille livres, ci..... 30,000 " "

*Armand-Claude Forget*, sous-lieute-  
nant en premier, vingt mille liv., ci. 20,000 " "

*Pierre-Gabriel la Roque de Serquigny*,  
capitaine en second, quarante mille  
livres, ci..... 40,000 " "

*Jean-Eustorge-Claude-Louis-Victor  
Bressé de la Richardière*, sous-lieute-  
nant en second, dix mille livres, ci. 10,000 " "

*Pierre-François-Ignace-Victor Honorati*,  
lieutenant en premier, vingt mille li-  
vres, ci..... 20,000 " "

<i>Charles-Jean Pajot de Marcheval</i> , sous-lieutenant en second, dix mille liv. ci.	10,000 <sup>l</sup>	" <sup>f</sup>	" <sup>d</sup>
<i>Charles-Antoine-Léonard Sahuguet-Damarzit d'Espagnac</i> , lieutenant en second, trente mille livres, ci. . . . .	30,000	"	"
<i>Jean-Baptiste-Catherine-Alain de Fayet</i> , lieutenant en premier, quarante mille livres, ci. . . . .	40,000	"	"
<i>Antoine-François de Gailhac de la Gardie</i> , capitaine, quatre-vingt mille livres, ci. . . . .	80,000	"	"
<i>Jacques-Réné de Croismare</i> , lieutenant en second, trente mille livres, ci. . . . .	30,000	"	"
..... <i>Millin de Grandmaison</i> , la somme de vingt mille livres seulement, pour indemnité de son brevet de retenue sur la charge de commissaire des guerres, dont il étoit pourvu, attendu que le supplément de finance de cinquante mille livres que ledit <i>Millin</i> avoit à fournir, n'a pas été effectué, avec les intérêts de ladite somme de vingt mille livres, à compter du premier avril 1791, ci.	20,000	"	"

Et sera tenu de faire décharger sa quittance de finance, du registre du contrôle-général des finances.

---

23 parties prenantes en total. . . . . 1,468,000<sup>l</sup>    "<sup>f</sup>    "<sup>d</sup>

---

TOTAL GÉNÉRAL, 423 parties prenantes. . . . . 4,332,754<sup>l</sup>    "<sup>f</sup>    "<sup>d</sup>

---

Et à la charge par les unes & par les autres des parties ci-dessus nommées, de se conformer aux loix de l'Etat pour obtenir leur reconnoissance définitive de liquidation, & leur paiement à la caisse de l'extraordinaire.

L'assemblée nationale s'étant réservé, par son décret du 7 juin dernier, de statuer d'après le rapport des comités militaire & des pensions, réunis, sur la réclamation faite par les héritiers *Colmont*, de la somme de soixante-dix mille livres, déposée par le sieur *St.-Cyr* à la caisse du sieur *Serilly*, trésorier de la guerre; où le rapport de son comité central de liquidation, à qui il a été rendu compte de l'avis desdits comités, décrète que les héritiers *Colmont* se pourvoiront devant les tribunaux contre qui il appartiendra, l'agent du trésor public appelé.

L'assemblée nationale considérant que les receveurs particuliers des finances qui ont fait l'exercice de 1789, ont été chargés aux termes des proclamations du roi, des 8 août 1790 & 11 avril 1791, des recouvrements de rôles supplétifs sur les ci-devant privilégiés pour les six derniers mois 1789; que, suivant ces proclamations, le produit net desdits rôles destiné à être réparti en moins imposé sur les anciens contribuables en 1790, a dû être versé soit dans la caisse du receveur de district, renfermant le chef-lieu de chaque département d'où dépendent aujourd'hui les différentes communautés qui formoient le ressort des ci-devant élections ou bureaux, soit dans la caisse de l'extraordinaire, pour celles qui ont offert le montant desdits rôles supplétifs en don patriotique; qu'ainsi lesdits receveurs ne peuvent être admis à la liquidation définitive de leurs finances, ordonnée par le décret du 4 mai 1791, sanctionné le 15 du même mois, sans au préalable avoir justifié desdits versements, ou sans laisser au trésor public une somme égale à celle qui leur reste encore à recouvrer sur lesdits rôles, décrète;

#### A R T I C L E P R E M I E R.

LES receveurs particuliers des finances, qui ayant fait  
l'exercice

L'exercice de 1789, ont été chargés aux termes des proclamations du roi, des 8 août 1790 & 10 avril 1791, du recouvrement des rôles supplétifs sur les ci-devant privilégiés pour les six derniers mois 1789, ne seront admis à la liquidation définitive de leurs finances, ordonnée par le décret du 4 mai dernier, sanctionné le 15, qu'au préalable ils n'aient justifié du versement du produit net desdits rôles dans les différentes caisses publiques où ledit versement devoit être fait.

## I I.

POUR parvenir à cette justification, lesdits receveurs dresseront un compte final, établissant, d'une part, le montant brut des rôles supplétifs pour toute l'étendue de leur ci-devant élections ou bureaux; & d'autre part, 1°. les sommes par eux versées à compte du montant desdits rôles entre les mains des receveurs généraux de l'exercice de 1790, jusqu'à la proclamation du 10 avril 1791; 2°. les sommes payées par lesdits receveurs, à compter de la même époque, aux trésoriers des districts renfermant le chef-lieu de chaque département d'où dépendent actuellement les communautés qui composoient auparavant le ressort desdites élections & bureaux; 3°. les déductions à faire sur le montant desdits rôles pour les taxations des collecteurs & celles des receveurs particuliers des finances; 4°. les déductions à faire également pour les non-valeurs, décharges, modérations ou compensations de décimes, ou capitation privilégiée, qui auront été régulièrement accordées sur lesdits rôles des six derniers mois 1789; enfin le sommes versées dans la caisse de l'extraordinaire pour le produit net des rôles supplétifs des communautés qui en ont offert le montant en don patriotique.

## I I I.

LESDITS comptes ainsi dressés & appuyés des pièces  
*Tome V.* Pp

justificatives & de quittance, seront présentés au directoire de chaque département d'où dépendent actuellement les communautés qui composoient auparavant le ressort desdites élections ou bureaux : chaque directoire arrêtera quitte. Lesdits comptes ainsi arrêtés & balancés avec les objets à recevoir, & ceux réellement reçus ou légalement déduits, seront réunis aux autres pièces à fournir par les receveurs particuliers & remis au bureau général de liquidation, qui procédera alors à la liquidation définitive desdits receveurs particuliers, aux termes du décret du 4 mai 1791.

#### I V.

POUR assurer l'exécution des articles ci-dessus, & faire connoître le montant exact desdits rôles supplétifs pour chaque election ou bureau, le ministre des contributions fera passer au bureau de la liquidation, un bordereau de chacun dedits rôles arrêtés par les directoires des départemens.

#### V.

ET néanmoins lesdits receveurs à qui il restera encore des recouvrements à faire sur lesdits rôles supplétifs, d'après les comptes dressés & arrêtés de la manière ci-dessus indiquée, pourront consentir qu'il soit retenu sur leur finance une somme égale à celle qui restera encore à recouvrer sur lesdits rôles ; & le surplus de leur finance sera remboursé au terme du décret du 4 mai.

#### V I.

A l'égard de l'époque à laquelle la portion de finance retenue aux termes de l'article précédent, sera remise auxdits receveurs, & des prétentions qu'ils pourroient former pour les intérêts d'icelle, l'assemblée a renvoyé au comité central de liquidation pour en conférer avec le

ministre des contributions publiques, & lui présenter un projet de décret.

## V I I.

LES justifications prescrites par les articles précédens, seront exigées de la part des receveurs particuliers qui ont déjà été liquidés en exécution du décret du 4 mai, sanctionné le 15; en conséquence, leurs reconnoissances définitives qui n'auront pas été délivrées jusqu'à ce jour, ne pourront l'être que sur la représentation des comptes dressés & arrêtés aux termes des articles précédens.

## V I I I.

TOUTES les dispositions ci-dessus auront lieu à l'égard des receveurs des tailles, receveurs des fouages, & tous autres percepteurs des deniers publics qui ont été chargés du recouvrement desdits rôles suppléatifs dans les ci-devant pays conquis, pays d'états & pays abonnés; en conséquence ils ne pourront être admis à la liquidation & au remboursement de leurs offices, qu'en joignant par eux à la décharge légale de leur dernier exercice, les comptes dressés & présentés comme ci-dessus.

Et sera le présent décret en ce qui concerne le règlement relatif aux receveurs des finances, imprimé & envoyé à tous les départemens.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons fait apposer à ces présentes le sceau de l'état. A Paris, le seize juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º 1096.

## L O I

*Relative aux moyens de maintenir la tranquillité publique.*

Donnée à Paris, le 16 Juillet 1791.

**L** O U I S, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*D É C R E T de l'Assemblée nationale, du samedi 16 Juillet 1791.*

**L'** A S S E M B L É E nationale décrète ;

1.º Qu'il sera rédigé, séance tenante, une adresse aux François, pour leur exposer les principes qui ont dicté le décret rendu hier ; & les motifs qu'ont tous les amis de la constitution de se réunir autour des principes constitutionnelles ; & que cette adresse sera envoyée par des courriers extraordinaires.

2.º Que le département & la municipalité de Paris seront mandés pour qu'il leur soit enjoint de donner des ordres pour veiller avec soin à la tranquillité publique.

3.º Que les six accusateurs publics de la ville de Paris, seront mandés, & qu'il leur sera enjoint, sous leur responsabilité, de faire informer sur le champ contre tous les infracteurs aux loix & les perturbateurs du repos public.



4.<sup>o</sup> Que les ministres seront appelés, pour leur ordonner de faire observer exactement, & sous peine de responsabilité, le présent décret.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire; publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons fait apposer à cesdites présentes le sceau de l'état. A Paris, le seize juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º 1097.

## L O I

*Qui détermine les cas où le Roi sera censé avoir abdiqué la Couronne, & pourra être poursuivi comme simple Citoyen ; & qui ordonne que le sieur Bouillé & ses complices seront poursuivis comme criminels de lèse-nation au Tribunal d'Orléans.*

Donnée à Paris, le 16 Juillet 1791.

**L O U I S**, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, des 15 & 16 Juillet 1791.*

**L'ASSEMBLÉE NATIONALE**, après avoir entendu ses comités militaire & diplomatique, de constitution, de révision, de jurisprudence criminelle, des recherches & des rapports, décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

Si le roi, après avoir prêté son serment à la constitution ; le rétracte, il sera censé avoir abdiqué.

## I I.

Si le roi se met à la tête d'une armée pour en diriger les forces contre la nation, ou s'il ordonne à ses généraux d'exécuter un tel projet, ou enfin s'il ne s'oppose pas par un acte formel à toute action de cette espèce qui s'exécuteroit en son nom, il sera censé avoir abdiqué.

## I I I.

UN roi qui aura abdiqué ou qui sera censé l'avoir fait, redeviendra simple citoyen, & il sera accusable suivant les formes ordinaires, pour tous les délits postérieurs à son abdication.

## I V.

L'EFFET du décret du 25 du mois dernier, qui suspend l'exercice des fonctions royales & des fonctions du pouvoir exécutif entre les mains du roi, subsistera jusqu'au moment où la constitution étant achevée, l'acte constitutionnel entier aura été présenté au roi.

## V.

ATTENDU qu'il résulte des pièces dont le rapport lui a été fait, que le sieur de Bouillé, général de l'armée Française sur la Meuse, la Sarre & la Moselle, a conçu le projet de renverser la constitution; qu'à cet effet, il a cherché à se faire un parti dans le royaume, sollicité & exécuté des ordres non contresignés, attiré le roi & sa famille dans une ville de son commandement, disposé des détachemens sur son passage, fait marcher des troupes vers Montmédi, préparé un camp près cette ville, tenté de corrompre les soldats, les a engagés à la désertion pour se réunir à lui, a sollicité les Puissances voisines à une invasion sur le territoire François;

Il y a lieu à accusation contre ledit sieur Bouillé, ses complices & adhérens, & que son procès lui sera fait & parait devant la haute cour nationale siéant à Orléans; qu'à cet effet, les pièces qui ont été adressées à l'assemblée seront envoyées à l'officier faisant auprès de ce tribunal les fonctions d'accusateur public.

## V I.

ATTENDU qu'il résulte également des pièces dont le rapport a été fait, que les sieurs d'Heymann, Klinglin & d'Ophise, maréchaux-de-camp, employés dans la même armée; Déjoteux adjudant général; Goglas, aide-de-camp; de Bouillé fils, major d'hussards; de Choiseul-Stainville, colonel du premier régiment de dragons; le sieur de Mandel, lieutenant-colonel du régiment ci-devant Royal-Allemand; le comte de Fersen, ci-devant colonel propriétaire du régiment Royal-Suédois; les sieurs de Valory, de Malledent & Dumoustier, ci-devant gardes-du-corps, sont prévenus d'avoir eu connoissance des complots dudit Bouillé, & d'avoir agi dans la vue de le favoriser, il y a lieu à accusation contre eux, & que leur procès leur sera fait & parfait devant ladite cour d'Orléans, devant laquelle seront renvoyées toutes les informations ordonnées & commencées pour ledit complot, soit devant le tribunal du premier arrondissement, soit pardevant tous autres tribunaux, pour être suivis par ladite cour provisoire.

## V I I.

LES particuliers désignés dans les articles V & VI du présent décret, contre lesquels il y a lieu à accusation, qui sont ou seront arrêtés par la suite, seront conduits, sous bonne & sùre garde, dans les prisons d'Orléans.

## V I I I.

LES sieurs de Damas, colonel du 13.<sup>e</sup> régiment de dragons; Rémy & Floirac, officiers au même corps; les sieurs Daudoine & Lacour, l'un capitaine & l'autre lieutenant au premier régiment de dragons; Morassin & Tallot, l'un capitaine & l'autre lieutenant au régiment ci-devant Royal-Allemand; Devillecourt, commissaire-ordonnateur des guerres, & Péhondi, sous-lieutenant au régiment de  
Castellas,

Castellas, Suiffe, & la dame de Tourzelle, gouvernante des enfans de France, demeureront dans le même état d'arrestation où ils se trouvent, jusqu'à ce qu'il en soit ultérieurement statué par l'assemblée.

## I X.

LE sieur Debriges, écuyer du roi, & les dames Brunières & Neuville, femmes de chambre de M. le Dauphin & de Madame royale, seront mis en liberté.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes A Paris, le seize juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi.*  
Signé M. L. F. DU PORT.

N.º 1082.

## L O I

*Relative aux armemens des vaisseaux destinés pour  
le commerce des Isles & Colonies Françaises.*

Donnée à Paris, le 17 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DECRET de l'Assemblée nationale, du 22 Juin 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, sur le rapport de son comité d'agriculture & de commerce, décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES armemens des vaisseaux destinés pour les îles & colonies Françaises, sont permis dans tous les ports du royaume, à la charge par les négocians des ports par lesquels on voudra, pour la première fois, faire le commerce desdites colonies, de le déclarer par écrit, trois mois au moins à l'avance, aux préposés des bureaux établis dans ces ports.

## I I.

LES négocians qui armeront des navires pour les colonies Françaises, feront avant de les mettre en charge, au greffe du tribunal qui remplacera celui d'amirauté & dont ils releveront, leur soumissions cautionnées, par lesquelles ils s'obligeront, sous peine de quaranté livres d'amende par tonneau de contenance, de faire directement le retour

desdits bâtimens dans'un port du royaume & sans toucher à l'étranger, hors le cas de relâche forcée, de naufrage ou autres accidens; ils fourniront au bureau des douanes nationales du lieu du départ, une expédition de ladite soumission.

## I I I.

LES marchandises & denrées prises dans le royaume, à la destination des colonies, ou pour l'armement & l'avitaillement des navires, seront exemptes de tout droit.

## I V.

LES marchandises & denrées venant de l'étranger à la même destination, même les jambons, acquitteront les droits d'entrée du tarif général, & seront ensuite traitées comme celles du royaume.

## V.

SERONT seulement affranchis de tous droits, les bœufs, lards, beurres & faumons salés, ainsi que les chandelles venant de l'étranger, destinées pour lesdites colonies, à la charge, s'ils sont importés par terre, d'être expédiés de suite au premier bureau d'entrée, par acquit à caution pour un des ports d'armement, & s'ils arrivent par mer, d'entrer par l'un desdits ports.

## V I.

Si le navire sur lequel lesdits bœufs, lards, beurres, faumons & chandelles, devront être embarqués pour les colonies, est en chargement, les négocians pourront les faire transporter directement dans le navire, après déclaration & visite en présence des commis de la régie. Dans le cas où l'expédition ne s'en feroit pas immédiatement après l'arrivée, ils seront laissés au négociant, à la charge de donner sa soumission cautionnée, de faire suivre auxdits comestibles

leur destination pour les colonies dans les dix-huit mois du jour de l'arrivée, ou d'en payer les droits d'entrée.

### V I I.

LESDITS comestibles pourront passer par suite d'entrepôt d'un port dans l'autre, tant que le terme n'en sera point expiré; mais cet entrepôt ne continuera à avoir lieu que pour le délai qui restera à courir. Lesdits comestibles seront expédiés par acquit à caution, qui en désignera les quantités & qualités, & indiquera la date de la première mise en entrepôt.

### V I I I.

LE négociant du lieu du nouvel entrepôt auquel lesdits comestibles seront adressés, en fera la déclaration au bureau de la régie, avec soumission dans la forme prescrite par l'article VI du présent décret; après quoi l'acquit à caution sera déchargé. La soumission d'entrepôt précédente ne pourra être annullée, que sur le vu du certificat de décharge.

### I X.

EN cas de refus par le négociant du port du nouvel entrepôt, de donner sa soumission d'acquitter les droits à défaut d'exportation dans les dix-huit mois du premier entrepôt, l'acquit à caution ne sera point déchargé, & le soumissionnaire de l'entrepôt précédent sera tenu de payer lesdits droits.

### X.

Si les bœufs, lards, faumons & chandelles, venus de l'étranger, ne suivent pas leur destination pour les colonies dans les dix-huit mois de l'arrivée, ou s'ils sont retirés de l'entrepôt pour la consommation du royaume, ils payeront les droits d'entrée du tarif général, conformément au poids reconnu lors de leur arrivée en France; ils pourront ce-



pendant être réexportés à l'étranger pendant l'entrepôt même, dans la quinzaine après son expiration, en payant seulement la moitié des droits d'entrée.

## X I.

LES bœufs, beurres, lards, faumons & chandelles, qui seront embarqués pour les colonies dans les délais de l'entrepôt, seront accompagnés d'un permis sur lequel l'armateur ou le chargeur sera tenu de faire certifier par les préposés de la régie, & par le capitaine ou autre officier principal du navire en armement, la remise desdites salaisons à bord.

## X I I.

LES permis d'embarquement, revêtus des certificats prescrits, étant rapportés au bureau par les expéditionnaires, le registre d'entrepôt sera déchargé pour les quantités embarquées.

## X I I I.

LES négocians qui auront entreposé des bœufs, beurres, lards, faumons & chandelles, venus à la destination des colonies, seront tenus de déclarer au bureau de la régie, dans les dix derniers jours des mois de mars & septembre de chaque année, par quantités & qualités, ceux dont ils auront disposé pour la consommation du royaume pendant les six mois précédens, & d'en payer les droits; ils déclareront en même temps, par quantités & espèces, ceux de ces comestibles qui leur resteront, & les magasins où ils seront déposés.

## X I V.

LES préposés de la régie pourront faire, dans les quatre jours de la déclaration, la vérification des objets déclarés restés en entrepôt; & s'ils se trouve du déficit, le fournis-

tionnaire fera condamné au paiement du double des droits des quantités manquantes.

### X V.

LE chargement des navires destinés pour les îles étant fini, il sera délivré au capitaine un acquit à caution, lequel comprendra par espèces & quantités, tous les objets embarqués. Le capitaine & l'armateur se soumettront à rapporter au retour du navire, ou dans les dix-huit mois du départ, ledit acquit à caution, revêtu du certificat d'arrivée & de déchargement desdits objets aux colonies, délivré par les préposés à la perception des droits de sortie dans les îles, & visé par les personnes qui seront désignées à cet effet, lors de l'organisation du régime intérieur des colonies, & provisoirement par celles qui les visent actuellement.

### X V I.

IL est défendu aux capitaines des bâtimens destinés pour les colonies, de charger ou laisser charger sur leur navire aucune denrée ou marchandise, même de laisser débarquer ni mettre à terre celles qui y auroient été chargées, sinon lorsqu'il y aura un permis du bureau, à peine, dans l'un & l'autre cas, de confiscation desdites denrées ou marchandises, même de cent livres d'amende, si la marchandise embarquée ou débarquée étoit sujette à quelque droit.

### X V I I.

POUR constater les contraventions à l'article ci-dessus, les préposés de la régie sont autorisés à se transporter à bord des bâtimens, soit pendant, soit après le chargement, & à y faire les visites nécessaires. Lesdits préposés ne pourront néanmoins, sous prétexte desdites visites, retarder le départ des navires, à peine des dommages & intérêts, s'il n'y étoit découvert aucune fraude.

## X V I I I.

LES soumissions fournies en exécution de l'article II , pour assurer le retour dans le royaume , des navires expédiés pour les colonies , seront annulées sur le certificat des commis du port où le retour aura été effectué , ou sur la représentation d'un procès-verbal justificatif de l'impossibilité du retour , & encore dans le cas où il seroit légalement justifié que le bâtiment auroit été vendu dans les colonies. A défaut de rapport de l'une desdites pièces , ou s'il y avoit preuve que le navire eût touché à l'étranger sans y être forcé , le régisseur poursuivra contre le soumissionnaire la condamnation en l'amende de quarante livres par tonneau , portée par ledit article II , laquelle sera prononcée par le tribunal du district du lieu où la soumission aura été faite.

## X I X.

LES procès-verbaux exigés par l'article ci-dessus pour justifier l'impossibilité du retour , soit par la vente du bâtiment dans les colonies , ou par toute autre cause , seront signés par les officiers & principaux des équipages , & certifiés véritables par les juges des lieux où les bâtimens auront relâché , échoué ou été vendus. Si les bâtimens ont péri corps & biens , les armateurs en feront la déclaration devant l'un des juges du tribunal qui remplacera celui d'amirauté de l'arrondissement , & ils l'affirmeront véritable.

## X X.

A défaut par l'armateur de rapporter les acquits à cautions délivrés pour les objets envoyés aux colonies , revêtus des certificats de décharge prescrits par l'article XV du présent décret , il sera condamné au paiement du double droit d'entrée du tarif général pour les bœufs , beurres , lards , saumons & chandelles , venus de l'étranger ; au

double droit de sortie, pour les marchandises sujettes auxdits droits, & à l'amende de cinq cents livres, ainsi qu'à la confiscation de la valeur, s'il est question d'objets dont la sortie pour l'étranger est défendue.

### X X I.

LES capitaines des bâtimens de retour des colonies, seront tenus de faire au bureau de la régie, dans les vingt-quatre heures de leur arrivée & dans la forme prescrite par la loi générale, la déclaration de leur chargement, & de rapporter avec l'état dudit chargement, l'acquit des droits qui seront perçus à la sortie dedit colonies, tant que lesdits droits seront dûs. Lesdits capitaines déclareront séparément les objets qu'ils auront chargés sous voile, afin que les droits qu'ils auroient dû payer aux îles, soient acquittés en sus de ceux auxquels ils seront assujettis en France.

### X X I I.

EN cas de déficit sur les quantités de café & de cacao portées aux états & acquits des îles, & s'il n'est pas justifié de leur dépérissement, les capitaines seront soumis pour les quantités de café & cacao manquant, au paiement des droits fixés par les articles I & III du décret du 18 mars dernier. Les sucres manquant ne seront assujettis à ces droits, qu'autant que les futailles qui les contiendront, ne seront pas représentées en même nombre que celui porté auxdits états & acquits.

### X X I I I.

LA tare à déduire pour opérer la perception au poids net des droits réglés par les articles I & III du décret du 18 mars, sera de dix-sept pour cent, pour les sucres bruts, le café & le cacao en futailles; de vingt-un pour cent pour l'indigo, & de trois pour cent sur le café & le cacao en sacs;

sacs ; sauf aux propriétaires ou consignataires, s'ils estiment que cette tare est trop foible, à déclarer celle effective & la faire marquer sur les sacs & futailles : dans ce cas, les préposés de la régie pourront vérifier lesdites déclarations & saisir les parties de marchandises dont on aura voulu frauder les droits , en déclarant des sacs ou futailles pour être d'un poids supérieur à celui effectif.

La disposition ci-dessus ne sera point applicable aux tares relatives au fret, lesquelles continueront d'être réglées suivant l'usage de chaque place.

## X X I V.

Les droits fixés par les articles I, III & VII du décret du dix-huit mars dernier, sur les objets qui y sont désignés, seront acquittés au déchargement ; & néanmoins les propriétaires ou consignataires ne seront tenus de payer lesdits droits qu'à l'expiration du délai de trois mois depuis l'arrivée, à la charge par eux d'en fournir leur soumission cautionnée.

## X X V.

L'entrepôt accordé par le décret du dix-huit mars aux tafias, aux sucres têtes & terrés, en attendant leur destination, sera de dix-huit mois. Les négocians qui voudront jouir dudit entrepôt, donneront leurs soumissions de faire passer lesdits sucres & tafias à l'étranger dans ce délai, ou de payer pour le sucre six livres par quintal brut, & pour les tafias, douze livres par muid.

## X X V I.

LES sucres têtes & terrés pourront passer par continuation d'entrepôt, mais par mer seulement, du port d'arrivée dans tout autre port du royaume, en remplissant les formalités qui sont prescrites par les articles VII, VIII & IX du présent décret, à l'égard des bœufs, beurres, lards,

saumons & chandelles venant de l'étranger , à la destination des colonies.

### X X V I I.

LES taffias ne pourront aller à l'étranger , en exemption des droits , que par mer & après déclaration & visite.

### X X V I I I.

LES sucres têtes & terrés pourront passer à l'étranger par terre comme par mer , en exemption des droits de six livres par quintal , fixés par l'article IV du décret du dix-huit mars dernier , à la charge pour ceux exportés directement par mer , de remplir les formalités prescrites par les articles XI & XII du présent décret , & des vérifications permises par l'article XVII ; & pour ceux qui seront exportés par terre , d'être expédiés sous plomb & par acquit à caution , sur la soumission de rapporter le certificat de décharge des préposés des bureaux ci-après désignés , ou de payer le double droit de consommation.

Les bureaux de sortie seront ceux d'Agde , Cette , Portvendre , Bayonne , Pas-de-Bébie , Afcanig , Ainhua , Pont-de-Beauvoisin , Chaparillan , Seiffel , Collonges , Herciouft , Jougues , Strasbourg , Saint-Louis , Maubeuge , Valenciennes & Lille.

### X X I X.

LES négocians qui auront entreposé des sucres & taffias , seront tenus de donner au bureau du lieu , dans les dix derniers jours des mois de février , juin & octobre de chaque année , une déclaration des quantités dont ils auront disposé pour la consommation du royaume , depuis leur mise en entrepôt , ou le dernier recensement , & d'en payer les droits ; ils déclareront en même-temps par qualité & quantité , ceux desdits sucres & taffias qui leur resteront , & les magasins où ils seront déposés.

## X X X.

Les préposés de la régie pourront faire , dans les quatre jours qui suivront la déclaration prescrite par l'article ci-dessus, la vérification des quantités de sucres , de rasiyas déclarés restés en entrepôt ; & si le résultat de cette vérification présente un déficit, déduction faite de ce qui, depuis la déclaration , aura pu entrer dans la consommation du royaume ou être employé à l'étranger , & du coulage pour les rasiyas , le soumissionnaire sera condamné au paiement du double droit de six livres par quintal , ou de douze livres par muid , des quantités de sucres & de rasiyas manquans. Le coulage desdits rasiyas est évalué à demi pour cent par mois.

## X X X I.

Pour faciliter le recensement desdits sucres & rasiyas , & en assurer les effets, le soumissionnaire qui dans les quatre jours de la déclaration prescrite par l'article XXIX , en voudra retirer de l'entrepôt , pour la consommation du royaume , sera tenu de le déclarer préalablement , d'en acquitter de suite les droits & d'en prendre quittance qu'il devra représenter aux préposés qui seront chargés du recensement , au moment où ils se présenteront pour faire ladite opération ; de sorte que ces préposés puissent connoître les quantités de sucres & rasiyas qui doivent se trouver dans les entrepôts qu'ils auront à vérifier.

## X X X I I.

POUR jouir de l'exemption des droits accordés par l'article VIII du décret du dix-huit mars sur les marchandises nationales de retour des colonies , l'armateur ou le capitaine sera tenu de justifier de leur chargement auxdites îles. A défaut de cette preuve , ou s'il s'agit de marchandises dont le commerce étranger a la faculté d'approvi-

tionner lesdites colonies, les marchandises importées seront traitées comme étrangères.

### X X X I I I,

SERONT également considérées comme étrangères, quant aux droits à l'importation desdites colonies, les denrées & marchandises non comprises dans le décret du dix-huit mars, à l'exception des sirops de sucre, qui, quoique dénommés dans l'article VIII du décret, seront admises en exemption des droits.

### X X X I V.

LES marchandises & denrées expédiées des colonies sur des vaisseaux desdites colonies pour un des ports du royaume, seront traitées comme celles apportées par des bâtimens armés en France.

### X X X V.

LES formalités qui seront prescrites par la loi générale sur les douanes pour les déclarations, chargemens, déchargemens & acquits, seront exécutées relativement au commerce des colonies, dans tous les cas auxquels il n'y auroit pas été pourvu par le présent décret.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons fait apposer à cesdites présentes, le sceau de l'état. A Paris, le dix-sept juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*



## L O I

N.º 1101.

*Relative à la compétence des Juges de paix en matière de police, & à l'établissement d'un Tribunal de police correctionnelle dans la Capitale.*

Donnée à Paris, le 18 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, des 6 & 11 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE décrète ce qui suit :

1.º Tout juge de paix d'une ville, dans quelque quartier qu'il se trouve établi, sera compétent pour prononcer, soit la liberté des personnes amenées, soit le renvoi à la police municipale, soit le mandat d'amener, ou devant lui, ou devant un autre juge de paix, soit enfin le mandat d'arrêt, tant en matière de police correctionnelle, qu'en matière criminelle.

2.º Néanmoins, pour assurer le service dans la ville de Paris, il sera déterminé par la municipalité un lieu vers le centre de la ville, où se trouveront toujours deux juges de paix, lesquels pourront donner chacun séparément les ordonnances nécessaires. Les juges de paix rempliront tour à tour ce service pendant vingt-quatre heures.

3.º A Paris, le tribunal d'appel, en matière de police correctionnelle, sera composé de neuf juges de paix servant par tour; il tiendra une audience tous les jours, & pourra se diviser en trois chambres.

Durant le service des neuf juges de paix à ce tribunal, & pareillement durant la journée où les juges de paix de

la ville de Paris seront occupés au service alternatif établi dans le lieu central par l'article XXXIV du titre I.<sup>er</sup> du présent décret, toutes les fonctions qui leur seront attribuées par la loi pourront être exercées dans l'étendue de leur section, par les juges de paix des sections voisines, au choix des parties.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs; & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à cesdites présentes. A Paris, le dix-huit juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

## L O I

N<sup>o</sup>. 1104.

*Relative à l'échange des petits Assignats contre de la Monnoie de cuivre.*

Donnée à Paris, le 18 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit:

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 18 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE décrète:

## A R T I C L E P R E M I E R.

LE département de Paris désignera une caisse dans laquelle toute personne sera admise à échanger des assignats de cinq livres contre de la menue monnoie, sans cependant qu'il puisse être échangé par jour plus d'un billet à la même personne.

## I I.

LES chefs d'ateliers & de manufactures pourront se présenter au bureau de M. Delamarche, vieille rue du Temple, munis de leurs patentes & d'un certificat de leur section, pour recevoir un mandat, lequel pourra être d'une somme au-dessus de cinq livres, mais jamais au-dessus de cent livres; munis de ce mandat, ils seront admis à l'échange au bureau indiqué en l'article premier.

## I I I.

LE directeur de la monnoie versera à la caisse indiquée

par le département, la somme de deux cent mille livres en menue monnoie de cuivre & billon, pour servir aux échanges de la semaine.

## I V.

LE directeur de la monnoie échangera au trésorier de l'extraordinaire, la somme de trois mille livres en menue monnoie, pour servir aux appoints des payemens.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A paris, le dix-huit juillet mille sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé, M. L. F. DU PORT.*

## L O I

N.º 1103.

*Qui ordonne l'arrestation du Particulier qui a menacé  
de tirer sur M. de la Fayette.*

Donnée à Paris, le 18 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grace de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 18 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE décrète que la municipalité de Paris fera mettre sur le champ en état d'arrestation le particulier qui a menacé de tirer hier un coup de fusil sur M. de la Fayette.

**M** A N D O N S & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le dix-huit juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le  
roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º 1100.

## L O I

*Relative à la liquidation de différentes sommes pour liquidation d'offices.*

Donnée à Paris, le 18 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 10 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités général de liquidation & de judicature, qui lui ont rendu compte du résultat des opérations du commissaire du roi, dont l'état suit :

*RÉSULTAT des rapports de liquidations d'offices, remis au comité de judicature par le commissaire du roi, directeur général de la liquidation, le premier juillet 1791.*

Bureau des finances de *Grenoble*, trente-deux offices, un million six cent trente-quatre mille vingt-une livres seize sous trois deniers, ci. . . . . 1,634,021<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> 3<sup>d</sup>

Substitués du parlement de *Metz*, six offices, soixante-cinq mille cinq cent quarante livres dix-sept sous, ci. . . . 65,540 17 "

Municipalité de *Pontoise*, huit offices, douze mille trois cent cinquante-deux livres treize sous huit den., ci. . 12,352 13 8

Châtelet de *Paris* (continuation), trois

offices, soixante-deux mille trois cent quarante-neuf liv. douze sous, ci...	62,349 <sup>1</sup> 12 <sup>f</sup> "d
Bailliage de <i>Saint-Omer</i> , neuf offices, quatre-vingt-dix-huit mille deux cent soixante-quatre l. quatre sous un d., ci	98,260 4 1
Bailliage de <i>Peronne</i> , onze offices, cinquante mille deux cent quarante-quatre liv. douze sous huit den., ci...	50,244 12 8
Grenier à sel de <i>Villefranche en Beaujolois</i> , trois offices, vingt mille quatre-vingt-huit liv. dix-neuf s. six d., ci..	20,088 19 6
Grenier à sel de <i>Lyon</i> , sept offices, soixante-dix-huit mille deux cent soixante-dix livres un sou, ci.....	8,270 1 "
Eaux & forêts de <i>Valogne</i> , cinq offices, cent onze mille trois cent huit livres dix-neuf sous, ci.....	111,308 19 "
Monnaie de <i>Troyes</i> , trois offices, neuf mille cent quarante-deux livres seize sous huit deniers, ci.....	9,142 16 8
Election de <i>la Châtre</i> , cinq offices, vingt-un mille cinq cent quatre-vingt-six livres six sous dix deniers, ci.....	21,586 6 10
Eaux & forêts de <i>Vitry-le-François</i> , cinq offices, soixante & quatorze mille cent soixante & quatorze livres six sous huit deniers, ci.....	74,174 6 8
Bailliage de <i>Domfront</i> (continuation), cinq offices, vingt mille cent trente-une livres seize sous, ci.....	20,131 16 "
Sénéchaussée de <i>Cahors</i> , dix-neuf offices, cent dix-huit mille six cent vingt-cinq liv. dix-huit sous quatre den., ci...	118,625 18 4
Election d' <i>Avranches</i> , huit offices, quatre-vingt-dix-huit mille trois cent une livres six deniers, ci.....	98,301 " 6

Bailliage d' <i>Auxerre</i> , vingt-neuf offices, deux cent vingt-un mille soixante- quinze liv. huit sous huit deniers, ci.	221,075 <sup>1</sup>	8 <sup>r</sup> 8 <sup>d</sup>
Grenier à sel de <i>Nogent-le-Rotrou</i> , trois offices, quatre mille neuf cent vingt- six livres onze sous six deniers, ci..	4,926	11 6
Election d' <i>Angoulême</i> , sept offices, cent neuf mille cent quatre-vingt-qua- torze liv. quatorze sous neuf den., ci.	109,194	14 9
Eaux & forêts de <i>Montargis</i> , cinq of- fices, quatre - vingt quatorze mille neuf cent quarante-deux livres neuf sous, ci.....	94,942	9 "
Grenier à sel de <i>Rouen</i> , trois offices, quarante-quatre mille neuf cent onze livres six sous huit deniers, ci.....	44,911	6 8
Baronnie royale d' <i>Aspèct</i> , quatre of- fices, douze mille cinq cent soixante- dix-huit livres six sous huit den., ci.	12,578	6 8
Gabelles de <i>Toulouse</i> , cinq offices, soi- xante-dix-sept mille six cent deux livres un sou onze deniers, ci.....	77,602	111
Jurisdiction des traites de <i>Chateauroux</i> , trois offices, cinq mille cent quatre- vingt-huit livres onze sous dix deniers, ci.....	5,188	1110
Eaux & forêts de <i>Chateauroux</i> , trois offices, dix mille trois cent soixante livres douze sous, ci.....	10,360	12 "
Election de <i>Valence</i> , huit offices, vingt- neuf mille sept cent douze livres neuf sous quatre deniers, ci.....	29,712	9 4
Eaux & forêts d' <i>Arras</i> , continuation, deux offices, six mille trente-trois liv. dix sous six deniers, ci.....	6,033	10 6
Eaux & forêts de <i>Besançon</i> , cinq offices,		



quatre-vingt-dix-huit mille cent trente-deux liv. onze sous quatre den., ci.	98,132 <sup>1</sup> 11 <sup>f</sup> 4 <sup>d</sup>
Municipalité de <i>Gannat</i> , quatre offices, deux mille huit cent quatre-vingt-dix-huit liv. trois sous quatre den., ci.	2,898 3 4
Prévôté royale de <i>Mailly-le-Château</i> , deux offices, dix-huit cent dix-neuf livres seize sous, ci. ....	1,819 16 "
Huissiers de la chambre des comptes de <i>Grenoble</i> , quatre offices, vingt mille fix liv dix-sept sous quatre den., ci. .	20,006 17 4
Châtellenie d' <i>Angle</i> , trois offices, deux mille quatre cent quatre-vingt-quinze liv. dix sous, ci. ....	2,495 10 "
<i>Belley, Méry-sur-Seine, Chaumont-en-Bassigny, Bar-sur-Seine, Châtelet de Paris, Compiègne, Château roux, Carentan, Thiancourt, Château-Thiéri, le Mans, Bourg-en-Bresse, Vèzelize, Nommency, Lunéville, Beaumont-sur-Oise, Gex, Beaume, Prad, de Mollion, Silagouse, Villefranche, Vima, Motion, Uzerches, Bourg-Argental, Castel-jaloux, Lozette, Martel, Barcelonette, Castellane, Brignole, Forcalquier, l'Isle-Jourdain, Valence, Saint-Paul-trois-châteaux, Dubuis, Aubrun, Courteron &amp; Oranges, Crest, Montaigu, Prade, Saint-Aubin de Cormier, Rouen, Château-Salin, Vire, Lunéville, Thionville, Constances, Éclampes, Blois, Angers, Verdun, Nuys, Neufchâtel; quatre cent cinquante mille sept cent cinquante-neuf livres un sou huit deniers, ci. .</i>	450,759 1 8
Bailliage & présidial de <i>Blois</i> , treize	

offices, quatre-vingt-un mille cent soixante-dix-neuf livres dix sous huit deniers, ci.....	81,179	110 <sup>f</sup>	84
Élection de <i>Vienne</i> , six offices, cin- quante-trois mille huit cent soixante- onze livres cinq sous six deniers, ci.	53,871	5	6
Grenier à sel d' <i>Andely</i> , cinq offices, douze mille sept cent quarante-neuf livres huit sous, ci.....	12,749	8	"
Municipalité de <i>Pacy</i> , un office, quatre cents livres, ci.....	400	"	"
Municipalité de <i>Sterck</i> , un office, mille trente-huit livres dix-neuf sous, ci..	1,038	19	"
Gabelles de <i>Nîmes</i> , trois offices, trois mille sept cent trente-cinq livres dix- neuf sous six deniers, ci.....	3,735	19	6
Municipalité de <i>Rouen</i> , un office, cin- quante-cinq mille cinq cent dix liv. cinq sous huit deniers, ci.....	55,510	5	8
Municipalité de <i>Vaucouleurs</i> , quatre mille quarante-six liv. seize sous, ci.	4,046	16	"
Monnoie de <i>Besançon</i> , cinq offices, treize mille sept cent soixante-qua- torze liv. deux s. quatre den., ci....	13,774	2	4
Bailliage & préfidial de <i>Salins</i> , (con- tinuation), un office, deux mille fix cent quatre-vingt-dix livres dix sous, ci.....	2,690	10	"
Bailliage de <i>Valognes</i> , treize offices, cent cinquante-un mille quatre cent quarante-deux livres douze sous cinq deniers, ci.....	151,442	12	5
Siège de <i>Lauzerte</i> , quatre offices, qua- rante-deux mille neuf cent trente-six livres dix-neuf sous quatre den., ci..	42,936	19	4
Grenier à sel de <i>Mantes</i> , six offices,			

vingt-un mille cent trente-six livres un sou quatre deniers, ci.....	21,136 <sup>1</sup>	1 <sup>1</sup>	4 <sup>d</sup>
Jurisdiction royale de <i>Bazouges</i> , deux offices, treize mille quatre-vingt- dix-neuf livres onze sous quatre de- niers, ci.....	13,099	11	4
Municipalité de <i>Neufchâteau</i> , huit of- fices, soixante-six mille cinq cent trente-trois livres trois sous huit de- niers, ci.....	66,533	3	8
Commissaires généraux de la voirie de <i>Paris</i> , quatre offices, trois cent soixante-quatre mille trente livres quatorze sous huit deniers, ci.....	364,030	14	8
Grenier à sel de <i>Chaumont-en-Bassigny</i> , neuf offices, quarante mille huit cent quatre-vingt-dix livres quatorze sous quatre deniers, ci.....	40,890	14	4
Procureurs en la chambre des comptes de <i>Nantes</i> (continuation.), un office, onze mille trois cents livres, ci...	11,300	"	"
Bailliage de <i>Bayeux</i> , cinq offices, cent mille six cent quarante-cinq livres dix-neuf sous quatre deniers, ci....	100,645	19	4
Grenier à sel de <i>Sens</i> , sept offices, quarante-un mille quatre cent cin- quante-neuf livres douze sous deux deniers, ci.....	41,459	12	2
Parlement de <i>Toulouse</i> , quinze offices, six cent trente-cinq mille cinq cent trente-quatre livres deux sous, ci..	635,534	2	"
Bailliage & présidial de <i>Châtillon-sur- Seine</i> , onze offices, soixante-dix mille cent soixante-dix livres dix sous huit deniers, ci.....	70,170	10	8
Bailliage royal de <i>Gien</i> , cinq offices,			

vingt-six mille huit cent trente-sept livres quatorze sous, ci.....	26,837 <sup>1</sup> 14 <sup>f</sup> "	"
Jurés-prifeurs de <i>Vendôme</i> , deux offices, huit mille trois cent cinquante-six livres douze sous cinq deniers, ci.....	8,356	12 5
Bailliage du <i>Havre</i> , deux offices, cinquante-neuf mille huit cent dix livres quinze sous cinq deniers, ci.....	59,810	15 5
Municipalité de <i>Gravelines</i> , un office, seize cent cinquante-trois livres trois sous, ci.....	1,653	3 "
Municipalité de <i>Bourbour</i> , un office, huit mille deux cent sept livres six sous dix deniers, ci.....	8,207	6 10
Élection de <i>Paris</i> ( continuation ), un office, deux mille sept cent trois livres neuf sous huit deniers, ci...	2,703	9 8
Prévôté de <i>Pont-sur-Yonne</i> ( continuation ), un office, mille cinquante-six livres dix sous, ci.....	1,056	10 "
Grenier à sel de <i>Lizieux</i> , deux offices, sept mille six cent dix-neuf livres six sous quatre deniers, ci.....	7,619	6 4
Municipalité de <i>Saint-Didier</i> , huit offices, cinquante mille huit cent cinq livres seize sous quatre deniers, ci.....	50,805	16 4
Eaux & forêts de <i>Poitiers</i> , quatre offices, quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente-neuf livres huit sous huit deniers, ci.....	84,539	8 8
Bailliage de <i>Rouen</i> , quinze offices, quatre cent soixante-deux mille six cent dix-neuf livres dix sous, ci...	462,619	10 "
Bailliage de <i>Saint-Diez</i> ( continuation ), un office, trois mille livres, ci ...	3,000	" "
Amirauté du <i>Havre</i> , ( continuation ),		

un office, soixante-onze mille deux cents livres, ci.....	71,200 <sup>1</sup> " <sup>f</sup> " <sup>d</sup>
Bailliage de <i>Commercy</i> (continuation), un office, treize cent cinquante livres quatorze sous huit deniers, ci....	1,350 14 8
Municipalité de <i>Tannay</i> , un office, douze cents livres, ci.....	1,200 " "
Élection de <i>Cahors</i> (continuation), un office, huit cent cinquante-sept livres deux sous, ci.....	857 2 "
Municipalité de <i>Joinville</i> , deux offices, six mille livres, ci.....	6,000 " "
Eaux & forêts de <i>Dreux</i> , cinq offices, quarante-sept mille cent soixante-douze livres quinze sous quatre deniers, ci.....	47,172 15 4
Sénéchaussée de <i>Saint-Brieux</i> (continuation), un office, douze mille livres, ci.....	12,000 " "
Amirauté de <i>Rouen</i> , trois offices, quatre-vingt-douze mille neuf cent quatre-vingt-une livres sept sous six deniers, ci.....	92,981 7 6
Sénéchaussée de <i>Toulon</i> (continuation), un office, dix-sept mille quatre-vingt-sept livres dix sous, ci.....	17,087 10 "
Jurés-priseurs de <i>Périgueux</i> , un office, sept mille cinquante-une livres onze sous, ci.....	7,051 11 "
Eaux & forêts de <i>Bourmont</i> (continuation), trois offices, vingt mille cent trente livres six sous, ci.....	20,130 6 "
Grenier à sel de <i>Saint-Amant</i> (continuation), un office, six mille cent quatre-vingt-quatre liv. douze sous, ci..	6,184 12 "
Élection de <i>Saint-Etienne-en-Forêt</i>	

( continuation ), un office, quatorze mille cent soixante-neuf livres dix sous huit deniers, ci. . . . .	14,169 <sup>l</sup> 10 <sup>f</sup> 8 <sup>d</sup>
Grenier à sel de <i>Melun</i> ( continuation ), un office, quatre mille quatre cent dix-neuf livres sept sous dix deniers, ci. . . . .	4,419 7 10
Chancellerie - parlement de <i>Toulouse</i> ( continuation ), six offices, quatre cent vingt-quatre mille vingt livres onze sous, ci. . . . .	424,020 11 "
Châtellenie royale de <i>Palluet</i> , un office, deux mille trois cent quatre-vingt-sept livres douze sous, ci. . . . .	2,387 12 "
Élection de <i>Châtellerault</i> ( continuation ), deux offices, deux mille quatre-vingt-dix-huit livres dix-sept sous, ci. . . . .	2,098 17 "
Chambre des comptes de <i>Montpellier</i> , cent vingt-sept offices, sept millions deux cent vingt-trois mille quatre cent cinquante-trois livres quinze sous, ci. . . . .	7,223,453 15 "
Chambre des comptes de <i>Nantes</i> ( continuation ), un office, trois mille sept cent vingt-deux livres onze sous, ci. . . . .	3,722 11 "
Municipalité de <i>Nancy</i> ( continuation ), un office, quatre mille sept cent trois livres neuf sous huit deniers, ci. . . . .	4,703 9 8
Élection de <i>Bellay</i> ( continuation ), deux offices, quatorze cents livres dix sous huit deniers, ci. . . . .	1,400 10 8
Élection de <i>Lyon</i> ( continuation ), un office, six cent vingt-six livres trois sous huit deniers, ci. . . . .	626 3 8
Élection de <i>Laval</i> ( continuation ), un	

office neuf mille six cent quinze livres, ci. ....	9,615 <sup>l</sup>	" f " d
Sénéchaussée & préfidial d' <i>Angoulême</i> , deux offices, trente-quatre mille cinq cent vingt-deux livres six sous huit deniers, ci. ....	34,522	6 8
Sénéchaussée de <i>Toulouse</i> , neuf offices, deux cent trente deux mille neuf cent trois livres treize sous neuf de- niers, ci. ....	232,903	13 9
Amirauté de <i>Carreentan</i> & <i>Yssigny</i> , quatre offices, trente-un mille six cent cinquante-neuf livres dix sous deux deniers, ci. ....	31,659	10 2
Parlement de <i>Paris</i> ( continuation ), onze offices, un million trente-deux mille trois cent cinquante-une livres quatre sous, ci. ....	1,032,351	4 "
Jurés-priseurs de <i>Charmes</i> , un office, trois mille cinq cent quarante-neuf livres deux sous, ci. ....	3,549	2 "
Bureau des finances de <i>Riom</i> , supplé- ment de liquidation, un office, quatre mille deux cent dix livres dix sous six deniers, ci. ....	4,210	10 6
Parlement d' <i>Aix</i> , substituts, quatre of- fices, quarante-un mille soixante-cinq livres quatorze sous, ci. ....	41,065	14 "
Conseil provincial d' <i>Artois</i> ( continua- tion ), un office, seize mille neuf cent vingt-deux livres deux sous, ci. ....	16,922	2 "
Election de <i>Chartres</i> , huit offices, quatre-vingt seize mille cinq cent cin- quante livres un sou cinq den., ci. .	96,550	1 5
Prévôté royale de <i>Vaucouleurs</i> , quatre		

offices, quatorze mille fix cent quatorze livres fix sous quatre den., ci..	14,614 <sup>l</sup>	6 <sup>f</sup>	4 <sup>d</sup>
Mesureurs de sel de <i>Rouen</i> , vingt-cinq offices, deux cent cinquante-sept mille huit cent dix-neuf livres trois sous huit deniers, ci.....	257,819	3	8
Grenier à sel de <i>Creil</i> , deux offices, treize mille deux cent cinquante-six livres sept sous huit deniers, ci.....	13,256	7	8
Election de <i>Guéret</i> , huit offices, cent mille quatre cent dix liv. dix sous un denier, ci.....	100,410	10	1
Election de <i>Joigny</i> , six offices, cinquante mille dix-sept livres neuf sous cinq deniers, ci.....	50,017	9	5
Bailliage de <i>Bouzanville</i> , six offices, cinquante-six mille deux cent vingt-deux livres dix-neuf sous quatre den., ci..	56,222	19	4
Sénéchaussée de <i>Vannes</i> , neuf offices, cent vingt-un mille sept cent cinquante-quatre livres deux sous huit deniers, ci.....	121,754	2	8
Huissiers de la cour des monnoies de <i>Paris</i> , quinze offices, soixante-dix-neuf mille quatre cent quatre-vingt-neuf l. trois sous quatre den., ci....	79,489	3	4
Conseil provincial d' <i>Artois</i> , un office, quatorze mille cent quarante-quatre livres quinze sous quatre den., ci....	14,144	15	10
Procureurs au parlement de <i>Paris</i> , soixante-treize offices, deux millions cent quatre-vingt-douze mille fix cent soixante-seize livres six sous dix deniers, ci.....	2,192,676	6	10
Chancellerie de <i>Besançon</i> (continuation), quatre offices, trois cent trente-			



cinq mille cinq cent soixante-fix livres seize sous, ci.....	335,566 <sup>l</sup>	16 <sup>l</sup>	" <sup>a</sup>
Bailliage de <i>Vire</i> ( continuation ), deux offices, dix-huit mille livres, ci....	18,000	"	"
Maîtrise des eaux & forêts de <i>Beaugé</i> , cinq offices, quarante-deux mille neuf cent seize livres trois sous, ci.	42,916	3	"
Bailliage de <i>Poligny</i> ( continuation ), trois offices, trente-un mille trois cent soixante-quinze livres, ci....	31,375	"	"
Bailliage de <i>Thorigny</i> ( continuation ), un office, deux mille livres, ci....	2000	"	"
Grand maître des eaux & forêts de <i>Caen</i> , un office, trois cent soixante- onze mille sept cent quarante-deux livres quatorze sous, ci.....	371,742	14	"
Élection de <i>Nogent-sur-Seine</i> , neuf of- fices, quarante-trois mille neuf cent quatre livres six sous onze deniers, ci.....	43,904	6	11
Jurés-priseurs de <i>Poitiers</i> , cinq offices, six mille deux cent quarante-fix liv. sept sous deux deniers, ci.....	6,246	7	2
Cour des comptes de <i>Rouen</i> ( continua- tion ), un office, trente-un mille cinq cent cinquante-trois liv. onze sous, ci.....	31,553	11	"
Parlement de <i>Rouen</i> ( continuation ), un office, cent huit mille quatre cents livres un sou sept deniers, ci.....	108,400	1	7
Parlement de <i>Besançon</i> ( continuation ), trois offices, cent quarante-trois mille cent vingt livres cinq sous trois de- niers, ci.....	143,120	5	3
Sénéchaussée d' <i>Auch</i> ( continuation ),			

un office, quarante-neuf mille huit cent trente-trois livres dix sous, ci.	49,833 <sup>1</sup>	10 <sup>1</sup>	"
Eaux & forêts de <i>Saint-Flour</i> , six offices, trente-neuf mille deux cent deux livres cinq sous huit deniers, ci. ....	39,202	5	8
Châtellenie de <i>Soulle</i> , trois offices, trente-six mille livres, ci. ....	36,000	"	"
Eaux & forêts de <i>Quillan</i> (continuation) un office, dix mille cinq cent soixante-quatre livres six sous, ci. ....	10,564	6	"
Bailliage de <i>Vouvant</i> (continuation), deux offices, quatorze mille trois cent quarante livres dix sous six deniers, ci. ....	14,340	10	6
Huissiers en la chambre des comptes de <i>Paris</i> , vingt-huit offices, deux cent quatre-vingt-dix-huit mille deux cent quatre-vingt-sept livres sept sous deux deniers, ci. ....	298,287	7	2
Bailliage préfidial de <i>Meaux</i> , douze offices, cent quinze mille quatre cent huit livres dix-huit sous quatre deniers, ci. ....	115,408	18	4
Grenier à sel de <i>Montargis</i> , six offices, vingt-six mille huit cent soixante-dix-neuf livres douze sous huit den., ci.	26,879	12	8
Bailliage de <i>Pont-Audemer</i> , treize offices, cent soixante-deux mille six cent douze livres treize sous deux deniers, ci. ....	162,612	13	2
Maîtres des requêtes (continuation), six offices, six cent cinquante-quatre mille neuf cent quarante-six livres dix-huit sous, ci. ....	654,946	18	"
Greffiers du Châtelet de <i>Paris</i> , vingt-			

fix offices, un million huit cent trente-neuf mille neuf cent soixante-treize livres seize sous dix deniers, ci. . . .	1,839,973 <sup>1</sup>	16 <sup>f</sup>	10 <sup>d</sup>
Chancellerie de <i>Montauban</i> ( continuation ), un office, six mille neuf cent soixante-onze livres quatorze sous, ci. . . . .	6,971	14	"
Chancellerie de <i>Grenoble</i> ( continuation ), un office, quatre-vingt-cinq mille neuf livres sept sous, ci. . . . .	85,009	7	"
Grenier à sel de <i>Mayenne</i> ( continuation ), deux offices, quinze mille trois cent treize livres douze sous huit deniers, ci. . . . .	15,313	12	8
Siège royal de <i>Laval</i> , trois offices, dix mille sept cent trente livres huit sous huit deniers, ci. . . . .	10,730	8	8
Bailliage de <i>Dôle</i> , vingt offices, deux cent quatre mille sept cent vingt livres deux sous six deniers, ci. . . . .	204,720	2	8
Avocats aux conseils, vingt-huit offices, un million quatre cent soixante-treize mille cinq cent cinquante livres dix sous neuf deniers, ci. . . . .	1,473,550	10	9
Procureurs au Châtelet de <i>Paris</i> , soixante-six offices, un million quatre cent soixante-trois mille cinq cent quatre-vingt-six liv. treize sous deux deniers, ci. . . . .	1,463,586	13	2
Bailliage de <i>Nonancourt</i> , trois offices, douze mille deux cent vingt-cinq livres onze sous huit deniers, ci. . .	12,225	11	8
Bailliage d' <i>Orbecq &amp; Bernay</i> , sept offices, huit mille deux cent			

quarante-fix livres quatre sous huit deniers, ci . . . . .	8,246 <sup>l</sup>	4 <sup>s</sup>	8 <sup>d</sup>
Huissiers à verge au châtelet de <i>Paris</i> , vingt-deux offices, quarante-un mille quatre cent douze livres neuf sous six deniers, ci . . . . .	41,412	9	6
Chambre des compres de <i>Paris</i> , ( continuation ), vingt-huit offices, trois millions six cent cinq mille sept cent huit livres dix sous huit deniers, ci .	3,605,708	10	8
Parlement de <i>Bordeaux</i> , ( continuation ), vingt-deux offices, neuf cent quatre-vingt mille neuf cent quatorze livres seize sous cinq deniers, ci .	980,914	16	5
Procureurs au bailliage de <i>Rennes</i> , vingt-sept offices, deux cent soixante-dix-neuf mille cinq cent quatre-vingt-trois livres dix-neuf sous quatre deniers, ci . . . . .	279,583	19	4
Election de <i>Vezelay</i> , six offices, vingt-huit mille six cent-quatre-vingt-quatorze livres quatre sous deux d., ci .	28,694	4	2
Chancellerie-cour des aides de <i>Bordeaux</i> , vingt-un offices, un million six cent huit mille cent cinquante-neuf livres trois sous, ci . . . . .	1,608,159	3	
Parlement de <i>Metz</i> ( continuation ), quatorze offices, deux cent vingt-neuf mille cent vingt-une livres cinq sous six deniers, ci . . . . .	229,121	5	6
Grenier à sel de <i>Séez</i> , trois offices, dix-sept mille huit cent cinquante-trois livres dix-sept sous, ci . . . . .	17,853	17	
Bailliage de <i>Saint-Sauveur-le-Vicomte</i> , deux offices, dix mille cent quatre-			

vingt-treize livres dix-huit sous quatre deniers, ci.....	10,193 <sup>1</sup>	18 <sup>c</sup>	4 <sup>d</sup>
Election de <i>Gien</i> , deux offices, douze mille neuf cent quatre-vingts livres cinq sous trois deniers, ci.....	12,980	5	3
Sénéchaussée de <i>Boulogne-sur-mer</i> , sept offices, cent deux mille cinq cent soixante-six livres quinze sous quatre deniers, ci.....	102,566	15	4
Eaux & forêts de <i>Bar-sur-Seine</i> ( addition ), un office, quinze cent quatre-vingt-une livres seize sous, ci.	1,581	16	
Bailliage d' <i>Aurillac</i> , trois offices, quatre-vingt mille sept cent quatre-vingt-huit livres douze sous, ci.....	80,788	12	"
Eaux & forêts de <i>Pont-de-l'arche</i> ( supplément de liquidation & continuation ), quatre offices, trente-trois mille deux cent soixante-quatorze livres trois sous quatre deniers, ci..	33,274	3	4
Grand-maître des eaux & forêts de <i>Metz</i> , un office, deux cent quarante mille livres, ci.....	240,000	"	"
Cour des aides de <i>Clermont-ferrand</i> , deux offices, soixante-un mille trois cent six livres dix-huit sous, ci...	61,306	18	"
Grenier à sel de <i>Bonnétale</i> , six offices, trente-un mille cent soixante quatorze livres dix-neuf sous dix deniers, ci.....	31,174	19	10
Sénéchaussée & présidial de <i>Bordeaux</i> , six offices, cent trois mille quatre cent deux livres dix-neuf sous six deniers, ci.....	103,402	19	6
Municipalité de <i>Villefranche</i> , trois			

offices, huit mille trois cent quatre-vingt-dix-huit livres quinze sous, ci.	8,398 <sup>l</sup>	15 <sup>f</sup>	" <sup>d</sup>
Bailliage de <i>Coutances</i> (jurés-priseurs), deux mille quatre-vingt-deux livres onze sous, ci.....	2,082	11	"
Municipalité d' <i>Issigny</i> , un office, quatorze mille livres, ci.....	14,000	"	"
Election de <i>Montivilliers</i> , cinq offices, trente-cinq mille neuf cent cinquante-trois livres douze sous un denier, ci.	35,953	12	1
Cour des monnoies de <i>Paris</i> , ( continuation ), deux offices, cent quatre-vingt-treize mille cent seize liv. quatorze sous deux deniers, ci....	193,116	14	2
Parlement d' <i>Aix</i> , ( supplément de liquidation ), quatorze cent quatre-vingt-cinq livres deux sous, ci.....	1,485	2	"
Parlement de <i>Rennes</i> , un office, quarante-neuf mille quatre cent dix liv. quatre sous deux deniers, ci.....	49,410	4	2
Sénéchaussée du <i>Mans</i> ( continuation ), sept offices, dix-huit mille soixante-dix-huit livres neuf sous quatre deniers, ci.....	18,078	9	4
Bailliage de <i>Montargis</i> ( continuation ) cinq offices, quarante-un mille sept cent seize livres dix sous huit deniers, ci.....	41,716	10	8
Municipalité de <i>Muret</i> , un office, six cents livres, ci.....	600	"	"
Siège royal de <i>Conq</i> ( continuation ), deux offices, dix-neuf cent vingt-huit livres six deniers, ci.....	1,928	"	6
Municipalité de <i>Grenade en Marsan</i> , un office, quinze cent trente-huit livres dix-neuf sous, ci.....	1,538	19	"

Traites & gabelles d' <i>Ancenis</i> , quatre offices, quatorze mille six cent trente livres un sou quatre deniers, ci...	14,630 <sup>l</sup>	1 <sup>f</sup>	4 <sup>d</sup>
Jurés - priseurs de <i>Châlons-sur-Saone</i> (supplément de liquidation), cinq cent seize livres treize sous quatre deniers, ci.....	516	13	4
Conseil provincial d' <i>Artois</i> (supplément de liquidation), douze mille livres, ci.....	12,000	"	"
Procureurs au châtelet d' <i>Orléans</i> , vingt-huit offices, deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille huit cent trente-quatre livres huit sous huit deniers, ci...	299,834	8	8
Chancellerie du parlement d' <i>Aix</i> , six offices, deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent soixante-dix-sept livres dix sous, ci.....	299,577	10	"
Eaux & forêts d' <i>Auxerre</i> , deux offices, quatre-vingt-deux mille neuf cent soixante-treize livres douze sous, ci.	82,973	12	"
Préfidial de <i>Langres</i> (ad. <sup>on</sup> ) deux offices, douze cent quatre-vingt-neuf livres deux sous quatre deniers, ci.	1,289	2	4
Jurés-priseurs de <i>Guise</i> deux offices, vingt-sept mille cent cinquante-trois livres quatorze sous, ci.....	27,153	14	"
Bailliage du <i>Quesnoy</i> , douze offices, cent vingt-quatre mille neuf cent soixante-trois l. un sou deux den., ci.	124,963	1	2
Jurés-priseurs de <i>Beaune</i> , deux offices, dix-sept mille trois cent trente liv. dix-sept sous trois deniers, ci.....	17,330	17	3
Prevôté-le-comte de <i>Valenciennes</i> , cinq offices, trente-sept mille cinq cent			

quatre-vingt-neuf livres neuf sous  
neuf deniers, ci..... 37,589<sup>l</sup> 9<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>

T O T A L..... 35,291,565 18 1

Surquoi il convient de déduire le montant de la liquidation des porteurs de sel de *Rouen*, ajournée, ci..... 303,885 4 4

Total des liquidations ci-dessus & des autres parts, montant à la somme de trente-quatre millions neuf cent quarante-sept mille six cent quatre-vingt livres treize sous neuf den. ci. 34,947,680 13 9

Les dettes passives des compagnies ci-dessus liquidées, dont la nation se charge, montent à deux millions cent trente-huit mille neuf cent quarante-cinq livres dix sous dix deniers, ci. 2,138,945 10 10

Mais celles actives, dont elle profite, font d'un million cent vingt-un mille neuf cent quarante-cinq livres dix s. dix deniers, ci..... 1,121,945 10 10

La différence à la charge de la nation, est d'un million seize mille cinq cent onze livres un sou un denier, ci.. 1,016,511 1 1

Décrète que conformément audit résultat, il sera payé par la caisse de l'extraordinaire, la somme de trente-quatre millions neuf cent quarante-sept mille six cent quatre-vingts livres treize sous neuf deniers; à l'effet de quoi les reconnoissances de liquidation seront expédiées aux officiers liquidés, en satisfaisant par eux aux formalités prescrites par les précédens décrets.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps



administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le dix-huit juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791: Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º 1102.

## L O I

*Contre la Sédition, & qui fixe les peines à prononcer  
contre ceux qui s'en seront rendus coupables.*

Donnée à Paris, le 18 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 18 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, après avoir ouï ses comités de constitution & de jurisprudence criminelle, décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

TOUTES personnes qui auront provoqué le meurtre, le pillage, l'incendie, ou conseillé formellement la désobéissance à la loi, soit par des placards ou affiches, soit par des écrits publiés ou colportés, soit par des discours tenus dans des lieux ou assemblées publiques, seront regardées comme séditeuses ou perturbateurs de la paix publique; & en conséquence les officiers de police sont autorisés à les faire arrêter sur le champ, & à les remettre aux tribunaux pour être punis suivant la loi.

## I I.

TOUT homme qui, dans un attroupement ou émeute, aura fait entendre un cri de provocation au meurtre, sera puni de trois ans de chaîne, si le meurtre ne s'en est pas suivi, & comme complice du meurtre s'il a eu lieu : tout

citoyen présent est tenu de s'employer ou de prêter main-forte pour l'arrêter.

## I I I.

TOUT cri contre la garde nationale, la force publique en fonctions, tendant à lui faire baisser ou déposer ses armes, est un cri de sédition, & sera puni d'un emprisonnement qui ne pourra excéder deux années.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes A Paris, le dix-huit juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.<sup>o</sup> 1123.

## L O I

*Relative aux Officiers, Sous-officiers ou autres attachés au service de terre ou de mer, pour l'exercice des droits de Citoyen actif.*

Donnée à Paris, le 20 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit.

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 6 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE décrète ce qui suit :

Les officiers, sous-officiers ou autres attachés au service de terre ou de mer, domiciliés habituellement dans les lieux où ils se trouveront, soit en garnison, soit en activité de service, pourront y exercer leurs droits de citoyens actifs, s'ils réunissent d'ailleurs les conditions requises.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. Mandons & ordonnons pareillement à tous les officiers généraux & autres qui commandent les troupes de ligne dans les différens départemens du royaume, aux officiers généraux de la marine, aux commandans des ports & arsenaux, aux commandans des armées navales & escadres ;

escadres , vaisseaux & autres bâtimens de guerre , aux intendans & ordonnateurs de la marine , & à tous autres qu'il appartiendra , de se conformer à ces présentes , & de tenir la main à leur exécution. En foi de quoi le sceau de l'état a été appposé à cefdites présentes. A Paris, le vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º IIII.

## L O I

Qui règle définitivement l'uniforme des Gardes nationales.

Donnée à Paris, le 20 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 13 Juin 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE décrète ce qui suit :

L'uniforme des gardes nationales est définitivement réglé ainsi qu'il suit :

Habit bleu de roi, doublure blanche, passe-poil écarlate, parement & collet écarlate, & passe-poil blanc; revers blanc & passe-poil écarlate, manche ouverte à trois petits boutons, poches en dehors à trois pointes & trois boutons avec passe-poil rouge; le bouton tel qu'il est prescrit par le décret du 23 décembre dernier, seulement à l'époque fixée par le décret du 15 janvier aussi dernier; le fleuron du retrouffis écarlate, veste & culotte blanches.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier: Pour le roi.*  
Signé M. L. F. DU PORT.

## L O I

N.º 1122.

*Relative au cinquante-troisième régiment ci-devant  
Alsace , & au quatre-vingt-cinquième ci-devant  
de Foix.*

Donnée à Paris, le 20 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 12 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE informée par le rapport de son comité militaire, du dévouement civique que le cinquante-troisième régiment d'infanterie, ci-devant *Alsace*, & le quatre-vingt-cinquième régiment d'infanterie, ci-devant *Foix*, ont manifesté à Givet, non-seulement en se livrant aux travaux nécessaires à la défense de la place, mais encore en avançant l'argent de leur masse, & en offrant jusqu'à leur prêt pour les accélérer, décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LE président fera chargé d'écrire au nom de l'assemblée nationale, une lettre de satisfaction aux cinquante-troisième & quatre-vingt-cinquième régimens d'infanterie.

## I I.

LE cinquante-troisième régiment d'infanterie, ci-devant *Alsace*, cessera dès ce moment d'être compris sur l'état de l'infanterie Allemande; il prendra l'uniforme de l'infanterie François, il y occupera, dans la ligne, le rang que son ancienneté lui assigne.

## I I I.

LE ministre de la guerre donnera sur le champ les ordres nécessaires pour que les avances faites pour le service de l'état, sur les masses des cinquante-troisième & quarante-cinquième régimens d'infanterie, leur soient remboursées sans délai, au nom de la patrie.

M A N D O N S & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. Mandons & ordonnons pareillement à tous les officiers généraux & autres qui commandent les troupes de ligne dans les différens départemens du royaume, comme aussi à tous les officiers, sous-officiers & gendarmes de la gendarmerie nationale, & à tous autres qu'il appartiendra, de se conformer à ces présentes, & de tenir la main à leur exécution. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à cesdites présentes. A Paris, le vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791: Pour le roi.*  
Signé, M. L. F. DU PORT.



## L O I

N<sup>o</sup>. III<sup>o</sup>.

## RELATIVE AUX PENSIONS.

Donnée à Paris, le 20 Juillet 1791.

**LOUIS**, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 2 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, ouï le rapport de son comité des pensions, décrète que, sur les fonds affectés au paiement des pensions, le trésor public payera provisoirement, à titre de secours, pour chacune des années 1790 & 1791, la somme de 273,677 liv. 2 s. 2 d., laquelle somme sera répartie entre les personnes comprises en l'état annexé au présent décret, & suivant la proportion portée audit état ; & en outre, il sera remis entre les mains de M. Pingré, de l'academie des sciences, la somme de 3,000 liv. pour l'impression des Annales célestes du dix-septième siècle ; laquelle somme sera prise sur le fonds de deux millions, destiné aux gratifications.

Le paiement sera fait dans les termes & aux conditions exprimées au décret du premier février dernier, & en outre, aux conditions suivantes.

1<sup>o</sup>. Les personnes comprises audit état, ne seront payées qu'en justifiant, aux termes du décret du 24 juin dernier, de leur domicile actuel & habituel dans le royaume, ainsi que de la quittance de leurs impositions & du paiement des deux premiers termes de leur contribution patriotique, ou

de la déclaration qu'elles n'ont pas été dans le cas de faire une contribution patriotique.

2°. Lesdites personnes seront tenues de déclarer expressément, dans la quittance qu'elles donneront du secours qui leur sera payé, si elles se présentent en personne pour le recevoir, ou dans la procuration qu'elles donneront à cet effet, qu'elles n'ont aucune autre pension dont elles touchent les arrérages en tout ou en partie, à quelque titre que ce soit, ni aucun traitement d'activité.

3°. Il sera fait déduction, sur les sommes qui reviendront aux personnes comprises dans l'état annexé au présent décret, de ce qui leur auroit été payé sur les secours déjà accordés par l'assemblée nationale pour l'année 1790, aux personnes qui n'étoient pas, à l'époque de ses décrets, comprises dans des états nominatifs.

*Suit la teneur de l'Etat des ci-devant Pensionnaires.*

# S U P P L É M E N T

## A U X D E U X P R E M I E R S É T A T S

### D E R É P A R T I T I O N ,

*De la somme de 273,677<sup>th</sup> 2 s 2 d accordés pour secours, dans chacune des années 1790 & 1791, aux ci-devant Pensionnaires, âgés de soixante-dix ans & au-dessus.*

**VIEILH**, (Antoine) âgé de 91 ans, ancien garde-magasin des vivres de la marine, à Agde, retiré en 1783 : appointemens de 1,800 livres ; 60 ans de services. th s d  
 Pension de 400 liv. net ; secours de 1,800 liv. (art. 19 & 20, tit. 1.) ci..... 1,800

**Niquet**, (Antoine-Joseph) né le 30 décembre 1700 ; ancien premier président au parlement de Toulouse, retiré en 1787 : 67 ans de services.  
 Pension de 17,000 liv. net ; secours de pareille somme. (art. 10, tit. 3.) ci..... 17,000

**Garreault**, (François) né le 27 janvier 1701 ; ancien principal commis au bureau de la marine : 75 ans de services sans interruption ; ses appointemens étoient de 5,000 livres, y compris 100 pistoles sur les invalides de la marine ; secours de pareille somme. (art. 19 & 20, tit. 1.)..... 5,000

**Desrobert**, (François) né le 23 novembre 1702 ; ancien capitaine au régiment de Champagne & commandant le bataillon de milice de Mazarin, retiré en 1760 : 42 ans de services ; plus de 12 campagnes.  
 Pension de 620 liv. net ; secours de 1,920 liv. (art. 19 & 20, tit. 1.) ci..... 1,920

**Ferroul de Laurens**, (Barthelemy) né le premier février 1703, ancien capitaine au régiment Royal, dragons, retiré en 1759 : 36 ans de service ; 11 campagnes.  
 Pension de 450 liv. net ; secours de 1,065 liv. (art. 19 & 20, tit. 1.) ci..... 1,065

*De cette part..... 26,785*

<i>Report</i> .....	26,785
<i>Devins</i> , ( François ) né le 4 décembre 1703 , doyen des substituts du procureur-général de la ci-devant cour des aides de Paris : 57 ans de services. Pension de 600 liv. net ; secours de pareille somme. ( art. 10 , tit. 3. ) ci.....	600
<i>Carpoi</i> , ( Charles-André ) né le 30 novembre 1703 ; ancien sous-chef à l'hôtel des fermes : 44 ans de services Pension de 800 liv. net ; secours de pareille somme. ( art. 20 , tit. 3. ) ci.....	1,800
<i>Taurines</i> , ( Louis-François de ) né le 18 janvier 1704 ; ancien lieutenant-colonel du régiment de Royal-Artillerie, retiré en 1759 : 39 ans de services ; 6 campagnes. Pension de 3,736 l. 13 s. 4 d. net ; secours de pareille somme. ) art. 10 , tit. 3. ) ci.....	3,736 13 4
<i>Ardibus du Ramo</i> , ( François-Silvain ) né le 14 août 1704 ; ancien commissaire & contrôleur de la marine à l'Île de France, retiré en 1772 ; plus de 50 ans de services. Pension de 2,180 liv net ; secours de 6,000 liv. ( art. 19 & 20 , tit. 1. ) ci.....	6,000
<i>Descudier de Beaulieu</i> , ( François-Louis ) né le 3 octobre 1704 , ancien major du régiment de Foix, retiré en 1756 : 23 ans de services ; 10 campagnes. Pension de 500 liv. net ; secours de pareille somme. ( art. 6 , tit. 3. ) ci.....	500
<i>Pieche</i> , ( Joseph-Henri ) né le 20 avril 1706 , ancien sous-commissaire de la marine & des classes, retiré en 1765 : 43 ans de services, dont 4 ans & demi de navigation : appointemens de 720 livres. Pension de 530 liv. ; secours de 720 liv. ( art. 19 & 20 , tit. 1. ) ci.....	720
<i>Le'Cellier</i> , ( François-Louis ) né le 9 septembre 1706 ; ancien employé dans la partie des vivres, & garde-magasin à Valenciennes, retiré en 1788 : 45 ans de services, aux appointemens de 2,400 livres. Pension de 800 liv. net ; secours de 1,950 liv. ( art. 19 & 20 , tit. 1. ) ci.....	1,950
<i>Dupuy de Briacé</i> , ( Emery ) né le 17 novembre 1706 ; ancien capitaine au corps-royal d'artillerie, retiré en 1759 ; 33 ans de services ; plusieurs campagnes. Pension de 1,180 liv. net ; secours de pareille somme. ( art. 10 , tit. 3. ) ci.....	1,180

<i>Report</i> . . . . .	43,271	13	4
<i>Banne</i> , ( Jean de ) né le 8 mars 1707 ; maréchal de camp , ci-devant premier aide-major des mousquetaires , & gouverneur d'Ardres , retiré des mousquetaires en 1758 : 35 ans de services ; 10 campagnes.			
Pension de 5,723 l. 13 s. net ; secours de pareille somme. ( art. 5 , tit. 3. ) ci . . . . .	5,723	13	
<i>Vaillac</i> , ( Pierre-Joseph-Raymond de ) né le 28 mai 1707 ; ancien maréchal-des-logis de la gendarmerie , retiré en 1759 : 34 ans de services ; 16 campagnes.			
Pension de 670 l. 15 s. net ; secours de 1,200 liv. ( art. 19 & 20 , tit. 1. ) ci . . . . .	1,200		
<i>Gigault de Bellefont</i> , ( Armand-Louis-François de ) né le 19 décembre 1707 ; lieutenant-général des armées , ci-devant mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom : plusieurs campagnes.			
Pension de 3,000 livres net ; secours de pareille somme. ( art. 6 , tit. 3. ) ci . . . . .	3,000		
<i>Georgi</i> , ( Maurice-Gottlob-Théophile de ) né le 13 juin 1708 ; ancien capitaine-commandant des volontaires d'Austrasie , infanterie , réformé en 1763 : 30 ans de services , 18 campagnes ; grand nombre de blessures.			
Pension de 708 livres net ; secours de 1,387 livres 10 sous. ( art. 19 & 20 , tit. 1. ) ci . . . . .	1,387	10	
<i>Cameron de Kenloch</i> , ( Alexandre ) né le 15 juillet 1708 ; ancien sous-lieutenant au régiment d'Ogilvy , réformé en 1763 , & attaché à la suite de la place de Landrecy : 15 ans de services ; 2 campagnes.			
Pension de 300 livres net ; secours de 600 livres. ( décret du 9 janvier 1791. ) ci . . . . .	600		
<i>Felix d'Ollières</i> , ( Louis ) né le 9 septembre 1708 ; ancien procureur du pays de Provence.			
Pension de 2,062 livres 10 sous net , accordée en considération de ses services , par brevet du 14 octobre 1757 , & arrêt du conseil , du 15 novembre suivant ; secours de pareille somme. ( art. 10 , tit. 3. ) ci . . . . .	2,062	10	
<i>Lamare Robert</i> , ( Jean-Baptiste de ) né le premier novembre 1708 ; ancien conseiller au conseil supérieur , ci-devant établi à Rouen : 2 ans de service en ladite qualité.			
Pension de 500 livres net ; secours de pareille somme. ( art. 10 , tit. 3. ) ci . . . . .	500		
<i>Pavin</i> ( Jacques ) né le . . . 1708 ; ancien garde-magasin du port de Toulon , retiré en 1783 , aux appointemens de 1,500 liv. : 43 ans de services.			

De cette part . . . . . 57,745 6 4

	Report, .....	57,745 6 4
Pension de 1,000 livres net; secours de 1,106 livres 5 sous. (art. 19 & 20, tit. 1.) ci .....		1,106 5
<i>Berbudeau</i> , (Jean-Gabriel) né le 17 octobre 1709; ancien chirurgien de la marine, à l'Isle-Royale, retiré en 1771: 30 ans de services Pension de 354 livres net; secours de pareille somme. (art. 10, tit. 3.) ci .....		354
<i>Urtado d'Amézaga</i> , (Baltazard-Joseph-François-Nicolas-Antoine-Michel) né le 30 juillet 1710; lieutenant-général des armées, & ci-devant major de dragons. Deux pensions de 3,500 livres net; secours de 3,000 liv. (art. 10, tit. 3.) ci .....		3,000
De ces deux pensions, l'une de 2,000 livres lui avoit été accordée par décision du 13 mars 1766, à titre d'appointemens conservés en qualité de premier gentilhomme de la chambre du feu roi de Pologne.		
<i>Rathier</i> , (Michel-Yves-Claude) né le 25 août 1710; ancien commis des vivres de la marine, à Brest, retiré en 1766: 32 ans de services; 12 campagnes; appointemens de 600 livres. Pension 324 livres net; secours de 465 livres. (art. 19 & 20, tit. 1.) ci .....		465
<i>Christophe</i> , (Jean) né le 28 septembre 1710; entré en 1740 dans la prévôté à l'armée, ensuite subdélégué de l'intendance de Paris jusqu'en 1789; en tout 49 ans de services. Pension de 2,000 livres net; secours de pareille somme. (art. 10, titre 3.) ci .....		2,000
<i>Le Roux</i> , (Jean-François) né le 23 octobre 1710; ancien premier commis dans les bureaux de M. le prévôt des marchands, retiré en 1787, après plus de 50 ans de services, tant en cette qualité qu'en celle de secrétaire des intendances de Metz & de Lille. Pension de 3,000 livres net; secours de pareille somme. (art. 10, tit. 3.) ci .....		3,000
<i>Boil de Crevecœur</i> , (Charles-Alexandre) né le 28 décembre 1710; ancien capitaine en second au régiment de Royal-Barrois, retiré en 1758: 26 ans de services; plusieurs campagnes. Pension de 614 livres 3 sols 6 deniers net; secours de pareille somme. (art. 6, tit. 3.) ci .....		614 3 6
<i>Rebuffel</i> , (Antoine) né le 31 décembre 1710; ancien premier		

41 5 3

Report..... 68,284 14 10

commis de la loterie royale de France, retiré en 1788 : 12 ans de services.

Pension de 1,100 livres net; secours de pareille somme. (art. 10, tit. 3.) ci..... 1,100

*Bcauffet*, (Antoine) né en 1710; ancien commis à la distribution des vivres sur les vaisseaux, retiré en 1781 : 54 ans de services; 40 embarquemens.

Pension de 250 livres; secours de 720 livres, totalité de ses appointemens. (art. 19 & 20, tit. 1.) ci..... 720

*Pingré*, (Alexandre-Guy) âgé de 80 ans; religieux de Sainte-Geneviève, savant distingué, auteur de plusieurs ouvrages sur l'astronomie, la géographie & la navigation; a parcouru 20 mille lieues sur mer, en 4 voyages, dont le but étoit de perfectionner les connoissances sur l'astronomie & la navigation.

Secours de 1,800 livres. (art. 7 & 10, tit. 2.) ci... 1,800

Le comité est en même temps d'avis que, sur le fonds de 2 millions destiné aux gratifications, il soit accordé à M. Pingré la somme de 3,000 livres, conformément à l'avis du comité des finances, du 16 mars 1791, pour faciliter l'impression d'un nouvel ouvrage de sa composition, intitulé : *Annales célestes du XVII<sup>e</sup> siècle*, ouvrage dont l'académie des sciences a attesté les avantages, par un rapport du 12 février 1791.

*Huffon*, (Nicolas) né le 25 mai 1712; ancien lieutenant au régiment d'Orléans, cavalerie, réformé en 1764 : 21 ans de services; 17 campagnes.

Pension de 442 livres 10 sous net; secours de pareille somme. (art. 6, tit. 3.) ci..... 442 10

*Sarrafin de Bellecombe*, (Joseph-Etienne) né le 3 août 1712; ancien capitaine de grenadiers au régiment de Médoc, retiré en 1766 : 33 ans de services; 11 campagnes.

Pension de 703 livres net; secours de 1,162 livres 10 sous. (art. 19 & 20, tit. 1.) ci..... 1,162 10

*Foucauld Lardimalie*, (Philibert de) né le 10 septembre 1712; ancien capitaine de vaisseau, retiré en 1762 : 34 ans de services; 23 campagnes de mer.

Pension de 1,020 livres; secours de 2,400 livres (art. 19 & 20, tit. 1<sup>er</sup>.) ci..... 2,400

*Perrin de la Bessière*, (Louis) né le 5 décembre 1712; ancien lieutenant-colonel du régiment de Rouergue, retiré en 1763 : 35 ans de services; 21 campagnes.

Pension de 1,507 livres 10 sous net; secours de 4,000 liv. (art. 19 & 20, tit. 1.) ci..... 4,000

De cette part..... 79,909 14 10

Report..... 79,909 14 10

*Sanglier de la Noblaye*, (François) né le premier janvier 1713; ancien lieutenant-colonel du régiment d'Artois, infanterie, retiré en 1771: 39 ans de services, dont 6 en qualité de lieutenant-colonel; 12 campagnes.

Pension de 2,105 livres net, y compris 600 livres sur l'ordre de Saint-Louis; secours de 4,000 livres, totalité des appointemens de son grade. (art. 19 & 20, tit. I.) ci..... 4,000

*Berthier*, (Jean-Caspar) né le 8 janvier 1713; retiré en 1770; lieutenant-colonel du régiment du comte de la Marche, infanterie: 39 ans de services; 21 campagnes.

Pension de 1,947 livres net; secours de 4,000 livres, totalité des appointemens de son grade. (art. 19 & 20, tit. I.) ci..... 4,000

*Cot*, (Pierre) né le 8 janvier 1713, retiré en 1777, inspecteur-contrôleur-général de l'école militaire, 24 ans de services; traitement de 4,000 livres.

Pension de 7,000 livres net; secours de 3,000 livres. (art. 10, tit. 3.) ci..... 3,000

*Buisson de la Vigne*, (Jacques-Pierre-Guillaume) né le 15 janvier 1713; capitaine de vaisseau, & directeur des armemens de la compagnie des Indes, employé pour la liquidation jusqu'en 1778: 45 ans de services; 7 voyages des Indes; a reçu 20,000 livres de gratification, & a joui depuis la suppression de la compagnie des Indes jusqu'en 1789, époque du décès de son épouse, d'une pension de 1,500 livres sur la tête de cette dernière, en outre de celle de 4,500 livres dont il est demeuré pourvu: secours de 4,500 livres. (art. 10, tit. 3.) ci..... 4,500

*Keller*, (Henri-Christien de) né le 19 janvier 1713; ancien chirurgien-major des régimens Royal-Allemand & Alsace, retiré en 1786: 42 ans de services.

Pension de 800 livres net; secours de 940 livres. (art. 19 & 20, tit. 1.) ci..... 940

*Mouginot de Noncourt*, (Henri-Nicolas-François-Antoine) né le 22 janvier 1713; ancien capitaine au régiment de Limosin, retiré en 1756: 27 ans de services; plusieurs campagnes.

Pension de 355 livres net; secours de pareille somme. (art. 6, tit. 3.) ci..... 355

*Montangon*, (Claude-Nicolas de) né le 26 janvier 1713; ancien capitaine au régiment de Bourbon, infanterie, retiré en 1744: 11 ans de services; plusieurs campagnes.

Pension de 355 livres net; secours de pareille somme. (art. 6, tit. 3.) ci..... 355

De cette part..... 97,059 14 10



4<sup>e</sup> 5 2

Report..... 97,059 14 10

*Duban de la Feuille*, (François-Henri) né le 28 janvier 1713; ancien capitaine au régiment d'Harcourt, dragons, retiré en 1757 : 29 ans de services; 10 campagnes.

Pension de 1,231 livres 12 sous 6 deniers; secours de pareille somme. (art. 6, tit. 3.) ci..... 1,231 12 6

*Boutier de Catus*, (Pons) né le 29 janvier 1713; ancien premier lieutenant au régiment d'Aubigné, dragons, retiré en 1756 : 28 ans de services effectifs; 12 campagnes, 2 blessures, à l'occasion desquelles il a reçu 600 livres de gratification.

Pension de 443 livres 10 sous net; secours de pareille somme. (art. 6, tit. 3.) ci..... 443 10

*Vanderghinst*, (Ferdinand-Joseph) né le 30 janvier 1713; ancien chirurgien aide-major de l'hôpital militaire de Belle-Isle, retiré en 1782 : 51 ans de services, tant dans ledit hôpital que dans celui de Bergue-Saint-Vinox, & dans le régiment du Perche.

Pension de 240 livres net; secours de 720 livres, totalité des appointemens de son emploi. (art. 19 & 20, tit. 1.) ci... 720

*Coclée*, dit Bellegarde, (Martin-Joseph) né le 6 février 1713; ancien sergent de grenadiers au régiment de Bourgogne, retiré en 1763 : 33 ans de services; 11 campagnes.

Pension de 200 livres, réduite depuis à 146 livres; secours de 303 livres 6 sous. (Décret du 22 novembre 1790.) ci... 303 6

*Bayvel*, (Claude de) né le 18 février 1713; ancien lieutenant au régiment de la Reine, cavalerie, retiré en 1768 : 38 ans de services; 16 campagnes.

Pension de 354 livres net; secours de 600 livres, totalité des appointemens de son grade. (art. 19 & 20, tit. 1.) ci.... 600

*Stuart*, (Pierre) né le 20 février 1713; ancien capitaine au régiment d'Ogilvi, Ecoïlois, retiré en 1763 : 16 ans de services; 3 campagnes.

Pension de 900 livres net; secours de pareille somme. (art. 10, tit. 3.) ci..... 900

*Bonamour de Vigouroux*, (Henri-Laurent) né le premier mars 1713; ancien maréchal-des-logis dans le corps de la gendarmerie, retiré en 1770 : 37 ans de services; 17 campagnes.

Pension de 670 livres net; secours de 1,500 livres, totalité des appointemens de son grade. (art. 19 & 20, tit. 1.) ci... 1,500

*Boudon de la Combe*, (Jean-Joseph) né le 4 mars 1713; ancien capitaine au régiment de Mailly : 23 ans de services; 10 campagnes.

De cette part..... 102,758 3 4

Report..... 102,758 3 4

Pension de 355 livres; secours de pareille somme. (art. 6, tit. 3.) ci..... 355

*Durand de Linois*, (Charles) né le 14 mars 1713; ancien écrivain principal de la marine, & commissaire à la suite des escadres, retiré en 1762: 29 ans de services; 10 campagnes de mer.

Pension de 618 livres 6 sous 8 deniers net; secours de 697 livres 10 sous. (art. 19 & 20, tit. 1.) ci..... 697 10

*Des Escotais de Chantilly*, (Louis-Joseph) né le 30 mars 1713; maréchal-de-camp, & ci-devant gouverneur de l'Isle-de-Ré: 32 ans de services; 17 campagnes.

Pension de 4,717 livres 10 sous net; secours de pareille somme. (art. 10, tit. 3.) ci..... 4,717 10

*Allon*, (Jean-Georges) né le premier avril 1713; ancien sous-lieutenant du régiment de Rose, cavalerie, retiré de ce corps en 1768: 36 ans de services en ladite qualité; 18 campagnes; plus, 14 ans de services comme directeur de l'école des trompettes, établie à Strasbourg.

Pension de 400 livres net; secours de 600 livres, totalité de son traitement de directeur. (art. 19 & 20, tit. 1.) ci..... 600

*Raynal*, (Guillaume-Thomas) né le 12 avril 1713; demande la recreation d'une pension de 2,000 livres accordée sur le Mercure, dont il avoit été rédacteur, & qui lui avoit été retiré en 1781, par M. Amelot, alors ministre de la maison du roi, lorsqu'il fut décrété par le parlement. Plus la conservation d'une autre pension de 887 liv. 10 f., accordée par brevet en récompense de différens mémoires fournis aux ministres des affaires étrangères.

Secours de 2,887 liv. 10 f. (art. 6, tit. 2.) ci..... 2,887 10

*Coutance de la Celle*, (Amauri-Christophe-Ursule) né le 4 juin 1713, ancien capitaine de vaisseau, retiré en 1762: 32 ans de services; 18 embarquemens, parmi lesquels plusieurs campagnes de guerre.

Pension de 1,060 liv. net; secours de 3,600 liv., totalité des appointemens de son grade. (art. 19 & 20, tit. 1.) ci..... 3,600

*Bertels*, (Nicolas-François) né le 4 octobre 1713, ancien juge-consul à Paris.

Pension de 532 liv. 10 f. net, accordée en considération de ses services en ladite qualité; secours de pareille somme. (art. 10, tit. 3.) ci..... 532 10

t. 5 8

Report..... 116,148 3 4

*Bayeux*, (Dlle Anne-Marie-Catherine Picquet, veuve du sieur)  
née le 31 octobre 1713.

Pension de 1,780 liv. net, accordée en considération des services de son mari, inspecteur-général des ponts & chaussées, par réversion de celle de 4,000 livres dont jouissoit ledit feu sieur son mari, aux termes de l'arrêt du conseil, du 2 août 1767, & lettres-patentes sur icelui, du 31 du même mois, registrées à la chambre des comptes le 25 juin 1768; secours de pareille somme. (art. 8, tit. 3.) ci..... 1,780

*Toynard de Joui*, (Barthelemy-François) né le premier novembre 1713; ancien maître des requêtes, retiré en 1772: 32 ans de services.

Pension de 2,268 liv. 15 f. net; secours de pareille somme (art. 10. tit. 3.) ci..... 2,268 15

*Loufaleat, dit Blondin*. (Jean) né le 23 novembre 1713; sergent au régiment de la marine, retiré en 1763: 30 ans de services effectifs; 17 campagnes.

Pension de retraite réduite à 11 liv. 5 f. par mois; secours de 329 liv. 5 f. (Décret du 22 novembre 1790.) ci.... 329 5

*Carriere*, (Claude) âgé de 77 ans; ancien secrétaire-greffier des états de Languedoc: 21 ans de services.

Pension de 2,000 livres net; secours de pareille somme. (art. 10, tit. 3.) ci..... 2,000

*Chapman*, (Mathieu de) né le 3 février 1714: ancien capitaine de grenadiers au régiment de Berwick, retiré en 1777: 36 ans de services; 14 campagnes; a perdu un œil au siège de Tournay.

Pension de 1,200 liv. payée à la suite de la place de Saint-Michel; secours de 2,000 liv. (art. 19 & 20, tit. 1.) ci..... 2,000

*Noblat*, (François-Bernardin) né le 20 mai 1714; l'un des plus anciens commissaires des guerres: 33 ans de services.

Pension de 720 livres net; secours de 1,450 liv. (art. 19 & 20, tit. 1.) ci..... 1,450

*Martin, dit Dumont*, (Gabriel-Pierre) né le 16 juillet 1714; ancien professeur d'architecture des ponts & chaussées: 40 ans de services.

Pension de 600 livres net; secours de pareille somme. (art. 10, tit. 3.) ci..... 600

*Gourbillon*, (Etienne) né le 9 août 1714; ci-devant premier commis de la loterie royale de France, retiré en 1788.

Pension de 1,100 liv. net; secours de pareille somme. (art. 10, tit. 3.) ci..... 1,100

De cette part..... 127,676 3 4

	liv.	s.	d.
Report.....	127,676	3	4
<i>Charpentier de Belcourt</i> , ( Pierre-François ) né le 16 octobre 1714 ; ancien directeur des vingtièmes de la généralité de Limoges, retiré en 1778 : 40 ans de services. Pension de 3,000 liv. net ; secours de pareille somme. ) art. 10, tit. 3. ) ci.....	3,000		
<i>La Haze d'Anglemont</i> , ( Jean-Baptiste-Henri de ) né le 9 mars 1715, ancien commissaire-général de la marine, ordonnateur du port de Dunkerque, retiré en 1785 : 54 ans de services, plusieurs campagnes. Pension de 5,850 liv. net ; secours de 9,000 liv. totalité des appointemens de son grade. ( art. 16 & 20 , tit. 1. ) ci.....	9,000		
<i>Jeunet Duval</i> , ( François-Joseph ) né le 24 mars 1715, ancien capitaine de grenadiers, retiré en 1776 : 40 ans de services ; 16 campagnes. Pension de 535 liv. 8 s. 6 d. net ; secours de 2,000 liv. totalité des appointemens de son grade. ( art. 19 & 20 , tit. 1. ) ci..	2000		
<i>Delu</i> , ( Dominique-Nicolas ) né le 12 mai 1715 ; ancien secrétaire de l'intendance de Tours, retiré en 1784. Pension de 1,000 livres net ; secours de pareille somme. ( art. 10, tit. 3. ) ci.....	1,000		
<i>Gauthier</i> , ( Balthazar-Etienne ) né le 27 mai 1715 ; ancien trésorier de la caisse civile de Corse, & ci-devant employé à Constantinople auprès des ambassadeurs de France, mis à la Bastille sous le ministère de M. de Laverdy, détention injuste qui a causé sa ruine. Pension de 2,100 livres net ; secours de pareille somme. ) art. 10, tit. 3 ) ci.....	2,100		
<i>Seguin</i> , ( Pierre-Martin ) né le 13 juillet 1715 : ancien greffier en chef du conseil-supérieur de Corse, où il avoit été envoyé pour la formation de cette place lors de son premier établissement. Pension de 1,500 livres net ; secours de pareille somme. ( art. 10, tit. 3. ) ci.....	1,500		
<i>Cheval de Fontenay de Marange</i> , ( Charles-Lazare ) né le 12 août 1715 ; ancien commandant du fort des Bains, réformé en 1762 : 32 ans de services ; 13 campagnes. Pension de 2,120 livres net ; secours de pareille somme. ( art. 10, tit. 3. ) ci.....	2,120		
<i>Bonnel</i> , ( Jean de ) né le 29 novembre 1715 ; ancien lieutenant de cavalerie au régiment de la Reine, avec rang de capitaine depuis 1779, retiré en 1789 : 51 ans de services ; 13 campagnes. Pension de 8,000 livres net ; secours de 2,000, totalité des appointemens de son grade. ( art. 19 & 20, tit. 1. ) ci.....	2,000		
<i>De cette part</i> .....	150,396	3	4

Report..... 150,396 3 4

*Duflos*, ( Charles-Antoine ) né en 1715 ; brigadier de maréchauf-  
fée, ci-devant sergent-major du régiment de Saint-Mauris , re-  
tiré en 1785 : 55 ans de services ; plusieurs campagnes.

Pension de 200 livres net ; secours de 422 l. 3 f. 4 d. ( Dé-  
cret du 22 novembre 1790.) ci.....

422 3 4

## A D D I T I O N.

*Amariton Dubost*, ( Pierre ) né le 2 octobre 1702.

Pension de 300 livres net , accordée en considération des ser-  
vices de sa famille , notamment de ceux de trois de ses fils ; se-  
cours de pareille somme. ( art. 10 , tit. 3. ) ci.....

300

*Landrin*, ( Pierre ) né le 20 janvier 1703 , sous-chef au bureau  
des approvisionnementns du tabac.

Pension de 2,400 livres net sur les fermes , accordée par dé-  
libération de la ferme-générale, du 29 avril 1779 , à raison du  
grand âge du sieur Landrin & de ses infirmités , qui le mettent  
dans un état d'enfance ; secours de pareille somme. ( art 7 & 10 ,  
tit. 3. ) ci.....

2,400

Ledit sieur Landrin a été payé de cette pension jusqu'au der-  
nier décembre 1790 inclusivement , ainsi qu'il est justifié par le  
certificat de M. Foacier , caillier-général des fermes.

*Legall*, ( Jules-François ) né le 5 avril 1705 ; ancien capitaine  
réformé du régiment Dauphin , dragons.

Pension de 817 liv. 5 f. net ; secours de pareille somme. ( art.  
6 , tit. 5. ) ci.....

817 5

*Latour*, ( Pierre-Nicolas ) né le 8 février 1705 ; ancien capi-  
taine au régiment d'Anjou , infanterie, retiré en 1747 : 27 ans  
de services ; plusieurs campagnes.

Pension de 355 livres net ; secours de pareille somme. art. 10 ,  
tit. 3. ) ci.....

355

*Genain*, ( Ignace-Mathieu ) né le premier septembre 1705 ; an-  
cien premier secrétaire & subdélégué général de la ci-devant  
intendance de la Rochelle, retiré en 1774 : 41 ans de services.

Pension de 3,000 livres net ; secours de pareille somme. ( art.  
10 , tit. 3. ) ci.....

3000

*Compagnon*, ( Jean ) né le 3 septembre 1706 ; ancien commis de  
la régie du droit sur les carrosses des places de Paris.

Pension de 300 livres net , accordée par arrêt du conseil , du  
19 août 1779 ; secours de pareille somme. ( art. 7 & 10 ,  
tit. 3. ) ci.....

300

De cette part..... 157,990 11 8

Report..... 157,990 11 8

*La Chaise du Renaud*, (Jean-François de) né le 7 décembre 1706; ancien capitaine de grenadiers au régiment de Talaru, retiré en 1761, 27 ans de services; plusieurs campagnes.

Pension de 341 liv. 10 s. net; secours de pareille somme.  
(art. 10, tit. 3.) ci..... 341 10

*Riquet de Bonrepos*, (Jean-Gabriel-Amable) né le 30 janvier 1709; ancien procureur-général au parlement de Toulouse, retiré en 1771.

Pension de 6,187 liv. 10 s. net; secours de pareille somme.  
(art. 10, tit. 3.) ci..... 6,187 10

*Hallot*, (Charles-Philippe-Louis de) né le 10 février 1709; lieutenant-général des armées en 1784, réformé en 1777 en qualité de commandant de bataillon au régiment des Gardes-Françaises; entré au service en 1728: 49 ans de services effectifs; plus de 10 campagnes.

Pension de 9,321 liv. net, dont 1,454 liv 15 s. en considération de ses services, & 8,000 liv. réduites à 7,866 liv. 13 s. 4 d., qui lui ont été réglées pour sa réforme en vertu de l'ordonnance du Roi, du 17 juillet 1777; secours de 6,000 liv. par provision, en attendant de plus amples éclaircissemens. (art. 5, tit. 3.) ci..... 6,000

*Lugier*, (Jean-Nicolas) né le 19 août 1709.

Pension de 360 liv. net; accordée par décision du 3 septembre 1779, en considération d'un secret qu'il a donné pour la guérison radicale des hernies de toute espèce; secours de pareille somme.  
(art. 6 & 7 du tit. 2, & art. 10, tit. 3.) ci..... 360

*Chaignant, dit Duté*, (Jacques) âgé de 82 ans; ancien employé des fermes, vétéran, retiré en 1782, 36 ans de service.

Pension de 175 liv. net; secours de pareille somme. (art. 10, tit. 3.) ci..... 175

*Guillouet d'Orvilliers*, (Louis) né le 26 mars 1710; lieutenant-général des armées navales, ci-devant commandant la marine à Brest, retiré en 1779: 51 ans de services; 18 campagnes.

Pension de 18,346 l. 18 s. net; secours de pareille somme.  
(art. 10, tit. 3.) ci..... 18,346 18

*Blanchebarbe de Grandbourg*, (Germain-Pierre) né le 15 avril 1710; ancien maître ordinaire en la chambre des comptes, ci-devant secrétaire général de la marine.

Pension de 2,362 liv. 10 s. net; secours de pareille somme.  
(art. 10, tit. 3.) ci..... 2,362 10

De cette part..... 191,763 19 8

Report..... 191,763 19 8

*Faget du Monbert*, (Robert-François) né le 17 mai 1710; soldat au régiment de Champagne en 1733, où il a servi, tant en cette qualité qu'en celle de sous-lieutenant, de lieutenant & de capitaine jusqu'en 1758, qu'il fut nommé major des ville & citadelle du Havre; retiré en 1783, à cause de sa mauvaise santé, suite de maladies graves: 55 ans de services; un très-grand nombre de campagnes.

Pension de 400 livres sur l'ordre de Saint-Louis, secours de 2,000 livres, totalité des appointemens de capitaine. (art. 19 & 20, tit. 1) ci..... 2,000

*David*, (Pierre-Felix-Barthelemi) né le 29 juin 1710; ancien gouverneur à l'Isle-de-France, retiré en 1754, 25 ans de services dans les Isles & dans l'Inde.

Pension de 6,000 livres net; secours de pareille somme (art. 10, tit. 3) ci..... 6,000

*Lefevre D'Autreche*, (Pierre-Alexandre François de Sales) né le 25 juillet 1710; ancien capitaine, réformé en 1756 à la suite du régiment de l'Isle-de-France: 24 ans de services, 12 campagnes.

Pension de 398 livres 5 sous net; secours de pareille somme, (art. 10, tit 3), ci..... 398 5

*Saint-Martin-Dumas*, (Pierre) né le 20 août 1710; ancien capitaine au régiment de l'Isle-de-France, retiré en 1757: 23 ans de services; 7 campagnes, des blessures.

Pension de 355 livres net; secours de pareille somme. (art. 6, tit. 3.) ci..... 355

*Combet de la Rene*, (Jean) né le 9 octobre 1710; ancien receveur général des aides à Eprenay, retiré en 1782: 55 ans de services.

Pension de 700 livres accordée sur la régie générale, par décision du 5 février 1782: secours de 800 livres, totalité de ses appointemens. (art. 19 & 20, tit. 1.) ci..... 800

*Marchant de Lefveur*, (Marie-Françoise Gabrielle de Belleville, veuve du sieur Jacques) née le 16 janvier 1711.

Pension de 200 livres net, à elle accordée en considération des services de son mari, en qualité de lieutenant de vaisseau de la compagnie des Indes, aux termes des articles 3 & 5 des lettres-patentes du 22 avril 1770; secours de pareille somme. (art. 10, tit. 3.) ci..... 200

De cette part..... 201,516 19 8

Report..... 201,516 19 8

*Croce*, (Pierre-Marie) né le 17 juin 1711; ancien syndic de ma-  
telots à Calvi en Corse. & ci-devant vice-consul de ladite ville,  
retiré en 1782, après 22 ans de services.

Pension de 376 livres 14 sous net; secours de pareille somme.  
(art. 10, tit. 3.) ci.....

376 14

*Goulet de Montlibert*, (Godefroi-Maximilien-François) né le 18  
juin 1711; ancien-capitaine du régiment Royal-Wallon, réformé  
en 1748: 22 ans de services; plusieurs campagnes.

Pension de 265 livres 10 sous net; secours de pareille somme.  
(art. 6, titre 3.) ci.....

265 10

*Eberhard*, (Christien) âgé de 79 ans; ancien contrôleur & garde-  
magasin de la manufacture d'armes blanches d'Alsace, retiré en  
1783; 27 ans de services.

Pension de 800 livres net sur les fonds de l'artillerie; secours  
de pareille somme. (art. 10, tit. 3.) ci.....

800

*Saporta*, (François de) né le 29 mars 1712; ancien major du  
régiment de Rouergue, retiré en 1764, après 30 ans de ser-  
vices & 12 campagnes.

Pension de 885 livres net, secours de 2,100 livres. (art.  
19 & 20, tit. 1.) ci.....

2,100

*Le Boulanger*, (Auguste-Jean) né le 15 mai 1712; doyen des  
conseillers-maîtres en la chambre des comptes de Paris.

Pension de 1,687 livres 10 sous, employée sur l'état du roi  
de ladite chambre des comptes, arrêté au conseil royal des fi-  
nances, le 15 janvier 1790; secours de pareille somme. (art.  
10, tit. 3.) ci.....

1,687 10

*Dubrac*, (René) né le 17 mai 1712; ancien subdélégué de la ci-  
devant intendance de Bourges au département de Saint-Benoît-du-  
Sault, retiré après 50 ans de services.

Pension de 600 livres, secours de pareille somme. (art. 10.  
tit. 3.) ci.....

600

*Badger*, (Jean) né le 29 juin 1712; moëreur Anglois établi à  
Lyon, attiré par le ministère François sous la promesse d'un fort  
honneur, à obtenu trois pensions, montant ensemble à 2,300  
livres, à raison de l'utilité de son établissement; secours de pa-  
reille somme. (art. 10, tit. 2.) ci.....

2,300

*Viller de Rogeville*, (Christophe-Thomas) né le 25 juillet 1712;  
entré foldat, retiré capitaine au régiment de Languedoc en 1755,  
pour cause d'infirmités: 27 ans de services; 10 campagnes.

Pension de 300 livres, secours de 600 livres. (Décret du 9  
janvier 1791.) ci.....

600

De cette part..... 210,246 18 8



4<sup>e</sup> 5 2

Report..... 210,246 18 8

*Ponyvet de la Bliuère*, (René) né le 14 septembre 1712 ; ancien capitaine de dragons, retiré en 1758 après 29 ans de services ; quelques campagnes.

Pension de 443 livres 15 sous net ; secours de pareille somme. ( art. 6, tit. 3. ) ci.....

443 15

*Gayault de Vic*, ( Etienne-Henri ) né le 17 octobre 1712 ; ancien inspecteur-général de la maréchaussée, retiré en 1782, après 49 ans de services ; 3 campagnes.

Pension de 3,500 livres net ; secours de 5,000 livres, totalité de ses appointemens. ( art. 19 & 20, tit. 1. ) ci.....

5,000

*Deslaires*, ( Charles-Jean-Baptiste-Alexandre ) né le 10 décembre 1712 ; ancien capitaine au régiment de Touraine : 29 ans de services, plusieurs campagnes.

Pension de 500 livres net ; secours de pareille somme. ( art. 6, tit. 3. ) ci.....

500

*Le Berthon*, ( André-Jacques-Hyacinthe ) né le 7 janvier 1713 ; ancien premier-président du ci-devant parlement de Bordeaux.

Pension de 4,200 livres net, accordée en considération de ses services, par décision du 4 octobre 1767 ; secours de pareille somme. ( art. 10, tit. 3. ) ci.....

4,200

*Ecuges d'Evénos*, ( Charles-Victor d' ) né le 12 mars 1713 ; ancien écrivain principal & garde-magasin de la marine, retiré en 1777 : 46 ans de services ; 12 embarquemens.

Pension de 1,770 livres net ; secours de 1,800 livres, totalité de son traitement. ( art. 19 & 20, tit. 1. ) ci.....

1,800

*Garnier de la Boissière*, ( François ) né le 3 juillet 1713 ; ancien capitaine de grenadiers au régiment de Navarre, retiré en 1761 : 27 ans de services ; 15 campagnes.

Pension de 866 livres 5 sous net ; secours de pareille somme. ( art. 6, tit. 3. ) ci.....

866 5

*Lecuyer*, ( Louis-Alexandre ) né le 19 octobre 1713 ; entré au Corps-royal d'artillerie en 1740, passé dragon dans le régiment de Mestre-de-camp en 1748, retiré porte-guidon en 1772 : 32 ans de services ; 6 campagnes.

Pension de 200 livres à la suite de la place de Bar-le-duc ; secours de 600 livres. ( Décret du 9 janvier 1791. ) ci.....

600

*Deschamps*, ( Louis ) né le 7 février 1714 ; ancien commis de la régie du droit sur les carrosses de Places de Paris, retiré en 1779.

Pension de 400 livres net, accordée en exécution de l'arrêt du conseil, du 19 août 1779 ; secours de pareille somme. ( art. 10, tit. 3. ) ci.....

400

De cette part..... 224,056 18 8

<i>Report</i> .....	224,056 18 8
<i>Belot de Ferreux</i> , ( Claude-Joseph ) né le 4 mars 1714; ancien capitaine au Corps-royal d'artillerie, retiré en 1766, après 32 ans de services; 14 campagnes. Pension de 960 livres net; secours de 2,030. ( art 19 & 20, tit. I. ) ci.....	2,030
<i>Lartigue D'Arné</i> , ( Pierre ) né le 29 mars 1714; ancien capitaine de grenadiers au régiment de Vexin, retiré en 1780 : 36 ans de services; 14 campagnes. Pension de 655 livres net, secours de 2,000 livres, totalité des appointemens de son grade. ( art. 19 & 20, tit. I. ) ci....	2,000
<i>Godinot</i> , ( Pierre ) né le 6 avril 1715; ci-devant inspecteur-principal des manufactures, retiré en 1779; 37 ans de services. Pension de 3,000 livres net, accordée par arrêt du conseil, du 30 juin 1779, tant sur les fonds du commerce que sur la caisse des octrois de la ville de Rouen; secours de pareille somme. ( art. 10, tit. 3. ) ci.....	3,000
<i>Boin</i> , ( Guy ) né le premier juillet 1714; ancien premier secrétaire & subdélégué général de l'intendance de Lyon, retiré en 1785; 48 ans de services. Pension de 3,000 livres net; secours de pareille somme. ( art. 10, tit. 3. ) ci.....	3,006
<i>La Devaize D'Arteil</i> , ( Jean-Baptiste ) né le 30 août 1714; ancien capitaine réformé des arquebusiers de Grassin: 19 ans de services; plusieurs campagnes. Pension de 354 livres net; secours de pareille somme. ( art. 10, tit. 3. ) ci.....	354
<i>Piot</i> , ( Jean-Paulin-Hippolyte ) né le 25 septembre 1714; ancien commis principal de l'intendance de Champagne, retiré le premier janvier 1788, jour où sa place a été supprimée à l'occasion des assemblées provinciales. Pension de 830 livres net; secours de pareille somme. ( art. 10, tit. 3. ) ci.....	830
<i>Mesange de Beaurepaire</i> , ( Joseph-Antoine ) né le 11 novembre 1714; ancien lieutenant-colonel du régiment des grenadiers-royaux de Bretagne, réformé en 1775, après 42 ans de services & 14 campagnes. Pension de 1,461 livres 5 sous net; secours de 3,600 livres. ( art. 19 & 20, tit. I. ) ci.....	3,600
<i>Frisch</i> , ( Urbain ) né le 22 novembre 1714; entré soldat en 1735 au régiment actuellement Royal-Suedois, réformé capitaine en second en 1763, après 28 ans de services; 15 campagnes: aux appointemens de 500 livres à la suite de la place de Verdun; secours de 600 livres. ( Décret du 9 janvier 1791. ( ci.....	600
<i>De cette part</i> .....	239,480 18 8

Report..... 239,480 19 6

On observe que ce secours de 600 livres ne doit avoir lieu que du jour où ses appointemens auront cessé de lui être payés.

**Gouley**, ( Edme ) né le 28 janvier 1715 ; soldat au régiment des Carabiniers en 1734, retiré en 1767 avec un brevet de lieutenant, pour entrer exempt de maréchaussée, place qu'il a exercée jusqu'en 1778, qu'elle a été réformée : 44 ans de services ; 16 campagnes, des blessures.

Pension de 350 livres net, secours de 900 livres, totalité des appointemens de son grade. ( art. 19 & 20, tit. 1.) ci.... 900

**La Marche**, ( Christian-Louis de ) né le 22 février 1715, retiré en 1773 contrôleur ambulant des vingtièmes de la généralité de Montauban ; 31 ans de services.

Pension de 800 livres net ; secours de pareille somme. ( art. 10, tit. 3. ) ci..... 800

**La Roze**, ( Joseph-Sébastien de ) né le 6 mars 1715 ; doyen des conseillers de la première chambre des enquêtes du ci-devant parlement de Bordeaux, ancien président au présidial, & lieutenant-général de la sénéchaussée de la même ville ; 41 ans de services.

Pension de 1,200 livres net, accordée par arrêt du conseil, du 13 janvier 1778, en considération de la suppression dudit office de président au présidial de Bordeaux ; secours de pareille somme. ( art. 10, tit. 3. ) ci..... 1,200

Cette somme de 1,200 livres sera payée à M. de la Roze à compter du jour où sa pension a été retranchée de l'état des pensions en vertu d'une lettre de M. de Lamoignon, garde-des-sceaux, à cause de la résistance de M. de la Roze à l'exécution des édicts de la cour-plénière & autres, dont l'enregistrement fut demandé en mai 1788.

**Carpentier**, ( Joseph ) né le 25 mars 1715 ; ancien conducteur de charrois à l'école d'artillerie d'Auxonne, retiré en 1784 : 50 ans de services ; plusieurs campagnes.

Pension de 573 livres 2 sous net ; secours de 600 livres, totalité de son traitement. ( art. 19 & 20 ; tit. 1. ) ci..... 600

**Le Jallot de Saint-Just**, ( Gabriel ) né le 24 avril 1715 ; ancien major du Fort-Louis du Rhin, retiré en 1773, après 40 ans de services ; 8 campagnes, des blessures graves.

Pension de 2,600 livres, y compris 800 livres sur l'ordre de Saint-Louis ; secours de pareille somme. ( art. 10, tit. 3. ) ci..... 2,600

De cette part..... 244,080 18 8

	Report.....	244,080 18 8
<i>Hélie de Saint-André</i> , ( Jean-Henri ) né le 23 mai 1715 ; ancien capitaine d'infanterie au régiment de Belfunce, retiré en 1756 : 27 ans de services ; plusieurs campagnes.		
	Pension de 355 livres net ; secours de pareille somme. ( art. 6, tit. 3. ) ci.....	355
<i>Froissard de Bersaillin</i> , ( Claude-François-Xavier de ) né le 24 mai 1715 ; ancien capitaine au régiment de Béarn, retiré en 1757 : 26 ans de services ; 12 campagnes.		
	Pension de 355 livres net ; secours de pareille somme. ( art. 6, tit. 3. ) ci.....	355
<i>Vergé</i> , ( Elie-Paul ) né le 3 juin 1715 ; ancien chirurgien-major au corps royal d'artillerie, retiré en 1784, après 50 ans de services.		
	Pension de 1,000 livres, secours de 1,200 livres, totalité de ses appointemens. ( art. 19 & 20, tit. 1. ) ci.....	1,200
<i>Cardon de Vidampierre</i> , ( Jean-Joseph-Antoine de ) né le 13 septembre 1715 ; ancien officier au régiment du roi.		
	Pension de 1,653 livres 13 sous 6 deniers net, faisant partie de celle de 4,000 livres, argent de Lorraine, ci-devant employée sur les états de la recette générale des finances de cette province, aux termes de l'arrêt du conseil du 15 janvier 1766, & qui en a été retranchée, à compter du premier janvier 1779, pour être reportée sur le trésor royal par un autre arrêt du conseil de ce jour ; secours de pareille somme. ( art. 10, tit. 3. ) ci..	1,653 13 6
<i>Gardanne</i> , ( Gabriel ) né le 29 novembre 1715 ; ancien écrivain de la marine & des classes ; retiré en 1776, après 27 ans de services.		
	Pension de 590 livres net ; secours de pareille somme ( art. 6 & 7, tit. 3. ) ci.....	590
<i>Le Roy du Cardonnois</i> , ( Louis ) âgé de 75 ans ; entré soldat au régiment de Biron en 1732, exempt de maréchaussée en 1743 ; retiré en 1778 : 46 ans de services ; 4 campagnes.		
	Pension de 350 livres net ; secours de 700 livres, totalité de son traitement. ( art. 19 & 20 du tit. 1. ) ci..	700
<i>Ramond</i> , ( ) âgé de 75 ans ; ancien employé aux vivres ; retiré en 1788 : 34 ans de services.		
	Pension de 1,000 livres net ; secours de pareille somme. ( art. 10 tit. 3. ) ci.....	1,000
<i>L'Escalopier</i> , ( Gaspard-César-Charles ) né le 19 mai 1706 ; conseiller d'état, ci-devant intendant de Montauban & de Tours ; retiré en 1766 : 33 ans de services.		
	Pension de 4,200 liv. net ; secours de pareille somme ( art. 19, tit. 3. ) ci..	4,200

De cette part..... 255,634 12 2

Report.....255,634 12 2

**Benoist de la Mothe**, ( Charles-Alain ) né le 28 juillet 1709; ancien directeur de la régie des cartes à Marseille; retiré en 1779.

Pension de 600 livres; secours de pareille somme. ( art. 10, tit. 3. ) ci..... 600

On observe que cette somme de 600 liv. n'est que provisoire, en attendant que le pensionnaire, dont le comité ignore la demeure, ait fourni de plus amples renseignements, tant sur les différens emplois qu'il a occupés, que sur le traitement dont il jouissoit en activité.

**Benoist**, ( Joseph ) né le 23 février 1699; ancien directeur des aides à Mayenne, retiré en 1780, après 62 ans de services.

Pension de 1,500 liv. net; secours de pareille somme. ( art. 19 & 20, tit. 1. ) ci..... 1,500

**Maffo de la Ferrière**, ( Charles ) né le 20 juillet 1705; lieutenant-général des armées; retiré en 1762, après 40 ans de services; 9 campagnes.

Pension de 1,500 livres sur l'ordre de Saint-Louis, & 3,892 livres 16 sous 7 deniers net sur le trésor royal; secours de 5,500, ( art. 5, tit. 3. ) ci..... 5,500

**Boutin**, ( Thomas ) né le 9 mars 1708: ancien directeur des fermes à Besançon; retiré en 1785, après 46 ans de services.

Pension de 5,000 livres net, accordée sur la ferme générale, par délibération du 16 mars 1785; secours de pareille somme. ( art. 10, tit. 3. ) ci..... 5,000

**Mottin**, ( René ) né le 18 août 1709: ancien contrôleur de barrières aux entrées de Paris, retiré en 1785, après 31 ans de services.

Pension de 700 livres net, accordée par délibération de la ferme générale; secours de pareille somme. ( art. 10, tit. 3. ) ci..... 700

**Dagoret des Robinières**, ( Pierre ), né le 4 mai 1710: ancien receveur à la distribution du tabac; retiré en 1773, par la suppression de sa place, après 40 ans de services.

Pension de 1,500 livres net, accordée sur la ferme générale, par délibération du 12 mars 1773; secours de pareille somme. ( art. 10, tit. 3. ) ci..... 1,500

**Delfau de Roquefort**, ( Jean-Joseph ) né le 15 février 1713: ancien capitaine au régiment de Picardie; retiré du service en 1762, à cause des suites de ses blessures qui l'ont mis hors d'état de le continuer: 20 ans de services, 8 campagnes.

Pension de 355 livres net; secours de 825 livres. ( art. 17, 19 & 20, tit. 1. ) ci..... 825

De cette part.....271,259 12 2

th S 2

Report.....271,259 12 2

*Neuel de Tourville*, ( Pierre ) né le 14 février 1714 : ancien lieutenant de cavalerie au régiment de Royal-Pologne, retiré en 1763, après 31 ans de services & 12 campagnes.

Pension de 355 livres net; secours de 442 livres 10 sous.  
( art. 19 & 20, tit. I. ) ci..... 442 10

*Thiollière*, ( Pierre ) né le 6 mars 1715, entré cavalier au régiment des Cuirassiers en 1739; cornette au régiment d'Artois en 1761, jusqu'en 1763 que ce régiment fut réformé: 24 ans de services; 11 campagnes; des blessures.

Pension de 265 livres 10 sous net; secours de 600 livres.  
( décret du 9 janvier 1791. ) ci..... 600

*Alexandre*, ( Nicolas-François ) né le 13 août 1715 : ancien lieutenant au régiment de dragons de la Reine, avec commission de capitaine depuis 1774; retiré en 1777, après 36 ans de services; trois campagnes.

Pension de 442 livres 10 sous net; secours de 1,175 liv.  
( art. 19 & 20, tit. I. ) ci..... 1,175

*Huet*, ( Marie-Gabriel le Bescond, veuve du sieur Barthelemi-Mathieu ) née le 19 octobre 1715.

Pension de 200 livres, sur le fonds des invalides de la marine, accordée en 1779, en considération des services de son mari, aide-chirurgien & provôt à l'hôpital de la marine, à Brest, mort des suites d'une maladie putride qui régnoit alors audit hôpital; secours de pareille somme. ( art. 8, tit. 3. ) ci..... 200

TOTAL.....273,677 2 2

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à cesdites présentes. A Paris, le vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier: Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.

## TABLE ALPHABÉTIQUE

*Des noms des personnes employées au Supplément des deux premiers États de répartition.*

## A

Alexandre, (Nicolas-François) page 370.  
Allon, (Jean-Georges) p. 358.  
Amarithon Dubost, (Pierre) 361.  
Ardbus du Ramo, (François-Silvain)  
p. 352.

## B

Badger, (Jean) p. 364.  
Banne, (Jean de) p. 353.  
Bayeux, (demoiselle Anne-Marie-Catherine Piquet, veuve du fleur) p. 359.  
Bayvel, (Claude de) p. 357.  
Beauflet, (Antoine) p. 355.  
Belot de Ferreux, (Claude-Joseph) p. 366.  
Benoist, (Joseph) p. 369.  
Benoist de la Mothe, (Charles-Alain)  
p. 369.  
Berbudean, (Jean-Gabriel) p. 354.  
Bertels, (Nicolas-François) p. 358.  
Bertier, (Jean-Gaspard) p. 356.  
Blanchebarbe de Grandbourg, (Germain-Pierre) p. 362.  
Boil de Creveœur, (Charles-Alexandre)  
p. 354.  
Boin, (Guy) p. 366.  
Bonamour de Vigouroux, (Henri Laurent)  
p. 357.  
Bonnell, (Jean de) p. 360.  
Boudon de la Combe, (Jean-Joseph)  
p. 357.  
Boutier de Catus, (Pons) p. 357.  
Boutin, (Thomas) p. 369.  
Buisson de la Vigne, (Jacques-Pierre-Guillaume) p. 356.

## C

Cameron de Kenloch, (Alexandre de)  
p. 353.  
Cardon de Vidampierre Jean-Joseph-Antoine) p. 368.  
Carpentier, (Joseph) p. 367.  
Carpoi, (Charles-André) p. 352.  
Carrière, (Claude) p. 359.  
Chaignant, dit Duté, (Jacques) p. 362.  
Chapman, (Matthieu de) p. 359.  
Charpentier de Belcourt, (Pierre-François) p. 360.  
Cheval de Fontenay de Marange, (Charles-Lazare) p. 360.  
Christophe, (Jean) p. 354.  
Coclée, dit Bellegarde, (Martin-Joseph)  
p. 357.  
Combet de la Rene, (Jean) p. 363.  
Compagnon, (Jean) p. 361.  
Cot, (Pierre) p. 356.  
Coutance de la Celle, (Amaury-Christophe-Ursule) p. 358.  
Croce, (Pierre-Marie) p. 364.

## D

Dagoret des Robinieres, (Pierre) p. 369.  
David, (Pierre-Félix-Barthélemi) p. 363.  
Delfau de Roquefort, (Jean-Joseph) p. 369.  
Delu, (Dominique-Nicolas) p. 360.  
Deschamps, (Louis) p. 365.  
Descaudier de Beaulieu, (François-Louis)  
p. 352.  
Des Escotais de Chantilly, (Louis-Joseph)  
p. 358.

Deslaires, (Charles-Jean-Baptiste Alexandre) p. 365.

Desrobert, (François) p. 351.

Devins, (François) p. 352.

Duban de la Feuillée, (François-Henri) p. 357.

Dubrac, (René) p. 364.

Duflos, (Charles-Antoine) p. 361.

Dupuy de Briacé, (Emery) p. 352.

Durand de Linois, (Charles) p. 358.

## E

Eberhard, (Christian) p. 364.

Ecuges d'Evenos, (Charles-Victor d') p. 365.

## F

Faget du Montbert, (Robert-François) p. 363.

Félix d'Ollière, (Louis) p. 353.

Ferrould de Laurens, (Barthélemi) p. 351.

Foucauld Lardimalie, (Philibert de) p. 355.

Frich, (Urbain) p. 366.

Froissard de Berfaillin, (Claude-François-Xavier de) p. 368.

## G

Gardanne, (Gabriel) p. 368.

Garnier de la Boissière (François) p. 365.

Garreault, François) p. 351.

Gautier, (Balthazar-Etienne) p. 360.

Gayault de Vic, (Etienne-Henri) p. 365.

Genain, (Ignace-Matthieu) p. 361.

Georgi, (Maurice Goullob-Théophile de) p. 353.

Gigault de Bellefond, (Armand-Louis-François de) p. 353.

Godinot, (Pierre) p. 366.

Goulet de Montlibert, (Godefroi-Maximilien-François) p. 364.

Gouley, (Edme) p. 367.

Gourbillon, (Etienne) 359.

Guillouet d'Orvilliers, (Louis) p. 362.

## H

Hallot, (Charles-Philippe-Louis) p. 362.

Hélie de Saint - André, (Jean-Henri) 368.

Huet, (Marie-Gabriel le Bescond, veuve du sieur Barthélemi-Matthieu) p. 370.

Huflon, (Nicolas) p. 355.

## J

Jeunet Duval, (François-Joseph) p. 360.

## K

Keller, (Henri-Christian de) p. 356.

## L

La Chaise du Renaud, (Jean-François de) 362.

La Devaize'Arteil, (Jean-Baptiste) p. 366.

La Haye d'Anglemont, (Jean-Baptiste-Henri de) p. 360.

La Marche, (Christian-Louis de) p. 367.

Lamare-Robert, (Jean-Baptiste de) p. 353.

Landrin, (Pierre) p. 361.

La Roze, (Joseph-Sébastien de) p. 367.

L'Artigue d'Arné, (Pierre) p. 366.

Latour, (Pierre-Nicolas) p. 361.

Le Berthon, (André-Jacques-Hyacinthe) p. 365.

Le Boulanger, (Auguste-Jean) p. 364.

Le Cellier, (François-Louis) p. 352.

Lecuyer, (Louis-Alexandre) p. 365.

Lefevre d'Autreche, (Pierre-Alexandre-François de Sales) p. 361.

Le Gall, (Jules-François) p. 361.

Le Jallot de Saint-Just, (Gabriel) p. 367.

Le Roux, (Jean François) p. 354.

Le Roy du Cardonnois, (Louis) p. 368.

L'Escalopier, (Gaspard-César-Charles) p. 368.

Ligier, (Jean-Nicolas) p. 362.

Loustalet, dit Blondin, (Jean) p. 359.

## M

Marchant de Lefveur, (Marie-Françoise-Gabrielle de Belleville, veuve du sieur Jacques) p. 363.



Martn, dit Dumont, ( Gabriel-Pierre )

p. 359.

Masso de la Ferriere, ( Charles ) p. 369.

Mefenge de Beaurepaire, ( Joseph-Antoine )  
p. 366.

Montangon, ( Claude-Nicolas de ) p. 356.

Mottin, ( René ) p. 369.

Mouginot de Montcourt, ( Henri-Nicolas-  
François-Antoine ) p. 356.

N

Niquet, ( Antoine-Joseph ) 351.

Noblat, ( François-Bernardin ) p. 359.

Nouel de Tourville, ( Pierre ) p. 370.

P

Pavin, ( Jacques ) p. 353.

Ferrin de la Bessière, ( Louis ) p. 355.

Pieche, ( Joseph-Henri ) p. 352.

Pingré, Alexandre-Guy ) p. 355.

Piot, ( Jean-Paulin-Hypolite ) p. 366.

Ponyvet de la Blinière, ( René ) p. 365.

R

Ramond, ( ) p. 368.

Rathier, ( Michel-Yves-Claude ) p. 354.

Raynal, ( Guillaume-Thomas ) p. 358.

Rebuffel, ( Antoine ) p. 354.

Riquet de Bonrepos, ( Jean-Gabriel-Ama-  
ble ) p. 362.

S

Saint-Martin Dumas, ( Pierre ) p. 363.

Sanglier de la Noblaye, ( François ) p. 356.

Saporta, ( François de ) p. 364.

Sarrafin de Bellecombe, ( Joseph-Etienne )

p. 355.

Seguin, ( Pierre-Martin ) p. 360.

Stuart, ( Pierre ) p. 357.

T

Taurines, ( Louis-François de ) p. 352.

Thiollière, ( Pierre ) p. 370.

Thoynard de Joui, ( Barthelemi-François )

p. 359.

U

Urtado d'Amezaga, ( Balthasar-Joseph-  
François - Nicolas - Antoine - Michel )

p. 354.

V

Vaillac, ( Pierre-Joseph-Raymond de )  
p. 353.

Vanderghinst, ( Ferdinand-Joseph ) p. 357.

Vergé, ( Elie-Paul ) p. 368.

Vieilh, ( Antoine ) p. 351.

Viller de Rogeville, ( Christophe-Thomas )  
p. 364.

N.º 1109.

## L O I

*Relative à des Barils contenant des Espèces monnoyées étrangères, arrêtées par ordre de la Municipalité de Forbach.*

Donnée à Paris, le 20 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 7 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, après avoir entendu ses comités réunis des rapports & des recherches, décrète que les barils contenant des espèces monnoyées étrangères, mentionnées dans le procès-verbal du receveur des douanes nationales de Forbach, contenant l'arrestation desdites espèces, ordonnée par la municipalité dudit Forbach, en date du 26 juin dernier, jouiront conformément à son décret du 3 de ce mois, de la libre circulation pour arriver à leur destination.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, ce vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 22 & 25 juin 1791. Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

L O I N.º 1120.

A D D I T I O N E L L E ,

*Relative à la Gendarmerie nationale.*

Donnée à Paris, le 20 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 22 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, sur la proposition qui lui a été faite par ses comités de constitution & militaire, de quelques articles additionels nécessaires à la prompte organisation de la gendarmerie nationale, décrète ce qui suit :

A R T I C L E P R E M I E R.

LES anciens exempts de la ci-devant maréchaussée qui ont continué leur service en qualité de maréchaux-des-logis, & qui seront appelés à être officiers, reprendront leur ancienneté à la date de leur commission d'exempts, & concourront pour la présente composition, avec les sous-lieutenans de la ci-devant maréchaussée, aux grades supérieurs.

I I.

LES remplacements à faire & l'avancement dans le corps de la gendarmerie nationale, qui, selon les art. X & XI du titre II de la loi doivent avoir lieu par tour d'ancienneté, auront lieu relativement à la totalité des divisions, lesquelles ne font qu'un seul corps.

## I I I.

LES colonels de la gendarmerie nationale feront leur résidence dans le chef-lieu du département le plus central de la division, & le ministre de la guerre est autorisé à fixer ces résidences.

## I V.

LES retraites à accorder à ceux des inspecteurs & prévôts généraux de la gendarmerie nationale, qui ne pourront être faits colonels divisionnaires, seront fixées sur le pied de la totalité des appointemens & traitemens ; savoir, dans la proportion de quatre mille livres pour les ci-devant prévôts, & de six mille livres pour les ci-devant inspecteurs : & quant à ceux qui, par l'ancienneté de leurs services, ont droit à une plus forte retraite, les décrets concernant les pensions, gratifications & autres récompenses seront observés.

## V.

LA gendarmerie nationale ne rendra des honneurs qu'à l'assemblée nationale en corps, au roi, à l'héritier présomptif de la couronne, au régent & aux officiers généraux en activité.

## V I.

LES officiers, sous-officiers & gendarmes de la gendarmerie nationale, sont autorisés à visiter les auberges ou cabarets & autres maisons ouvertes au public, pour y faire la recherche des personnes suspectes : quant la visite des maisons particulières, ils la feront à la réquisition des officiers de police ou de justice, ou à celle des propriétaires, locataires & fermiers desdites maisons ; & au surplus ils se conformeront dans le cas d'arrestation, à ce qui est prescrit dans le décret concernant les jurés.

## V I I.

LE paiement du service extraordinaire de la ci-devant maréchaussée & robe-courte, doit être continué jusqu'à l'entière

l'entière organisation du corps de la gendarmerie nationale. Le ministre est autorisé à ordonner ce paiement, & à fixer l'époque où il devra cesser pour être établi sur le nouveau pied.

## V I I I.

ON continuera d'exiger des gendarmes nationaux la taille de cinq pieds quatre pouces, prescrite par l'ordonnance de 1778, laquelle fera d'ailleurs exécutée dans tous les objets auxquels il n'a pas été dérogé par la loi concernant la gendarmerie nationale.

## I X.

LA gendarmerie nationale ne fera point partie des cérémonies publiques; elle se tiendra seulement à portée pour y maintenir l'ordre & la tranquillité.

## X.

DANS le cas où, lors de la nomination d'un capitaine de gendarmerie, ou d'un lieutenant, il y auroit un partage de voix, la place appartiendra au militaire le plus ancien en grade, à grade égal.

MANDONS & ordonnons aux tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. Mandons & ordonnons pareillement à tous les officiers généraux & autres qui commandent les troupes de ligne dans les différens départemens du royaume, comme aussi à tous les officiers, sous-officiers & gendarmes de la gendarmerie nationale, & à tous autres qu'il appartiendra, de se conformer à ces présentes, & de tenir la main à leur exécution. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, ce vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º IIII8.

L O I

*Relative aux huit cents millions d'Assignats décrétés  
le 29 Novembre 1790, & à divers objets de  
recette publique.*

Donnée à Paris, le 20 Juillet 1791.

**L O U I S**, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, **ROI DES FRANÇOIS** : A tous présens & à venir ; **S A L U T.** L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 10 Juillet 1791.*

**L'ASSEMBLÉE NATIONALE** décrète ce qui suit :

**A R T I C L E   P R E M I E R.**

**LES** commissaires établis pour la fabrication des huit cents millions d'assignats, décrétée le 29 novembre 1790, feront le compte & recensement des assignats délivrés à l'imprimerie, remis à la signature, & qui lors de cette signature ou de l'application du timbre, ont été mis hors d'état de servir, par quelque vice d'application de la signature, du numéro ou du timbre, ainsi que de ceux qui se trouveroient excéder la quantité qui a été nécessaire pour fournir lesdits huit cents millions. Après ledit recensement, lesdits assignats qui n'ont pu servir, & tous ceux qui se trouveroient excéder le nombre qui a rempli l'émission des huit cents millions d'assignats, seront brûlés dans la cour de la caisse de l'extraordinaire, en présence des com-

missaires de ladite caisse & du public. Il sera dressé procès-verbal desdits recensement & brûlement d'assignats, & il sera rendu public par la voie de l'impression.

## I I.

LE trésorier de l'extraordinaire est autorisé à recevoir sur sa quittance les arrérages échus au premier janvier dernier, des contrats de rente sur l'état, ainsi que des actions, billets de loteries, effets de tout genre, coupons d'iceux, qui se sont trouvés sous les scellés, ou lors des inventaires des biens des ci-devant corps & communautés ecclésiastiques; lesquels ont été ou seront déposés entre ses mains, aux termes du décret du 20 janvier. Le montant desdites recettes sera versé à la caisse de l'extraordinaire, & il en sera compté au nombre des recettes diverses.

## I I I.

LES payeurs des rentes, dites de l'hôtel-de-ville, sont autorisés à acquitter les rentes au-dessous de cent livres, sans exiger, quant-à-présent, les représentations des actes requis par le décret du 24 juin dernier.

## I V.

Tous receveurs d'impôts ou de contribution patriotique seront tenus de fournir sans frais aux contribuables, autant de *duplicata* de leurs quittances qu'ils en demanderont, pour justifier du payement de leurs contributions.

## V.

LES cessionnaires ou délégataires qui se présenteroient pour toucher en vertu de cessions ou délégations qui n'auroient pas une date authentique antérieure au 24 juin dernier, seront tenus de justifier que l'auteur de la cession ou délégation en vertu de laquelle ils se présentent, a satisfait aux conditions exigées par le décret du 24 juin dernier, relativement aux impositions.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux , corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à celdites présentes. A Paris, le vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi.*  
Signé M. L. F. DU PORT.



## L O I

N<sup>o</sup>. 1114.

## A D D I T I O N N E L L E

*A celles qui ont fixé le traitement des Maréchaux de France, Lieutenans-généraux commandant en chef ou par division, Maréchaux-de-camp employés, Adjudans, &c.*

Donnée à Paris, le 20 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée Nationale, du 12 Juillet 1791:*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, après avoir entendu son comité militaire, décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

INDÉPENDAMMENT des traitemens fixés par les décrets des 18 août 5 octobre 1790 & 4 mars 1791, aux maréchaux de France, aux lieutenans-généraux commandant en chef, aux lieutenans-généraux commandant les divisions, aux maréchaux-de-camp employés, aux adjudans-généraux & aux aides de camp, suivant leur grade, il leur sera accordé un nombre de rations de fourrage proportionnel à leur grade, favoir :

A chaque maréchal de France & lieutenant-général commandant en chef, douze rations;

A chaque lieutenant-général commandant de division, huit rations;

A chaque maréchal-de-camp employé, six rations;

A chaque adjudant-général, ou aide-de-camp colonel, quatre rations;

A chaque adjudant-général, ou aide-de-camp-lieutenant-colonel, trois rations;

A chaque aide-de-camp, deux rations.

## I I.

CES rations de fourrage seront payées à ces officiers à raison de quinze sous par jour, ou de deux cent soixante-dix livres par an de trois cent soixante jours, cumulativement avec leurs appointemens, & ils ne pourront exiger qu'elles leur soient fournies en nature pendant la guerre.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. Mandons pareillement & ordonnons à nos officiers-généraux & à tous autres qu'il appartiendra, de se conformer ponctuellement à ces présentes. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à celdites présentes. A Paris, le vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des Décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi.*  
Signé M. L. F. DU PORT.

## L O I

N° 1119.

*Qui fixe le nombre des Signataires pour les  
Assignats.*

Donnée à Paris, le 20 Juillet 1791.

LOUIS par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & Nous voulons & ordonnons ce qui suit:

*DÉCRET de l'Assemblée Nationale du 8 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE décrète ce qui suit:

## A R T I C L E P R E M I E R.

Le nombre des signataires sera distribué ainsi qu'il suit:

Six	feront occupés à signer les assignats de . . .	500 <sup>th</sup> .
16	Aux assignats de . . . . .	100.
20	Aux assignats de . . . . .	50.
8	Aux assignats de . . . . .	90.
8	Aux assignats de . . . . .	80.
8	Aux assignats de . . . . .	70.
8	Aux assignats de . . . . .	60.

## I I.

La liste des signataires nouvellement admis sera rendue publique par la voie de l'impression, & adressée à tous les départemens du royaume.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres; lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier: Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

## L O I

N.º 1107.

*Relative aux Pensionnaires sur le sort desquels il n'a pas encore pu être statué nominativement, soit par provision, soit définitivement.*

Donnée à Paris, le 20 juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 2 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE considérant la nécessité de subvenir aux pensionnaires sur le sort desquels il n'a pas encore pu être statué nominativement, soit par provision, soit définitivement, décrète que les décrets par elle précédemment rendus pour procurer aux ci-devant pensionnaires des secours pour l'année 1790, notamment les décrets du 3 août 1790, des 9 & 11 janvier, & du 20 février derniers, auront leur exécution pour l'année 1791, dans les mêmes termes, aux mêmes conditions, & en outre aux conditions suivantes.

1.º Les personnes qui se présenteront pour recevoir lesdits secours, seront tenues de justifier, aux termes du décret du 24 juin dernier, de leur domicile actuel & habituel dans le royaume, ainsi que de la quittance de leurs impositions, & du paiement des deux premiers termes de leur contribution patriotique, ou de la déclaration qu'elles n'ont pas été dans le cas de faire une contribution patriotique.

2.<sup>o</sup> Lesdites personnes seront tenues de déclarer expressément dans la quittance qu'elles donneront du secours qui leur sera payé, si elles se présentent en personne pour le recevoir ; ou dans la procuration qu'elles donneront à cet effet, qu'elles n'ont aucune autre pension dont elles touchent les arrérages, en tout ou en partie, à quelque titre que ce soit, ni aucun traitement d'activité.

3.<sup>o</sup> Les secours sur l'année 1791, seront payés en deux parties : la première, à compter de ce jour, pour les six premiers mois ; la deuxième à compter du 1.<sup>er</sup> janvier prochain pour les six derniers mois.

4.<sup>o</sup> Le directeur général de la liquidation fera, dans le plus bref délai possible, son rapport des personnes qui ayant rendu des services à l'état, n'ont été récompensées que de pensions inférieures à la somme de cent cinquante livres.

Et dès-à-présent décrète que sur le fonds des deux millions destinés aux gratifications pour l'année 1790, il sera payé à François Aude, ancien carabinier au régiment royal des carabiniers, la somme de dix mille livres, en considération de la prise qu'il a faite du général Ligonier à la bataille de Lawfeldt, au moyen de laquelle gratification la pension de deux cents livres qu'il avoit sur le trésor public, cessera d'être employée dans l'état des pensions.

5.<sup>o</sup> L'assemblée décrète en outre que, sur le même fonds des gratifications, il sera payé à Françoise Imbert, garde nationale de Bergerac, la somme de quatre cents livres, pour le courage qu'elle a montré à la tête des gardes nationales de Bergerac.

6.<sup>o</sup> L'assemblée nationale décrète pareillement que sur les fonds annuels destinés aux pensions, il sera payé à madame Flacheron, provisoirement, à compter du 1.<sup>er</sup> janvier 1790, chaque année &c jusqu'au retour de M. Mongez, l'un des savans qui ont accompagné M. de la Peyrouse dans son expédition, la somme de six cents livres qui lui a été assurée par le roi, lors de l'embarquement dudit sieur Mongez son frere.

7.<sup>o</sup> Les personnes qui ayant servi l'état dans la place de juges ou d'officiers chargés du ministère public près des tribunaux, pendant l'espace de vingt années au moins, avoient précédemment obtenu des pensions, & qui sont arrivées à l'âge de soixante ans, obtiendront le rétablissement de leurs pensions, sous la condition toutefois qu'elles ne pourront pas excéder la somme de dix-huit cents livres pour ceux qui seront âgés de 60 à 70 ans, & deux mille quatre cents livres pour ceux qui seront âgés de 70 à 75 ans.

8.<sup>o</sup> Les magistrats & officiers chargés du ministère public dans les tribunaux de l'île de Corse qui n'étoient pas originaires de cette île, & qui ne seroient pas rappelés aux mêmes fonctions par les élections faites ou à faire, auront droit à une pension de retraite, s'ils ont servi dans lesdites fonctions pendant dix années. Ces retraites seront fixées d'après les mêmes bases du décret du 3 août 1790, en rapprochant les termes & les époques portés au titre premier dudit décret, de manière qu'après dix années de services, lesdits magistrats & officiers obtiennent le quart du traitement dont ils jouissoient, & pour chacune des années ultérieures le vingtième des trois quarts restant.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi.*  
Signé M. L. F. DU PORT.

N.º 1126.  

---

## L O I

*Relative aux Pensions à la charge de la Ferme  
des Messageries.*

Donnée à Paris, le 20 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 2 juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE décrète que les pensions portées aux deux états annexés au présent décret, & mises à la charge du fermier des messageries, par le bail du 4 février dernier, seront acquittées par ledit fermier, conformément aux clauses de son bail.

*Suivent les deux États.*



*État des Pensions à la charge de la Ferme générale* MESS  
*des Messageries.* PEN

*PENSIONS qui, aux termes du bail passé à Bazile Durdan, doivent être à la charge du roi au premier janvier 1792.*

Veuve Charles Beis..	300 l.	"	"	Son mari a été tué au service des messageries.
Barret.....	200	"	"	{ Ancien directeur à Boulogne, fort âgé, & retiré.
Marlot.....	100	"	"	Ancien cocher, vieux & retiré.
Menard.....	120	"	"	Garçon d'écurie, très-vieux & infirme.
Lebis.....	133	6	8	Cocher très-vieux, retiré.
Normand.....	133	6	8	<i>Idem.</i>
Veuve Peit.....	400	"	"	{ Son mari, contrôleur ambulant, mort fort pauvre.
Vimeux, supplément..	200	"	"	{ Ancien directeur à Calais. Il lui a été accordé 700 liv. de pension de retraite, dont 500 liv. au compte du roi, & 200 liv. à payer par les fermiers, jusqu'au premier janvier 1792, qu'elle devoit être au compte du roi.
Gasque, supplément..	334	"	"	{ Ancien directeur à Moulins. Il lui a été accordé 800 liv. de pension, dont 466 liv. au compte du roi, & 334 liv. à payer par les fermiers, jusqu'au premier janvier 1792, qu'elle devoit être au compte du roi.
Bourdeline.....	400	"	"	{ Receveur à Lyon. Retraite accordée après une maladie dont les suites l'ont mis hors d'état de travailler.
Orry.....	150	"	"	{ Un des plus anciens cochers, hors d'état de monter à cheval, à cause d'une descente.
Bonneau.....	150	"	"	{ Ancien cocher, trop âgé pour monter à cheval.
Claude Bernard.....	150	"	"	<i>Idem</i>
Veuve Perronnelle...	180	"	"	V. <sup>e</sup> d'un garçon d'écurie, mort au service.

*D'autre part...* 2,950<sup>th</sup> 13 s. 4d.

D. <sup>e</sup> Geoffroy.....	400	” ”	{ Ancienne directrice à Clermont-Ferrand. Sa pension est de 1200 l. dont 800 au compte du roi, & 400 l. à payer par les fermiers, jusqu'au premier janvier 1792, qu'elle devoit être au compte du roi. Elle a sept enfans à sa charge.
Ducrot.....	400	” ”	Ancien directeur à Mâcon.
Trinquet.....	120	” ”	Ancien facteur, âgé de 80 ans.

3,870<sup>th</sup> 13 s. 4d.

*PENSIONS que Durdan devoit payer jusqu'à la fin de son bail au premier janvier 1797.*

Houblin.....	150 l.	” s. nd.	Conducteur très-âgé, retiré.
Meot.....	150	” ”	Palfrenier très-âgé, retiré.
Olivier.....	216	10 ”	{ Cocher de la diligence de Lyon, très-âgé, hors de service.
Mercier.....	200	” ”	<i>Idem.</i>
Sanon.....	500	” ”	Ancien directeur à Sens, pour sa retraite.
Mangeot.....	108	” ”	Ancien cocher, hors d'état de servir.
Sébastien Blodel dit Breton	150	” ”	Ancien maréchal, retiré.
Bastien.....	300	” ”	{ Ancien chef de l'atelier des maréchaux grossiers.
V. <sup>e</sup> Barandon.....	100	” ”	{ Faïence à Poitiers, très-âgée & infirme, pour les services de son mari.
Bonenfant.....	400	” ”	Contrôleur âgé, retiré.
Colin.....	72	” ”	Ancien ferrurier infirme, retiré à Bicêtre.
Létaudi.....	150	” ”	{ Ancien garçon d'écurie à Auxerre, très-âgé, pour sa retraite.
Richard.....	100	” ”	<i>Idem.</i> à Châlons-sur-Marne.
Bernard.....	230	” ”	<i>Idem.</i> à Moulins.
Baudry.....	230	” ”	<i>Idem.</i>
Teilliot.....	500	” ”	{ Ancien receveur à Lyon. Cette pension a été accordée par les sous-fermiers de la Saône. Elle doit cesser au 31 décembre 1791.

*ÉTAT des pensions dont les Fermiers des Voitures de la cour s'étoient chargés envers les veuves de leurs co-intéressés, & les anciens cochers, à la forme de leurs délibérations, qui, sur les représentations de la compagnie, lors de la conversion de la ferme en régie, ont été confirmées par le ministre des finances, avec autorisation à continuer le payement de ces pensions. La décision du ministre est du 4 mars 1790, & l'acquittement des pensions a été rendu obligatoire au nouveau fermier général des Messageries.*

N O M S des Pensionnaires.	A G E.	S O M M E S.	O B S E R V A T I O N S.
<i>M M.</i>			
de Bescombes.	61 ans.	1,200 <sup>fr</sup>	<p>M. de Bescombes, mort en 1791. M. de la Chenaye, ——— 1784. L'un &amp; l'autre, fermiers des voitures de la cour, avoient éprouvé des pertes considérables dans cette entreprise : morts insolvables, leurs veuves n'ont d'autres ressources pour subsister que les pensions accordées &amp; continuées par les compagnies qui ont succédé à leurs maris.</p>
de la Chenaye.	66 ans.	1,200	
Laurent Gauthier.	66 ans.	400	<p>Sous-receveur au bureau de Versailles depuis 1771, &amp; précédemment employé dans la régie générale depuis 1758, fut compris, en octobre 1790, dans la réforme de partie des employés des voitures de la cour, ordonnée par le ministre des finances ; &amp; cependant, par égard pour l'ancienneté de ses services, &amp; n'ayant pas de quoi vivre sans son emploi qui lui rendoit 1200 livres, le ministre, par sa décision du 15 novembre 1790, a bien voulu lui accorder un traitement annuel de 400 livres.</p>

N O M S des Pensionnaires.	A G E.	S O M M E S.	O B S E R V A T I O N S.
<i>Anciens cochers.</i>			
Champagne.....	.....	150 <sup>th</sup>	{ Cocher pendant quinze ans ; un accident le mit hors de service. Décision du premier septembre 1776.
Huette .....	.....	100.	{ Après six ans eut l'épaule cassée en faisant son service. Décision du premier septembre.
Adam.....	.....	200.	{ Pension accordée en 1776 , après vingt-cinq ans de service.
Lamiral .....	.....	250.	{ Pension accordée en 1778 , après vingt-trois ans de service.
Chafsey.....	.....	300.	{ Pension accordée en 1777 , après trente-trois ans de service.
Leroi.....	.....	150.	{ Pension accordée en 1778 , après seize ans de service.
Chavegrand dit Sylvain. ....	.....	100.	{ Grièvement blessé au service de la compagnie. La pension lui fut accordée en 1777.
Bance dit Pierrot. ....	.....	300.	{ Trente ans de service. Décision de la compagnie, du 6 juin 1787.
Orléans.....	.....	200.	{ Vingt-deux ans de service. Décision de la compagnie, du 9 mai 1788.
Ledur.....	.....	200.	{ Vingt-trois ans de service, infirme. Décision du 9 mai 1788.
Poissonnier ....	.....	300.	{ Indépendamment de son service comme cocher pendant dix-huit ans, il s'est toujours rendu très-utile à la compagnie, par des services extraordinaires & de confiance. Décision du 12 janvier 1788.
Lefage.....	.....	200.	{ Vingt ans de service, infirme. Décision du 16 janvier 1787.
Bidauld.....	.....	200.	{ Vingt-un ans de service. Décision du 9 février 1788.
Legrand.....	.....	100.	{ Trente-cinq ans d'un service qu'il continue, pour l'avoir préféré à la retraite de trois cents livres.
Aubert.....	.....	100.	{ Trente-cinq ans de service; il a également préféré de le continuer.
TOTAL.....		5,650 <sup>th</sup>	

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transférer sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à cesdites présentes. A Paris, ce vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé, M. L. F. DU PORT.*

N.º 1098.

L O I

*Concernant le secret & l'inviolabilité des Lettres.*

Donnée à Paris , le 20 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, R O I D E S F R A N Ç O I S : A tous présens & à venir; S A L U T. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 10 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, après avoir ouï son comité des rapports, considérant que les précautions qu'elle a ordonnées pour la sûreté de l'état, par son décret du 21 juin dernier, ont été exagérées en plusieurs lieux; que par l'effet d'un zèle inconsidéré, des corps administratifs & des municipalités avoient cru pouvoir soumettre à leur surveillance & à leur recherche la correspondance des particuliers; que l'arrestation qui a été faite en plusieurs villes, des courriers des malles, les dépôts forcés de leurs paquets en autres lieux qu'aux bureaux auxquels ils étoient destinés, les perquisitions faites chez les directeurs des postes, la vérification des lettres, les sursis ordonnés à leur distribution, ne peuvent qu'interrompre les relations commerciales, & sont autant d'abus qu'il est indispensable d'arrêter; que ces moyens illégaux qui ne peuvent être tolérés que dans un moment d'alarme universelle & dans un péril imminent, ne peuvent être plus long-temps employés, d'après les mesures qui ont été arrêtées pour la sûreté de la défense de l'empire;

Décrète qu'il est enjoint aux corps administratifs de surveiller l'exécution du décret du 10 août 1790, concernant le secret & l'inviolabilité des lettres, & de se conformer aux

dispositions de l'article I du titre des attributions, faisant partie du décret du 26 du même mois d'août, qui défend aux corps administratifs & aux tribunaux d'ordonner aucun changement dans le service des postes.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, ce vingt juillet mil sept cent quatre-vingt onze.

*En vertu des décrets des 21 & 23 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DUPORT.*

N.º 1106.

## L O I

*Relative à l'évaluation des Bois & Forêts, & des  
Tourbières.*

Donnée à Paris, le 20 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, R O I D E S F R A N Ç O I S: A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, des 12 & 13 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

Tous les bois au-dessous de l'âge de trente ans seront réputés taillis, & seront évalués & cotisés conformément aux dispositions des articles XVIII & XIX de la loi du premier décembre 1790.

## I I.

Les bois actuellement existant & âgés de plus de trente ans, seront estimés à leur valeur actuelle, & cotisés, jusqu'à leur exploitation, comme s'ils produisoient un revenu égal à deux & demi pour cent de cette valeur.

## I I I.

A l'avenir, lorsqu'un bois atteindra l'âge de trente ans sans être aménagé en coupes réglées, il sera estimé à sa valeur, & cotisé, jusqu'à son exploitation, sur le pied d'un revenu égal à deux & demi pour cent de cette valeur

## I V.

L'évaluation du revenu des forêts en futaies aménagées



en coupes réglées , lorsqu'elles s'étendront sur le territoire de plusieurs communautés d'un même district , sera faite par le directoire du district , & le revenu sera porté aux rôles de chaque communauté , en proportion du nombre d'arpens qui sont sur son territoire.

## V.

L'évaluation des forêts en futaies aménagées en coupes réglées , lorsqu'elles s'étendront sur le territoire de plusieurs districts d'un même département , sera faite par le directoire du département , & le revenu porté aux rôles de chaque communauté , en proportion du nombre d'arpens qui sont sur son territoire.

## V I.

Le revenu des forêts qui s'étendront sur plusieurs départemens , sera évalué séparément dans chaque département.

## V I I.

Lorsqu'un terrain sera exploité en tourbière , on évaluera , pendant les dix années qui suivront le commencement du tourbage , son revenu au double de la somme à laquelle il étoit évalué l'année précédente.

## V I I I.

Il sera fait note sur chaque rôle , de l'année où doit finir ce doublement d'évaluation. Après ces dix années , ces terrains seront cotisés comme les autres propriétés.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux , corps administratifs & municipalités , que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs , & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à cesdites présentes. A Paris , ce vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º 1125.

## L O I

*Qui ordonne que le jugement relatif au régiment Royal - Comtois , doit être regardé comme non avenue.*

Donnée à Paris, le 20 Juillet 1791.

**LOUIS**, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, **ROI DES FRANÇOIS**: A tous présens & à venir ; **SALUT**. L'Assemblée nationale a décrété , & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*D É C R E T de l'Assemblée nationale, du 7 Juillet 1791.*

**L'ASSEMBLÉE NATIONALE**, après avoir ouï le compte que lui a fait rendre son comité militaire, de l'affaire du régiment Royal-Comtois, & de la sentence rendue le 12 juillet 1773, par le conseil de guerre assemblé pour en prendre connoissance, décrète que ladite sentence est & demeure comme non avenue.

**MANDONS** & ordonnons aux tribunaux ; corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. Mandons & ordonnons pareillement à tous les officiers généraux & autres qui commandent les troupes de ligne dans les différens départemens du royaume, comme aussi à tous les officiers, sous officiers & gendarmes de la gendarmerie nationale, & à tous autres qu'il appartiendra, de se conformer à ces présentes, & de tenir la main à leur exécution. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à cesdites présentes. A Paris, le vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

## L O I

N.º 1108.

*Relative à l'organisation de la Caisse de  
l'Extraordinaire.*

Donnée à Paris, le 20 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit:

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 11 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, ouï le rapport de ses commissaires nommés pour l'examen de l'organisation de la caisse de l'extraordinaire, & de ses commissaires nommés pour surveiller ladite caisse, réunis, décrète ce qui suit:

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES bureaux de l'administration de la caisse de l'extraordinaire sous le commissaire-administrateur, seront composés chacun d'un premier commis; & sous celui-ci, des commis & expéditionnaires, dont le nombre & les appointemens seront déterminés par le commissaire-administrateur, aux conditions portées par les articles suivans.

## I I.

LE commissaire-administrateur ne pourra donner à aucun de ses premiers commis plus de huit mille livres par an, soit en appointemens, soit en gratifications; il ne pourra donner à aucuns commis moins de dix-huit cents livres, ni à aucuns expéditionnaires moins de douze cents livres par an en appointemens fixes.

## I I I.

IL fera remis au commissaire-administrateur, 1.<sup>o</sup> pour les appointemens des commis, & les gages des garçons de bureau, une somme de trente mille huit cent trente-trois livres six sous huit deniers par mois (trois cent soixante-dix mille livres par an); 2.<sup>o</sup> pour les menus entretiens des commis, pour l'entretien & frais de bureaux, papiers, bois, lumières, & pour l'entretien & gages des deux portiers de l'hôtel, la paye des suisses qui gardent l'entrée du bureau des payemens, le feu des corps de garde placés dans la cour de l'hôtel, une somme de trois mille sept cent cinquante livres par mois (quarante-cinq mille livres par an); en ce non compris les frais d'impression, postes, messageries, envoi des registres dans les districts; 3.<sup>o</sup> pour son traitement personnel; la somme de deux mille quatre-vingt-trois livres six sous huit deniers par mois (vingt-cinq mille livres par an): lesdites trois sommes faisant ensemble trente-six mille six cent soixante-six livres treize sous quatre deniers par mois (quatre cent quarante mille livres par an).

## I V.

SUR la somme annuelle de trois cent soixante-dix mille livres destinée aux appointemens des commis & gages des garçons de bureau, le commissaire-administrateur pourra distribuer en appointemens fixes seulement, celle de trois cent soixante mille livres, & réserver celle de dix mille livres pour distribuer en gratifications aux commis qui dans l'année auront montré plus de zèle, de talent & d'assiduité.

## V.

LA somme de trente-six mille six cent soixante-six livres treize sous quatre deniers sera délivrée au commissaire-administrateur pour chaque mois, à partir du 1.<sup>er</sup> avril dernier, déduction faite des à-comptes qu'il a reçus jusqu'à ce moment,

## V I.

QUANT aux dépenses & appointemens antérieurs au 1.<sup>er</sup> avril dernier, il sera remis au commissaire-administrateur, 1.<sup>o</sup> pour le travail du sieur Godefroy, en 1790, une somme de quatre mille livres; pour celui du sieur Pardon, dans la même année, deux mille quatre cents liv.; 2.<sup>o</sup> pour le travail fait dans les bureaux depuis le 1.<sup>er</sup> janvier dernier, une somme de vingt-trois mille deux cents livres, sur laquelle il sera retenu ce qui a été payé à compte, notamment la somme de douze mille quatre cents livres; 3.<sup>o</sup> pour l'établissement & les frais de bureau jusqu'audit jour 1.<sup>er</sup> avril, la somme de vingt-six mille neuf cent vingt-huit livres quinze sous, conformément aux états & mémoires des fournisseurs que le commissaire-administrateur représentera. 4.<sup>o</sup> Il sera remis au commissaire-administrateur pour son traitement, à partir du 15 septembre 1790, jusqu'au 1.<sup>er</sup> avril 1791, la somme de treize mille cinq cent quarante-une livres treize sous quatre deniers.

## V I I.

LES bureaux de la trésorerie de l'extraordinaire seront composés sous le trésorier, d'un caissier, d'un teneur de livres, d'un premier commis de correspondance, & des commis & expéditionnaires que le trésorier jugera nécessaire d'employer.

## V I I I.

IL sera remis au trésorier de l'extraordinaire, 1.<sup>o</sup> pour les appointemens des commis & gages des garçons de bureau, la somme de treize mille huit cent trente-trois livres six sous huit deniers par mois ( cent soixante-six mille livres par an ); 2.<sup>o</sup> pour l'entretien & frais de bureaux de toute espèce, à l'exception des frais d'impression, frais de postes & messageries, la somme de seize cent soixante-six livres treize sous quatre deniers par mois ( vingt mille livres par an ); 3.<sup>o</sup> pour

son traitement personnel, la somme de trois mille trois cent trente-trois livres six sous huit deniers par mois ( quarante mille livres par an ) : lesdites trois sommes montant à celle de dix-huit mille huit cent trente-trois livres six sous huit deniers par mois ( deux cent vingt-six mille livres par an ).

### I X.

SUR la somme annuelle de cent soixante-six mille livres destinée aux appointemens des commis & gages des garçons de bureau, le trésorier pourra distribuer en appointemens fixes seulement, celle de cent soixante mille livres, & réserver celle de six mille liv. , pour distribuer en gratifications aux commis qui pendant l'année auront montré plus de zèle & d'assiduité.

### X.

LE trésorier ne pourra donner à aucun de ses commis plus de huit mille livres par an, soit en appointemens, soit en gratifications : il ne pourra donner à aucuns commis moins de dix-huit cents livres, ni à aucuns expéditionnaires moins de douze cents livres par an en appointemens fixes.

### X I.

LE trésorier sera responsable des erreurs & mécomptes d'assignats & écus provenant de son fait, ou de celui de ses employés, sauf la responsabilité de ceux-ci envers lui.

### X I I.

LE traitement du trésorier de l'extraordinaire courra à compter du 1.<sup>er</sup> avril 1790; celui de ses employés & les frais de ses bureaux, à compter du 1.<sup>er</sup> avril 1791. A l'égard des dépenses de l'établissement de ses bureaux, traitement des commis & frais antérieurs au 1.<sup>er</sup> 1791, le trésorier en présentera incessamment l'état, pour en être remboursé d'après un décret de l'assemblée nationale, déduction faite des sommes qui lui ont été payées à compte.

## X I I I.

AU mois de décembre de chaque année, le commissaire-administrateur & le trésorier de la caisse de l'extraordinaire rendront publics par la voie de l'impression, l'état de leurs bureaux, la liste nominative des employés, les appointemens donnés à chacun d'eux, & la distribution des sommes destinées aux gratifications.

## X I V.

TOUTES les sommes payables aux termes des précédens articles, seront fournies sur les quittances du commissaire-administrateur & du trésorier, chacun en ce qui concerne sa partie, par la trésorerie nationale, sans que sous aucun prétexte elles puissent être mises sur la caisse de l'extraordinaire.

## X V.

IL sera remis sans délai à l'assemblée nationale, un état de toutes les dépenses faites depuis le mois de novembre dernier, en constructions, réparations & distributions à l'hôtel de la caisse de l'extraordinaire.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º III 12.

## L O I

*Relative aux Salinès destinées pour l'approvisionnement des départemens du Jura, du Doubs, de la haute-Saône, des Vosges, de la Meurthe, de la Meuse & de la Moselle.*

Donnée à Paris, le 20 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 12 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, après avoir ouï le rapport de son comité des domaines, décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

IL sera annuellement délivré dans les salines de Salins, d'Arcq & de Montmorot, pour l'approvisionnement des départemens du Jura, du Doubs & de la haute-Saône, la quantité de cent sept mille trois cent dix quintaux de sel en grain, au prix de six livres le quintal, sauf aux communautés qui préféreroient le sel en pain, à le payer sept livres par quintal. Cette quantité de sel sera répartie entre ces trois départemens proportionnellement à celle qui est actuellement fournie à chacun d'eux.

## I I.

IL sera également délivré dans les salines de Dieuze, de Château-Salins & de Moyenvic, pour l'approvisionnement des départemens des Vosges, de la Meurthe, de la Meuse & de la Moselle, au même prix de six livres le quintal, la



même quantité de sel qui leur a été fournie du passé, & qui sera fixée d'après les rôles des dix dernières années, dont il sera fait une année commune.

## I I I.

LA quantité de sel qu'obtiendra chacun desdits départemens, sera répartie par leurs directoires entre les districts qui en dépendent. Les directoires de ces districts répartiront leurs portions entre les municipalités de leur ressorts, qui à leur tour feront la distribution de leur contingent entre les habitans de leurs territoires; le tout proportionnellement aux besoins personnels desdits habitans, à la quantité de leur bétail, à celle des fromages qu'ils fabriquent.

## I V.

APRÈS l'approvisionnement desdits départemens & les fournitures qui doivent être faites aux Suisses, conformément aux traités, ce qui restera du sel fabriqué dans lesdites salines, sera vendu au profit de l'état.

## V.

A l'exception des bois actuellement exploités pour le service de la saline de Montmorot, il est provisoirement réglé qu'il ne sera employé à la cuite des sels de cette saline, que la houille ou le charbon de terre, ou la tourbe; & en conséquence, elle est déchargée du chauffage de la ville de Lons-le-Saunier. A l'égard du chauffage d'autres villes & communautés des départemens du Jura & du Doubs, il en sera provisoirement usé comme du passé, jusqu'à ce qu'il y ait été définitivement pourvu.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé, M. L. F. DU PORT.*

N<sup>o</sup>. 1124.

## L O I

*Relative à diverses Circonscriptions de Paroisses.*

Donnée à Paris, le 20 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 8 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, ouï le rapport qui lui a été fait par son comité ecclésiastique,

1.<sup>o</sup> De l'arrêté pris par le directoire du département de Seine & Marne, le premier de ce mois, de concert avec l'évêque de ce département, sur la délibération du directoire du district de Melun, en date du même jour, concernant la circonscription & réunion de plusieurs paroisses de ce district;

2.<sup>o</sup> De l'arrêté pris le même jour par le directoire du même département, de concert avec l'évêque, sur la délibération du directoire du district de Nemours, du 15 juin dernier, concernant la circonscription & la réunion de quelques paroisses de ce district, décrète ce qui suit :

DÉPARTEMENT DE SEINE ET MARNE.

D I S T R I C T D E M E L U N .

A R T I C L E P R E M I E R .

*Pontault.*

LES paroisses de Combault &amp; Berchers, avec le hameau

de Pointillau, seront réunis à la paroisse de Pontault. L'église de Combault sera conservée comme oratoire.

## I I.

*Chevry.*

LES paroisses d'Attilly & de Cossigny, avec les hameaux en dépendant, seront réunis à la paroisse de Chevry: & l'église de Cossigny sera conservée comme oratoire. Il sera néanmoins distrait de la paroisse d'Attilly les hameaux de Beaureve, la Borde & Foreil, pour être réunis provisoirement aux paroisses circonvoisines les plus proches, dont la circonscription sera incessamment décrétée.

## I I I.

*Tournan.*

LES paroisses de la Madeleine-les-Tournan & Grets, avec les hameaux en dépendant, seront réunis à la paroisse de Tournan. L'église de la Madeleine sera conservée comme oratoire; la paroisse de Grets avec les hameaux deviendra succursale de la paroisse de Tournan.

## I V.

*Liverdy.*

LA paroisse de Chartres deviendra succursale de Liverdy.

## V.

*Chaumes*

LES paroisses de Verneil, Beauvoir & Argentières, avec tous les hameaux en dépendant, sont réunis à la paroisse de Chaumes; il en sera néanmoins distrait, 1.<sup>o</sup> de la paroisse d'Argentières, le hameau de Montcouvent pour être réuni à la paroisse de Courtomer; 2.<sup>o</sup> de la paroisse de Verneuil, les hameaux de Vernouillet, Moacienne, la Thuilerie, les Chênes & les Planches, pour être réunis à la paroisse de Guignes. Les églises de Beauvoir & Argentières seront conservées comme succursales, avec leurs territoires respectifs, sous les exceptions ci-dessus; & il y aura un oratoire à Verneuil.

## V I.

*Aubepierre.*

LA paroisse de Pequeux & ses hameaux seront réunis à la paroisse d'Aubepierre; il y sera néanmoins conservé un oratoire.

## V I I.

*Guignes.*

LES paroisses d'Hiébles, Susey-le-chateau, Andrezel & l'Étang, avec tous les hameaux en dépendant, sont supprimées & réunies à la paroisse de Guignes; il y sera pareillement réuni les hameaux de Vernouillet, Moacienne, la Thuillerie, les Chênes & les Planches qui, à cet effet, seront distraits de la paroisse de Verneuil. Néanmoins il y aura une succursale à Hiébles, composée du territoire actuel de cette paroisse & de celui de Susey-le-Chateau, à l'exception des hameaux du Péage, du Moulin, des Planches, & de Nogent-sur-Avon qui dépendront de la paroisse de Guignes: il y aura pareillement une succursale à Andrezel, composée de son ancien territoire.

## V I I I.

*Crifenoy.*

LES paroisses de Champdeuil & Champigny, avec tous les hameaux en dépendant, seront réunies à la paroisse de Crifenoy; l'église de Champdeuil sera conservée comme oratoire.

## I X.

*Réau.*

LES paroisses de Lissy, Fourches & Limoges, avec les hameaux en dépendant, seront réunies à la paroisse de Réau, dont elles formeront une succursale desservie en l'église de Limoges; celle de Lissy sera conservée comme oratoire. Il sera réuni à la paroisse de Réau le hameau de Viercy qui, à cet effet, sera distrait de la paroisse de Montereau-sur-le-Jard.

## X.

*Saint-Germain-de-Laxis.*

LA paroisse d'Aubigny & celle de Montereau-sur-le-Jard, avec le hameau de Courceaux en dépendant, seront réunis à la paroisse de Saint-Germain-de-Laxis. Il y aura un oratoire à Montereau-sur-le-Jard & une succursale à Aubigny, composée du territoire actuel d'Aubigny & du hameau de Courceaux; celui de Villaroche appartiendra à la paroisse de Réau.

## X I.

*Sivry.*

LES paroisses de Courtry & d'Ailly-Milly-les-Granges sont réunies à la paroisse de Sivry; néanmoins la paroisse de Courtry sera conservée comme succursale.

## X I I.

*Quiers.*

LES paroisses de Closfontaine & la Fermeté avec les hameaux en dépendant, sont réunis à la paroisse de Quiers, ainsi que le hameau de Bagneaux qui, à cet effet sera distrait d'Ozouer-le-repos; néanmoins la paroisse de Closfontaine avec les hameaux de la Boulaye-en-fer & le Viviers, sera conservée comme succursale. Il y aura un oratoire à la Fermeté.

## X I I I.

*Bailly.*

LES paroisses de Carroy & Grand-Puits, avec les hameaux en dépendant, ensemble les hameaux du haut & du bas Chaillot, dépendant de la paroisse de Nangis, district de Provins, seront réunis à la paroisse de Bailly; il y aura un oratoire à Grand-Puits.

## X I V.

*Valence.*

LA paroisse d'Échouboulains avec ses hameaux, deviendra

succursale de Valence; il en fera néanmoins distrait, pour être réunis à la paroisse de Valence, les hameaux de la rue du Bois & d'Échou.

## X V.

*Héricy.*

LES paroisses de Vulaine & Samoireau, avec tous les hameaux en dépendant, ensemble la maison des Pressoirs-du-Roi & le territoire environnant qui dépendoit de la paroisse de Thomery, dont il étoit séparé par la rivière de Seine, sont réunis à la paroisse d'Héricy; néanmoins ladite paroisse de Samoireau avec la maison des Pressoirs-du-Roi, formera le territoire d'une succursale, & l'église de Vulaine sera conservée comme oratoire. Le Bois-Gauthier & tout le territoire au-delà de la rivière de Seine, qui dépendoit de la paroisse de Samoireau, en fera distrait pour être réuni à la paroisse d'Avon.

## X V I.

*Notre-Dame de Melun.*

La paroisse de la Rochette sera réunie à la paroisse de Notre-Dame de Melun. L'Eglise de la Rochette sera conservée comme oratoire.

## X V I I.

*Pringy.*

La paroisse de Montgermon sera supprimée, & avec les hameaux en dépendant, réunie à la paroisse de Pringy: il en fera néanmoins distrait le hameau de Faronville, pour être réuni à la paroisse de Saint-Sauveur.

## X V I I I.

*Boissize-le-Roi.*

Le hameau de Voses sera distrait de la paroisse de Dame-Marie-les-lys, & réuni à celle de Boissize-le-Roi.

## X I X.

*Saint-Sauveur.*

LE hameau d'Orgenoy, paroisse de Boiffize-le-Roi, celui de Faronville & le hameau de la Planche, paroisse de Perthes, seront réunis à la paroisse de Saint-Sauveur.

## X X.

*Chailly - en - Bierre.*

LA paroisse de Villiers-en-Bierre, avec ses hameaux, sera réunie à la paroisse de Chailly dont elle sera succursale.

## D I S T R I C T D E N E M O U R S.

## X X I.

*Ghâteau-Landon.*

IL n'y aura dans la ville de Ghâteau-Landon qu'une seule paroisse desservie en l'église de Notre-Dame, à laquelle seront réunies les paroisses de Saint-Sevrin, Saint-Thugol, Sainte-Croix, vacantes & sans exercice de culte depuis long-temps; & Néronville, avec tous les hameaux en dépendant, à l'exception des hameaux de Champoix & Lamivoye, paroisse de Saint-Sevrin, qui en seront distraits & réunis à la paroisse de Souppes. Les hameaux de Mesnil, Mezainville & Butteaux, paroisse de Chenon, seront pareillement réunis à la paroisse de Notre-Dame de Ghâteau-Landon. L'église de Saint-Thugol sera conservée comme oratoire.

## X X I I.

*Souppes.*

LES paroisses de la Madeleine de Corbeval & du Boullay, avec tous les hameaux en dépendant, seront réunis à la paroisse de Souppes; il en fera néanmoins distrait le hameau de Chambeau, paroisse de Boullay, pour être réuni à la paroisse de Poligny. Seront pareillement réunis à la paroisse de Souppes, & à cet effet distraits de leurs paroisses respectives, les hameaux de Moulin, de Glandelles, paroisse

de Bagneaux, de Fraville, paroisse de Chaintreaux, de Chancepoix & de Lamivoye, paroisse de Saint-Sevrin de Château-Landon : l'église de la Madeleine de Corbeval sera conservée comme oratoire.

### X X I I I.

#### *Montereau.*

IL n'y aura dans la ville de Montereau-faut-Yonne qu'une seule paroisse desservie en l'église de Notre-Dame & Saint-Loup, à laquelle sera réunie la paroisse de Saint-Maurice. L'église de Saint-Nicolas, faubourg du même nom, deviendra succursale de Montereau, & il y sera réuni la paroisse de Saint-Jean de Courbeton & le hameau du Dragon bleu, qui à cet effet, sera distrait de la paroisse de Forges : la rivière de Seine, qui sépare la ville de Montereau d'avec le faubourg Saint-Nicolas, servira de limites à cette succursale.

### X X I V.

IL fera envoyé les dimanches & fêtes, dans chacun des oratoires mentionnés au présent décret, par les curés respectifs, un de leurs vicaires, pour y célébrer la messe & y faire les fonctions spirituelles, sans pouvoir y exercer les fonctions curiales.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze:

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi*  
Signé M. L. F. DU PORT.



## L O I

N.<sup>o</sup> III6.

*Portant qu'il sera fourni à la Trésorerie par la Caisse de l'Extraordinaire, la somme de vingt-quatre millions six cent dix-huit mille trois cent soixante-seize livres.*

Donnée à Paris, le 20 Juillet 1791

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ;  
SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 8 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

IL sera fourni à la trésorerie, par la caisse de l'extraordinaire, la somme de vingt-quatre millions six cent dix-huit mille trois cent soixante-seize livres, pour supplément aux dépenses ordinaires du mois de juin.

## I I.

LA caisse remboursera à la trésorerie la somme de onze millions neuf cent quatre-vingt-onze mille quatre cent soixante-dix livres, en remplacement de pareille somme, par elle avancée pour l'acquittement des dépenses particulières à l'année 1791.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º 886.

## L O I

*Relative à la Police municipale, & au maintien de  
l'ordre public.*

Donnée à Paris, le 20 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 16 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE décrète qu'il sera enjoint aux officiers municipaux de Paris, de mettre incessamment à exécution les trois premiers articles que l'assemblée nationale a décrétés pour la police municipale & le maintien de l'ordre public.

*Suivent les trois articles décrétés le 5 juillet 1791.*

## A R T I C L E P R E M I E R.

DANS les villes & les campagnes, les corps municipaux feront constater l'état des habitans, soit par des officiers municipaux, soit par des commissaires de police, s'il y en a, soit par des citoyens commis à cet effet. Chaque année, dans le courant des mois de novembre & de décembre, cet état sera vérifié de nouveau, & on y fera les changemens nécessaires : l'état des habitans des campagnes sera recensé au chef-lieu, par des commissaires envoyés par chaque communauté particulière.

## I I.

LE registre contiendra mention des déclarations que chacun aura faites de ses noms, âge, lieu de naissance,

dernier domicile, profession, métier & autres moyens de subsistance. Le déclarant qui n'auroit à indiquer aucun moyen de subsistance, désignera les citoyens domiciliés dans la municipalité, dont il sera connu, qui pourront rendre bon témoignage de sa conduite.

## I I I.

CEUX qui étant en état de travailler, n'auront ni moyens de subsistance, ni métier, ni répondans, seront inscrits avec la note de *gens sans aveu*.

Ceux qui refuseront cette déclaration seront inscrits sous leur signalement & demeure, avec la note de *gens suspects*.

Ceux qui seront convaincus d'avoir fait de fausses déclarations, seront inscrits avec la note de *gens mal intentionnés*.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N<sup>o</sup>. III 17.

## L O I

*Relative aux Membres de la ci-devant Assemblée générale de Saint-Domingue, à ceux du Comité provincial de l'ouest de ladite Colonie, & au sieur Santo-Domingo, commandant le vaisseau le Léopard.*

Donnée à Paris, le 20 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit:

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 7 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, après avoir entendu le rapport qui lui a été fait au nom de ses comités des colonies, de marine, de constitution, d'agriculture & de commerce, prenant en considération les explications & rétractations des membres de la ci-devant assemblée générale de Saint-Domingue, contenues dans leurs adresses des 19 avril & 22 mai derniers,

Déclare qu'il n'y a lieu à inculpation contre les membres de la ci-devant assemblée générale de Saint-Domingue, ceux du comité provincial de l'ouest de ladite colonie, & le sieur Santo-Domingo, commandant le vaisseau le Léopard.

En conséquence, décrète qu'elle lève les dispositions de ses décrets des 20 septembre & 12 octobre 1790, par lesquelles les membres de la ci-devant assemblée générale de Saint-Domingue, ceux du comité provincial de l'ouest, & le sieur Santo-Domingo ont été mandés & retenus à la suite de l'assemblée nationale, ainsi que les dispositions par lesquelles le roi a renvoyé l'équipage du vaisseau le Léopard dans

dans ses quartiers respectifs, & enjoint aux officiers de rester dans leurs départemens.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

## L O I

N.º 1129.

*Relative aux Régimens & autres Troupes soldées  
des Colonies.*

Donnée à Paris, le 20 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, R O I D E S F R A N Ç O I S : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée Nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 11 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, ouï le rapport de son comité de marine, décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

**L**ES régimens & bataillons coloniaux des Isles de France, de Bourbon, Pondichery, Port-au-Prince, du Cap, la Martinique, la Guadeloupe, la Guyanne, d'Afrique, Saint-Pierre & Miquelon, le bataillon auxiliaire, ainsi que l'artillerie des colonies & les fix compagnies de Cipayes de Pondichery, & toutes autres troupes soldées employées à la défense des colonies & des possessions nationales hors du royaume, feront à l'avenir sous la direction du département de la guerre.

## I I.

**L**E comité militaire présentera incessamment les articles nécessaires pour la remise des fonds que le département de la marine doit faire au département de la guerre pour l'entretien de ces troupes, & pour déterminer le rang que les officiers des colonies doivent prendre dans l'armée.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes il fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. Mandons & ordonnons pareillement à tous les officiers généraux & autres, qui commandent les troupes de ligne dans les différens départemens du royaume, comme aussi à tous les officiers, sous-officiers & gendarmes de la gendarmerie nationale, & enfin aux officiers généraux de la marine, aux commandant des ports & arsenaux, aux gouverneurs, lieutenans généraux, gouverneurs & commandans particuliers des colonies orientales & occidentales, & à tous autres qu'il appartiendra, de se conformer ponctuellement à ces présentes. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à cesdites présentes. A Paris, le vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º III5.

## L O I

*Relative à la liquidation de l'Office de premier Président  
de la ci-devant Chambre des comptes de Grenoble.*

Donnée à Paris , le 20 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous présens & à venir ; SALUT. l'Assemblée nationale a décrété , & nous voulons & ordonnons ce qui suit.

*DÉCRET de l'Assemblée nationale , du 6 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE instruite par son comité de judicature, qu'il n'existe aucun acte authentique d'acquisition ou de partage entre co-héritiers, de l'office de premier président à la ci-devant chambre des comptes de Grenoble , & considérant que cet office ne peut être comparé à aucun autre office de la même compagnie , décrète que ledit office sera liquidé conformément à l'évaluation qui en a été faite en 1771.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux , corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs ressorts & département respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier: Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*



## L O I

N.º 1105.

*Relative à l'impression des Décrets.*

Donnée à Paris, le 20 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit:

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 8 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE décrète ce qui suit:

## ARTICLE PREMIER.

Les décrets de l'assemblée nationale qui seront rendus à l'avenir, contiendront, suivant qu'ils seront relatifs à des objets d'utilité générale, ou de pure localité qui n'intéressera pas plus d'un département, la clause qu'ils seront imprimés & envoyés dans tous les départemens, ou bien qu'ils seront envoyés seulement dans le département, corps administratif ou tribunal qu'ils intéresseront.

## I I.

Les décrets de la première espèce seront imprimés, & envoyés par les ministres à tous les départemens; les autres ne seront envoyés qu'en manuscrit au département, corps administratif ou tribunal qu'ils pourront concerner.

MANDONS & ordonnons aux tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier: Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º III 3.

L O I

*Portant circonscription des Paroisses de la ville de Dax.**Donnée à Paris , le 20 Juillet 1791.*

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit.

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 5 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, sur le rapport de son comité ecclésiastique, approuve & décrète la réunion des paroisses à l'église cathédrale de la ville de Dax, dans le département des Landes, telle qu'elle a été arrêtée par le directoire de ce département, sur l'avis du directoire du district de ladite ville de Dax, & de concert avec l'évêque du même département; en conséquence, les paroisses de Saint-Vincent, avec le quartier de la Torte & le faubourg du Sablard, la paroisse d'Ivosse, seront réunies à l'église cathédrale de Dax, pour ne faire à l'avenir qu'une seule & même paroisse ; sauf à y réunir aussi, le cas échéant & en la forme de droit, les paroisses de Saint-Paul de Navosse & de Laudresse.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, ce vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

---

---

# PROCLAMATION

## D U R O I,

*Portant nomination des sieurs le Breton, Poissant & Bochet, pour compléter le nombre des douze Régisseurs nationaux de l'enregistrement, domaines & droits réunis.*

Paris, le 22 Juillet 1791.

Vu l'article II de la loi du 27 mai 1791, relative à l'organisation de la régie nationale de l'enregistrement, domaines & droits réunis, qui porte à douze le nombre des régisseurs; vu pareillement la proclamation du roi, du 27 février 1791, portant nomination de neuf de ces régisseurs;

LE ROI a nommé & commis, nomme & commet les sieurs *Jean-Jacques le Breton*, directeur des domaines corporels & incorporels à Orléans; *Jean-Baptiste Poissant*, directeur de correspondance des domaines corporels à Paris, & *Edme Bochet*, directeur des domaines corporels à Lille, pour, avec les sieurs *Poujaud*, *la Coste*, *Barrairon*, *Viot*, *Hurtrelle*, *Poujaud de Montjournain*, *de Jully*, *de Lisle*, & *Chardon de Vanieville*, choisis & nommés par la proclamation du 27 février 1791, compléter le nombre des douze régisseurs nationaux de l'enregistrement, domaines & droits réunis; & à cet effet le roi donne & confère auxdits sieurs *le Breton*, *Poissant* & *Bochet*, tous les pouvoirs nécessaires. A Paris, le vingt-deux juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin & 16 juillet 1791 :  
Pour le roi. Signé* TARBÉ, *ministre des contributions publiques.*

N.º 1128.

## L O I

*Relative à l'organisation d'une Police municipale.*

Donnée à Paris, le 22 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 19 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE considérant que des décrets antérieurs ont déterminé les bornes & l'exercice des diverses fonctions publiques, & établi les principes de police constitutionnelle destinés à maintenir cet ordre ;

Que le décret sur l'institution des jurés a pareillement établi une police de sûreté, qui a pour objet de s'assurer de la personne de tous ceux qui seroient prévenus de crimes ou délits de nature à mériter peine afflictive ou infamante ;

Qu'il reste à fixer les règles, 1.º de la police municipale, qui a pour objet le maintien habituel de l'ordre & de la tranquillité dans chaque lieu ; 2.º de la police correctionnelle, qui a pour objet la répression des délits qui, sans mériter peine afflictive ou infamante, troublent la société & disposent au crime ;

Décrète ce qui suit, après avoir entendu le rapport du comité de constitution.

## T I T R E P R E M I E R.

## P O L I C E M U N I C I P A L E.

*Dispositions générales d'ordre public.*

## A R T I C L E P R E M I E R.

DANS les villes & dans les campagnes, les corps municipaux feront constater l'état des habitans, soit par des officiers municipaux, soit par des commissaires de police, s'il y en a, soit par des citoyens commis à cet effet. Chaque année, dans le courant des mois de novembre & de décembre, cet état sera vérifié de nouveau, & on y fera les changemens nécessaires : l'état des habitans de campagne sera recensé au chef-lieu du canton, par des commissaires que nommeront les officiers municipaux de chaque communauté particulière.

## I I.

LE registre contiendra mention des déclarations que chacun aura faites de ses noms, âge, lieu de naissance, dernier domicile, profession, métier & autres moyens de subsistance. Le déclarant qui n'auroit à indiquer aucuns moyens de subsistance, désignera les citoyens domiciliés dans la municipalité dont il sera connu & qui pourront rendre bon témoignage de sa conduite.

## I I I.

CEUX qui étant en état de travailler, n'auront ni moyens de subsistance, ni métier, ni répondans, seront inscrits avec la note de *gens sans aveu*.

Ceux qui refuseront toute déclaration, seront inscrits sous leur signalement & demeure, avec la note de *gens suspects*.

Ceux qui seront convaincus d'avoir fait de fausses déclarations, seront inscrits avec la note de *gens mal intentionnés*.

Il sera donné communication de ces registres aux officiers & sous-officiers de la gendarmerie nationale, dans le cours de leurs tournées.

#### I V.

CEUX des trois classes qui viennent d'être énoncées, s'ils prennent part à une rixe, à un attroupement séditieux, un acte de voie de fait ou de violence, seront soumis dès la première fois aux peines de la police correctionnelle, comme il sera dit ci-après.

#### V.

DANS les villes & dans les campagnes, les aubergistes, maîtres d'hôtels garnis & logeurs seront tenus d'inscrire de suite & sans aucun blanc, sur un registre en papier timbré & paraphé par un officier municipal ou un commissaire de police, les noms, qualités, domicile habituel, dates d'entrée & de sortie de tous ceux qui coucheront chez eux, même une seule nuit; de représenter ce registre tous les quinze jours, & en outre toutes les fois qu'ils en seront requis, soit aux officiers municipaux, soit aux officiers de police, ou aux citoyens commis par la municipalité.

#### V I.

FAUTE de se conformer aux dispositions du précédent article, ils seront condamnés à une amende du quart de leur droit de patentes, sans que cette amende puisse être au-dessous de trois livres, & ils demeureront civilement responsables des désordres & des délits commis par ceux qui logeront dans leurs maisons.

#### V I I.

LES jeux de hasard où l'on admet, soit le public, soit des affiliés, sont défendus sous les peines qui seront désignées ci-après.

Les propriétaires ou principaux locataires des maisons & appartemens où le public seroit admis à jouer des jeux de hasard, seront, s'ils demeurent dans ces maisons & s'ils n'ont pas averti la police, condamnés, pour la première fois, à trois cents livres, & pour la seconde, à mille livres d'amende, solidairement avec ceux qui occuperont les appartemens employés à cet usage.

*Règles à suivre par les officiers municipaux, ou les citoyens commis par la municipalité, pour constater les contraventions de police.*

## V I I I.

NUL officier municipal, commissaire ou officier de police municipale, ne pourra entrer dans les maisons des citoyens si ce n'est pour la confection des états ordonnés par les articles I.<sup>er</sup>, II & III, & la vérification des registres des logeurs; pour l'exécution des loix sur les contributions directes, ou en vertu des ordonnances, contraintes & jugemens dont ils seront porteurs, ou enfin sur le cri des citoyens, invoquant de l'intérieur d'une maison le secours de la force publique.

## I X.

A l'égard des lieux où tout le monde est admis indistinctement, tels que cafés, cabarets, boutiques, & autres, les officiers de police pourront toujours y entrer, soit pour prendre connoissance des désordres ou contraventions aux réglemens, soit pour vérifier les poids & mesures, le titre des matières d'or & d'argent, la salubrité des comestibles & médicamens.

## X.

ILS pourront aussi entrer en tout temps dans les maisons où l'on donne habituellement à jouer des jeux de hasard, mais seulement sur la désignation qui leur en auroit été donnée par deux citoyens domiciliés.

Ils pourront également entrer en tout temps dans les lieux livrés notoirement à la débauche.

## X I.

HORS les cas mentionnés aux articles VIII, IX & X ; les officiers de police qui, sans autorisation spéciale de justice ou de la police de sûreté, feront des visites ou recherches dans les maisons des citoyens, seront condamnés par le tribunal de police, & en cas d'appel, par celui de district, à des dommages & intérêts qui ne pourront être au-dessous de cent livres, sans préjudice des peines prononcées par la loi, dans le cas de voies de fait, de violences & autres délits.

## X I I.

LES commissaires de police, dans les lieux où il y en a, les appariteurs & autres agens assermentés, dresseront dans leurs visites & tournées le procès-verbal des contraventions, en présence de deux des plus proches voisins, qui apposeront leurs signatures, & des experts en chaque partie d'art, lorsque la municipalité, soit par voie d'administration, soit comme tribunal de police, aura jugé à propos d'en indiquer.

## X I I I.

LA municipalité, soit par voie d'administration, soit comme tribunal de police, pourra, dans les lieux où la loi n'y aura pas pourvu, commettre à l'inspection du titre des matières d'or ou d'argent, à celle de la salubrité des comestibles & médicamens, un nombre suffisant de gens de l'art, lesquels, après avoir prêté serment, rempliront, à cet égard seulement, les fonctions de commissaire de police.

*Délits de police municipale, & peines qui seront prononcées.*

## X I V.

CEUX qui voudront former des sociétés ou clubs, seront tenus, à peine de deux cents livres d'amende, de faire



préalablement au greffe de la municipalité la déclaration des lieux & jours de leur réunion ; & en cas de récidive, ils seront condamnés à cinq cents livres d'amende. L'amende sera poursuivie contre les présidens, secrétaires, ou commissaires de ces clubs ou sociétés.

## X V.

CEUX qui négligeront d'éclairer & de nettoyer les rues devant leurs maisons, dans les lieux où ce soin est laissé à la charge des citoyens ;

Ceux qui embarrasseront ou dégraderont les voies publiques ;

Ceux qui contreviendront à la défense de rien exposer sur les fenêtres ou au-devant de leur maison sur la voie publique, de rien jeter qui puisse nuire ou endommager par sa chute, ou causer des exhalaisons nuisibles ;

Ceux qui laisseront divaguer des insensés ou furieux, ou des animaux mal-faisans ou féroces ;

Seront, indépendamment des réparations ou indemnités, envers les parties lésées, condamnés à une amende qui ne pourra être au-dessous de quarante sous, ni excéder cinquante livres ; & si le fait est grave, à la détention de police municipale : la peine sera double en cas de récidive.

## X V I.

CEUX qui par imprudence ou par la rapidité de leurs chevaux, auront blessé quelqu'un dans les rues ou voies publiques, seront, indépendamment des indemnités, condamnés à huit jours de détention, & à une amende égale à la totalité de leur contribution mobilière, sans que l'amende puisse être au-dessous de trois cents livres. S'il y a eu fracture de membres, ou si, d'après les certificats des gens de l'art, la blessure est telle qu'elle ne puisse se guérir en moins de quinze jours, les délinquans seront renvoyés à la police correctionnelle.

## X V I I.

LE refus des secours & services requis par la police, en cas d'incendie ou autres fléaux calamiteux, sera puni par une amende du quart de la contribution mobilière, sans que l'amende puisse être au-dessous de trois livres.

## X V I I I.

LES refus ou la négligence d'exécuter les réglemens de voirie, ou d'obéir à la sommation de réparer ou démolir les édifices menaçant ruine sur la voie publique, seront, outre les frais de la démolition ou de la réparation de ces édifices, punis d'une amende de la moitié de la contribution mobilière, laquelle amende ne pourra être au-dessous de six livres.

## X I X.

EN cas de rixe ou dispute avec ameutement du peuple ;  
En cas de voies de fait ou violences légères, dans les assemblées & les lieux publics ; en cas de bruit ou attroupemens nocturnes ;

Ceux des trois premières classes mentionnés en l'article III, seront, dès la première fois, punis ainsi qu'il sera dit au titre de la police correctionnelle.

Les autres seront condamnés à une amende du tiers de leur contribution mobilière, laquelle ne sera pas au-dessous de douze livres ; & pourront l'être, suivant la gravité du cas, à une détention de trois jours, dans les campagnes, & de huit jours, dans les villes.

Tous ceux qui après une première condamnation prononcée par la police municipale, se rendroient encore coupables de l'un des délits ci-dessus, seront renvoyés à la police correctionnelle.

## X X.

EN cas d'exposition en vente de comestibles gâtés,

corrompus ou nuisibles, ils seront confisqués & détruits, & le délinquant condamné à une amende du tiers de sa contribution mobilière, laquelle amende ne pourra être au-dessous de trois livres.

### X X I.

EN cas de vente de médicamens gâtés, le délinquant sera renvoyé à la police correctionnelle, & puni de cent livres d'amende, & d'un emprisonnement qui ne pourra excéder six mois.

La vente des boissons falsifiées sera punie ainsi qu'il sera dit au titre de la police correctionnelle.

### X X I I.

EN cas d'infidélité des poids & mesures dans la vente des denrées & autres objets qui se débitent à la mesure, au poids ou à l'aune, les faux poids & fausses mesures seront confisqués & brisés, & l'amende sera, pour la première fois, de cent livres au moins, & de la quotité du droit de patentes du vendeur, si ce droit est de plus de cent livres.

### X X I I I.

LES délinquans, aux termes de l'article précédent, seront en outre condamnés à la détention de la police municipale; & en cas de récidive, les prévenus seront renvoyés à la police correctionnelle.

### X X I V.

LES vendeurs convaincus d'avoir trompé, soit sur le titre des matières d'or ou argent, soit sur la qualité d'une pierre fausse, vendue pour fine, seront renvoyés à la police correctionnelle.

### X X V.

QUANT à ceux qui seroient prévenus d'avoir fabriqué, fait fabriquer ou employé de faux poinçons, marqué ou fait marquer des matières d'or ou d'argent au-dessous du titre annoncé par la marque, ils seront, dès la première fois,

renvoyés par un mandat du juge de paix, devant le juré d'accusation, jugés, s'il y a lieu, selon la forme établie pour l'instruction criminelle; & s'ils sont convaincus, punis des peines établies dans le code pénal.

#### X X V I.

CEUX qui ne payeront pas, dans les trois jours à dater de la signification du jugement, l'amende prononcée contre eux, y seront contraints par les voies de droit; néanmoins la contrainte par corps ne pourra entraîner qu'une détention d'un mois à l'égard de ceux qui sont insolvables.

#### X X V I I.

EN cas de récidives toutes les amendes établies par le présent décret seront doubles, & tous les jugemens seront affichés aux dépens des condamnés.

#### X X V I I I.

POURRONT être saisis ou retenus jusqu'au jugement, tous ceux qui par imprudence ou la rapidité de leurs chevaux auront fait quelques blessures dans la rue ou voie publique, ainsi que ceux qui seroient prévenus des délits mentionnés aux articles XIX, XXI & XXII: ils seront contraignables par corps au paiement des dommages & intérêts, ainsi que des amendes.

*Confirmation de divers Réglemens & dispositions contre l'abus de la Taxe des denrées.*

#### X X I X.

LES réglemens actuellement existant sur le titre des matières d'or & d'argent, sur la vérification de la qualité des pierres fines ou fausses, la salubrité des comestibles & des médicamens, sur les objets de ferrurerie, continueront d'être exécutés jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné. Il en sera de même de ceux qui établissent des dispositions de sûreté, tant pour l'achat & la vente des matières d'or & d'argent, des drogues, médicamens & poisons,  
que,

que pour la présentation, le dépôt & adjudication des effets précieux dans les monts de piété, lombards, ou autres maisons de ce genre.

Sont également confirmés provisoirement les réglemens qui subsistent touchant la voirie, ainsi que ceux actuellement existant à l'égard de la construction des bâtimens & relatifs à leur solidité & sûreté, sans que de la présente disposition il puisse résulter la conservation des attributions ci-devant faites sur cet objet à des tribunaux particuliers.

## X X X.

LA taxe des subsistances ne pourra provisoirement avoir lieu dans aucune ville ou commune du royaume que sur le pain & la viande de boucherie, sans qu'il soit permis en aucun cas de l'étendre sur le vin, sur le blé, les autres grains, ni autres espèce de denrées; & ce, sous peine de destitution des officiers municipaux.

## X X X I.

LES réclamations élevées par les marchands relativement aux taxes, ne seront en aucun cas du ressort des tribunaux de district; elles seront portées devant le directoire de département, qui prononcera sans appel. Les réclamations des particuliers contre les marchands qui vendroient au-dessus de la taxe, seront portées & jugées au tribunal de police, sauf l'appel au tribunal de district.

*Forme de proceder & règles à observer par le Tribunal de la police municipale.*

## X X X I I.

Tous ceux qui dans les villes & dans les campagnes auront été arrêtés, seront conduits directement chez un juge de paix, lequel renverra par-devant le commissaire de police, ou l'officier municipal chargé de l'administration de cette partie, lorsque l'affaire sera de la compétence de la police municipale.

## X X X I I I.

Tout juge de paix d'une ville, dans quelque quartier qu'il se trouve établi, fera compétent pour prononcer, soit la liberté des personnes amenées, soit le renvoi à la police municipale, soit le mandat d'amener ou devant lui ou devant un autre juge de paix, soit enfin le mandat d'arrêt, tant en matière de police correctionnelle qu'en matière criminelle.

## X X X I V.

NÉANMOINS pour assurer le service dans la ville de Paris, il sera déterminé par la municipalité un lieu vers le centre de la ville, où se trouveront toujours deux juges de paix, lesquels pourront chacun donner séparément les ordonnances nécessaires.

Les juges de paix rempliront tour à tour ce service pendant vingt-quatre heures.

## X X X V.

LES personnes prévenues de contravention aux loix & réglemens de police, soit qu'il y ait un procès-verbal ou non, seront citées devant le tribunal par les appariteurs, ou par tous autres huissiers, à la requête du procureur de la commune ou des particuliers qui croiront avoir à se plaindre. Les parties pourront comparoître volontairement, ou sur un simple avertissement, sans qu'il soit besoin de citation.

## X X X V I.

LES citations seront données à trois jours, ou à l'audience la plus prochaine.

## X X X V I I.

LES défauts seront signifiés par un huissier commis par le tribunal de police municipale; ils ne pourront être rabattus qu'autant que la personne citée comparoîtra dans la huitaine après la signification du jugement, & demandera à être entendue sans délai: si elle ne comparoît pas, le jugement demeurera définitif & ne pourra être attaqué que par la voie d'appel.

## X X X V I I I.

LES personnes citées comparoîtront par elles-mêmes ou

par des fondés de procuration spéciale : il n'y aura point d'avoués aux tribunaux de police municipale.

## X X X I X.

LES procès-verbaux, s'il y en a, seront lus; les témoins s'il faut en appeler seront entendus; la défense sera proposée, les conclusions seront données par le procureur de la commune ou son substitut; le jugement préparatoire ou définitif sera rendu avec expression de motifs, dans la même audience ou au plus tard dans la suivante.

## X L.

L'APPEL des jugemens ne sera pas reçu, s'il est interjeté après huit jours depuis la signification des jugemens à la partie condamnée.

## X L I.

LA forme de procéder sur l'appel en matière de police, sera la même qu'en première instance.

## X L I I.

LE tribunal de police sera composé de trois membres que les officiers municipaux choisiront parmi eux; de cinq dans les villes où il y a soixante mille âmes ou davantage; de neuf à Paris.

## X L I I I.

AUCUN jugement ne pourra être rendu que par trois juges, & sur les conclusions du procureur de la commune ou de son substitut.

## X L I V.

LE nombre des audiences sera réglé d'après le nombre des affaires, qui seront toutes terminées au plus tard dans la quinzaine.

## X L V.

EXTRAIT des jugemens rendus par la police municipale, sera déposé, soit dans un lieu central, soit au greffe du tribunal de police correctionnelle, dans tous les cas où le

présent décret aura renvoyé à la police correctionnelle les délinquans en récidive.

#### X L V I.

AUCUN tribunal de police municipale, ni aucun corps municipal ne pourra faire de règlement : le corps municipal néanmoins pourra, sous le nom & l'intitulé de *délibérations* & sauf la réformation, s'il y a lieu, par l'administration du département, sur l'avis de celle du district, faire des arrêtés sur les objets qui suivent :

1.<sup>o</sup> Lorsqu'il s'agira d'ordonner les précautions locales sur les objets confiés à sa vigilance & à son autorité, par les articles III & IV du titre XI du décret sur l'*organisation judiciaire* ;

2.<sup>o</sup> De publier de nouveau les loix & réglemens de police, ou de rappeler les citoyens à leur observation.

#### X L V I I.

LES objets confisqués resteront au greffe du tribunal de police, mais seront vendus au plus tard dans la quinzaine au plus offrant & dernier enchérisseur, selon les formes ordinaires. Le prix de cette vente & les amendes versées dans les mains du receveur du droit d'enregistrement, seront employés sur les mandats du procureur-syndic du district, visés par le procureur-général-syndic du département, un quart aux menus frais du tribunal, un quart aux frais des bureaux de paix & de jurisprudence charitable, un quart aux dépenses de la municipalité, & un quart au soulagement des pauvres de la commune.

#### X L V I I I.

LES commissaires de police, dans les lieux où il y en a, porteront dans l'exercice de leurs fonctions, un chaperon aux trois couleurs de la nation, placé sur l'épaule gauche. Les appariteurs chargés d'une exécution de police, présenteront comme les autres huissiers, une baguette blanche, aux citoyens qu'ils sommeront d'obéir à la loi. Les dispositions du



décret sur le respect dû aux juges & aux jugemens, s'appliqueront aux tribunaux de police municipale & correctionnelle, & à leurs officiers.

## T I T R E I I.

### P O L I C E C O R R E C T I O N N E L L E.

*Dispositions générales sur les peines de la Police correctionnelle & les maisons de correction.*

#### A R T I C L E P R E M I E R.

**L**ES peines correctionnelles seront :

1.<sup>o</sup> L'amende ; 2.<sup>o</sup> la confiscation, en certain cas, de la matière du délit ; 3.<sup>o</sup> l'emprisonnement.

#### I I.

IL y aura des maisons de correction destinées. 1.<sup>o</sup> aux jeunes gens au-dessous de l'âge de vingt-un ans, qui devront y être enfermés conformément aux articles XV, XVI & XVII du titre X du décret sur l'organisation judiciaire, 2.<sup>o</sup> aux personnes condamnées par voie de police correctionnelle.

#### I I I.

Si la maison de correction est dans le même local que la maison destinée aux personnes condamnées par jugement des tribunaux criminels, le quartier de la correction sera entièrement séparé.

#### I V.

LES jeunes gens détenus d'après l'arrêté des familles, seront séparés de ceux qui auront été condamnés par la police correctionnelle.

#### V.

TOUTE maison de correction sera maison de travail. Il sera établi par les conseils ou directoires de département, divers genres de travaux communs ou particuliers, convenables aux personnes des deux sexes : les hommes & les femmes seront séparés.

## V I.

LA maison fournira le pain , l'eau & le coucher. Sur le produit du travail du détenu , un tiers sera appliqué à la dépense commune de la maison.

Sur une partie des deux autres tiers , il lui sera permis de se procurer une nourriture meilleure & plus abondante.

Le surplus sera réservé pour lui être remis après que le temps de sa détention sera expiré.

Il lui sera également permis de se procurer une nourriture meilleure & plus abondante , sur sa fortune particulière , à moins que le jugement de condamnation n'en ait ordonné autrement.

*Classification des Délits , & Peines qui seront prononcées.*

## V I I.

LES délits punissables par la voie de la police correctionnelle seront ;

- 1.<sup>o</sup> Les délits contre les bonnes mœurs.
- 2.<sup>o</sup> Les troubles apportés publiquement à l'exercice d'un culte religieux quelconque.
- 3.<sup>o</sup> Les insultes & les violences graves envers les personnes.
- 4.<sup>o</sup> Les troubles apportés à l'ordre social & à la tranquillité publique , par la mendicité , par les tumultes , par les attroupemens ou autres délits.
- 5.<sup>o</sup> Les atteintes portées à la propriété des citoyens , par dégâts , larcins ou simples vols , escroqueries , ouvertures de maisons de jeux où le public est admis.

*Premier genre de Délits.*

## V I I I.

CEUX qui seroient prévenus d'avoir attenté publiquement aux mœurs , par outrage à la pudeur des femmes , par actions deshonnêtes , par exposition ou vente d'images obscènes ; d'avoir favorisé la débauche ou corrompu des jeunes

gens de l'un ou de l'autre sexe, pourront être saisis sur-le-champ & conduits devant le juge de paix, lequel est autorisé à les faire retenir jusqu'à la prochaine audience de la police correctionnelle.

## I X.

Si le délit est prouvé, les coupables seront condamnés, selon la gravité des faits, à une amende de cinquante à cinq cents livres, & à un emprisonnement qui ne pourra excéder six mois, s'il s'agit d'images obscènes. Les estampes & les planches seront en outre confisquées & brisées.

Quant aux personnes qui auroient favorisé la débauche ou corrompu des jeunes gens de l'un ou de l'autre sexe, elles seront outre l'amende, condamnées à une année de prison.

## X.

LES peines portées en l'article précédent, seront doubles en cas de récidive.

*Deuxième genre de Délits.*

## X I.

CEUX qui auroient outragé les objets d'un culte quelconque, soit dans un lieu public, soit dans les lieux destinés à l'exercice de ce culte, ou ses ministres en fonctions, ou interrompu par un trouble public les cérémonies religieuses de quelque culte que ce soit, seront condamnés à une amende qui ne pourra excéder cinq cents livres, & à un emprisonnement qui ne pourra excéder un an. L'amende sera toujours de cinq cents livres, & l'emprisonnement de deux ans, en cas de récidive.

## X I I.

LES auteurs de ces délits pourront être saisis sur-le-champ, & conduits devant le juge de paix.

*Troisième genre de Délits.*

## X I I I.

CEUX qui, hors les cas de légitime défense & sans excuse suffisante, auroient blessé ou même frappé des citoyens, si le délit n'est pas de la nature de ceux qui sont punis des peines portées au code pénal, seront jugés par la police correctionnelle; & en cas de conviction, condamnés selon la gravité des faits, à une amende qui ne pourra excéder cinq cents livres, & s'il y a lieu, à un emprisonnement qui ne pourra excéder six mois.

## X I V.

LA peine sera plus forte, si les violences ont été commises envers des femmes ou des personnes de soixante-dix ans, & au-dessus, ou des enfans de seize ans & au-dessous, ou par des apprentis, compagnons ou domestiques à l'égard de leurs maîtres; enfin, s'il y a eu effusion de sang, & en outre dans le cas de récidive; mais elle ne pourra excéder mille livres d'amende, & une année d'emprisonnement.

## X V.

EN cas d'homicide dénoncé comme involontaire, ou reconnu tel par la déclaration du juré, s'il est la suite de l'imprudence ou de la négligence de son auteur, celui-ci sera condamné à une amende qui ne pourra excéder le double de sa contribution mobilière; & s'il y a lieu, à un emprisonnement qui ne pourra excéder un an.

## X V I.

Si quelqu'un ayant blessé un citoyen dans les rues & voies publiques par l'effet de son imprudence ou de sa négligence, soit par la rapidité de ses chevaux, soit de toute autre manière, il en est résulté fracture de membres; ou si d'après le certificat des gens de l'art, la blessure est telle qu'elle exige un traitement de quinze jours, le délinquant sera condamné à une  
amende

amende qui ne pourra excéder cinq cents livres, & à un emprisonnement qui ne pourra excéder fix mois. Le maître fera civilement responsable des condamnations pécuniaires prononcées contre le cocher ou conducteur des chevaux, ou les autres domestiques.

## X V I I.

Toutes les peines ci-dessus seront prononcées indépendamment des dommages & intérêts des parties.

## X V I I I.

QUANT aux simples injures verbales, si elles ne sont pas adressées à un fonctionnaire public en exercice de ses fonctions, elles seront jugées dans la forme établie en l'article X du titre III du décret sur l'organisation judiciaire.

## X I X.

LES outrages ou menaces par paroles ou par gestes, faits aux fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions, seront punis d'une amende qui ne pourra excéder dix fois la contribution mobilière, & d'un emprisonnement qui ne pourra excéder deux années.

La peine sera double en cas de récidive.

## X X.

LES mêmes peines seront infligées à ceux qui outrageroient ou menaceroient par paroles ou par gestes, soit les gardes nationales, soit la gendarmerie nationale, soit les troupes de ligne se trouvant ou sous les armes, ou au corps de garde, ou dans un poste de service, sans préjudice des peines plus fortes s'il y a lieu contre ceux qui les frapperoient, & sans préjudice également de la défense & de la résistance légitime, conformément aux loix militaires.

## X X I.

LES coupables des délits mentionnés aux articles XIII, XIV, XV, XVI, XIX & XX du présent décret, seront saisis sur-le-champ, & conduits devant le juge de paix.

*Quatrième genre de Délits.*

## X X I I.

LES mendiants valides pourront être saisis & conduits devant le juge de paix , pour être statué à leur égard conformément aux loix sur la répression de la mendicité.

## X X I I I.

LES circonstances aggravantes seront ,

- 1.° De mendier avec menaces & violences.
- 2.° De mendier avec armes.
- 3.° De s'introduire dans l'intérieur des maisons, ou de mendier la nuit.
- 4.° De mendier deux ou plusieurs ensemble.
- 5.° De mendier avec faux certificats ou congrés , infirmités supposées ou déguisement.
- 6.° De mendier après avoir été repris de justice.
- 7.° Et deux mois après la publication du présent décret, de mendier hors du canton de son domicile.

## X X I V.

LES mendiants contre lesquels il se réunira une ou plusieurs de ces circonstances aggravantes , pourront être condamnés à un emprisonnement qui n'excédera pas une année.

La peine sera double en cas de récidive.

## X X V.

L'INSUBORDINATION accompagnée de violences ou de menaces dans les ateliers publics ou les ateliers de charité , sera punie d'un emprisonnement qui ne pourra excéder deux années.

La peine sera double en cas de récidive.

## X X I V.

LES peines portées dans la loi sur les associations &

attroupemens des ouvriers & gens du même état, seront prononcées par le tribunal de la police correctionnelle.

## X X V I I.

Tous ceux qui dans l'adjudication de la propriété ou de la location, soit des domaines nationaux, soit de tous autres domaines appartenant à des communautés ou à des particuliers, troubleroient la liberté des enchères, ou empêcheroient que les adjudications ne s'élevassent à leur véritable valeur, soit par offre d'argent, soit par des conventions frauduleuses, soit par des violences ou voies de faits exercées avant ou pendant les enchères, seront punis d'une amende qui ne pourra excéder cinq cents livres, & d'un emprisonnement qui ne pourra excéder une année.

La peine sera double en cas de récidive.

## X X V I I I.

LES personnes comprises dans les trois classes mentionnées en l'article III du titre I.<sup>er</sup>, qui seront surprises dans une rixe, attroupement ou un acte quelconque de simple violence, seront punies par un emprisonnement qui ne pourra excéder trois mois. En cas de récidive, la détention sera d'une année.

## X X I X.

LES citoyens domiciliés qui, après avoir été réprimés une fois par la police municipale, pour rixes, tumultes, attroupemens nocturnes, ou désordres en assemblées publiques, commettraient pour la deuxième fois le même genre de délit, seront condamnés par la police correctionnelle, à une amende qui ne pourra excéder trois cents livres, & un emprisonnement qui ne pourra excéder quatre mois.

## X X X.

CEUX qui se rendroient coupables des délits mentionnés

dans les six articles précédens, seront saisis sur-le-champ, & conduits devant le juge de paix.

*Cinquième genre de Délits.*

X X X I.

Tous dégâts commis dans les bois, toutes violations de clôtures, de murs, haies & fossés, quoique non suivis de vol, les larcins de fruits & de productions de terrain cultivé, autres que ceux mentionnés dans le code pénal, seront punis ainsi qu'il sera dit à l'égard de la police rurale.

X X X I I.

LES larcins, filouteries & simples vols qui n'appartiennent ni à la police rurale, ni au code pénal, seront, outre les restitutions, dommages & intérêts, punis d'un emprisonnement qui ne pourra excéder deux ans. La peine sera double en cas de récidive.

X X X I I I.

LE vol de deniers ou d'effets mobiliers appartenant à l'état, & dont la valeur sera au-dessous de dix livres, sera puni d'une amende du double de la valeur & d'un emprisonnement d'une année. La peine sera double en cas de récidive.

X X X I V.

LES coupables des délits mentionnés aux trois précédens articles, pourront être saisis sur-le-champ & conduits devant le juge de paix.

X X X V.

CEUX qui par dol, ou à l'aide de faux noms, ou de fausses entreprises, ou d'un crédit imaginaire, ou d'espérances & de craintes chimériques, auroient abusé de la crédulité de quelques personnes, & escroqué la totalité ou partie



de leurs fortunes, seront poursuivis devant les tribunaux de district ; & si l'escroquerie est prouvée, le tribunal de district, après avoir prononcé les restitutions & dommages & intérêts, est autorisé à condamner, par voie de police correctionnelle, à une amende qui ne pourra excéder cinq mille livres, & à un emprisonnement qui ne pourra excéder deux ans. En cas d'appel, le condamné gardera prison, à moins que les juges ne trouvent convenable de le mettre en liberté, sur une caution triple de l'amende & des dommages & intérêts prononcés. En cas de récidive, la peine sera double.

Tous les jugemens de condamnation à la suite des délits mentionnés au présent article, seront imprimés & affichés.

#### X X X V I.

CEUX qui tiendront des maisons de jeux de hasard où le public seroit admis, soit librement, soit sur la présentation des affiliés, seront punis d'une amende de mille à trois mille livres avec confiscation des fonds trouvés exposés au jeu, & d'un emprisonnement qui ne pourra excéder un an. L'amende, en cas de récidive, sera de cinq mille à dix mille livres ; & l'emprisonnement ne pourra excéder deux ans, sans préjudice de la solidarité pour les amendes qui auroient été prononcées par la police municipale contre les propriétaires & principaux locataires, dans les cas & aux termes de l'article VII du titre I.<sup>er</sup> du présent décret.

#### X X X V I I.

CEUX qui tiendront des maisons de jeux de hasard, s'ils sont pris en flagrant délit, pourront être saisis & conduits devant le jugé de paix.

#### X X X V I I I.

TOUTE personne convaincue d'avoir vendu des boissons falsifiées par des mixtions nuisibles, sera condamnée à une amende qui ne pourra excéder mille livres, & à un em-

prisonnement qui ne pourra excéder une année. Le jugement sera imprimé & affiché.

La peine sera double en cas de récidive.

X X X I X.

LES marchands ou tous autres vendeurs convaincus d'avoir trompé, soit sur le titre des matières d'or ou d'agent, soit sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, seront, outre la confiscation des marchandises en délit & la restitution envers l'acheteur, condamnés à une amende de mille à trois mille livres, & à un emprisonnement qui ne pourra excéder deux années. La peine sera double en cas de récidive.

Tout jugement de condamnation à la suite des délits mentionnés au présent article, sera imprimé & affiché.

X L.

CEUX qui condamnés une fois par la police municipale pour infidélité sur les poids & mesures, commettraient de nouveau le même délit, seront condamnés par la police correctionnelle à la confiscation des marchandises fausses, ainsi que des faux poids & mesures, lesquels seront brisés, à une amende qui ne pourra excéder mille livres, & à un emprisonnement qui ne pourra excéder une année. Tout jugement à la suite des délits mentionnés au présent article, sera imprimé & affiché; à la seconde récidive, ils seront poursuivis criminellement & condamnés aux peines portées au code pénal.

X L I.

LES dommages & intérêts, ainsi que la restitution & les amendes qui seront prononcées en matière de police correctionnelle, emporteront la contrainte par corps.

X L I I.

LES amendes de la police correctionnelle & municipale

seront solidaires entre les complices : celles qui ont la contribution mobilière pour base seront exigées d'après la cote entière de cette contribution, sans déduction de ce qu'on auroit payé pour la contribution foncière.

*Forme de procéder & composition des Tribunaux en matière de Police correctionnelle.*

### L X I I I.

DANS le cas où un prévenu surpris en flagrant délit, seroit amené devant le juge de paix, conformément aux dispositions ci-dessus, le juge après l'avoir interrogé, après avoir entendu les témoins s'il y a lieu, dressé procès-verbal sommaire, le renverra en liberté, s'il le trouve innocent; le renverra à la police municipale, si l'affaire est de sa compétence; donnera le mandat d'arrêt, s'il est justement suspect d'un crime; enfin s'il s'agit des délits ci-dessus mentionnés au présent titre depuis l'article VII, le fera retenir pour être jugé par le tribunal de la police correctionnelle, ou l'admettra sous caution de se présenter. La caution ne pourra être moindre de trois mille livres, ni excéder vingt mille livres.

### X L I V.

LA poursuite de ces délits sera faite, soit par les citoyens lésés, soit par le procureur de la commune, ou ses substituts s'il y en a, soit par des hommes de loi commis à cet effet par la municipalité.

### X L V.

SUR la dénonciation des citoyens, ou du procureur de la commune ou de ses substituts, le juge de paix pourra donner un mandat d'amener, &c., d'après les éclaircissements nécessaires, prononcera selon qu'il est dit en l'art. XLIII.

### X L V I.

DANS les lieux où il n'y a qu'un juge de paix, le

tribunal de police correctionnelle fera composé du juge de paix & de deux assesseurs ; s'il n'y a que deux juges de paix, il fera composé de ces deux juges de paix & d'un assesseur.

#### X L V I I.

DANS les villes où il y a trois juges de paix, le tribunal de police correctionnelle fera composé de ces trois juges, & en cas d'absence de l'un d'eux, il sera remplacé par un des assesseurs.

#### X L V I I I.

DANS les villes qui ont plus de trois juges de paix, & moins de six, le tribunal fera de trois, qui siégeront de manière à ce qu'il en sorte un chaque mois.

#### X L I X.

DANS les villes de plus de soixante mille ames, le tribunal de police correctionnelle fera composé de six juges de paix, ou à leur défaut, d'assesseurs ; ils serviront par tour, & pourront se diviser en deux chambres.

#### L.

A PARIS, il sera composé de neuf juges de paix, servant par tour ; il tiendra une audience tous les jours, & pourra se diviser en trois chambres.

Durant le service des neuf juges de paix à ce tribunal, & pareillement durant la journée ou les juges de paix de la ville de Paris seront occupés au service alternatif établi dans le lieu central, par l'article XXXIV du titre premier du présent décret, toutes les fonctions qui leur sont attribuées par la loi, pourront être exercées dans l'étendue de leur section par les juges de paix des sections voisines, au choix des parties.

#### L I.

LE greffier du juge de paix servira auprès du tribunal  
de

de police correctionnelle, dans les lieux où ce tribunal sera tenu par le juge de paix & deux assesseurs.

## L I I.

DANS toutes les villes, où le tribunal de police correctionnelle sera composé de deux ou trois juges de paix, le corps municipal nommera un greffier.

## L I I I.

DANS les villes où le tribunal de police correctionnelle sera composé de plusieurs chambres, le greffier présentera autant de commis-greffiers qu'il y aura de chambres.

## L I V.

LES greffiers nommés par le corps municipal pour servir près le tribunal de police correctionnelle, seront à vie : leur traitement sera de mille livres dans les lieux où le tribunal ne formera qu'une chambre; de dix-huit cents liv. dans les lieux où il en formera deux, & de trois mille liv. dans les lieux où il en formera trois. Le traitement des commis-greffiers sera pour chacun, la moitié de celui du greffier.

## L V.

LES huissiers des juges de paix qui feront de service, feront celui de l'audience.

## L V I.

LES audiences de chaque tribunal seront publiques, & se tiendront dans le lieu qui sera choisi par la municipalité.

## L V I I.

L'AUDIENCE sera donnée sur chaque fait, trois jours au plus tard après le renvoi prononcé par le juge de paix.

## L V I I I.

L'INSTRUCTION se fera à l'audience; le prévenu y sera

interrogé , les témoins pour & contre entendus en la présence ; les reproches & défenses proposés ; les pièces lues , s'il y en a , & le jugement prononcé de suite , ou au plus tard à l'audience suivante.

### L I X.

LES témoins prêteront serment à l'audience. Le greffier tiendra note du nom , de l'âge , des qualités des témoins , ainsi que de leurs principales déclarations & des principaux moyens de défenses. Les conclusions des parties & celles de la partie publique seront fixées par écrit , & les jugemens seront motivés.

### L X.

IL ne sera fait aucune autre procédure , sans préjudice du droit qui appartient à chacun , d'employer le ministère d'un défenseur officieux.

### L X I.

LES jugemens en matière de police correctionnelle , pourront être attaqués par la voie de l'appel.

L'appel sera porté au tribunal de district ; il ne pourra être reçu après les quinze jours du jugement signifié à la personne du condamné , ou à son dernier domicile.

### L X I I.

LE tribunal de district jugera en dernier ressort.

### L X I I I.

LE département de Paris n'aura qu'un tribunal d'appel , composé de six juges ou suppléans , tirés des six tribunaux d'arrondissement ; il pourra se diviser en deux chambres , qui jugeront au nombre de trois juges.

### L X I V.

LES six premiers juges ou suppléans qui composeront le

tribunal d'appel seront pris par la voie du sort, dans les six tribunaux, les présidens exceptés : de mois en mois il en sortira deux, lesquels seront remplacés par deux autres, que choisiront les deux tribunaux de district auxquels les deux sortans appartiendront ; & ainsi de suite par ordre d'arrondissement.

## L X V.

L'AUDIENCE du tribunal d'appel ou des deux chambres dans lesquelles il sera divisé, sera ouverte tous les jours, si le nombre des affaires l'exige, sans que le tribunal puisse jamais vaquer.

## L X V I.

LES six premiers juges qui composeront ce tribunal, nommeront un greffier, lequel sera à vie, & présentera un commis-greffier pour chacune des deux chambres.

## L X V I I.

LES plus âgés présideront les deux chambres du tribunal d'appel ci-dessus ; & il en fera de même dans toute l'étendue du royaume pour ceux des tribunaux de première instance qui seront composés de deux ou trois juges de paix.

## L X V I I I.

DANS toute l'étendue du royaume, l'instruction sur l'appel se fera à l'audience, & dans la forme déterminée ci-dessus ; les témoins, s'il est jugé nécessaire, y seront de nouveau entendus, & l'appelant, s'il succombe, sera condamné en l'amende ordinaire.

## L X I X.

EN cas d'appel des jugemens rendus par le tribunal de police correctionnelle, les conclusions seront données par le commissaire du roi. Dans la ville de Paris ; il sera nom-

mé par le roi un commissaire pour servir auprès du tribunal d'appel de police correctionnelle.

*Application des Confiscations & Amendes.*

L X X.

LES produits des confiscations & des amendes prononcées en police correctionnelle seront perçus par le receveur du droit d'enregistrement, & après la déduction de la remise accordée aux percepteurs, appliqués, favoir :

Un tiers aux menus frais de la municipalité & du tribunal de première instance ; un tiers à ceux des bureaux de paix & jurisprudence charitable ; & un tiers au soulagement des pauvres de la commune.

La justification de cet emploi sera faite au corps municipal, & surveillée par le directoire des assemblées administratives.

L X X I.

LES peines prononcées au présent décret, ne seront applicables qu'aux délits commis postérieurement à sa publication.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à cesdites présentes A Paris, le vingt-deux juillet mil cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*



## L O I

N.º 1130.

*Relative au recensement des Habitans & Etrangers domiciliés à Paris.*

Donnée à Paris, le 23 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 23 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE décrète que le maire de Paris sera appelé ce matin à l'assemblée, pour lui rendre compte des mesures prises par la municipalité pour le recensement des habitans & des étrangers domiciliés à Paris.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à cesdites présentes. A Paris, ce vingt-trois juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º 1131.

## L O I

*Relative à la garde des Forts , Postes & Frontières  
du côté du territoire de Porentruy.*

Donnée à Paris , le 23 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale , du 23 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE décrète que sur les gardes nationales qui se sont déjà fait inscrire dans le département du Doubs, il sera mis sur-le-champ, & en attendant la formation générale décrétée par l'assemblée, un bataillon complet en activité, lequel sera destiné à la garde des forts, postes & frontières du côté du territoire de Porentruy, sous les ordres du commandant militaire ; ordonne que le ministre de la guerre donnera des ordres en conséquence dans le plus court délai.

**M**ANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. Mandons & ordonnons pareillement à tous les officiers généraux & autres qui commandent les troupes de ligne dans les différens départemens du royaume, comme aussi à tous les officiers, sous-officiers & gendarmes de la gendarmerie nationale, de se conformer à ces présentes, & de tenir la main à leur exécution. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-trois juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

## L O I

N.º 1141.]

*Relative aux fonds à fournir provisoirement par la  
Caisse de l'Extraordinaire, pour les besoins des  
différens Hôpitaux du Royaume.*

Donnée à Paris, le 25 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 8 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, sur le rapport qui lui a été fait par ses comités des finances & de mendicité réunis, décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

IL sera destiné sur les fonds de la caisse de l'extraordinaire, une somme de trois millions pour les secours provisoires que pourront exiger les besoins pressans & momentanés des hôpitaux du royaume, laquelle sera avancée successivement à titre de prêt sur la demande des directeurs de district & de département, & des municipalités du royaume, en faveur des hôpitaux qui y sont situés, ainsi qu'il sera déterminé par les articles suivans.

## I I.

LES différentes municipalités qui réclameront ces avances

en faveur de leurs hôpitaux , ne pourront le faire sans l'avis des directoires de district & de département où elles sont situées , & seront tenues de se procurer l'acquiescement des conseils généraux de leurs communes , avec obligation de rétablir ces avances dans la caisse de l'extraordinaire ; dans les six premiers mois de l'année 1792 , par le produit des sous additionnels aux contributions foncière & mobilière , & sur les droits des patentes à imposer en 1791.

## I I I.

CES municipalités seront tenues en outre de présenter le consentement du conseil général de la commune , pour donner en garantie de ces avances & de la restitution des deniers à la caisse l'extraordinaire , le seizième qui leur revient dans le produit de la vente des biens nationaux dont elles sont soumissionnaires.

## I V.

A DÉFAUT de cette garantie du seizième qui revient aux municipalités dans le produit de la vente des biens nationaux , les hôpitaux ou les municipalités seront tenus de présenter en garantie de ces avances , sur l'avis des directoires de district & de département , les capitaux des rentes appartenant aux hôpitaux sur le trésor national , ou d'autres créances vérifiées être à la charge dudit trésor , & liquidées à la caisse l'extraordinaire , ou même les biens-fonds que pourroient posséder les hôpitaux qui sont dans le besoin ; & en faveur desquels seront faites les avances de la caisse de l'extraordinaire.

## V.

LES sommes qui seront ainsi avancées à titre de prêt aux différens hôpitaux de Paris , en remplacement provisoire des revenus dont ils sont privés par la suppression des droits d'entrée , seront rétablies à la caisse de l'extraordinaire dans les six premiers mois de l'année 1792 , sur les premiers deniers

deniers provenant des impositions qui seront ordonnées en remplacement de ces revenus ; & les créances sur le trésor national , dont lesdits hôpitaux sont propriétaires , ainsi que leurs biens-fonds , seront sur l'avis du directoire du département de Paris , reçus en garantie de la restitution de ces deniers.

## V I.

L'ÉTAT de distribution des avances qui seront faites aux hôpitaux du royaume, conformément aux dispositions déterminées dans les articles précédens, sera dressé par le ministre de l'intérieur. Cet état indiquera pour chaque hôpital une somme déterminée pour chaque mois ; & le commissaire du roi à la caisse de l'extraordinaire , ne pourra ordonner le paiement de ces avances que conformément à cet état, qui lui sera communiqué par le ministre de l'intérieur.

## V I I.

LES pièces à produire par les municipalités & les hôpitaux , à l'appui de leurs demandes , ne seront point assujéties au timbre.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux , corps administratifs & municipalités , que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs , & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à cesdites présentes. A Paris , ce vingt-cinq juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi. Signé, M. L. F. DU PORT.*

N.<sup>o</sup> 1135.

## L O I

*Relative aux Employés des hôtels de la guerre de Paris,  
Versailles, Compiègne & Fontainebleau.*

Donnée à Paris, le 25 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, R O I D E S F R A N Ç O I S : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 16 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, après avoir entendu son comité militaire sur une des parties des dépenses du département de la guerre, décrète que celle des employés des hôtels de la guerre de Paris, Versailles, Compiègne & Fontainebleau attachés à ce département, sera réduite de la somme de soixante-deux mille huit cent six livres, à celle de vingt-cinq mille livres, à compter du 25 juillet prochain.

L'état des employés conservés avec la répartition des fonds assignés à leur traitement, sera communiqué à l'assemblée nationale, & l'état des employés qui seront supprimés, sera remis par le ministre de la guerre au comité des pensions.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-cinq juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier: Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

## L O I

N<sup>o</sup> 1143.

*Relative aux Bâtimens nécessaires pour les Directoires  
des districts de Meaux, Chaumont & Forcalquier.*

Donnée à Paris, le 25 Juillet 1791.

**L**OUIS par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée Nationale, du 14 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, ouï le rapport de son comité d'emplacement, autorise,

1.<sup>o</sup> Le directoire du district de Meaux, département de Seine & Marne, à acquérir aux frais des administrés & dans les formes prescrites par les décrets pour la vente des biens nationaux, la maison des Cordeliers de la ville de Meaux & bâtimens en dépendant, renfermés & circonscrits dans les lignes tracées en jaune sur le plan qui sera joint à la minute du présent décret, pour y placer le corps administratif du district.

L'autorise également à faire prodéder à l'adjudication au rabais, des ouvrages & arrangemens intérieurs nécessaires audit emplacement, sur le devis estimatif qui en a été dressé par le sieur Cligot, architecte, le 14 mars dernier & jours suivans ; le montant de laquelle adjudication sera supporté par lesdits administrés.

Excepte de la présente permission d'acquérir, l'église, les jardin, verger, potager, luzerne, vignes & autres terrains

non renfermés dans la susdite ligne jaune tracée sur ledit plan, pour être tous ces objets exceptés, vendus séparément dans les formes ci-dessus prescrites, & le prix versé dans la caisse du district.

2.<sup>o</sup> Autorise le directoire du district de Chaumont en Vexin, département de l'Oise, à acquérir aux frais des administrés & dans les formes prescrites par les décrets de l'Assemblée nationale, la maison des Récollets de cette ville, pour y placer le corps administratif du district & le bureau de paix. L'autorise également à faire procéder à l'adjudication au rabais, des réparations & arrangemens intérieurs nécessaires, sur le devis estimatif qui en sera dressé, le montant de laquelle adjudication sera supporté par lesdits administrés.

Excepte de la présente permission d'acquérir, les terres, la petite chapelle & le jardin marqués *A*, *B*, *C* & *D* sur le plan qui sera joint à la minute du présent décret, pour être vendus séparément en la manière accoutumée; à la charge par l'adjudicataire dudit jardin & terrain marqué *C* & *D*, de laisser quarante pieds le long des bâtimens pour la conservation des jours.

3.<sup>o</sup> Autorise le directoire du district de Forcalquier, département des basses Alpes, à louer aux frais des administrés & à dire d'experts, l'aîle du côté du faubourg de la maison de la Visitation de la ville de Forcalquier, telle qu'elle est désignée au plan qui sera joint à la minute du présent décret, pour y placer le corps administratif du district.

L'autorise également à faire procéder à l'adjudication au rabais, des réparations & arrangemens intérieurs nécessaires à son établissement, sur le devis estimatif qui en a été dressé par le sieur Aubert, le 7 mai dernier; le montant de laquelle adjudication sera supporté par lesdits administrés.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent



transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-cinq juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des Décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi,*  
Signé M. L. F. DU PORT.

N.º 1142.

## L O I

*Relative aux Assignats de cinq livres.*

Donnée à Paris, le 25 Juillet 1791.

LOUIS, par la grace de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 9 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE décrète ce qui suit:

## A R T I C L E P R E M I E R.

LA caisse de l'extraordinaire versera par échange à la trésorerie les assignats de cinq livres, à mesure de leur fabrication; elle en réservera ce qui sera nécessaire à ses appoints & à l'échange des coupons d'assignats de mille livres, trois cents livres, deux cents livres, & annulera dans la même proportion des assignats de deux mille livres & mille livres remis à la caisse de gestion.

## I I.

LA trésorerie nationale, à compter du 11 de ce mois, enverra, autant qu'il sera possible, des assignats de cinq livres dans les départemens pour le paiement du culte, partie du prêt des troupes Françaises, paiement des officiers & autres dépenses des départemens.

## I I I.

LA trésorerie remettra aux différens payeurs qui sont chargés de la dette de l'État, les sommes suffisantes en assignats de cinq livres, pour payer les appoints & en

---

fournir dans les payemens jusqu'à la concurrence de cinquante livres , autant qu'il sera possible.

## I V.

IL sera présenté incessamment un projet de décret sur les moyens d'échanger de la menue monnoie contre les assignats de cinq livres.

M A N D O N S & ordonnons à tous les tribunaux , corps administratifs & municipalités , que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs , & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-cinq juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º 1140.

## L O I

*Relative aux Nantucquois établis en France, & à ceux qui désireroient y venir dans la suite.*

Donnée à Paris, le 25 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROIS DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; S A L U T. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 9 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES Nantucquois établis en France & y exerçant la pêche de la baleine, sont exceptés des dispositions du décret du 4 mars dernier, & pourront en conséquence continuer à faire venir pour leur compte, des états-unis de l'Amérique, les bâtimens propres à la pêche de la baleine, à condition toutefois de les employer à cette pêche, en remplissant d'ailleurs toutes les charges, clauses & conditions de leur établissement en France.

## I I.

IL sera aussi permis aux habitans de l'île de Nantucket, qui désireront venir s'établir en France pour se livrer à la pêche de la baleine, de s'y transporter avec tous leurs effets & bâtimens propres à ladite pêche; & ils seront admis à jouir des avantages du pavillon François & de tous ceux accordés aux pêcheurs Nantucquois déjà établis dans les ports de France, sans que leursdits navires puissent avoir aucune autre destination que celle de la pêche de la baleine.

MANDONS

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-cinq juillet mil sept cent quatre-vingt onze.

*En vertu des décrets des 21 & 23 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º 1133.

L O I

*Relative au District de Louhans , département de  
Saône & Loire.*

Donnée à Paris, le 25 Juillet 1791.

**LOUIS**, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, **ROI DES FRANÇOIS**: A tous présens & à venir ; **SALUT**. L'Assemblée nationale a décrété , & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*D É C R E T de l'Assemblée nationale, du 19 Juillet 1791.*

**L'ASSEMBLÉE NATIONALE**, ouï le rapport de son comité d'emplacement, autorise, 1.º le directoire du district de Louhans, département de Saône & Loire, à acquérir aux frais des administrés & dans les formes prescrites, la partie du jardin de l'hôpital de cette ville, énoncée dans l'avis du directoire du district, du 30 juin dernier, pour y faire les constructions nécessaires à l'établissement du corps administratif du district, du tribunal & du bureau de conciliation.

L'autorise également à employer aux frais de cette construction, les deniers provenant de la contribution volontaire des citoyens du district de Louhans, dont l'assemblée loue le zèle & le patriotisme.

2.º Autorise le directoire du district de Reims, département de la Marne, à acquérir aux frais des administrés & dans les formes prescrites, la maison de l'abbaye de Saint Denys & terrains en dépendant, renfermés dans les limites figurées sur le tracé du local qui sera joint à la minute du présent décret, pour y placer le corps administratif du district, le tribunal, les prisons, le bureau de conciliation & la gendarmerie nationale.

L'autorise pareillement à faire faire auxdits bâtimens toutes

les réparations & arrangemens intérieurs nécessaires, à l'adjudication au rabais desquels il sera procédé sur le devis estimatif qui en a été dressé par le sieur *Hurault*, inspecteur des ponts & chaussées, pour être le montant de l'adjudication, supporté par lesdits administrés.

3.<sup>o</sup> Considérant qu'il n'existe d'autres édifices nationaux dans la ville de Clamecy que la maison des Récollets, jugée nécessaire pour y transférer l'Hôtel-dieu,

Autorise le directoire du district de Clamecy, département de la Nièvre, à acquérir aux frais des administrés, de *M. de Nivernois*, moyennant la somme de 15,000 livres, prix convenu entre lui & le directoire, l'ancien auditoire de la ci-devant justice seigneuriale de Clamecy, & bâtimens en dépendant, pour y placer le corps administratif du district & le tribunal.

L'autorise pareillement à faire procéder à l'adjudication au rabais des ouvrages & arrangemens intérieurs nécessaires à ces établissemens, sur les devis estimatifs qui en ont été dressés par le sieur *Paillard*, les 13 & 18 février dernier, pour le montant de ladite adjudication être aussi supporté par lesdits administrés.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-cinq juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N<sup>o</sup> 1136.

L O I

*Relative à la libre circulation des Caisses expédiées  
en exécution des Décrets de l'Assemblée na-  
tionale.*

Donnée à Paris, le 25 Juillet 1791.

**L O U I S**, par la grâce de Dieu & par la loi constitu-  
nnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens &  
vvenir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous  
oulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 16 Juillet 1791.*

**L'ASSEMBLÉE NATIONALE** décrète que le directoire du dé-  
partement de Paris est chargé de donner tous les ordres  
nécessaires pour que les caisses expédiées en exécution des dé-  
crets de l'assemblée nationale, n'éprouvent aucun obstacle,  
& puissent être envoyées au lieu de leur destination.

**MANDONS** & ordonnons à tous les tribunaux, corps  
administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent  
transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans  
leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme  
loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été  
apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-cinq juillet mil sept  
cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le  
roi. Signé M. L. F. DU PORT.*



## L O I

N.º 1132.

*Relative aux troubles survenus dans le pays de Caux.*

Donnée à Paris, le 25 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 23 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, après avoir entendu le compte qui lui a été rendu par son comité des rapports, des événemens qui viennent d'avoir lieu dans le pays ci-devant de Caux,

Déclare qu'elle approuve la conduite des administrateurs composant le directoire du département de la Seine inférieure, & de ceux du directoire du district de Dieppe; leur enjoint d'user de tous les moyens que la loi met à leur disposition, pour l'exécution des décrets précédemment rendus sur la libre circulation des grains dans l'intérieur du royaume.

Décète, 1.º qu'il sera informé, à la diligence des accusateurs publics, & sur leur responsabilité, contre les auteurs des troubles qui ont eu lieu dans le pays de Caux, leurs fauteurs, adhérens & complices; & que les administrateurs du directoire du département du district de Dieppe, & les officiers municipaux requerront, si besoin est, la force militaire, pour faire exécuter les décrets déjà prononcés contre quelques prévenus par le tribunal du district de Dieppe.

2.º Que les administrateurs du directoire du département, prendront toutes les informations nécessaires sur la conduite tenue par les officiers municipaux des paroisses

& communautés dont les habitans ont participé à la rébellion à la loi, & en rendront incessamment compte à l'assemblée nationale ; sauf auxdits administrateurs à prendre provisoirement, à l'égard desdits officiers municipaux, toutes les mesures prescrites par les décrets pour le rétablissement de la paix & le bien de l'administration.

3.<sup>o</sup> Que les troupes de ligne & gardes nationales se conformeront aux ordres & réquisitions des corps administratifs & municipalités, & que provisoirement aucune garde nationale ne sortira de son territoire, sans une réquisition formelle des corps administratifs ou de leurs propres municipalités, provoquée par la municipalité qui a besoin d'assistance.

4.<sup>o</sup> L'assemblée nationale autorise les administrateurs du directoire du département de la Seine inférieure, à indiquer provisoirement aux ci-devant fonctionnaires publics ecclésiastiques, séculiers & réguliers, & aux ci-devant religieux, même non fonctionnaires, qui n'ont pas prêté serment, les lieux que le département jugera convenables pour la résidence desdits prêtres & religieux, sauf à rendre compte à l'assemblée nationale des mesures qu'ils auront prises à cet égard, & à être statué par elle ce qu'il appartiendra.

5.<sup>o</sup> L'assemblée nationale, d'après le témoignage du département, approuve la conduite du sieur Dauvers, qui s'est efficacement entremis pour empêcher les effets de la rébellion.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-cinq juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

## L O I

N<sup>o</sup>. 1134.

*Relative à la donation faite au Cardinal Mazarin des ci-devant comté de Ferrette & seigneuries de Bedford, Delle, Thaun, Altkirck & Issenheim.*

Donnée à Paris, le 25 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; S A L U T. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 14 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, ouï le rapport de son comité des domaines, décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

L'assemblée nationale annulle & révoque la donation faite au cardinal Mazarin des ci-devant comté de Ferrette & seigneuries de Bedford, Delle, Thaun, Altkirck & Issenheim, par lettres patentes du mois de décembre mil six cent cinquante-neuf, lesquelles demeurent aussi révoquées comme tout ce qui s'est ensuivi.

En conséquence, les domaines corporels & incorporels, droits & objets quelconques dépendant des ci-devant comtés & seigneuries sus-mentionnées, seront, en conformité de l'article X du décret du 22 novembre dernier sur la législation domaniale, régis, administrés & perçus suivant leur nature, par les préposés des régies & administrations nationales.

## I I.

Pourront les agens actuellement chargés des soins & de la manutention d'édits biens, être conservés provisoirement dans leur place par l'administration ; & ils seront susceptibles d'obtenir un remplacement dans les nouvelles régies en concurrence avec les anciens employés des fermes & régies supprimées, & avec les préposés à la perception des droits jadis levés au profit des apanagistes.

## I I I.

Pourront les titulaires d'offices de judicature, officiers municipaux, greffiers, huissiers, dans l'étendue des ci-devant comté & seigneuries, qui ont acquis lesdits offices des successeurs & ayant-cause du cardinal Mazarin, présenter leurs titres & quittances de finances au commissaire du roi, directeur de la liquidation ; & le remboursement leur en sera fait par le trésor public dans la même forme & au taux décrété pour les offices de même nature étant à la charge de l'état.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-cinq juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

## L O I

N.º 1139.

*Qui ordonne que la Trésorerie nationale fournira au département des Ponts & chaussées une somme de trois millions, & que la Caisse de l'Extraordinaire remplacera les sommes prises sur les fonds de 1791.*

Donnée à Paris, le 25 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, R O I D E S F R A N Ç O I S : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 17 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

SUR les ordonnances & sous la responsabilité du ministre de l'intérieur, il sera fourni par la trésorerie nationale au département des ponts & chaussées, aux époques successives qui seront déterminées entre le ministre & les commissaires de la trésorerie, la somme de trois millions, pour les travaux publics, appointemens, salaires & frais de conduite qui sont à la charge de la nation.

## I I.

LA caisse de l'extraordinaire remplacera à la trésorerie nationale, les sommes qui, sur les ordres du département, ont été prises sur les fonds de 1791, pour être employées au paiement de ce qui étoit dû aux divers entrepreneurs des travaux publics, pour les ouvrages exécutés en mil sept cent quatre-vingt-dix, après toutefois que le montant desdits

payemens aura été vérifié par le commissaire général de la liquidation, & fixé par un décret de l'assemblée nationale.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-cinq juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi.*  
Signé M. L. F. DU PORT.

## L O I

N.º 1137.

*Relative aux Reconnoissances définitives de liquidation  
qui se trouvent grevées d'oppositions.*

Donnée à Paris, le 25 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 16 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES reconnoissances définitives de liquidation qui se trouvant grevées d'oppositions, ne pourront être payées comptant à la caisse de l'extraordinaire, seront susceptibles d'être employées en acquisition de domaines nationaux, en conformité des articles XI & XII du décret du 30 octobre, & des articles V & X de celui des 6 & 7 novembre.

## I I.

ELLES ne seront expédiées qu'après que les parties prenantes auront justifié des acquisitions par elles faites, qui seront visées dans lesdites reconnoissances, dans lesquelles il sera en outre fait mention des noms des opposans & de la date des oppositions.

## I I I.

LES intérêts dont les créances liquidées seront susceptibles, aux termes des décrets, seront calculés & compris dans lesdites reconnoissances.

## I V.

LESDITES reconnoissances ne pourront être reçues au paiement des domaines nationaux, qu'après que le porteur aura notifié aux créanciers opposans l'acquisition par lui faite, avec sommation à comparoître à jour & heure fixes chez le trésorier du district, pour y assister par eux ou leurs procureurs fondés, à l'emploi de ladite reconnoissance, & au transport de leurs droits, privilèges & hypothèques.

## V.

LE trésorier du district qui recevra lesdites reconnoissances en paiement, les retirera quittancées par le propriétaire ou son fondé de procuration, & sera tenu de les viser dans la quittance qu'il délivrera, & d'y faire mention du nom des créanciers opposans, de la sommation qui leur aura été faite, & de leur présence ou défaut de comparution; & se conformera en outre à ce qui lui est prescrit par l'article VII du décret du 30 décembre,

## V I.

LESDITES reconnoissances ne pourront être employées qu'à la charge de payer la totalité d'un ou de plusieurs domaines nationaux, afin qu'en aucun cas l'hypothèque des créanciers ne soit atténuée par le privilège de la nation sur les biens vendus.

## V I I.

LES droits, privilèges & hypothèques des créanciers, passeront sur le domaine acquis sans novation, en conformité de l'article XII du décret du 30 octobre.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-cinq juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier.* Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.



## L O I

N.<sup>o</sup> 1138.

*Relative aux maîtres Papetiers & à leurs Ouvriers.*

Donnée à Paris, le 26 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit.

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 26 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, ouï le rapport de son comité des finances & des assignats, décrète provisoirement ce qui suit :

Les compagnons & ouvriers papetiers ne pourront quitter leurs maîtres pour aller chez d'autres, qu'ils ne les aient avertis six semaines auparavant, en présence de deux témoins, à peine de cent livres d'amende payables par corps contre les compagnons & ouvriers, & de trois cents livres également payables par corps contre les maîtres-fabricans qui recevroient à leur service & engageroient aucuns compagnons & ouvriers, qu'ils ne leur aient représenté le congé par écrit du dernier maître chez lequel ils ont travaillé, ou du juge des lieux, en cas de refus mal fondé de la part du maître. Seront aussi tenus les maîtres d'avertir lesdits compagnons & ouvriers en présence de deux témoins, six semaines avant de les renvoyer, à peine de leur payer, & même par corps, leurs gages & nourriture, ou le prix de leurs journées pendant lesdites six semaines. Charge le pouvoir exécutif d'enjoindre aux corps administratifs de faire exécuter le présent décret, & autorise les commissaires de l'assemblée nationale dans les manufactures de Courtalain & du Marais, où se fabrique le papier des assignats, à veiller à son exécution, & même à requérir au besoin la force publique.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes il fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-six juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier: Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

## L O I

N<sup>o</sup>. 1151.

*Relative aux Religieux des différentes Maisons  
situées dans le département du bas Rhin.*

Donnée à Paris, le 27 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 17 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE confirme en son entier l'arrêté du directoire du département du bas Rhin, du 12 juillet présent mois, & dont la teneur suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

Tous les religieux, de quelque ordre qu'ils soient, tant ceux qui ont déclaré vouloir vivre en commun, que ceux qui ont annoncé la résolution de rentrer dans le monde, & ceux qui n'ont fait aucune déclaration, seront réunis dans la ville de Strasbourg, où ils seront tenus de se rendre dans la huitaine qui suivra la publication du présent arrêté.

## I I.

CHACUN desdits religieux qui aura déclaré vouloir continuer la vie commune, se présentera à son arrivée devant la municipalité, & déclarera de nouveau s'il entend persister dans la même résolution.

## I I I.

IL fera fourni à ceux qui préféreront de vivre en commun, des maisons propres à les loger, & où ils pourront continuer leurs exercices religieux.

## I V.

Tous ceux qui auront préféré la vie privée , seront libres de se loger dans la ville à leurs frais , de telle manière qu'ils jugeront convenable.

## V.

LE mobilier des maisons que les religieux quitteront , fera transféré à Strasbourg , pour en être fait tel emploi que les circonstances pourront exiger.

## V I.

LES religieux vivant dans le monde , ainsi que ceux qui auront adopté la vie commune , ne pourront quitter ladite ville de Strasbourg sans un passe-port spécial.

## V I I.

CEUX qui ont prêté le serment prescrit par la loi sur la constitution civile du clergé , pour remplir des fonctions publiques ecclésiastiques , seront exceptés des dispositions de l'article I<sup>er</sup>.

## V I I I.

CEUX qui prêteront le serment après s'être rendus à Strasbourg , seront libres d'aller où bon leur semblera.

## I X.

Tous les curés & vicaires qui n'ont pas encore prêté le serment , ainsi que les supérieurs , directeurs , préfets , procureurs , professeurs & régens des collèges & séminaires de Strasbourg & Molsheim , au remplacement desquels il aura déjà été pourvu , ainsi que les ci-devant chanoines , prébendés , soumissaires , prémissaires , & tous autres ecclésiastiques tant séculiers que réguliers , seront tenus de se rendre également dans la ville de Strasbourg , dans le même délai de huitaine ci-dessus fixé , & les dispositions des articles IV , VI , VII & VIII , leur seront communes.

## X.

CEUX desdits religieux, fonctionnaires publics & autres mentionnés dans les articles précédens, qui ne se rendront point à Strasbourg dans le délai de huitaine, à compter de la publication du présent arrêté, y seront transférés par la force publique, à la diligence du procureur-général-syndic & des procureurs-syndics de districts.

## X I.

SERONT tenues les municipalités des lieux du domicile desdits religieux & fonctionnaires publics, de veiller à la sûreté de leurs personnes & de leurs effets, ainsi qu'au transport qui devra en être fait à Strasbourg.

## X I I.

M. l'évêque du bas Rhin remplacera par *interim*, sur les réquisitions des corps administratifs ou des municipalités, par des prêtres à son choix, à titre de desservans provisoires, ceux des fonctionnaires publics ecclésiastiques au remplacement desquels il n'auroit pas encore été pourvu, & qui ont refusé de prêter le serment prescrit par la loi.

## X I I I.

AUSSITÔT après leur remplacement, lesdits fonctionnaires publics seront tenus de se rendre à Strasbourg, conformément aux dispositions des articles précédens, qui leur seront également appliqués.

## X I V.

POURRONT néanmoins ceux desdits ecclésiastiques, tant séculiers que réguliers, qui ne voudront pas se rendre à Strasbourg, se retirer dans l'intérieur du royaume, à quinze lieues des frontières, à défaut de quoi ils seront conduits à Strasbourg, aux termes des articles précédens.

## X V.

ET sera le présent arrêté imprimé dans les deux langues,  
Tome V P p p

adressé aux directoires des districts, & par ceux-ci envoyé à toutes les municipalités du département, pour être lu, publié & affiché par-tout où besoin sera, pour que personne n'en puisse prétendre cause d'ignorance.

Et ont les corps administratifs arrêté que la délibération ci-dessus sera adressée à l'assemblée nationale, en la suppliant de rendre, le plutôt possible, un décret par lequel,

1.<sup>o</sup> Elle approuvera les mesures provisoirement prises par ses commissaires, de concert avec les corps administratifs du département du bas Rhin, relativement au transport à Strasbourg, des moines & religieux vivant en communauté, des curés, vicaires & professeurs non assermentés au remplacement desquels il a été pourvu; comme aussi celles concernant les moines & religieux qui auront opté la vie commune, les chanoines, chapelains & autres prêtres généralement quelconques qui auront un domicile dans le département; ordonnera qu'elles recevront leur pleine & entière exécution, enjoindra aux municipalités d'y tenir la main, à peine d'en être responsables.

2.<sup>o</sup> Ordonnera que tout les moines & religieux du département du bas Rhin, tenant à Strasbourg la vie commune, seront transférés dans le délai de quinzaine, dans la ci-devant abbaye de Clairvaux, ou dans telle autre maison qu'il plaira au corps législatif de désigner; qu'à cet effet, il sera expédié aux départemens respectifs les ordres nécessaires pour leur translation, leur réception & leur établissement.

3.<sup>o</sup> Que les ecclésiastiques, tant réguliers que séculiers; qui n'auront pas prêté le serment prescrit par le décret sur la constitution civile du clergé, seront tenus, dans la huitaine, de se retirer dans l'intérieur de la France, à quinze lieues des frontières, à peine de désobéissance à la loi. Et ont tous les membres présens signé sur les registres.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE décrète :

1.<sup>o</sup> Le comité ecclésiastique proposera aux religieux qui auront préféré la vie commune, des maisons dans l'intérieur

du royaume, dans lesquelles ils seront tenus de se retirer définitivement.

2.<sup>o</sup> Ceux des religieux qui auront préféré la vie particulière, seront tenus de quitter le costume de leur ci-devant ordre, & de se retirer dans l'intérieur du royaume, à la distance de trente lieues des frontières. Ceux des ecclésiastiques qui n'ont pas prêté le serment, seront pareillement tenus de se retirer à trente lieues des frontières.

3.<sup>o</sup> Ils seront tenus de déclarer avant leur départ, à la municipalité du lieu dans lequel ils sont actuellement résidens, le lieu dans lequel ils entendent se retirer, & de faire à leur arrivée audit lieu, leur déclaration à la municipalité.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-sept juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier: Pour le roi.*  
Signé M. L. F. DU PORT.

N.<sup>o</sup> 1150.

## L O I

*Relative à la menue Monnoie d'argent, décrétée le  
11 janvier dernier.*

Donnée à Paris, le 28 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 11 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE considérant que l'exécution de son décret du 11 janvier, relativement à l'émission d'une menue monnaie d'argent, feroit dans les circonstances actuelles susceptible d'inconvéniens s'il n'y étoit apporté quelque modification, après avoir entendu son comité des monnoies, décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

CONFORMÉMENT au décret du 11 janvier, les pièces de trente sous contiendront en grains de fin la moitié de l'écu, & celles de quinze sous le quart de l'écu.

## I I.

NÉANMOINS chacune desdites pièces fera alliée dans la proportion de huit deniers d'argent fin, avec quatre deniers de cuivre.

## I I I.

LE graveur général préparera sans délai les poinçons nécessaires à cette fabrication, aux types décrétés le 11 avril dernier ; de sorte que dans trois semaines au plus



tard de la publication du présent décret, la fabrication soit en activité.

## I V.

L'ARGENTERIE des églises supprimées & déposées dans les hôtels des monnoies, sera d'abord employée à cette fabrication ; elle sera continuée ensuite avec les matières que se procure le trésor public pour la fabrication des écus, dont il ne sera fabriqué que pour les besoins indispensables, jusqu'à ce que l'émission de la menue monnaie soit déclarée suffisante par un décret du corps législatif.

## V.

TOUTE personne qui apportera à la monnaie des matières d'argent, recevra sans aucune retenue la même quantité de grains de fin en monnaie fabriquée.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-huit juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º 1148.

## L O I

*Relative à l'avancement des Lieutenans-colonels des  
Troupes provinciales.*

Donnée à Paris, le 28 juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 2 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE décrète ce qui suit :

Les lieutenans-colonels qui commandoient depuis dix ans des bataillons de garnison de troupes provinciales, réformées par les précédens décrets, seront susceptibles d'être faits maréchaux-de-camp, & d'obtenir ce grade conformément aux décrets des 15 février & 3 mars derniers.

**M**ANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-huit juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi.*  
*Signé, M. L. F. DU PORT.*

## L O I

N.º 1156.

*Relative aux Fers & autres objets venant du village des Hayons, principauté de Sedan.*

Donnée à Paris, le 28 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 23 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, après avoir entendu le rapport de son comité d'agriculture & de commerce, décrète que les fers & autres objets qui passeront du village des Hayons, situé à trois lieues des frontières de la ci-devant principauté de Sedan, dans l'enceinte des barrières, & tout ce qui sortira du royaume par ledit village, seront soumis aux droits & aux prohibitions réglées par la loi du 15 mars dernier, sans rien préjuger relativement à la souveraineté sur ledit village.

Permet cependant de faire sortir en exemption de droits, jusqu'au premier janvier 1793, pour les fabriques dudit village, une quantité de vieux fers proportionnée à celle des fers platinés qui seront apportés desdites fabriques dans le royaume.

**M A N D O N S** & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-huit juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier: Pour le roi. Signé, M. L. F. DU PORT.*

N<sup>o</sup>. 1152.

## L O I

*Relative aux frais des estimations des Domaines nationaux.*

Donnée à Paris, le 28 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée Nationale, du 18 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, ouï le rapport de ses comités d'aliénation & des finances réunis, décrète :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES administrateurs des districts feront dresser des états des frais causés par les estimations & ventes des domaines nationaux, autres que ceux dont l'assemblée nationale a décrété l'aliénation en faveur des municipalités. Ledit état portera distinction des frais des ventes déjà consommées, & de celles qui ne le sont pas encore, la date & le prix des adjudications des ventes consommées.

Les états ainsi dressés seront envoyés aux directoires de départemens, qui seront tenus d'y mettre leur vu, & d'y joindre les observations détaillées dont ils seront susceptibles; de les adresser ensuite au comité d'aliénation, sur le rapport duquel l'assemblée nationale décrètera le paiement des sommes qui seront légitimement dues.

En conséquence, & en conformité du décret de l'assemblée, les commissaires de la trésorerie feront passer aux receveurs de district les sommes nécessaires pour le paiement des

des frais ; & le remboursement desdites sommes sera fait à la trésorerie nationale , par la caisse de l'extraordinaire , sur une ordonnance du commissaire-administrateur de ladite caisse.

A l'avenir , les administrateurs de district enverront aux directoires de département , & ceux-ci au comité d'aliénation , avec les procès-verbaux d'adjudication qu'ils lui feront passer , aux termes du décret du 3 novembre 1790 , les états des frais desdites ventes ; à la fin de chaque mois il sera fait un relevé desdits frais , & ils seront payés de la même manière qu'il vient d'être dit pour les frais faits jusqu'à ce jour.

## I I.

LES directoires de districts dresseront pareillement des états de tous les frais & avances qu'ils ont été nécessités de faire pour l'administration des domaines nationaux , frais de culture & autres de tout genre ; ils enverront lesdits états aux directoires de leurs départemens , qui y mettront leur vu , & y joindront les observations détaillées dont ils leur paroîtront susceptibles. Les directoires des départemens adresseront les états qu'ils auront reçus des districts & les observations qu'ils y auront faites , au comité d'aliénation , qui en rendra compte à l'assemblée nationale ; & sur le décret qu'elle prononcera , les commissaires de la trésorerie nationale feront passer aux receveurs des districts , les sommes nécessaires pour le remboursement des frais & dépenses légitimement dus. La caisse de l'extraordinaire fera le remplacement des sommes fournies par la trésorerie nationale , de la manière qu'il a été ordonné par l'article précédent.

## I I I.

EN attendant l'exécution des dispositions portées par les articles précédens , les commissaires de la trésorerie feront , par provision , verser entre les mains des receveurs des districts , un à-compte d'un pour cent des estimations faites dans les différens districts , & comprises dans l'état imprimé par

ordre de l'assemblée, d'après les bordereaux envoyés au comité d'aliénation, jusqu'au 15 mai dernier, & ce, dans la même proportion pour laquelle chaque district est employé dans ledit état. Les fonds envoyés par la trésorerie nationale, en exécution du présent article, seront remplacés par la caisse de l'extradinaire, ainsi qu'il a été dit dans l'article premier.

#### I V.

L'ASSEMBLÉE nationale renouvelant les défenses portées par le décret du 3 décembre 1790, contre tout emploi des assignats & autres fonds qui rentrent dans les caisses de districts, autre que celui qui est réglé par les décrets de l'assemblée, décrète que lesdits assignats seront envoyés, soit au trésorier de l'extraordinaire, soit à la trésorerie nationale, selon la destination qui en est faite par les différens décrets de l'assemblée, à peine contre les administrateurs ou tous autres qui intervertiroient la destination & l'envoi des assignats & fonds publics, d'en répondre en leur propre nom.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-huit juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi.*  
Signé M. L. F. DU PORT.

## L O I

N<sup>o</sup>. 1154.

*Relative à la fabrication de la nouvelle Monnoie de cuivre.*

Donnée à Paris, le 28 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 18 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LE cuivre résultant des expériences faites sur le métal des cloches en présence des commissaires des comités des monnoies & des finances, sera incessamment porté à l'hôtel des monnoies, pour y être fabriqué & réduit en monnoie.

## I I.

IL fera procédé à de nouveaux travaux de dépuration du métal des cloches, sous la surveillance des mêmes comités, lesquels tiendront note exacte des dépenses & résultats.

## I I I.

Le département de Paris délivrera les cloches nécessaires à ces opérations.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à cesdites présentes. A Paris, le vingt-huit juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier: Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*



---

L O IN.º 1158.

---

*Relative aux Mines.*

Donnée à Paris, le 28 Juillet 1791.

**LOUIS**, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ;  
SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, des 27 Mars, 15 Juin  
& 12 Juillet 1791.*

**L'ASSEMBLÉE NATIONALE**, après avoir entendu le rapport qui lui a été fait au nom de ses comités réunis des finances, d'agriculture & de commerce, des domaines & des impositions, décrète comme article constitutionnel ce qui suit :

---

T I T R E P R E M I E R.*Des Mines en général.*

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES mines & minières, tant métalliques que non métalliques, ainsi que les bitumes, charbons de terre ou de pierre & pyrites, sont à la disposition de la nation ; en ce sens seulement, que ces substances ne pourront être exploitées que de son consentement & sous sa surveillance, à la charge d'indemniser, d'après les règles qui seront prescrites, les propriétaires de la surface, qui jouiront en outre de celles de ces mines qui pourront être exploitées, ou à tranchée ouverte, ou avec fosse & lumière, jusqu'à cent pieds de profondeur seulement.

## I I.

IL n'est rien innové à l'extraction des fables , craies , argiles , marnes , pierres à bâtir , marbres , ardoises , pierres à chaux & à plâtre , tourbes , terres vitrioliques , ni de celles contenues sous le nom de cendres , & généralement de toutes substances autres que celles exprimées dans l'article précédent , qui continueront d'être exploitées par les propriétaires sans qu'il soit nécessaire d'obtenir aucune permission.

Mais à défaut d'exploitation de la part des propriétaires , des objets énoncés ci-dessus , & dans le cas seulement de nécessité pour les grandes routes ou pour des travaux d'une utilité publique , tels que ponts , chaussées , canaux de navigation , monumens publics , ou tous autres établissemens & manufactures d'utilité générale , lesdites substances pourront être exploitées , d'après la permission du directoire du département , donnée sur l'avis du directoire du district , par tous entrepreneurs ou propriétaires desdites manufactures , en indemnifiant le propriétaire , tant du dommage fait à la surface , que de la valeur des matières extraites , le tout de gré à gré , ou à dire d'experts.

## I I I.

LES propriétaires de la surface auront toujours la préférence & la liberté d'exploiter les mines qui pourroient se trouver dans leurs fonds , & la permission ne pourra leur en être refusée lorsqu'ils la demanderont.

## I V.

LES concessionnaires actuels , ou leurs cessionnaires qui ont découvert les mines qu'ils exploitent , seront maintenus jusqu'au terme de leur concession qui ne pourra excéder cinquante années , à compter du jour de la publication du présent décret.

En conséquence , les propriétaires de la surface , sous prétexte d'aucune des dispositions contenues aux articles

premier & second, ne pourront troubler les concessionnaires actuels dans la jouissance des concessions, lesquelles subsisteront dans toute leur étendue si elles n'excèdent pas celle qui sera fixée par l'article suivant ; & dans le cas où elles excéderaient cette étendue, elles y seront réduites par les directoires des départemens, en retranchant sur la désignation des concessionnaires, les parties les moins essentielles au x exploitations.

## V.

L'ÉTENDUE de chaque concession sera réglée, suivant les localités & la nature des mines, par les départemens, sur l'avis des directoires de district ; mais elle ne pourra excéder six lieues quarrées. La lieue qui servira de mesure, sera celle de vingt-cinq au degré, de deux mille deux cent quatre-vingt-deux toises.

## V I.

LES concessionnaires dont la concession a eu pour objet des mines découvertes & exploitées par des propriétaires, seront déchus de leur concession, à moins qu'il n'y ait eu de la part desdits propriétaires, consentement libre, légal, & par écrit formellement confirmatif de la concession ; sans quoi lesdites mines retourneront aux propriétaires qui les exploitoient avant lesdites concessions, à la charge par ces derniers de rembourser, de gré à gré ou à dire d'experts, aux concessionnaires actuels, la valeur des ouvrages & travaux dont ils profiteront. Quand le concessionnaire aura rétrocédé au propriétaire, le propriétaire ne sera tenu envers le concessionnaire, qu'au remboursement des travaux faits par le concessionnaire, desquels le propriétaire pourra profiter.

## V I I.

LES prorogations de concessions, seront maintenues pour le terme fixé par l'art. IV, ou annulées, selon que les mines

qui en sont l'objet, se trouveront de la nature de celles mentionnées aux articles IV & VI du présent décret.

### V I I I.

TOUTE concession ou permission d'exploiter une mine, sera accordée par le département, sur l'avis du directoire du district dans l'étendue duquel elle se trouvera située; & ladite permission ou concession ne sera exécutée qu'après avoir été approuvée par le roi, conformément à l'article V de la section III du décret du 22 décembre 1789, sur les assemblées administratives.

### I X.

Tous demandeurs en concessions ou en permissions, seront tenus de justifier de leurs facultés, des moyens qu'ils emploieront pour assurer l'exploitation, & de quels combustibles ils prétendront se servir, lorsqu'il s'agira de l'exploitation d'une mine métallique.

### X.

NULLE concession ne pourra être accordée qu'auparavant le propriétaire de la surface n'ait été requis de s'expliquer, dans le délai de six mois, s'il entend ou non procéder à l'exploitation, aux mêmes clauses & conditions imposées aux concessionnaires. Cette réquisition sera faite à la diligence du procureur-syndic du département où se trouvera la mine à exploiter.

Dans le cas d'acceptation par le propriétaire de la surface, il aura la préférence, pourvu toutefois que sa propriété seule, ou réunie à celle de ses associés, soit d'une étendue propre à former une exploitation. Auront également la préférence sur tous autres, excepté les propriétaires, les entrepreneurs qui auront découvert des mines, en vertu de permission à eux accordée par l'ancienne administration, en se conformant aux dispositions contenues au présent décret.

## X I.

TOUTES demandes en concessions ou permissions, qui seront faites par la suite, seront affichées dans le chef-lieu du département, proclamées & affichées dans le lieu du domicile du demandeur, ainsi que dans les municipalités que cette demande pourra intéresser ; & lesdites affiches & proclamations tiendront lieu d'interpellation à tous les propriétaires.

## X I I.

LORSQUE les concessions ou permissions auront été accordées, elles seront de même rendues publiques par affiches & proclamations, à la diligence du procureur-syndic du département.

## X I I I.

LES limites de chaque concession accordée, seront tracées sur une carte ou plan levé aux frais du concessionnaires, & il en sera déposé deux exemplaires aux archives du département.

## X I V.

TOUT concessionnaire sera tenu de commencer son exploitation au plus tard six mois après qu'il aura obtenu la concession, passé lequel temps elle sera regardée comme non-avenue, & pourra être faite à un autre, à moins que ce retard n'ait une cause légitime, vérifiée par le directoire du district, & approuvée par celui du département.

## X V.

UNE concession sera annulée par une cessation de travaux pendant un an, à moins que cette cessation n'ait eu des causes légitimes, & ne soit approuvée par le directoire du département, sur l'avis du directoire du district auquel le concessionnaire sera tenu d'en justifier. Il en sera de même des anciennes concessions maintenues, dont l'exploitation

n'aura pas été suivie pendant un an sans cause légitime, également constatée.

### X V I.

POURRONT les concessionnaires renoncer à la concession qui leur aura été faite, en donnant, trois mois d'avance, avis de cette renonciation au directoire du département.

### X V I I.

A LA fin de chaque concession, ou dans le cas d'abandon, le concessionnaire ne pourra détériorer ses travaux ; en conséquence, il ne pourra vendre que les minéraux extraits, les machines, bâtimens & matériaux existant sur l'exploitation, mais jamais enlever les échelles, étais, charpentes ou matériaux nécessaires à la visite & à l'existence des travaux intérieurs de la mine, dont alors il fera fait un état double, qui sera déposé aux archives du département.

### X V I I I.

S'IL se présente de nouveaux demandeurs en concessions ou permissions, pour continuer l'exploitation d'une mine abandonnée, ils seront tenus de rembourser aux anciens concessionnaires la valeur des échelles, étais, charpentes, matériaux, & de toutes machines qui auront été reconnues nécessaires pour l'exploitation de la mine, suivant l'estimation qui en sera faite de gré à gré, sinon par experts, gens de l'art, qui auront été choisis par les parties ou nommés d'office.

### X I X.

LE droit d'exploiter une mine, accordé pour cinquante ans ou moins, expirant, les mêmes entrepreneurs qui auront fait exploiter par eux-mêmes ou par ouvriers à forfaits, seront sur leurs demandes, admis de préférence à tous autres, excepté cependant les propriétaires qui seront dans le cas prévu par l'article X, au renouvellement de la concession,

pourvu toutefois qu'il soit reconnu que lesdits concessionnaires ont bien fait valoir l'intérêt public qui leur étoit confié; ce qui aura lieu tant pour les anciennes concessions maintenues que pour les nouvelles.

## X X.

LES concessionnaires actuels, ou leurs cessionnaires qui ont découvert les mines qu'ils exploitent, & qui sont maintenus aux termes de l'article IV, ainsi que ceux qui le seront conformément à l'article VI, seront obligés d'indemniser les propriétaires de la surface, si fait n'a été, & ce dans le délai de six mois, à compter du jour de la publication du présent décret.

## X X I.

L'INDEMNITÉ dont il vient d'être parlé, ainsi que celle mentionnée dans l'article I<sup>er</sup> du présent décret, s'entend seulement des non-jouissances & dégâts occasionnés dans les propriétés par l'exploitation des mines, tant à raison des chemins que des lavoirs, fuite des eaux & tout autre établissement de quelque nature qu'il soit, dépendant de l'exploitation, sans cependant que ladite indemnité puisse avoir lieu lorsque les eaux seront parvenues aux ruisseaux, fleuves & rivières.

## X X I I.

CETTE indemnité aura pour base le double de la valeur intrinsèque de la surface du sol qui sera l'objet desdits dégâts & non-jouissances. L'estimation en sera faite de gré à gré, ou à dire d'experts, si mieux n'aiment les propriétaires recevoir en entier le prix de leur propriété, dans le cas où elle n'excéderoit pas dix arpens, mesure de Paris, & ce, sur l'estimation qui en sera faite à l'amiable, ou à dire d'experts.

## X X I I I.

LES concessionnaires ne pourront ouvrir leurs fouilles

dans les enclos murés, ni dans les cours, jardins, prés, vergers & vignes, attenant aux habitations dans la distance de deux cents toises, que du consentement des propriétaires de ces fonds, qui ne pourront dans aucun cas être forcés à le donner.

#### X X I V.

LES concessionnaires demeureront civilement responsables des dégats, dommages & désordres occasionnés par leurs ouvriers, conducteurs & employés.

#### X X V.

LORSQU'IL sera nécessaire à une exploitation d'ouvrir des travaux de secours dans un canton ou exploitation du voisinage, l'entrepreneur en demandera la permission au directoire du département, pourvu que ce ne soit pas pour extraire des minéraux provenant de ce nouveau canton; mais pour y étendre des travaux nécessaires, tels que galerie d'écoulement, chemins, prise d'eau ou passage des eaux, & autres de ce genre, à la charge de ne point gêner les exploitations y existant, & d'indemniser les propriétaires de la surface.

#### X X V I.

SERONT tenus les anciens concessionnaires maintenus & ceux qui obtiendront à l'avenir des concessions ou permissions, savoir: les premiers dans six mois pour tout délai, à compter du jour de la publication du présent décret, & les derniers, dans les trois premiers mois de l'année, qui suivront celle où leur exploitation aura commencé, de remettre aux archives de leur département respectif, un état double détaillé & certifié véritable, contenant la désignation des lieux où sont situées les mines qu'ils font exploiter, la nature de la mine, le nombre d'ouvriers qu'ils employent à l'exploitation, les quantités de matières extraites, & si ce sont des charbons de terre, ce



qu'ils en font tirer par mois, ensemble les lieux où s'en fait la principale consommation, & le prix desdits charbons; & de continuer à faire ladite remise avant le premier décembre de chaque année, & de joindre audit état un plan des ouvrages existans & des travaux faits dans l'année.

## X X V I I.

TOUTES contestations relatives aux mines, demandes en règlement d'indemnité, & toutes autres sur l'exécution du présent décret, seront portées par-devant les juges de paix ou les tribunaux de district, suivant l'ordre de compétence, & d'après les formalités prescrites par les décrets sur l'ordre judiciaire; sans que cependant il puisse être donné aucune suite aux procédures criminelles, commencées depuis le 14 juillet 1789, contre les auteurs des dégâts commis dans des concessions de mines, lesquelles procédures seront civilisées, & les informations converties en enquêtes, à l'effet par les entrepreneurs de poursuivre par la voie civile, la réparation des dommages faits à leur concession, & la réintégration en icelle, s'il y a lieu, aux termes des articles IV & VI du présent décret.

## T I T R E I I.

*Des Mines de Fer.*

## A R T I C L E P R E M I E R.

LE droit accordé aux propriétaires par l'article premier du titre premier du présent décret, d'exploiter à tranchée ouverte, ou avec fosse & lumière jusqu'à cent pieds de profondeur, les mines qui se trouveront dans l'étendue de leurs propriétés, devant être subordonné à l'utilité générale, ne pourra s'exercer pour les mines de fer que sous les modifications suivantes.

## I I.

IL ne pourra à l'avenir être établi aucune usine pour la fonte des minerais , qu'en suite d'une permission qui sera accordée par le corps législatif, sur l'avis du département dans l'étendue duquel cet établissement sera projeté.

## I I I.

TOUTES les formalités prescrites par les articles XII & XIII du titre premier, pour la concession des mines à exploiter, seront exécutées pour la permission d'établir de nouvelles usines.

## I V.

TOUT demandeur en permission d'établir un ou plusieurs fourneaux ou usines, sera tenu de désigner le lieu où il prétend former son établissement, les moyens qu'il a de se procurer les minerais, & l'espèce de combustibles dont il prétend se servir pour alimenter ses fourneaux.

## V.

S'IL y a concurrence entre les demandeurs, la préférence sera accordée aux propriétaires ayant dans leurs possessions des minerais & des combustibles; au défaut de ces propriétaires, & à moyens égaux d'ailleurs, la permission d'établir l'usine sera accordée au premier demandeur en date.

## V I.

LA permission d'établir une usine pour la fonte des minerais, emportera avec elle le droit d'en faire des recherches, soit avec des sondes à ce destinées, soit par tout autre moyen praticable, sauf dans les lieux exceptés par l'article XXII de titre premier, ainsi que dans les champs & héritagesensemencés ou convertis de fruits.

## V I I.

LES maîtres de forges ou usines avertiront, un mois

d'avance , les propriétaires des terrains qu'ils voudront sonder , & leur payeront de gré à gré , ou à dire d'experts , les dommages que cette opération pourroit causer.

## V I I I.

D'APRÈS la connoissance acquise du minéral , les maîtres d'usine en donneront légalement avis aux-propriétaires.

## I X.

LORSQUE le maître de forge aura besoin pour le service de ses usines, des minerais qu'il aura reconnus précédemment, il en prévendra les propriétaires, qui, dans le délai d'un mois à compter du jour de la notification pour les terres incultes ou en jachère, & dans le même délai à compter du jour de la récolte, pour celles qui serontensemencées ou disposées à l'être dans l'année , seront tenus de faire eux-mêmes l'extraction desdits minerais.

## X.

SI après l'expiration de ce délai , les propriétaires ne font pas l'extraction dudit minéral , ou s'ils l'interrompent ou ne la suivent pas avec l'activité qu'elle exige, les maîtres d'usine se feront autoriser à y faire procéder eux-mêmes; & à cet effet ils se pourvoiront pardevant les tribunaux , ainsi qu'il est prescrit par l'article XXVI du titre premier.

## X I.

LORSQUE les propriétaires feront l'extraction du minéral pour le vendre aux maîtres d'usine, le prix en sera réglé entr'eux de gré à gré , ou par experts choisis ou nommés d'office , lesquels auront égard aux localités & aux frais d'extraction , ainsi qu'aux dégâts qu'elle a occasionnés.

## X I I.

LORSQUE, sur le refus des propriétaires , les maîtres d'usine auront fait extraire le minéral, le prix en sera déterminé ainsi qu'il est annoncé en l'article précédent.

## X I I I.

INDÉPENDAMMENT du prix du minéral lavé, qui sera payé aux propriétaires par le maître de forge, celui-ci sera tenu d'indemniser lesdits propriétaires, soit à raison de la non-jouissance des terrains, soit pour les dégâts qui seront faits à la superficie, de gré à gré ou à dire d'experts.

## X I V.

LE maître d'usine cessant de jouir de la faculté qui lui aura été accordée d'extraire du minéral, sera tenu de remettre les terrains en état de culture, avec la charrue destinée au labourage; & dans le cas où l'extraction se seroit faite dans des vignes ou prés, il sera également tenu de les remettre en état de culture & de production, & l'indemnité sera réglée en conséquence par les experts, si les parties ne l'ont déterminée entr'elles.

## X V.

NE pourront les maîtres de forges faire aucune exploitation ou fouilles dans les bois & forêts, sans avoir, indépendamment des formalités prescrites par les articles VII, VIII & IX du présent titre, indemnisé préalablement les propriétaires, de gré à gré, ou à dire d'experts choisis ou nommés d'office, lesquels experts seront obligés, dans leur estimation, d'avoir égard à la valeur superficielle desdits bois & forêts, & au retard qu'éprouvera le recru; & lesdits maîtres de forges seront tenus de laisser au moins vingt arbres ou baliveaux de la meilleure venue, par arpent, & de ne leur causer aucun dommage ni dégradation, sous les peines portées par les ordonnances. Ne pourront au surplus lesdits maîtres de forges faire des fouilles dans l'étendue de plus d'un arpent par chaque année; & l'exploitation finie, ils nivelleront le terrain, le plus que faire se pourra, & repiqueront de glands ou sèmis les places endommagées par l'extraction de la mine.

## X V I.

## X V I.

S'IL étoit reconnu par experts qu'il fût impossible de remettre en culture certaines places de terrain où les fouilles & extractions des minerais auroient été faites, l'entrepreneur dédommagera le propriétaire, à proportion de la moins value de son terrain occasionnée par l'extraction, soit de gré à gré, soit à dire d'experts.

## X V I I.

LA mine extraite de la terre pourra être lavée & transportée en toute saison, à charge par les maîtres de forges, de dédommager ceux sur la propriété desquels ils établiront des patouillerts ou lavoirs, des chemins pour le transport ou charrois, ainsi qu'il est prescrit par l'article XX du titre I.<sup>er</sup> sans cependant que le transport puisse s'en faire à travers les héritages ensemencés.

## X V I I I.

LES maîtres de forges se concerteront avec les propriétaires, le plus que faire se pourra, pour établir leurs patouillerts & lavoirs de manière à ne causer aucun préjudice aux propriétés voisines ou inférieures; & s'il résulteroit quelques dommages de ces établissemens, les maîtres d'usine seront tenus d'indemniser les propriétaires, soit de gré à gré, soit à dire d'experts; mais lesdits lavoirs ne pourront être établis dans des champs & héritages couverts de fruits.

## X I X.

LES maîtres de forges actuellement existans, seront tenus de se conformer, à compter du jour de la publication du présent décret, à toutes les dispositions en ce qui les concerne.

## X X.

DANS le cas où les propriétaires voudroient continuer les fouilles ou extractions des mines de fer, qui s'exploitent avec

fosse & lumière jusqu'à cent pieds de profondeur, déjà commencées par les maîtres de forges, ils seront tenus de rembourser à ces derniers les dépenses qu'ils justifieront légalement avoir faites pour parvenir auxdites extractions.

## X X I.

SERA le présent décret adressé incessamment aux départemens, pour être exécuté comme loi du royaume.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état à été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-huit juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

## L O I

N.º 1145.

*Relative à la Gendarmerie nationale.*

Donnée à Paris, le 28 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 22 Juillet 1791.*

*ARTICLES additionnels sur la Gendarmerie nationale.*

**L'**ASSEMBLÉE nationale décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

IL sera fourni par le ci-devant commandant de la compagnie de robe-courte, un état des furnuméraires employés dans ladite compagnie à la date du 1.<sup>er</sup> janvier 1791, & cet état sera certifié par le commissaire des guerres inspecteur de ladite compagnie. Le directoire du département de Paris inscrira lesdits furnuméraires sur le registre ordonné par l'article II du titre II, afin qu'ils soient remplacés, de préférence à tous autres sujets, dans les deux compagnies de gendarmerie nationale attachées au service des tribunaux, sans qu'aucun desdits furnuméraires puisse être recherché sur le temps de service qui lui manqueroit pour y être admis.

## I I.

LES gendarmes de la ci-devant robe-courte ne recevant

plus d'extraordinaire, sont rappelés de leur traitement à compter du 1.<sup>er</sup> janvier 1791, sur le pied fixé par l'article IV du titre VI de la loi sur la gendarmerie nationale. L'assemblée nationale amendant en ce point l'article VII de son décret du 22 juin 1791, le ministre de l'intérieur est autorisé à donner pour leur payement des mandats sur le trésor public.

## I I I.

IL sera attaché un commis du secrétaire-greffier au service des deux compagnies de gendarmerie nationale servant auprès des tribunaux de Paris; son traitement sera de 600 livres, conformément à l'article II du titre V.

## I V.

LES commis au secrétariat seront choisis par le secrétaire-greffier, qui en répondra. Le secrétaire-greffier & les commis seront pourvus de commissions par le ministre de l'intérieur, sur la présentation du colonel qui recevra leur serment.

## V.

DANS la formation actuelle, la distribution des brigades; & les résidences des officiers, sous-officiers & gendarmes nationaux, seront faites ainsi qu'il est prescrit par les articles VIII & XVI du titre I.<sup>er</sup>; mais le placement des officiers, sous-officiers & gendarmes sera fait par le ministre de la guerre.

## V I.

LES officiers, sous-officiers & gendarmes de la gendarmerie nationale, faisant leur service à cheval, ne pourront rester plus de quinze jours sans être montés; & cependant le colonel, sur les raisons qui lui seront alléguées, pourra étendre ce terme jusqu'à un mois, & non au-delà.

Dans le cas où aucun officier, sous-officier ou gendarme ne se conformeroit pas à cette loi, il sera défalqué; savoir,



aux officiers de tout grade, quarante sous par jour, & aux sous-officiers & gendarmes, trente-cinq sous, à compter du jour où il aura cessé d'être monté.

Enfin, s'il négligeoit de se monter dans le cours du second mois, il sera censé avoir renoncé à son état, & le colonel sera tenu d'en rendre compte au ministre de la guerre, lequel destituera le délinquant sans préjudice de la retenue : lesdites retenues tourneront au profit de la masse.

## V I I.

LES lettres de passe dans le corps de la gendarmerie nationale, auront lieu comme par le passé, d'une résidence à une autre, toutes les fois que les circonstances l'exigeront; les sous-officiers & gendarmes seront tenus de s'y conformer sous peine de destitution.

M A N D O N S & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-huit juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º 1155.

## L O I

*Qui règle la couleur des Affiches.*

Donnée à Paris, le 28 juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 22 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE nationale décrète que les affiches des actes émanés de l'autorité publique, seront seules imprimées sur papier blanc ordinaire; & celles faites par des particuliers, ne pourront l'être que sur papier de couleur, sous peine de l'amende ordinaire de police municipale.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, ce vingt juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791: Pour le roi.*  
*Signé, M. L. F. DU PORT.*

## L O I

N.º 1159.

*Relative à l'Adresse aux François sur les Contributions publiques.*

Donnée à Paris, le 28 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 24 Juin 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
AUX FRANÇOIS,

*Relativement aux Contributions publiques.*

CITOYENS,

APRÈS le devoir de vous donner une constitution libre, la plus importante obligation que vous ayez imposée à vos représentans, étoit de pourvoir à vos besoins publics avec la moindre dépense & la moindre gêne qu'il feroit possible.

En effet, chacun de vous a l'intérêt, le droit & la volonté de trouver dans le bon emploi de la force commune, & dans un système de finance, sage, humain, clair, économique, peu susceptible d'abus, une suffisante, une puissante garantie pour la liberté de ses actions, pour la sûreté de sa personne, pour la propriété de ses biens, & des moyens abondans pour l'amélioration des propriétés nationales indivises ; telles que les routes, les forteresses, les ports, & pour l'institution & la conservation de tous les établissemens d'une utilité générale.

Considérées sous cet aspect, & dirigées vers ce but salulaire, les contributions publiques, loin de vous être onéreuses, sont le moyen le plus efficace de ménager votre temps & vos richesses, le seul qui puisse vous assurer le loisir, la faculté de vous livrer en paix & avec succès au travail, à l'administration de vos biens, à la direction de vos affaires, à l'augmentation de votre fortune.

Sans elles, vous ne pourriez tirer aucun revenu de vos terres, aucun profit de vos manufactures ni de votre commerce; car il n'y auroit aucune sûreté pour vos propriétés, aucune force à l'appui de la justice & de la raison, pour faire respecter la constitution & les loix. Nous n'aurions ni armée de terre, ni armée de mer: nos frontières seroient exposées aux incursions de l'ennemi; & quand la valeur des gardes nationales le repousseroit du point qu'il auroit attaqué, leurs frères d'armes des autres départemens ne pourroient pas arriver à leur secours, parce qu'on seroit dénué de fonds & d'approvisionnement pour préparer leur subsistance, & les entretenir en campagne loin de leurs foyers.

Calculez, citoyens, à combien de dangers de toutes espèces vous seriez exposés, & à quelles dépenses énormes vous seriez entraînés, par l'impuissance de conserver & d'améliorer ce qui vous appartient, à laquelle vous réduiroit le défaut d'assistance mutuelle & de communication réciproque. La nation ne peut y pourvoir pour tous, qu'aux frais de tous; il faut donc faire ces frais; rien ne seroit plus ruineux pour vous que leur cessation. Votre subsistance, votre aisance, votre bonheur, votre gloire, votre existence politique tiennent à ce que chaque citoyen par la quote part qu'il y fournit, proportionnellement à ses revenus, se procure un partage utile dans les bons effets de tous les services publics, payés par les contributions pareilles que tous ses concitoyens mettent en commun avec lui.

Pourquoi les anciennes impositions, dont une partie au moins servoit à procurer la sûreté publique & le bon ordre  
de la

de la société, étoient-elles devenues odieuses? c'est qu'elles étoient des impositions établies par un pouvoir arbitraire, & non pas des contributions déterminées par la volonté générale; c'est qu'elles excédoient les véritables besoins publics; c'est qu'elles étoient réparties avec injustice; c'est qu'elles étoient perçues ou avec cruauté, ou avec un insolent dédain des droits & de la liberté des hommes; c'est que vous aviez une mauvaise constitution.

Nul de vous ne se refuse, ni ne se refusera jamais à payer sa juste part des dépenses publiques, faites à son profit, sans déprédation, avec une sage économie, que vos représentans ont sévèrement jugées, dont ils vous rendent & vous font rendre compte, & qui ne sont pas trop à charge à personne, lorsque tout le monde y concourt à raison de ses facultés, dans une équitable proportion.

Il n'y a que vos ennemis & ceux de la révolution, qui puissent supposer contre l'entretien à frais communs de la puissance nationale, une mauvaise volonté qui n'existe pas, qui n'est pas dans la nature de l'homme raisonnable, moins encore dans le caractère noble & généreux du François.

Depuis que la nouvelle constitution vous a donné une véritable patrie, dont tous les intérêts sont présentés sans voile à vos yeux; depuis qu'il ne peut plus y avoir de dépenses arbitraires; que des ministres responsables, sont & seront perpétuellement surveillés par une législature, dont vous renouvellerez les membres tous les deux ans; & que, par la liberté de la presse, tous les hommes éclairés pourront sans cesse appeler l'inspection générale sur toutes les opérations publiques, vous n'avez point à craindre que les contributions aient aucun autre objet ni aucun autre emploi, que votre plus grande utilité.

Vous avez la certitude que dès aujourd'hui, & chaque année, elles sont & seront limitées à ce que commandent & commanderont impérieusement le service & les intérêts de la nation, & qu'elles ne pourroient être diminuées

d'avantage, sans vous priver de quelque service public qui vous vaut plus que ne vous coûte la portion de votre contribution qu'on y applique.

Déjà les dépenses ont été restreintes & les ressources multipliées, au point que l'assemblée nationale a pu vous soulager de la dîme & de plusieurs autres charges très-pesantes, & trouver dans des contributions inférieures à la somme des impositions anciennes, & dans les revenus des biens nationaux, de quoi suffire à toutes les dépenses de la société, aux intérêts de la dette nationale, aux frais du culte considérablement augmentés en faveur de la plupart des curés & des vicaires, aux pensions des religieux, à celles des autres ecclésiastiques dont les fonctions ne subsistent plus.

Pour affecter ces contributions modérées, vos représentans se sont prescrit plusieurs loix de justice, d'intérêt public, de respect pour vos droits & votre liberté.

C'est leur devoir que de vous exposer ces principes de leur conduite, ces bases des résolutions qu'ils ont prises & dû prendre en votre nom.

Ils ont trouvé les impositions divisées en cinq classes principales,

Premièrement, les impositions directes qui comprenoient les dîmes, la taille réelle, les vingtièmes, la taille personnelle & la capitation.

Secondement, les impositions de monopole & de privilège exclusif, qui étoient la gabelle dans les deux tiers du royaume, le tabac qui s'étendoit presque sur sa totalité, la vente de l'eau de vie & d'autres boissons dans un petit nombre de provinces.

On pourroit ranger aussi dans cette classe ce que le trésor public retiroit des jurandes & des maîtrises d'arts & métiers, par lesquelles l'état ne faisoit pas directement le monopole, mais vendoit celui de chaque profession.

Troisièmement, les impositions qu'on appelloit *à l'exercice* sur différentes espèces de consommation & d'industrie, telles

que les droits d'aides sur les boissons dans un tiers du royaume; ceux de même nature, nommés *équivalents* en Languedoc, *impôts*, *billots* & *devoirs* en Bretagne, & des *quatre membres* en Flandre; ceux d'inspecteurs aux boucheries, qui embrassoient en effet, ou par abonnement, presque toutes les provinces; ceux de marque des cuirs & à la fabrication des cartes & des amidons, qui se percevoient avec une rigueur extrême chez tous les fabricans & les débitans de ces marchandises, dans toute l'étendue de l'empire; ceux de marque des fers & à la fabrication des huiles, qui n'avoient lieu que sur environ la moitié du territoire de l'état.

Quatrièmement, les impositions sur le transport des marchandises, qui comprenoient les droits à l'entrée & la sortie du royaume, les péages, une multitude incroyable de droits de traite de toute dénomination, au passage d'une province à l'autre, & ceux d'entrée dans les villes.

Cinquièmement enfin, les impositions sur les actes, droits de contrôle, insinuation, centième denier, formule, greffes, consignations, lettres de ratification, &c. &c.

L'assemblée nationale n'a conservé d'impositions qui portassent sur les capitaux, dans l'intérieur du royaume, que celles qui correspondent à cette cinquième classe, les droits d'enregistrement, de timbre & d'hypothèque.

Elle les a préférées aux autres impositions indirectes, & quoiqu'ils ne soient en proportion qu'avec la circulation des capitaux, au lieu de l'être avec les revenus, elle a cru pouvoir les admettre dans le nouveau système de finance à côté des contributions régulières, parce qu'ils n'exigent pas que le percepteur aille troubler la paix du citoyen, & qu'ils donnent au contraire, au citoyen motif & intérêt d'aller chercher le percepteur dont il reçoit un service public, utile pour assurer la date des actes qui constatent ses propriétés, & pour donner à ces actes une authenticité plus grande; de sorte que ces droits unissent à une imposition,

une fonction de magistrature , que l'on paye seulement plus qu'elle ne vaudroit par elle-même , afin d'établir sur l'excédant du salaire de ses agens , une recette nationale qui atteigne les capitalistes , qui ne porte presque pas sur les citoyens les plus indigens , & qui diminue d'autant les autres contributions publiques.

Mais en adoptant cette espèce d'imposition sur les actes, vos représentans se sont appliqués à en simplifier le plan & la législation.

Seize droits différens , établis par seize loix différentes sous autant de dénominations , étoient aggravés par une foule de lettres patentes , d'arrêts du conseil , d'ordonnances & de décisions contradictoires qui s'obscurcissoient , se compliquoient mutuellement , & formoient un grand nombre de gros volumes dont l'étude surpassoit les forces de l'entendement même des hommes habiles : leur interprétation étoit livrée à tous juges d'attribution devant lesquels le redevable n'avoit point d'accès , & qui écrivoient leurs jugemens sous la dictée du percepteur même.

Tout ce qu'il y avoit de clair dans ces loix étoit au désavantage du pauvre ; les cent premières livres d'un acte payoient double droit ; on payoit le droit simple depuis cent francs jusqu'à dix mille francs , & ce droit acquitté , toutes les sommes qui excédoient les premiers dix mille francs , n'étoient assujéties qu'à un droit léger. Ainsi les riches qui contractoient pour de grosses sommes payoient dans une proportion foible , & les pauvres qui ne faisoient que de petites affaires , dans une forte proportion avec leur capital.

Ces abus sont cessés ; les seize droits anciens ont été réunis en un seul , sous le titre de droit d'enregistrement réglé par une seule loi , claire & de peu d'étendue , & par un seul tarif dont l'application est soumise au jugement des magistrats qui , choisis par le peuple , exercent la justice nationale sur tous les intérêts & sur toutes les têtes. La taxe étant à raison



des sommes qui sont l'objet des actes, on a pu baisser le tarif pour les actes de peu de valeur & pour ceux qui sont les plus ordinaires, comme les baux & les contrats de mariage; ce qui rejette avec équité sur les actes plus rares & plus particuliers aux riches, le fardeau de l'impôt que les riches peuvent mieux supporter.

Le droit de timbre a été joint à celui de l'enregistrement; dans l'unique vue de profiter de ses formes, de ses administrateurs, de ses employés, des dépenses de sa régie, pour procurer sans perquisition contre les citoyens, & presque sans frais de perception, un revenu public sur des richesses fugitives qui échappoient aux autres contributions; & de mettre ainsi en deux manières, par le produit de celle-ci & par le peu que coûtera sa levée, à portée de rendre les autres contributions moins pesantes.

Le droit d'hypothèque est relatif comme celui d'enregistrement, à un service public d'une grande importance; il a pour objet d'empêcher les créanciers d'être frustrés par leurs débiteurs, & d'assurer sans contestation l'ordre dans lequel ils doivent être payés. Ce droit avoit lieu sur les biens-fonds seulement & s'exerçoit lors de leur vente, par les oppositions que les créanciers pouvoient mettre à l'expédition des lettres de ratification données au nom de l'état, pour consolider les ventes & préserver les acquéreurs de toute répétition. Mais il falloit pour prendre rang parmi les créanciers, avoir stipulation d'hypothèque : cette stipulation se faisoit par des actes ignorés de chacun de ceux qui en avoient de pareils; elle étoit toujours générale, & les créanciers ne sachant pas toujours en quelle province leurs débiteurs possédoient des biens, ces biens pouvoient être vendus & les lettres de ratification accordées sans qu'ils en eussent connoissance. Il arrivoit souvent encore que, lorsqu'ils se présentoient, ils se trouvoient primés par d'autres créanciers dont le titre étoit antérieur au leur, ou dans une forme plus favorable; il en résultoit des procès très-dispendieux pour le

règlement d'ordre entre les créanciers dont les actes étoient passés en différentes provinces, ou à différentes conditions.

L'assemblée nationale voulant que toute créance légitime puisse prétendre à l'hypothèque, & que l'ordre entre les hypothèques soit invariablement réglé, s'occupe de la législation propre à remplir une vue si utile, & la publiera incessamment.

Dans des temps plus heureux on pourra, si on le croit avantageux, réduire successivement & par gradation, le salaire du service public des hypothèques & de celui de l'enregistrement, au simple remboursement de leur frais; mais lorsque les besoins de la nation sont très-considérables, & que l'opinion la plus générale demande qu'on ait des impôts de diverse nature, afin que leur poids paroisse moins sensible, on est obligé de joindre quelques-uns d'entr'eux à des services publics que les citoyens vont réclamer d'eux-mêmes, ce qui donne l'avantage si précieux d'intéresser les contribuables à venir sans contrainte payer l'impôt.

C'est pour la même raison qu'on a conservé le revenu de la poste aux lettres, seule partie de l'ancienne finance qui ait par un devoir souffrir aucune altération. Certainement les lettres coûtent bien plus cher à ceux qui les reçoivent, qu'il n'est nécessaire pour payer les courriers, les voitures & les chevaux qui les portent, puisque, ces frais acquittés, l'état en retire un revenu de douze millions. Cependant le voyage se faisant pour une multitude de lettres, il n'y a pas un citoyen qui ne profite extrêmement de cette institution, & qui ne doive être surpris & reconnoissant, lorsqu'il compare le peu que lui coûte une lettre, avec ce qu'elle lui coûteroit s'il falloit l'envoyer par un exprès. Telle est en général & sur tous les points la grande utilité que nous retirons tous de cette heureuse union de force & d'intérêt qui constitue la société politique: nous aimons la patrie comme ses enfans, mais c'est qu'elle est pour nous une véritable mère.

Le droit de parentes correspond aux jurandes , aux maîtrises , aux vingtièmes d'industrie , à la portion de taille personnelle qu'on faisoit payer aux artisans & aux marchands de plus qu'aux autres citoyens , & aux droits d'entrée des villes.

Il est bien plus modéré ; car les droits d'entrée des villes seuls rendoient à l'ancien gouvernement quarante - cinq millions de revenu , & les parentes ne doivent en produire que vingt ou vingt-quatre. Elles sont jointes à un grand avantage bien long-temps désiré , celui d'établir pour tout le monde la liberté de toute espèce d'industrie & de commerce , & de proportionner l'impôt qu'on se voit dans la nécessité d'y attacher , à la durée du temps pendant lequel on s'y livre , comme à l'importance des capitaux qu'on y emploie & des profits qu'on en retire , qui se manifeste par l'étendue , la beauté & le prix du logement , de l'entreprise & de l'entrepreneur.

Anciennement , lorsqu'un homme vouloit faire un métier dans une ville , il étoit obligé de déboursier pour sa maîtrise , une somme considérable qui lui auroit été très-utile pour son commerce. Si faute de cette somme retirée de son commerce , ou par toute autre cause , il ne réussissoit pas , s'il étoit obligé de quitter , ou bien s'il venoit à mourir , le capital employé à la maîtrise étoit perdu pour lui & pour ses enfans.

Si croyant trouver plus de ressources , espérant plus de succès dans un autre métier ou un autre commerce , il se déterminoit à les embrasser ; si étendant ses combinaisons , il vouloit en cumuler plusieurs , il falloit pour chacun d'eux payer une nouvelle maîtrise.

Il ne pouvoit exercer cette maîtrise que dans la ville où il avoit été reçu : s'il passoit dans une autre ville , il lui falloit une maîtrise nouvelle , & dans chacune de ces villes il étoit soumis pour sa propre consommation , pour celle de ses ouvriers , commis ou compagnons , & pour plusieurs

marchandises de son commerce, à payer des droits d'entrée.

Aujourd'hui, ni lui, ni ses ouvriers, ni les marchandises ne payent de droits d'entrée dans aucune ville; il peut changer de séjour & de métier comme il lui plaît, il peut réunir autant de professions qu'il juge convenable. Au lieu d'une avance en pure perte, il n'acquitte qu'une redevance annuelle, foible si son commerce est de peu d'importance, qui augmente ou qui diminue avec le succès de son établissement, qui cesse le jour où il veut se retirer.

Les droits de traite dans l'intérieur du royaume, & les péages sont supprimés purement & simplement; & les droits d'entrée des villes l'étant de même, au lieu des visites & des taxes auxquelles on étoit précédemment assujetti, un citoyen, une voiture de marchandises peuvent traverser la France dans tous les sens, aller de Bordeaux à Strasbourg, de Calais à Perpignan, d'Antibes à Brest, sans éprouver la moindre visite, sans acquitter la moindre taxe.

Le profit de cette franchise n'est pas seulement pour les commerçans: ils y gagnent, il est vrai, de faire leurs affaires plus vite, de n'être pas soumis à des traitemens arbitraires & désagréables de la part des employés & d'essuyer moins d'avaries; mais forcés par la concurrence les uns des autres que la liberté du commerce rendra chaque jour plus active, de se contenter d'un bénéfice modéré, ils prennent le parti, afin de mériter la préférence dans chaque marché qu'ils font, d'acheter plus cher & de vendre à plus bas prix; de sorte que le soulagement occasionné par la suppression de l'impôt, se partage entre le producteur qui fournit la marchandise & le consommateur qui en fait usage.

Il ne reste plus de droits de douane qu'à l'entrée du royaume, principalement sur quelques marchandises manufacturées, & à la sortie, sur quelques matières premières. L'opinion la plus générale a demandé que nous suivissions sur ce point l'exemple des autres peuples.

On ne peut savoir avec une entière exactitude quel sera le  
produit

le produit des droits de douane, de patentes, d'hypothèques, de timbre & d'enregistrement. S'ils rendent plus qu'on ne l'a présumé, on baissera l'année prochaine quelques-uns de leurs tarifs, ou bien l'on diminuera le taux de la contribution foncière & de la contribution mobilière; car sous le nouveau gouvernement que vous avez institué, avec la constitution que vos représentans ont décrétée en votre nom, aucune augmentation de revenu public ne pourra être ignorée, & toutes celles qui auront lieu, amèneront le soulagement du peuple.

Vous voyez, citoyens, que toutes les contributions nouvelles dont l'assemblée nationale vient de vous exposer les motifs & les principes, comparées aux anciennes impositions de la même nature, présentent de grands soulagemens pour les contribuables, & un respect attentif pour la liberté. L'un & l'autre avantage sont plus marqués encore dans la contribution foncière & la contribution mobilière, qui ont été substituées aux dîmes, à la taille réelle, à la taille de propriété, aux fouages & autres impositions analogues, aux vingtièmes, aux décimes, à la taille mixte, à la taille d'exploitation, à la taille personnelle, à la capitation, à la gabelle, au tabac, aux droits d'aides sur les boissons, sur les bestiaux, sur la marée, au droit de marque des cuirs, à celui de marque des fers, à celui de fabrication sur les huiles & les savons, & à quelques autres semblables.

Vos représentans regardant comme leur premier devoir d'établir & de consolider votre liberté, sachant par leur expérience & par les instructions que vous leur aviez données, que les visites domiciliaires & les vexations qu'elles entraînent sont insupportables à des hommes libres, se sont crus religieusement obligés de repousser toute idée, tout projet d'imposition dont la preception auroit exigé que l'on pût violer l'asyle sacré que chaque citoyen a droit de trouver dans sa maison, lorsqu'il n'est prévenu d'aucun crime. Vous leur aviez dit unanimement combien vous étiez indignés

de pouvoir être injuriés chez vous par le soupçon réel ou simulé d'une fraude que vous n'aviez pas commise ; de pouvoir être poursuivis de jour & de nuit , troublés dans votre travail , troublés dans les plus intimes douceurs de votre vie domestique , forcés d'ouvrir votre porte à des inconnus qui venoient chez vous , quelquefois sur la dénonciation calomnieuse d'un ennemi , mais toujours avec intérêt de vous trouver coupables de quelque usage de votre liberté , transformé par des loix absurdes en délit fiscal , & qui devenoit contre vous le sujet d'un procès ruineux ou d'un accommodement coûteux & perfide.

Les droits d'aides & tous ceux de marque & de fabrication , ont été pros crits par cette sainte loi de la liberté domiciliaire.

L'assemblée nationale ne pouvoit pas laisser subsister davantage les impôts de monopole ou de privilège exclusif, tels que la gabelle, le tabac, la vente de l'eau-de-vie, &c. L'ancien gouvernement regardoit ces impôts comme d'admirables institutions financières, parce que la perception s'y confondant avec le prix de la marchandise, le produit en étoit difficile à supputer d'avance, qu'il excédoit ordinairement la spéculation, & qu'il donnoit ainsi au fisc & à ses agens un plus gros revenu, moins connu du peuple, plus applicable à des dépenses de fantaisie. Mais indépendamment de ce que ces impôts exigeoient, comme les aides, la violation du domicile, ils portoient atteinte au droit que vous avez tous d'être fournis au seul cours fixé par la liberté du commerce, & par conséquent au meilleur marché possible, des denrées qui vous sont utiles ; & au droit que vous avez tous encore de vous livrer aux spéculations de commerce, pour lesquelles vous vous sentez des dispositions & des lumières. Les principes de la nature & de la raison, ceux qui ont servi de règle à vos représentans, défendent de laisser subsister aucun autre privilège exclusif que ceux qui sont des dépendances nécessaires de la souveraineté nationale, parce

qu'ils portent sur des objets qui demandent la garantie publique de la société.

L'assemblée nationale n'en a réservé que deux à la nation, celui de frapper monnaie, parce qu'il faut que l'autorité publique en constate & en certifie le titre & le poids ; & celui de la fabrication & des magasins de poudre à tirer, parce que l'administration de cette munition de guerre, qu'on a soumise à l'inspection locale des municipalités & autres corps administratifs, intéresse essentiellement la sûreté sociale & politique. Il est sage de combiner ces deux branches d'administration, de manière qu'elles donnent plutôt du profit que de la perte aux finances ; mais elles doivent être principalement considérées comme des devoirs de politique & de police.

Quant aux anciennes impositions territoriales & personnelles, l'assemblée nationale n'a pas cru pouvoir en conserver aucune, car aucune d'elles n'étoit générale, & aucune d'elles n'avoit une bonne règle d'affiette & de répartition.

Les dîmes ne portoient pas sur toutes les productions ; elles pesoient inégalement sur celles qu'on y avoit assujetties : inégalement, à raison de ce que le taux de la dîme varioit dans le royaume, & selon les localités, depuis le septième jusqu'au trente-deuxième : inégalement encore, en ce que la dîme étant prélevée sur le produit total, avant qu'on en eût défalqué les frais de culture, sa proportion avec le produit net ou revenu, varioit dans la même paroisse, d'un champ à l'autre, selon que ces divers champs sont plus ou moins fertiles.

Dans une bonne terre, où deux cent quarante livres de récolte ne coûtent que cent vingt livres de frais de culture, la dîme au quinzième prenant seize livres, ce n'étoit que le huitième du revenu.

Dans une terre médiocre, où deux cent quarante liv. de récolte coûtent cent soixante l., la dîme de seize l. étoit au cinquième du revenu, qui n'étoit alors que de quatre-vingts liv.

Dans les mauvaises terres, où deux cent quarante livres de récolte coûtent jusqu'à cent quatre-vingt-douze livres à faire naître, la dîme toujours au quinzième, toujours de seize livres, prenoit le tiers du revenu.

Les représentans du peuple ne pouvoient conserver un impôt qui pesoit sur les uns au huitième & sur les autres au tiers, lors même qu'il paroïssoit égal; & qui d'ailleurs enlevant à tous les cultivateurs les pailles que les riches seuls pouvoient racheter, tendoit à porter toujours les engrais sur les terres des riches, à en priver toujours celles des pauvres, à augmenter, sans cesse, ainsi l'inégalité de la culture, celle des fortunes, celle de la proportion de la dîme elle-même.

La taille réelle n'avoit lieu que dans quelques provinces. Dans celles où elle étoit connue, elle ne frappoit que sur certains héritages; d'autres héritages en étoient exempts.

La taille personnelle ou mixte, étoit divisée en taille de propriété que les privilégiés ne payoient jamais, & en taille d'exploitation qu'ils ne payoient point pour leurs prés, leurs vignes, leurs bois, ni pour quatre charrues de terre labourables lorsqu'ils les faisoient valoir par eux-mêmes; qu'ils ne payoient qu'indirectement, lorsqu'ils donnoient leurs terres à loyer.

Les autres citoyens qui sembloient soumis à cette imposition avec un principe d'égalité entr'eux, ne l'étoient au contraire qu'avec beaucoup d'inégalité.

Plusieurs villes en étoient exemptes, & leurs habitans, en faisant dans ces villes leurs pâques & quelques autres actes publics de domicile, étendoient leur exemption à la campagne, au moins pour la taille de propriété, & même ordinairement pour l'exploitation de leurs prés & de leurs bois, quand ils la faisoient par leurs mains.

Les habitans même des autres villes, & en général les riches qui avoient des biens-fonds éloignés du lieu de leur domicile, n'en acquittoient presque jamais la taille de propriété, parce que l'imposition suivant les personnes, on ne



faisoit payer dans le lieu de la situation des biens, que la taille de leur exploitation; & quoique les propriétaires dussent être imposés à leur domicile, pour la taille des facultés que leur procuroient leurs domaines quelque part qu'ils fussent situés, comme on ignoroit quelles étoient leurs propriétés lointaines, on ne pouvoit leur en demander la légitime imposition. Ainsi les pauvres qui n'avoient de terre que dans une seule communauté, où toutes leurs facultés étoient connues, portoient rigoureusement la taille de propriété & celle d'exploitation; & les riches ne payoient, le plus souvent, que cette dernière, pour toute la portion de leurs biens dont on n'avoit pas connoissance dans la communauté qu'ils habitoient.

La taille personnelle étoit arbitraire, & les citoyens craignoient de se livrer à quelques jouissances, parce que tout signe d'aisance attiroit sur eux une augmentation déordonnée d'imposition.

Il en résultoit, dans la plupart des habitations champêtres, une négligence, un dénuement, une insalubrité très-nuisible au bonheur & à la conservation des cultivateurs.

La capitation étoit divisée en trois branches. Celle des taillables, dans les pays de taille personnelle & mixte, étoit répartie au marc la livre de la taille, & en partageoit toutes les injustices. Celle des villes franches étoit, pour les artisans, une addition aux frais de jurandes, pour les autres citoyens, une taxe purement arbitraire. Celle des officiers publics & des privilégiés, au lieu de suivre l'échelle des fortunes, seule base équitable de toute imposition, étoit réglée par les titres. Enfin les ecclésiastiques formant ce qu'on appelloit le clergé de France, en étoient entièrement exempts, quoiqu'ils y eussent été soumis dans son origine, & qu'aucune loi n'eût formellement prononcé leur exemption.

Les vingtièmes même, qui étoient la moins imparfaite & la moins vexatoire des anciennes impositions, puisqu'elle présentait une borne qui ne pouvoit pas être excédée,

étoient encore très-inégalement répartis. Les ecclésiastiques du clergé de France ne les payoient pas; quelques pays, quelques villes, quelques corporations, & même quelques particuliers puissans avoient obtenu des abonnemens tout-à-fait disproportionnés avec leurs revenus, & avec la charge que supportoient les autres citoyens. Enfin cette imposition étant individuelle, sans aucun rapport avec la totalité des contribuables de chaque province ni de chaque communauté, personne n'avoit intérêt de vérifier si son voisin étoit, ou non, taxé comme il auroit dû l'être; personne ne se trouvoit offensé de ce qu'un autre échappât en tout ou en partie à l'imposition; chacun avoit la tentation & la facilité de cacher sa fortune & de tromper le percepteur.

Les riches sur-tout y parvenoient : plusieurs parlemens n'avoient pas eu honte de prétendre que c'étoit un délit que de perfectionner la répartition, qu'un vingtième ne devoit pas être un vingtième pour tout le monde; que ce ne devoit être qu'un moyen de lever une certaine somme, dans lequel les erreurs de la première assiette devoient être éternelles. Ils avoient effrayé les directeurs & les contrôleurs, & il en résultoit que les pauvres sans protection acquittoient les vingtièmes avec exactitude, mais qu'aucun noble, qu'aucun magistrat, qu'aucun officier public, même qu'aucun riche que l'on pût supposer en liaison avec quelques magistrats, ne payoit plus de moitié ou des deux tiers de ce qu'il auroit dû.

Tels étoient les inconvéniens de nos moins mauvaises impositions : l'assemblée nationale a dû les bannir de celles qu'elle y substitue.

Elle a cru que le système des finances d'une nation telle que la nôtre, devoit avoir trois grands caractères; l'équité, l'égalité, l'uniformité.

La contribution foncière embrassera tous les biens-fonds, toujours cotisés dans la communauté où ils sont situés; aucune propriété ne pourra échapper à sa juste taxe. On imposera sur l'héritage les champarts ou rentes foncières dont

il pourroit être grevé, sauf au propriétaire le droit de faire à son créancier la retenue de la contribution qu'il aura été obligé d'avancer; de sorte que les remboursemens ne dérangeront point les rôles, que le titre de perception sera toujours clair & localement connu, & que la nation ne pourra être frustrée de ses droits: ses agens ne pourront non plus les appesantir sur personne, ni accorder à personne une faveur illicite. La contribution étant une somme fixe & déterminée d'avance pour chaque département, chaque district, chaque communauté, il est sensible que tous les contribuables auront intérêt à ce qu'aucun d'eux ne se procure une diminution qui augmenteroit la charge de tous les autres. Néanmoins cette contribution ne portera sur aucun bien qu'en proportion de son revenu, puisque chaque propriétaire pourra réclamer lorsque sa cote montera en principal au-dessus du sixième du produit net ou de la valeur locative de ses biens, & obtenir en conséquence une modération dont les autres feront les frais, jusqu'à ce qu'ils soient tous taxés pareillement au sixième.

Ainsi l'on réunira & l'on perfectionnera l'un par l'autre les avantages des impositions en sommes fixes & ceux des impositions proportionnelles; & la contribution foncière arrivera en peu de temps à un degré de sagesse & d'équité qui n'a jusqu'à présent été atteint dans aucune imposition, à celui que vous avez droit de prétendre.

L'assemblée nationale a voulu, elle a dû appliquer autant qu'il étoit possible, les mêmes principes aux revenus que tirent de leurs fonds mobiliers les capitalistes qui, au lieu d'acheter des terres, prêtent leur argent, ou font des entreprises de commerce & d'industrie.

En effet tout homme qui, par son économie, celle de ses ancêtres, ou de toute autre manière, est devenu propriétaire d'un capital, peut en le louant ou en l'aliénant pour favoriser un travail utile, se procurer un partage dans le profit de ce travail. Il n'en est aucun qui n'exige des avances & une manipulation; il n'en est aucun pour le-

quel il ne se fasse une société entre les capitalistes & les travailleurs ; ou si le capitaliste travaille lui-même , une sorte de décompte entre ce qui est dû au salaire du travail , & ce qui doit être donné à l'intérêt des avances.

C'est cette seconde portion qu'on appelle les revenus capitaux mobiliers, & que l'opinion publique a demandé qu'on soumît à une contribution. L'assemblée nationale a voulu que ce fût avec plus d'équité que ne le faisoit la taille personnelle arbitraire , & d'une manière plus spéciale, comme aussi dans une plus juste proportion que ne le faisoient les droits de consommation qui , pour tâcher d'obtenir quelque contribution des possesseurs des capitaux mobiliers, arrachotent une contribution toute pareille aux propriétaires des terres qui avoient déjà payé l'impôt foncier , & les surchargeoient ainsi doublement.

Les profits des capitaux mobiliers ne sont point faciles à connoître, sur-tout dans un pays où la constitution, les principes, les droits, les loix, les mœurs proscrivent toute espèce d'inquisition.

Cependant ils ont une indication, sinon parfaitement exacte, du moins assez régulièrement approximative; cette indication est le logement destiné à l'habitation personnelle. Il est si naturel à l'homme de chercher à embellir le séjour où il passe la plus grande partie de sa vie, que presque personne n'est arrêté dans ce penchant que par l'impuissance de le satisfaire, & qu'à très-peu d'exceptions près, le prix des logemens d'habitation indique la graduation des richesses.

On observe néanmoins que plus les hommes sont pauvres & plus leur logement absorbe une portion considérable de leur petite fortune; car le besoin de se loger étant indispensable, & le prix du loyer ne pouvant être restreint au-dessous de ce qui est moyennement nécessaire pour rembourser aux propriétaires l'intérêt du capital de leurs maisons, les citoyens très-pauvres sont obligés de partager leur dépense entre leur subsistance & leur logement.

On a examiné quelle étoit la proportion la plus ordinaire du loyer avec les différens degrés de richesses, & l'assemblée nationale a fait dresser une table qui, à partir des citoyens qui n'ont que cent francs de loyer & au-dessous, & qui sont supposés n'avoir un revenu que le double du prix annuel de leur logement, s'élève par dix-huit gradations jusqu'à ceux qui ont plus de douze mille francs de loyer ou de valeur locative d'habitation, & dont on estime que le revenu est de douze fois & demie cette valeur.

L'assemblée nationale, en adoptant cette table qui a paru l'expression des faits les plus communs & qu'elle a placée comme règle à l'article XVIII de son décret sur la contribution mobilière, n'a cru devoir l'appliquer qu'au prix des logemens d'habitation, qu'elle a entendu qui fussent distingués de ceux qui servent au travail ou au commerce. Ceux-ci sont soumis au droit de patentes, plus particulièrement relatif au *travail* : l'assemblée nationale a jugé convenable de les exempter de la contribution qui a pour objet le revenu des *capitaux mobiliers*, à quelque usage qu'on les emploie.

C'est ce revenu, jusqu'à présent fugitif & qui n'avoit encore pu être spécialement imposé, que l'assemblée nationale a voulu atteindre par la cote de contribution relative aux facultés mobilières ; elle a voulu que cette cote ne portât précisément que sur cette espèce de revenu, comme la contribution foncière ne porte que sur les revenus territoriaux : c'est la loi qu'avoit clairement dictée le vœu public. On y a satisfait avec une entière exactitude, en autorisant les propriétaires fonciers dont les facultés mobilières auroient été présumées par le prix de leur logement, à prouver par la quittance de leur contribution foncière, que ces facultés leur viennent en tout ou en partie de leurs biens-fonds, & à obtenir en conséquence déduction proportionnelle. Il en résulte que *les facultés mobilières qui proviennent de capitaux fonciers*, ne sont assujetties qu'à la contribution foncière, &

que celles qui viennent de *capitaux mobiliers* ne pouvant prouver leur origine, restent exclusivement soumises à la cote de contribution pour facultés mobilières.

S'il paroïssoit juste de porter sur les revenus des capitaux mobiliers une contribution qui leur fût spéciale, il ne l'auroit pas été d'élever cette contribution au même taux, sur la simple apparence de ces revenus, que la contribution foncière a pu l'être sur les revenus très-clairs & très-connus des biens-fonds.

Les terres se louent en raison de leur produit net. On ne compte pour leur revenu que leur valeur locative, & cette valeur n'existe qu'après qu'on a prélevé sur les récoltes le paiement de tous frais & l'intérêt de toutes les avances de la culture.

Le propriétaire foncier touche, ou est le maître de toucher son revenu chez lui sans peine. S'il loue sa terre, ce qu'il y a de casuel dans les récoltes est estimé, abonné & payé dans les conventions de son bail ; & lorsqu'il cultive lui-même, il cumule deux professions dans lesquelles on peut encore distinguer ce qui lui appartient à raison du capital de la terre, comme propriétaire, de ce qui lui est dû pour ses avances rurales & pour son travail comme cultivateur. Le profit au contraire de la plupart des capitaux mobiliers est nécessairement lié à un exercice de facultés industrielles qui ne présentent point de valeur locative. Le possesseur de ces capitaux les fait valoir par son esprit, son labeur, ses dépenses, ses soins ; toutes choses variables qui exigent une rétribution, & qui rendent casuel le produit du capital. Cette casualité est encore augmentée, parce que le possesseur de capitaux mobiliers n'a pas de la conservation de son capital une caution aussi solide que la terre. Il ne travaille qu'avec des hommes qui peuvent éprouver des accidens, & qui de plus peuvent se tromper, ou le tromper. Il est donc indispensable de retrancher du produit apparent d'un capital mobilier, la rétribution due à son possesseur pour les peines qu'il se

donne , & une prime d'assurance pour le risque qu'il court ; prime qui paroît hauffer le revenu des capitaux mobiliers , mais qui n'en est que la garantie , & qu'un calcul équitable doit à ce titre comprendre dans les frais d'exploitation.

Il résulte de ces observations , que l'assemblée nationale n'a pu considérer le revenu des capitaux mobiliers soumis à des hasards inévitables & liés à un emploi nécessaire de peine & d'industrie , que comme on feroit une récolte avant que les frais de culture eussent été payés : or à prendre les récoltes en masse , elles ne donnent guères qu'un tiers de leur produit brut en produit net.

Il a paru à l'assemblée nationale que cette proportion devoit avoir lieu entre la contribution sur le revenu apparent des capitaux mobiliers chargés de ses frais & de son assurance , & celle qui porte sur le revenu net & liquide des biens-fonds.

Elle a jugé qu'il y auroit d'autant plus de danger d'excéder cette proportion , que le revenu des capitaux mobiliers n'est indiqué que d'une manière approximative par le seul signe qu'il ait été possible de saisir , celui de la valeur des logemens ; & que si l'on abusoit de ce signe fugitif & conjectural pour élever trop haut la cote des facultés mobilières , on risqueroit d'exciter à la fraude , de faire disparaître une partie du signe , & d'enlever à la nation le produit le plus important de la principale branche de la contribution mobilière , ce qui seroit encore plus onéreux aux propriétaires des terres , qui se trouveroient à la fin obligés de couvrir le déficit , puisque leurs biens , toujours ostensibles , sont les seuls qui ne puissent jamais éviter les contributions nécessaires aux besoins publics.

La contribution foncière a été fixée au sixième du revenu.

Toutes les raisons qui viennent de vous être exposées & qui ont déterminé l'assemblée nationale , ne permettoient donc pas d'élever celle sur les facultés mobilières au-dessus du dix-huitième ; mais comme , par les mêmes raisons & dans

le doute, il vaut mieux imposer moins que d'imposer trop ; l'assemblée nationale a décrété que l'on commenceroit par n'imposer que le vingtième des facultés mobilières indiquées par le prix des logemens, & qu'on n'iroit au dix-huitième que dans le cas où il se trouveroit un déficit dans la somme à fournir pour la contribution mobilière.

L'assemblée nationale auroit voulu pouvoir excepter de cette cote de facultés mobilières, les capitaux prêtés sur des biens-fonds & dont le revenu est soumis à la retenue de la contribution foncière à laquelle les débiteurs sont autorisés, comme en ayant fait l'avance à la nation ; mais elle a craint de porter atteinte aux mœurs, en faisant naître la tentation de mentir à la patrie & de se procurer des prétendues quittances de *rente foncière*, pour échapper à la contribution des capitaux mobiliers, & considérant de plus, que les capitaux prêtés sur les terres qui participent à la nature des capitaux fonciers, ayant été sollicités par les emprunteurs qui ont acheté, outre l'usage de ces capitaux, la complaisance du prêteur, produisent toujours à celui-ci un intérêt supérieur de plus d'un vingtième, même de plus d'un dix huitième, à celui procuré par les terres à leurs propriétaires véritables, elle a cru ne devoir pas hésiter à soumettre le revenu de ces capitaux, comme celui des autres capitaux mobiliers, à la contribution du vingtième ou du dix-huitième, selon la nécessité.

On ne peut pas savoir d'avance laquelle des deux proportions sera définitive, car on n'a pas de notions assez précises sur la valeur totale des logemens d'habitation, & sur la somme à laquelle pourront monter les défalcatons que les revenus fonciers occasionneront dans le produit apparent des capitaux de toute espèce, indiqués par la valeur locative de ces logemens. Il a donc fallu réserver quelque latitude ; il a fallu même préparer encore au-delà une ressource, afin d'assurer dans tous les cas le complément de la contribution nécessaire aux besoins publics. Trois branches de contribution



mobiliaire , dont deux certaines & une éventuelle , y ont été consacrées.

Les deux branches certaines ont quelque rapport avec la capitation ; mais elles ont sur elle l'avantage de n'être aucunement arbitraires.

La première est la taxe équivalente à trois journées de travail , qui doit porter uniformément sur tous les citoyens actifs , quelle que soit leur fortune , indépendamment des autres contributions relatives à leurs richesses , & qui doit s'étendre aussi sur les femmes jouissant de leurs droits & sur les mineurs contribuables , quoiqu'ils ne soient pas citoyens actifs.

La seconde est la taxe progressive sur les domestiques , & sur les chevaux qui ne sont pas employés aux exploitations rurales. On a regardé cette taxe comme un surcroît de contribution qui ne seroit pas regretté par la richesse , & qui tendroit au soulagement de la pauvreté.

Ainsi l'on imposera comme contribution mobiliare ,

1°. La valeur de trois journées de travail , sur tous ceux qui sont dans le cas de supporter cette taxe.

2°. Les sommes prescrites à raison du nombre de domestiques & de chevaux , sur ceux qui en ont.

3°. Le vingtième du revenu des capitaux présumés par la valeur des logemens.

Si , après qu'on aura retranché sur la troisième cote , ce qui devra l'être à raison des revenus fonciers qui auront acquitté la contribution foncière , les trois cotes des contributions mobilières réunies , produisent la somme principale demandée par les besoins généraux de la société , on n'imposera rien de plus. Si le total est au-dessus de ce principal , on poussera la cote , à raison des facultés mobilières , au dix-neuvième , & même , s'il est nécessaire , jusqu'au dix-huitième. Si , par cette opération , le principal de la contribution n'étoit point encore complété , on auroit recours pour opérer ce complément , à la ressource éventuelle , qui est la cote d'habitation également imposée

dans ce cas sur les propriétaires des biens-fonds & sur ceux de capitaux mobiliers.

En effet, la principale charge sociale ayant été égalisée autant qu'elle pouvoit l'être entre ces deux espèces de propriétaires, par la contribution foncière sur ceux qui ont des terres ou des maisons, & par la cote à raison des facultés mobilières, sur ceux qui n'ont que des capitaux mobiliers, il est juste que tout surcroît de taxe nécessaire pour assurer le service public, porte également & dans les mêmes proportions, sur les uns & les autres.

Il a paru certain à l'assemblée nationale que ce complément, s'il faut y recourir, n'obligera pas à porter la cote générale d'habitation au-dessus du quarantième de la valeur des revenus qu'indiquent les logemens. Elle a mis à l'impôt cette borne rassurante, contre les inquiétudes que les ennemis du bien public pourroient chercher à répandre parmi vous; elle lui a prescrit cette règle pour arriver à une répartition parfaite, à laquelle on ne peut manquer d'atteindre par degrés lorsqu'il y a une limite inflexible qui renvoie sur les contribuables dont la cote ne s'y feroit point élevée, tout l'excès des cotes pour lesquelles on l'auroit outre-passée.

Vous voyez, citoyens, que vous ne pourrez pas être imposés en principal pour vos biens-fonds, au-dessus du sixième de leur valeur locative;

Pour votre contribution personnelle, au-dessus de votre cote de citoyen actif, & de ce que vous devrez à raison de vos domestiques, de vos chevaux ou de vos autres animaux de trait ou de selle;

Pour vos facultés mobilières, au-dessus du dix-huitième de leur revenu, calculé d'après votre logement d'habitation;

Pour le complément des besoins du trésor public, au-dessus du quarantième de tous vos revenus évalués par le même élément.

Comparez cet état regulier, clair, sans arbitraire & sans

vexations, avec les anciennes impositions de toute espèce qui vous accabloient.

Ces anciennes impositions, dont la plupart violaient outrageusement votre liberté, coûtoient cent treize millions de frais de perception ou de régie, & une somme incalculable de frais litigieux; tandis que celles qui auront lieu à l'avenir, n'occasionneront que trente-trois millions de frais, encore fera-ce à cause des douanes nationales & des loteries, qui seules obligent à plus d'un tiers de cette dépense, dont les secondes ne sont qu'une imposition supplémentaire, & dont les premières existent moins comme impositions levées pour le trésor public, que comme primes qu'on a cru nécessaires à vos manufactures.

Vos représentans ne se sont permis aucun arbitraire dans la distribution des deux contributions foncière & mobilière entre les départemens. Ils les ont foulagés tous dans la même proportion, par un même marc la livre des impositions de toute espèce, que l'ancien gouvernement avoit mises sur chacun d'eux, dans le temps où il y avoit quelques lumières, & lorsqu'à loisir, après une longue paix, il s'étoit appliqué à égaliser, autant qu'il l'avoit pu, leurs charges, pour leur faire supporter toute la somme d'impôt qu'il leur étoit possible d'acquitter.

C'est le taux indiqué par cette somme, & par celles qu'auroient produites les mêmes impositions étendues aux privilégiés, que l'assemblée nationale a modéré proportionnellement pour vous tous, avec l'impartialité que vous aviez droit d'attendre d'hommes qui, chargés par vous des fonctions législatives, n'ont vu dans leurs concitoyens que des frères égaux, qui, avec une égale confiance, leur ont remis le soin de leurs intérêts.

S'il y a des erreurs, comme on peut le croire, du moins aucune d'elles ne sauroit être imputée à vos représentans; ils n'auroient pu vouloir faire mieux sans tomber dans l'arbitraire, & sans s'exposer à commettre d'autres erreurs qui vous auroient été plus préjudiciables.

Celles qu'il ne leur a pas été possible d'éviter, ne fau-  
roient être très-grandes; elles sont bornées par la règle  
du sixième du revenu, pour la contribution foncière, & du  
quarantième pour la cote d'habitation; elles seront réparées  
par un fonds de dix-huit millions, applicable aux dé-  
charges & aux modérations dont la justice sera reconnue.

Jamais l'ancien gouvernement n'a consacré plus de onze  
à douze millions à cet acte de raison & de bienfaisance.

Il n'y a donc pas un seul point sur lequel la position  
dans laquelle vous laisserez l'assemblée nationale, ne soit  
préférable à celle dans laquelle elle vous a trouvés.

Vous êtes soulagés de la dîme en entier, de la milice  
en entier; de quatre-vingts millions sur les cent treize qu'il  
falloit acquitter pour les frais de perception & de régie  
des anciennes impositions; de tous les procès dispendieux  
qu'occasionnoit leur perception compliquée, de tout le  
temps perdu, de toutes les vexations qu'entraînoient leurs  
formes inquisitoriales;

De toute la portion des droits féodaux supprimés sans  
indemnité, & de tous les procès qui en étoient la suite;  
de la charge qu'imposoit à votre commisération la mendi-  
cité des moines, aujourd'hui pensionnés, jusqu'à leur  
décès, sur les fonds publics.

Ces soulagemens se montent en impositions dont le calcul  
est certain, à cent cinq millions; en autres perceptions  
dont la pesanteur ne peut être qu'estimée, à soixante-dix-  
huit millions.

Le trésor national vous demande donc cent quatre-vingt-  
trois millions de moins que vous ne payiez, il y a trois  
ans, au trésor royal, ou aux particuliers qui partageoient  
avec lui les contributions du peuple. Mais outre la parti-  
cipation à ce soulagement général, les contribuables les  
plus indigens, & la majeure partie de la nation, celle  
qui a fait la constitution, celle qui a conquis la liberté,  
celle qui n'avoit point de privilèges, éprouveront deux au-  
tres soulagemens particuliers.

D'une

D'une part, les fonds pour les décharges & modérations dues aux contribuables qui ont essuyé quelque calamité, ou qui auroient été lésé dans la répartition, sont augmentés de six millions & demi; c'est un secours assuré par l'aisance des bons patriotes, à leurs concitoyens accablés par des malheurs imprévus, ou opprimés par une erreur involontaire. D'un autre côté, la perfection de la répartition rejette sur les citoyens ci-devant privilégiés, trente-six millions qu'ils n'acquittoient point autrefois, & qui tournent au soulagement de ceux des anciens contribuables qui n'étoient pas privilégiés.

Il n'y avoit pas plus de deux cent mille privilégiés de tout âge, de tout sexe & de toute fonction. C'est donc véritablement la nation, presque en sa totalité, qui est soulagée de deux cent vingt-cinq millions.

Le tableau détaillé en est joint à cette adresse. Les ci-devant privilégiés ne sont cependant pas surchargés; car s'ils payent trente-six millions dont ils étoient précédemment exempts, ils en retrouvent l'indemnité, & au-delà, dans la suppression de la dîme, & dans celle des procès auxquels l'ancienne nature de leurs biens les exposoit plus que personne.

Ainsi le nouvel ordre de chose fera bon pour tout le monde, aussitôt que l'union des esprits & des cœurs, & la paix sociale seront rétablies.

Vous desirez tous d'y concourir : l'assemblée nationale est donc certaine que les contributions seront payées, & que le service public sera fait. Vous êtes également certains que, par les mesures qu'elle a prises, ces contributions, ce service, sans lesquels il n'y auroit point de société, ne seront pas plus onéreux pour aucun de vous, que pour les autres. Cette sûreté réciproque est le gage de la prospérité publique.

C'est une grande consolation pour l'assemblée nationale, c'étoit le but de ses travaux que l'état où elle va vous laisser, semblable à celui d'une famille libre, unie par la raison &

par un intérêt visiblement commun, tandis qu'elle a trouvé la plupart d'entre vous opprimés, comme par une conquête, & dans une sorte de guerre avec votre propre patrie.

Les impôts étoient arbitraires, excessifs & insuffisans; leurs formes tyranniques révoltoient les âmes libres; leurs frais étoient énormes, & leurs vexations également odieuses & ruineuses.

Les nouvelles contributions, modérées au-delà de vos espérances, suffiront: leurs règles sont simples; vous voyez à chaque article un profond sentiment d'équité, d'égalité, d'amour pour la liberté de tous & de chacun. Aux exactions du despotisme, succèdent les conventions amiables d'une société véritablement fraternelle.

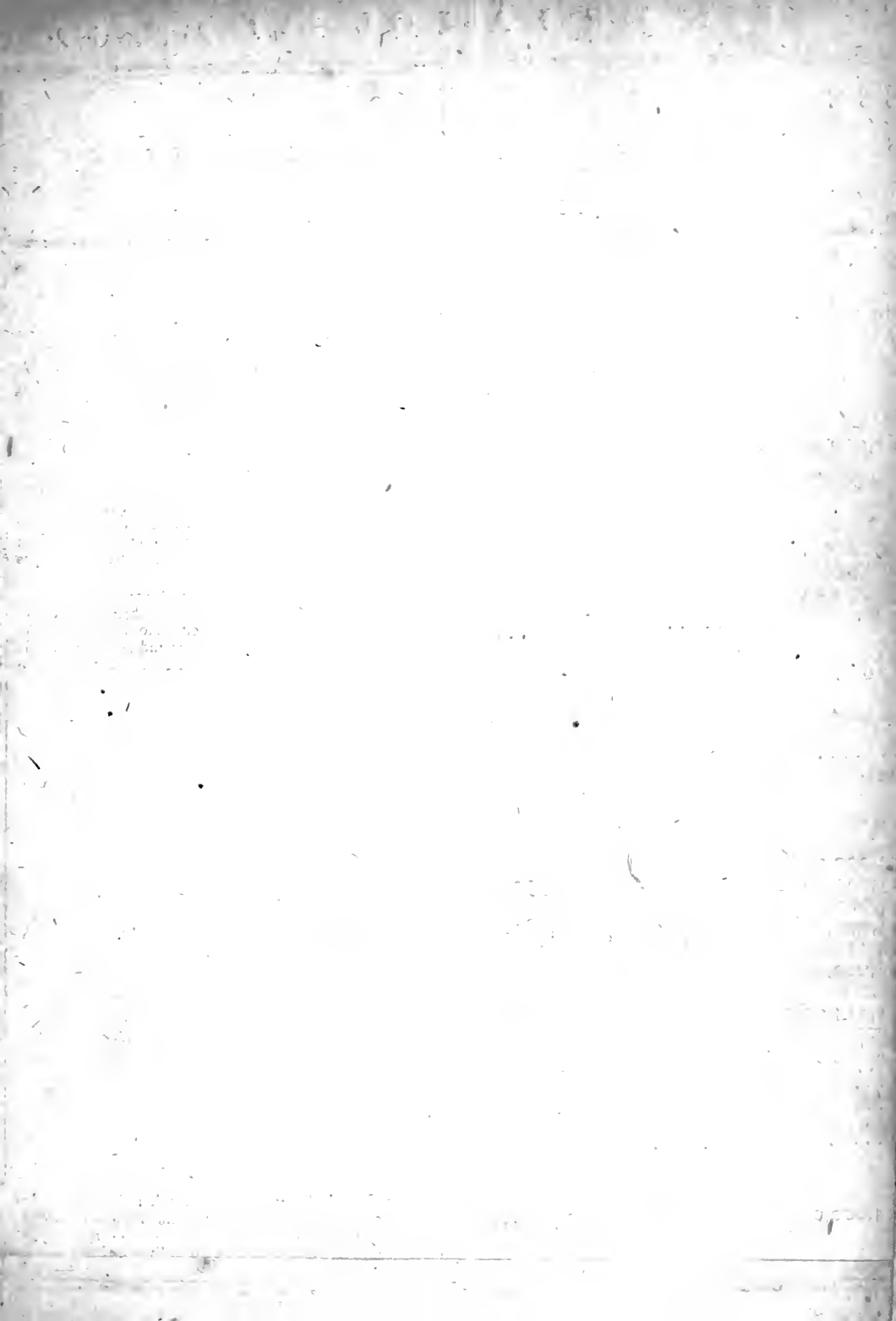
Vos représentans qui vont rentrer dans votre sein, acquitteront comme vous, comme de bons & fidèles François, les contributions qu'ils ont proposées & décrétées en votre nom.

Ils se sont interdit tout objet d'ambition, ils se sont interdit même l'honneur de votre choix pour continuer de vous représenter dans la prochaine législature.

Ils ne se sont réservé que le spectacle & le partage de votre liberté, de votre bonheur & de votre gloire.

Les événemens récents dont vous êtes témoins, & pendant lesquels vous avez montré une si profonde & si honorable sagesse; le nouvel ébranlement qu'a éprouvé le corps politique par la suite des conseils pernicioeux qui ont entraîné le roi jusqu'à lui faire abandonner le soin de la chose publique, & le séjour où l'appeloit la constitution; les mesures qu'une résolution si extraordinaire, même avortée, peuvent forcer de prendre, les dangers que vous pouvez avoir à repousser, vous montrent la nécessité d'être inviolablement unis, afin que peu d'efforts de chacun de vous, mais bien d'accord, produisent la plus imposante puissance publique.

La conservation de la liberté & celle de la patrie sont dans vos mains: leur salut est donc assuré, car les François ont toujours fait ce qu'ils ont dû; ils ont toujours été l'admiration du monde, lorsqu'un intérêt manifestement général



[illegible]

## OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

[illegible]



& une circonstance périlleuse ont exigé de leur honneur le déploiement d'une grande vertu, d'un grand courage, d'un éminent patriotisme.

L'assemblée nationale n'est donc point inquiète du zèle avec lequel vous soutiendrez par vos contributions, comme par votre valeur, l'existence de l'état & la dignité du nom François.

Elle compte que ceux d'entre vous qui pourroient avoir laissé en arrière le paiement de leurs impositions, feront les plus grands efforts pour s'acquitter ; & quand vous voyez que le retard des rôles de la présente année n'a eu d'autres causes que le désir de vous rendre justice à tous en perfectionnant la répartition, elle espère que vous vous porterez à l'envi à offrir sur la contribution foncière & sur la contribution mobilière, tous les à-comptes qui seront en votre pouvoir. Elle donnera pour les à-comptes que réclame le service public, une règle générale, & ne sera point surprise que la plupart d'entre vous fasse pour la patrie encore plus qu'il ne vous sera prescrit.

L'assemblée nationale connoît vos sentimens, parce qu'ils sont les siens, parce que vos représentans sont vos frères, une partie de vous-mêmes, parce que le noble amour du bien public qui élève vos ames, brûle également dans leurs cœurs.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, ouï le rapport de son comité de contributions publiques, décrète l'adresse aux François ci-dessus transcrite, elle en ordonne l'impression & l'envoi dans les quatre-vingt-trois départemens.

M A N D O N S & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-huit juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º 1146.

## L O I

*Qui autorise les Directoires du district de Mortain, & des départemens de l'Ardèche & du Morbihan, à acquérir les bâtimens nécessaires à leur établissement.*

Donnée à Paris, le 28 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, R O I D E S F R A N Ç O I S : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 22 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, ouï le rapport de son comité d'emplacement, considérant qu'il n'existe point d'édifices nationaux dans la ville de Mortain, propres à y établir le corps administratif du district & le tribunal, autorise le directoire du district à acquérir aux frais des administrés, du sieur Vaufléury, moyennant la somme de vingt-un mille cent quarante livres, prix convenu avec lui, la maison qui lui appartient, sise audit Mortain, avec les terrains en dépendant, pour y placer le corps administratif dudit district & le tribunal.

L'autorise également à faire procéder à l'adjudication au rabais des ouvrages & arrangemens intérieurs nécessaires, sur le devis estimatif qui en a été dressé par le sieur Diffauzais, ingénieur des ponts & chaussées, le 22 avril dernier, pour le montant de ladite adjudication être supporté par lesdits administrés.

L'assemblée nationale réserve de prononcer sur la vente de tout ou partie des trente-six perches de jardin, dépendant de la maison dont il s'agit, jusqu'à ce que le directoire du département de la Manche se soit fait rendre un nouveau compte de l'état des lieux, & en ait donné son avis.

Autorise le directoire du département du Mórbihan à acquérir aux frais des administrés, & dans les formes prescrites par les décrets de l'assemblée nationale pour la vente des biens nationaux. 1.<sup>o</sup> la partie du couvent ci-devant aux Cordeliers de la ville de Vannes, où le directoire tient actuellement ses séances, contenant cette partie deux cent quatre-vingts toises, & telle qu'elle est désignée en la délibération du 29 novembre 1790, & au procès-verbal du sieur Ulliac, architecte, du 13 décembre suivant; 2.<sup>o</sup> le long du bâtiment, du côté du jardin, cent vingt toises quarrées environ de terrain, pour y former une terrasse de trente-six pieds de large, avec un droit de passage à travers le surplus du jardin, pour arriver à l'hôtel du département par l'escalier placé vers la rue de Saint-François.

Excepte de la présente permission d'acquérir, le surplus du terrain de la ci-devant maison des Cordeliers, sur lequel l'église & le cloître sont édifiés, ainsi que la partie qui est en jardin ou clos.

L'assemblée nationale autorise pareillement le directoire du département à faire procéder à l'adjudication au rabais, des réparations dont il s'agit au procès-verbal de devis du sieur Ulliac, architecte, du 14 décembre 1790 & jours suivans, montant à la somme de treize mille neuf cent quarante-quatre livres dix-sept sous cinq deniers rabais, par adjudication publique en la forme, pour le montant en être également supporté par les administrés.

Autorise le directoire du département de l'Ardèche à acquérir aux frais des administrés, la maison du sieur Marie-César de Fay de la Tour-Maubourg, occupée présentement par le directoire, & dont le sieur Guérin, son procureur fondé, lui a passé promesse de vente, sous le bon plaisir de l'assemblée, le 17 juin dernier, moyennant la somme de vingt-deux mille livres, & sous les autres charges & conditions requises en ladite promesse de vente que l'assemblée approuve.

Elle autorise pareillement le directoire à faire prodéder à l'adjudication au rabais des réparations relatives à l'administration seulement, montant, suivant le devis du sieur Periolas fils, ingénieur des ponts & chaussées, des 20 au 24 juin dernier, à six mille cent quatre-vingt-seize livres, pour le montant en être également supporté par les administrés.

L'assemblée réserve de prononcer sur les réparations à faire pour la perfection des casernes, jusqu'à ce que la prochaine assemblée du conseil d'administration du département de l'Ardèche en ait ultérieurement délibéré, & lui ait présenté de nouveau sa demande à cet égard.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-huit juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 22 & 25 juin dernier: Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

## L O I

N.º 1149.

*Relative aux Evénemens de la journée du 17 Juillet.*

Donnée à Paris, le 28 Juillet 1791.

**L**OUIS par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée Nationale, du 18 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE ordonne l'impression du procès-verbal de la municipalité de Paris, qui a été lu à la barre par le maire ; décrète que le discours adressé par son président à la municipalité, & qui renferme l'expression de ses sentimens, sera pareillement imprimé & affiché dans toutes les rues de la capitale ; ordonne aux accusateurs publics auprès des tribunaux de Paris, de poursuivre avec la plus grande promptitude la punition des auteurs des délits, & des chefs des émeutes qui ont eu lieu dans la journée d'hier.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-huit juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi. Signé, M. L. F. DU PORT.*

N.º 1157.

## L O I

*Relative aux Dépenses municipales de la ville de Paris.*

Donnée à Paris, le 28 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 23 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, sur le rapport du comité des contributions publiques, décrète,

Qu'à compter du premier juillet présent mois, les dépenses municipales de la ville de Paris cesseront d'être à la charge du trésor public.

Se réserve de statuer incessamment sur la dépense de la garde nationale soldée de la ville de Paris, & sur le mode de payement des rentes & dettes arriérées de la même ville.

**M**ANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-huit juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791: Pour le roi.*  
Signé M. L. F. DU PORT.

## L O I

N.º 1200.

## R E L A T I V E   A U X   P E N S I O N S .

Donnée à Paris, le 28 juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 14 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, ouï le rapport de son comité des pensions, qui lui a rendu compte des états dressés par le directeur général de la liquidation, annexés au présent décret, & des vérifications relatives auxdits états, faites par le directeur général, décrète ce qui suit :

## A R T I C L E   P R E M I E R .

LES pensions énoncées au premier état, montant à la somme de 48,768 livres pour les personnes nées en 1716, & à 48,101 liv. 8 sous pour les personnes nées en 1717, seront rétablies & payées sur les fonds ordonnés par l'article XVIII du titre III du décret du 3 août 1790, concernant les pensions en général, à compter du premier janvier 1790, à la charge par les pensionnaires de faire compensation, sur ce qui leur sera dû, avec ce qu'ils auroient reçu à titre de secours.

## I I .

LES pensions énoncées au second état, montant à la somme de 126,248 liv. 10 sous pour les personnes nées en 1716, & à 83,760 liv. 5 sous pour les personnes nées en 1717, seront recrées & payées sur le fonds ordonné par l'article

XIV du titre I du décret du 3 août 1790, à compter du premier janvier 1790, à la charge par les pensionnaires de faire compensation, sur ce qui leur sera dû, avec ce qu'ils auroient reçu à titre de secours.

## I I I.

LESDITES pensions rétablies & créées seront payées par les payeurs des rentes, dits de l'hôtel-de-ville, auxquels il sera remis à cet effet, avec les fonds nécessaires, un état des secours que lesdits pensionnaires auront reçu; & en satisfaisant d'ailleurs, par les pensionnaires, aux conditions requises par les décrets de l'assemblée nationale pour recevoir leur payement.

## I V.

A l'égard des personnes comprises au troisième état joint au présent décret, & dont les pensions montoient, pour les personnes nées en 1716, à la somme de 41,264 liv. 6 deniers, & pour les personnes nées en 1717, à la somme de 84,507 livres 15 sous 3 deniers, l'assemblée déclare qu'il n'y a lieu à rétablir ni recréer lesdites pensions sur la trésorerie nationale, sauf auxdits pensionnaires à se pourvoir ainsi qu'ils aviseront.

*Suivent les trois états.*



## PENSIONS RÉTABLIES.

## N A I S S A N C E S D E 1716.

**D** *EROZIÈRES*, (Thomas-Nicolas) né le 16 janvier 1716; ancienne pension, 680 liv. net, en 1789.

680

22 ans de services, commencés le 26 mars 1731, discontinués par réforme le 15 juin 1736, repris le premier janvier 1741, discontinués aussi par réforme le premier septembre, même année, repris pour la seconde fois le 21 décembre 1745, & finis par retraite dans le grade de capitaine, le 13 septembre 1761; 5 campagnes.

La pension est obtenue en 1761, antérieurement aux réglemens faits pour le département de la guerre, dont le premier est du 12 novembre 1763.

Rétablie. (art. 6, tit. 3, loi du 23 août 1790.) . . . . .

680

**Duval de Lamotte**, (Philippe) né le 28 janvier 1716; ancienne pension, 355 liv. net.

24 ans de services, commencés en mars 1731, finis en 1755 dans le grade de capitaine; 3 campagnes.

Concession du premier septembre 1755, antérieure au premier réglement du département de la guerre.

Rétablie. (art. 6, tit. 3.) . . . . .

355

**Chanstergues du Bord**, (Joseph-Guillaume) né le 2 février 1716; ancienne pension, 355 liv. net.

20 ans passés de services, commencés en 1731, finis en 1752 dans le grade de capitaine; 8 campagnes.

Concession du 6 janvier 1753, antérieure au premier réglement.

Rétablie. (art. 6, tit. 3.) . . . . .

355

**Lamoral Lérique d'Allenne**, (Robert-François) né le 5 février 1716; ancienne pension, 355 liv. net, accordée en 1758, antérieurement aux réglemens.

23 ans de services, commencés le 12 septembre 1734, finis en 1758 dans le grade de capitaine; 8 campagnes.

Rétablie. (art. 6, tit. 3.) . . . . .

355

**Collet de Chatelmont**, (Jean) né le 8 février 1716; ancienne pension, 354 liv. net.

20 ans passés de services, commencés en 1742, finis par réforme en 1763, dans le grade de capitaine au régiment de Royal-Barrois; conformité à l'ordonnance de réforme, du 25 novembre 1762.

Rétablie. (art. 7, tit. 3.) . . . . .

354

**Dandré de la Sollets de la Drouille**, (Claude) né le 10 mars 1716; ancienne pension, 442 liv. 10 sous net, obtenue comme capitaine d'infanterie, réformé des volontaires de

	Report.....	2,099
Flandres, en vertu de l'ordonnance du premier mars 1763 ; conformité à ladite ordonnance.		
	Rétablie. (art. 7, tit. 3.).....	442 10
<i>De Carrey de Bellemare</i> , (François-Augustin) né le 26 mars 1716 ; ancienne pension, 355 liv. net.		
26 ans de services, commencés le premier janvier 1734, finis dans le grade de capitaine en 1760 ; 13 campagnes ; concession du 19 mars 1760, antérieure aux réglemens.		
	Rétablie. (art. 6, tit. 3.).....	355
<i>Gatel</i> , (Antoine) né le 30 mars 1716 ; ancienne pension, 540 liv. net.		
23 ans de services, comme contrôleur à l'hôpital de Bèfort, finis par réforme en 1777 ; concession en conformité d'état arrêté par le roi le premier juin 1777, par suite de réforme faite en exécution de l'ordonnance du 26 février précédent.		
	Rétablie. (art. 7, tit. 3.).....	540
<i>Ancillon</i> , (Jean) né le 7 avril 1716 ; ancienne pension, 1,600 liv. net en 1789, accordée les 20 septembre 1758, 23 mars 1762, & 5 juin 1762, antérieurement aux ré- glemens.		
29 ans sept mois de services, commencés le 3 novembre 1733, finis le 5 juin 1763, dans le grade de commandant de bataillon ; 14 campagnes.		
	Rétablie. (art. 6, tit. 3.).....	1,600
<i>De Meaupou</i> , (Louis-Charles-Alexandre) né le 9 avril 1716 ; ancienne pension, 6,075 liv., gouvernement de Bethune, 12,935 liv., sans résidence.		
19 ans de services, dont 14 dans le régiment de Bigorre, du premier mars 1734, au 10 mai 1748, qu'il a été fait maréchal-de-camp, & 5 comme employé à la guerre de 1757 à 1761, tant comme maréchal-de-camp que comme lieu- tenant-général ; 17 campagnes.		
	Rétablie comme officier général, pour le maximum. (art. 5, tit. 3.).....	6,000
<i>Jeannin</i> , (Louis) né le 21 avril 1716 ; ancienne pension, 355 liv., accordée en 1755, antérieurement aux réglemens.		
21 ans de services de 1733 à 1755, finis dans le grade de capitaine ; 6 campagnes.		
	Rétablie. (art. 6, tit. 3.).....	355
<i>Petel de Scallier</i> , (Jean-Baptiste-Arseigne) né le 26 avril 1716 ; ancienne pension, par brevet, 4,200 liv. net, ordre de Saint- Louis, 800 liv. total, 5,000 liv.		
45 ans de services, commencés le 22 décembre 1744, finis le 14 mai 1789, dans le grade de colonel, & comme employé en qualité d'aide maréchal-général-des-logis de l'armée,		

— 5 2

Report..... 11,391 10

depuis le premier décembre 1784, avec traitement de 2,400 liv.; maréchal-de-camp en 1788; 11 campagnes.

Rétablie comme officier général. (art. 5, tit. 3.)..... 5,000

*Doria*, ( Gabriel ) né le 14 mai 1716; ancienne pension, 500 liv. accordée le premier juillet 1763, antérieurement aux réglemens, & 400 liv. accordée le 2 novembre 1772, époque à laquelle existoit au département de la guerre le régiment de 1763; produit net en 1789, 765 liv.

29 ans 7 mois de services, commencés le premier décembre 1733, finis en juillet 1763, dans le grade de capitaine; 10 campagnes

La pension de 500 liv., rétablie pour le net de (art. 6, tit. 3.)..... 443 15

Celle de 400 liv. étant accordée dans un temps où il existoit au département de la guerre, un réglement qui demandoit 30 ans de services, le surplus desdits 765 liv. est rejeté.

*Dusauzai*, ( Jean-Baptiste ) né le 30 mai 1716; ancienne pension; 1.<sup>o</sup> par brevet net en 1789, 9,311 liv. 5 f.; 2.<sup>o</sup> gouvernement de Landrecy, 14,311 liv. 3.<sup>o</sup> grand-croix de l'ordre de Saint-Louis, 6,000 liv.; total, 29,622 liv. 5 f.

56 ans de services dans les gardes-françoises, finis avec rang de colonel en 1788; 10 campagnes.

Rétablie comme officier général, pour le maximum de. (art. 5, tit. 3.)..... 6,000

*Vien*, ( Joseph-Marie ) né le 18 juin 1716: ancienne pension, 1,500 liv. net en 1789.

Concession du 8 juillet 1781, pour service pendant 6 ans de directeur de l'école de peinture, pour la France, à Rome, conformément à un réglement fait le 12 novembre 1775, pour cette place.

Rétablie. (art. 7, tit. 3.)..... 1,500

*Fournier de Mazerac*, ( Jean-Pierre ) né le 24 juin 1716; ancienne pension, 1.<sup>o</sup> 300 liv. accordée en 1761, antérieurement aux réglemens du département de la guerre; 2.<sup>o</sup> 400 liv. accordée pour réforme, en vertu de l'ordonnance du 25 novembre 1762; total 700 liv., produisant net en 1789, 595 l.

29 ans de services, commencés en janvier 1734, finis dans le grade de capitaine en janvier 1763; 14 campagnes.

La première pension rétablie. (art. 6, tit. 3.) La seconde, comme conforme à l'ordonnance, (art. 6 & 7, tit. 3.).... 395

*Girard de Vasson*, ( Louis ) né le 25 juin 1716, ancienne pension, 355 liv, obtenue en 1757, antérieurement aux réglemens.

24 ans de services, commencés en 1734, finis dans le grade de capitaine en 1758; 8 campagnes.

Rétablie. (art. 6, titre 3.)..... 355

De cette part..... 25,285 5

Réport..... 25,285 5

*De Romas*, ( Thomas ) né le 17 juillet 1716, ancienne pension, 531 liv. net, accordée le premier mai 1763, antérieurement aux réglemens.

20 ans de services, dont 2 au régiment du Perche, du 4 octobre 1734 à février 1737, & 18 au régiment de Provence, du 8 mars 1745 au premier mai 1763; grade de capitaine à la retraite.

Rétablie. ( art. 6 tit. 3. )..... 531

*Julien de Saint-Juft*, ( Jacques-Joseph ) né le 25 juillet 1716; ancienne pension, 355 liv. net, obtenue en 1754, antérieurement aux réglemens.

20 ans de services, eommencés le premier décembre 1733, finis dans le grade de capitaine en août 1754; 9 campagnes.

Rétablie. ( art. 6, tit. 3. )..... 355

*Damoiseau de la Bande*, ( Frédéric ) né le 29 juillet 1716; ancienne pension, 355 liv. net, obtenue en 1755, antérieurement aux réglemens.

23 ans de services, eommencés en 1732, époque à laquelle il a eu 16 ans, finis en 1755 dans le grade de capitaine; 6 campagnes.

Rétablie. ( art. 6, tit. 3. )..... 355

*Dutrenblay*, ( Charles-Louis ) né le 7 août 1716; ancienne pension, 443 liv. 15 s. net, obtenue le premier février 1763, antérieurement aux réglemens.

29 ans & 8 mois de services, eommencés le 6 mai 1733, finis dans le grade de capitaine le premier février 1763, 9 campagnes.

Rétablie. ( art. 6, tit. 3. )..... 443 15

*Galéazini*, ( François-Saverio ) né le 3 septembre 1716; ancienne pension; 1.<sup>o</sup> 1,000 liv.; produisant net en 1789, 850 liv. accordée en vertu de l'ordonnance du 21 décembre 1762; 2.<sup>o</sup> 200 liv. accordée en 1769, à titre d'augmentation, & suivant sa déclaration, pour indemnité de pertes souffertes dans la guerre de Corse.

La pension de 1,000 liv. accordée conformément à l'ordonnance du 21 décembre 1762.

Rétablie. ( art. 7, tit. 3. )..... 850

Celle de 200 liv., renvoyée pour être liquidée comme créance. ( art. 8, tit. 1. )

*Dechaftenai*, ( Guy ) né le 8 septembre 1716; ancienne pension, 443 liv. 15 s. net, obtenue en 1759, antérieurement aux réglemens.

26 ans de services, eommencés le 5 novembre 1733, finis comme capitaine de dragons en 1759; 8 campagnes.

Rétablie. ( art. 6, tit. 3. )..... 443 15

*De cette part*..... 28,263 15

th s a

Report.....28,263 15

**Dupille**, ( Auguste-Claude-Robert ) né le 14 septembre 1716 ;  
ancienne pension , 1,475 liv. net , obtenue en 1758 , anté-  
rieurement aux réglemens.

28 ans de services , finis dans le grade de lieutenant-colonel ,  
le 20 mai 1758 ; 6 campagnes.

Rétablie. ( art. 6 , tit. 3. )..... 1,475

**Dethefe**, ( Bernard ) né le 17 septembre 1716 ; ancienne pension ,  
443 liv. 15 f. , obtenue en 1756 , antérieurement aux ré-  
glemens.

24 ans de services , commencés en 1733 , finis en 1757  
dans le grade de capitaine ; 11 campagnes.

Rétablie. ( art. 6 , tit. 3. )..... 443 15

**Le Sart de Mouchin**, ( Louis-Joseph-Hyacinthe ) né le 22 septembre  
1716 ; ancienne pension , accordée en conformité de l'ordonnance  
du 18 décembre 1748 , comme capitaine réformé du régiment  
de Bonfflers-Walons , 265 liv. 10 f. net , en 1789.

Rétablie. ( art. 7 , tit. 3. )..... 265 10

**D'Harambure**, ( Jean-Samuel ) né le 16 octobre 1716 ; ancienne  
pension , 1.<sup>o</sup> 500 liv. accordées en 1755 , en considération de  
services ; 2.<sup>o</sup> 1,800 liv. pour conversion d'appointemens de la  
place de gouverneur de Poitiers , supprimée par l'ordonnance  
de 1776 , total 2,300 liv. , net en 1789 1,725 liv.

20 ans de services , commencés le 19 février 1735 , finis  
dans le grade de capitaine en 1755 , 8 campagnes.

La pension de 500 liv. est obtenue antérieurement au règlement.

Rétablie. ( art. 6 , tit. 3. ).....

Celle de 1,800 liv. , rétablie à raison des campagnes. }

( Loi du 25 février 1791 sur les gouvernemens , & art 5  
tit. 3. , loi du 23 août. ) ..... 1,725

**Lange de la Maltière**, ( Joseph-François ) né le 22 octobre 1716 ;  
ancienne pension , 1.<sup>o</sup> 450 liv. produisant net 398 liv. 5 f.  
accordée en 1753 ; 2.<sup>o</sup> 400 liv. sur les fonds de l'école  
militaire , pour réforme , comme lieutenant d'une compagnie  
à l'école militaire.

Cette dernière pension , confirmée par l'arrêt du conseil , du  
10 mai 1776 , concernant l'école militaire , rétablie. , ( art. 7 ,  
tit. 3 ) ci..... 0 0

Celle de 398 liv. 5 f. rejetée , le sieur de la Maltière  
n'ayant pas 20 ans de services.

**Simon**, ( Marc ) né le 27 octobre 1716 ; ancienne pension net  
en 1789 , 850 liv.

Concession en vertu d'arrêt du conseil & lettres patentes sur  
icelui , registrées en la chambre des comptes , le 23 octobre 1771.

Rétablie. ( art 7 , tit. 3. ) ci..... 850

De cette part..... 33,423

Report.....		33,423
<i>David</i> , ( Charles-François ) né le 31 octobre 1716, ancienne pension net, 1,020 liv., obtenue en 1759 & 1762, antérieurement aux réglemens.		
28 ans de services, commencés le 9 mars 1735, finis en février 1762 dans le grade de commandant de bataillon; 13 campagnes.		
Rétablie. ( art. 6, tit. 3. ) ci.....		1,020
<i>Toyot</i> , ( Claude-Alexis-Augustin ) né le 18 novembre 1716; ancienne pension, 355 liv. net, accordée en 1755, antérieurement aux réglemens.		
22 ans de services, commencés le premier décembre 1733, finis dans le grade de capitaine, le premier septembre 1755; 7 campagnes.		
Rétablie. ( art. 6, tit. 3. ) ci.....		355
<i>Rouillé du Coudray</i> , ( Hilaire ) né le 19 novembre 1716; ancienne pension net en 1789, 4,200 liv.		
28 ans de services, commencés le 8 mai 1733, finis le 20 février 1761, époque à laquelle il a été fait maréchal-de-camp, lieutenant-général en 1780; 13 campagnes.		
Rétablie comme officier-général. ( art. 5, tit. 3. ) ci.....		4,200
<i>Duverdier</i> , ( Louis ) né le 25 novembre 1716; ancienne pension net en 1789, 4,200 liv.		
49 ans de services, commencés le 14 février 1735, finis en 1784, dans le grade de lieutenant-colonel, fait maréchal-de-camp en 1787; 8 campagnes.		
Rétablie, comme officier général. ( art. 5, tit. 3. ) ci....		4,200
<i>Dubois de la Bernade</i> , ( Jean-Élie ) né le 2 décembre 1716; ancienne pension net en 1789, 4,200 liv.		
22 ans de services, savoir; un an au régiment de Périgord, du 6 janvier 1736 à 1737; 20 ans au régiment d'Orléans, dragons, de 1742 au 27 août 1762; 1 an pendant 1778, comme aide-maréchal-général-des-logis de l'armée en Normandie; grade de maréchal-de-camp, le 9 mars 1788; 13 campagnes.		
Rétablie, comme officier général. ( art. 5, tit. 3. ) ci....		4,209
<i>De Verpillat</i> , ( Louis Joseph ) né le 11 décembre 1716; ancienne pension net 532 liv. 10 f., accordée en 1759, antérieurement aux réglemens.		
26 ans de services, commencés le 11 décembre 1732, époque à laquelle il a eu 16 ans, finis en 1759 dans le grade de commandant de bataillon; 2 campagnes.		
Rétablie. ( art. 6, tit. 3. ) ci.....		532 10
<i>Rayne</i> , ( François ) né le 25 décembre 1716; ancienne pension net, 837 liv. 10 f., obtenue en 1760, antérieurement aux réglemens.		
26 ans de services, commencés le premier décembre 1733, finis en mai 1760 dans le grade de lieutenant-colonel; 3 campagnes.		
Rétablie. ( art. 6, tit. 3. ) ci.....		837 10
TOTAL.....		48,768

## PENSIONS RÉTABLIES.

## N A I S S A N C E S D E 1717.

*DIGAR DE KERGUETTE*, (Jean) né le 2 janvier 1717; ancienne pension, 1.<sup>o</sup> par brevet, 1,400 liv.; 2.<sup>o</sup> sur les invalides de la marine, 1,000 liv.; en total, 2,400 livres.

46 ans de services comme ingénieur & professeur de mathématiques & d'hydrographie, de 1742 au premier avril 1789; emploi de professeur à l'école publique de la marine à Rochefort pendant les 23 dernières années, avec 2,400 liv. de traitement; concession du 4 avril 1789, conforme jusqu'à concurrence de 2,160 liv. au règlement du 24 juin 1788, pour le département de la marine.

Rétablie pour cette somme seulement. (art. 7, tit. 3, loi du 23 août 1790.) ci. . . . . 2,160

*Thierriert de Nédoncelle*, (Alexandre-Claude) né le 4 janvier 1717; ancienne pension 443 liv. 15 f. net.

21 ans de services, comptés du 4 janvier 1733, époque à laquelle il a eu 16 ans, & non compris le service antérieur, finis comme capitaine; 10 campagnes; concession des 4 février 1747 & 20 mai 1754, antérieure aux réglemens faits pour le département de la guerre, dont le premier est du 12 novembre 1763.

Rétablie. (art. 6, tit. 3.) ci. . . . . 443 15

*Perrache d'Ampus*, (Honoré-François) né le 7 février 1717; ancienne pension, 1.<sup>o</sup> par brevet, 4,000 l.; 2.<sup>o</sup> sur l'ordre de Saint-Louis, 1,000 l.; en total, 5,000 liv.

46 ans de services, du 24 novembre 1733, au premier mars 1780, finis dans le grade de lieutenant-colonel & par celui de maréchal-de-camp; 11 campagnes.

Rétablie pour 3,800 liv. net, la première pension n'ayant produit que 2,800 l. en 1789. (art. 5 & 9, tit. 3.) ci. . . . . 3,800

*La Suderie de la Faye*, (Barthelemy) né le 9 février 1717; ancienne pension, 670 liv. 8 f.

24 ans de services, de 1735 à 1760, finis dans le grade de capitaine; 11 campagnes; concession des 12 juin & 13 novembre 1759, antérieure au premier règlement fait pour le département de la guerre.

Rétablie. (art. 6, tit. 3.) ci. . . . . 670 8

De cette part. . . . . 7,074 3

Report . . . . . 7,074 3

*Chenu*, (Gaspard) né le 9 février 1717, ancienne pension, 355 livres net.

25 ans de services, du 17 décembre 1734 à 1737, & de 1739 au premier avril 1763, finis dans le grade de capitaine; 7 campagnes; concession du premier avril 1763, antérieure aux réglemens.

Rétablie. (art. 6. tit. 3.) ci . . . . . 355

*Desaux d'Argelès*, (Jean-Pierre) né le 18 février 1717; ancienne pension, 855 liv., conformité à l'ordonnance du 15 décembre 1775, par laquelle il a été réformé dans le grade de major de grenadiers-royaux.

Rétablie pour 850 liv., produit net en 1789. (art. 7 & 9, tit. 3.) ci . . . . . 850

*Piolenc*, (Marcel-François) né le 7 mars 1717; ancienne pension, 1,005 livres.

29 ans 6 mois de services, du premier janvier 1734, au premier juillet 1763, finis dans le grade de lieutenant-colonel; 13 campagnes, concession du premier juillet 1763, antérieure au premier règlement fait dans le département, en date du 12 novembre de la même année.

Rétablie. (art. 6, tit. 3.) ci . . . . . 1,005

*Marquette d'Hauteville de Marcy*, (Jean-Claude) né le 7 mars 1717; ancienne pension, 355 liv. net.

22 ans de services, du 1 janvier 1734 à 1756, finis dans le grade de capitaine; 5 campagnes; concession du 23 janvier 1756, antérieure aux réglemens.

Rétablie. (art. 6, tit. 3.) ci . . . . . 355

*La Tour du Ménil*, (Jeanne-Marie-Christine Guérin de la Marche, veuve du sieur de) née le 13 mars 1717, ancienne pension, 355 liv. net.

Nomination faite le 21 août 1759, à la place de capitaine au régiment de Crussol, vacante par la mort du mari, qui étoit à la bataille de Minden, donnée le premier du même mois, & qui par conséquent paroît avoir été tué à cette bataille, comme le déclare la veuve.

Rétablie. (art. 8, tit. 3.) ci . . . . . 355

*Poulhariès*, (François-Médard) né le 21 mars 1717, ancienne pension, 1.<sup>o</sup> par brevet, 3,870 liv.; 2.<sup>o</sup> sur l'ordre de Saint-Louis, 3,000 liv.; en total, 6,870 liv.

46 ans de services, du premier janvier 1734, au premier mars 1780, finis dans le grade de lieutenant-colonel, & par celui de maréchal-de-camp; 11 campagnes.

Rétablie pour 5,800 liv. net, la première pension payable sur le trésor public, n'ayant produit que 2,800 liv. en 1789. (art. 5 & 9, tit. 3.) ci . . . . . 5,800

De cette part . . . . . 15,794 3



Report..... 15,794 3

*Toussain Descrennes*, ( Claude-Alexandre ) né le 8 avril 1717, ancienne pension, 1.<sup>o</sup> par brevet, 6,918 liv. 10 f.; 2.<sup>o</sup> sur l'ordre de Saint-Louis, 800 liv.; en total 7,718 liv. 10 f.

42 ans de services, de 1733 au 31 décembre 1775, grade de lieutenant-général; 11 campagnes.

Rétablie pour 5,980 l. net, la première pension n'ayant produit que 5,180 liv. en 1789. ( art. 5 & 9, tit. 3. ) ci..... 5,980

*Venoix d'Anetoville*, ( Charles-Casimir ) né le 12 avril 1717; ancienne pension, 355 liv. net.

21 ans de services, du premier janvier 1734, au premier février 1755, finis dans le grade de capitaine; 9 campagnes; concession du 14 février 1750, antérieure aux réglemens.

Rétablie. ( art. 6, tit. 3. ) ci..... 355

*Wiet d'Hégenet*, ( Jean ) né le 25 avril 1717; ancienne pension, 1,062 livres.

27 ans de services, du 25 octobre 1734, au 7 mars 1761, finis dans le grade de colonel; 13 campagnes; concession du 7 mars 1761, antérieure aux réglemens.

Rétablie pour 1,020 liv. produit net en 1789, ( art. 6 & 9 tit. 3. ) ci..... 1,020

*Tarrieux de Taillan*, ( Laurent ) né le 1<sup>er</sup> mai 1717; ancienne pension, 532 liv. 10 f.

33 ans de services, commencés en 1725, mais qui n'ont commencés à courir utilement que du 1<sup>er</sup> mai 1733, époque des 16 ans d'âge, & qui ainsi ne peuvent être comptés que pour 25 ans, & finis en 1758 dans le grade de commandant de bataillon; 7 campagnes: concession du 2 octobre 1758, antérieure aux réglemens.

Rétablie. ( art. 6, tit. 3. )..... 532 10

*Du Laurens d'Oizelay*, ( Pierre-Joseph-Marie ) né le 10 mai 1717; anciennes pensions, en un même brevet, 1<sup>o</sup>. 355 liv., 2<sup>o</sup> 531 liv.; total, 886 liv.

28 ans de services, commencés en 1732, finis en 1761 dans le grade de capitaine; 10 campagnes; concession de la première partie, du 5 novembre 1761, antérieure au réglement.

Rétablie quant à cette partie seulement. ( art. 6, tit. 3. ) ci.. 355

*Neukirchen*, ( Jean ) né le 30 mai 1717; ancienne pension, 708 liv,

22 ans de services, commencés en 1740, finis en mars 1763 par réforme dans le grade de capitaine; 13 campagnes; concession conforme à l'art. 54 de l'ordonnance du 21 décembre 1762, qui a prononcé ladite réforme.

Rétablie pour 680 liv., produit net en 1789. ( art. 6, 7 & 9, tit. 3. ) ci..... 680

De cette part..... 24,716 13

Report..... 24,716 13

*Lageard*, (Raimond) né le 15 juin 1717; ancienne pension, 355 livres net.

25 ans de services, commencés le 11 mars 1735, finis en 1760 dans le grade de capitaine; 7 campagnes; concession du 18 juillet 1760, antérieure aux réglemens.

Rétablie. (art. 6, tit. 3. ci.....) 355

*Thierry de Saint-Beaufant*, (Jean-Baptiste) né le 18 juin 1717; ancienne pension, 355 liv. net.

21 ans de services, commencés le 16 décembre 1734, finis en 1756 dans le grade de capitaine; 8 campagnes; concession du 11 mars 1756, antérieure aux réglemens.

Rétablie. (art. 6, tit. 3.) ci..... 354

*Traffigniez*, (Gilles-Charles-Adrien) né le 12 juillet 1717; ancienne pension, 5,310 livres.

Services commencés le 21 août 1731, mais qui ne doivent être comptés que du 12 juillet 1733, époque des 16 ans d'âge, finis, soit par l'incorporation du régiment dont il étoit colonel dans celui de Chartres, en 1761, soit par le grade de maréchal-de-camp, obtenu en 1767; 14 campagnes.

Rétablie pour 4,200 livres; produit net en 1789. (art. 5 & 9, tit. 3.)..... 4,200

*Beauvoire de Vilhac*, (Dominique) né le 17 juillet 1717; ancienne pension, 1,062 liv.

29 ans de services, commencés le 2 janvier 1734, finis le premier avril 1763 dans le grade de lieutenant-colonel; 12 campagnes; concession du 12 novembre 1763, époque du premier réglement, & qui, dans le doute, doit être présumée antérieure à ce réglement, d'autant plus que le pensionnaire étoit déjà retiré, & que c'est pour la retraite qu'il a obtenu cette pension.

Rétablie pour 1,020 liv., produit net en 1789. (art. 6 & 9, tit. 3.) ci..... 1,020

*De Grimaldi*, (Jean Décus) ancienne pension, 1,593 liv.

Concession pour appointemens de réforme en qualité de lieutenant-colonel du régiment royal-Corse; conformité à l'article 53 de l'ordonnance du 21 décembre 1732, qui a prononcé la réforme de ce régiment.

Rétablie pour 1,440 liv., produit net en 1789 (art. 7 & 9, tit. 3.) ci..... 1,440

*Delaville-Hul'n*, (Jean-Noël) né le 26 août 1717; ancienne pension, 354 liv. net.

23 ans de services, commencés le 10 avril 1743, finis par réforme le 31 décembre 1766 dans le grade de capitaine des recrues de Rennes; 6 campagnes; conformité à l'art. 75 de l'ordonnance de réforme du 25 novembre 1766.

Rétablie. (art. 6 & 7, tit. 3.) ci..... 354

De cette part..... 32,420 13

th 5 2

Report..... 32,420 13

*Stuart*, (Daniel) né le 2 septembre 1717; ancienne pension, en un même brevet, 531 liv., 354 liv., 300 liv.; total 1,085 l. 22 ans de services, commencés en 1740, finis le 21 décembre 1762; concession de 531 liv. net, conforme à l'art. 54 de l'ordonnance de cette dernière époque, par laquelle il a été réformé dans le grade de capitaine en second.

Rétablie pour cette somme. (art. 7, tit. 3.) ci..... 531

*Hortal*, (André) né le 21 septembre 1717; ancienne pension, 442 liv. 10 f net.

Réformé dans le grade de capitaine dans les volontaires d'Austrasie; concession conforme à l'article 51 de l'ordonnance du premier mars 1763, qui a prononcé cette réforme.

Rétablie. (art. 7, tit. 3.) ci..... 442 10

*De Leuze*, (Jean-François) né le 10 octobre 1717; ancienne pension, 885 liv.; concession conforme à l'art. 8 de l'ordonnance du 15 décembre 1775, qui l'a réformé dans le grade de major de grenadiers royaux.

Rétablie pour 850 liv., produit net en 1789. (art. 7 & 9, tit. 3.) ci..... 850

*Delor*, (Charles) né le 23 octobre 1717; ancienne pension, 1,062 l. Concession conforme à l'article 54 de l'ordonnance du 21 décembre 1762, par laquelle il a été réformé dans le grade de commandant de bataillon au régiment d'Anhalt.

Rétablie pour 1,020 livres, produit net en 1789. (art. 7 & 9, tit. 3.)..... 1,020

*Allibert-Duclos*, (Marc) né le 15 novembre 1717; ancienne pension, 177 liv. 10 sous, 354 liv. & 1,000 liv.; total, 1,531 liv. 10 sous.

28 ans de services, commencés le 28 avril 1738, finis par réforme dans le grade de capitaine, le 31 décembre 1766; 5 campagnes; concession pour la première partie, du 21 juin 1762, & ainsi antérieure aux réglemens; autre pour la seconde partie, conforme à l'article 76 de l'ordonnance du 25 décembre 1766, qui a prononcé ladite réforme.

Rétablie quant à ces deux parties. (art. 6 & 7 tit. 3.).. 531 10

*Badier de Verfeille*, (Pierre-Jacques-Louis) né le 22 novembre 1717; ancienne pension, 1°. 1,181 liv. 5 sous, 2°. 885 l. total, 2,066 liv. 5 sous.

28 à 29 ans de services, commencés en 1732, mais qui ne peuvent être comptés que du 22 novembre 1733, époque des 16 ans d'âge, finis en 1762, par réforme dans le grade de major; avec promotion à celui de mestre-de-camp; 14 campagnes; concessions des 4 janvier 1746, & 23 mars 1762, antérieures aux réglemens.

Rétablie pour 1,750 liv., produit net en 1789. (art. 6 & 9, tit. 3.)..... 1,750

De cette part..... 37,565 13

<i>Report</i> .....	37,565 13
<i>Faitpoult</i> , ( Claude-Hicolas ) né le 4 décembre 1717; ancienne pension, 443 liv. 15 sous net. 25 ans de services, commencés le 4 décembre 1733, finis dans le grade de capitaine en 1759; 8 campagnes: concession du 13 avril 1759, antérieure aux réglemens. Rétablie. ( art. 6, tit. 3. ).....	443 15
<i>Peralta</i> , ( Philippe-Joseph ) né le 12 décembre 1717; ancienne pension, 1,005 liv. net. 24 ans de services, commencés en 1737, finis le 11 mai 1762, comme commandant de bataillon, avec rang de lieutenant-colonel; 6 campagnes: concession du 11 mai 1762, antérieure aux réglemens. Rétablie. ( art. 6, tit. 3. ).....	1,005
<i>Cremoux</i> , ( François ) né le 13 décembre 1717; ancienne pension, 355 liv. net. 24 ans de services, commencés le 30 août 1732, mais qui ne peuvent être comptés que du 13 décembre 1733, époque de 16 ans d'âge, finis en 1758, comme capitaine; 7 campagnes: concession du 2 septembre 1758, antérieure aux réglemens. Rétablie. ( art. 6, tit. 3. ).....	355
<i>Thiville</i> , ( Paul-Alexandre-Louis ) né le 23 décembre 1717, ancienne pension, 1 <sup>o</sup> . 335 liv. net; 2 <sup>o</sup> . 251 liv. 5 sous; total, 586 liv. 5 sous. 24 ans de services, commencés en 1738, finis en 1762, par réforme dans le grade de capitaine; 6 campagnes: concession pour les 335 livres ( à raison de 400 liv. brut, ) conforme à l'ordonnance du 25 novembre 1762, qui a prononcé ladite réforme. Rétablie. ( art. 6 & 7, tit. 3. ).....	335
<i>Barrett</i> , ( Jean-Jacques ) âgé de 33 ans; ancienne pension, suivant l'état de celles sur l'école militaire, 2,400 liv. net. Concession pour réforme de l'emploi d'inspecteur des études en 1789, confirmée par arrêt du conseil du 10 mai 1776. Rétablie. ( art. 7, tit. 3. ).....	2,400
<i>Branças</i> , ( Louis-Paul ) âgé de 73 ans; anciennes pensions, suivant l'état des traitemens, 1 <sup>o</sup> . gouvernement de Nantes, 11,774 liv. 10 deniers, 2 <sup>o</sup> . lieutenance de Provence, 25,753 liv. 10 sous; total, 37,527 liv. 10 sous 10 deniers. 18 ans seulement de services, dont 14 du 19 septembre 1733 au 10 mai 1748, époque de l'obtention du grade de maréchal-de-camp: concessions des 21 février 1747 & premier avril 1753; 14 campagnes; grade de gouverneur, de lieutenant de province & d'officier général. Rétablie pour 6,000 liv., maximum fixé par la loi. ( art. 5, tit. 3, loi du 23 août 1790; & art. 6, loi du 25 février 1791. ).....	6,000
<b>TOTAL</b> .....	<b>48,104 8</b>

## PENSIONS RÉCRÉÉES.

## N A I S S A N C E S D E 1716.

th s 3.

**BONNEL**, (Jean) né le premier janvier 1716, ancienne pension, 800 liv.

50 années de services commencés comme cavalier le premier août 1759, finis le 14 mars 1789, comme capitaine depuis 10 ans, plusieurs campagnes.

Recrée pour la totalité du traitement de capitaine, en 1789. ( art. 19 & 20, tit. 1; 1, 2 & 3, tit. 2; loi du 23 août 1790. ) . . . . .

2,000

**Bompar de Saint-Pierre**, (Jean-François) né le 9 janvier 1716, anciennes pensions, 1<sup>o</sup>. par brevet, 1,500 livres; 2<sup>o</sup>. ordre de Saint-Louis, 1,000 livres; total, 2,500 livres.

45 années de services, commencés le premier janvier 1734, finis le 8 avril 1779; capitaine avec rang de lieutenant-colonel depuis 8 ans; 10 campagnes, total, 55 ans.

Recrée pour la totalité du traitement de lieutenant-colonel en 1779. ( art. 19 & 20, tit. 1; 1, 2 & 3, tit. 2. ) . . . .

3,600

**Tugnot**, (Paul) né le 24 janvier 1716; ancienne pension, 1,000 livres, ne produisant, en 1789, que 850 livres.

46 ans de services commencés comme cavalier, le premier janvier 1734, finis le 5 avril 1780, comme lieutenant depuis 4 ans, n'ayant eu rang de capitaine qu'à sa retraite; plusieurs campagnes, dont 5 vérifiées; total 51 ans.

Recrée pour la totalité du traitement de lieutenant en 1780. ( art. 19 & 20, tit. 1; 1, 2 & 3, tit. 2 ) . . . . .

900

**Collet**, (Jean-François-Henri) né le 26 janvier 1716; ancienne pension, 2,700 liv.

33 ans de services comme commissaire des guerres, du premier juillet 1754 au premier juin 1788, 6 campagnes; total, 39 ans; grade de commissaire ordonnateur pendant les 7 dernières années, avec 7,000 liv. de traitement.

Recrée sur le pied de ce traitement. ( art. 19 & 20 tit. 1; 1 & 5, tit. 2. ) . . . . .

4,112 10

**Bournol**, (Jean) né le 4 février 1716; ancienne pension, 531 liv.

35 ans de services, commencés en 1738, comme chirurgien à l'hôpital de Belfort, finis le 21 janvier 1774, comme chirurgien-major de l'hôpital de Colmar, ayant le brevet de chirurgien-major depuis 20 ans; une campagne, total, 36 ans.

Traitement en qualité de chirurgien-major à l'époque de la retraite, 1,200 liv. Recrée en égard à ce traitement. ( art. 19 & 20, tit. 1; 5, tit. 3. ) . . . . .

570

De cette part . . . . . 11,182 10

<i>Report</i> .....		11,182 10
<i>Gourdain</i> , ( Jérôme-Charles ) né le 5 février 1716; ancienne pension, 2,000 liv. 46 ans de services dans les ponts & chaussées, commencés le 17 février 1741, finis en juillet 1787: emploi d'ingénieur en chef, aux appointemens de 4,400 liv. pendant les 36 dernières années, & grade d'inspecteur-général pendant les 2 dernières.		
Recrutée sur le pied desdits appointemens. ( art. 19 & 20, tit. 1; 5; tit. 2. ).....		3,740
<i>Pithoneurt</i> , ( Jean-Baptiste ) né le 13 février 1716; ancienne pension, 400 liv. 48 ans de services, commencés en 1733, finis le 27 janvier 1782; comme porte-drapeau depuis 12 ans; 13 campagnes; total, 61 ans.		
Recrutée pour la totalité du traitement de porte - drapeau en 1782. ( art. 19 & 20, tit. 1; 1 & 3, tit. 2. ).....		720
<i>Cailloux de Valmen</i> , ( Jean-Louis ) né le 18 février 1716; ancienne pension, 1,417 liv. 30 ans de services commencés en 1733, finis en 1763, en qualité de commandant de bataillon, avec commission de lieutenant-colonel depuis 1758: 11 campagnes; total, 41 ans.		
Recrutée sur le pied du traitement de lieutenant-colonel en 1763. ( art. 19 & 20, tit. 1; 1, 2 & 3, tit. 2. ).....		2,318 15
<i>Devivens</i> , ( Antoine ) né le 19 février 1716; ancienne pension en 1789, 1,200 liv. 36 ans de services commencés le 19 février 1732, époque à laquelle il a eu 16 ans, finis le 25 mars 1768, en qualité de capitaine de grenadiers, ayant eu le grade de capitaine en 1743: 8 campagnes, total, 44 ans.		
Recrutée sur le pied du traitement de capitaine en 1768. ( art. 19 & 20, tit. 1; 1, 2 & 3, tit. 2. ).....		1,162 10
Suivant le règlement de 1763, il n'auroit dû avoir que 8751.		
<i>Durieu de Madron de Saint-Paul</i> , ( Jean-Paul-Georges ) né le 28 mars 1716; ancienne pension, 935 livres. 31 ans de services commencés le 28 mars 1732, époque à laquelle il a eu 16 ans, finis en 1763, en qualité de commandant de bataillon depuis 1760; 13 campagnes: total, 44 ans.		
Recrutée sur le pied du traitement de commandant de bataillon en 1763. ( art. 19 & 20, tit. 1; 1 & 3, tit. 2. ).....		1,891
<i>Deliberge de Granchain</i> , ( Robert-Guillaume ) né le 2 avril 1716; ancienne pension, 2,030 liv. 46 ans de services commencés le 22 juin 1733, finis le 14 novembre 1779, en qualité de lieutenant-colonel depuis le 7 mai 1777; 13 campagnes: total, 59 ans.		
Recrutée pour la totalité du traitement de lieutenant-colonel en 1779. ( art. 19 & 20, tit. 1; 1 & 3 tit. 2. ).....		3,600

De cette par:..... 24,614 15

De Ronty,

th s a

Report..... 24,614 15

*De Ronty de Richecourt*, (Antoine-René) né le 3 avril 1716;  
ancienne pension net en 1789, 1,960 liv.

56 ans de services, commencés le 6 mars 1731, finis  
le 18 mars 1787, en qualité de capitaine au corps-royal de  
l'artillerie depuis 1755; plusieurs campagnes.

Recrécée pour la totalité du traitement de capitaine en 1787.  
(art. 19 & 20, tit. 1; 1, 2 & 3, tit. 2.)..... 2,000

*D'Ythier de la Tour d'Entrevaux*, (Pierre-Louis) né le 14  
avril 1716; ancienne pension, 708 liv.

33 ans de services, commencés le 14 avril 1732, époque  
à laquelle il a eu 16 ans, finis le 25 mars 1765, en qua-  
lité de capitaine depuis 1742; 13 campagnes; total, 46 ans.

Recrécée sur le pied du traitement de capitaine en 1765.  
(art. 19 & 20, tit. 1; 1 & 3, tit. 2.)..... 1,275

*Kerémar de Boischateau*, (Louis-Jean) né le 27 avril 1716;  
ancienne pension, 1,650 liv.

35 ans de services dans la marine, commencés le 17 fé-  
vrier 1732, finis le 16 avril 1767, en qualité de capitaine  
de vaisseau depuis 1756; 8 campagnes de guerre; 7 en paix,  
faisant 3 ans & demi; total du service, 46 ans & demi.

Recrécée pour la totalité du traitement de capitaine de vais-  
seau en 1767. (art. 19 & 20, tit. 1; & 4, tit. 2.).... 3,000

*Duvivier de Sarrante*, (Henri-Gabriel) né le 28 avril 1716;  
ancienne pension, 1,360 liv.

35 ans services commencés le 5 mars 1735, finis en jan-  
vier 1771, en qualité de major depuis 1767, ayant eu rang  
de lieutenant-colonel à la retraite; 12 campagnes; total 47 ans.

Recrécée sur le pied du traitement de major en 1771. (art.  
19 & 20, tit. 1; 1 & 3, tit. 2.)..... 2,662 10

*Legras*, (Jean-Pierre) né le 8 mai 1716; ancienne pension,  
1,820 liv.

34 ans de services commencés le premier janvier 1734,  
finis en 1768, en qualité de maréchal-des-logis des grenadiers  
à cheval, avec rang de colonel depuis 5 ans; 8 campagnes;  
total, 42 ans.

Recrécée sur le pied du traitement de colonel en 1768. (art.  
19 & 20, tit. 1; 1, 2 & 3, tit. 2.)..... 3,150

*Marchand*, (Antoine) né le 5 juin 1716; ancienne pension,  
680 liv.

39 ans de services, commencés comme soldat le 18 jan-  
vier 1741, & finis le 5 avril 1780, en qualité de capitaine  
depuis un an seulement; il étoit lieutenant depuis 1760; 13  
campagnes; total, 52 ans.

Recrécée pour la totalité du traitement de lieutenant en 1780.  
(art. 19 & 20, tit. 1; 1 & 3, tit. 2.)..... 900

De cette part..... 37,602 5

Report, ..... 37,602 5

*Bonnet*, (Jean-François) né le 21 juin 1716; ancienne pension, 680 liv.

42 ans de services, commencés en 1735, finis le 28 avril 1778, comme capitaine depuis 1773; 13 campagnes; total, 55 ans.

Recrutée pour la totalité du traitement de capitaine en 1778. (art. 19 & 20, tit. 1; 1 & 3, tit. 2.) ..... 2,000

*Texier de Lancey*, (Pierre) né le 20 juin 1716; ancienne pension, 2,100 liv., département de la marine; 1,500 liv. sur le commerce de Marseille; total, 3,600 liv.

32 ans de service effectif, tant comme ayant servi sous différens ambassadeurs, que comme consul à Tripoli de Sirie & à Tripoli de Barbarie; dans cette dernière place pendant 9 ans avec 6,500 liv. d'appointemens, le tout depuis 1739 jusqu'en 1759, & depuis 1762 jusqu'en 1774; 17 ans de séjour hors de l'Europe; total, 49 ans.

Recrutée sur le pied du traitement comme consul à Tripoli de Barbarie. (art. 19 & 20, tit. 1; & 5, tit. 2.) ..... 6,256 5

*Le Tellier*, (Claude) né le 7 juillet 1716; ancienne pension, 540 liv.

47 ans de services, commencés en 1731 comme cavalier, finis le 22 janvier 1779 comme lieutenant en second depuis 1775; 4 campagnes vérifiées; plusieurs autres annoncées; total, 51 ans.

Recrutée pour la totalité du traitement de lieutenant en 1779. (art. 19 & 20, tit. 1; 1, 2 & 3; tit. 2.) ..... 900

*Lequien de Moyenneville*, (Alexis-Benjamin) né le 11 juillet 1716; ancienne pension, 1,200 liv.

37 ans de services, commencés le 11 juillet 1732, époque à laquelle il a eu 16 ans, finis le 30 décembre 1769, comme lieutenant-colonel depuis 1762; 8 campagnes, total, 45 ans.

Recrutée sur le pied du traitement de lieutenant-colonel en 1769. (art. 19 & 20, tit. 1; 1 & 3, tit. 2.) ..... 2,843 15

*Manuel*, (Nicolas) né le 17 juillet 1716; ancienne pension, 1,020 liv.

39 ans de services, commencés le 29 juin 1739, comme soldat, finis le 20 janvier 1779, comme capitaine depuis 1769; 13 campagnes; 3 ans de séjour hors de l'Europe; total, 55 ans.

Recrutée pour la totalité du traitement de capitaine en 1779. (art. 19 & 20, tit. 1; 1 & 3, tit. 2.) ..... 2,000

De cette part ..... 51,602 5



th s a

Report..... 51,602 5

*Thiersant de Bourgmarie*, (François-Henri) né le 20 juillet 1716; anciennes pensions, par brevet, 1,800 liv.; ordre de Saint-Louis, 800 liv.; total, 2,600 liv.

33 ans de services, commencés le 20 juillet 1732, époque à laquelle il a eu 16 ans, finis le 21 octobre 1765, comme lieutenant-colonel depuis 1745; 9 campagnes; total, 42 ans.

Recrutée sur le pied du traitement de lieutenant-colonel en 1765. (art. 19 & 20, tit. 1; 1, 2 & 3, tit. 2.)..... 2,450

*De Lyle-Taulanne*, (Louis-Auguste) né le 28 juillet 1716; ancienne pension, 2,520 liv.

44 ans de services, commencés le 28 janvier 1732, comme garde-marine, finis le 26 septembre 1777, comme capitaine de vaisseau depuis 1757, n'ayant eu commission de chef-d'escadre qu'à sa retraite; 20 campagnes; total, 64 ans.

Recrutée pour la totalité du traitement de capitaine de vaisseau en 1777. (art. 19 & 20, tit. 1; 4, tit. 2.)..... 3,000

*Le Cocq*, (Etienne) né le premier août 1716; ancienne pension, 354 liv.

32 ans de services, commencés comme dragon le 12 janvier 1732, finis le 4 novembre 1764, en qualité de capitaine-aide-major de dragons depuis 1761; 11 campagnes; total, 43 ans.

Recrutée sur le pied du traitement de capitaine en 1764. (art. 19 & 20, tit. 1; 1, 2 & 3, tit. 2.)..... 1,106 5

*Delabarre*, (François) né le 5 août 1716; ancienne pension, 850 liv.

37 ans de services, commencés le premier janvier 1734, finis le 16 avril 1771 comme capitaine de grenadiers au régiment d'Aunis, avec rang de major depuis 1768; 15 campagnes; total, 52 ans.

Il n'a eu rang de lieutenant-colonel qu'à sa retraite.

Recrutée pour la totalité du traitement de major en 1771. (art. 19 & 20, tit. 1; 1, 2 & 3, tit. 2.)..... 3,000

*Ferrier*, (Dominique-Laurent) né le 10 août 1716; ancienne pension, 398 liv. 5 sous.

40 ans de services, commencés comme soldat le 28 octobre 1736, finis le 21 avril 1777 comme lieutenant de grenadiers au régiment de Nivernois, ayant le grade de lieutenant depuis 1766; 6 campagnes; total, 46 ans.

Recrutée sur le pied du traitement de lieutenant en 1777. (art. 19 & 20, tit. 1; 1, 2 & 3, tit. 2.).... 765

De cette part..... 61,723 10

Bbbb 2

Report ..... 61,723 10

*De Bourcia*, (Antoine-Laurent) né le 10 août 1716; ancienne pension, 354 liv.

49 ans de services, commencés en 1733, discontinués le 9 décembre 1771, étant à cette époque lieutenant-colonel du régiment de Provence; repris le 7 avril 1773 comme commandant du fort Saint-André de Salins; finis en la même qualité; en avril 1784, avec 3,600 liv. d'appointemens; 9 campagnes; total, 58 ans.

Recrée pour la totalité desdits appointemens. (art. 19 & 20, tit. 1; 1 & 3, tit. 2.) ..... 3,600

*De Relingue*, (Jacques-Balthazar) né le 23 août 1716; ancienne pension, 1,200 liv.

35 ans de services, commencés le 19 août 1741, finis le premier janvier 1777 comme ingénieur en chef au corps du génie depuis 1768, avec appointemens de 2,000 livres, 6 campagnes; total, 41 ans.

Recrée sur le pied desdits appointemens. (art. 19 & 20, tit. 1; 1 & 3, tit. 2.) ..... 1,325

*De Boucarrès d'Angos*, (Jean-Arnault-Barthelemi) né le 24 août 1716; ancienne pension, 1,440 liv.

40 ans de services en deux parties, l'une dans le régiment de Boulonnois, commencée le premier janvier 1734, finie par réforme sur la fin de 1736; l'autre, commencée le premier août 1743, dans le régiment de Navarre, où il a été fait capitaine en 1768, finie le 18 mars 1776 comme major de Bellegarde; 10 campagnes; total, 50 ans.

Recrée pour la totalité du traitement de capitaine en 1776. (art. 19 & 20, tit. 1; 1, 2 & 3, tit. 2.) ..... 2,000

*De Mauclerc*, (Pierre-Antoine) né le 29 août 1716; ancienne pension, 2,520 liv.

46 ans six mois de services, commencés en 1729, finis le premier avril 1776, comme commissaire ordinaire de la marine depuis 1745; avec 3,000 liv. d'appointemens; 3 années d'embarquement en temps de paix, comptant pour 18 mois; total, 48 ans.

Recrée pour la totalité des appointemens. (art. 19 & 20, tit. 1; & 4, tit. 2.) ..... 3,000

*De Bordenave*, (Bernard) né le 29 août 1716; ancienne pension, 850 liv.

35 ans de services, commencés en 1742, finis le 19 août 1777, comme capitaine depuis 1755; 7 campagnes; total, 42 ans.

Recrée sur le pied du traitement de capitaine en 1777. (art. 19 & 20, tit. 1; 1 & 3, tit. 2.) ..... 1,400

*De cette part* ..... 73,248 10

th 5 2

Report..... 73,248 16

**Charlon**, ( Pierre-Claude ) né le 29 août 1716 ; ancienne pension, 400 liv. sur la régie des aides.

53 ans de services, commencés en 1729, finis le premier janvier 1783 comme sous-receveur des aides de Vitry, depuis 32 ans aux appointemens de 500 liv.

Recrée pour la totalité desdits appointemens. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; & 5, tit. 2. )..... 500

**Lesté**, ( Jean-George ) né le 6 septembre 1716 ; ancienne pension, 318 liv. 12 sous.

30 ans de services, commencés comme soldat, & finis le 19 février 1766, comme porte-drapeau ; 11 campagnes ; total ; 41 ans.

Recrée suivant la loi du 19 janvier 1791, comme officier de fortune..... 600

**Clavierie de Banière**, ( Henri ) né le 6 septembre 1716 ; ancienne pension, 18,783 liv. 14 sous 8 deniers.

45 ans 7 mois de services, commencés en 1731 comme commis au département des affaires étrangères, finis le 7 août 1776, comme premier commis du département de la guerre depuis 1759 ; ses appointemens étoient :

1.<sup>o</sup> Comme premier commis,..... 12,000<sup>th</sup>

2.<sup>o</sup> Pour raison de la comptabilité,.... 3,000 } 15,000<sup>th</sup>

Supplément de traitement, 12,000 liv., *mémoire*.

Suivant le règlement du 27 juin 1776, il n'auroit dû avoir à raison dudit traitement de 15,000 liv., que 12,500 liv. qui n'auroient produit net en 1789, que 8,125 liv.

Recrée à raison de son traitement de 15,000 liv. pour le maximum. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; & 5, tit. 2. )..... 10,000

**Joumart de Chabans**, ( François ) né le 17 septembre 1716 ; ancienne pension, 1,020 livres.

35 ans de services, commencés le premier décembre 1733, finis le 24 mars 1769 comme lieutenant-colonel depuis 1766 ; 12 campagnes ; total 47 ans.

Recrée sur le pied du traitement de lieutenant-colonel en 1769. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; & 3, tit. 2. ) ci..... 3,106 5

**Collet de Valdampierre**, ( Guillaume-Denis ) né le 26 septembre 1716 ; ancienne pension, 935 liv.

41 ans de services, commencés comme dragon en 1736 ; finis le 29 décembre 1777 comme capitaine depuis 1762, 10 campagnes ; total, 51 ans.

Recrée pour la totalité du traitement de capitaine en 1777. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; 1, 2 & 3, tit. 2. ) ci..... 2,000

*De l'autre part*..... 89,454 15

Report..... 89,454 15

*De Lincé*, (Walter) né le 30 septembre 1716; ancienne pension, 1,500 liv.

34 ans de services, savoir; 1<sup>o</sup>. 27 ans au régiment de Condé, commencés le 2 mars 1741, finis le 18 juin 1768 comme capitaine; 2<sup>o</sup> & 7 ans comme major de Bayonne, depuis le 23 janvier 1781, jusqu'au 29 juin 1788; 12 campagnes; total, 46 ans.

Recrutée sur le pied du traitement de capitaine en 1788, ayant conservé son rang à raison de son activité comme major (art. 19 & 20, tit. 1; 1, 2 & 3, tit. 2.) ci.....

1,760

*Paratge*, (Marc-Antoine) né le 30 septembre 1716; ancienne pension, 450 liv.

41 ans de services, commencés comme soldat le 16 octobre 1737, finis le 22 janvier 1779 comme lieutenant en second depuis 1771; 11 campagnes, total, 52 ans.

Recrutée pour la totalité du traitement de lieutenant en 1779. (art. 19 & 20, tit. 1; 1, 2 & 3, tit. 2.) ci.....

900

*De Monéry*, (Antoine-Augustin) né le 10 octobre 1716, ancienne pension, 1,200 liv.

42 ans de services; savoir, 24 ans, tant au régiment de Gatinos qu'à celui d'Orléans, infanterie, depuis 1734 jusqu'en 1759, rang de major depuis 1754, & 18 ans comme lieutenant de roi, à Grenoble, de 1759 à 1777; 9 campagnes, total, 51 ans.

Recrutée pour la totalité du traitement de major en 1777, ayant conservé son rang de major, par son activité dans la place de lieutenant-de-roi. (art. 19 & 20, tit. 1; 1, 2 & 3, tit. 2.) ci.....

3,000

*Preyffac de Cadeilhan*, (Lambert) né le 21 octobre 1716; ancienne pension, 1,200 livrès.

36 ans de services dans les régimens de Médoc, de Berry & d'Aquitaine, commencés en 1733, finis le 11 avril 1770, comme capitaine de grenadiers, ayant grade de capitaine depuis 1746, n'ayant été lieutenant-colonel qu'à sa retraite; 14 campagnes; total 50 ans.

Recrutée pour la totalité du traitement de capitaine en 1770. (art. 19 & 20, tit. 1; 1, 2 & 3, tit. 2.) ci.....

1,500

*Guignace*, (Michel) né le 26 octobre 1716; anciennes pensions, 11,050 livres par brevet, & 1,000 liv. sur les invalides de la marine, total, 12,050 liv.

49 ans de services; savoir, 29 ans commencés en 1735, finis en 1764, en qualité d'écrivain & de commissaire ordinaire, emplois sujets à embarquemens; lesquels 29 ans doivent être augmentés d'un cinquième pour être additionnés avec service d'emploi civil, eu égard à la différence entre le service de terre &

De cette part..... 96,554 15

Report..... 96,554 15

celui de mer , & doivent compter pour 33 ans ; & 16 ans finis en octobre 1780 , comme premier commis des fonds à Versailles depuis 1774 , aux appointemens de 12,000 liv.

Recrée à raison desdits appointemens, pour le maximum. ( art. 19 & 20 , tit. 1 ; 4 & 5 , tit. 2. ) ci..... 10,000

Les anciennes pensions ne pouvoient être rétablies , attendu qu'il n'existoit pas de réglemant au département de la marine lors de la concession.

*Raudin* , ( Jean-François ) né le 27 octobre 1719 , ancienne pension 6,600 livres.

54 ans de services , commencés en qualité de commissaire des guerres le premier janvier 1733 , terminés à la fin de 1786 , en qualité de commissaire-ordonnateur depuis 20 ans , aux appointemens de 7,000 livres.

Recrée pour la totalité du traitement. ( art. 19 & 20 , tit. 1 & 5 , tit. 2. ) ci..... 7,000

*Michel* , ( Jean-François ) né le 10 novembre 1716 ; ancienne pension , 442 liv. 10 s.

32 ans de services ; commencés le 24 février 1733 , comme cavalier , finis le 25 mars 1765 , en qualité d'aide-major , avec rang de capitaine depuis 1752 ; 14 campagnes ; total 46 ans.

Recrée à raison de son traitement de capitaine en 1765. ( art. 19 & 20 , tit. 1 ; 1 , 2 & 3 , tit. 2. ) ci..... 1,275

*Chazal* , ( Honoré ) né le 10 novembre 1716 ; ancienne pension , 600 livres.

55 ans de services , du commencement de 1731 au 21 septembre 1781 , au bagne & sur les galères , à Marseille ; emploi d'argousin pendant les 10 dernières années , avec 600 livres d'appointemens.

Recrée pour cette somme. ( art. 19 & 20 , tit. 1 ; & 5 tit 3. ) 600

*Rioufol d'Hauteville* , ( Philippe ) né le 10 novembre 1716 ; ancienne pension , 850 livres.

36 ans de services , commencés le 30 décembre 1734 , finis le 16 avril 1771 , en qualité de capitaine depuis 1746 ; 9 campagnes ; total 45 ans.

Recrée sur le pied du traitement de capitaine en 1771 , ( art. 19 & 20 , tit. 1 ; 1 , 2 & 3 , tit. 2. ) ci..... 1,218 15

*Gibert* , ( Antoine ) né le 18 novembre 1716 ; anciennes pensions , 1,000 liv. par brevet, & 1,000 liv. sur les invalides de la marine.

51 ans de services de maître-entretenu pour la marine , finis le 4 avril 1787 , emploi de maître sculpteur au port de Toulon , avec 2,000 liv. d'appointemens depuis 1779.

Recrée pour le montant de ces appointemens. ( art. 19 & 20 , tit. 1 ; 1 , & 3 , tit. 2. ) ci..... 2,000

De cette part..... 118,648 10

<i>Report</i> .....		118,648 10
<i>Jouffineau de Fayat</i> , (Michel) né le 19 novembre 1716; ancienne pension, 1,005 liv. 51 ans de services; savoir, de novembre 1733 à 1760, dans les régimens de Collé, Fienne, Dampierre, & d'Espinchal, cavalerie, avec grade de lieutenant-colonel depuis 1758, & du premier janvier 1765 au premier janvier 1790, comme inspecteur des haras, avec 2,000 liv. d'appointemens; 9 campagnes; total 60 ans. Recrée pour le montant desdits appointemens d'inspecteur. (art. 19 & 20, tit. 1; & 5, tit. 2.) ci.....		
2,000		
<i>Béraud</i> , (Etienne) né le 28 novembre 1716; ancienne pension, 443 livres. 34 ans de services, commencés comme soldat le 25 septembre 1736, finis comme sous aide-major le 17 juin 1770; 5 campagnes. Recrée comme officier de fortune. (Loi du 19 janvier 1791.)		
600		
<i>Trouillet Dupont</i> , (Siméon) né le 5 décembre 1716; ancienne pension, 265 liv, 10 s. 31 ans de services, commencés comme soldat le premier septembre 1736, finis en qualité de lieutenant le premier janvier 1768; 14 campagnes. Recrée comme officier de fortune. (Loi du 19 janvier 1791.)		
600.		
<i>Thoreau</i> , (Isabelle-Marie-Auguste Detlingen, veuve) né le 19 décembre 1716; ancienne pension, 150 livres. Le mari, capitaine aide major au bataillon de milice de Dijon, tué à la bataille de Fontenoi; infirmités, besoins urgens. Recrée. (art. 7, tit. 1, Loi du 23 août, ci.....)		
500		
<i>Le Carlier d'Herlie</i> , (Louis-Salomon) né le 23 décembre 1716; ancienne pension, 2,520 livres 43 ans de service dans la marine, commencés le 7 mai 1732, finis le 14 mars 1776, en qualité de capitaine de vaisseau depuis 1757: il n'a eu provision de chef d'escadre qu'à sa retraite; 11 campagnes de guerre; 7 embarquemens en paix valant 3 ans & demi; total 57 ans. Recrée pour la totalité du traitement de capitaine de vaisseau en 1776, (art. 19 & 20, tit. 1; & 4, tit. 2.) ci.....		
3,000		
<i>Le Prevost de la Prévôtère</i> , (Jacques-Louis) né le 29 décembre 1716; ancienne pension, 590 liv 52 ans de services, tant sur les vaisseaux de la compagnie des Indes ancienne, que dans les bureaux de la marine, du 29 décembre 1735 au premier avril 1788, 4 campagnes de mer; 4 voyages à la Martinique; emploi de commis aux écritures de la marine, au Havre, pendant les 11 dernières années, appointemens de 900 livres en cette qualité lors de sa retraite. Recrée pour pareille somme de 900 liv. (art. 19 & 20. tit. 1; & 5, tit. 2.) ci.....		
900		
T O T A L.....		126,248 10

## PENSIONS RECRÉÉS.

## N A I S S A N C E S D E 1717.

*ASSELIN DES PARTS*, ( Charles ) né le 15 janvier 1717 ;  
ancienne pension, 885 liv.

32 ans 6 mois de services, commencés le 3 octobre 1734, interrompus du 3 avril 1749 au 30 mai suivant, finis le 22 juin 1767, 14 campagnes; le tout formant 46 ans : grade de capitaine pendant les 24 dernières années, celui de major seulement à la retraite.

Recrée sur le pied du traitement de capitaine lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; 1, 2 & 3, tit. 2. ) . . . . .

1,275

*Foglion*, ( Antoine-François ) né le 17 janvier 1717 : ancienne pension, 450 liv.

45 ans de services, commencés comme soldat le 18 avril 1735, finis le 5 avril 1780, comme sous-lieutenant depuis moins de deux ans : grade de porte-drapeau occupé pendant les six années précédentes : 13 campagnes; le tout formant 58 ans.

Recrée pour le montant du traitement de porte-drapeau, lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; 1, 2 & 3, tit. 2, loi du 23 août 1790. ) . . . . .

720

*Loiseau*, ( François-Pierre ) né le 2 février 1717 : ancienne pension, 1,062 liv.

31 ans de services, du 11 mars 1735, au 27 août 1766 : 14 campagnes; le tout formant 45 ans : grade de capitaine pendant les 21 dernières années.

Recrée sur le pied du traitement de ce grade, lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; 1, 2 & 3, tit. 2. ) . . . . .

1,218 15

*Claude dit de Visé*, ( Charles-Antoine ) né le 2 février 1717 : ancienne pension, 318 liv. 12 s.

35 ans de services, commencés comme soldat, le 2 juin 1736, finis le 5 mai 1772, dans le grade de porte-drapeau, possédé pendant les 9 dernières années.

Recrée pour 600 liv., minimum des officiers dits *de fortune*, supérieur au traitement de porte-drapeau, lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1, loi du 23 août 1790, & loi du 19 janvier 1791. ) . . . . .

600

De cette part . . . . . 3,813 15

Report.....

3,813 15

*Breton*, ( Jacques ) né le 11 février 1717 : ancienne pension, 400 liv.

40 ans de services, commencés comme soldat le 18 novembre 1738, finis le 22 janvier 1779; 14 campagnes, le tout formant 54 ans : grade de sous-lieutenant pendant les deux dernières années.

Recrée pour le montant du traitement de ce grade lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1; 1, 2 & 3, tit. 2, loi du 23 août 1790. ).....

720

*De Mauger*, ( François-Léonore ) né le 3 mars 1717 : ancienne pension, 1,500 liv.

47 ans de services, commencés le 29 avril 1733, finis le 4 avril 1781 : 7 campagnes; le tout formant 54 ans : deux blesures : grade de capitaine pendant les 33 dernières années.

Recrée pour le montant du traitement de ce grade, lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1; 1, 2 & 3, tit. 2. ).....

2,000

*Petitot*, ( Louis ) né le 9 mars 1717 : ancienne pension, 700 liv.

42 ans de services, commencés comme soldat, le 3 février 1739, finis le 4 avril 1781 : 16 campagnes; le tout formant 58 ans : grade de lieutenant pendant les 2 dernières années d'activité.

Recrée pour le montant du traitement de ce grade lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1; 1, & 3, tit. 2. ).....

900

*Belloy*, ( Benjamin ) né le 22 mars 1717 : ancienne pension 4,800 liv.

45 ans de services dans l'artillerie, du 22 mars 1733, au 9 mai 1778, non compris 17 mois antérieurs à l'âge de 16 ans : 12 campagnes, le tout formant 57 ans : grade de colonel pendant les 19 dernières années.

Recrée pour le montant du traitement de ce grade, lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1; 1, 2 & 3, tit. 2. ).....

4,000

L'ancienne pension n'a produit que 3,360 liv. en 1789, ainsi elle n'aurait pu être reconstituée par simple rétablissement, que pour cette somme. ( art. 9, tit. 3. )

*Vualon de Valoir*, ( Nicolas ) né le 25 mars 1717 : ancienne pension, 885 liv.

34 ans de services, de 1742 au 21 avril 1777 : 7 campagnes; le tout formant 51 ans : grade de capitaine pendant les 30 dernières années.

Recrée sur le pied du traitement de ce grade, lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1; 1 & 3, tit. 2. ).....

1,325

*Coypel*, ( Nicolas ) né le 26 mars 1717 : ancienne pension, 295 livres.

Retraite nécessaire par infirmités, le 22 juillet 1764, dans le

De cette part.....

12,758 15



	Report.....	12,758 15
grade de porte-drapeau, qu'on n'obtenoit alors qu'après de bons & anciens services dans les grades inférieurs.		
Recrécée comme pour officier dit <i>de fortune</i> . ( art. 17, tit. 1, loi du 23 août 1790, & loi du 19 janvier 1791. ).....		
		600
<i>Ducros</i> , ( Raymond ) né le 27 mars 1717 : ancienne pension, 600 liv.		
43 ans de services, commencés comme dragon, le 21 mars 1735, finis le 22 janvier 1779 : 11 campagnes ; le tout formant 54 ans : grade de lieutenant pendant les 9 dernières années.		
Recrécée pour la montant du traitement de ce grade, lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; 1, 2 & 3, tit. 2. ).....		
		900
<i>Petremand de Valay</i> , ( Philippe-Désiré ) né le 21 avril 1717 ; ancienne pension, 1,505 liv. 15 sous.		
32 ans de services, du 21 avril 1733 au 25 mars 1765, non compris près d'un an antérieur à l'âge de 16 ans : 10 campagnes, le tout formant 42 ans : grade de major pendant les 18 dernières années.		
Recrécée sur le pied du traitement de ce grade, lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; 1, 2 & 3, tit. 2. ).....		
		2,100
<i>Trocot de Malix</i> , ( Pierre ) né le 27 avril 1717 : ancienne pension de 1,327 liv. 17 sous.		
33 ans de services, du 13 février 1734 à 1767 : 12 campagnes ; le tout formant 45 ans : grade de lieutenant-colonel pendant le dernier mois, & de capitaine pendant les 21 années précédentes.		
Recrécée sur le pied du traitement de capitaine, lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; 2 & 3, tit. 2. ).....		
		1,218 15
L'ancienne pension n'a produit que 1,200 liv. en 1789, & de plus, n'étoit pas entièrement conforme aux réglemens.		
<i>Geoffroy</i> , ( Louis ) né le 8 mai 1717 : ancienne pension, 2,000 livres.		
39 ans de services, commencés le premier janvier 1740, finis le 8 avril 1779 : 5 campagnes ; le tout formant 44 ans : grade de lieutenant-colonel pendant les 4 dernières années.		
Recrécée sur le pied du traitement de ce grade, lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; 1, 2 & 3, tit. 2. ).....		
		2,790
<i>Dammelin de Beaurepaire</i> , ( François ) né le 8 mai 1717 ; ancienne pension 1,417 liv.		
31 ans de services, commencés en janvier 1733, finis le 14 septembre 1764 : 12 campagnes ; le tout formant 43 ans : grade de lieutenant-colonel pendant les 30 derniers mois d'activité.		
Recrécée sur le pied du traitement de ce grade, lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; 1, 2 & 3, tit. 2. ).....		
		2,581 5
De cette part.....		22,948 15

Report..... 22,948 15

*Roger de Noé*, ( Jacques ) né le 15 mai 1717; ancienne pension, 2,887 liv. 10 sous.

33 ans de services, commencés le 27 septembre 1733, finis le 31 octobre 1766, depuis laquelle époque il a obtenu le grade de maréchal-de-camp : 11 campagnes; le tout formant 44 ans : grade de colonel pendant les 8 dernières années d'activité.

Recrutée sur le pied du traitement de ce grade, lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1; 1, 2 & 3, tit. 2. )..... 3,487 10

*Saint-Aubin*, ( Paul-Louis ) né le 30 mai 1717 : ancienne pension, 2,000 liv.

45 ans de services, commencés en 1734, finis le 5 avril 1780 : 13 campagnes; le tout formant 58 ans : grade de lieutenant-colonel pendant les 6 dernières années.

Recrutée pour le montant du traitement de ce grade, lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1; 1, 2 & 3, tit. 2. )... 3,600

*Sarrebource de Pont-le-Roi*, ( Nicolas ) né le 12 juin 1717 : ancienne pension, 1<sup>o</sup>. par brevet, 10,532 liv. 10 sous; 2<sup>o</sup>. sur l'ordre de Saint-Louis, 600 liv., total, 11,132 liv. 10 sous.

49 ans de services, commencés en 1736, finis le 18 décembre 1785 : 11 campagnes, le tout formant 60 ans : emploi de directeur des fortifications pendant les 15 dernières années, aux appointemens de 10,000 liv.

Recrutée pour cette somme. ( art. 19 & 20 tit. 1; & art. 5, tit. 2. )..... 10,000

La première de ses anciennes pensions, comme payable sur le trésor public, n'a produit en 1789, que 6,890 livres.

*La Prade de la Tour*, ( Jean-Claude ) né le 22 juin 1717 : ancienne pension, 708 liv.

32 ans de services, commencés le 22 septembre 1733, finis le 28 mars 1766 : 5 campagnes; le tout formant 37 ans : grade de capitaine pendant les 19 dernières années.

Recrutée sur le pied du traitement de ce grade lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1; 1, 2 & 3 : tit. 2. )..... 769

*Grenelle de Pimont*, ( François ) né le 18 juillet 1717; ancienne pension, 1,062 liv.

33 ans & 6 mois de services, commencés le premier janvier 1734, finis le 22 juin 1767 : 11 campagnes, 2 ans & demi de séjour & guerre à la Martinique, total 47 ans : grade de major pendant les 5 dernières années; celui de lieutenant-colonel à la retraite seulement.

Recrutée sur le pied du traitement de major, lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1; 1 & 3, tit. 2. )..... 2,662 10

*De cette part*..... 43,467 15

tt s a

Report..... 43,467 15

*Monthaniac*, ( Jean-Antoine-Ignace ) né le 30 juillet 1717 : ancienne pension , sous le titre d'appointemens de capitaine à la suite de Vesoul , 786 liv. 13 f. 4 den. net.

36 ans de services , commencés le premier septembre 1733, finis le 30 décembre 1769 : 12 campagnes ; le tout formant 48 ans : grade de capitaine pendant les neuf dernières années, & celui de major seulement à la retraite.

Recrée sur le pied du traitement de capitaine lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; 1 & 3 , tit. 2. ).....

1,387 10

*Hérou*, ( Louis-Laurent ), né le 9 août 1717 : ancienne pension , 800 liv.

44 ans de services dans l'administration de la marine, tant sur les vaisseaux que dans divers bureaux , du premier novembre 1744 au 20 novembre 1788 : 5 campagnes de mer, dont une de 15 mois & une de 18 ; le tout formant 51 ans : emploi de commissaire des classes , & fonctions de trésorier des invalides , avec 2,800 liv. de traitement pour le tout , de décembre 1780 à février 1786, & par conséquent au commencement de ses trois dernières années d'activité , laquelle a continué depuis , & finis dans l'emploi de trésorier des invalides.

Recrée pour le montant dudit traitement. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; 4 & 5 tit. 2. ).....

2,800

*Lassuderie de Campanès*, ( Joseph ) né le 12 août 1717 : ancienne pension , 885 liv.

31 ans de services , commencés le 22 décembre 1735 , finis le 2 août 1767 : 11 campagnes ; le tout formant 42 ans : grade de capitaine pendant les 12 dernières années, celui de major seulement à la retraite.

Recrée sur le pied du traitement de capitaine , lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; 1 & 3 , tit. 2. ).....

1,050

*D'Inguibert*, ( Joseph ) né le 19 août 1717 : ancienne pension , 1,327 liv. 10 sous.

33 ans de services , commencés le premier décembre 1733, interrompus le premier mars 1763, continués le premier octobre 1763, finis le 30 septembre 1767 : 13 campagnes, formant ensemble 46 ans : place de commandant des recrues de Nanci , pendant les 4 dernières années, & rang de lieutenant-colonel pendant les 19 derniers mois seulement.

Recrée sur le pied du traitement de 1,800 liv. réglé par l'ordonnance du 25 novembre 1766, à ladite place de commandant de recrues. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; 1 & 3, tit. 2. ).....

1,550

De cette part..... 50.235 5

Report..... 50,235 5

*O Flannagan*, ( Jacques-Pierre ) né le premier septembre 1717 ;  
ancienne pension , 1.<sup>o</sup> par brevet , 2,270 liv. 10 f. ; 2.<sup>o</sup> sur  
l'ordre de saint-Louis , 800 liv. ; total , 3,070 liv. 10 f.

40 ans de services , commencés le 11 avril 1735 , finis le 11  
juin 1775 , 9 campagnes , le tout formant 49 ans : grade de  
lieutenant-colonel pendant les neuf dernières années.

Recrée sur le pied du traitement de ce grade lors de la  
retraite. ( art. 19 & 20 , tit. 1 , 1 , 2 & 3. tit. 2. )..... 3,368 15

*Seuillet*, ( Dominique ) né le 11 septembre 1717 ; ancienne  
pension , 1,024 liv.

37 ans , commencés le premier janvier 1734 , finis le 13  
mars 1771 , 7 campagnes , le tout formant 44 ans : rang  
de major pendant presque les trois dernières années d'activité ,  
celui de lieutenant-colonel seulement à la retraite.

Recrée sur le pied du traitement de major lors de la retraite.  
( art. 19 & 20 , tit. 1 ; 1 , 2 & 3 , tit. 2. )..... 2,325

*Riquetti - Mirabeau*, ( Jean-Antoine-Joseph-Charles-Elzéard ) né  
le 8 octobre 1717 ; ancienne pension , 2,421 liv. 10 f.

33 ans 10 mois de services de marine , commencés le 7 mai  
1730 , finis le 28 mars 1764 ; 14 campagnes , un an au moins  
de séjour en Amérique , le tout formant 48 ans , grade de  
capitaine de vaisseau pendant les 12 dernières années.

Recrée pour le montant du traitement de ce grade lors de  
la retraite. ( art. 19 & 20 , tit. 1 ; & art. 4 ; tit. 2. )..... 3,000

*Aucler*, ( Dlle Elisabeth-Midart , veuve du fleur ) née le 17  
octobre 1717 ; ancienne pension , 200 liv.

Le mari tué à Cassel en la campagne de 1761 , elle même  
restée sans fortune.

Recrée pour pareille somme , à titre de pension alimentaire.  
( art. 7 , tit. 1. )..... 200

*Duvivier*, ( Ange-Charles ) né le 23 octobre 1717 ; ancienne  
pension , 3,200 livres.

47 ans de services , commencés le 5 mars 1735 , finis le  
10 mai 1782 , & 12 campagnes , le tout formant 59 ans :  
grade de lieutenant-colonel pendant les 10 dernières années.

Recrée pour le traitement de ce grade lors de sa retraite.  
( art. 19 & 20 , tit. 1 ; 1 & 3 , tit. 2. )..... 3,600

*Coupy*, ( Michel ) né le 24 octobre 1717 ; ancienne pension ,  
350 livres.

51 ans de services , commencés comme soldat , le premier  
octobre 1736 , interrompus de septembre 1739 à janvier 1740 ,  
finis comme maréchal-des-logis dans la maréchaussée , le 10  
mars 1788 ; 6 campagnes : rang de lieutenant pendant les 15  
dernières années d'activité ; le tout constaté avec les témoignages

De cette part..... 62,729

tt s 2

Report..... 62,729

les plus honorables sur les sentimens & la conduite personnelle du pensionnaire.

Recrée pour le traitement de lieutenant lors de sa retraite.  
art. 19 & 20, tit. 1 ; 1, 2 & 3, tit. 2. )..... 900

*Pinault*, ( Jean-François ) né le 2 novembre 1717 ; ancienne pension, 600 livres.

41 ans de services, commencés comme soldat le 15 février 1737, finis le 22 janvier 1779, & 13 campagnes, le tout formant 54 ans : grade de quartier-maître-trésorier pendant les 2 dernières années.

Recrée pour le traitement attaché à ce grade lors de sa retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; 1 & 3, tit. 2. ) ci..... 1,200

*Pestels*, ( François-Claude ) né le 2 novembre 1717 ; ancienne pension, 2,600 livres.

41 ans de services, commencés le 28 avril 1737, finis le 22 janvier 1779, & 7 campagnes, le tout formant 48 ans : grade de lieutenant-colonel pendant les 12 dernières années.

Recrée sur le pied du traitement de ce grade lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; 1, 2 & 3, tit. 2. ) ci..... 3,330

*Danthenaize*, ( Henri-Geoffroi ) né le 7 novembre 1717 ; ancienne pension, 442 livres 10 f.

30 ans de services, commencés le 2 avril 1735 ; finis le 8 mai 1765, 6 campagnes, le tout formant 36 ans : grade de capitaine pendant les 21 dernières années.

Recrée sur le pied du traitement de ce grade lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; 1 & 3, tit. 2. ) ci..... 712 10

*Buiffon*, ( Jacques ) né le 16 novembre 1717 ; ancienne pension, 1,062 livres.

30 ans de services, commencés le premier novembre 1734, interrompus en 1763, continués le 8 juin 1764, & finis le 28 mai 1766, 5 campagnes, le tout formant 35 ans : grades de major pendant les 4 dernières années d'activité, & de lieutenant-colonel pendant les 2 derniers mois.

Recrée sur le pied du traitement de major lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; 1 & 3, tit. 2. ) ci..... 1,312 10

*Gazau de la Boissière*, ( Louis-Charles ) né le 26 novembre 1717 ; ancienne pension, 1,770 livres.

32 ans de services, commencés le 8 mai 1740, finis en 1772, 13 campagnes, le tout montant à 45 ans : rang de colonel pendant les 6 dernières années d'activité.

Recrée sur le pied du traitement de ce grade lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; 1, 2 & 3, tit. 2. ) ci..... 3,656 5

*Gustin de Bellecourt*, ( Jean-Baptiste ) né le 29 novembre 1717 ; ancienne pension, 398 liv. 5 f.

De cette part..... 73,840 5

Report..... 73,840 5

42 ans de services, commencés le 27 décembre 1735, finis le 29 décembre 1777, 6 campagnes, le tout formant 48 ans : rang de capitaine pendant les 5 dernières années d'activité.

Recrée sur le pied du traitement de ce grade. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; 1, 2 & 3, tit. 2. ) ci..... 1,850  
*Chambon*, ( Pierre ) né le 2 décembre 1717; ancienne pension, 600 liv.

45 ans de services, commencés le 10 mars 1735, interrompus du 19 décembre 1741 au 10 mars 1742, & finis le 4 avril 1781, 8 campagnes, le tout formant 53 ans : grade de lieutenant pendant les 4 dernières années.

Recrée pour le traitement de ce grade lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; 1, 2 & 3, tit. 2. ) ci..... 900  
*Le Bas de Girangy de Claye*, ( Louis-César ) né le 23 décembre 1717; ancienne pension, 1,062 liv. 10 f.

36 ans de services, commencés en 1733, finis le 17 septembre 1770, 6 campagnes, le tout formant 42 ans : rang de lieutenant-colonel pendant les 2 dernières années d'activité.

Recrée sur le pied du traitement attaché à ce grade lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; 1, 2 & 3, tit. 2. ) ci..... 2,450  
*Richardot*, ( Jean-Paul ) né le 26 décembre 1717; ancienne pension, 1.<sup>o</sup> par brevet sur le trésor public, 600 liv.; 2.<sup>o</sup> sur l'ordre de Saint-Louis, 200 liv.; total 800 liv.

49 ans de services, commencés comme soldat en 1735, finis le 27 février 1785, 6 campagnes, le tout formant 55 ans : grade de sous-lieutenant pendant les 6 dernières années.

Recrée pour le traitement attaché à ce grade lors de la retraite. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; 1, 2 & 3, tit. 2. ) ci..... 720

Les concessions des ci-devant pensions de ce pensionnaire, en dates, savoir ; pour celle de 200 liv., du 8 juillet 1784, & pour celle de 600 liv., du 27 février 1785, n'avoient pas été faites en conformité de l'ordonnance de règlement, du 10 juillet 1780, alors subsistante.

*Roger*, ( Charles ) né en 1717; ancienne pension, 6,442 liv.  
 50 ans de services, tant militaires que d'ingénieur-géographe, finis au 31 décembre 1783 : emploi d'ingénieur-géographe-militaire pendant les 5 dernières années avec 4,000 livres d'appointemens.

Recrée pour cette somme. ( art. 19 & 20, tit. 1 ; 5, tit. 2. ) ci..... 4,000

L'ancienne pension ne pouvoit être rétablie, parce qu'il n'existe aucun règlement connu applicable à l'emploi d'ingénieur-géographe, & que la concession pour la presque totalité est postérieure & non conforme aux réglemens applicables au grade de capitaine qu'avoit le pensionnaire.

T O T A L..... 83,760 5

**PENSIONS**

## P E N S I O N S

R E N V O Y É E S

## A L A L I S T E C I V I L E.

## N A I S S A N C E D E 1716.

<i>Trotter</i> , (Jean-Edouard) né le 16 janvier 1716; ancienne pension, 1,475 liv.	475 3
Service de maréchal-des-logis de la seconde compagnie des mousquetaires de la garde du roi.....	1,475
<i>Huffon de Sanpigny</i> , (Alexandre) né le 30 janvier 1716; ancienne pension, 355 liv.	
Service d'ancien porte-étendard des gardes du roi.....	355
<i>De Loffre</i> , (Louis-Charles) né le 27 février 1716; ancienne pension, 930 liv.	
Service de valet de pied de la petite écurie du roi.....	930
<i>Aubert</i> , (Jean) né le 11 mars 1716; ancienne pension, 753 liv. 15 sous.	
Service de garde-du-corps du roi.....	753 15
<i>De Caix</i> , (Barthelemi) né le 20 avril 1716; ancienne pension, 2,362 liv. 10 sous.	
Service de maître de viole de mesdames de France.....	2,362 10
<i>Paris de Soulange</i> , (Dlle. Françoise) née le 28 avril 1716; ancienne pension, 540 liv.	
Service de sous-gouvernante de madame Louise de France..	540
<i>De Bocastel</i> , (Joseph) né en avril 1716; ancienne pension, 2,016 liv. 5 sous.	
Service de porte-étendard des gardes du roi.....	2,016 5
<i>Jancel</i> , (Guillaume) né le 24 mai 1716, ancienne pension, 400 liv.	
Service de balayeur du garde-meuble.....	400
<i>Soulain</i> , (Jean-Baptiste) né le 23 juin 1716; ancienne pension, 1,075 liv.	
Service de porte-manteau de madame Victoire de France..	1,075
<i>Marcon</i> , (Pierre) né le 2 juillet 1716; ancienne pension, 898 liv. 2 sous 6 deniers.	
Service de brigadier des gardes-du-corps.....	898 2 6
De cette part.....	10,805 12 6
<i>Tome V.</i>	D d d d

Report..... 10,805 12 6

*Le Marefcot de Montmirel*, (Françoife Dumaris de Grieu, veuve de Paul-Philippe) née le 30 juillet 1716; ancienne pension, 266 liv. 5 fous, accordée en confédération des services de fon mari, fous-brigadier de la compagnie des chevaux-légers de la garde du roi..... 266 5

*Le Long de Ranlieu*, (Jofeph-Marie) né le 21 juillet 1716; ancienne pension, 837 10 fous.  
Service militaire fini dans le régiment des gardes-françoifes. 837 10

*De Souvré*, (Félicité de Sailly, veuve) née le 2 août 1716; ancienne pension, 4,125 liv., accordée en confédération des services de fon mari, maître de la garde-robe du roi.... 4,125

*Marette*, (François) né le 4 août 1716; ancienne pension, 250 l.  
Service de menuifier-machinifte des menus-plaifirs du roi.... 250

*De Bertengles*, (Angélique-Louife Charpy, veuve de Jacques) née le 5 août 1716; ancienne pension, 355 liv., accordée en confédération des services du mari, maréchal-des-logis de la compagnie des chevaux-légers de la garde du roi..... 355

*Binet de Bois-Giroul*, (Louis-René) né le 7 août 1716; ancienne pension, 8,015 liv., dont 1,200 liv. accordée fur la caiffette de feu M. le Dauphin, père du roi; 1,455 liv. comme ayant été chargé de l'entretien de la volière de Saint-Germain-en-Laye; 1,475 liv. à fon époufe, comme première femme-de-chambre de feue madame la Dauphine; 885 liv. comme mectre-de-camp de cavalerie, réformé, & 3,000 liv. en confédération des services de fon frère, premier valet-de-chambre du roi, gouverneur du Louvre..... 8,015

*Le Grand de Boisvilliers*, (Germain-Philippe) né le 19 août 1716; ancienne pension 716 liv. 5 fous.  
Service de garde de la manche du roi..... 716 5

*Pellegrin*, (Antoine-Nicolas) né le 19 août 1716; ancienne pension, 133 liv. 2 fous 6 deniers.  
Service dans les gardes-du-corps..... 133 2 6

*De Sartige de Sourniac*, (Jean) né le 20 août 1716; ancienne pension, 619 liv. 15 fous.  
Service dans les gardes du roi..... 619 15

*Gobel*, (André) né le 12 feptembre 1716; ancienne pension, 360 liv.  
Service de piqueur des écuries de feu la princeffe Chriftine de Saxe, abeffe de Remiremont, tante du roi..... 360

*Eara de Grand-champ*, (Marie Heurard, veuve de Charles) née le 16 feptembre 1716; ancienne pension, 200 liv.  
Service dans les gardes du roi..... 200

De cette part..... 26,683 10



# S 3

Report.....	26,683	10
<i>Lefguifé d'Aigremont</i> , (L uis-Nicolas) né le 17 septembre 1716; ancienne pension, 753 liv. 15 sous. Service dans la première compagnie des mousquetaires...	753	15
<i>De la Grefille du Roché</i> , (Honoré) né le 12 octobre 1716; ancienne pension, 850 liv. Service dans les gardes du roi.....	850	
<i>De Castre</i> , (Louise-Françoise) née le 29 novembre 1716. (Jeanne Anne-Marguerite) née le 24 décembre 1717. La première, morte; la seconde, prétendant à réversion; ancienne pension, 72 liv. Nulle indication de service envers l'état; point de motifs de concession; assignat originaire sur la cassette de madame la Dauphine; assignat dernier sur la maison du roi.....	72	
<i>De Chambre</i> , (Guillaume) né le 9 novembre 1716; ancienne pension, 531 liv. 5 sous. Service dans les gardes du roi.....	531	5
<i>Clermont-Tonnerre</i> , (Marie-Anne-Julie le Tonnelier de Breteuil) née le premier décembre 1716; ancienne pension, 11,075 liv. Service de dame du palais de la reine.....	11,075	
<i>Potier de Fongerey</i> , (Jean-François) né le 4 décembre 1716; ancienne pension, 443 liv. 15 sous. Service de gendarme de la garde du roi.....	443	15
<i>De Salignac</i> , (Andre-Emmanuel) né le 30 novembre 1716; ancienne pension, 854 liv. 15 sous 6 deniers. Services dans les chevaux-légers de la garde du roi.....	854	15 6
TOTAL.....	41,264	6

## P E N S I O N S

R E N V O Y É E S

## A L A L I S T E C I V I L E .

## N A I S S A N C E D E 1717.

*SANCHEVIN*, (Anne Cosu, veuve du sieur de) née le 7 janvier : concession pour tenir lieu de pareille somme de 400 liv., dont elle jouissoit sur les aumônes de la feue reine ; assignat primitif. . . . . 400

*Bardière de Bournuffel*, ( Dlle Henriette-Cécile ) née le 30 janvier 1717. ( Dlle Marie-Anne-Brigitte Bardière de Bournuffel ) née le 31 octobre 1722. Concession pour chacune d'elles, d'une pension produisant 202 liv. 10 sous, & pour elles deux conjointement d'une autre de 400 liv. sur la cassette du roi. ( art. 13, tit 1. Loi du 23 août 1790. ) Motif de concession ; assignat. . . . . 805

Elles avoient aussi obtenu une pension de 80 liv. sur le clergé, rejetée comme incompatible avec pension sur la liste civile. ( art. 12, tit. 1. Loi du 23 août 1790. )

*Le Dour*, (Louis) né le 2 janvier 1717.  
Service de tapissier-valet-de-chambre de madame la Dauphine. ( art. 13, tit. 1. ) . . . . . 1,236

*Kolly*, ( Dlle Catherine Boucher, veuve du sieur ) depuis épouse du sieur Talmant, née le 9 février 1717 : concession pour service de son premier mari, l'un des cent-suisses de la garde du roi. ( art. 13, tit. 1. ) . . . . . 150

*La Garde*, ( Pierre ) né le 10 février 1717 : concession pour services de musicien, tant auprès du roi que près des personnes de sa famille. ) art. 13, tit. 1. ) . . . . . 7,542 10

*Lescoux de Saint-Bohaire*, ( Dlle Marie-Anne-Charlotte Villain, veuve du sieur de ) née le 27 février 1717 : concession pour service de son mari, comme sous-lieutenant dans les gardes-du-corps du roi. ( art. 13, tit. 1. ) . . . . . 1,000

*De Tourtonde*, ( Lucie ) né le 3 mars 1717 : service de garde-du-corps du roi. ( art. 13 tit. 1. ) . . . . . 177 10

*De cette part* . . . . . 11,311

<i>Report</i> .....	II,311		
<i>Bercher de Montchevreuil</i> , ( Gilles ) né le 26 mars 1717 : service fait presque entièrement, & fini dans les gardes-du-corps du roi. ( art. 13, tit. I.).....	806	5	
<i>Brachet de la Gorfse</i> , ( Antoine-Saturnin ) né le 16 avril 1717 : service dans les gardes-du-corps du roi. ( art. 13, tit. I.)..	4,878	13	6
<i>Fayolle</i> , ( Jean ) né le 6 avril 1717 : service des gardes-du-corps du roi. ( art. 13, tit. I.).....	3,354	5	
<i>Duparc</i> , ( Marie-Hubertine Demet, veuve du sieur ) née le 4 avril 1717 : concession pour services de son mari, écuyer des chevaux-légers de la garde du roi. ( art. 13, tit. I.)..	265	10	
<i>Lievin de la Gache</i> , ( Marie-Marguerite Blin, veuve du sieur ) née le 15 avril 1717 : concession pour service de son mari, porte-étendard des gardes-du-corps du roi. ( art. 13, tit. I.).....	150		
<i>De Corche de Sainte-Croix</i> , ( Charles-Marie-Urbain ) né le 17 avril 1717 : service de lieutenant des chasses de la capitainerie de Corbeil. ( art. 13, tit. 3.).....	1,000		
<i>Barbançois Villegongis</i> , ( Léon-François ) né le 22 avril 1717 : service au régiment des gardes-françoises, fini comme capitaine & brigadier des armées. ( art. 13, tit. I.).....	5,837	10	
<i>Leleu de Primay</i> , ( Antoine-Michel ) né le premier mai 1717 : service dans les mousquetaires de la garde du roi. ( art. 13, tit. I.).....	1,948	15	
<i>Turenne de Granlac</i> , ( Raimond ) né le 14 mai 1717 : service dans les gendarmes de la garde du roi. ( art. 13, tit. I.)..	943		6
<i>Lefvignes</i> , ( Elisabeth Desmarets, veuve du sieur ) née le 28 mai 1717 : concession pour service de son mari, comme chirurgien du château de Saint-Hubert. ( art. 13, tit. I.)...	300		
<i>Dampierre</i> , ( Marie-Rose ) née le 30 mai 1717 : concession sur la maison du roi, pour service de M. Dampierre, son oncle, gentilhomme des chasses de sa majesté ; assignat primitif. ( art. 13, tit. I.).....	670		
<i>Lonlay</i> , ( Michel Louis-François ) né le 7 juin 1717 : concession pour service dans les gardes du-corps du roi. ( art. 13, tit. I.).....	942	10	
<i>Chapuis Duchez</i> , ( Antoine-Gaspard ) né le 13 juin 1717 : concession pour service dans les gardes-du-corps du roi. ( art. 13, tit. I.).....	448	15	
<i>Bellemare de Saint-Cyr</i> , ( Marc-Antoine ) né le 20 juin 1717 : concession pour service dans les mousquetaires de la garde du roi. ( art. 13, tit. I.).....	2,293	13	

<i>Report</i> .....	35,149	17
<i>Lemonnier</i> , (Louis-Guillaume) né le 27 juin 1717 : concessions ; 1. <sup>o</sup> pour service de médecin en chef de l'armée, commandée par le feu prince de Soubise ; 2. <sup>o</sup> & pour service de médecin près le roi Louis XV. (art. 12 & 13, tit. 1.)..	22,062	10
<i>Morel</i> , (Alexandre) né le 4 juillet 1717 : concession pour service de cheval-léger de la garde du roi. (art. 13, tit. 1.)..	266	5
<i>Duneveu d'Herbigny</i> , né le 15 <sup>e</sup> juillet 1717 : concession pour service dans les gardes-du-corps du roi. (art. 13, tit. 1.)...	268	15
<i>Gauthier</i> , (Jean) né le 16 juillet 1717 : concessions diverses, pour service de chirurgien, tant des chevaux-légers & de la petite écurie du roi, que de l'hôtel de la guerre. (art. 12 & 13, tit. 1.).....	4,959	7
<i>Dufour</i> , (Pierre) né le 14 juillet 1717 : concession ; 1. <sup>o</sup> pour services de la mère du pensionnaire, près feu M. le Dauphin ; 2. <sup>o</sup> pour services personnels ; service personnel de maître d'hôtel du roi. (art. 12 & 13, tit. 1.).....	4,250	
<i>Quantin</i> , (Jean-Gabriel) né le 12 août 1717 : concession pour service de valet-de-chambre de madame Sophie de France. (art. 13, tit. 1.).....	1,459	6 3
<i>Quefnel</i> , (Marie-Marguerite Genfay, veuve du sieur) née le 12 août 1717 : concession pour service de son mari, fourrier de la seconde compagnie des mousquetaires. (art. 13, tit. 1.)..	106	10
<i>Londeix du Puitignon</i> , (Jean-Mathieu) né le 26 août 1717 : concession pour service de brigadier des gardes-du-corps du roi, & pour retraite de ce service. (art. 13, tit. 1.)..	841	2 6
<i>Saint-Mesme</i> , (Pierre Hector-Marie) né le 28 août 1717 : service dans les gardes-du-corps du roi jusqu'à sa retraite, suivant simple déclaration & sans justification de titre. (art. 13, tit. 1.).....	500	
<i>Sérife</i> , (Jacques) né le 16 septembre 1717 : service de confesseur des pages de la petite écurie du roi. (art. 13, tit. 1.)..	400	
<i>Allegre de Dian</i> , (Marc-René) né le 19 septembre 1717 : dernier service, comme porte-manteau de madame Louise de France, tante du roi : concession, tant pour ce service, qu'à titre de remplacement d'autre pension, sans expression de motif pour ce dernier objet. (art. 12 & 13, tit. 1.).....	4,500	
<i>Savatte de la Motte</i> , (Jean) né le 28 septembre 1717 : service dans les gardes-du-corps du roi ; concession pour ce service. (art. 13, tit. 1.).....	531	5
<i>Granval</i> , (Marie-Marthe de Chérie, veuve du sieur) née le 2 octobre 1717 : concession pour service de son mari dans les chevaux-légers de la garde du roi. (art. 13, tit. 1.).....	266	5

# 5 2

<i>Report</i> .....	75,561 2 9
<i>Dalainville</i> , (Henri-Louis) né le 3 novembre 1717: service de maréchal-des-logis du roi; concession pour ce service. (art. 13, tit. I.).....	1,037 10
<i>Montigny</i> , (Guillaume) né le 12 novembre 1717: dernier service comme écuyer du roi & de madame Victoire; diverses concessions, toutes pour ce service. (art. 13, tit. I.).....	5,899 10
<i>Bonnay de Belvaux</i> , (Claude) né le 21 novembre 1717: service dans les chevaux-légers de la garde du roi; concession pour ce service & pour réforme du même corps. (art. 13, tit. I.).....	1,699 10
<i>Saint-Christau</i> , (François) né en 1717: service commencé dans les gardes-du-corps du roi, continué dans un régiment, repris & fini dans les gardes-du-corps; concession d'une partie pour chacune de ces deux espèces de services. (art. 12 & 13, tit. I.).....	310 2 6
TOTAL.....	<u>84,507 15 3</u>

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-huit juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791: Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

# TABLE ALPHABÉTIQUE DES NOMS DES PERSONNES

EMPLOYÉES  
AUX TROIS ÉTATS.

## A

Ancillon, (Jean) page 548.  
Allibert-Duclos (Marc) p. 557.  
Astellin-Despart, (Charles) p. 569.  
Aucier, (Dlle Elisabeth Midart, veuve du  
seur) p. 574.  
Aubert, (Jean) p. 577.  
Allegrin de Dian, (Marc-René) p. 582.

## B

Beauvoire de Vilbac, (Dominique) p. 556.  
Badier de Versaille, (Pierre-Jacques-Louis)  
page 557.  
Barrett, (Jean-Jacques) p. 558.  
Brancas, (Louis-Paul) p. 558.  
Bonnel, (Jean) p. 559.  
Bompar de Saint-Pierre, (Jean-François)  
p. 559.  
Bournol, (Jean) p. 559.  
Bonnet, (Jean-François) p. 562.  
Bourcia, (Antoine-Laurent de) p. 564.  
Boucarrès d'Angos, (Jean-Arnault-Bar-  
thelemi) p. 564.  
Bordenave, (Bernard de) p. 564.  
Beraud, Etienne de) p. 568.  
Breton, (Jacques) p. 570.  
Belloy, (Benjamin) p. 570.  
Buillon, (Jacques) p. 575.  
Beschatel, (Joseph de) p. 577.  
Bertengles, (Angélique-Louise Charpy,  
veuve de Jacques) p. 578.  
Binet de Boisgircult, (Louis René) p. 578.  
Bardière de Bournuffel, (Dlle Henriette-  
Cécile) p. 580.  
Bercher de Montchevreuil, (Gilles) p. 581.  
Brachet de la Gortie, (Antoine-Saturnin)  
p. 581.

Barbançois-Villegongis, (Léon-François).  
p. 581.  
Bellemarre de Saint-Cyr, (Marc-Antoine)  
p. 581.  
Bonnay de Belvaux, (Claude) p. 583.

## C

Chanfargues du Bord, (Joseph-Guillaume)  
p. 547.  
Collot de Chatelmont, (Jean) p. 547.  
Carrey de Bellemare, (François-Augustin  
de) p. 548.  
Catel, (Antoine) p. 548.  
Chastenay, (Guy de) p. 550.  
Chenu, (Gaspard) p. 554.  
Cremoux, (François) p. 558.  
Colliot, (Jean-François-Henri) p. 559.  
Cailloux de Valmen, (Jean-Louis) p. 560.  
Charlon (Pierre-Claude) p. 565.  
Claverie de Banière, (Henri) p. 565.  
Collet de Valdampierre, (Guillaume-Denis)  
p. 565.  
Chazal, (Honoré) p. 567.  
Claude, dit de Vize, (Charles-Antoine)  
p. 569.  
Coypel, (Nicolas) p. 570.  
Coup, (Michel) p. 574.  
Chambon, (Pierre) p. 576.  
Caix, (Barthelemi de) p. 577.  
Cara de Grandchamp, (Marie Heurard,  
veuve de Charles) p. 578.  
Castre, (Louise-Françoise de) p. 579.  
Chambre, (Guillaume de) p. 579.  
Clermont-Tonnerre, (Marie-Anne-Julie  
le Tonneleur de Breteuil) p. 579.  
Corche de Sainte-Croix, (Charles-Marie-  
Urbain de) p. 558.  
Chapuis Duchez, (Antoine Gaspard) p. 581.

## D

- Duval de la Motte, ( Philippe ) p. 547.  
 Dandré de la Solle et de la Drouille, ( Claude )  
 p. 547.  
 Doria, ( Gabriel ) p. 549.  
 Dufauzay, ( Jean-Baptiste ) p. 549.  
 Damoiseau de la Bande, ( Frédéric ) p. 550.  
 Dutremblay, ( Charles-Louis ) p. 550.  
 Dupille, ( Auguste-Claude-Robert ) p. 551.  
 Dethese, ( Bernard ) p. 551.  
 David, ( Charles-François ) p. 552.  
 Duverdiér, ( Louis ) p. 552.  
 Dubois de la Bernade, ( Jean-Elie ) p. 552.  
 Digar de Kerguette, ( Jean ) p. 553.  
 Dulaurens d'Oizelay, ( Pierre-Joseph-Marie )  
 p. 555.  
 Durieux de Madron de Saint-Paul, ( Jean-Paul-George ) p. 560.  
 Duvivier de Sarrante, ( Henri-Gabriel ) p.  
 561.  
 Ducros, ( Raymond ) p. 571.  
 Dammelin de Beaurepaire, ( François ) p.  
 571.  
 Durivier, ( Ange-Charles ) p. 571.  
 Danthenaize, ( Henri-Géoffroi ) p. 575.  
 Duparc, Marie-Hubertine Demet, veuve  
 du sieur ) p. 581.  
 Dampierre, ( Marie-Rose ) p. 581.  
 Duneveu d'Herbigny, p. 582.  
 Dufour, ( Pierre ) p. 582.  
 Dalainville, ( Henri-Louis ) p. 583.

## F

- Fournier de Mazerac, ( Jean-Pierre ) p. 549.  
 Faipoult, ( Claude-Nicolas ) p. 558.  
 Ferrier, ( Dominique-Laurent ) p. 563.  
 Foglioni, ( Antoine-François ) p. 569.  
 Fayolle, ( Jean ) p. 581.

## G

- Girard de Vasson ( Louis ) p. 549.  
 Galeaziny . ( François-Saverio ) p. 550.  
 Grimaldy, ( Jean Décies de ) p. 556.  
 Gourdain, ( Jérôme-Charles ) p. 560.  
 Guignace, ( Michel ) p. 566.  
 Géofroy, ( Louis ) p. 571.  
 Gibert, ( Antoine ) p. 567.  
 Grenelle de Pimont, ( François ) p. 572.  
 Gazau de la Boissière, ( Louis-Charles )  
 p. 575.

Tome V.

- Guftin de Bellecourt, ( Jean-Baptiste )  
 p. 575.  
 Gobel, ( André ) p. 578.  
 Gauthier, ( Jean ) p. 582.  
 Grandval, ( Marie-Marthe de Chérie, veuve  
 du sieur ) p. 582.

## H

- Harambure, ( Jean-Samuel d' ) p. 551.  
 Hortal, ( André ) p. 557.  
 Hérou, ( Louis-Laurent ) p. 573.  
 Hufson de Sampigny, ( Alexandre ) p. 577.

## J

- Jeannin, ( Louis ) p. 548.  
 Julien de Saint-Just, ( Jacques-Joseph ) p.  
 550.  
 Jourmard de Chabans, ( François ) p. 565.  
 Jouffineau de Fayat, ( Michel ) p. 568.  
 Inguembert, ( Joseph d' ) p. 573.  
 Jancel, ( Guillaume ) p. 577.

## K

- Kerémar de Boischâteau, ( Louis-Jean )  
 p. 561.  
 Kolly, ( Dlle Catherine Boucher, veuve  
 du sieur ) p. 580.

## L

- Lamoral-Lerique d'Allenne, ( Robet-François )  
 p. 547.  
 Le Sart de Mouchin, ( Louis-Joseph-Hyacinthe ) p. 551.  
 Lange de la Maltière, ( Joseph-François )  
 p. 551.  
 Lafuderie de la Faye, ( Barthélemy ) p. 553.  
 La Tour du Mesnil, ( Jeanne-Marie-Christine Guérin de la Marche, veuve du  
 sieur ) p. 554.  
 Lageard, ( Raimond ) p. 556.  
 Laville Hulin, ( Jean-Noël de ) p. 556.  
 Leuze, ( Jean-François de ) p. 557.  
 Lor, ( Charles de ) p. 557.  
 Liberge de Grainchain, ( Robert-Guillaume de ) p. 560.  
 Legras, ( Jean-Pierre ) p. 561.  
 Le Tellier, ( Claude ) p. 562.  
 Lequien de Moyenneville, ( Alexis-Benjamin ) p. 562.  
 Lyle Taulanne, ( Louis-Auguste de ) p. 563.  
 Lecoq, ( Etienne ) p. 563.

Eeee

Labarre, ( François de ) p. 563.  
 Leflé, ( Jean-Georges ) p. 565.  
 Lincé, ( Walter de ) p. 566.  
 Lecarlier d'Herlye, ( Louis-Salomon ) p. 568.

Le Prévôt de la Prévotière, ( Jacques-Louis ) p. 168.

Loifeau, ( François-Pierre ) p. 569.

Laprade de la Tour, ( Jean-Claude ) p. 572.

Lafluderie de Campanès, ( Joseph ) p. 573.

Lebas de Girangy de Claye, ( Louis-César ) p. 576.

Loffie, ( Louis-Charles de ) p. 577.

Le Long de Rantieu, ( Joseph-Marie ) p. 577.

Legrand de Boisvilliers, ( Germain-Philippe ) p. 578.

Lefguisé d'Aigremont, ( Louis-Nicolas ) p. 579.

Lagrèille du Roché, ( Honoré ) p. 579.

Le Doux, ( Louis ) p. 580.

La Garde, ( Pierre ) p. 580.

Lescoux de Sainte-Bohaire, ( Dlle Marie-Anne-Charlotte Villain, veuve du sieur de ) p. 580.

Lievin de la Gache, ( Marie-Marguerite Blin, veuve du sieur ) p. 581.

Leleu de Primay, ( Antoine-Michel ) p. 581.

Lefvignes, ( Elisabeth-Desmarets, veuve du sieur ) p. 581.

Lonlay, ( Michel-Louis-François ) p. 581.

Lemonnier, ( Louis-Guillaume ) p. 582.

Londeix du Puitignon, ( Jean-Mathieu ) p. 582.

## M

Meaupeou, ( Louis-Charles-Alexandre de ) p. 548.

Marquette d'Hauteville de Marcy, ( Jean-Claude ) p. 554.

Marchand, ( Artoine ) p. 561.

Manuel, ( Nicolas ) p. 562.

Mauclerc, ( Pierre-Antoine de ) p. 564.

Monéry, ( Antoine-Augustin de ) p. 566.

Michel, ( Jean-François ) p. 567.

Mauger, ( François-Léonore de ) p. 570.

Montagniac, ( Jean-Antoine-Ignace ) p. 573.

Marcon, ( Pierre ) p. 577.

Marete, ( François ) p. 578.

Marescot de Montmiret, ( François du

Maris de Grieu, veuve de Paul-Philippe de ) p. 578.

Morel, ( Alexandre ) p. 582.

Montigny, ( Guillaume ) p. 583.

## N

Neukirchen, ( Jean ) p. 555.

## O

O Flannagan, ( Jacques-Pierre ) p. 574.

## P

Petel de Scallier, ( Jean-Baptiste Arsenne ) p. 548.

Perrache d'Ampus, ( Honoré-François ) p. 553.

Piolenc, ( Marcel-François ) p. 554.

Poulhariès, ( François-Médard ) p. 554.

Peralta, ( Philippe-Joseph ) p. 558.

Pithoncourt, ( Jean-Baptiste ) page 560.

Paratge, ( Marc-Antoine ) p. 566.

Preyslac de Cadeilhan, ( Lambert ) p. 566.

Petitor, ( Louis ) p. 570.

Petremand de Valay, ( Philippe-Desiré, p. 571.

Pinault, ( Jean-François ) p. 575.

Pestels, ( François-Claude ) p. 575.

Paris de Soulangue, ( Dlle Françoise ) p. 577.

Pellegrin, ( Antoine-Nicolas ) p. 578.

Potiar de Fongerez, ( Jean-François ) p. 579.

## Q

Quantin, ( Jean-Gabriel ) p. 582.

Quefnel, ( Marie-Marguerite Genfay, veuve du sieur ) p. 582.

## R

Rozieres, ( Thomas-Nicolas de ) p. 547.

Romas, ( Thomas de ) p. 550.

Rouillé du Coudray, ( Hilaire ) p. 552.

Rayne, ( François ) p. 552.

Ronty de Richecourt, ( Antoine-Redé de ) p. 561.

Relingue, ( Jacques-Balthazar de ) p. 564.

Raudin, ( Jean-François ) p. 567.

Rionfol d'Hauteville, ( Philippe ) p. 567.

Roger de Noé, ( Jacques ) p. 572.

Riquetti Mirabeau, ( Jean-Antoine-Joseph-Charles-Elzéar ) p. 574.



Richardot, (Jean-Paul) p. 576.  
Roger, (Charles) p. 576.

## S

Simon, (Marc) p. 551.  
Saux d'Argelès, (Jean-Pierre de) p. 554.  
Stuart (Daniel) p. 557.  
Saint-Aubin, (Paul-Louis) p. 572.  
Sarrebourne de Pont-le-Roi, (Nicolas de)  
p. 572.  
Seuillet, (Dominique) p. 574.  
Soulain, (Jean-Baptiste) p. 577.  
Souvré, (Félicité de Saily, veuve de)  
p. 577.  
Sartige de Sourniac, (Jean) p. 578.  
Salignac, (André-Emanuel de) p. 579.  
Sanchevin, (Anne Coëffu, veuve du sieur)  
p. 580.  
Saint-Mesme, (Pierre-Hector-Marie)  
de) p. 582.  
Séribé, (Jacques) p. 582.  
Savatte de la Motte, (Jean) p. 582.  
Saint-Christau, (François) p. 583.

## T

Toytot, (Claude-Alexis-Augustin) p. 552.  
Thieriet de Nédoncelle, (Alexandre-Claude)  
p. 553.  
Touffain d'Escresnes, (Claude-Alexandre),  
p. 555.  
Tarrieu de Taillan, (Laurent) p. 555.

Thierry de Saint-Beaufant, (Jean-Baptiste)  
p. 556.  
Trafequies, (Gilles-Charles-Adrien) p.  
556.  
Thiville, (Paul-Alexandre-Louis) p. 558.  
Tugnot, (Paul) p. 559.  
Texier de Lancey, (Pierre) p. 562.  
Thierfant de Bourgmarié, (François-Henri)  
p. 563.  
Trouiller Dupont, (Simon) p. 568.  
Thoreau, (Isabelle-Marguerite-Auguste  
Destingen, veuve) p. 568.  
Trocut de Malix, (Pierre) p. 571.  
Trotter, (Jean-Edouard) p. 577.  
Tourtonde, (Lucie de) p. 580.  
Turenne de Granlac, (Raymond) p. 581.

## V

Vien, (Joseph-Marie de) p. 549.  
Verpillat, (Louis-Joseph de) p. 552.  
Venoix d'Anetoville, (Charles-Casimir)  
p. 555.  
Vivens, (Antoine de) p. 560.  
Vitalon de Valoir, (Nicolas) p. 570.

## W

Wiet d'Hegenet, (Jean) p. 555.

## Y

Ythier de la Tour d'Entravaux, (Pierre-  
Louis d') p. 561.

N.º 1147.

## L O I

*Relative au sieur Dupré, nommé Graveur général  
des Monnoies de France.*

Donnée à Paris, le 28 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 21 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, sur le rapport de son comité des monnoies, & après avoir entendu la lecture du procès-verbal de l'académie de peinture & de sculpture, en date du 9 de ce mois, duquel il résulte qu'à la majorité absolue des voix, le sieur Dupré a été jugé par cette compagnie le plus digne de la place de graveur général des monnoies, ordonne que ledit sieur Dupré se retirera auprès du pouvoir exécutif ; pour se faire expédier une commission de graveur général des monnoies de France.

**M**ANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-huit juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi.  
Signé, M. L. F. DU PORT.*

## L O I

N.º 1166.

*Relative à l'indemnité réglée par la loi du 14 mars 1791, en faveur des Juges, Commissaires du Roi, Accusateurs publics, Greffiers & Commis-Greffiers attachés aux Tribunaux criminels provisoires établis à Paris; & à la haute Cour nationale provisoire établie à Orléans.*

Donnée à Paris, le 29 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, **R O I D E S F R A N Ç O I S**: A tous présens & à venir; **SALUT**. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit:

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 24 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE décrète ce qui suit:

**A R T I C L E P R E M I E R.**

LA dépense de l'indemnité réglée par la loi du 14 mars 1791, à chacun des juges, commissaires du roi & greffiers des six tribunaux criminels provisoires, établis à Paris par la même loi, sera acquittée par mois sur le trésor public, à compter du 26 mars dernier, ainsi que le traitement de l'accusateur public & des deux commis-greffiers, à compter du jour de leur nomination, d'après l'état de cette dépense qui sera arrêté par le ministre de l'intérieur; sans préjudice du traitement ordinaire des membres composant lesdits tribunaux, qui continuera d'être acquitté complètement & en totalité sur les caisses de leurs districts respectifs.

**I I.**

LA dépense de l'indemnité réglée par l'article IV de la loi du 13 mars 1791, à chacun des juges du tribunal criminel provisoire établi à Orléans pour le jugement des

crimes de lèze-nation , ainsi que le traitement de l'accusateur public & celui du greffier , seront aussi acquittés par mois sur le trésor public , à compter du jour de leur installation , d'après l'état de cette dépense qui sera arrêté par le ministre de l'intérieur , sans préjudice du traitement ordinaire des juges & accusateur public composant le tribunal , qui continuera d'être acquitté complètement & en totalité sur les caisses de leurs districts respectifs.

## I I I.

LE montant des sommes qui auront été acquittées par le trésor public pour la dépense mentionnée en l'article précédent , sera imputé par les commissaires de la trésorerie nationale sur le fonds qui a été décrété par la loi du 25 février 1791 , pour les dépenses de la haute cour nationale. La dépense des six tribunaux criminels provisoires établis à Paris , sera remboursée particulièrement à la trésorerie nationale par la caisse de l'extraordinaire.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux , corps administratifs & municipalités , que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs , & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris , le vingt-neuf juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi.*  
Signé M. L. F. DU PORT.

## L O I

N.º 1162.

*Relative à la défense des Frontières.*

Donnée à Paris, le 29 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 22 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, ouï le rapport des comités militaire & diplomatique, sur les moyens de pourvoir à la défense extérieure de l'état, décrète ce qui suit :

1.º Il sera mis sur le champ en activité quatre-vingt-dix-sept mille hommes de gardes nationales, y compris les vingt-six mille qui, par le décret précédent, ont été destinés à la défense des frontières du Nord. Ces gardes nationales seront soldées & organisées conformément aux précédens décrets, & seront distribuées ainsi qu'il suit :

## 1.º D I V I S I O N.

*De Dunkerque à Givet.*

Huit mille hommes fournis par les départemens de la Somme, de l'Oise, de l'Aisne, du Pas-de-Calais & du Nord.

## 2.º D I V I S I O N.

*De Givet à Bitche.*

Dix mille hommes fournis par les départemens de la Marne, les Ardennes, la Meuse, la Meurthe & la Moselle.

3.<sup>e</sup> D I V I S I O N.*De Bitche à Huningue & Belfort.*

Huit mille hommes fournis par les départemens du haut & bas Rhin.

4.<sup>e</sup> D I V I S I O N.*De Belfort à Belley.*

Dix mille hommes fournis par les départemens des Vosges & de la haute Saône, du Doubs, du Jura & de l'Ain.

5.<sup>e</sup> D I V I S I O N.*De Belley à Entrevaux-sur-le-Var.*

Huit mille hommes fournis par les départemens de l'Isère ; les hautes Alpes, les basses Alpes & la Drôme.

6.<sup>e</sup> D I V I S I O N.

*De la Méditerranée, depuis l'embouchure du Var jusqu'à celle du Rhône.*

Quatre mille hommes fournis par les départemens du Var & Bouches-du-Rhône.

7.<sup>e</sup> D I V I S I O N.*De l'embouchure du Rhône jusqu'à l'étang de Leucate.*

Trois mille hommes fournis par les départemens du Gard ; de l'Hérault & de l'Aude.

8.<sup>e</sup> D I V I S I O N.*De Perpignan à Bayonne.*

Dix mille hommes fournis par les départemens des Pyrénées orientales, de l'Arriège, de la haute Garonne, des hautes Pyrénées & des basses Pyrénées.

9.<sup>e</sup> D I V I S I O N.

*De l'Océan , depuis Bayonne jusqu'à l'embouchure de la Gironde.*

Quatre mille hommes fournis par les départemens des Landes & de la Gironde.

10.<sup>e</sup> D I V I S I O N.

*De l'embouchure de la Gironde à celle de la Loire.*

Trois mille hommes fournis par les départemens de la Charente inférieure , de la Vendée , de la Loire inférieure , des deux Sèvres , & Maine & Loire.

11.<sup>e</sup> D I V I S I O N.

*De l'embouchure de la Loire à Saint-Malo.*

Cinq mille hommes fournis par les départemens du Morbihan , du Finistère & des Côtes du Nord.

12.<sup>e</sup> D I V I S I O N,

*De Saint-Malo au Grand-Vay.*

Trois mille hommes fournis par les départemens de l'Ille & Vilaine , la Manche & la Mayenne.

13.<sup>e</sup> D I V I S I O N.

*Du Grand-Vay à l'embouchure de la Somme.*

Quatre mille hommes fournis par les départemens du Calvados , de la Seine inférieure & de l'Eure.

14.<sup>e</sup> D I V I S I O N,

*L'Isle de Corfè.*

Deux mille hommes fournis par le départemens de l'île de Corfè.

15.<sup>e</sup> D I V I S I O N.

Il fera formé une réserve de quinze mille hommes placés sur Senlis, Compiègne, Soissons & lieux circonvoisins. Elle sera fournie par les départemens ci-après dénommés ; savoir,

Paris.	La Sarthe.
Seine & Oise.	Loir & Cher.
Seine & Marne,	La Nièvre.
L'Aube.	Cher.
L'Yonne.	La Côte d'or.
Loiret.	La haute-Marne.
L'Eure & Loire.	L'Indre & Loire,
L'Orne.	L'Indre.

2.<sup>o</sup> Le ministre de la guerre nommera sur le champ une commission composée d'officiers d'artillerie & de génie, lesquels seront chargés de parcourir ensemble ou séparément les principales frontières du royaume, de prendre connoissance de l'état des places, des travaux qui ont été commencés, & de ceux qui sont nécessaires pour compléter leur défense ; de donner provisoirement des ordres pour les travaux qu'ils jugeront les plus pressans, d'en rendre compte aux commandans en chef des divisions & au ministre de la guerre, qui communiquera à l'assemblée les informations qu'ils lui auront fait parvenir.

Il sera fait un fonds de quatre millions pour pourvoir aux dépenses les plus instantes qu'exigent la continuation des travaux commencés & la réparation des places. Le ministre rendra compte de leur emploi, & présentera l'état des dépenses ultérieures qui pourroient être nécessaires.

3.<sup>o</sup> Le nombre des chevaux d'équipage d'artillerie sera porté à trois mille.

4.<sup>o</sup> Il sera nommé par l'assemblée nationale, des commissaires pris dans son sein, pour aller dans les départemens qui leur seront désignés, surveiller & presser l'exécution tant du présent décret que de ceux qui ont été précé-



demment rendus pour le payement des contributions publiques , pour la défense de l'état , pour le rétablissement de l'ordre & de la discipline dans l'armée , & rendre compte sur tous ces objets à l'assemblée nationale.

Il leur sera remis une instruction relative à ces objets.

Décrète en outre que le ministre de la guerre est autorisé à porter la surveillance & l'autorité de M. de Rochambeau jusqu'à Bitche.

M A N D O N S & ordonnons à tous les tribunaux ; corps administratifs & municipalités , que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs , & exécuter comme loi du royaume. Mandons & ordonnons pareillement à tous les officiers généraux , & autres qui commandent les troupes de ligne dans les différens départemens du royaume , & à tous autres qu'il appartiendra , de se conformer à ces présentes , & de tenir le main , chacun en ce qui le concerne , à ce qu'elles soient ponctuellement exécutées. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris , le vingt-neuf juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé, M. L. F. DU PORT.*

N.º 1169.

## L O I

*Relative à M. l'Abbé de l'Épée, & à son établissement  
en faveur des Sourds & Muets.*

Donnée à Paris, le 29 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 21 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, après avoir entendu le rapport fait au nom de ses comités de l'extinction de mendicité, d'aliénation des biens nationaux, des finances & de constitution, croyant devoir accorder une protection spéciale à l'établissement fait en faveur des sourds & muets, décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LE nom de l'abbé de l'Épée, premier fondateur de cet établissement, sera placé au rang de tous les citoyens qui ont le mieux mérité de l'humanité & de la patrie.

## I I.

LE local & les bâtimens du couvent des ci-devant Célestins, situé à Paris près l'Arсенal, seront, sans distraction, employés à l'établissement des écoles destinées à l'instruction des sourds, muets, & des aveugles-nés.

## I I I.

L'ÉTABLISSEMENT de l'école des sourds, muets, occupera néanmoins provisoirement la partie des bâtimens indiquée par l'arrêté du directoire du département de Paris, du 20 avril dernier.

## I V.

IL sera pris sur les fonds de la trésorerie nationale,

1.<sup>o</sup> Annuellement & à compter du 1<sup>er</sup> janvier dernier, la somme de douze mille sept cents livres pour les honoraires du premier instituteur, du second, des deux adjoints, d'un économe, d'un maître d'écriture, de deux répétiteurs & de deux maîtresses.

2.<sup>o</sup> Pour cette année seulement, pour vingt-quatre pensions gratuites, à raison de trois cent cinquante livres chacune, qui seront accordées à vingt-quatre élèves sans fortune, suivant actuellement les écoles, celle de huit mille quatre cents livres.

## V.

Les douze mille sept cents livres d'honoraires accordées par l'article précédent, seront réparties ainsi qu'il suit :

Au premier instituteur, quatre mille livres, ci . . . . .	4,000 <sup>th</sup>
Au second instituteur, deux mille quatre cents livres, ci .	2,400
A deux adjoints, à raison de douze cents livres chacun, ci . . . . .	2,400
A l'économe, quinze cents livres, ci . . . . .	1,500
Au maître d'écriture externe, cinq cents livres, ci . .	500
Aux deux répétiteurs, à raison de trois cent cinquante livres chacun, ci . . . . .	700
Aux deux maîtresses gouvernantes, à raison de fix cents livres chacune, ci . . . . .	1,200
TOTAL, douze mille sept cents livres, ci . . . . .	<u>12,700<sup>th</sup></u>

Tous auront le logement, excepté le maître d'écriture.

Nul n'aura la table que l'économe, les deux répétiteurs & les deux maîtresses gouvernantes.

## V I.

LE choix des deux instituteurs actuellement occupés à l'instruction des sourds & muets, est confirmé.

## V I I.

IL leur sera adjoint deux élèves instituteurs, qui seront nommés par le département de Paris, sur la présentation du premier instituteur.

## V I I I.

LA surveillance de l'établissement est spécialement confiée au département de Paris.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-neuf juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

## L O I

N.º 1180.

*Relative aux dépenses d'impression , confection de cahiers , loyers & frais de bureau des anciens Directeurs des Vingtièmes.*

Donnée à Paris, le 29 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit:

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 25 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE décrète ce qui suit:

Le ministre des contributions publiques fera payer sur le trésor public, d'après l'état par lui arrêté, la somme de quarante-neuf mille six cent soixante-six livres treize sous quatre deniers, aux anciens directeurs des vingtièmes, pour remboursement des dépenses d'impression & confection des seconds cahiers de vingtièmes de 1790, & pour les loyers & frais de bureaux relatifs à ladite opération.

**M**ANDONS & ordonnons aux tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-neuf juillet mil sept cent quatre-vingt onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791: Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º 1167.

## L O I

*Relative au commerce du Levant & de Barbarie.*

Donnée à Paris, le 29 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 21 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, après avoir entendu le rapport de son comité d'agriculture & de commerce, décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

Le commerce des Echelles du Levant & de Barbarie est libre à tous les François.

## I I.

IL est libre d'envoyer de tous les ports du royaume, des vaisseaux & des marchandises dans toutes les Echelles.

## I I I.

TOUT négociant François peut faire des établissemens dans toutes les parties du Levant & de la Barbarie, en fournissant dans la forme usitée & jusqu'au règlement qui sera incessamment présenté à l'assemblée nationale, sur le mode d'organisation de l'administration du Levant, un cautionnement qui garantisse les autres établissemens François des actions qui pourroient être exercées contre eux par son fait ou celui de ses agens.

## I V.

LES cautionnemens qui seront fournis par les habitans  
des

des départemens, autres que celui des Bouches du Rhône, pourront être reçus par les directoires de leurs départemens, qui en feront remettre un extrait à la chambre de commerce de Marseille.

## V.

LES retours du commerce du Levant & de Barbarie, pourront se faire dans tous les ports du royaume, après avoir fait quarantaine à Marseille, en avoir acquitté les frais & les droits imposés pour l'administration du Levant, à la charge de rapporter un certificat de santé.

## V I.

LES marchandises provenant desdits retours, à l'exception des tabacs qui y seront traités comme dans les autres ports du royaume, pourront entrer à Marseille, s'y consommer, & en être réexportées par mer en franchise de tout autre droit que celui imposé pour l'administration des Echelles.

## V I I.

LES DITES marchandises payeront à leur introduction dans le royaume, les droits auxquels sont assujetties, par le tarif général, celles de même espèce qui viennent de l'étranger, à l'exception cependant des toiles de coton blanches & des cotons filés, qui ne seront soumis qu'à un droit de 20 livres du cent pesant, & du café de Moka, dont le droit sera réduit à 12 livres aussi par quintal.

## V I I I.

LE transit par terre desdites marchandises de Marseille pour Genève, la Suisse, le Piémont, la Savoie, l'Allemagne, & les Pays-Bas de la domination étrangère, sera affranchi de tous droits; à la charge que lesdites marchandises seront expédiées sous plomb, & par acquit à caution portant soumission de les faire sortir, dans le délai de trois mois, par l'un des bureaux de Chaparillan, Pont-

de-Beauvoisin , Seyffel , Meyrin , Verreries-de-Joux , Jougnes , Héricourt , Strasbourg , Saint-Louis , Saarlouis , Thionville , Givet , Valenciennes & Lille.

### I X.

DANS le cas où les retours du Levant s'effectueroient dans d'autres ports que celui de Marseille , après y avoir fait quarantaine , les marchandises importées seront à leur arrivée , entreposées sous la clef de la régie. Celles desdites marchandises qui seront tirées de l'entrepôt pour être réexportées par mer , ou pour passer à l'étranger en transit , ne seront sujettes à aucun droit. Celles qui entreront dans la consommation du royaume , payeront les droits mentionnés en l'article VII.

### X.

POUR favoriser le commerce direct des François au Levant , les marchandises du Levant & de Barbarie , comprises dans l'état annexé au présent décret , importées de l'étranger , même sur bâtimens François , ou directement du Levant sur navires étrangers , ou sur navires François ayant relâché à l'étranger & y ayant fait quelque chargement , seront assujetties , tant à Marseille que dans les autres ports du royaume , au droit de vingt pour cent de la valeur portée par ledit état. Ce droit sera indépendant de celui du tarif général , & sera perçu par les préposés de la régie nationale des douanes , & au profit de la nation.

### X I.

LES marchandises importées directement du Levant par navires François , quoique pour le compte des étrangers , jouiront de la même franchise que celles importées pour le compte des François.

### X I I.

LE droit de vingt pour cent sera perçu également par addition à celui d'entrée , sur les marchandises dénommées dans l'état N°. II , annexé au présent décret , importées de



l'étranger dans le royaume, tant par terre que par mer, sans être accompagnées de certificats justificatifs d'une origine autre que celle du Levant, délivrés par les consuls ou agens de la nation Française, où il y en aura d'établis, & à leur défaut, par les magistrats des lieux d'envoi. Dans le cas où les certificats n'accompagneroient pas les marchandises, le droit sera consigné, & la restitution n'en sera faite qu'autant que le certificat sera rapporté dans le délai de trois mois.

N U M É R O I.<sup>er</sup>

*ÉTAT des marchandises du Levant qui devront le droit de vingt pour cent de la valeur à l'entrée de Marseille, lorsqu'elles y seront apportées par vaisseaux étrangers, ou par vaisseaux François qui auront relâché en pays étrangers & qui y auront fait quelques chargemens, & de la quotité de ce droit d'après les valeurs déterminées.*

## A

<i>Aloës</i> , le cent pesant estimé quatre-vingt-cinq livres, payera dix-sept livres, ci.....	17 <sup>ff</sup>
<i>Alun</i> , le cent pesant estimé quatorze livres, payera deux livres seize sous, ci.....	2 16 <sup>s</sup>
<i>Aglu</i> , le cent pesant estimé cent dix livres, payera vingt-deux livres, ci.....	22
<i>Assa foetida</i> , le cent pesant estimé cent dix livres, payera vingt-deux livres, ci.....	22

## B

<i>Bois de cerf ou de buis</i> , le cent pesant estimé vingt-deux livres, payera quatre livres huit sous, ci.....	4 8
<i>Bourdes de Barbarie</i> , le cent pesant estimé huit livres, payera une livre douze sous, ci.....	1 12
<i>Bdelium</i> , le cent pesant estimé quatre-vingt-dix livres, payera dix-huit livres, ci.....	18

## C

<i>Café</i> , le cent pesant estimé cent soixante-dix livres, <sup>4</sup> 5	
payera trente-quatre livres, ci.....	34
<i>Cendres de Tripoli ou de Rome</i> , le cent pesant estimé	
neuf livres, payera une livre seize sous, ci.....	1 16
<i>Cire jaune</i> de toute espèce, le cent pesant estimé cent	
quatre-vingts livres, payera trente-six livres, ci.....	36
<i>Coque du Levant</i> , le cent pesant estimé quatre-vingt-dix	
livres, payera dix-huit livres, ci.....	18
<i>Corcomme</i> , le cent pesant estimé quarante-cinq livres,	
payera neuf livres, ci.....	9
<i>Cordouans</i> , la douzaine estimée vingt-quatre livres, payera	
quatre livres seize sous, ci.....	4 16
<i>Coton filé blanc</i> , le cent pesant estimé deux cents livres,	
payera quarante livres, ci.....	40
<i>Coton filé rouge</i> , le cent pesant estimé quatre cent cin-	
quante livres, payera quatre-vingt-dix livres, ci...	90
<i>Coton en laine</i> , le cent pesant estimé cent vingt livres,	
payera vingt-quatre livres, ci.....	24
<i>Couvertures</i> , la pièce estimée neuf livres, payera une livre	
seize sous, ci.....	1 16
<i>Crin</i> , le cent pesant estimé cent livres, payera vingt	
livres, ci.....	20
<i>Cuir, buffles &amp; chimbalis</i> , le cent pesant estimé vingt	
livres, payera quatre livres, ci.....	4
<i>Cuir escars</i> , le cent pesant estimé douze livres, payera	
deux livres huit sous, ci.....	2 8
<i>Cuir d'Alger &amp; de Tunis</i> , le cent pesant estimé cinquante-	
cinq livres, payera onze livres, ci.....	11
<i>Cuivre en pain</i> , le cent pesant estimé quatre-vingts livres,	
payera seize livres, ci.....	16
<i>Cuivre vieux</i> , le cent pesant estimé quatre-vingt-cinq	
livres, payera dix-sept livres, ci.....	17

## D

<i>Dattes</i> , le cent pesant estimé vingt-sept livres, payera	
cinq livres huit sous, ci.....	5 8
<i>Dents d'éléphants</i> , le cent pesant estimé deux cent vingt	
livres, payera quarante-quatre livres, ci.....	44

## E

<i>Encens en larmes</i> , le cent pesant estimé cinquante livres,	45	5
payera dix livres, ci.....	10	
<i>Encens en sorte</i> , le cent pesant estimé quarante-deux livres,		
payera huit livres huit sous, ci.....	8	8
<i>Encens en poussière</i> , le cent pesant estimé dix livres,		
payera deux livres, ci.....	2	
<i>Eponges fines</i> , le cent pesant estimé deux cent quatre-vingts livres,		
payera cinquante-six livres, ci.....	56	
<i>Eponges communes</i> , le cent pesant estimé cinquante-cinq livres,		
payera onze livres, ci.....	11	
<i>Escayoles</i> , le cent pesant estimé dix livres, payera deux livres, ci.....	2	
<i>Etoupes de soie</i> , le cent pesant estimé trente-trois livres,		
payera six livres douze sous, ci.....	6	12

## F

<i>Follicules de séné</i> , le cent pesant estimé cent soixante livres,		
payera trente-deux livres, ci.....	32	
<i>Fourrures de soie</i> , le cent pesant estimé vingt-sept livres,		
payera cinq livres huit sous, ci.....	5	8
<i>Figues sèches</i> , le cent pesant estimé quinze livres, payera trois livres, ci.....	3	
<i>Fil de chèvre</i> , le cent pesant estimé quatre cent cinquante livres,		
payera quatre-vingt-dix livres, ci.....	90	

## G

<i>Galbanum</i> , le cent pesant estimé cent dix livres, payera vingt-deux livres, ci.....	22	
<i>Galle de toutes sortes</i> , le cent pesant estimé cent livres,		
payera vingt livres, ci.....	20	
<i>Gomme de routes sortes</i> , le cent pesant estimé cent livres,		
payera vingt livres, ci.....	20	
<i>Grainette</i> , le cent pesant estimé vingt-cinq livres, payera cinq livres, ci.....	5	

## H

<i>Huile d'olive</i> , la millerolle estimée soixantelivres, payera douze livres, ci.....	12	
---	----	--

*Hermocrates*, le cent pesant estimé soixante-huit livres, <sup>46 5</sup>  
 payera treize livres douze sous, ci. . . . . 13 12

## L

*Laine de chevron noire*, le cent pesant estimé trois cents  
 livres, payera soixante livres, ci. . . . . 60

*Laine de chevron grise, rousse ou blanche*, le cent pesant  
 estimé deux cent cinquante livres, payera cinquante  
 livres, ci. . . . . 50

*Les autres espèces* sans distinction, le cent pesant estimé  
 quarante livres, payera huit livres, ci. . . . . 8

## M

*Mastic en larme ou en forte*, le cent pesant estimé deux  
 cent vingt livres, payera quarante-quatre livres, ci. . . 44

*Mirabolans*, le cent pesant estimé vingt-huit livres, payera  
 cinq livres douze sous, ci. . . . . 5 8

*Mirrhe*, le cent pesant estimé cent quarante livres,  
 payera vingt-huit livres, ci. . . . . 28

*Maroquins*, la douzaine estimée trente livres, payera  
 six livres, ci. . . . . 6

## N

*Nacre de perles*, le cent pesant estimé cent livres,  
 payera vingt livres, ci. . . . . 20

*Noix vomiques*, le cent pesant estimé vingt-cinq livres,  
 payera cinq livres, ci. . . . . 5

## O

*Opium*, la livre estimée six livres, payera une livre quatre  
 sous, ci. . . . . 1 4

*Oppopanax*, la livre estimée quatre livres dix sous, payera  
 dix-huit sous, ci. . . . . 18

*Orpiment*, le cent pesant estimé quarante livres, payera  
 huit livres, ci. . . . . 8

## P

*Peaux de chèvres d'Angora*, la pièce estimée vingt-sept  
 livres, payera cinq livres huit sous, ci. . . . . 5 8

<i>Pignons-Inde</i> , la livre estimée dix sous, payera deux sous, ci . . . . .	2
<i>Pirètre</i> , la livre estimée cinq sous, payera un sou, ci . . . .	1
<i>Pistaches d'Alep</i> , la livre estimée une livre, payera quatre sous, ci . . . . .	4
<i>Poil de chèvre</i> , le cent pesant estimé deux cent trente livres, payera quarante-six livres, ci . . . . .	46

## Q

<i>Queues de zerdara</i> , la pièce estimée dix-huit livres, payera trois livres douze sous, ci . . . . .	3 12
--	------

## R

<i>Racine de lizari</i> , le cent pesant estimé soixante-dix livres, payera quatorze livres, ci . . . . .	14
<i>Raisins de Corinthe</i> ou autres, le cent pesant estimé quinze livres, payera trois livres, ci . . . . .	3
<i>Rhubarbe</i> , le cent pesant estimé six cents livres, payera cent vingt livres, ci . . . . .	120

## S

<i>Safranum</i> , le cent pesant estimé cent dix livres, payera vingt-deux livres, ci . . . . .	22
<i>Sandarac</i> , le cent pesant estimé deux livres dix sous, payera dix sous, ci . . . . .	10
<i>Scamonee d'Alep</i> , la livre estimée vingt-cinq livres, payera cinq livres, ci . . . . .	5
<i>Scamonee de Smyrne</i> , la livre estimée onze livres, payera deux livres quatre sous, ci . . . . .	2 4
<i>Sebestes</i> , le cent pesant estimé vingt-cinq livres, payera cinq livres, ci . . . . .	5
<i>Sel ammoniac</i> , le cent pesant estimé cent soixante-dix liv., payera trente-quatre livres, ci . . . . .	34
<i>Sel notran</i> , le cent pesant estimé neuf livres, payera une livre seize sous, ci . . . . .	1 16
<i>Semen-cartami</i> , la livre estimée trente sous, payera six sous, ci . . . . .	6
<i>Semencine</i> , le cent pesant estimé une livre trois sous, payera quatre sous sept deniers, ci . . . . .	4 7
<i>Semen-contrà</i> , le cent pesant estimé dix-sept sous, payera trois sous cinq deniers, ci . . . . .	3 5

<i>Semence de ben</i> , la livre estimée cinq sous, payera un sou, ci	1	
<i>Séné-de la plate</i> ; la livre estimée deux livres cinq sous, payera neuf sous, ci	9	
<i>Séné en grabeau</i> , la livre estimée dix sous, payera deux sous, ci	2	
<i>Sené d'Alep</i> , la livre estimée vingt-deux sous, payera quatre sous cinq deniers, ci	4	5
<i>Séné de Tripoli &amp; de Barbarie</i> , la livre estimée douze sous, payera deux sous cinq deniers, ci	2	5
<i>Soie non fi.tée</i> , la livre estimée neuf livres, payera trente-six sous, ci	1	16
<i>Spica nardi</i> , la livre estimée trois livres cinq sous, payera treize sous, ci	13	
<i>Storax en larme</i> , la livre estimée quatre livres, payera seize sous, ci	16	
<i>Storax en prin</i> , la livre estimée vingt-deux sous, payera quatre sous cinq deniers, ci	4	5
<i>Storax liquide</i> , la livre estimée treize sous, payera deux sous sept deniers, ci	2	7

## T

<i>Tamarin</i> , le cent pesant estimé cinquante livres, payera dix livres, ci	10	
<i>Terre d'ambre</i> , le cent pesant estimé trente-cinq sous, payera sept sous, ci	7	
<i>Térébenthine de Chio</i> , la livre estimée dix-sept sous, payera trois sous cinq deniers, ci	3	5
<i>Turbit</i> , la livre estimée neuf sous, payera un sou dix deniers, ci	1	10

## V

<i>Vermillon</i> , la livre estimée six livres, payera vingt-quatre sous, ci	1	4
<i>Vin de Chypre</i> , la millerole estimée soixante livres, payera douze livres, ci	12	
<i>Vitriol de Chypre</i> , le cent pesant estimé cinquante-cinq livres, payera onze livres, ci	11	

## Z

<i>Zedoria</i> , la livre estimée onze sous, payera deux sous deux deniers, ci	2	2
--	---	---

Etoffes

*Etoffes & toileries de soie, fil, coton ou laine.**A*

<i>Alloyas</i> , la pièce estimée six livres, payera vingt-quatre sous, ci . . . . .	1	4
<i>Abats de Salonique</i> , la pièce estimée quatre livres dix sous, payera dix-huit sous, ci . . . . .	18	

*B*

<i>Bourres de soie</i> , la pièce estimée trente livres, payera six livres, ci . . . . .	6	
<i>Bourres de soie &amp; coton</i> , la pièce estimée douze livres, payera deux livres huit sous, ci . . . . .	2	8
<i>Bourres de soie du petit tirage</i> , la pièce estimée douze liv., payera deux livres huit sous, ci . . . . .	2	8
<i>Bourres de Manafie</i> , la pièce estimée six livres, payera vingt-quatre sous, ci . . . . .	1	4
<i>Bourres d'Alexandrie</i> , la pièce estimée deux livres, payera dix sous, ci . . . . .	10	
<i>Bonnets d'Aunis</i> , la douzaine estimée trente livres, payera six livres, ci . . . . .	6	

*C*

<i>Caneyas</i> , la pièce estimée douze livres, payera deux livres huit sous, ci . . . . .	2	8
<i>Capots de Salonique</i> , la pièce estimée huit livres, payera trente deux sous, ci . . . . .	1	12
<i>Capotins</i> , la pièce estimée six livres, payera vingt-quatre sous, ci . . . . .	1	4
<i>Capicouly</i> , la pièce estimée seize livres, payera trois livres quatre sous, ci . . . . .	3	4
<i>Carmesson</i> , la pièce estimée douze livres, payera deux livres huit sous, ci . . . . .	2	8
<i>Ceintures de laine</i> , la douzaine estimée trente-six livres, payera sept livres quatre sous, ci . . . . .	7	4
<i>Cotoni</i> , la pièce estimée sept livres, payera vingt-huit sous, ci . . . . .	1	8

## D

<i>Demittes en soie</i> , la pièce estimée douze livres, payera	4	5
deux livres huit sous, ci.....	2	8

## H

<i>Herbage</i> , la pièce estimée vingt-cinq livres, payera cinq livres, ci.....	5	
<i>Herbages ( Petits )</i> , la pièce estimée seize livres, payera trois livres quatre sous, ci.....	3	4

## M

<i>Mouchoirs de soie</i> , la pièce estimée quatre livres, payera seize sous, ci.....	16	
<i>Mouchoirs d'Alep</i> , la pièce estimée quatre livres, payera seize sous, ci.....	16	

## S

<i>Satin Fleury</i> , la pièce estimée trente livres, payera six livres, ci.....	6	
<i>Satin de Chypre</i> , la pièce estimée neuf livres, payera trente-six sous, ci.....	1	16
<i>Sirsaka</i> , la pièce estimée douze livres, payera deux liv. huit sous, ci.....	2	8

## T

<i>Toile ajamis, auquilly, boutanonis, escamise, madrapar, fadales, manotif, moussob, &amp; autres espèces blanches</i> , la pièce estimée sept livres, payera vingt-huit sous, ci.	1	8
<i>Les bleues</i> , la pièce estimée neuf livres, payera trente-six sous, ci.....	1	16
<i>Toires, garas &amp; guinées</i> , la pièce estimée dix-huit livres, payera trois livres douze sous, ci.....	3	12



## N U M É R O I I.

*ÉTAT des marchandises venant de l'étranger, qui devront à toutes les entrées du royaume, indépendamment des droits du Tarif général, un droit additionnel de vingt pour cent de la valeur, d'après l'évaluation portée par l'état N<sup>o</sup>. I<sup>er</sup>. lorsqu'elles seront du Levant, ou si elles sont de même espèce que celles du Levant, sans être accompagnées du certificat justificatif d'une autre origine.*

## S A V O I R :

ALUN de Smyrne, café du Levant, cendres du Levant, cires jaunes, cordouans ou maroquins, coton du Levant en laines, cuirs, buffes ou buffins, encens, éponges, folium du Levant, follicule de féné, galle gomme adragant, arabique, ammoniac, sérapipe & turique, huile du Levant & de Barbarie; laine du Levant & de Barbarie, natron ou soude, opium, plumes d'autruches blanches ou noires, poil de chameau en laine, poil de chevreau ou laine de chevron, poil de chèvre filé, rhubarbe, safranum, féné, soies du Levant, vitriol de Chypre.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-cinq juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º 1164.

## L O I

*Relative aux Assignats & à la surveillance de leur fabrication.*

Donnée à Paris, le 29 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROIS DES FRANÇOIS: A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit.

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 24 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE décrète ce qui suit:

## A R T I C L E P R E M I E R.

LE trésor public acquittera ce qui se trouvera rester dû pour le papier & l'impression des huit cent millions d'assignats décrétés les 29 septembre & 10 octobre 1790, d'après la représentation des marchés & des quittances de payemens faits à compte jusqu'au premier juillet présent mois.

## I I.

IL fera nommé par le pouvoir exécutif, sous la responsabilité du ministre des contributions publiques, un commissaire adjoint aux deux commissaires du roi déjà en activité, pour remplir avec eux, seulement pendant trois mois, les mêmes fonctions dans tout ce qui a rapport à la confection des assignats de cinq livres, & de ceux de la création de six cent millions portée dans le décret du 19 juin dernier.

## I I I.

LE ministre des contributions publiques vifera toutes

conventions arrêtées & signées par les commissaires du roi , avec les fabricans & artistes occupés pour les assignats de la création de six cent millions , de la même manière qu'il en a été usé pour ceux de cinq livres , & copie desdites conventions visées sera déposée aux archives nationales.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités , que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs , & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-neuf juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º 1163.

## L O I

*Relative au rétablissement de la Discipline militaire.*

Donnée à Paris , le 29 Juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit.

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, des 24 & 25 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE instruite que plusieurs régimens de l'armée sont dépourvus d'un grand nombre de leurs officiers, dont les uns ont été destitués illégalement par les soldats, tandis que d'autres ont abandonné d'eux-mêmes le poste où l'honneur leur faisoit un devoir de mourir pour le maintien de la discipline ; fortement décidée à la rétablir dans toute sa vigueur ; considérant que , par la nature de l'engagement que les militaires contractent envers la nation, le sacrifice de leur vie n'est ni le seul, ni même le plus grand qu'elle soit en droit d'exiger d'eux, mais qu'ils lui doivent celui d'une portion considérable de leur indépendance, à laquelle ils renoncent momentanément pour mieux assurer la liberté de leurs concitoyens ; qu'ainsi l'honneur d'un brave & loyal soldat ne peut pas être plus gravement compromis par une lâcheté, qu'il ne le seroit par un acte d'insubordination ou de licence ; voulant que désormais de semblables actes soient punis irrémissiblement dans toutes les classes du militaire, & que pour ôter tout prétexte d'excuse, les fautes ou délits de ce genre qui seroient commis à l'avenir, ne puissent être confondus avec ceux dont il est possible de rejeter le blâme sur les cir-

constances dont nous sortons ; après avoir entendu le rapport de son comité militaire , décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES officiers qui depuis l'époque du premier mai dernier , ont abandonné volontairement leur corps ou leurs drapeaux sans avoir donné leur démission , & qui sont ensuite passés à l'étranger , seront incessamment poursuivis comme transfuges par les commissaires-auditeurs des guerres , & jugés par les cours martiales. Il en sera de même à l'égard des officiers qui ayant donné leur démission , sont ensuite passés à l'étranger , si dans le délai de six semaines , à compter du jour de la publication du présent décret , ils ne sont pas rentrés dans le royaume , où les corps administratifs & les municipalités veilleront à ce que les loix protectrices de la sûreté des personnes & des biens soient spécialement observées à leur égard.

## I I.

LES officiers qui sans être passés à l'étranger ont abandonné volontairement leur corps ou leurs drapeaux sans permission ni congé , seront censés avoir renoncé pour toujours au service , & ne pourront prétendre à aucun remplacement ni avancement.

## I I I.

A l'égard des officiers qui ont été forcés de quitter leur corps en conséquence de soupçons élevés contre eux , mais non légalement vérifiés , ils reprendront leurs places dans leurs régimens , ou s'ils l'aiment mieux , ils seront pourvus de places équivalentes dans d'autres corps , pourvu que ces officiers n'aient pas refusé le serment prescrit par le décret du 22 juin dernier ; & dans le cas où ils n'auroient pas été à portée de le prêter à leur régiment , qu'ils l'y fassent sous quinzaine.

## I V.

LA disposition de l'article V du décret du 24 juin dernier ,

par laquelle la moitié des emplois vacans dans les différens corps a été réservée aux sous-officiers des corps dans lesquels ils vaqueroient , n'aura pas lieu à l'égard des régimens qui se sont permis des destitutions ; & dans ces mêmes régimens la nomination aux places d'officiers , spécialement affectée aux sous-officiers par la loi du 23 septembre 1790 , demeurera suspendue jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné , d'après le compte qui pourra être rendu par les officiers généraux & supérieurs , de la bonne conduite de ces mêmes corps.

## V.

TOUTE faute ou délit militaire commis avant ce jour (autres néanmoins que les délits spécifiés dans les deux premiers articles du présent décret , & les crimes de désertion , d'embauchage ou de trahison) , toutes plaintes portées en conséquence , mais non encore jugées , toutes condamnations intervenues à l'occasion de ces fautes & délits , mais non encore exécutées , seront censés & réputés non avenue. En conséquence , la liberté sera rendue aux accusés ou condamnés qui se trouvent prisonniers , & il sera expédié à tous ceux qui sont dans le cas du présent article , des cartouches pures & simples.

## V I.

A l'avenir & à compter de ce jour , tout acte d'insubordination & de désobéissance , toute contravention aux loix de la discipline militaire , seront punis suivant l'exigence des cas & la rigueur des ordonnances ; les commissaires-auditeurs des guerres seront tenus de poursuivre les délinquans lorsqu'ils leur seront particulièrement dénoncés ou indiqués par la notoriété publique , & demeureront personnellement responsables de leur négligence à cet égard.

## V I I.

Du jour de la publication du présent décret , les sous-officiers seront personnellement responsables des mouvemens

mens combinés qui se feront dans les régimens contre la personne des officiers, lorsque les coupables apparens de semblables défordres ne seront pas d'abord désignés ou connus; dans ce cas, les commissaires-auditeurs des guerres seront tenus de poursuivre & faire juger par les cours martiales, lesdits sous-officiers, qui ne pourront encourir de moindre peine que celle d'être cassés & déclarés indignes de porter les armes pour le service de la patrie, à moins qu'ils ne prouvent qu'ils n'ont point eu de part aux mouvemens, qu'ils ont pris toutes les précautions qui dépendoient d'eux pour les arrêter, & qu'ils en ont averti les chefs dès qu'ils en ont eu connoissance.

## V I I I.

EN cas de mouvemens combinés dans les régimens contre l'ordre & la discipline militaire en général, les sous-officiers & soldats en seront graduellement responsables, suivant l'ordre de leur grade ou de leur ancienneté, lorsque les coupables apparens de semblables défordres ne seront pas d'abord désignés ou connus; dans ce cas, les commissaires-auditeurs seront tenus de rendre plainte contre les sergens-majors ou maréchaux-des-logis en chef, premiers sergens ou maréchaux-des-logis, premiers caporaux ou brigadiers, appointés. & plus anciens soldats, cavaliers, dragons, hussards, chasseurs ou canonniers, par rapport auxquels il en sera usé ainsi qu'il est dit en l'article précédent.

## I X.

EN cas de mouvemens combinés dans les régimens par les officiers contre l'ordre & la discipline militaire en général, les officiers en seront graduellement responsables suivant l'ordre de leur grade ou de leur ancienneté, lorsque les coupables apparens de semblables défordres ne seront pas d'abord désignés ou connus; dans ce cas les commissaires-auditeurs seront tenus de rendre plainte contre les premiers capitaines, premiers lieutenans & premiers sous-lieutenans,

par rapport auxquels il en sera usé ainsi qu'il est dit dans l'article VII.

## X.

SERONT considérés & punis comme mouvemens combinés contre l'ordre & la discipline en général , toute réunion, soit de militaires de différens grades , soit d'officiers, soit de sous-officiers ou soldats , pour délibérer entre eux dans d'autres circonstances que celles permises ou prescrites par la loi , à plus forte raison, toute délibération formée & toute émission du vœu collectif.

## X I.

Aussi long-tems que subsistera l'autorité provisoire accordée aux généraux d'armée par le décret du 24 juin dernier , de suspendre les officiers dont la conduite leur paroîtra suspecte, les commandans en chef des divisions jouiront du même droit, chacun dans sa division, & les conseils de discipline de chaque régiment auront aussi provisoirement le pouvoir d'ordonner, à la pluralité des cinq septièmes des voix , le renvoi avec une cartouche pure & simple des sous-officiers & soldats dont la conduite sera répréhensible; néanmoins le conseil de discipline ne pourra jamais user de ce pouvoir que sur une demande expresse & par écrit, qui devra être signée, s'il est question d'un sous-officier, par neuf de ses camarades du même grade & par un officier de sa compagnie; & s'il est question d'un soldat, par tous les sous-officiers de sa compagnie, ou par un sergent ou maréchal-des-logis, un caporal ou brigadier, & par neuf soldats de sa compagnie.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux , corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. Mandons & ordonnons pareillement à tous les officiers généraux , & autres qui commandent les trou-



pes de ligne dans les différens départemens du royaume, & à tous autres qu'il appartiendra, de se conformer à ces présentes, & de tenir la main, chacun en ce qui le concerne, à ce qu'elles soient ponctuellement exécutées. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à cesdites présentes. A Paris, le vingt-neuf juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier : Pour le roi;*  
*Signé* M. L. F. DU PORT.

N.º 1161.

## L O I

*Additionnelle au Décret du 2 Mars , portant suppression des divers droits qui se percevoient dans les ci-devant pays d'États.*

Donnée à Paris, le 29 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 25 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE voulant assurer l'exécution pleine & entière de son décret du 2 mars, portant suppression à l'avenir des droits établis tant à l'exercice qu'à la fabrication , & qui étoient perçus soit par la régie générale, soit par des fermiers particuliers , dans les ci-devant pays d'états , & en même temps assurer le recouvrement des droits qui étoient dus & exigibles à l'époque de cette suppression, décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LE bail passé par les ci-devant états de Languedoc , le 15 janvier 1788 , à Pierre Bellocq , de la ferme du droit connu sous le nom d'*équivalent* , & perceptible à la vente en détail sur les vins , viande & poissons de mer , frais & salés , pour en jouir par ledit Bellocq pendant le terme de six années consécutives , à compter du 1.<sup>er</sup> avril 1788 ,

jusqu'au 31 mars 1794, moyennant le prix d'un million trois cent soixante-seize mille livres par chaque année, est & demeure résilié à compter du 1.<sup>er</sup> avril 1790; en conséquence & à dater de cette époque, ledit Bellocq rendra d'ici au 1.<sup>er</sup> janvier 1792, son compte de clerk à maître du produit dudit bail, au directoire du département de la haute Garonne.

## I I.

Tous les sous-baux passés par ledit Bellocq, & les arrièressous - haux passés par les cessionnaires, sont également résiliés, à compter dudit jour 1.<sup>er</sup> avril 1790, à la charge par les sous-fermiers qui se sont plaints légalement de leur non-jouissance, de rendre audit Bellocq leur compte de clerk à maître, pour la troisième année de leur bail échue le 31 mars 1791, dans le délai de trois mois; lesquels comptes de clerk à maître ne seront reçus qu'après avoir été vérifiés & visés par les municipalités & directoires de district, pour faire partie du compte général de clerk à maître à rendre par ledit Bellocq devant le directoire du département de la haute Garonne; & les sommes à recouvrer aujourd'hui pour le compte de la nation, seront imputées sur les indemnités qui pourroient lui être dues après la reddition & apurement de son compte.

## I I I.

SUR les observations du directoire du département de la haute Garonne, qui seront transmises au corps législatif, il sera pourvu au traitement dudit Bellocq, depuis le 1.<sup>er</sup> avril 1790 jusqu'à la présentation de son compte de clerk à maître, ainsi qu'à l'indemnité, s'il y a lieu, pour la non-jouissance des trois dernières années de son bail.

## I V.

L'ASSEMBLÉE nationale autorise ledit Bellocq, ainsi que ses sous-fermiers, à continuer la perception des restes

à recouvrer jusqu'au 1.<sup>er</sup> janvier 1792, terme dans lequel ledit Bellocq sera tenu de rendre son compte de clerc à maître.

## V.

TOUTES les procédures commencées pour demandes en indemnités & résiliation de baux, sont & demeurent supprimées ; mais les poursuites nécessaires à l'acquittement des droits dus, tant par les redevables que par les sous-fermiers & arrière-sous-fermiers, seront faites & continuées jusqu'à parfait payement.

## V I.

Tous les baux des bureaux passés par ledit Bellocq & les sous-fermiers, pour raison de leur exploitation, seront résiliés à compter du 1.<sup>er</sup> octobre prochain, & le prix en sera payé aux propriétaires jusqu'à ladite époque pour leur tenir lieu d'indemnité, attendu qu'ils ont cessé d'être occupés depuis la cessation du bail.

## V I I.

DANS le compte de clerc à maître que rendra ledit Bellocq, il portera en recette le prix des meubles & ustensiles de son exploitation, dont la vente sera faite par l'ordre des corps administratifs, sous l'inspection des municipalités ; & distraction faite du tiers pour les deux années de la jouissance, il portera en dépense le prix de leur acquisition, comme aussi les frais faits tant pour monter les régies que pour opérer les sous-fermes & autres objets y relatifs. Il lui sera également alloué en dépense, ainsi qu'à ses fermiers & arrière-sous-fermiers comptables, les frais des procédures ci-dessus anéanties par l'article V.

## V I I I.

LEDIT Bellocq se pourvoira par-devant le comité de

liquidation , pour le remboursement des six cent mille livres dont il a fait l'avance à la province en exécution de son bail.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux , corps administratifs & municipalités , que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs , & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris , le vingt-neuf juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi.*  
Signé M. L. F. DU PORT.

N<sup>o</sup>. 1168.

## L O I

*Relative aux Régimens d'infanterie Allemande, Irlandoise & Liégeoise.*

Donnée à Paris, le 29 Juillet 1791.

**LOUIS**, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, **ROI DES FRANÇOIS** : A tous présens & à venir ; **SALUT**. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 21 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE décrète que le quarante-deuxième régiment d'infanterie, ci-devant Nassau, & tous ceux ci-devant désignés sous le nom de régimens d'infanterie *Allemande, Irlandoise & Liégeoise*, font partie de l'infanterie Française ; qu'en conséquence ils ne font avec elle qu'une seule & même arme ; qu'ils prendront l'uniforme François, suivront la même discipline que les autres troupes Françaises ; & qu'à compter du premier de ce mois, ils seront traités de la même manière relativement à la solde, aux appointemens & à la fixation des différentes masses.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. Mandons & ordonnons pareillement à tous les officiers généraux & autres qui commandent les troupes de ligne dans les différens départemens du royaume ; comme aussi à tous les officiers, sous-officiers, gendarmes de la gendarmerie nationale, & à tous autres qu'il appartiendra, de se conformer ponctuellement à ces présentes. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-neuf juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

## L O I

N.<sup>o</sup> 1160.

*Portant circonscription des Paroisses des villes d'Avranches, de la Charité, de la Marche & d'Auray.*

Donnée à Paris, le 29 Juillet 1791.

**L** O U I S, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 25 Juillet 1791.*

**L'** A S S E M B L É E N A T I O N A L E, ouï le rapport qui lui a été fait par son comité ecclésiastique,

1.<sup>o</sup> De l'arrêté du directoire du département de la Manche, du 11 de ce mois, sur la délibération du directoire du district d'Avranches, du 4 précédent, concernant la circonscription des paroisses de la ville d'Avranches, & de l'avis de l'évêque de ce département;

2.<sup>o</sup> De l'arrêté du directoire du département de la Nièvre, du 7 de ce mois, sur la délibération du directoire du district de la Charité, du 15 juin dernier, concernant la réduction des paroisses de la Charité, & la réunion de la paroisse de Munot à celle de la Marche, & de l'avis de Guillaume Toller, évêque de ce département;

3.<sup>o</sup> De l'arrêté du directoire du département du Morbihan, du 30 juin dernier, sur la délibération du directoire du district & de la municipalité d'Auray, du 9 du même mois, concernant la circonscription des paroisses de cette ville, & de l'avis de Charles Lemelle, évêque de ce département, décrète ce qui suit;

## A R T I C L E P R E M I E R.

## D É P A R T E M E N T D E L A M A N C H E.

*Ville d'Avranches.*

LES paroisses de Notre-Dame-des-Champs, de Saint-Gervais, de Saint-Saturnin, de Saint-Martin-des-Champs, de Saint-Senier, & de Ponts de la ville d'Avranches, sont réunies en une seule qui sera dans l'ancienne église cathédrale sous le nom de Saint-André. La paroisse de Ponts est conservée comme succursale, avec son ancien territoire. L'église ci-devant paroissiale de Saint-Gervais est conservée comme oratoire. Ladite paroisse sera circonscrite ainsi qu'il est expliqué dans la délibération susdatée du directoire du district d'Avranches.

## I I.

## D É P A R T E M E N T D E L A N I È V R E.

*District de la Charité.**Ville de la Charité.*

LES paroisses de Sainte-Croix, de Saint-Jacques & de Saint-Pierre de la ville de la Charité sont réunies en une seule, qui sera desservie, sous l'invocation de Notre-Dame, dans l'église du ci-devant monastère des Bénédictins de cette ville.

## I I I.

*La Marche.*

LA paroisse de Munot est réunie à celle de la Marche.

## I V.

LES paroisses de la Charité & de la Marche seront



circonscrites, ainsi qu'il est expliqué dans l'arrêté susdaté du directoire du département de la Nièvre.

## V.

## D É P A R T E M E N T D U M O R B I H A N .

*Ville d'Auray.*

LES deux paroisses de Saint-Gildas & de Saint-Goustant de la ville d'Auray, sont réunies en une seule qui sera desservie dans l'église de Saint-Gildas ; celle de Saint-Goustant sera conservée comme oratoire.

## V I.

IL sera envoyé les dimanches & fêtes dans chacun des oratoires mentionnés au présent décret, par les curés respectifs, un de leurs vicaires pour y célébrer la messe & y faire les instructions spirituelles, sans pouvoir exercer les fonctions curiales.

MANDONS & ordonnons aux tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, ce vingt-neuf juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin dernier: Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º 1165.

## L O I

*Relative aux Employés des ci-devant Fermes,  
Régies & Administrations supprimées.*

Donnée à Paris, le 31 juillet 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 31 Juillet 1791.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, après avoir entendu le rapport de ses comités des finances, des pensions, des domaines, des impositions, d'agriculture & de commerce réunis, décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

Tous employés commissionnés dans les fermes & régies générales, à la caisse des recettes générales des finances, à la recette générale du clergé, dans les devoirs de Bretagne, l'équivalent du Languedoc, les quatre membres Beligiques, les postes, la police de Paris, dans les bureaux de l'économat, les administrations des pays d'états, à la perception des octrois & autres droits qui se levoient principalement au profit de l'état; les directeurs, contrôleurs & vérificateurs des vingtièmes, les commis attachés aux intendances, ou qui étoient passés desdites intendances aux administrations provinciales, tous lesquels se trouvent précédemment supprimés par les décrets rendus, auront droit aux pensions, secours & gratifications qui seront déterminés ci-après, suivant la durée & l'état de leurs services.

## I I.

LES DITS employés seront divisés en trois classes. La première comprendra ceux qui ont vingt ans de service révolus & au-dessus; la seconde, ceux qui ont de dix ans de service révolus jusqu'à vingt; & la troisième, ceux qui ont moins de dix ans de service.

## I I I.

LES employés n'auront droit aux pensions, secours & gratifications mentionnés en l'article premier du présent décret, que dans le cas où l'emploi supprimé formoit l'état unique de celui qui l'occupoit, qu'il en étoit pourvu lors de la suppression dudit emploi, & qu'il n'ait pas été remplacé depuis, ou n'ait pas refusé de l'être, ainsi qu'il sera dit par l'article XI ci-après.

## I V.

LA suppression des fermes, régies & autres administrations dénommées dans l'article premier, n'ayant pas permis à ceux qui y étoient employés, d'atteindre l'époque du service fixée par la loi du 23 août 1790 pour l'obtention des pensions, les dispositions de ladite loi seront modifiées quant auxdits employés seulement; en conséquence ceux compris dans les articles précédens, & qui par leurs dispositions se trouvent avoir droit aux pensions, secours & gratifications dont il y est fait mention, jouiront, après vingt ans de services révolus, du quart de leurs appointemens, & il leur sera en outre accordé un vingtième des trois quarts restant par chaque année de service; de manière qu'après quarante ans de service effectif, ils obtiendront la totalité de leurs appointemens, qui ne pourra néanmoins excéder le *maximum* fixé par l'article suivant.

## V.

LES traitemens qui seront accordés aux employés supprimés, conformément aux dispositions précédentes, ne

pourront excéder la somme de deux mille livres, à quelques sommes qu'ayent pu monter les appointemens de leurs grades, & ils ne pourront être moindres de cent cinquante livres.

## V I.

APRÈS dix ans de service révolus, lesdits employés recevront pour retraite le huitième de leurs appointemens, & il leur sera en outre accordé un dixième d'un semblable huitième pour chaque année de service au-delà de ces dix ans; le *maximum* de ces pensions sera de huit cents livres, & le *minimum* de soixante livres.

## V I I.

TOUT service public que l'employé aura fait avant d'entrer dans les régies, fermes & administrations supprimées, sera compté pour former son traitement, en justifiant de ce service, & qu'il l'a fait & quitté sans reproche.

## V I I I.

LA loi du 23 août sera au surplus applicable à tous ceux des employés supprimés qui en réclameront les dispositions.

## I X.

TOUT employé supprimé ayant moins de dix ans de services, recevra un secours en argent, dans la proportion ci-après;

## S A V O I R :

CEUX qui avoient douze cents livres d'appointemens & au-dessus, cent vingt livres par chaque année de service; ceux qui avoient de huit à douze cents livres d'appointemens, quatre-vingt-dix livres par chacun an. Il sera payé soixante livres par année de service à ceux qui ont moins de huit cents livres d'appointemens, & néanmoins le secours ne pourra être pour aucun d'eux, moindre de cent livres.

## X.

LES employés qui justifieront que les emplois ou les distributions de sel ou de tabac dont ils jouissoient au moment de leur suppression, leur ont été accordés comme retraite à raison d'ancienneté de leurs services, ou pour cause d'infirmités constatées résultant du même service, ou de blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions, jouiront du même traitement auquel ils auroient droit s'ils avoient continué d'être en activité de service dans leurs premières places ; & le temps qu'ils ont occupé ces nouveaux emplois, ou géré lesdites places, leur sera ou outre compté pour former le montant de leur retraite.

## X I.

LES pensions & secours accordés par le présent décret, ne seront pas payés à ceux des employés qui, depuis leur suppression, auroient obtenu une place d'un produit égal aux deux tiers de la première ; il en sera de même à l'égard de ceux qui en obtiendroient par la suite, ou qui refuseroient de l'accepter ; & dans chacun de ces cas, ils n'auront droit à une pension qu'autant qu'ils pourront présenter un service public d'au moins trente ans, aux termes du titre premier de la loi du 23 août 1790.

## X I I.

POUR établir les bases du traitement auquel chaque employé commissionné supprimé aura droit à raison du produit de sa place, on ne calculera que les appointemens fixes, les gratifications ordinaires & annuelles, & le montant des remises fixes seulement, sans pouvoir y comprendre, sous aucun prétexte, les bénéfices ou gratifications casuels, le logement, les excédans de remises, les intérêts des cautionnemens, les bénéfices d'usage sur la négociation du papier, ou tous autres émolumens de cette espèce.

## X I I I.

CEUX des employés qui prétendront des indemnités pour raison de dégâts faits dans leurs maisons & meubles, par l'effet des mouvemens qui ont eu lieu depuis le 12 juillet 1789, remettront leurs mémoires au commissaire-liquidateur, lequel les règlera d'après les certificats des municipalités, vifés & approuvés par les directoires des districts & des départemens; & néanmoins lesdites indemnités ne pourront excéder le montant de trois années de leurs traitemens, calculé conformément aux dispositions du précédent article.

## X I V.

A l'égard des employés qui avoient des commissions directes des compagnies, & dont les émolumens consistoient, en tout ou en partie, en remises fixes sur les débits, tels que les entreposeurs, les débitans principaux, les receveurs des gabelles & sel, les minotiers, il leur sera accordé des pensions ou indemnités dans les proportions établies par les articles IV, V, VI & XII du présent décret; le montant des remises qui leur étoient accordées sur leur débit, sera déterminé d'après la fixation de la vente à laquelle ils étoient assujettis.

## X V.

LES pensions de retraite qui existoient sur les régies; fermes, administrations & compagnies supprimées, seront rétablies si elles sont conformes, soit au règlement desdites régies, fermes, administrations & compagnies, soit aux dispositions de la loi du 23 août dernier; & cependant, par provision, lesdites pensions seront payées conformément au décret du 2 juillet présent mois.

## X V I.

LES pensions & indemnités qui seront accordées en exécution du présent décret, commenceront à avoir cours à compter

compter du 1. juillet 1791. En attendant que le montant desdites pensions, secours ou indemnités soit déterminé, les employés dénommés au présent décret jouiront pendant trois mois, des secours fixés par le décret du 8 mars dernier; mais il leur sera fait déduction de ce qu'ils auront reçu à titre de secours, lors du paiement des pensions & indemnités qui leur seront accordées.

## X V I I.

TOUTE personne se prétendant attachée aux régies, fermes, administrations ou compagnies supprimées, ne pourra prétendre ni pension ni indemnité, qu'autant qu'elle se trouvera dans le cas prévu par l'article III du présent décret, qu'elle aura prêté serment en justice, ou qu'elle justifiera d'une commission ou nomination émanée directement de la compagnie ou administration à laquelle elle étoit attachée, antérieure d'un an au moins à la suppression desdites régies, fermes, administrations & compagnies.

## X V I I I.

LA présente loi n'aura pas d'effet à l'égard de ceux qui depuis cinq ans ont joui de places ou emplois, dont les produits calculés d'après les bases de l'article XII du présent décret, s'élevoient au-dessus de quatre mille livres, & ils ne pourront obtenir de pensions que dans les cas prévus & d'après les conditions exigées par la loi du 23 août dernier.

L'assemblée nationale ordonne au surplus que le présent décret sera imprimé & envoyé dans tous les départemens.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à ces présentes. A Paris, le vingt-huit juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi. Signé M. L. F. DU PORT.*

N.º 1170.

## L O I

*Relative aux Troubles de l'Orient.*

Donnée à Paris, le 31 Juillet 1791.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 30 Juillet 1791.*

**L'**ASSEMBLÉE NATIONALE, après avoir entendu le rapport de ses comités des colonies, de la marine & militaire, sur les faits arrivés à l'Orient les vingt-quatre & vingt-cinq du présent mois, considérant que les ministres, les corps administratifs & les commissaires civils, sont institués pour veiller au maintien de l'ordre public, à la sûreté des personnes & des propriétés; qu'ils sont revêtus par la constitution, de l'autorité nécessaire pour remplir ces divers objets; qu'enfin ils sont chacun respectivement & personnellement responsables de leur inexécution; rendant d'ailleurs justice à la conduite de la garde nationale & de la municipalité de l'Orient, & comptant sur l'activité & la continuité de leur zèle, déclare qu'elle renvoie au pouvoir exécutif pour maintenir l'exécution des loix.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, &c. En foi de quoi le sceau de l'état a été apposé à cesdites présentes. A Paris, ce trente-un juillet mil sept cent quatre-vingt-onze.

*En vertu des décrets des 21 & 25 juin 1791 : Pour le roi*  
Signé M L. F. DU PORT.

*Fin de la I<sup>re</sup> Partie du Tome V.*









a39003 009513093b



